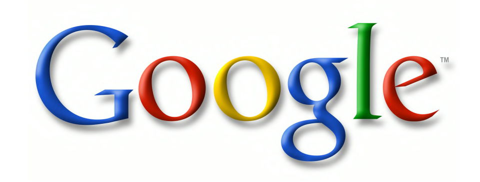
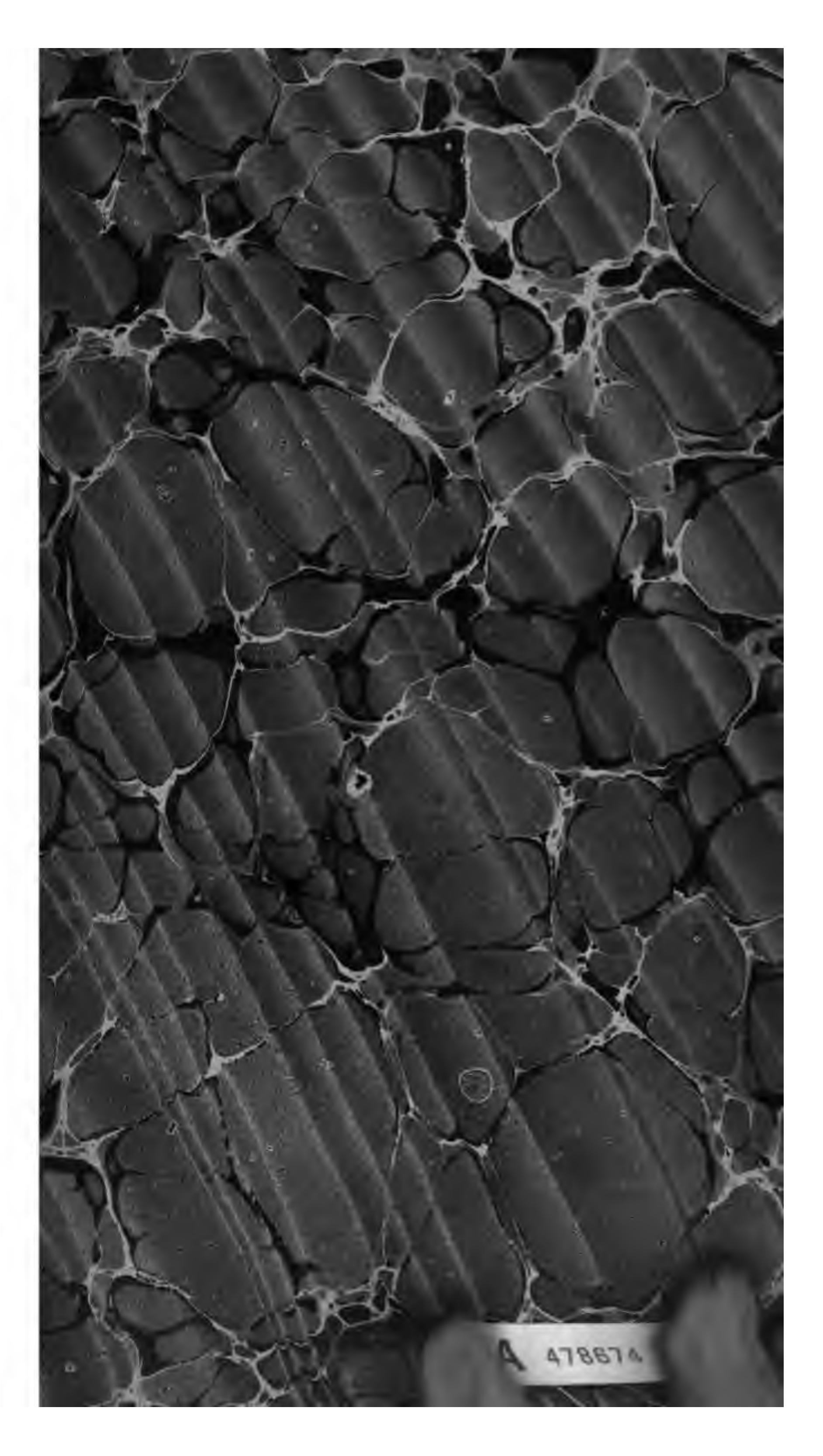





1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUÆRIS PENINSULAM AMŒNAM
CIRCUMSPICE


A 478674



COURS

D'ÉCONOMIE POLITIQUE.

— Corbeil, typ. et lith. de Crété. —

COURS

D'ÉCONOMIE POLITIQUE

FAIT AU

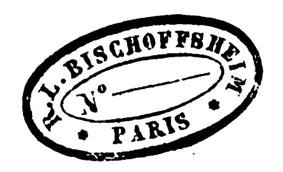
COLLÉGE DE FRANCE,

PAR

MICHEL CHEVALIER.

TROISIÈME VOLUME.

LA MONNAIE.



PARIS,

CAPELLE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

Rue des Grès-Sorbonne, 10, près l'École de Droit.

1850.

COURS
D'ÉCONOMIE POLITIQUE

DE LA MONNAIE.

SECTION PREMIÈRE.

NATURE DE LA MONNAIE.

Il faut qu'elle soit d'une substance possédant une valeur intrinsèque, et elle ne peut être que d'or ou d'argent.

CHAPITRE PREMIER.

La monnaie a une fonction double. Qualités qu'une substance doit réunir pour être propre à servir de monnaie.

La monnaie est un instrument qui, dans les échanges, sert de mesure et par lui-même est un équivalent (1).

La monnaie est indispensable à l'homme, du moment qu'il vit en société. On peut concevoir un état primitif où chacun, tant bien que mal, produit lui-même tout ce qui est nécessaire aux besoins restreints de son existence. Mais la division du travail s'introduit, par l'effet de la diversité des aptitudes et des positions, dès que le lien so-

(1) On lira avec profit, au sujet de cette définition de la monnaie, ce qu'en dit lord Liverpool dans son traité des monnaies anglaises, *A Treatise on the coins of the Realm*.

cial a rapproché les individus. Chacun cesse de faire toute chose pour ne produire qu'un nombre déterminé d'objets. A mesure que la société s'étend et se perfectionne, on disperse moins ses efforts, on se renferme dans une œuvre de plus en plus spéciale afin de s'en acquitter de mieux en mieux. Les hommes échangent entre eux les produits de plus en plus divers de leurs travaux ou leurs services de plus en plus variés. C'est ainsi que la société parvient à avoir, avec une même quantité de travail, une beaucoup plus grande quantité d'objets de toute sorte à offrir aux besoins des hommes (1), et qu'elle devient de plus en plus profitable à tout le monde. Être sociable par privilége, plus l'homme pratique l'échange, plus il est fidèle à la destination que lui a assignée le Créateur.

Mais l'échange est une opération fort incertaine tant qu'on n'a pas de monnaie. Il se pratique alors par la voie du troc en nature. Je suis producteur de blé, j'ai besoin de viande; je livre à mon voisin l'éleveur un certain nombre d'hectolitres de mon grain contre un bœuf. Mais je ne sais pas exactement quel est le rapport du blé au gros bétail en général et au bœuf qu'on me propose en particulier. Dans cet embarras, le marché se conclut péniblement. L'éleveur qui a troqué sa bête contre mon blé a déjà peut-être plus de blé qu'il ne lui en faut; mais il aurait besoin de vêtement, il sera donc dans la nécessité de chercher une troisième personne qui ait des vêtements à céder et à qui il convienne d'avoir du grain; après qu'il l'aura découverte, il aura à faire avec elle un

(1) Au sujet de la fécondité qu'acquiert le travail humain par le moyen de la division, on peut consulter *la Richesse des nations,* d'Adam Smith, livre I, chapitre I (page 7, du tome I de l'édition Guillaumin), et le *Cours d'Économie politique,* de J. B. Say, tome X de la collection Guillaumin, page 164.

troc entre deux objets dont le rapport accoutumé n'est pas suffisamment déterminé pour lui. Dans ces circonstances, si, parmi toutes les marchandises, on en choisit une à laquelle, par une convention générale, on rapporte toutes les autres, qui soit acceptée universellement en retour de toute chose, qui enfin serve de commune mesure des valeurs et d'équivalent universel, les transactions deviennent plus simples et plus faciles. Si c'est le blé, par exemple, la valeur du bétail et de chaque bête en particulier, selon le poids qu'elle aura, se traduira par un certain nombre d'hectolitres ou de fractions d'hectolitres de froment. Il en sera de même de chaque pièce de drap ou de toile, selon la longueur, la couleur, la finesse. Deux hommes qui voudront faire un échange, s'entendront vite; ils parleront la même langue. Le vendeur de bétail n'a pas besoin de blé, mais qu'importe? Ce n'est pas seulement une commune mesure, c'est un équivalent universel. Il l'accepte donc, assuré qu'il est de l'échanger demain contre tel autre objet dont il peut avoir besoin, quel qu'il soit.

La monnaie est donc quelque chose de plus qu'une mesure idéale, dans le genre du mètre que l'esprit conçoit dans l'espace indépendamment de toute substance. C'est aussi un objet ayant sa valeur propre, et devenant, suivant qu'on en prend une quantité plus ou moins forte, l'équivalent actuel de toute marchandise qu'il s'agira de payer. Cet attribut d'équivalent est essentiel à la monnaie, et nous aurons occasion dans le courant de ce volume de signaler les malheurs qui sont venus de ce qu'on avait imaginé de s'en passer. Le plus simple raisonnement montre qu'il est indispensable. L'Écossais Jean Law, l'auteur du fameux Système, disait, dans un jour de bon sens : Je ne saurais comprendre qu'aucun pays voulût recevoir comme une valeur ce qui ne serait



pas estimé égal à la chose pour laquelle on le donnerait, ou comment cette valeur imaginaire pourrait avoir été maintenue (1).

Dupré de Saint-Maur exprime la même idée différemment : « Les hommes, dit-il, ne contractent pas, dans les marchés qu'ils font, pour des dénominations ou des sons, mais pour une valeur intrinsèque, qui n'est autre chose que la quantité d'argent garantie par l'autorité publique dans une pièce d'une certaine dénomination (2). »

Mais on reconnaît aussitôt que tout objet n'est pas propre également à remplir ce rôle intermédiaire de commune mesure, d'équivalent général, de monnaie enfin. Le blé, que je viens d'indiquer par manière d'hypothèse, n'y convient que fort médiocrement. Le blé est volumineux et lourd : il serait fort incommode à transporter de chez l'un chez l'autre. Chacun serait forcé d'avoir de vastes greniers et de se pourvoir de nombreux véhicles qu'on mettrait en mouvement à chaque transaction. Le blé est moins périssable que d'autres fruits de la terre : sous ce rapport même il présente sur la plupart des matières alimentaires une supériorité remarquable ; cependant, il est sujet à s'avarier, il se détériore à l'humidité et les insectes le dévorent. Celui qui aurait reçu une certaine quantité de blé aujourd'hui courrait grand risque de ne pas la retrouver intacte dans six mois, dans un an ; par là serait introduit, dans toute opération commerciale, un élément aléatoire. La valeur du blé est fort sujette à variation : la récolte prochaine peut être abondante, alors le blé baissera ; mais elle peut aussi bien être au-dessous du médiocre, et dans ce cas le

(1) *Considérations sur le Numéraire*, œuvres de Law, collection Guillaumin, tome I, page 469. Il y a dans ce passage la réfutation du fameux Système que Law essaya chez nous.

(2) *Essai sur les monnaies*, page 9.

blé acquerra une valeur relative extraordinaire ; par conséquent, je ne sais pas bien ce que je donne ou ce que je prends quand je paye ou que je suis payé en blé, si le payement n'est pas immédiat, ou si le blé, en le supposant livré aujourd'hui, n'est pas destiné à être consommé aussitôt. Enfin le blé n'est pas une substance toujours semblable à elle-même ; dans le même champ, d'une année à l'autre, il varie de qualité. Il varie davantage selon les lieux. La touselle de Provence et la richelle de Naples valent plus que le blé d'Odessa, qui peut être offert concurremment sur le même marché, à Nice ou à Marseille, et les blés de Dantzig surpassent ceux de l'Amérique qu'ils peuvent rencontrer à Mark-Lane (1) ou à la halle au blé de Paris.

En un mot le blé serait une commune mesure trop incommode, un équivalent trop incertain, en d'autres termes une mauvaise monnaie. Beaucoup d'autres objets considérés sous le rapport de leur aptitude à remplir ce rôle, soulèveraient les mêmes objections ; ils pourraient même offrir des difficultés nouvelles. Le blé, par exemple, est divisible indéfiniment et sur-le-champ : la division d'un hectolitre peut être poussée jusqu'à un grain de blé, et avec des grains de blé pris un à un je puis recomposer l'hectolitre ; au contraire, je ne puis sur le marché couper un bœuf en deux et, en tout cas, avec deux moitiés je ne referai pas un bœuf.

A la suite de cette courte analyse, il est facile d'indiquer les qualités essentielles dont une marchandise doit être douée pour remplir parfaitement le rôle de monnaie. Il faut qu'elle soit :

1° Par elle-même une marchandise, c'est-à-dire une chose en rapport avec quelques-uns de nos besoins et re-

(1) Marché au blé de Londres.

cherchée par les hommes indépendamment de la faculté qu'on a de la monnayer.

2° A valeur égale, plus facile à déplacer que la plupart des autres marchandises; c'est-à-dire que, sous un faible volume, elle doit offrir une grande valeur relative, afin que chacun en transporte commodément l'équivalent des objets qu'on a communément lieu d'acheter.

3° Inaltérable, afin qu'on puisse la conserver intacte sans des soins particuliers et incessants.

4° Parfaitement homogène et égale à elle-même, afin que, moyennant une vérification simple, on en constate rigoureusement la nature.

5° Divisible indéfiniment, de manière à représenter telle petite valeur qu'on voudra; sans cependant que la division lui enlève rien de ses avantages, ce qui suppose que les parties détachées, ou au contraire engagées dans des combinaisons avec d'autres substances, soient aisées, celles-ci à isoler, celles-là à réunir.

6° A l'abri, autant que possible, des variations de valeur, et notamment de ces changements brusques qui résultent, pour les productions de l'agriculture, des inégalités qu'éprouve la récolte d'une année à l'autre, et, pour celles qui sortent des manufactures, des révolutions que subissent sans cesse les moyens de fabrication.

7° Il convient aussi que les objets qu'on destine à cette fonction aient une grande aptitude à recevoir et à conserver une empreinte délicate qui les fasse sommairement reconnaître d'un coup d'œil.

8° Il est encore à désirer qu'ils soient doués d'une malléabilité et d'une dureté qui les empêchent de se rompre; qu'ils aient des qualités distinctives, à l'aide desquelles on puisse aisément les distinguer en un instant de substances plus ou moins analogues auxquelles on aurait frauduleusement donné la même forme et la

même empreinte ; tel le son que rendent les métaux précieux, telle la grandeur de leur pesanteur spécifique.

L'or et l'argent ont été choisis de toute antiquité par une sorte d'assentiment universel, pour remplir les fonctions de monnaie. Ils satisfont, en effet, à la plupart des conditions que nous venons d'énumérer, de la façon la plus complète, et à toutes sans exception mieux que quelque autre marchandise que ce soit. C'est ce que l'on va voir.

CHAPITRE II.

L'or et l'argent sont les deux seules substances qui réunissent les qualités nécessaires à la monnaie.

Pour montrer comment l'or et l'argent satisfont mieux que toute autre marchandise aux conditions que comporte la fonction monétaire, reprenons ces conditions dans l'ordre où elles viennent d'être présentées.

1° L'or et l'argent sont bien des marchandises, abstraction faite de l'emploi que leur donne la monnaie. Ils ont leur utilité, ils répondent à quelques-uns de nos besoins ; ils étaient recherchés, avant qu'on n'en fît de la monnaie, pour certaines qualités qu'ils possèdent, leur éclat, leur beauté inaltérable. Ainsi que le remarque M. Senior, ce qui fit qu'on put les prendre pour en battre monnaie, c'est que, pour des ustensiles domestiques, pour l'ornement de la demeure et pour le faste des hommes, ils offrent des avantages qu'aucune autre substance n'égale, et qu'à ce titre ils étaient déjà extrê-



mement estimés. Le stoïcien peut trouver qu'on ferait bien de se passer de ces hochets, et à ses yeux l'or et l'argent peuvent paraître absolument inutiles; mais le genre humain n'est pas stoïcien, ne le sera jamais. A ses yeux, l'or et l'argent ont et auront toujours par eux-mêmes de la valeur. On exploitera toujours les mines qui les donnent, parce que, en tant que métaux, ils caressent nos faiblesses, notre amour du raffinement, notre ambition de paraître. C'est ce désir général d'en avoir qui, combiné avec une exploitation convenablement étendue, détermine, indépendamment de toute fonction monétaire, la proportion des autres marchandises contre laquelle ils s'échangent communément, et contribue à les rendre aptes à remplir le rôle de monnaie. Mais si le genre humain en masse s'élevait à la pratique des vertus stoïques dans toute leur pureté, délaissés alors pour tout usage dans la vie, l'or et l'argent seraient par cela même déchus de l'emploi de monnaie. L'aptitude à ce rôle s'en irait au même instant que la relation avec nos besoins. La même chose aurait lieu, si la fable de l'Eldorado se réalisait et qu'on en rencontrât des mines où ils fussent tellement abondants qu'ils tombassent, comme l'eau et l'air, dans le domaine public.

L'or et l'argent ont donc par eux-mêmes, indépendamment de l'attribution monétaire, une utilité distincte, une valeur intrinsèque, qui se règle sur le marché, tout comme la valeur d'une autre marchandise quelconque. C'est un fait que personne ne révoquait en doute au début de la civilisation, quand on commença à faire des payements avec l'or ou l'argent, mais que, depuis, les hommes avaient perdu de vue, et dans l'ignorance duquel ils ont commis de déplorables erreurs. Il y a cent cinquante ans à peine, qu'un grand esprit, le philosophe Locke, dans un écrit qui servit au surplus à empêcher

le parlement anglais d'adopter de fausses mesures, à l'égard de la monnaie qu'il s'agissait de refondre et qu'on proposait d'affaiblir, émit l'opinion que le commun consentement des hommes avait assigné une valeur imaginaire à l'argent à cause de ses qualités qui le rendaient propre à la monnaie.

Il n'y a rien d'imaginaire dans la valeur de l'argent, pas plus que dans celle du blé qui nous nourrit ou d'une étoffe qui nous couvre ou décore notre personne. Ce n'est point parce qu'on a choisi l'argent pour servir de monnaie qu'il a de la valeur. L'argent avait une valeur reconnue parmi les hommes ; ce fut pour cela qu'ils eurent l'idée de s'en servir pour les payements. Circonstance curieuse, un des premiers à signaler la méprise de Locke, fut le fameux Law, qui devait, à l'occasion du numéraire même, entraîner la France dans un abîme. On a remarqué justement que les raisons, par lesquelles il condamnait cette opinion incidente de Locke, étaient la condamnation absolue de son propre Système.

Il n'est pas douteux que la recherche qu'on a faite de l'or et de l'argent pour les monnaies, étant très-grande, a pu et dû contribuer souvent à en élever le cours sur le marché en comparaison des autres marchandises, et à le soutenir quelque temps après qu'il s'était élevé. Il se sera passé là ce qui se passe pour toute marchandise, quand un nouvel usage y est assigné ; elle enchérit d'autant plus que cet usage nouveau est plus étendu, car la valeur des choses est réglée à chaque instant par le rapport de la demande à l'offre. Mais le surhaussement ne se maintient qu'autant que la production n'a pu encore se mettre au niveau des besoins nouveaux. Or, il est dans la nature des choses que l'excitation causée par l'enchérissement détermine une production plus forte. Le nombre des marchandises, pour lesquelles est impossible ce surcroît de

production, est fort limité, et l'or et l'argent n'en sont pas.

2° En comparaison de presque toutes les productions du travail humain, l'or et l'argent sont d'un transport très-facile. Il suffit, en effet, à Paris ou à Londres, de 80 à 100 grammes d'argent pour représenter un hectolitre de blé qui pèse 77,000 grammes, ou un hectolitre de vin commun qui, avec le fût où il est enfermé, en pèse 110,000. En échange de 80 à 100 grammes d'or, on obtient un bœuf sur pied, de bonne qualité, d'un poids brut de 400,000 grammes (1).

3° L'or et l'argent sont inaltérables : des pièces de monnaie ou des statuettes enfouies du temps des Pharaons ou de Ninus, se retrouvent de nos jours telles qu'elles étaient quand le hasard ou la main des hommes, pieuse ou effrayée, les confia au sein de la terre. Très-peu de substances ont prise sur l'or, et si quelque action chimique altère l'argent, il est facile de le retirer intégralement des combinaisons où il est engagé, lors même qu'il n'y serait qu'en parcelles.

4° Rien n'est plus homogène que les métaux précieux, puisque ce sont des corps simples. Ainsi, l'or de la Transylvanie, une fois affiné, est exactement le même que celui de la Sibérie, du Brésil ou de la Californie. L'orfèvre ou le batteur d'or ne mettra pas de différence entre l'un et l'autre, et l'argent des mines de la Saxe est parfaitement le même que celui du Mexique ou du Pérou,

(1) M. de Humboldt, dans un mémoire sur la *Production de l'or et de l'argent considérée dans ses fluctuations* (*Revue trimestrielle allemande*, de décembre 1838), indique les rapports suivants comme existant alors à Berlin : 1 kilogramme d'or achetait 1,611 kilogrammes de cuivre, près de 9,700 de fer, et d'après des moyennes, calculées pour la totalité de la monarchie prussienne, 20,794 kilogrammes de froment, 27,655 de seigle, 31,717 d'orge, 32,626 d'avoine (Voir le *Journal d'économie politique*, de mars, avril et mai 1848).

Pour l'argent, il faudrait réduire ces quantités dans le rapport de 1 à 15.60.

ou du Chili. Les caractères distinctifs de l'or et de l'argent permettent de les reconnaître rapidement. Mais les gouvernements dispensent les particuliers de ce soin, dans les transactions habituelles, en faisant apposer une empreinte significative sur des pièces d'une forme et d'un poids absolus. Le franc est une pièce de 5 gramm., garantie par l'État pour 4 grammes et demi d'argent net d'alliage (1). La livre sterling est un disque sur lequel le gouvernement britannique a mis une figure signifiant que trois de ces disques et les 894 millièmes (2) d'un autre, font une once d'or, poids de Troie, au titre de $^{11}/_{12}$ de fin. La quantité d'or fin qui s'y trouve est ainsi de 7 grammes 318 milligrammes. Le dollar actuel (depuis la loi du 18 janvier 1837) des États-Unis, est une pièce d'argent du poids de 412 $^{1}/_{2}$ grains, poids de Troie, ou 26 grammes 72 centigrammes, contenant 371 $^{1}/_{4}$ grains ou 24 grammes 48 milligrammes d'argent fin, et, par conséquent, au titre de $^{9}/_{10}$. L'aigle d'or du même pays, tel qu'on le frappe, depuis la loi du 18 janvier 1837, est de même une pièce du poids de 16 grammes 712 milligrammes, au titre de $^{9}/_{10}$, c'est-à-dire contenant 15 grammes 41 milligrammes de fin. La piastre et le quadruple d'Espagne, qui ont été et sont encore les monnaies les plus universellement acceptées; le ducat d'or de Hollande, monnaie justement renommée; le rouble d'argent de Russie et l'impériale d'or du même empire; le thaler prussien, le florin autrichien et le florin des autres États

(1) Le demi-gramme d'alliage est introduit dans la monnaie afin qu'elle ait plus de dureté et qu'elle subsiste plus longtemps sans altération. La monnaie française contient, par respect pour le système décimal, un dixième d'alliage. Voyez plus loin section III, chapitre II.

(2) Le *souverain* ou livre sterling, est défini par cette condition que 3 livres 17 schellings (vingtième partie de la livre sterling) et 10 deniers et demi (douzième partie du schelling), pèsent une once, poids de Troie. Le titre est de 22 carats ou $^{22}/_{24}$, ou encore de 917 millièmes.

allemands ou de la Hollande, toutes les espèces monnayées enfin, y compris celle que frappe désormais le sultan, sont des objets semblables.

Seuls, les métaux précieux offrent cette homogénéité avec la faculté de la constater par une empreinte. Le diamant, bien plus que l'or et l'argent, a une grande valeur sous un très-petit volume, et il est de même un corps simple. Sous ce rapport, il semblerait qu'il pût servir avantageusement de monnaie. Un diamant comme le Régent, qui ne pèse qu'un peu plus de quatre pièces d'or françaises de 20 francs, a une valeur de 6 millions, et en diamants moins exceptionnels, le poids d'un gramme, qui en or fin vaut 3 francs 44 centimes, a assez ordinairement dans le commerce, quand il est en brillants de 5 à 20 centigrammes, un prix de 800 à 900 francs (1). Mais tandis que la valeur de l'or

(1) *Traité de Minéralogie de M. Dufrenoy*, t. II, p. 77, et *Traité élémentaire de M. Beudant*, page 259. Voici un extrait de M. Beudant, cité par M. Dufrenoy, page 77, tome II.

« Les diamants bruts, de bonne forme pour la taille, valent, lorsqu'on les achète en lots, 48 fr. le carat (le carat est un poids égal à quatre grains ou à $\frac{212}{1000}$ d'un gramme); mais lorsqu'ils sont au-dessus d'un carat, on les estime par le carré de leur poids multiplié par 48; c'est-à-dire qu'un diamant brut de 2 carats vaut 4×48, ou 192 fr.

« On conçoit que le diamant taillé est d'un prix beaucoup plus élevé, parce que d'une part, il a coûté du temps, et que de l'autre, on aperçoit des défauts qu'on n'avait pas vus dans la pierre brute, qui en font rejeter beaucoup. Les très-petits diamants taillés en rose, employés pour les entourages de peu de valeur, et dont il se trouve jusqu'à 40 au carat, valent de 60 à 80 fr. le carat; plus gros, ils valent 125 fr. et même beaucoup plus, quoique le peu d'épaisseur les tienne toujours à un prix très-inférieur à celui des brillants.

« Le brillant de 1/2 à 3 grains, de belle qualité, acheté par parties de 10 à 50 carats, vaut de 168 à 192 fr. le carat; ceux de 8 grains, qui sont très-recherchés, valent en lots jusqu'à 216 fr. A 4 grains (1 carat), un brillant vaut de 216 fr. à 240 et même 288 fr., lorsqu'il est très-beau; mais au-dessus d'un carat le prix augmente dans des proportions bien supérieures à son poids, et il est sujet à quelques variations suivant le besoin du com-

et de l'argent, en tant que métaux, est invariablement en proportion du poids de fin, sans qu'aucune circonstance de nuance ou de forme, ou même, jusqu'à un certain point d'alliage, y fasse rien, celle du diamant dépend avant tout de caractères accessoires et accidentels difficiles à apprécier exactement et extrêmement variables d'une pierre à l'autre, qui résultent, soit des circonstances dans lesquelles s'est accomplie la cristallisation, soit de la présence ou de l'absence de quantités impondérables d'éléments étrangers. C'est ce qu'on nomme l'*eau*, c'est encore la faculté de se tailler suivant telle ou telle forme.

5° La divisibilité de l'or et de l'argent est extrême. On fait des pièces d'argent de vingt-cinq centimes, on pourrait en faire de vingt. La seule monnaie qu'eurent les Anglo-Saxons pendant longtemps, fut un denier (pesant la deux cent quarantième partie de la livre), qui représenterait 30 centimes environ de notre monnaie.

merce. Une pierre de 5 à 6 grains vaut de 312 à 336 fr.; à 6 grains, de 400 à 480 fr. A 12 grains ou 3 carats, où elles sont très-recherchées, elles vont de 1,680 à 1,950 fr.; à 16 grains, de 2,400 à 3,120 fr.; et pour un seul grain de plus, elles peuvent aller à 3,800 fr.

« On estime en général le diamant taillé, au-dessus d'un carat, par le carré de son poids multiplié par 192 fr., prix du carat; mais, de cette manière, on n'arrive pas toujours à des prix exacts pour des pierres de grandes dimensions; par exemple, un diamant de 49 carats ou 196 grains, vaudrait, suivant cette estimation, 49 $\times$ 49 $\times$ 192 ou 460,992 fr., et une telle pierre a été payée par le vice-roi d'Egypte, 760,000 fr. »

A ces renseignements, M. Dufrenoy ajoute :

« Lorsque le diamant a des couleurs vives bien décidées, ce qui est en général très-rare, il prend encore une valeur plus considérable que lorsqu'il est limpide, quoiqu'il soit généralement moins recherché. Un diamant de 8 grains, d'un beau vert, a été vendu, à la vente de M. de Drée, 900 fr., et un diamant de 11 grains l'a été 2,000 fr. Les couleurs jaune et hyacinthe sont beaucoup moins recherchées : un diamant jaune de chrysolite de 10 grains, n'a été, à la même vente, qu'à 600 fr., et un couleur hyacinthe de 15 grains, à 1,560 fr., par conséquent au-dessous de la valeur des diamants limpides du même poids. »

Pour l'or, on va en Angleterre jusqu'à la demi-livre sterling (12 fr. 60 c.), en Autriche, le ducat représente 11 fr. 81 c., en France on s'est arrêté à 20 fr. On pourrait descendre jusqu'à 10 et même un peu plus bas, de manière à avoir des pièces du poids de 2 grammes (1). La division n'atténue en rien la valeur de l'or et de l'argent : il suffit d'en placer des fragments dans un creuset pour en faire un lingot qui se vendra tout juste en proportion de son poids. Un diamant qu'on aurait partagé en quatre perdrait les quatre-vingt-dix-neuf centièmes de sa valeur.

6° L'or et l'argent sont de toutes les marchandises, celles dont la valeur est communément la plus stable ou la moins instable. Ces deux métaux sont produits dans des circonstances qui habituellement ne changent pas d'une manière bien sensible, d'une année à l'autre. Les quantités qui en sont constamment offertes et demandées, sont assez grandes pour que les inégalités accidentelles, entre l'extraction d'une année et celle de la suivante, ne les modifient pas d'une manière appréciable. Facilement transportables, ils quittent les points du globe où ils baissent pour se rendre à ceux où ils enchérissent, c'est-à-dire, où les populations, mieux en mesure d'en donner le retour, les demandent davantage, ce qui les nivelle sans cesse. Ainsi la valeur de l'or et de l'argent peut, ordinairement, être considérée comme fixe. Le créancier qui veut qu'on lui restitue exactement l'équivalent de ce qu'il a prêté, n'a rien de mieux à faire que de stipuler en or ou en argent. Ricardo rapporte que, jusqu'en 1810, la plus grande

(1) En ce moment (1849), on met en circulation, aux États-Unis, des pièces d'or d'un dollar qui ne pèsent que 1 gramme 671 milligrammes. On les trouve généralement trop menues. Des pièces d'une piastre en or avaient déjà circulé en Espagne.

variation éprouvée par l'or, pendant les guerres de la République et de l'Empire, qui nécessitaient des déplacements subits d'assez fortes quantités de ce métal, a été, sur le marché de Hambourg, le principal alors du continent, de 3 $^{3}/_{4}$ p. 0/0; sur les marchés de la Hollande, de 3 $^{5}/_{8}$ (1). Ici Ricardo prend la valeur de l'or estimée en argent, et il suppose ainsi que ce dernier métal, pendant le même temps, a gardé une valeur fixe. Après le rétablissement de la paix, lorsque, en vertu de la loi de 1819, qui a gardé le nom de sir Robert Peel, la Banque d'Angleterre, pour reprendre les payements en espèces suspendus depuis 1797, a dû absorber une énorme quantité d'or, on ne peut évaluer à moins de 16 millions sterling (400 millions de francs) la masse qui a été soustraite au marché général en trois ou quatre ans; c'est un poids d'or fin de 117,000 kilog., ou huit fois la production annuelle de l'Amérique (2). Cependant, il ne paraît pas que la valeur de l'or sur le marché général en fut affectée à un degré appréciable; on en trouve la preuve dans la fixité presque absolue que garda la prime des pièces d'or sur les pièces

(1) *Reply to M. Bosanquet's observations on report of Bullion committee*, 1811, page 329, de l'édition Mac Culloch.

(2) A Londres, il n'y a guère que la Banque qui fasse frapper des pièces d'or. Un document parlementaire cité par M. Mac Culloch, dans son *Dictionnaire du Commerce* (article *Coins*), indique le monnayage d'or comme il suit, à partir de 1819 :

1819	3,575 liv. sterl.
1820	949,516
1821	9,520,759
1822	5,356,788
1823	759,748
Total..........	16,590,386

Le total de ce monnayage doit être attribué à la reprise des payements en espèces.



d'argent à Paris pendant cet intervalle. Auparavant la prime variait entre 1/5 et 1/2 pour cent, et était moyennement de 1/3; elle continua d'osciller entre les mêmes limites. Il faut dire que, dans ce cas, on a procédé avec moins d'impétuosité que lorsqu'on en cherchait pour les besoins d'une expédition militaire, et il y eut un certain nombre de causes passagères qui aidèrent à maintenir l'or au même point.

De toutes les conditions d'une monnaie parfaite, la fixité de valeur est pourtant celle à laquelle les métaux précieux satisfont le moins. C'est la seule à l'égard de laquelle ils laissent à désirer. Lorsqu'on embrasse un laps de temps de plusieurs siècles, ils sont sujets à de grandes variations qui tiennent au progrès des arts, à l'extension du commerce, à la découverte de mines nouvelles, et c'est un sujet qui méritera d'être traité en détail. Indépendamment de ces changements permanents, quelquefois, dans les sociétés même qui se croient les plus policées, il survient des événements extraordinaires, sous l'influence desquels la valeur de l'or ou de l'argent fait des écarts soudains qui excèdent ce que nous venons de citer d'après Ricardo. La société européenne, sur la majeure partie du continent, a subi un choc de ce genre en 1848 ; à partir de février, pendant plusieurs mois, l'argent et plus encore l'or monnayés ont été extrêmement recherchés et ont brusquement enchéri. Heureusement ce sont des crises fort rares.

L'or et l'argent sont les seuls métaux de prix dont la valeur soit de fait à l'abri de toute forte variation dans les temps ordinaires. Le platine, par exemple, est un métal précieux plus cher que l'argent, moins cher que l'or, dont il semble qu'on puisse faire de la monnaie, et le gouvernement russe l'a tenté en 1828 (1) ; mais l'appro-

(1) Il sera fait mention plus tard de cette tentative (sect. IV, chap. III).

visionnement en platine dont le monde a besoin est très-faible ; une offre un peu surabondante en réduirait très-sensiblement la valeur. On en exploite fort peu de mines ; ainsi l'étendue et les conditions mêmes de la production ne sauraient avoir rien de fixe. La valeur du platine est donc soumise à plusieurs causes de variation, et, quant à présent, cette circonstance l'exclurait des fonctions monétaires. Il y est inhabile par un autre motif non moins péremptoire : la division enlève au platine une partie fort appréciable de sa valeur. Le vieux platine n'est pas comme l'or ou l'argent vieux, qui équivalent à très-peu près à une égale quantité de métal monnayé. Ce métal est difficile à travailler et à séparer des substances avec lesquelles il peut être en combinaison : pour le faire passer d'une forme à l'autre ou pour l'épurer, il faut lui donner une façon dispendieuse ; ainsi il contrevient aux conditions que nous avons placées sous le paragraphe n° 4. En 1845 le gouvernement russe prit le parti de démonétiser le platine.

A plus forte raison l'exclusion mentionnée ici atteindrait-elle certains autres métaux de prix, associés communément au platine, tels que l'iridium et le rhodium dont il n'existe que de bien moindres quantités.

La monnaie de cuivre, dont plusieurs peuples se sont servis à l'origine de la civilisation, n'avait pas seulement l'incommodité d'être fort lourde, elle avait le tort plus grave d'être d'une matière dont la valeur relative varie plus que celle de l'or et de l'argent. Il est impossible aujourd'hui de dire quelle pouvait être alors l'étendue de ces variations ; mais de notre temps elle est facile à connaître par un relevé des prix courants. Le gouvernement russe a fait à ses dépens l'expérience du dommage qui peut s'ensuivre. Les espèces en cuivre, jusqu'à nos jours, ont joué en Russie un plus grand rôle que celui qui leur

est assigné dans l'Europe occidentale, où ce n'est qu'un billon dont l'usage est restreint aux appoints et au commerce du dernier détail. C'était une monnaie véritable qui a eu cours légal jusqu'en 1810 pour tous les payements de cinq roubles d'argent (20 fr.) et au-dessous. Elle ne possédait d'abord qu'une très-faible valeur intrinsèque, tandis qu'il aurait fallu lui en donner une qui ne différât pas trop du prix des lingots. De là une suite de difficultés financières et commerciales. Pour y parer, l'impératrice Anne, en 1735, fit émettre de la monnaie de cuivre fabriquée sur le pied de 10 roubles de valeur nominale pour un poids d'un poud de ce métal (1). Les pièces de cuivre étaient ainsi surévaluées encore d'un peu plus de moitié, car un rouble de monnaie de cuivre, mis au creuset, n'aurait donné de métal que pour 65 copecs au lieu de 100 qui composent le rouble. Cependant c'était une grande amélioration, puisque auparavant il n'en aurait rendu que pour 15. Mais ensuite le prix du cuivre monta, et, en 1755, quand on eut adopté la base de 8 roubles seulement au poud, le rouble en cuivre contenait du métal pour le montant de sa valeur nominale tout au moins.

En 1757, on prit le parti de refondre la monnaie de cuivre : on frappa 16 roubles au poud au lieu de 8. Le gouvernement, en fabriquant de la monnaie de cuivre sur ce pied, donnait à ce métal, une fois monnayé, une valeur, par rapport à l'argent, d'un quarante-neuvième (2), tandis que, selon le cours des lingots, il n'en avait qu'une d'un cent-trente-cinquième. Mais le cuivre en lingots enchérit encore; en 1765, le rapport des valeurs du

(1) Le poud pèse 16 kilogrammes 381 grammes.

(2) Une altération apportée à la monnaie d'argent en 1763 (c'est la dernière qui ait eu lieu) changea ensuite ce rapport en celui d'un 57e.

cuivre et de l'argent en lingots était, dit Storch (1), de 114 livres de cuivre pour 1 d'argent au lieu de 135; en 1803, ce n'était plus que de 50 seulement. A ce moment, la fabrication des espèces en cuivre devint onéreuse à l'État, et les particuliers avaient du profit à les fondre pour en faire des lingots.

En 1810, on changea donc la monnaie de cuivre; on convint d'en frapper 24 roubles au poud. Voilà cependant que, par un singulier hasard, dès 1811, le cuivre cesse de monter et prend le mouvement opposé avec une force extraordinaire; il baisse des trois-cinquièmes. Il était dit alors dans la loi que la monnaie de cuivre n'avait plus pour destination que de servir d'appoint; il était de même ordonné qu'à l'avenir on n'en frapperait plus que des pièces de 2 copecs, 1 copec et $^1/_2$ copec; mais, en fait, faute de la monnaie d'argent qui manquait presque complétement, tous les payements de cinq roubles et au-dessous se faisaient encore en cuivre. Le pays se trouva donc sous le régime d'une monnaie dépréciée.

7° et 8°. A peine y a-t-il lieu de faire remarquer combien l'or et l'argent ont d'aptitude à recevoir et à conserver indéfiniment une empreinte délicate, ce qui est une qualité fort désirable dans une substance qu'on veut convertir en monnaie, et un des meilleurs moyens de la faire reconnaître et distinguer. S'il s'y joint un son clair, *sui generis*, comme est le son *argentin* que rend une pièce d'argent en tombant sur un corps dur, ou une pesanteur exceptionnelle, comme celle qui appartient à l'or, le public a, par cela même, l'assurance qu'on ne pourra guère l'abuser du moment qu'il consacrera quelque attention à l'examen de la monnaie qu'on lui livrera.

L'or et l'argent sont donc les deux seuls métaux, les

(1) Storch, *Cours d'économie politique*, édition de Paris, t. IV, p. 86.

deux seules substances qui réunissent bien les caractères, les uns physiques, les autres politiques, qui sont requis pour cette fonction de commune mesure et d'équivalent universel. Aussi l'histoire nous les montre-t-elle intervenant presque dès le début de la civilisation, soit séparément, soit ensemble, pour remplacer le troc en nature. Le patriarche Abraham achète un champ et le paye 400 sicles d'argent. Si des peuples barbares ou à demi civilisés ont une monnaie différente, comme du sel en Afrique, des grains de cacao chez les Mexicains, des fourrures chez les anciens Russes et chez d'autres peuples septentrionaux, ailleurs certains coquillages, dès qu'ils font un pas de plus, ils en viennent aux métaux, d'abord à ceux qu'ils possèdent quels qu'ils soient, ensuite, aussitôt qu'ils le peuvent, à l'argent et à l'or. Ainsi les Mexicains avaient des pièces d'étain marquées d'une empreinte, ou plutôt d'une forme déterminée (1) ; ils avaient même l'or en grains dans des tuyaux de plume. On cite aussi des piécettes de bronze qui auraient circulé dans quelques-unes des provinces de l'empire de Montezuma (2). Les Spartiates avaient le fer. Rome eut primitivement le cuivre ou le bronze ; elle passa ensuite à l'argent, qui ne fut cependant monnayé qu'en l'an 485. Soixante-deux ans après, l'an 547, on frappa des pièces d'or. Les Athéniens, qui avaient des mines d'argent, paraissent avoir commencé par ce métal. Dans l'Europe, où l'or était extrêmement rare, la monnaie d'or a partout été postérieure à celle d'argent (3). Après la chute de l'empire

(1) C'était la forme d'un T. Voir Prescott, *Histoire de la conquête du Mexique*, livre I, chapitre V, page 145 du tome I de l'édition originale de Boston, et page 117 de la traduction française de M. Amédée Pichot.

(2) Saint-Clair Duport, *De la production des métaux précieux au Mexique*, page 3.

(3) Je renvoie le lecteur qui voudrait des renseignements plus détaillés

romain, la monnaie d'or disparaît de nos contrées. Les États qu'y formèrent les rois barbares n'eurent que de la monnaie d'argent pendant plusieurs siècles. Chez nous, saint Louis fut le premier qui fit frapper des pièces d'or, les *deniers à l'Aingel* (au milieu du treizième siècle). En Angleterre on ne fait remonter la monnaie d'or qu'à l'année 1345 sous Édouard III. L'émission qu'en avait déjà faite Henri III vers 1257 avait été insignifiante (1).

CHAPITRE III.

Fausseté et danger de la doctrine qui représente la monnaie comme un signe arbitraire, au lieu d'un équivalent. — Comment la monnaie a été falsifiée dans le moyen âge et jusqu'à une époque rapprochée de nous, à la faveur de cette doctrine. Invention du droit de seigneuriage. — Conséquences plus extrêmes encore qu'on a tirées de la même doctrine.

La qualité de marchandise que nous attribuons à la monnaie lui est si bien inhérente que pas un peuple, originairement, n'a conçu la monnaie d'une autre façon. On en a la preuve dans le nom même qu'a porté dans presque toutes les langues l'unité monétaire; c'est l'unité de poids, la *livre* ou le *marc* pesant du métal qu'on adoptait, cuivre ou argent, qui d'abord a été nominativement et de fait la mesure à laquelle se rapportait la valeur des choses. Dans la plupart des pays de l'Europe, il y a encore des pièces de monnaie qui s'appellent la livre ou le

aux ouvrages qui traitent spécialement la matière et notamment aux suivants :

Le Blanc, *Traité historique des monnaies de France*;

Dupré de Saint-Maur, *Essai sur les monnaies*, 1746;

Lord Liverpool, *A Treatise on the coins, etc.*, 1805, réimprimé en 1846;

Dureau de la Malle, *Économie politique des Romains;*

Bœckh, *Économie politique des Athéniens*;

Leber, *Appréciation de la fortune privée au moyen âge.*

(1) Lord Liverpool, page 40 de la réimpression de 1846.



marc. Pour l'or c'était une fraction déterminée de la livre. Le sicle d'Abraham est un poids d'argent; l'*as* romain était à l'origine une livre de bronze; l'*aureus*, qui fut la monnaie d'or de Jules-César et des empereurs jusqu'à Constantin, était *taillé* à raison de quarante à la livre romaine. Telle avait été déjà la taille première du denier d'argent (1). Chez les Grecs, la drachme est à la fois l'unité pondérale et l'unité monétaire. Le talent représente également un poids (2). Bien plus, à l'origine on se contentait de peser les métaux qui remplissent la fonction de commune mesure et d'équivalent universel; au lieu de nos disques revêtus d'une empreinte, c'étaient de petites barres ou de petits lingots qui circulaient. C'est plus tard seulement qu'on leur donne une forme déterminée et qu'on les revêt régulièrement d'une marque qui en certifie le poids et le *titre* ou degré de finesse.

Le premier peuple qui paraît avoir fabriqué de la monnaie est le peuple phénicien, le même qui inventa l'alphabet. Les Égyptiens furent longtemps sans connaître la monnaie, ou du moins sans la pratiquer, même après qu'ils eurent fait de grands progrès dans les arts et qu'ils eurent élevé des monuments magnifiques. Ce n'est pas à dire pour cela qu'ils ne se servissent point des métaux précieux comme intermédiaires dans les échanges ; je parle ici de monnaie *coulée* ou *frappée*.

La même notion de marchandise appliquée à l'or et à l'argent se retrouve nettement dans la civilisation orientale, de laquelle nous avons été, dans notre Occident, si

(1) Voyez l'*Économie politique des Romains*, de M. Dureau de la Malle, t. I, p. 15 et suivantes.

(2) D'après les tables annexées à l'*Économie politique des Romains*, de M. Dureau de la Malle, I, pages 446 et 447, l'*as* était un poids de 326 grammes; la *drachme attique*, sous Périclès, de 4 grammes 35 centigrammes, le *talent attique*, de la même époque, de 26 kilogrammes 107 grammes.

longtemps séparés, ce qui ne veut pas dire cependant que nous ne lui ayons emprunté beaucoup de choses. En Chine, de nos jours, la qualité de marchandise n'est pas même dissimulée dans l'argent par l'opération du monnayage. De même qu'à l'origine chez les Romains (1), l'argent ne s'y monnaye point, je veux dire ne s'y met pas en disques d'un poids et d'un titre déterminés et revêtus d'une empreinte connue. Dans les transactions, on stipule la remise d'un poids d'argent *sycée*, c'est-à-dire exempt de tout alliage. L'impôt s'acquitte réellement en argent *sycée*, le Trésor n'en reçoit pas d'autre. Les piastres d'Amérique ou d'Espagne circulent sans avoir le caractère de monnaie reconnue par l'État. Mais les banquiers et les marchands chinois de Canton ont l'habitude d'y imprimer des estampilles, ce qui les défigure et finit par les briser, et elles continuent alors de circuler comme des lingots d'un titre connu. Le taël d'argent, dont plusieurs voyageurs parlent comme d'une monnaie chinoise, n'est que l'indication d'un poids déterminé d'argent fin (38 grammes $^{59}/_{000}$). Il n'y a d'espèce monnayée chinoise que le *li* ou *tsien*, pièce de cuivre et de toutenague, dont il faut douze cents pour faire une piastre, ce qui la met à moins de la moitié de notre centime. Dans l'empire Mogol, on frappait une seule monnaie d'argent, la roupie *sicca*, fort connue partout sous ce nom qui est celui de l'unité du poids. De même pour l'or, les Mogols avaient le *mohur* ou sicca pesant (2).

(1) Le lecteur pourra voir les travaux de MM. Tessieri et Marchi, cité dans l'*Économie politique des Romains,* I, page 15.

(2) Voir le travail de M. de Montigny, attaché à l'ambassade de France en Chine. Ce travail a été inséré sous le numéro 319, dans la publication bimensuelle du ministère du Commerce, sous le titre de *Manuel du négociant français en Chine* (mars et avril 1846).

Il est en Europe une nation qui a gardé ces traditions primitives jusqu'à nos jours. La pièce d'or et la pièce d'argent d'Espagne, le quadruple et la piastre, sont du même poids toutes les deux (27 grammes 45 milligrammes), et ce poids commun est exactement le dix-septième de la livre de deux marcs de Castille. Rien n'indique sur le quadruple qu'il doive être compté pour un nombre déterminé de piastres d'argent. Il est ce qu'il est par lui-même, un poids déterminé d'or fin.

Une autre notion cependant s'est répandue et a acquis un grand empire, durant le moyen âge, en Europe, et quelque fausse qu'elle soit, elle demeure accréditée dans quelques esprits. L'empreinte que reçoivent l'or et l'argent, dans les hôtels-des-monnaies, n'est pas autre chose qu'une attestation donnée par le souverain du poids et du titre de chaque pièce. Lorsque l'autorité royale se fut affermie, la possession d'un hôtel-des-monnaies fut réservée à peu près exclusivement aux rois, dont en effet le certificat devait être supposé plus valable que celui des seigneurs, et le droit de battre monnaie fut déclaré *régalien*. Dans ces temps d'ignorance brutale et de pouvoir absolu, on imagina, ou l'on fit semblant de croire que c'était la figure du monarque, ou tout autre signe apposé en vertu de son autorité souveraine, qui faisait la valeur de la monnaie, et on en tira la conclusion qu'il pouvait à son gré diminuer la quantité de métal fin contenue dans chaque pièce, sans que celle-ci perdît de sa valeur. De là l'altération des monnaies qui fut si fréquemment en usage jusqu'à une époque fort rapprochée de nous, jusqu'au règne de Louis XV inclusivement en France. Sous l'empire de cette hallucination du despotisme, les monnaies ont été viciées à ce point que la livre française avait fini par ne plus être que la quatre-vingt-septième partie du poids d'argent fin pri-

mitivement convenu (1). En Écosse, la livre se maintient intacte jusqu'en 1296, ensuite elle est réduite au trente-sixième. Le florin a perdu les cinq-sixièmes au moins. En Angleterre, la livre d'argent n'éprouve aucune altération jusqu'à l'entrée du quatorzième siècle; ensuite, pendant une période de près de trois cents ans qui se termine sous Élisabeth, elle tombe par degrés au tiers (2) de ce qu'elle avait été (3), et elle est demeurée à ce point jusqu'à ce que, après la paix de 1815, le parlement ait démonétisé l'argent. La monnaie anglaise est, de toutes les monnaies des anciennes monarchies de l'Europe, celle qui a été le moins faussée (4). La piastre turque, qui a eu pour point de départ la piastre espagnole, d'une pièce d'argent de 5 fr. 43 c., s'est peu à peu transformée en une monnaie de bas aloi d'une trentaine de centimes. Dans leur avidité, les souverains allèrent jusqu'à croire qu'ils pouvaient transmuter les métaux et les faire prendre les uns pour les autres. C'est ainsi

(1) La livre de Charlemagne renfermait la même quantité d'argent qui forme 87 francs de notre monnaie, d'après les recherches de M. Guérard, et le franc ne diffère de la livre des derniers écus que d'une fraction insensible. D'après l'*Annuaire du bureau des Longitudes*, l'écu de 6 livres de la refonte de 1726 vaudrait, abstraction faite de l'or qui s'y trouvait accidentellement, 6 fr. 01 c. La livre tournois, monnaie de compte, dans le même *Annuaire*, est portée à 99 c.

(2) Plus exactement 32/93.

(3) Il y a eu un intervalle de huit ans, de 1543 à 1551, qui comprend les trois dernières années du règne de Henri VIII et les cinq premières de son fils Edouard VI, pendant lesquelles la dépréciation a été beaucoup plus grande. Le titre des pièces d'argent qui était d'abord de 925 millièmes (11 onces 2 deniers de fin contre 18 deniers d'alliage), fut alors réduit successivement à 250 millièmes. Mais Edouard VI, la sixième année de son règne, revint à un système plus juste; il en posa le principe et ses sœurs Marie et Élisabeth, qui lui succédèrent, achevèrent de le mettre à exécution.

(4) Lord Liverpool, *A Treatise on the coins, etc.*, pages 121 et suivantes, réimpression de 1846.

que des pièces d'or se sont changées en pièces d'argent ou de cuivre. Le florin, monnaie d'or fort estimée d'abord, est devenu une monnaie d'argent qu'on retrouve sous deux types différents en Allemagne. Le maravédis est le plus frappant exemple de cette transmutation, au rebours de celle que poursuivaient les alchimistes. C'était jadis une pièce d'or qui vaudrait aujourd'hui 17 ou 18 francs. Ce n'est plus qu'une pièce de cuivre d'un centime et demi (1).

Dans l'antiquité, peut-être parce qu'on était plus voisin de l'institution de la monnaie, et qu'on en avait l'invention plus présente à l'esprit, les altérations furent plus rares. La République romaine abaissa deux fois sa monnaie de bronze, d'abord des cinq-sixièmes et puis de moitié. Elle le fit publiquement comme une nécessité sous laquelle on courbe la tête après avoir épuisé tous les efforts. C'était au fort de la première et de la seconde guerre punique. L'État fit banqueroute à ses créanciers. La seconde fois du moins, on prit des mesures pour que les relations entre les particuliers en fussent peu affectées. Si, sous les empereurs, on ne respecta pas constamment la monnaie d'argent, si même on la vicia quelquefois à l'extrême, on se montra assez scrupuleux envers la monnaie d'or, qui était devenue la régulatrice des transactions. L'*aureus* de Jules-César ne varia que de 40 à 45 par livre pesant, même sous les Néron et les Héliogabale. Le *solidus* d'or, qui succéda à l'*aureus*, ne fut guère changé davantage. Même au déclin de l'Empire, les Empereurs d'Orient et d'Occident se faisaient une loi d'en maintenir le poids et le titre, et M. Dureau de la Malle cite à ce sujet un passage remarquable d'une no-

(1) Lord Liverpool, *A Treatise on the coins, etc.*, pages 121 et suivantes, réimpression de 1846.

velle de Valentinien III (1). Circonstance qui donne un mérite peu commun à cette bonne foi du gouvernement de Rome, les tentatives de faux-monnayage par les particuliers furent, à de certaines époques, multipliées et audacieuses (2).

Il paraît qu'à Rome on ne percevait à l'occasion du monnayage, aucune taxe, et qu'on y rendait aux particuliers, qui apportaient des métaux à la monnaie, tout ce qu'ils en avaient livré, poids pour poids, titre pour titre (3). Mais les rois du moyen âge procédèrent différemment sans vergogne. Ils partirent d'un droit de *seigneuriage* qu'ils s'attribuaient et qui, dans une certaine mesure, pouvait se justifier. La fabrication des monnaies coûte quelque chose : ils étaient fondés à s'indemniser de ces frais en donnant la monnaie pour un peu plus que les métaux bruts ; mais le seigneuriage qu'ils exigèrent dépassa toujours le montant des frais de fabrication de la monnaie ; il finit même, ainsi que nous le dirons, par en être entièrement distinct, et par être considéré comme un bénéfice légitime, qu'on dut payer à part, en sus

(1) *Economie politique des Romains*, I, page 96.

(2) Entre autres preuves de cette assertion, on peut citer ce qui se passa, au témoignage de Pline, liv. XXXIII, en faveur de Marius Gratidianus, le même à qui Catilina, quelques années plus tard, fit subir, sous l'autorité de Sylla, un supplice dont l'atrocité a été signalée à la vindicte du genre humain, par Q. Cicéron, frère de l'orateur, par Lucain, par Sénèque et par d'autres poëtes ou historiens. Gratidianus prit, assez indûment au surplus, mais ici peu importe, l'initiative d'une loi pour la répression des faux-monnayeurs. Le peuple romain lui en eut une reconnaissance infinie ; les tribus lui élevèrent des statues dans tous les carrefours (*in omnibus vicis*). A ce moment, les honneurs rendus à Gratidianus et à ses images furent au-dessus de tout ce qu'on avait vu jusqu'alors. Les dieux n'en recevaient pas davantage. Il fallait donc que le service qu'il avait rendu répondît à un besoin bien urgent, c'est-à-dire que Rome fût infestée de fausse monnaie (Voir une notice sur une statue présumée de Gratidianus, par M. de Clarac, 1821).

(3) Lord Liverpool, *A Treatise on the coins, etc.*



de la dépense occasionnée au prince par le monnayage.

Le seigneuriage fut d'usage universel dans le moyen âge : le roi Saint-Louis, justement renommé pour son rigoureux esprit de justice, prélevait lui-même un seigneuriage qu'aujourd'hui on trouverait abusif. De son temps, on recevait à l'hôtel-des-monnaies l'argent des particuliers sur le pied de 54 sous 7 deniers le marc de fin, et on en faisait 58 sous. C'était donc un seigneuriage de 3 sous 5 deniers sur 54 sous 7 deniers, ou de près de 7 pour cent. Mais qu'était-ce en comparaison de ce que prirent quelquefois les rois ses successeurs? Le mandement du 23 novembre 1356 (règne de Jean II), faisait fabriquer 12 livres avec un marc de fin qu'on payait aux particuliers 7 livres 8 sous; c'était un seigneuriage égal aux $^{3}/_{8}$ de la matière même. Dans les quatorzième et quinzième siècles on trouve de nombreux exemples d'exactions semblables : il y en a de plus scandaleux encore (1) : le mandement du 25 mai 1359 ordonnait la fabrication de 18 livres avec une quantité de métal que le prince payait 4 livres 10 sous.

Ce qu'il y avait de plus triste pour les particuliers, c'est qu'au lieu de procéder à la façon des sultans turcs qui modifiaient la monnaie toujours dans le même sens, en diminuant indéfiniment la quantité de métal fin contenue dans la piastre, les princes occidentaux, et surtout les rois de France, revenaient de temps en temps sur leurs pas, non pour se conformer à la justice, mais bien pour réaliser en sens inverse, un bénéfice égal à celui que l'altération de la monnaie leur avait procuré d'abord. Le Trésor ne recevant plus que pour 1 livre, par exemple, les pièces qui la veille s'appelaient de 2 livres, le souverain y gagnait une fois de plus le montant

(1) Leber, *Fortune privée au moyen âge*, pages 227 à 255.

de la dépréciation première. Aussi, l'histoire des monnaies françaises, pendant quelques siècles, offre-t-elle une grande quantité de fois le relèvement de la monnaie après qu'elle avait été abaissée. Quand on veut donc mesurer le dommage que la falsification des monnaies a causé au public, il ne faut pas se dire seulement que le nom d'une livre s'est appliqué définitivement à une quantité d'argent qui ne représentait plus que la quatre-vingt-septième partie du poids primitif; il faut se souvenir que la monnaie a fait plus d'une fois le chemin qui sépare ce point d'arrivée du point du départ. Il y eut une époque où le rapport entre le prix qu'on donnait du marc pesant des métaux précieux à l'hôtel-des-monnaies et le nombre des pièces dites d'une livre qu'on en frappait (1), changeait plusieurs fois dans le courant d'une année (2), même d'une semaine (3).

Comme les espèces monnayées ne sont qu'une marchandise intermédiaire et ne passent qu'en cette qualité, les changements que les princes apportaient au poids

(1) Suivant que le rapport entre le prix qu'on donnait du marc pesant des métaux précieux, à l'hôtel-des-monnaies, et le nombre de pièces d'une livre qu'on taillait dans le marc, se rapprochait ou s'éloignait de l'unité, le bénéfice que s'arrogeait le prince sur les monnaies diminuait ou augmentait. Modifier arbitrairement ce rapport de manière à le diminuer, était donc un moyen d'opérer des profits illégitimes.

(2) « Du mois de mai à la fin de septembre 1355, le prix payé par le roi varia de 6 livres 10 sous à 16 livres. Le 22 mai, le marc de fin monnayé étant à 12 livres 10 sous, l'hôtel-des-monnaies en donnait 6 livres 10 sous; au mois de juillet le prix était de 10 livres, quoique le même marc ne fût qu'à 12 livres 16 sous, et en septembre il ne payait que 12 livres 10 sous de ce marc, dans lequel on taillait alors 20 livres » (Leber, page 254).

On a des exemples de prix appliqués à une même monnaie et portés en quelques mois par *crues* de 10, 20 et 30 sous au double de leur premier état (*ibid.*, page 252).

(3) « Il y eut pendant ce règne (Jean II) d'étranges désordres dans les monnaies. Le prix des monnaies, aussi bien que du marc d'argent, changeait presque toutes les semaines et même quelquefois plus souvent » (Le Blanc, page 258).

ou au titre des monnaies entraînaient toujours, du moment qu'ils étaient connus, un changement pareil dans les prix. Si le législateur donne faussement le nom d'une livre à ce qui n'était reçu hier que pour une demi-livre d'argent fin, chacun, aussitôt qu'il en est informé, demande dans les échanges une double quantité de ces prétendues livres. A l'opération, le souverain a gagné de s'acquitter pour la moitié de ce qu'il devait, tous les débiteurs privés ont participé au bénéfice de la même iniquité; mais la crise passée, le dommage une fois subi, les transactions entre le prince et ses sujets, et de particulier à particulier, se font comme sur l'ancien pied. Aussi, pour jouir longtemps des profits de la spoliation, les princes eurent-ils recours aux changements clandestins. Ce fut ainsi qu'ils en vinrent à s'assimiler complétement aux faux-monnayeurs qui travaillent dans l'ombre. Philippe le Bel s'est distingué entre tous par cette détestable pratique. Aucun prince n'a autant que lui mérité le surnom de faux-monnayeur par lequel le désignait le peuple de Paris et dont le Dante l'a flétri dans son Enfer. Il fit à cette occasion d'impudents mensonges. Il affirmait dans ses édits que les nouvelles émissions « étaient de cette mesme bonté que au temps du saint roi Loys, » pendant que ce n'était point (1).

Sous le roi Jean, qui était si scrupuleux de tenir ailleurs sa parole, les instructions aux agents des monnaies leur ordonnaient d'employer toute espèce de dissimulation; il était enjoint que les nouvelles espèces fussent en tout semblables à la monnaie courante, sauf le titre qu'on affaiblissait. Comme pour les distinguer, on y mettait une marque appelée *différence ;* le mandement recommandait « d'y mettre la différence la moins

(1) Bailly, *Histoire financière de la France*, t. I, p. 70.

apercevante que l'on pourrait », ou bien « de n'en mettre aucune et pour cause », ou il s'en expliquait en ajoutant « pour tenir la chose plus secrète » (Ordonnance du 27 juin 1360 et autres). On ne se bornait pas à tromper le public; on abusait encore de la bonne foi des changeurs ou commerçants en métaux précieux, en les payant avec des espèces au-dessous du titre spécifié dans les ordonnances. Dans ce cas, le mandement, tenu secret comme un crime, menaçait les maîtres et les employés des monnaies du châtiment le plus sévère, s'ils osaient révéler ce mystère d'iniquité aux marchands de métaux qui en devenaient les premières victimes. « Sur le serment que vous avez fait au roi, tenez cette chose secrète, » dit le mandement du 24 mars 1350. « Gardez si chers comme avez vos honneurs qu'ilz (les changeurs) ne saichent la loi (le titre) par vous, à peine d'être déclarés pour traistres. » Voilà comment s'exprime un mandement de septembre 1351 (1).

Ainsi on ne se contentait pas de voler le public, on le démoralisait par l'exemple du souverain ! Cette rapine eut la bonne fortune qui échoit souvent aux abus chez les nations qui se sont laissé dépouiller de leur liberté, elle acquit l'autorité de la chose jugée et devint respectable. On discuta dans les états généraux la convenance de racheter aux princes leur droit de faux-monnayage, moyennant une somme une fois payée. Le marché fut passé sous le roi Jean (2), ce qui n'empêcha pas les altérations postérieures. Finalement, le goût de la jurisprudence s'étant répandu, et les formes extérieures du droit ayant acquis beaucoup d'empire, des sophistes, comme il s'en rencontrera toujours pour se mettre au service de toute tyrannie, édifièrent une doctrine complète pour la ma-

(1) Leber, page 232.
(2) Bailly, chap. III et IV.

tière. La monnaie ne fut plus une *marchandise*, ce qui supposait pour chaque pièce un poids déterminé de métal fin; elle devint, en droit public comme en fait, un *signe* soumis au bon plaisir du souverain. Par ce simple artifice de vocabulaire, on légitimait le brigandage que le prince exerçait envers ses sujets, quand il les forçait à prendre pour un certain poids d'un certain métal, ce qui n'en était qu'une partie; on sanctionnait le bouleversement des fortunes privées qui résultait de ce que les débiteurs s'acquittaient avec beaucoup moins qu'ils ne devaient. L'opération de la fausse monnaie eut elle-même son nom légal et bienséant: cela s'appelait dans les édits, *augmenter* la monnaie, parce qu'on augmentait le nombre des pièces dites livres qu'on *taillait* dans un marc d'argent. Dans cette langue étrange on disait que la monnaie était *diminuée*, lorsque l'on restituait à la livre une portion de sa valeur première, en frappant un moindre nombre de pièces du même nom avec la même quantité de métal. Tout, jusqu'au sens naturel des mots, était falsifié. Mais du moins une fois la doctrine bien établie, l'opération de changer les monnaies se fit publiquement; ce fut l'exercice d'un des droits reconnus au souverain.

La France est le pays où cette théorie, conçue pour la réhabilitation du faux-monnayage exécuté par le souverain, avait été le plus élaborée et où elle fut le plus en honneur. Même après la refonte de 1726, à partir de laquelle nos annales n'offrent plus d'*augmentation* de la monnaie, l'esprit de rapine resta dans l'administration pour tout ce qui touchait à la fabrication des espèces. Dans un discours que Mirabeau prononça en décembre 1790, et qui peut être considéré comme un traité sur la monnaie, je trouve un exemple utile à rappeler de cette inspiration malfaisante. On sait, et nous y reviendrons

quand nous parlerons de la falsification des monnaies, qu'on accorde une petite latitude de poids et de titre aux fonctionnaires ou agents chargés du monnayage parce qu'il est physiquement impossible d'atteindre tout juste le degré mathématiquement fixé par la loi. Sous l'ancien régime, cette tolérance avait des limites plus écartées que de nos jours; mais un gouvernement honnête doit ordonner qu'on en use le moins possible. Au contraire, le directeur de l'administration monétaire, par une lettre circulaire, avait reproché à ses subordonnés *de ne pas fabriquer les pièces assez faibles pour qu'il en pût résulter un plus grand bénéfice pour le roi.* Ce monument d'ineptie ou de rapacité, qui imputait à crime aux agents des monnaies que les espèces d'or et d'argent fussent « trop bien faites, » comme disait Mirabeau, était du 2 avril 1779.

Parmi les gouvernements civilisés, celui de l'Espagne est le dernier qui ait cru pouvoir clandestinement vicier les monnaies. C'est ainsi que la monnaie d'or déjà altérée en 1772, fut mise, en 1786, à 875 millièmes. Le titre des monnaies espagnoles qui étaient fabriquées dans le Nouveau-Monde, était primitivement de 917 millièmes. « A Mexico, dit M. Duport, en donnant à un es-« sayeur des monnaies son diplôme, on lui remettait « (en l'obligeant à faire serment de n'en point parler), « pour essayer l'argent du monnayage, un poids parti-« culier qui, quoique marqué comme correspondant à « 11 deniers, n'équivalait véritablement qu'à 10 deniers « 20 grains (1). »

Les gouvernements actuels de l'Amérique espagnole prélèvent, tant à titre de seigneuriage que pour frais de

(1) Il s'agit ici de l'argent qui du titre de 917 millièmes avait été réduit à 903. Pour l'or l'altération était plus forte. Voir la *Production des métaux précieux au Mexique*, par M. Duport, page 175.



fabrication, une part appréciable de l'argent et de l'or qu'on apporte aux hôtels des monnaies, indépendamment d'autres droits perçus directement à la sortie du territoire. En 1841, c'était au Mexique de 4 1/2 pour l'argent et à peu près autant pour l'or (1). Il est vrai que dans ces pays où les mines sont exploitées en grand, c'est un impôt analogue aux taxes qui, en Europe, sont établies sur les produits du sol ou de l'industrie, à l'excise anglaise, ou à nos droits sur les vins et eaux-de-vie; ou plutôt l'Amérique ayant le monopole de l'approvisionnement du monde en argent, et le métal extrait des mines étant, après le monnayage (2), presque en totalité exporté des pays producteurs, c'est un tribut que les gouvernements de l'Amérique espagnole se font payer par les autres peuples qui n'ont pas de mines ou n'en ont pas ce qu'il leur en faudrait pour se suffire. C'est comme si le gouvernement des États-Unis frappait d'un droit de sortie les cotons bruts que toutes les manufactures de l'Europe vont chercher dans l'Amérique du Nord, ou comme si le gouvernement sicilien mettait une taxe sur l'exportation du soufre. Mais il serait plus simple, si l'on veut maintenir le profit de l'État tel qu'il est, de confondre en une seule les deux perceptions, celle de la monnaie pour seigneuriage proprement dit, et celle de la douane.

Une fois qu'il était admis que la monnaie cessait d'être un équivalent, ainsi que les hommes l'avaient conçue et instituée, pour n'être plus qu'un signe, il devait arriver qu'on allât bien au delà du changement qui avait consisté

(1) Duport, p. 176.

(2) Au Mexique, la sortie des métaux précieux en lingots est prohibée. Il en était de même jusqu'à ces derniers temps dans toutes les républiques de l'Amérique espagnole, et le Mexique n'est pas le seul qui ait persévéré dans l'ancien système.

à diminuer la quantité du métal fin contenu dans chaque pièce de monnaie. On était sur une pente qui devait conduire à substituer à l'or et à l'argent d'autres métaux moins appréciés, et même d'autres substances plus dépourvues de valeur intrinsèque, finalement de simples inscriptions sur le papier.

C'est ainsi, en effet, que les choses se sont passées. Il est peu de pays qui n'aient eu leur papier-monnaie. Il en est quelques-uns où l'on a tenté de substituer systématiquement et généralement le cuivre à l'or ou à l'argent; la Russie en a offert l'exemple le plus manifeste : c'était à l'époque où ce grand empire n'était encore que sur les confins de la civilisation. En 1655, le czar Alexis eut l'idée, dit Storch, de substituer le cuivre à l'argent de manière à rendre celui-ci absolument inutile dans la circulation. Il fit frapper des copecs de cuivre, de même volume que les copecs d'argent, qui étaient alors la principale monnaie courante, et il ordonna de les recevoir pour la même valeur. Comme le souverain les acceptait lui-même sur ce pied dans ses caisses, les copecs de cuivre, dont la quantité d'ailleurs était d'abord limitée, se soutinrent bien jusqu'à 1658; mais à ce moment la dépréciation commença. En 1659, les copecs de cuivre s'échangeaient contre ceux d'argent sur le pied de 104 contre 100; en 1661 ils n'étaient plus admis qu'avec une perte de moitié, au commencement de l'année suivante pour le tiers, puis le quart, puis le huitième, le neuvième et enfin, en juin 1663, le cours était de 15 pour 1. A cette époque une révolte éclata à Moscou à cause de la monnaie de cuivre, que le czar, en conséquence, dut supprimer (1).

Le papier-monnaie est la formule extrême de cette

(1) Storch, *Cours d'économie politique*, édition de Paris, t. IV, p. 79.

idée que la monnaie est un signe. L'idée étant donnée, l'émission du papier-monnaie en découle tout naturellement. Sous cette forme nouvelle, la notion de la monnaie *signe*, substituée à celle de la monnaie *marchandise*, a attiré des désastres sur les nations, et particulièrement sur la France. Ce fut notamment la base de l'échafaudage que dressa Law et qui, en s'écroulant, couvrit la France de ruines et de honte; mais nous réservons pour une autre partie de ce cours ce que nous avons à dire du papier-monnaie.

Aristote, dont le nom était entouré d'un si grand respect pendant les siècles du moyen âge, n'avait cependant point admis la notion d'après laquelle la monnaie ne serait qu'un signe. Il avait au contraire, parfaitement exposé dans sa *Politique*, l'origine de la monnaie, et il en avait bien déterminé les caractères principaux. On en jugera par l'extrait suivant: « On convint, dit-il, de « donner et de recevoir dans les échanges une matière « qui, *utile par elle-même* (1), fût aisément maniable « dans les usages habituels de la vie; ce fut du fer par « exemple, de l'argent, ou telle autre substance dont on « détermina d'abord la dimension et le poids, et qu'enfin, pour se délivrer des embarras de continuels mesu« rages, on marqua d'une empreinte particulière, si« gne de sa valeur (2). » En ces termes, la question est admirablement posée et résolue en même temps. Il n'y a de signe dans la monnaie que l'empreinte qu'elle porte, et sous ce signe il y a inséparablement la substance.

(1) Aristote. *Politique*, livre I, chap. iii. Traduction de M. Barthélemy Saint-Hilaire, t. i, p. 53. Dans une note au bas de la page, M. Barthélemy Saint-Hilaire a montré quel était le véritable sens d'un autre passage qu'on avait supposé en contradiction avec celui-ci.

CHAPITRE IV.

Ce n'est pas à dire qu'il soit mal d'avoir des signes, parallèlement à la monnaie.

Si je combats ici l'idée d'après laquelle la monnaie serait un signe, ce n'est pas que je repousse systématiquement toute conception qui tende à remplacer dans une certaine mesure la monnaie, c'est-à-dire les métaux précieux, par des signes bien reconnus pour tels. On comprend sans peine, et c'est un sujet qui sera l'objet de beaucoup de développements dans le cours même de ce volume, que, les métaux précieux étant des substances chères, il est avantageux d'organiser le mécanisme des échanges, de façon qu'il fonctionne bien sans en absorber une trop grande quantité. Si l'on se refusait à admettre toute représentation de la monnaie dans le règlement des transactions, toutes les opérations de commerce, grandes et petites, ne se feraient plus qu'argent ou or comptant. Ce serait un grand obstacle aux actes d'achat et de vente, et il faudrait qu'une très-grande partie de la richesse de la société fût sous la forme de métaux précieux monnayés. Le souci de se procurer des métaux précieux, non point nominalement, mais en nature, deviendrait presque aussi poignant que celui d'avoir du pain. Ce serait pour la société une dure servitude sous bien des rapports. L'esprit d'invention des hommes s'est donc porté vers la recherche de combinaisons à l'aide desquelles la société pût subvenir au service des échanges avec une quantité relativement modique d'or ou d'argent monnayés, et ces efforts ont été couronnés de

succès. Ainsi qu'on le verra, c'est par le moyen du crédit qu'on a résolu le problème. Ce sont des titres ou des instruments de crédit qui ont pris, et dans de vastes proportions, la place de l'or et de l'argent. Mais tous ces titres et instruments représentent des métaux précieux. Ce sont des engagements diversement formulés, par lesquels on s'oblige à délivrer des quantités parfaitement déterminées d'or ou d'argent, à un moment convenu. Voilà ce qu'on peut à bon droit appeler des signes. Je n'ai pas à exposer ici par quels expédients les règlements de compte se font sans qu'on effectue, au moment fixé, l'apport de rien de plus qu'une fraction souvent extrêmement petite de la quantité totale d'or ou d'argent qui a été stipulée par l'ensemble des parties contractantes ; c'est encore une question qui nous occupera dans une autre partie de ce volume. Il suffit de dire ici que ces signes ne sont acceptables et acceptés, à moins de circonstances exceptionnelles et essentiellement passagères, que parce qu'on est certain qu'il y a par derrière des réserves d'or ou d'argent qui servent à solder la balance des comptes, toute compensation faite, et où chacun a la faculté de puiser, si tel est son désir, jusques à concurrence des signes qu'il a entre les mains. Supprimez la monnaie, c'est-à-dire l'or et l'argent, aussitôt les signes sont illusoires, tout au moins fort incertains, et le système devient ce que deviennent un navire sans lest, un édifice sans fondations.

En un mot, il peut y avoir des signes qui prennent, jusques à un certain point, la place de cette *matière utile*, comme dit Aristote, de cet objet à la fois *mesure et équivalent*, comme dit lord Liverpool, qui est la monnaie, qui seul l'est. Non-seulement c'est permis, mais c'est fort désirable. Il n'en reste pas moins vrai que la *matière utile*, *l'objet mesure et équivalent* est indispensable à côté des

signes, afin que la représentation soit bien réelle et puisse être sans cesse contrôlée.

CHAPITRE V.

D'une extension qu'on a voulu récemment donner, en Angleterre, au terme de monnaie, en l'appliquant au billet de banque.

La monnaie n'est donc point un signe, c'est un corps, une substance précieuse, en même temps une mesure commune des valeurs et un équivalent. Par conséquent, il faut repousser l'idée qu'ont eue quelques-uns des écrivains et des hommes d'État de la Grande-Bretagne, d'étendre la qualification de monnaie à une chose qui n'en est que la représentation, comme le billet de banque.

La question de savoir exactement ce que c'est que la monnaie a été plus agitée en Angleterre que chez nous, dans le courant de ce siècle. La suspension du remboursement des billets en espèces par la Banque d'Angleterre de 1797 à 1821, en a été l'occasion constamment renaissante pendant cette période de 24 ans, et les lois successives qu'on a faites alors et depuis, pour régler les conditions d'existence et les attributions de cette grande institution et des autres banques, ont sans cesse donné lieu d'y revenir. Dans ces discussions plusieurs définitions de la monnaie se sont produites, et la plupart ont été plus ou moins vicieuses, parce qu'on était sous le régime du papier-monnaie ou sous l'impression que ce régime avait laissée.

Ainsi, dans les débats parlementaires de 1811 sur le

célèbre rapport du *bullion committee* (1), les ministres et plusieurs personnes des plus considérables, sous l'empire de vives préoccupations politiques, ne craignirent pas d'affirmer que le billet de banque n'était pas déprécié, alors que l'once d'or, au titre de 22 carats, au lieu d'être cotée, en billets de banque, 3 liv. st. 17 schellings 10 deniers et demi, ce qui est le tarif légal et l'équivalent monnayé poids pour poids d'une once d'or, se vendait en billets 4 liv. st. 12 schellings et plus. En présence de ce fait qui leur donnait un démenti flagrant, les orateurs ministériels furent forcés de se torturer l'esprit pour trouver une définition de la monnaie qui ne les condamnât pas, et pour la motiver.

De là les formules baroques qui furent imaginées et soutenues par des hommes éminents. Lord Castlereagh, l'un des ministres, dit que la monnaie était un sentiment de la valeur (*a sense of value*) dans les rapports de l'instrument des échanges avec les productions diverses. M. Bosanquet, un des commerçants les plus considérés de Londres, adopta pour formule qu'il y avait une unité des valeurs, laquelle était l'intérêt à 3 p. 0/0 de 33 liv. st. 6 schellings 8 deniers, intérêt qu'on nommait livre sterling et qui se payait en billets de banque comme monnaie de compte. M. Bosanquet eut pour antagoniste dans cette discussion Ricardo, qui y fit ses premières armes avec un grand éclat. Lord Castlereagh fut combattu surtout par Canning, qui fit pleuvoir ses sarcasmes sur le *sentiment de la valeur*. Aux yeux des hommes qui raison-

(1) *Comité des métaux précieux.* On sait que ce comité de la chambre des communes dont le rapporteur était un homme fort éclairé, M. Horner, avait conclu en faveur de la reprise du payement en espèces métalliques par la Banque : le rapport établissait que les billets de la Banque d'Angleterre étaient alors dépréciés, c'est-à-dire qu'ils avaient cours pour une quantité de métaux précieux moindre que celle qui y était portée.

nent, la réfutation de la doctrine qui niait la dépréciation des billets de banque par rapport à l'or, fut complète. Cependant le parlement y donna entièrement raison en adoptant une *résolution* qui restera comme un mémorable exemple du sophisme se plaçant impudemment sur le pavois, et des expédients misérables auxquels se prêtent les assemblées politiques, lorsqu'elles sont ou s'imaginent être en face d'une inexorable nécessité (1). Il est resté de cette époque, dans les idées du public anglais, même éclairé, un trouble regrettable au sujet des banques.

Un homme d'État, qui a contribué plus que personne à restaurer, après la paix de 1815, le système monétaire de la Grande-Bretagne, sir Robert Peel, a lui-même, à l'occasion de la loi de 1844 sur la Banque, donné l'appui de son imposante autorité à une définition de la monnaie qui y ferait rentrer le billet de banque. Cette définition est sortie d'une école de publicistes qui ont sur les banques des opinions particulières que nous ferons connaître dans le volume suivant de ce cours. Les conséquences que cette école tire de sa définition s'étendraient fort loin.

Si les billets de banque sont reconnus pour de la monnaie dans le sens strict du mot, la monnaie est un signe. La distance entre le signe et l'objet représenté, ici, est petite, car on n'a qu'à aller à la banque pour se procurer de l'or en échange des billets. Ce

(1) Sur la proposition de M. Vansittart, le parlement, dans sa séance du 11 mai 1811, à la majorité de 151 contre 75, adopta une *résolution* conçue en ces termes : « Les billets de la Banque d'Angleterre ont été jusqu'ici et sont encore au pair avec les espèces monnayées du royaume. » Jamais contre-vérité ne fut plus insigne.

On sait que ce qu'on appelle *résolution*, dans le style parlementaire de la race anglo-saxonne, a beaucoup d'analogie avec ce qui s'appelle, dans les chambres françaises, un *ordre du jour motivé*.

n'est pas assez cependant pour que l'on en fasse abstraction et que l'on consacre l'assimilation. Entre un billet de banque remboursable à vue et des espèces, il y a des rapports étroits, mais il n'y a pas identité, et si l'identité était admise en principe, ce serait par l'effet d'une confusion funeste.

Les personnes qui voudraient que le billet de banque fût de la monnaie, n'ont jamais pu tracer une ligne de démarcation qui fût nette entre le billet de banque et la lettre-de-change. Si l'on dit que le billet de banque passe de main en main sans endossement, on peut répondre que les lettres-de-change *en blanc* sont dans le même cas. Si l'on se prévaut de ce qu'il circule sans aucun examen, sauf le cas où le public aurait été averti d'une falsification, la réponse est que les choses ne se passent pas ainsi toujours, ni pour tous les billets de banque, car assurément on prend la peine de regarder aux billets de grosses sommes qui, dans les pays où il y a beaucoup de banques, en Angleterre et en Amérique, ont cours parmi les commerçants ou servent à certaines transactions spéciales. C'est tout au plus à l'égard des petits billets qu'on a contracté la fâcheuse habitude de cette excessive sécurité. Si l'on prétendait, comme on l'a fait, que la lettre-de-change a l'inconvénient de ne valoir son montant en espèces que dans un lieu déterminé, la réplique serait qu'il en est absolument de même du billet de banque. Quant au caractère qui a été indiqué quelquefois, que le billet de banque était en somme ronde, il ne mérite pas qu'on s'y arrête.

Un des écrivains qui se sont fait le plus remarquer en soutenant l'opinion que je combats ici, afin d'en tirer des conséquences applicables au mécanisme des banques dans la Grande-Bretagne, le colonel Torrens, a cru qu'il signalait une différence caractéristique entre le billet de banque et la lettre-de-change en disant qu'un paye-

ment était fait une fois pour toutes du moment que le vendeur avait reçu des billets de banque de l'acheteur, mais que si l'acheteur s'acquittait avec une lettre-de-change, émanée de lui ou d'un tiers, il n'était quitte cependant qu'autant que, l'échéance venue, la lettre de change aurait été payée. En d'autres termes, le billet de banque aurait, pour l'acquit d'une dette, une puissance spéciale qui manquerait à la lettre-de-change (1). La distinction que fait ainsi le colonel Torrens n'est pas admissible.

On pourrait d'abord y objecter que si la lettre-de-change a été transmise en blanc, c'est-à-dire sans endossement, le preneur doit se tenir pour soldé lors même que le signataire ne s'acquitterait pas à l'échéance. Mais laissons de côté cette observation, quelque juste que soit l'assimilation entre le billet de banque et la lettre-de-change en blanc.

L'argument du colonel Torrens n'est pas plus topique que s'il eût soutenu que, avec une lettre-de-change à un mois d'échéance, une transaction étant plus prochainement terminée, qu'avec une à trois mois, la lettre-de-change à un mois n'était pas un titre de la même nature que celle à trois mois. Un billet de banque peut parfaitement se considérer comme une lettre-de-change ou un effet quelconque de commerce qui échoit le jour et l'heure où il est délivré ; car je puis, au moment où on me le délivre, en aller toucher le montant à la Banque d'où il émane ; et voilà précisément pourquoi, tant que la banque n'aura pas suspendu le remboursement de ses billets en espèces, le créancier qui aura reçu des billets de banque en payement sera et devra être réputé

(1) *The principles and practical operation of sir Robert Peel's act of 1844 explained and defended*, p. 82.

soldé, tout comme celui qui aurait reçu des lettres-de-change et qui, les ayant gardées en portefeuille jusqu'au moment de l'échéance, en aurait alors eu la valeur en espèces. Mais si, après avoir été payé en billets de banque, je ne juge point à propos d'aller en requérir le remboursement en espèces à la banque, et que quelques jours après la banque suspende ses payements, les tribunaux me refuseront tout recours contre le débiteur qui m'avait remis les billets, parce qu'ils en décideraient de même envers tout créancier qui, payé en lettres-de-change, attendrait pour les présenter que le jour de l'échéance fût passé, et que le signataire eût été déclaré en faillite, postérieurement à ce jour. Pareillement, si je me suis laissé payer en billets de banque aujourd'hui et qu'il soit établi que dès hier la banque avait cessé de rembourser ses billets en espèces, les tribunaux m'accorderont un recours contre mon débiteur, tout comme ils déclareraient que je ne suis pas soldé si celui-ci m'eût donné des lettres-de-change auxquelles, l'échéance venue, il n'eût pas été fait honneur.

La similitude entre le billet de banque et la lettre-de-change demeure donc intacte.

Au contraire, entre le billet de banque et la monnaie, il y a des différences profondes, qu'en 1810 Huskisson avait mises en relief de la manière suivante :

« Il est de l'essence de la monnaie d'avoir une valeur intrinsèque : le billet de banque est évidemment dépourvu d'une valeur intrinsèque.

« Une promesse de payer (*promissory note*), quelle qu'en soit la forme, et de quelque part qu'elle soit émanée, *représente* une valeur. Elle n'a ce caractère qu'autant qu'elle implique la volonté positive de payer en *monnaie* (1) la somme qu'elle exprime.

(1) Si le porteur l'exige est sous-entendu.

« La monnaie en espèces métalliques est (par elle-même) une fraction du capital du pays. Le billet de banque n'est pas (par lui-même) du capital ; c'est du crédit mis en circulation.

« Celui qui achète donne et celui qui vend reçoit une certaine quantité d'or et d'argent qui est l'équivalent de l'article acheté ou vendu : s'il donne ou achète du papier en place de monnaie, la chose donnée ou reçue ne vaut que parce qu'elle stipule le payement d'une quantité déterminée d'or ou d'argent. Aussi longtemps que cet engagement est ponctuellement observé, le papier circule parallèlement à la monnaie avec laquelle il est constamment échangeable. La monnaie et le papier qui promet de la monnaie sont, l'une et l'autre, une commune mesure dans le commerce, et expriment tous deux la valeur de tous les produits; mais seule, la monnaie est l'*équivalent universel ;* à cet égard le billet de banque ne fait que représenter la monnaie (1). »

Tout ce qu'on est fondé à dire pour distinguer le billet de banque des autres promesses de payer, se réduit à ces termes assez vagues qu'en général il circule beaucoup plus facilement parmi le public non commerçant. Et encore, cette facilité de circulation est-elle de l'essence même du billet de banque? Non. Le billet de banque est une promesse qui communément se fait mieux accepter, parce que l'établissement d'où elle émane a une solvabilité plus notoire, et que la promesse même porte des signes qui permettent d'en reconnaître plus promptement et plus sûrement l'origine. Mais, d'une part, il n'est pas vrai qu'un billet de banque passe tout à fait comme des espèces. Que ceux qui le croiraient en aillent faire l'expérience dans les montagnes de

(1) Huskisson, 1810. *The question concerning the depreciation of our currency stated and examined,* pages 1 et 2.

CHAPITRE VI.

Du prix des choses. — Prix courant. — Prix naturel. — Prix rémunérateur.

Le prix d'un objet est la quantité d'or ou d'argent qui s'échange contre cet objet. C'est le rapport entre la valeur de l'objet et celle du métal dont la monnaie est faite. Le prix de toute chose est variable : quand il monte, c'est que l'objet se trouve avoir plus de valeur en comparaison du métal, or ou argent ; quand il baisse, c'est que l'objet, relativement au métal, vaut moins qu'auparavant.

La baisse ou la hausse des prix peut avoir sa cause dans la variation de la valeur des métaux précieux ou dans celle des objets. Avant d'avoir examiné les détails du cas, il n'est pas permis d'attribuer le changement à l'un plutôt qu'à l'autre. Cependant, habituellement, les conditions générales de l'offre et de la demande, ainsi que celles de la production, restant à peu près uniformes à l'égard des métaux précieux, pendant l'espace de temps qui répond à la durée de la plupart des transactions, on peut affirmer, à moins de circonstances extraordinaires, que toute forte variation de prix, en hausse ou en baisse, a son origine dans la rareté ou l'abondance relative de l'objet dont il s'agit. C'est un article manufacturé qu'une invention nouvelle aura permis de fabriquer en plus grande masse et à moins de frais ; ou bien c'est le blé ou le vin dont une mauvaise récolte aura occasionné la rareté. La preuve que la variation ne devra pas être imputée au métal dont la monnaie est faite, c'est que la hausse ou la baisse ne se sera révélée que pour un objet ou deux. Les autres n'auront pas varié, ou auront varié en sens contraire. Ou bien si la hausse ou la baisse s'est manifestée dans un pays sur le plus grand nombre des arti-

cles, la variation ne se sera pas étendue à toutes les autres contrées, ni au même degré à toutes celles qui auront été atteintes. Si c'étaient les métaux précieux qui eussent subi le changement, les prix de toutes choses auraient varié dans le même sens, universellement et à peu près dans la même proportion partout.

Mais quand on envisage deux époques fort éloignées, il n'est plus aussi facile de décider si les différences de prix qu'on observe sont imputables aux métaux dont on fait la monnaie ou aux objets eux-mêmes, et il est fort malaisé de découvrir dans quelle proportion elles proviennent des uns et des autres. Les travaux des savants montrent clairement que, du temps de Périclès, le prix du blé était moindre qu'aujourd'hui, c'est-à-dire que le blé s'obtenait en retour d'une moindre quantité d'or; mais il faut que je me livre à beaucoup de recherches pour être en position de dire si c'est que, depuis lors, le blé a pris plus de valeur, ou que l'or a perdu de la sienne, et, dans le cas plus probable où l'un et l'autre auraient changé de valeur, dans quel sens le changement a eu lieu pour chacun et quelle en a été, même approximativement, l'étendue. Pour être en droit de rien affirmer, j'aurai à mettre en parallèle les valeurs métalliques, aux deux époques, des denrées usuelles, des services les plus habituels que les hommes se rendent, et à faire le même rapprochement en double entre la valeur du blé et celle des autres produits ou des services. En outre, il sera nécessaire de prendre en considération la différence survenue dans les moyens de production de l'or d'une part, du blé de l'autre. Ce sera une tâche fort laborieuse.

Le terme de *prix courant*, fort en usage dans le langage ordinaire, comme dans celui de la science économique, signifie le prix tel qu'il est réglé sur le marché, chaque jour, chaque instant. On voit souvent, dans les

traités d'économie politique, le terme de *prix naturel,* par opposition au prix courant; on dit aussi dans le même sens *prix originaire.* Par là on entend le montant des frais de production, le prix qui serait attribué aux choses si l'on n'envisageait que les circonstances particulières à l'acte de la production, et si l'on faisait abstraction des effets que provoquent l'étendue et l'énergie petite ou grande de la demande d'un côté, de l'offre de l'autre. Selon l'observation de Ricardo, pour la plupart des produits le prix courant tend à se rapprocher du prix naturel et à s'y confondre. Par rapport au prix naturel, le prix courant est comme un corps en mouvement sous l'impulsion d'une force centrifuge sans cesse contenue dans ses écarts par une force centripète. Lorsqu'une industrie est déjà passablement ancienne dans un pays, que l'on y a du capital disponible, et que, à la faveur de ce capital, les entrepreneurs ont pu se faire librement concurrence, le prix courant sur chaque marché s'éloigne peu, ordinairement, du prix naturel, à moins cependant qu'il n'y ait, dans la nature des choses ou dans les lois, un obstacle à ce que de nouveaux entrepreneurs puissent indéfiniment faire concurrence aux anciens, en se plaçant dans les mêmes conditions de production (1).

Le *prix rémunérateur* est celui dont un producteur a besoin pour rentrer dans ses déboursés et obtenir la récompense de sa peine; on dit aussi *prix nécessaire.* Ce sont des expressions qu'on a beaucoup employées dans les discussions sur la liberté du commerce. Je m'écarterais de mon sujet si j'essayais d'exposer ici ce qu'on en a dit des deux côtés.

(1) Les observations qu'on lira bientôt au sujet de la mesure de la valeur, ci-après, section II, chapitre I, éclairciront et développeront ce qui est indiqué ici.

SECTION II.

Si le blé et le travail sont propres à donner une mesure de la valeur.

CHAPITRE PREMIER.

Observations générales sur la définition et la mesure de la valeur.

Les métaux précieux ne donnent point, on l'a vu et on le verra plus en détail, une mesure de la valeur qui soit invariable, indépendante des temps et des lieux. De ce qu'une pendule qui, à Paris, vaudra 1,000 grammes d'argent, se vendra 2,000 à Mexico, on n'est pas autorisé à conclure que la valeur de cet objet, dans la capitale du Mexique, soit exactement le double de ce qu'elle était dans le magasin de la rue Vivienne ; car la marchandise argent rendue à Paris, représente plus de travail et de frais qu'à Mexico, de même, au surplus, que la pendule, pour arriver à Mexico, a supporté des frais supplémentaires assez élevés. A plus forte raison, lorsque je saurai la quantité d'argent contre laquelle un hectolitre de blé s'échangeait, à Rome, sous Auguste, je ne serai en droit de rien affirmer sur la valeur comparée du blé chez les Romains et chez nous ; car, si je trouve 40 gr. à mettre en regard de 80, je ne puis dire immédiatement si c'est que le blé aura haussé de valeur ou que l'argent aura baissé, ou

qu'ils auront varié l'un et l'autre, mais inégalement.

Voici un argument de plus à opposer à l'opinion d'après laquelle la monnaie serait considérée comme donnant une mesure invariable de la valeur : on ne peut indiquer aucune bonne raison pour que ce fût l'argent plutôt que l'or : ce devrait donc être indifféremment l'un ou l'autre. La valeur comparée de ces deux métaux étant essentiellement mobile, ayant incessamment changé depuis l'origine des temps historiques jusqu'à nous, et devant indéfiniment continuer ses oscillations, on aurait deux mesures invariables et absolues qui ne seraient jamais d'accord.

Arrêtons-nous un instant sur la notion de la valeur qu'il faut distinguer de celle du prix, quoique communément on les confonde. Le prix d'un objet, avons-nous dit, exprime le rapport entre la valeur échangeable d'un objet et la valeur échangeable du métal dont la monnaie est faite. C'est la quantité de métal qui se donne contre l'objet. La valeur, prise dans son acception la plus large, ce que Smith et Say ont nommé la valeur *en usage*, est l'utilité des choses ; elle résulte du rapport que les choses ont avec nos besoins, de quelque nature qu'ils soient. Elle est la raison d'être de la valeur *échangeable*, ou de la valeur *en échange*, qui est la seule dont nous ayons à nous occuper ici. Mais la valeur en usage peut être très-grande sans que la valeur en échange le soit, ou même sans qu'elle existe. L'eau a une immense valeur en usage, et elle n'a qu'une bien faible valeur en échange, car on en obtient une forte quantité pour bien peu de chose. L'air atmosphérique a une valeur en usage plus grande encore, puisqu'il est absolument nécessaire à notre existence, à chaque instant, et cependant nous en prenons à volonté tout ce que nous en voulons, sans avoir rien à donner en retour. La valeur échangeable, quoique plus

définie que la valeur en usage, l'est cependant moins que le prix. C'est, en termes généraux, l'étendue des sacrifices ou des efforts que les hommes font, à l'instant actuel, pour se procurer l'objet dont il s'agit. Lorsque dans les écrits d'économie politique on dit valeur au lieu de prix, on veut dire la *valeur échangeable spécialement exprimée en métal monnayé,* ce qui peut se dire plus brièvement *valeur vénale.*

Une mesure exacte et invariable de la valeur, si elle existait, rendrait service à la société, et pour l'avancement de plusieurs branches des connaissances humaines, ce serait d'un grand secours. Combien de lumière serait répandue alors sur les plus intéressantes évolutions de l'histoire! mais il serait chimérique d'espérer la découverte d'un semblable mètre. La valeur d'une chose se détermine à chaque instant par la relation qui existe entre la demande et l'offre. Elle dépend donc d'une multitude d'éléments, tous essentiellement variables : des besoins du public consommateur qui n'ont rien d'absolument fixe, de ses désirs qui ne se règlent pas d'après ses véritables besoins, et qui sont subordonnés à mille circonstances changeantes, des moyens, sujets à varier, qu'il a de satisfaire ses besoins ou ses désirs. Elle est subordonnée au nombre des producteurs qui se consacrent à cet objet, à l'étendue des ressources dont ils disposent pour la production ; elle l'est à leur intelligence, à leur activité, à la nature des circonstances dans lesquelles ils ont produit, au succès de leurs efforts, à l'urgence de leurs besoins, qui les porte à offrir leur marchandise avec plus ou moins d'instance, à la vivacité de la concurrence qu'ils se font. Qui ne voit que ces diverses forces composantes, tant de la demande que de l'offre, sont en variation perpétuelle, selon les lieux et selon les temps?

nous ne saurions nous en passer, et il n'est guère en notre pouvoir d'en réduire sensiblement notre consommation. Si donc l'approvisionnement national est réduit d'un cinquième ou d'un quart, on se le disputera avec une sorte d'acharnement. L'ardeur impatiente des acheteurs donnera à la demande une force impétueuse qui élèvera le prix dans une proportion tout autre que celle qu'indiquerait la diminution de la récolte.

Pour qu'il en fût autrement, il faudrait qu'une suite de bonnes années eût laissé dans le pays une très-grande réserve, ce qui s'est en effet rencontré quelquefois; que des récoltes subsidiaires, telles que celle de la pomme de terre, eussent rendu extraordinairement de quoi suppléer au manque de grains, et ceci est plus rare; ou encore qu'on eût le moyen de tirer de l'étranger, à un prix modique, des grains qui vinssent remplacer ceux qu'on avait vainement attendus cette fois de l'agriculture nationale; or, pour une nation populeuse, cette troisième hypothèse est plus ou moins hors de toute réalisation possible, par beaucoup de motifs qu'ont longuement développés les auteurs, et dont le principal réside dans la difficulté de transporter inopinément et de loin de très-grandes masses.

C'est un fait d'observation qu'une diminution dans la récolte entraîne le plus souvent une élévation de prix hors de proportion avec le manquant. On a même calculé approximativement une table qui montre la progression ascendante que suivent les prix à mesure que la récolte baisse, et elle est effrayante (1).

(1) Cette table, calculée par un écrivain anglais, Grégoire King, et reproduite par plusieurs auteurs, notamment par M. Tooke, *History of prices*, I, page 12, et par M. Porter, *Progress of the nation*, indique, à mesure que la récolte baisse, dixième par dixième, une hausse probable de :

3 dixièmes pour 1 dixième de manquant.

Supposons, au contraire, que la surabondance soit grande : comme la quantité de blé que la population réclame ne varie pas sensiblement dans un Etat d'une année à la suivante, on ne voit guère comment l'alimentation publique absorberait l'excédant. L'exportation au dehors n'est d'aucune ressource pour bien des pays, parce que ce qui est bon marché pour eux, une fois grossi du transport, se changerait en cherté pour les autres. Restent quelques usages intérieurs, tels que l'engraissement de certaines espèces de bétail ; mais le blé ne peut recevoir cet emploi qu'autant que la baisse aura déjà été bien forte. Dans une contrée où il y aura beaucoup de capitaux, des spéculateurs intelligents profiteront du bon marché ; ils achèteront du blé afin de le revendre quelque année suivante, et la spéculation empêchera le prix de tomber jusqu'à l'avilissement. Si pourtant il se présente une suite de bonnes récoltes, la spéculation se lassera, ou même les spéculateurs, trompés dans leur attente, seront obligés de se défaire à tout prix du blé qu'ils avaient acheté pour le tenir en réserve. Mais une série non interrompue de récoltes exceptionnellement abondantes est un événement beaucoup plus rare qu'une mauvaise année à la suite de quelques-unes de médiocres. En somme la baisse de prix qui suit l'abondance, quoique plus prononcée qu'elle ne devrait l'être si c'était la grandeur de l'excédant qui la déterminât, est

8	dixièmes	pour	2	dixièmes	de manquant.
16	—	—	3	—	
28	—	—	4	—	
45	—	—	5	—	

C'est-à-dire qu'à un manquant de 3 dixièmes peut correspondre un prix qui représente deux fois et 6 dixièmes le prix accoutumé, et que, lorsque la récolte tombe à moitié, le prix peut s'accroître dans le rapport de 1 à 5 1/2.

beaucoup moins marquée que la hausse après une récolte insuffisante.

C'est une erreur qu'il est assez fréquent d'entendre articuler, que la valeur des diverses choses soit exactement en raison de leur rareté respective. Par exemple de ce que l'or vaut environ quinze fois et demie autant que l'argent, on conclut qu'il y a dans le commerce tout juste quinze fois et demie autant d'argent que d'or. Tous les relevés statistiques démentent cette opinion : l'argent qui existe, à l'état d'offre, sur le marché excède l'or dans une proportion beaucoup plus forte que celle de 15 $^1/_2$ kilogrammes contre 1. Pour que le rapport de 15 $^1/_2$ à 1 entre les valeurs des deux métaux précieux entraînât un rapport égal entre les quantités offertes, il faudrait que la valeur des choses fût déterminée par l'offre seule, ce que personne n'a prétendu. La valeur est réglée, non par l'offre considérée isolément, mais par la relation entre l'offre et la demande, l'une et l'autre étant spécifiées comme il vient d'être dit.

Au lieu de cette formule qu'on peut faire remonter à Locke et même à des auteurs plus anciens, selon laquelle la valeur dépend du rapport entre l'offre et la demande (1), on peut prendre celle que mit en avant Ricardo, d'après laquelle la valeur tend à se régler par le montant des frais de production.

On sait quel en est le sens. Toutes choses égales d'ailleurs, une marchandise doit se vendre d'autant plus cher qu'elle a nécessité plus de labeurs et plus de dépenses en tout genre : main-d'œuvre et rémunération d'employés, jeu et entretien des machines, achat des matières pre-

(1) On lira très-utilement, au sujet de la notion de la valeur, ce qu'en a écrit M. Rossi, dans son cours, leçons 3, 4, 5 et 6. On fera bien de consulter aussi les *Éléments d'économie politique* de M. Joseph Garnier, section I, chapitre II.

mières et des ingrédients accessoires, frais généraux, loyer des capitaux, conduite au marché, commissions aux intermédiaires, etc., et, par-dessus le tout, un profit proportionné au taux habituel des bénéfices dans le pays. Il est incontestable que, dans bien des circonstances, les objets se vendent au delà des frais de production ainsi calculés. Il arrive quelquefois aussi que, par l'encombrement du marché ou dans le désarroi d'une crise politique, les manufacturiers livrent leurs produits pour moins qu'ils ne leur ont coûté. Cependant, en général, pour la plupart des produits manufacturés, après que l'industrie qui les crée a été établie un certain temps, les cours oscillent autour d'un terme moyen qui représente les frais de production, estimés, comme nous venons de le dire, pour les localités qui, en premier lieu, étaient les plus favorables entre toutes ; car, tant qu'ils sont notablement au-dessus, la concurrence tend sans cesse à les y ramener, en agrandissant la production dans ces localités et en modifiant continuellement ainsi les conditions de l'offre par rapport à la demande, au détriment des localités moins avantageuses. Ils ne peuvent non plus être au-dessous que d'une manière transitoire ; autrement, la production cesserait de toute part.

Il est un cas cependant où la valeur peut se soutenir en permanence au-dessus des frais de production ; c'est celui où, par une cause quelconque, la marchandise dont il s'agit fait l'objet d'un monopole. Par là, il ne faut pas entendre seulement le privilége exclusif qu'un gouvernement aura pu accorder à un particulier, ou se sera attribué à lui-même, de fabriquer ou de vendre quelque article de commerce. La qualification de monopole est appliquée, par les auteurs qui ont écrit sur la science économique, à d'autres faits contre lesquels le sentiment de l'égalité civile ne proteste point. Toutes les fois que la

faculté de production d'un article n'est pas indéfinie, dans la limite où l'on peut dire que l'est la fabrication des toiles de coton à Rouen ou à Mulhouse ou à Manchester, et celle des draps à Elbeuf, à Leeds ou à Verviers, toutes villes dans lesquelles le premier venu peut ériger un établissement qui travaillera dans les mêmes conditions que les autres, l'économie politique, dans sa langue où les mots perdent le caractère passionné qu'ils peuvent avoir ailleurs, dit qu'il y a un monopole, ce qu'il faut traduire par l'absence de concurrence libre et illimitée.

En ce sens, dans les pays occupés par la civilisation occidentale, où l'exercice de toute industrie est libre, les produits manufacturés proprement dits échappent au monopole, et la formule qui consiste à dire que la valeur se règle par le montant des frais de production, est vraie à l'égard de cette multitude d'articles.

Au contraire, il y a monopole, mais monopole naturel, je veux dire existant de par la force des choses, quand il s'agit des productions qui supposent un talent d'exécution extraordinaire. Les tableaux de Raphaël et les statues de Michel-Ange, de leur vivant même, formaient l'objet d'un monopole, au profit de ces grands artistes; à plus forte raison, est-ce un monopole depuis leur mort. Les vins de crus renommés, autre monopole naturel. Il n'y a pas moyen d'augmenter la production des vins de Chambertin ou de Tokai, ou de Constance; elle est resserrée entre des limites très-étroites.

Il y a trois cents ans, la mine du Potosi, alors plus riche que toutes les mines d'argent connues, était encore un monopole naturel très-caractérisé.

Relativement aux produits manufacturés, les produits de l'agriculture, le blé en particulier, font l'objet d'un

monopole naturel, en ce sens que vous ne pouvez accroître la production en blé de la Beauce ou de la Brie comme la production des calicots à Mulhouse, ou celle des soieries à Lyon et à Zurich, ou celle des draps à Sédan ou celle des fers dans le pays de Galles.

Après les monopoles naturels, viennent les monopoles artificiels ou conventionnels, ceux qui résultent d'un brevet d'invention, ou d'une fabrication expressément réservée.

Les monopoles, de quelque nature qu'ils soient, naturels ou factices, soustraient les produits auxquels ils sont attachés à la règle d'après laquelle la valeur tend à se déterminer par les frais de production, tels qu'ils sont dans les localités les plus favorisées ; car, dès qu'il y a un monopole, dès que disparaît la concurrence libre et illimitée, les établissements bien situés ne peuvent pas faire la loi aux autres ; pour mieux dire, ils n'y sont pas induits par la force des choses, par la concurrence qu'ils se font entre eux-mêmes. Assurés d'écouler leurs produits, puisque la production est limitée, ils vendent au cours que font les établissements moins bien partagés.

Toutefois on peut remarquer que beaucoup des produits qui rentrent dans la catégorie des monopoles, entendus comme il vient d'être dit, ne se soustraient pas complétement à la formule qui représente la valeur comme déterminée par les frais de production ; mais il faut, par rapport à ces objets, qu'elle soit interprétée différemment. Dans un pays où il reste des terres à mettre en labour (et il n'est pas un pays de quelque étendue, quelque peuplé qu'il soit, qui ne renferme des terrains où la charrue ne s'est point encore promenée, parce qu'on les a jugés trop médiocres ou trop difficiles à mettre en rapport), à mesure qu'il faudra plus de blé pour

nourrir la population qui aura pullulé, on défrichera des espaces jusque-là abandonnés ou misérablement utilisés pour la dépaissance. La valeur du blé tendra à se régler dès lors par les frais de production, tels qu'ils sont dans ces nouveaux terrains, puisque la culture en sera devenue indispensable. C'est seulement après qu'il n'y aurait plus rien à défricher, que le prix du blé pourrait demeurer fixement supérieur à la limite indiquée par les plus mauvaises terres (1).

Ainsi, dans cet ordre de faits, qui embrasse la partie la plus intéressante des monopoles naturels, ce seraient encore les frais de production qui tendraient à déterminer les cours. Mais, en place des frais de production dans les établissements les plus favorablement situés, ainsi qu'il arrive dans le cas des produits manufacturés qui sont soumis à la loi de la concurrence illimitée en chaque lieu, ce seraient les frais de production dans ceux des établissements existants dont la position serait la pire, qui exerceraient la tendance directrice.

Adoptons, sous les réserves qu'on vient de voir, la formule qui fait dépendre la valeur des frais de production. Pour qu'une substance pût donner invariablement la mesure de la valeur, et par conséquent fût elle-même d'une valeur invariable, indépendamment des temps et des lieux, il faudrait que constamment et partout elle eût exigé et dût exiger la même quantité d'efforts également rémunérés et de frais de tout genre. Mais conçoit-

(1) Dans ce raisonnement je fais abstraction de l'influence que peut exercer le blé étranger, en supposant qu'on le laisse entrer. Cette influence se bornerait à mettre hors de cause une certaine quantité de terres, les plus mauvaises de toutes ou les plus mal situées, ou exigeant le plus de frais, ce qui revient au même, jusqu'à ce que le moment fût venu où l'abondance des capitaux dans le pays et les progrès de l'art agricole permissent de défricher avec avantage une partie ou la totalité de ces terrains.

on qu'il existe un objet qui, au travers de la diversité des climats, des saisons, de toutes les circonstances de la nature, et nonobstant la différence extrême des procédés tour à tour adoptés dans la série des âges, offrît le miraculeux phénomène d'être partout et toujours résulté de la même quantité d'efforts et de sacrifices de toute espèce. Comprendrait-on mieux que, parmi toutes les révolutions politiques et sociales que la civilisation a éprouvées, au milieu du tourbillon capricieux où les passions nous agitent, il y ait eu un ensemble de labeurs divers que le libre arbitre des hommes ait toujours prisé au même degré et dont la rémunération ait été perpétuellement égale à elle-même?

Les deux formules qui font dépendre la valeur, l'une du rapport entre l'offre et la demande, l'autre du montant des frais de production, ne s'excluent point; elles se complètent au contraire l'une l'autre, et il est utile, dans l'examen de la plupart des études qui concernent la valeur, de les faire intervenir successivement.

Dans le louable désir de se procurer une mesure exacte de la valeur, quelques personnes, et des plus éminentes dans la science, ont proposé de choisir le blé comme un terme absolu auquel on pouvait mieux qu'à la monnaie rapporter toute évaluation; d'autres ont recommandé le travail. Aussi, selon ceux-ci, un hectolitre de blé, selon ceux-là, une journée de travail serait l'étalon de la valeur, par excellence. Je crois que la discussion générale qui précède suffit à écarter ces propositions, surtout en ce qui concerne le blé. Il n'est pourtant pas inutile de les discuter spécialement.

CHAPITRE II.

Comment et pourquoi le blé éprouve des variations dans sa valeur.

Le blé est une marchandise qui n'est ni produite ni vendue sous l'empire de circonstances absolument identiques dans deux contrées, dans deux provinces, dans deux champs contigus, dans le même champ à deux récoltes successives. Le blé de l'Égypte est obtenu dans de tout autres conditions que celui de la vallée de l'Ohio. Le blé des plaines de Toluca au Mexique et celui de la Beauce ou du Languedoc résultent de causes fort différentes. D'un côté la constitution politique et sociale, d'un autre les influences atmosphériques, hydrauliques et géologiques changent quand on passe d'un pays à un autre et agissent très-diversement. Les enfants savent que, presque en tout pays, on a beaucoup plus de peine à faire rendre à la terre un hectolitre de blé que dans la vallée du Nil? Les procédés de l'agriculture perfectionnée, toutes choses égales d'ailleurs, ont, pour la production du blé, une puissance bien plus grande que ceux d'une agriculture arriérée. Dans le même pays, en France, que dis-je? dans la même vallée, tel cultivateur ne sera point en perte s'il vend son blé à 10 fr. l'hectolitre; tel autre, placé sur un sol naturellement aussi propice, sera ruiné, s'il ne le vend que 15 fr. L'inégalité des salaires ne vient pas toujours compenser l'inégalité des autres conditions de la production: le laboureur qui arrose de ses sueurs le sol ingrat de la Lozère est payé plus cher que celui qui exploite le riche terroir du Delta, et celui qui, en Angleterre, travaillait certains terrains misérables qu'on mettait en blé sous

l'ancienne législation des céréales, était rétribué deux ou trois fois plus que le premier. Si l'on envisage successivement, dans la suite des temps, deux époques séparées par des siècles, il semble qu'il y ait plus de chance alors pour une variation, puisque les éléments politiques et sociaux qui contribuent à déterminer la valeur du blé deviennent différents, et qu'il devrait y avoir aussi de la différence dans les procédés de culture.

A cause de l'importance toute particulière du blé, la vente s'en fait avec plus de publicité que celle de tout autre produit. On a des tableaux de mercuriales qui remontent à des temps fort éloignés. On y voit que, il y a quelques siècles, les variations étaient très-fortes d'une année à l'autre, d'une saison à la suivante. De nos jours, elles sont beaucoup moindres par plusieurs raisons et surtout parce que la facilité des transports, en agrandissant le marché, a nivelé les prix et les a rendus plus uniformes. Cependant, deux fois, dans l'espace de trente années, en 1817 et 1847, au sein de la paix et du bon ordre, le blé est monté au double, et, dans quelques localités, au triple de sa valeur habituelle (1).

Ce n'est pas que le blé n'ait dans sa nature quelque chose qui, lorsqu'on embrasse des intervalles un peu

(1) MM. Jacob et Dupré de Saint-Maur et d'autres écrivains ont extrait du *Chronicon pretiosum* de Fleetwood, du livre de Mathieu Pâris, des Registres du parlement (*Rolls of parliament*), des *Records* de Cotton, des *Fœdera* de Rymer, du *Survey* de Stow, de l'ouvrage de M. Lloyd sur le *Prix du blé à Oxford*, une masse de renseignements concernant le prix du blé de l'an 1120 jusqu'à nos jours. Du treizième au seizième siècle on observe dans ces tableaux beaucoup plus de variations d'une année à une autre que de notre temps. C'est quelquefois du simple au décuple, ou même au vingtuple, ou plus encore; qu'on voie, par exemple, de l'an 1237 à 1270. Dans la même année, c'est du simple au quintuple ou au sextuple, comme en 1286 et 1434. Pendant le cours entier du dix-septième siècle, d'après ces tableaux, la variation est de 1 à un peu plus de 3, de même dans le dix-huitième siècle.

longs, de quinze ou vingt ans, par exemple, dont on prend la moyenne, tende à lui donner plus de fixité qu'à beaucoup d'autres valeurs. C'est la denrée de première nécessité par excellence, dans nos pays occidentaux au moins. On a donc représenté que tous les hommes indistinctement en ont un égal besoin; donc, a-t-on dit, la demande en est invariable, quels que soient les lieux; il en est de même de l'offre, a-t-on ajouté, car il s'en produit une quantité toujours proportionnelle à la population, sinon la population tomberait au niveau des subsistances. Or, dès que, entre l'offre et la demande, le rapport est constant, la valeur doit rester constamment la même.

Le raisonnement n'est que spécieux. Il n'est point vrai que la quantité de blé réclamée par le consommateur et la quantité offerte sur le marché par l'agriculture soient, pour une population égale, des termes constants, et, le fussent-ils, la nature même de la propriété territoriale interdirait d'en conclure que la valeur du blé reste invariable.

On peut contester, à bon droit, que tous les hommes consomment du blé également; d'un pays à l'autre, on remarque à cet égard d'assez fortes différences. Un Français et un Anglais, un habitant de Londres et un Irlandais, le Parisien et le paysan des montagnes centrales de la France ou celui du Languedoc ne consomment pas une égale ration de blé. Le Français mange plus de pain que l'homme de la Grande-Bretagne qui remplace en partie le pain par de la viande; l'habitant de Londres, plus que l'Irlandais, qui vit principalement de pommes de terre; le Parisien, plus que le cultivateur limousin ou rouergat, qui se nourrit de châtaignes et de sarrazin, plus que le paysan de la plaine de Toulouse pour lequel le maïs est l'aliment farineux le plus ordinaire.

Les grains qualifiés de céréales sont nombreux; en écartant même le maïs, on en compte au moins quatre qui sont inégaux de puissance nutritive et de valeur : le blé, le seigle, l'orge, l'avoine. Dans tel pays, ou telle province, ou à telle époque, c'est un des grains inférieurs qui est consommé par le plus grand nombre des hommes, presque à l'exclusion de tout autre. En Écosse, c'est l'avoine; en Suède, en Russie, l'avoine encore, ou l'orge, ou le seigle; les classes riches seules mangent du froment. Il y a tel arrondissement, en France, où aujourd'hui même, les neuf-dixièmes des habitants ne goûtent pas du pain de froment, une fois l'an. Mais à mesure que l'aisance augmente, ou que les mœurs se modifient, l'usage proportionnel des différentes espèces de grains est sujet à varier fortement. Ainsi, dans beaucoup de pays on a constaté que, suivant le progrès de la richesse, on abandonnait tel grain inférieur pour tel autre plus relevé. C'est ce qui s'observe, dans le Massachusetts, à l'égard du maïs, qui est remplacé par le froment; en Écosse comme dans le Limousin ou l'Auvergne, à l'égard du seigle, ou de l'orge, ou du sarrasin, ou de la pomme de terre, ou de la châtaigne, qui, dans la consommation publique, cèdent la place à un farineux plus riche en gluten.

L'industrie manufacturière, quand elle est parvenue à un certain point de développement, emploie, pour les besoins de certains ateliers, des quantités de blé ou de farine qui ne sont point insignifiantes et qui peuvent varier de pays à pays, et dans les mêmes lieux d'une année à une autre. Certainement, on nourrirait un grand nombre de personnes avec ce qui est absorbé par l'encollage des fils de coton dans les fabriques du Lancashire. Les fabriques d'amidon ont fait et font encore disparaître de grandes masses de blé; de même les distilleries

où l'on fabrique l'eau-de-vie de grains. L'agriculture elle-même consacre quelquefois à la nourriture du bétail des quantités de céréales.

Citons une autre cause de variation dans la demande du blé : les hommes n'en consomment pas nécessairement, dans le même lieu, à des intervalles très-rapprochés, une ration annuelle qui soit absolument la même. Nous parlions, il y a un instant, de l'augmentation qu'éprouvait, par le progrès de l'aisance, la consommation des céréales les plus substantielles. Dans les temps calamiteux, le mouvement inverse se manifeste. Alors, tout ce qui touche au bien-être de l'homme marche en arrière; une partie des populations recule d'une des céréales à une autre moins noble, et de là à la pomme de terre et à des farineux plus grossiers. Dans ces moments-là, à part tout abaissement de la vie, on emploie moins de farine, soit qu'il y ait des personnes assez dénuées pour n'assouvir qu'imparfaitement leur faim, soit qu'on se réduise dans beaucoup de consommations de cet article autres que le pain. On sait que les Anglais, par exemple, consomment beaucoup de farine de froment autrement que panifiée; ils en font plusieurs sortes de gâteaux de ménage. Quand la récolte a été courte, une partie d'entre eux, des gens aisés même, tâchent de se restreindre là-dessus. Après la mauvaise récolte de 1795, au mois de décembre, par une convention mutuelle qui reçut toute l'authenticité possible, les membres des deux chambres du parlement, s'engagèrent à diminuer d'un tiers au moins la consommation du blé de leurs familles, et à faire tous leurs efforts auprès des personnes sur lesquelles ils avaient de l'influence pour les déterminer à se réduire pareillement. A la même occasion, l'on frappa d'un impôt la poudre à poudrer, qui parut absorber une quantité de farine digne d'être prise en considération; à

plus forte raison l'on mit en interdit provisoirement les distilleries de grains.

Il ne faut cependant pas s'exagérer l'importance des réductions proprement dites : on n'économise par voie de privations qu'une petite fraction de la consommation ordinaire, à moins qu'on ne soit à la dernière extrémité, comme dans une ville assiégée. Le pain et presque tous les aliments dont la farine est la base ne sont pas des friandises sur lesquelles on puisse beaucoup se restreindre. On en mange sa faim, et on ne commande pas à celle-ci, surtout l'homme qui travaille de ses bras et dépense beaucoup de force musculaire. C'est sur d'autres articles de tout genre qu'on se diminue de préférence ; on ne s'attaque à sa ration de pain que lorsqu'on ne peut plus rien épargner sur son vêtement, sur ses plaisirs, sur ses consommations de toute espèce. M. Tooke cite (1) un rapport parlementaire de l'an 1800, d'où il résulte que pendant cette année, où l'on avait eu toute sorte de raisons dans la Grande-Bretagne, pour se réduire à l'égard du blé, puisqu'il était monté à 58 fr. l'hectolitre, on n'estimait pas que, par la privation pure et simple, la nation britannique eût épargné absolument plus de 300,000 *quarters* (873,000 hectolitres) ; à raison de 3 hectolitres par tête, c'est la ration annuelle de moins de 300,000 personnes. On calculait que l'interdiction d'employer la farine ou le blé dans diverses fabrications, et notamment dans les distilleries, avait réservé pour la boulangerie environ 400,000 *quarters* (1,164,000 hectolitres), soit la ration annuelle de moins de 400,000 personnes. Pour combler le déficit, le principal moyen avait consisté à tirer du blé du dehors à tout prix, plus encore à remplacer le

(1) *Histoire des prix*, I, page 222.



blé dans l'alimentation des populations par le riz et par des farineux inférieurs. On estimait que de cette manière on s'était procuré une ressource effective représentant 5,267,000 hectolitres ou six fois le montant de la privation proprement dite. En 1847 ce fut, non en déterminant les gens à moins manger, mais en leur facilitant la substitution du maïs au blé, qu'on parvint, dans la Grande-Bretagne, à traverser cette année désastreuse.

En résumé la constance de la demande du blé, en tout temps et en tous lieux, est extrêmement contestable.

A l'égard de l'offre, c'est-à-dire des quantités qui sont offertes et des conditions dans lesquelles elles le sont, on peut, entre autres causes de variation, en signaler une qui est indépendante des accidents des saisons, et qui résulte d'une loi générale à laquelle se conforme, dans ses progrès successifs, toute nation qui se développe. Considérons un État civilisé dans son développement, à partir d'un certain point où la population a acquis une certaine densité, où toute terre est, je ne dis pas labourée, mais occupée, et où il y a eu déjà assez de capital pour qu'on défrichât et assainît passablement les bons fonds, qui offrent souvent plus de difficultés à mettre en labour que les terres pauvres. Cependant la population augmente encore; il faut agrandir l'espace où se promène la charrue. On ensemence donc des terres médiocres ou mal situées; et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'enfin, par nécessité, on ait recours aux blés étrangers qui, grevés de frais de transport considérables et d'autres charges commerciales, sont communément assez chers, sans compter les droits de douane. D'une de ces périodes à l'autre, la valeur vénale du blé varie et, dans l'ensemble,

(1) Tooke, *Histoire des prix*, t. I, p. 185.

elle a un mouvement ascendant. Certes, dans un État qui prospère, l'avancement de l'agriculture, l'amélioration des moyens de transport, l'abondance des capitaux, qui favorise puissamment le progrès des arts agricoles tout comme celui des autres arts, peuvent compenser, à chaque instant en partie, et pour de grands laps de temps en totalité, l'infériorité native, ou la situation excentrique, ou les difficultés quelconques des fonds de terre qu'on met successivement en culture ; c'en est assez pour ralentir l'ascension du prix des grains ou même pour y imprimer, pendant un certain intervalle, une marche descendante (1). Mais dans les pays anciennement peuplés, où toute la terre est appropriée, et où le capital qu'on a graduellement formé a permis déjà de défricher culture la plupart des bons fonds, on est généralement fondé à dire que le blé produit sur les terrains qu'on a les derniers ouverts revient plus cher que celui qu'on récoltait jusque-là. Or, ainsi que nous l'avons fait remarquer d'après Ricardo (2), dans son analyse du prix

(1) La Prusse moderne nous en fournira un exemple dans le chapitre suivant.

(2) Dans un récent ouvrage qui a excité beaucoup d'attention (*The Past, the Present, the Future*), M. H. C. Carey, de Philadelphie, a critiqué l'analyse présentée par Ricardo, au sujet de la misé graduelle en culture des diverses parties d'un même territoire, et a combattu la *théorie de la rente*, qui s'appuie sur cette analyse, en contestant, avec fondement, je le crois, que les hommes eussent commencé nécessairement, ainsi que Ricardo l'avait indiqué, par labourer les terres les plus fertiles pour aller de là par degrés aux médiocres et aux mauvaises. Il a prouvé par les témoignages de l'histoire, et surtout par tout ce qu'on sait des défrichements dans l'Amérique du Nord, que l'homme cultivait d'abord les terrains légers des plateaux ou du versant des collines, qui sont faciles à défricher, et que les terrains plus fertiles du fond des vallées, qui sont recouverts d'arbres vigoureux aux nombreuses racines, ou chargés d'humidité, n'étaient abordés que plus tard, lorsqu'on avait formé du capital, auxiliaire dont on était presque dépourvu à l'origine. M. Carey reproche ainsi à Ricardo de n'avoir pas suffisamment mis en relief l'influence qu'exerce sur le prix des grains le capital, lorsqu'il devient abondant et qu'il s'applique avec intelligence à

des denrées alimentaires, la valeur du blé est constamment réglée par le montant des frais de production (1) de cette partie de l'approvisionnement nécessaire qui arrive sur le marché chargée des plus grands frais. Et, en effet, si le blé se vendait moins que ce prix-là, cette fraction de l'approvisionnement cesserait de se produire, et nous supposons qu'elle est indispensable.

La démonstration de cet enchérissement successif du blé, sous l'influence de la cause générale que nous venons d'indiquer, est écrite clairement dans les annales modernes de l'Angleterre qui, de tous les États euro-

l'agriculture. Il faut considérer les idées de Ricardo et celles de Malthus (car les critiques de M. Carey sont aussi à l'adresse de ce dernier) comme indiquant des tendances, contre lesquelles il est possible de lutter avec succès, et non pas une inexorable nécessité qui conduit la société à la famine. Les arguments qu'a fournis à M. Carey l'observation de sa florissante patrie sont excellents pour réfuter les personnes nombreuses qui acceptent les formules de Ricardo et de Malthus comme exprimant cette destination fatale. Mais il me semble que la discussion de M. Carey, juste comme elle est, n'infirme pas la probabilité, la certitude d'un certain enchérissement graduel après que la population a dépassé un niveau plus ou moins élevé par rapport aux dimensions du territoire. L'explication même de la rente, qu'a donnée Ricardo, me semble demeurer intacte. Au surplus, je n'ai point ici à m'occuper de la théorie de la rente. Pour ce qui est de l'ordre dans lequel les diverses terres d'un même pays sont mises en culture, j'admets comme démontré que cet ordre n'est pas précisément celui qu'avait indiqué Ricardo, jusqu'à un certain moment du moins où la population a acquis de la densité, où tout le territoire est occupé et où la société a amassé assez de capital pour entreprendre des défrichements plus difficiles que ceux par lesquels on avait commencé ; mais dès que ces conditions sont remplies passablement, la gradation signalée par Ricardo prévaut.

(1) Dans les frais de production, on se rappelle qu'il faut toujours comprendre les frais de conduite sur le marché. A l'égard du blé, dans ce que nous en disons présentement, les frais de transport au marché peuvent être considérables, parce que, dans la dernière au moins des périodes indiquées ici, une partie de l'approvisionnement peut provenir de contrées étrangères situées au delà des mers.

péens, est celui où le phénomène de la mise en culture successive de toutes les qualités de terre s'est déployé le plus complétement.

Au lieu d'avoir une fixité plus grande que les autres marchandises, lorsqu'on se borne à comparer les saisons qui se suivent, le blé, au contraire, est plus variable, en ce sens qu'il est sujet à monter dans les temps de disette et à baisser après les bonnes récoltes d'une manière tout à fait extraordinaire, dont les autres marchandises n'offrent pas d'exemple. On en a eu la preuve plus haut (1).

Concluons que ce n'est donc point le blé qu'on peut choisir comme un étalon de la valeur qui soit invariable.

CHAPITRE III.

Comment se présente l'histoire de la valeur du blé dans un État qui se développe. — Exemple de l'Angleterre et des États-Unis. — Résultat qui semble opposé, en Prusse.

C'est un fait attesté par l'histoire, que toutes les fois qu'un peuple qui est en croissance a atteint un certain point, la division du travail s'établit dans son sein, à la faveur du capital amassé par l'agriculture. On avait commencé par se vouer exclusivement à travailler le sol; on devient commerçant et manufacturier. Le progrès de la richesse porte au raffinement des mœurs; on a plus de loisir, on s'est cultivé davantage soi-même, les relations

(1) Section II, chapitre II.

sociales acquièrent plus de charme; on les recherche d'autant plus, on se réunit dans des villes qui acquièrent peu à peu les proportions de métropoles. Insensiblement la population agricole domine de moins en moins par le nombre. Le perfectionnement de l'agriculture et l'emploi des machines permettent à une moindre quantité de bras de retirer du sol une plus grande quantité de produits; avec le même nombre de bras, on a, toutes choses égales d'ailleurs, une récolte plus vaste; mais la population étrangère à l'agriculture croît plus vite encore que la puissance productive moyenne des cultivateurs. On s'achemine ainsi, avec plus ou moins de lenteur, vers un balancement des professions qui a de l'analogie avec celui que présente la société anglaise, où les agriculteurs ne forment plus que le quart, pendant qu'en France ils vont actuellement à la moitié, et qu'aux Etats-Unis, il y a quarante ans, ils faisaient les neuf dixièmes. Le pays faisait des exportations en blé; il les réduit, puis il les cesse, et à la longue il finit par être forcé d'en importer. Telle est l'histoire de l'Angleterre. Il y a un siècle, c'était un des pays du monde d'où le froment s'exportait le plus régulièrement (1); ensuite, de 1770 à 1790, elle se suffisait à peu près, balançant les importations d'une année par les exportations d'une autre; aujourd'hui elle est devenue le principal centre vers lequel de toutes parts on dirige les excédants qu'on a de cette denrée. L'histoire des États-Unis offre d'un certain point de vue une gradation analogue. Si l'on envisage séparément les anciens états, les treize ci-devant colonies qui proclamèrent et conquirent l'indépendance, on y retrouvera

(1) Il faut dire que, dans l'année qui suivit la révolution de 1688, une prime assez forte était venue favoriser l'exportation; c'était de 5 schellings par *quarter* ou de 2 fr. 16 c. par hectolitre.

la succession des trois mêmes phases du commerce des grains, l'exportation, l'équilibre, l'importation.

Aux États-Unis, autrefois, chaque état se nourrissait par ses propres ressources en grains, et produisait à peu près son propre froment en particulier. Il n'en est plus de même aujourd'hui. Pris en masse, les anciens états qui bordent l'océan Atlantique, depuis la Nouvelle-Écosse jusqu'à la pointe de la Floride, ont cessé de subvenir à la totalité de leurs besoins alimentaires. Les états de la Nouvelle-Angleterre, qui sont les plus septentrionaux de cette belle chaîne, se sont couverts de manufactures; le New-York, justement nommé l'état-empire, non moins pour l'esprit d'intelligente centralisation qui le distingue que pour la puissance de son commerce et de ses capitaux, a fait de même. La Pensylvanie, profitant des beaux gisements de charbon et de fer et des innombrables chutes d'eau dont l'a dotée la nature, a ouvert aussi de nombreux ateliers. Le Maryland, son voisin, est pareillement devenu manufacturier. Dans les états du Sud, on est resté beaucoup plus agriculteur, mais on a cessé de l'être aussi exclusivement, ou l'on s'est livré aux cultures qu'on peut appeler commerciales, tandis qu'à l'origine l'ambition de chaque famille, là comme au Nord, se bornait à peu près à vivre sur son domaine : l'exploitation du sol a été tournée, autant qu'on l'a pu, vers la production du tabac, et bien plus encore vers celle du coton ou même du sucre (1). Dans toutes les parties de l'Union, la population urbaine s'est multipliée plus que la population des campagnes. En 1790, plusieurs années après l'indépendance, il n'y avait dans toute l'Union que trois villes de plus de 20,000 âmes,

(1) La culture de la canne est resserrée dans la Louisiane et la Floride; si ailleurs on fait du sucre, c'est avec le suc de l'érable, et on n'en produit ainsi que de petites quantités.

et Philadelphie, qui avait le premier rang, était à 44,000 seulement. On y compte aujourd'hui cinq villes de plus de 100,000 âmes, et New-York, avec les communes attenantes de Brooklyn et de Jersey-City, doit présentement approcher de 500,000. En 1790, la population totale étant un peu au-dessous de 4 millions, celle des six plus grandes villes du littoral, réunies aux huit principaux centres de l'intérieur, ne montait qu'à 135,000; c'était la proportion du trentième. En 1840, sur un total de 17 millions d'âmes, les mêmes quatorze localités allaient à 1,050,000; c'est environ le seizième. Si l'on prend l'ensemble des villes, on trouve que, dans la période décennale de 1830 à 1840, la population urbaine a passé de la proportion du quatorzième à celle du huitième. Dans les six états de la Nouvelle-Angleterre pris isolément, elle était même parvenue, en 1840, au tiers. Dans les états du littoral compris entre la Nouvelle-Angleterre et le Potomac, c'est-à-dire dans le New-York, le New-Jersey, la Pensylvanie, le Maryland et le Delaware, elle était montée au cinquième (1). Ce mouvement ne s'est pas ralenti depuis 1840; le prochain recensement le montrera.

Le progrès de la population urbaine et celui de l'industrie manufacturière, qui s'est développée parallèlement dans les états du littoral, ont amené naturellement et sans secousse, dans le sein des États-Unis, le changement contre lequel l'Angleterre se débattait vis-à-vis de l'étranger depuis 1815, et que sir Robert Peel a consacré définitivement en 1846 par l'abolition de la législation restrictive sur les céréales. Les états du littoral américain ont reçu des grains de l'intérieur, non-seulement pour commercer avec l'étranger, mais pour leur

(1) Tucker, *Progress of the United States*, p. 132.

propre consommation. La farine qui de New-York est expédiée en barils à Londres et à Liverpool, dans les Antilles, à Rio-Janeiro et à Lima, n'est pas la seule qui y ait été envoyée des états de l'ouest; une partie de la farine même qu'on mange à New-York a désormais cette origine extérieure à l'état. Il en est ainsi, à bien plus forte raison, de celle dont est fait le pain des habitants de Boston. Dès 1840, on calculait que les six états de la Nouvelle-Angleterre, absorbaient 2 millions d'hectolitres du froment produit dans les états de l'ouest, contre 725,000 qu'ils récoltaient eux-mêmes (1). Le groupe des états du sud, qui en proportion consomme moins de froment, parce qu'il a une nombreuse population esclave ne mangeant que du maïs, puisait cependant à la même source plus abondamment. Pris en bloc, les cinq états intermédiaires entre la Nouvelle-Angleterre et le Potomac, et avec eux la Virginie, qui, parmi les états situés au midi du Potomac, se distingue par une plus forte production de froment, avaient cessé d'être en position d'en exporter. Aujourd'hui, année moyenne, ils en tirent de l'ouest pour leur propre consommation.

En 1836, la quantité de blé-froment et de farine que les états de l'ouest amenaient au canal Érié, afin de la jeter sur le marché de New-York, était de 22,894,000 kilogrammes. En 1843, elle était plus que sextuplée, soit de 142,810,000 kilogrammes. C'est quatre fois l'exportation dirigée de New-York vers les pays étrangers et à peu près moitié en sus de l'exportation totale des États-Unis. Donc les trois quarts des blés et des farines que les états de l'ouest expédient à New-York servent à sustenter

(1) J. Macgregor, *Commercial Tariffs and Regulations*, volume des Etats-Unis, p. 588.

les états du littoral. Une autre portion de la production de l'ouest se dirige sur la Nouvelle-Orléans, qui remplit le même rôle que New-York : elle distribue entre les autres états de la confédération une partie des productions de l'intérieur, et elle envoie le reste à l'étranger.

Comme la culture, dans les régions de l'ouest, empiète sans cesse sur les forêts primitives, la production en froment augmente toujours aux États-Unis. Elle était de 6,200,000 hectolitres en 1790. Dix ans après, elle était passée à 8,000,000. A la fin des périodes décennales suivantes, elle était de 11 millions, de 13, de 18. En 1840, elle s'élevait à 29 ; elle est aujourd'hui d'environ 40 millions. Les excédants exportés ne suivent pas, à beaucoup près, la même marche. C'est à peine s'ils croissent, absolument parlant; comparativement à la récolte, ils vont donc en diminuant. Ils en représentaient les 28 centièmes en 1790; à l'expiration de la période décennale suivante, c'est 15 pour 100 ; dix ans après, on tombe à 12. En 1840, on est remonté à 14, parce que la récolte de 1839 avait été extrêmement abondante; mais ensuite la proportion s'est abaissée à 7 et à 6 pour 100 (1), et on vient de voir pourquoi. La sortie du blé des États-Unis a été moyennement, pendant les quatorze années, du 1er janvier 1831 au 1er janvier 1845, de 2,000,000 hect. (2); mais, déduction faite des importations, car pendant cette période l'Amérique a été une fois dans la nécessité de puiser au dehors (3), l'*inondation* de l'univers par les blés d'Améri-

(1) Les calculs s'arrêtent ici à 1846. La disette qu'éprouva l'Europe en 1847 y attira une quantité inusitée de blés d'Amérique.

(2) Nous réduisons ici en hectolitres de grains la farine qui compose la presque totalité de l'exportation. La farine mise en barils qui correspond à 2,000,000 hectolitres, d'après les usages de la mouture en Amérique pèse environ 100 millions de kilogrammes.

(3) En 1837, il y eut une importation de 1,454,000 hectolitres contre une

que, que quelques personnes ont pris la peine de pronostiquer, se réduit à une exportation moyenne de 1,840,000 hectolitres. Le maximum a été de 4,070,606 hectolitres, c'était en 1840. Les quatre premières années de cette période présentent une moyenne de 2,078,000 hectolitres. Les quatre dernières ne vont, moyennement, qu'à 2,539,000. Ce n'est guère qu'un cinquième de plus ; ainsi, à en juger par cet intervalle de quatorze ans, la progression est très-lente. Elle le paraît bien plus, si l'on compare aux quatorze années que nous venons d'embrasser un égal laps de temps à partir de 1790. On trouverait que les moyennes des deux périodes se ressemblent, à 213,000 hectolitres près (1).

Mais qu'est devenue la valeur du blé à New-York, où il est moins cher que sur la plupart des autres points du littoral, puisque c'est de là qu'il se répand dans les autres ports de l'Atlantique ? Les *prix courants* de New-York accusent une cote constamment supérieure à 1 dollar le boisseau (*bushel*), et moyennement de 1830 à 1844, de 1 dollar 25. C'est par hectolitre un minimum de 15 francs, et une moyenne de 18 fr. 75 c., c'est-à-dire que le prix moyen de New-York est monté à peu de chose près au niveau de Paris.

C'est que voici les frais que subit le blé de l'ouest avant d'être à New-York : Il faut, de la ferme, le voiturer jusqu'à un canal qui se décharge dans le lac Érié : ce sera le

exportation de 585,561 hectolitres, ce qui donne pour l'importation une balance de 868,439 hectolitres. En 1838, l'Amérique du Nord continua d'importer des blés, mais en moindre proportion, et l'exportation dépassa l'importation de beaucoup. L'importation des blés d'Europe en Amérique pendant les années 1835-36-37-38 est montée en tout à 2,140,652 hectolitres.

(1) La moyenne de l'exportation de la période de quatorze ans, du 1er janvier 1790 au 1er janvier 1805, est de 1,627,000 hectolitres. Voir la statistique de Pitkin, page 96.

canal d'Ohio ou le canal de la Wabash, ou quelque autre. A Cleveland ou à Tolède, où le canal se termine, on transborde et on traverse le lac en bateau à vapeur; c'est un voyage de 300 kilomètres. A Buffalo, de l'autre côté du lac, nouveau transbordement, afin d'entrer dans le canal Érié. Ce canal a 586 kilomètres. Il faut le parcourir dans toute son étendue, puis descendre 219 kilomètres du cours de l'Hudson pour arriver à New-York. Ce sera en tout un voyage de 1,200 kilomètres environ, avec des transbordements et des commissions à payer, avant d'être au port d'embarquement. On estime que tous ces frais réunis vont à 7 ou 8 francs par hectolitre.

Par contre, le prix du blé a monté dans les états de l'intérieur de l'Amérique du Nord, où s'approvisionne le littoral : avant l'ouverture des canaux, le boisseau de froment, dans l'état d'Ohio, variait de 20 à 40 cents (1), soit de 3 à 6 francs l'hectolitre; actuellement il varie de 60 cents à 1 dollar, soit de 9 à 15 francs l'hectolitre; quelquefois même il est plus élevé.

Dans le mémoire de M. de Humboldt *sur la production de l'or et de l'argent considérée dans ses fluctuations*, je vois que, pendant la période de 1824 à 1838, le blé a été moyennement, en Prusse, de 14 pour cent meilleur marché que dans la période de même longueur de 1816 à 1830 (2). Des abaissements analogues se sont manifes-

(1) J. Macgregor, *Statistique commerciale de l'Amérique*, page 1056.

(2) C'est le mémoire, déjà cité, qui fut publié en 1838 dans la *Revue trimestrielle* d'Allemagne, et qui a été traduit pour le *Journal des Économistes*, de mars, avril et mai 1848, par M. Rempp.

Ce renseignement sur le prix des grains dans le royaume de Prusse résulte d'un travail de M. Hofmann, chef du bureau de statistique à Berlin. Voici comment s'y calcule la moyenne : on enregistre chaque mois la cote des grains dans toutes les localités et on en prend la moyenne pour chaque province ; de là on tire, à la fin de l'année, une moyenne pour la monarchie. Pour en déduire la moyenne de chaque période de quatorze années,

tés sur le seigle, l'orge et l'avoine. L'illustre écrivain dit que cette diminution de prix doit être attribuée, en très-grande partie, à l'accroissement de production et au meilleur emploi du sol, et il la considère comme indépendante de toute variation propre aux métaux précieux. C'est un exemple où le blé éprouve une variation opposé à celle qu'attestent les mercuriales anglaises.

Ce n'est pas que la force dont nous venons de constater l'action en Angleterre et dans les états du littoral atlantique de l'Union américaine, n'agisse pas en Prusse. Mais elle y est surmontée par une autre force dont la tendance est diamétralement inverse.

CHAPITRE IV.

Si le travail peut fournir une mesure invariable de la valeur.

«Le travail humain considéré en lui-même est inva-«riable,» a dit M. Germain Garnier (1). «Suivant cet au-« teur, ce que donne l'ouvrier qui travaille, le sacrifice « qu'il fait d'une portion de son temps, de ses forces, de « sa liberté, est le même dans toutes les circonstances. « C'est là une quantité certaine et constante, déterminée « par des lois naturelles, comme le cours des astres et la

des quatorze chiffres on retranche les deux plus élevés et les deux plus bas, et on prend la moyenne des dix qui restent.

(1) Traduction d'Adam Smith.

« marche des saisons..... Dans ce sens, le travail est la « mesure de la valeur. Si nous savons quelle quantité de « travail une chose a pu payer ou commander à une « époque donnée et à une autre époque, nous savons « quelle est la valeur relative de cet objet aux deux épo- « ques différentes. »

Respectons le sentiment qui a inspiré cette opinion : elle procède d'une généreuse sympathie pour l'homme qui travaille de ses mains et d'une libérale appréciation de ses droits ; mais ce n'est pas un motif pour qu'elle soit fondée. Le travail de l'homme n'est point un fait *invariable*. A n'envisager que la force physique, elle varie d'un individu à l'autre, elle change avec les races, avec les nations. L'Européen est plus fort que le sauvage ; le charpentier et le forgeron ont une puissance dynamique supérieure à celle du tisserand sédentaire, et comme en général ils se nourrissent passablement, ils sont capables d'un bien plus grand effort, même que le laboureur de certaines contrées qui vit de châtaignes, de sarrasin, et d'un pain noir de seigle ou d'avoine, sans jamais goûter de viande, ni boire de vin. Dans la même localité, dans le même atelier, on chercherait vainement deux hommes qui soient exactement de la même force, tout comme sur le plus touffu des chênes de Fontainebleau, que dis-je, dans toutes les forêts des quatre parties du monde, on s'appliquerait en vain à découvrir deux feuilles absolument pareilles.

L'adresse, qui est l'art de bien dépenser la force, et qui a une si grande influence sur l'utilité du travail, est plus variable encore peut-être. Dans les grandes villes, à Paris et à Londres, on trouve des ouvriers qu'une remarquable dextérité met à même de faire, dans un temps donné, dix fois l'ouvrage de ceux des pays arriérés.

Un degré de plus ou de moins dans la culture de l'es-

prit change le pouvoir de l'homme qui travaille. Il n'est pas d'opération de l'industrie, si minime qu'elle soit, où il n'y ait lieu d'appliquer avec profit un peu d'intelligence.

La division du travail modifie dans un rapport surprenant la puissance effective des bras de l'homme. Avec la division du travail, un atelier de vingt hommes fera vingt ou trente fois plus d'épingles que s'ils travaillaient isolément. Dans une industrie extrêmement simple, celle du briquetier, une bonne division du travail permet au Flamand de faire quatre ou cinq fois plus de besogne qu'un autre.

On connaît la fécondité que donne au travail humain l'emploi des machines, elle est prodigieuse (1). Ceux qui ont proposé de prendre le travail pour la mesure de la valeur ont fait abstraction de ces appareils, qui, à la vérité, font toujours intervenir quelque puissance extérieure à l'homme, celle d'une chute d'eau, ou de la vapeur ou des animaux. Mais, si l'on écarte les machines sous prétexte qu'elles introduisent un élément étranger, il faut du moins accepter les simples outils, car personne apparemment ne veut réduire l'homme à travailler sans autre aide que ses dix doigts, et les outils n'ajoutent aucune force à la nôtre, ils nous aident simplement à la mieux dispenser. S'il est un métier où il semble que tout dépende de la force brute de l'homme, c'est assurément celui du terrassier. Faisons abstraction des grands mouvements de terre auxquels a pu donner lieu récemment l'établissement des chemins de fer, et où l'on a employé avec succès des appareils considérables, des voies de fer, des chars ingénieux, des chevaux pour le roulage, des locomotives même. Res-

(1) Voir à ce sujet, le *Cours* de 1841-42, *deuxième leçon.*

treignons-nous à de modestes terrassements où tous ces engins seraient hors de propos, et où le travailleur est réduit à des outils élémentaires. Le terrassier européen, avec sa brouette, fait beaucoup plus d'ouvrage que celui de l'Amérique espagnole, pour lequel cet outil est encore à inventer et qui transporte les déblais dans un panier sur sa tête (1). Le terrassier belge de même rendra plus que l'espagnol ou que l'italien, ou que le français en général, parce que ces derniers n'ont pas des outils d'une aussi bonne forme, et qu'en outre ils ignorent plusieurs des tours de main du métier. Le terrassier mexicain lui-même, avec sa pelle et son panier, travaille mieux que tel autre plus mal pourvu encore, qui est forcé de gratter la terre avec les ongles, comme on l'a vu de nos jours, en Égypte, au creusement du canal Mahmoudié.

L'effort soutenu et régulier qu'un homme est en état de faire dans l'atelier, est soumis à des causes morales qui varient selon les temps et les lieux, et modifient profondément l'effet utile d'une journée de travail. Le serf de la Russie ou de la Gallicie ne travaille pas autant que l'habitant libre de la France ou de l'Angleterre ; l'esclave de la Virginie rend moins que le citoyen libre du Massachussetts ou de l'Illinois. Chez nous, l'ouvrier qui vivait du temps des corporations, où son avenir était excessivement borné, ne pouvait être un travailleur égal à celui qu'offre l'industrie dégagée de ces entraves. Dans la même ville, dans la même fabrique, l'homme qui travaille à la pièce fait plus de besogne que l'homme à la journée.

Ainsi, d'une part, à ne considérer dans l'homme que la

(1) C'est de cette manière que j'ai vu travailler aux réparations de la route de la Vera-Cruz à Mexico.

force physique brute, le travail serait déjà en soi chose éminemment variable; d'autre part, l'homme, à quelque rang qu'il soit, n'est pas un moteur du genre d'une roue hydraulique ou d'un moulin à vent. Il faut le prendre pour ce qu'il est réellement, avec les attributs dont l'économie politique, pas plus que la morale et la politique, n'a le droit de le dépouiller; il faut voir en lui un être à part, qui, doué d'intelligence et de sentiment, tend sans cesse à les mettre en jeu; qui essentiellement perfectible et essentiellement mobile, est par cela même toujours différent de lui-même ou de ses pareils. La création est faite tout entière pour l'homme, et en conséquence il est continuellement en rapport avec tout ce qui l'entoure, recevant de toute part une action physique et morale qui le porte à réagir. Par ce concours d'influences multipliées, le travail, même celui qui semble être le plus exclusivement musculaire, ne peut pas ne pas varier dans sa valeur d'un individu au voisin, d'une localité et d'une nation à d'autres lieux et à d'autres peuples, d'une des époques par lesquelles passe la civilisation à un autre point de son pèlerinage.

En prenant des moyennes on peut espérer de lever, tant bien que mal, la difficulté, au moins pour certaines circonscriptions et pour certaines professions. C'est ainsi que, dans les traités de mécanique et les recueils de technologie, on est parvenu à dresser des tableaux qui indiquent approximativement le travail qu'on doit attendre d'un homme dans chacune des principales industries et d'où semble ressortir une sorte de type ou d'unité abstraite pour la journée de travail.

Admettons pour un moment que le travail de l'homme soit beaucoup plus semblable à lui-même qu'il ne l'est réellement. Accordons même, contre toute raison, qu'il

soit invariable. Tout ce qu'on pourra en conclure à bon droit, c'est que le bras de l'homme est un parfait dynamomètre. Pour unité dynamique, au lieu de cet effort de convention parfaitement défini que, dans les livres de mécanique, on nomme la force d'un cheval (1), il sera plus philosophique de prendre la force d'un homme. Mais il ne s'ensuivra point que la valeur du travail fournisse pour la mesure des autres valeurs un étalon absolu, comme le mètre pour les longueurs.

La valeur du travail, en effet, serait variable lors même que la puissance du travail ne le serait pas. La valeur du travail dépend, avant tout, du rapport entre l'offre et la demande. Voici cent ouvriers qui se présentent : ils sont laborieux et intelligents, mais il n'y a de capital que pour en faire travailler cinquante ; ils supplient qu'on prenne leur travail au rabais, la valeur du travail baisse ; c'est Manchester ou Lyon pendant une crise commerciale. A cent lieues de là, et à la même heure, ce sont encore cent ouvriers qui veulent du travail ; mais la besogne abonde et on en occuperait facilement le double ou le triple : on se les arrache, la valeur du travail monte ; c'est quelque petite ville dont la population est peu industrieuse, mais autour de laquelle tous les bras auront été absorbés par la construction d'un chemin de fer. De ces deux groupes de cent ouvriers chacun, le mieux payé est le moins robuste et le moins habile.

Sans doute, comme on l'a dit dans le passage que nous avons cité au commencement de ce chapitre, l'homme qui travaille, quel qu'il soit, donne une chose qui est la même dans tous les cas, ou qui peut sembler telle : il sacrifie, pendant le nombre d'heures que l'hygiène com-

(1) On est convenu de désigner ainsi l'effort qui est nécessaire pour élever d'une manière régulière et continue un poids de 75 kilogrammes à une hauteur d'un mètre par seconde.

porte, sa liberté, l'exercice de toute la force que recèlent ses muscles, toute l'attention de son esprit, ou du moins il est supposé le faire, ce qui n'est pas à dire que ce soit; mais passons sur les inégalités que présentent les hommes à cet égard, et admettons l'égalité de sacrifice. Du point de vue moral, cette soumission de la personnalité humaine sera dès lors constamment semblable à elle-même, pourvu que les lois qui président au travail et qui déterminent les relations entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie soient les mêmes.

Mais ce qui en résultera c'est que, si le travail a une valeur invariable, c'est tout au plus par rapport à l'ouvrier qui le donne, et non point par rapport à l'entrepreneur d'industrie qui le paye. Or, pour qu'on fût fondé à attribuer à la valeur du travail ce caractère d'invariabilité, il faudrait pourtant qu'elle l'eût par rapport à l'un et à l'autre.

Le moraliste, se plaçant au point de vue de M. Germain Garnier, peut utilement adopter pour un instant la notion de l'invariabilité du sacrifice que fait le travailleur, afin d'en tirer des conséquences humaines, et toujours opportunes, sur les ménagements que méritent, sans exception, tous les hommes qui travaillent, qu'ils soient habiles ou non.

Mais l'économie politique, quand elle raisonne sur la valeur échangeable des choses, ne saurait admettre la parité que là où elle existe réellement, et elle est tenue de constater les différences qui sont réelles. A ses yeux donc, la valeur du travail est essentiellement variable.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour être saisi de l'énorme différence qu'il y a entre la valeur qui est propre au travail humain, et qui lui est reconnue, dans certaines contrées ou dans certaines circonstances politiques et sociales, et celle qu'il a dans d'autres régions et sous un autre

régime. Qu'est-ce qu'il y a de commun entre la puissance productive et le salaire d'un Indou et d'un Anglo-Américain, du lazzarone napolitain et de l'ouvrier du Lancashire ou du faubourg Saint-Antoine?

On ne serait pas mieux fondé à dire que le même effort musculaire, le même degré de tension d'esprit chez l'ouvrier, ont la même valeur; je conviens que l'Indou a moins de force à dépenser et a une intelligence moins alerte que l'ouvrier qui habite les bords du Connecticut, ou de la Tamise, ou de la Seine. Mais voici un Irlandais qui, dans sa patrie, recevait un salaire de deux schellings à peine. Cet homme passe les mers, et un mois après avoir quitté son île, il est dans l'état de New-York. Là il en touche quatre; c'est pourtant la même paire de bras, la même intelligence, le même degré d'application.

Le travail du nègre, au moment où l'on vient de l'affranchir précipitamment, ne vaut pas plus que la veille quand il était esclave; il vaut probablement moins, parce que le noir émancipé ne veut plus travailler qu'un petit nombre d'heures. Cependant, à la Jamaïque et à la Trinité, et dans les autres colonies anglaises, après l'émancipation des esclaves, les salaires qu'ont obtenus les noirs ont été hors de proportion avec ce qu'ils avaient précédemment.

Les îles comme la Barbade, où le travail du noir affranchi était le meilleur, ont été celles où la rétribution a été la moindre, c'est-à-dire où le travail a le moins valu. C'est que le rapport entre l'offre et la demande a été plus favorable au noir de la Jamaïque et de la Trinité qu'à celui de la Barbade.

Sur ces entrefaites, on fait venir des ouvriers libres de l'Inde ou de la Chine; c'est ce qu'on a fait sur une grande échelle à l'île de France, par exemple. A l'arrivée des Coulis, le noir, jusque-là indiscipliné, se

range; il travaille davantage; son travail a-t-il plus de *valeur*, en d'autres termes est-il plus rétribué? Non, il l'est moins. Le rapport entre l'offre et la demande le sert moins bien, favorise moins ses prétentions, et le force à renoncer à tout ce qu'elles avaient de déréglé.

Une opinion que l'économie politique autorise et motive, est celle qui représente l'esclavage comme devant disparaître de certaines contrées qu'il afflige, indépendamment même de l'influence libérale qu'exerce la morale chrétienne, par le seul fait du changement qu'éprouvera la valeur du travail libre en proportion de celle du travail esclave, à mesure que la population s'accroîtra. Il y a lieu de croire que, dans l'État de Delaware et dans celui de Maryland, on trouvera bientôt de l'avantage à avoir des cultivateurs libres au lieu d'esclaves. C'est un fait que, lorsque l'esclavage fut aboli dans le New-Jersey, le travail libre y était devenu moins coûteux que le travail esclave, après y avoir été plus cher (1). Ainsi le changement de la valeur du travail est un fait positif, dont on peut exposer d'avance certains effets politiques.

Concluons donc que, pas plus que le blé, le travail ne saurait donner une mesure invariable de la valeur, et que, de toutes les valeurs, les métaux précieux offrent celle qui est la plus propre à mesurer couramment les autres.

(1) Je renvoie sur ce point aux développements curieux qu'a donnés M. Tucker, *Progress of the United States*, chapitre XIII.

CHAPITRE V.

Dans quelles occasions et en quel sens il peut être bon de prendre le blé et le travail pour des mesures de la valeur.

Tenons donc pour écarté le système d'après lequel le blé ou le travail musculaire de l'homme fournirait un étalon absolu pour la mesure des valeurs. Ce n'est pas à dire pourtant qu'il soit toujours superflu de prendre la valeur du blé ou celle du travail pour termes de comparaison. Si l'on embrasse des époques séparées par de très-grands espaces de temps, qu'on envisage des peuples qui soient médiocrement dissemblables, qu'on observe les grands marchés largement approvisionnés, et que, afin de faire disparaître les inégalités très-fortes qui se révèlent quelquefois d'une saison à la suivante pour le blé particulièrement, on substitue des moyennes d'un certain nombre d'années aux cotes isolées, on arrive à croire que le blé et le travail humain, ou certaines espèces de ce travail, ont éprouvé des variations beaucoup moins étendues que les métaux précieux.

Les invasions du genre de celles des barbares qui bouleversèrent le monde et détruisirent les arts de la civilisation, les grands événements politiques et commerciaux, dont la découverte du nouveau continent est le plus frappant exemple, ont imprimé à l'or et à l'argent des fluctuations bien plus grandes que celles qu'on peut signaler dans l'histoire des céréales, lorsque, écartant les

instants isolés, on prend des intervalles de quinze ou vingt ans ou plus encore, pour en tirer la moyenne, et que l'on considère les marchés principaux de grands États, comme seraient la France et l'Angleterre.

Si l'on se borne à examiner les conditions de la production, on reconnaîtra que, pour le blé, dans la majeure partie de l'Europe, les changements survenus depuis quinze ou vingt siècles, sont moindres que pour l'or et pour l'argent sur le marché général où l'Europe s'approvisionne.

Dans des contrées, autrefois inconnues, on a découvert des mines plus riches que celles des anciens ; ces gisements féconds sont exploités par des méthodes moins imparfaites, et on a retiré les métaux précieux des minerais à l'aide d'une métallurgie plus savante. S'il est vrai que les procédés suivis pour l'exploitation des mines d'argent et pour le traitement des minerais, dans le nouveau monde, méritent d'être réputés barbares auprès de ce qu'ils pourraient être, eu égard à l'état actuel des arts et des sciences, il ne l'est pas moins qu'ils mettent en œuvre deux énergiques moyens ignorés des anciens : la poudre, dans l'intérieur des mines, l'amalgamation à froid dans les ateliers métallurgiques. Au contraire, en Europe, les terres labourées sont à peu près restées les mêmes qu'au temps des anciens ; non qu'il ne soit possible d'améliorer le sol par le défonçage, le desséchement ou l'arrosage, par les engrais et amendements. Mais la superficie que, par quelqu'un de ces moyens, on est parvenu à rendre supérieure aux fonds cultivés autrefois, ne forme encore qu'une petite partie de la surface totale de chaque État (1). Et parmi toutes les branches de l'industrie, l'agriculture qui, la terre une fois donnée, est l'art d'en tirer le meil-

(1) Il faudrait cependant excepter ici une bonne part de l'Angleterre.

leur parti, peut être signalée comme celle qui, dans l'ensemble de l'Europe continentale, a le moins avancé.

La différence des changements qu'ont éprouvés le blé d'un côté, l'or et surtout l'argent de l'autre, dans les conditions de leur production respective, serait encore plus saillante si, au lieu de prendre pour termes de comparaison l'époque actuelle et celle qui est séparée de nous par un intervalle de quinze ou vingt siècles, on plaçait en regard le moyen âge et le moment actuel. La similitude devient plus sensible pour le blé, la dissemblance plus évidente pour l'or et pour l'argent.

Si l'on se rendait compte, non plus seulement des circonstances de la production, mais de la valeur attribuée par les hommes, aux métaux précieux d'une part, au blé de l'autre, on retrouverait les mêmes inégalités de variation, sinon de plus grandes.

Les conditions de la vente du blé sur le marché ont médiocrement changé, si l'on a soin de n'en juger que par des moyennes d'un assez grand nombre d'années, et de ne s'attacher qu'aux marchés principaux, à ceux qui sont approvisionnés par une grande superficie. Depuis un siècle ou deux, le développement de la population urbaine a tendu à déterminer une hausse dans la valeur relative de cette denrée, parce qu'il a nécessité le labourage de terres auparavant délaissées pour leur médiocrité ou pour leur écartement, et que ce sont les frais de production dans ces terres-là qui ont déterminé le cours sur le marché (1). Mais ce mouvement en hausse a dû être balancé au moins en partie, chez nous par exemple, autour des grands centres de population, 1° par l'amélioration qu'a reçue la culture plus particulièrement dans les alentours de ces foyers, à la faveur du capital qui y

(1) Voir plus haut section II, chapitre I.

abonde plus qu'ailleurs ; 2° par la plus grande facilité des transports.

Pour les métaux précieux, au contraire, la baisse de la valeur échangeable a été considérable. Il y a quatre ou cinq cents ans, les métaux précieux étaient chèrement produits, parce que les mines étaient pauvres et qu'on avait reculé plus qu'avancé dans l'art de les exploiter et de traiter les minerais ; ils l'étaient, parce que les princes et les seigneurs s'attribuaient une part très-forte du produit du travail des mineurs, ce qui équivalait à un supplément de frais de production. La production étant extrêmement faible alors, les choses se passaient comme dans le cas d'un monopole : l'or et l'argent s'échangeaient pour beaucoup plus que les frais de production. Maintenant, qu'on mesure l'abaissement qu'a dû éprouver la valeur de ces métaux, lorsqu'on a eu des mines incomparablement plus riches, lorsque l'usage de la poudre a eu pénétré dans les mines, et que des découvertes importantes ont eu livré à la métallurgie un formidable arsenal ; lorsque les primes prélevées par les gouvernements sur l'extraction de l'or et de l'argent se sont réduites, et que la concurrence entre les extracteurs a eu ramené la valeur des métaux précieux sur le marché aux frais de production.

Pareillement pour le travail.

S'il est vrai qu'une partie des populations ouvrières de l'Europe, celle qui habite les villes, soit, par sa puissance dans le travail et par la rémunération qu'elle mérite et obtient, fort au-dessus des ouvriers de l'antiquité, il est malheureusement certain que les populations des champs sont restées, en grande partie, presque stationnaires, qu'elles sont à peu près aussi mal nourries, et par conséquent aussi peu vigoureuses au travail que leurs pareils d'il y a dix-huit siècles. Elles sont souvent aussi

mal outillées, car c'est l'araire romain qu'on emploie dans une bonne partie des campagnes françaises. Elles sont même presque aussi ignorantes, car, si dans leurs cœurs le sentiment chrétien a remplacé tant bien que mal le préjugé païen, leur esprit, à l'éternelle honte des pouvoirs publics, n'a guère reçu plus de culture. La puissance productive de leur travail n'a donc pas beaucoup augmenté, et comme les bras ne manquaient pas, la valeur vénale de ce même travail, estimée de même par la voie des moyennes, n'a pas dû éprouver de variation bien forte.

Voilà comment les écrivains les plus renommés, la plupart des maîtres de la science économique, se sont trouvés conduits à rapporter la valeur des métaux précieux à celle du blé ou du travail, qu'ils considéraient comme beaucoup plus fixe, à la condition de n'estimer la valeur du blé ou du travail que comme nous venons de le dire, par des moyennes d'une assez grande généralité. Ainsi dans la *Richesse des nations*, lorsque Adam Smith veut se rendre compte en détail et pas à pas des variations que l'argent a éprouvées dans sa valeur depuis la découverte de l'Amérique, il compare ce métal au blé. Dans les discussions du parlement britannique, où l'on a eu à traiter de la valeur des choses et de la mesure de la valeur, en 1811 notamment, les orateurs les plus versés dans la science économique, tels que MM. Huskisson et Horner, citent de préférence le blé. Dans leurs ouvrages fondamentaux, Smith, Malthus, Ricardo et la plupart des autorités de la science indiquent plus expressément encore le travail comme donnant la *mesure-type* (1) des valeurs.

L'opinion que professe Adam Smith sur ce sujet sem-

(1) L'expression est de Malthus. *Des définitions en Économie politique*, chapitre IX, collection Guillaumin, tome VIII (2e de Malthus), page 504.

ble, au premier aspect, tout aussi absolue que celle de M. G. Garnier. Le chapitre V du livre I de la *Richesse des nations* est consacré à développer et à motiver cette opinion que j'en extrais textuellement : *Le travail est la seule mesure universelle, la seule exacte, le seul étalon par lequel nous puissions comparer les valeurs des différentes marchandises à toutes les époques et dans tous les lieux.* Adam Smith se fonde sur ce que, lorsque nous achetons quelque chose, non-seulement c'est du travail que nous payons, mais aussi c'est du travail dont nous nous dispensons nous-mêmes. L'observation est juste. Admettons que toutes les transactions sans exception aient pour objet des quantités de travail données ou reçues, il s'ensuivra bien que la connaissance de ces quantités de travail sera extrêmement utile, que ce sera une base d'appréciation très-philosophique et très-positive ; mais il n'en résultera aucunement qu'il existe une quantité fixe de travail que les hommes prisent toujours exactement de même, et ainsi la mesure de la valeur qu'on tirerait du travail serait fictive ou fort peu certaine : il resterait à déterminer cette quantité de travail qui devra servir d'unité, et à découvrir le moyen de savoir combien il y aura d'unités de ce genre dans chacun des services que les hommes échangent. Or, c'est ce qui est radicalement impossible. Un esprit de la portée d'Adam Smith ne pouvait manquer de le reconnaître, et il l'a fait aussitôt.

Alors Adam Smith se replie sur le blé. « D'un siècle à « l'autre, dit-il, le blé est une meilleure mesure que « l'argent, parce que, d'un siècle à l'autre, des quanti- « tés égales de blé seront bien plus près de commander « la même quantité de travail que ne le seraient des

(1) *Richesse des nations. Collection Guillaumin,* tome V (1er de Smith), page 40.

« quantités égales d'argent (1). » C'est vrai : malheureusement le blé est soumis, dans sa valeur échangeable, à toutes sortes de fluctuations. Il ne peut servir de terme de comparaison que par la méthode des moyennes : les inégalités des récoltes sont telles que les moyennes, pour être concluantes, doivent embrasser un bon nombre d'années. Le savant auteur de l'*Histoire des prix* incline même à penser que, pour balancer l'influence de la variété des saisons, il conviendrait de prendre des périodes qui ne fussent pas de moins de cent ans (2). Je crois que M. Tooke exagère ; mais aussi bien des intervalles de dix à quinze ans, tels qu'on les a envisagés souvent, seraient un peu courts. Et d'un autre côté, si l'on en prend qui soient beaucoup plus longs, dans certains états de civilisation, au moins on ouvre le champ à d'autres influences qui peuvent faire varier la valeur courante des blés, telles que des modifications dans la culture, ou un changement sensible dans la densité de la population.

Aussi Adam Smith conclut-il en ces termes, auxquels il fallait en effet revenir : « D'une année à l'autre, l'argent « est une meilleure mesure que le blé, parce que des « quantités égales d'argent seront bien plus près de com« mander la même quantité de travail. »

Sous les réserves qui précèdent, il est très-instructif, dans beaucoup de cas, d'introduire la valeur du blé et la valeur de la main d'œuvre dans les discussions économiques, même à titre d'éléments fixes.

De même, il faut applaudir à l'essai qu'ont fait quelques personnes, de dresser des tables de ce qu'elles ont appelé les variations du *pouvoir de l'argent*, en cherchant

(1) *Richesse des Nations*, tome I, page 47.
H2e r prix, tome I, page 84, note.

à déterminer, à l'aide des monuments de l'histoire, combien il a fallu de métal monnayé, à diverses époques ou en divers lieux, pour acheter une quantité déterminée de blé et d'autres consommations, pour vivre dans tel ou tel style, occuper telle ou telle position sociale. Les évaluations ainsi obtenues, malgré tout ce qu'elles ont d'incorrect, permettent cependant de faire des rapprochements curieux, et d'éclairer d'importants problèmes d'économie publique (1).

Il ne faut pas s'étonner non plus si en quelques occasions on a vu le législateur incliner à adopter le blé ou le travail, de préférence à l'argent, pour la mesure des valeurs. Pendant la révolution française, lors de la dépréciation des assignats, la question de choisir le blé pour le mètre de la valeur fut sérieusement discutée par la Convention. C'était en 1795 : il s'agissait tant de remédier à la dépréciation des assignats que d'établir un étalon auquel on pût rapporter l'assignat lui-même, ainsi que toutes les valeurs. « On s'opposa, dit M. Thiers (2), à ce choix « (celui de l'argent) pour terme commun de toutes les « valeurs, d'abord par une ancienne haine pour les mé« taux, ensuite parce que les Anglais, en ayant beaucoup, « pourraient, disait-on, le faire varier à leur gré et se« raient ainsi maîtres du cours des assignats. Ces raisons « étaient fort misérables; mais elles décidèrent la Con« vention à rejeter les métaux pour mesure des valeurs. « Alors Jean-Bon-Saint-André proposa d'adopter le blé, « qui était, chez tous les peuples, la valeur essentielle à « laquelle toutes les autres devaient se rapporter. Ainsi « on calculerait la quantité de blé que pouvait procurer « la somme due à l'époque où la transaction avait eu lieu,

(1) Voyez le mémoire de M. Leber sur l'*appréciation de la fortune privée au moyen âge.*

(2) *Histoire de la Révolution française,* VII, page 196.

« et on payerait en assignats la valeur suffisante pour « acheter aujourd'hui la même quantité de blé... » La proposition ne fut pas adoptée ; on prit un biais indiqué par Bourdon de l'Oise; mais le système de Jean-Bon-Saint-André avait eu beaucoup de partisans.

La pensée que les métaux précieux sont plus variables dans leur valeur que le blé, lorsqu'on embrasse de longs intervalles de temps, a suggéré, pour la rédaction de quelques contrats, des clauses qu'on aurait pu imiter davantage. Lord Liverpool mentionne une loi du règne d'Élisabeth, qui statuait qu'un tiers des rentes dues aux colléges d'Oxford et de Cambridge serait payé en grain (1). Ce n'était point un hommage rendu par des législateurs arriérés au vieux système des redevances en nature; c'était un acte de prévoyance de la part d'hommes éminents, tels que le chancelier Burleigh et le secrétaire d'État Smith, qui, éclairés par l'expérience contemporaine, voyaient que l'or et l'argent ne représentaient pas, à beaucoup près même, une valeur fixe dès qu'ils'agissait d'une longue suite d'années. Dans tout contrat qui devrait durer plusieurs siècles, une clause de ce genre serait fort prudente. Après un délai de cette étendue, on serait plus assuré de retrouver médiocrement différent de ce qu'il eût été à l'origine, et plus en rapport avec un degré déterminé de bien-être, le revenu stipulé en hectolitres de bon blé, que celui qu'on eût exprimé, comme c'est l'usage aujourd'hui, en pièces de monnaie formant un poids déterminé d'argent ou d'or (2). On pourrait

(1) *A Treatise on the coins*, etc., page 127.

(2) Adam Smith, qui parle (livre I, chap. v, de la *Richesse des nations*) de la même mesure que lord Liverpool et qui la rapporte à la dix-huitième année du règne d'Élisabeth (ce serait 1576) assure, d'après Blackstone, que le tiers des rentes originelles, qui avait été stipulé sous cette forme, rapportait déjà aux colléges le double des deux autres tiers, qui étaient stipu-

encore, avec avantage en pareil cas, prendre pour type de la valeur la quantité d'argent ou d'or qui ferait le prix moyen d'une journée de manœuvre dans une localité ou une province spécialement désignée.

Lorsqu'on essaye différemment d'attribuer la fixité de valeur au blé ou au travail, on se perd dans la région des chimères. Au lieu de la plus grande certitude qu'on espérait, on rencontre une incertitude extrême, qui rend les transactions très-chanceuses et entraîne des duperies d'un côté ou de l'autre. En voici un exemple : il y a quelques années, une tentative fut faite en Angleterre, sous les auspices d'un philanthrope généreux, le réformateur Owen, pour monnoyer le travail. Cette entreprise s'intitulait : L'*Échange équitable du travail national*. On abolissait le numéraire, et on le remplaçait par des *heures de travail*. « En « contre-valeur d'une paire de bottes, dit M. Louis Rey- « baud, on donnait un nombre d'*heures de travail* de bou- « langer ou de tisserand. Un papier-monnaie très-curieux, « énonçant cette valeur, fut fabriqué à cette occasion et « pour cet usage. On s'explique difficilement comment « l'esprit judicieux de M. Owen a pu être entraîné à ce « puéril essai, qui n'est guère que le plagiat d'un avorte- « ment dont nous avons été témoins en France. Les heu- « res de travail ne se ressemblent pas plus que les hom- « mes ne se ressemblent... C'était encore là une des consé- « quences de ce fâcheux système, qui consiste à vouloir « fonder l'égalité sur des inégalités choquantes (1). »

En France, dans la Constitution de 1791, on avait adopté la journée de travail pour base du cens électoral. On n'était membre des assemblées primaires qu'à la

lés en argent. Le prix du blé ayant beaucoup monté en Angleterre depuis Adam Smith, l'avantage résultant, pour les colléges, de la loi de 1576 doit être encore plus grand aujourd'hui.

(1) *Réformateurs contemporains*, I, page 255.

condition de payer une contribution directe au moins égale à la valeur de trois journées de travail; pour être électeur, on devait être propriétaire ou usufruitier d'un bien évalué, sur les rôles de contribution, à un revenu égal à la valeur locale de deux cents journées de travail. A l'égard de l'électeur, cette clause fut maintenue dans la Constitution de l'an III. Comme base d'un système électif, qu'on voulait rendre uniforme pour tout un grand pays et qu'on supposait destiné à durer un grand nombre d'années, la journée de travail était judicieusement choisie.

C'est de même justement que la législation française de 1836 sur les chemins vicinaux taxe les contribuables, indépendamment d'une somme d'argent proportionnelle à leur contribution directe, à un nombre fixe de journées de travail, tant pour leur personne que pour le matériel de transport qu'ils possèdent. Le taux auquel se rachètent en argent les journées de travail, quand on ne peut pas ou qu'on ne veut pas les délivrer en nature, varie selon les départements.

Ce n'est pas seulement parce que le blé ou la main-d'œuvre, considérés à des moments fort éloignés dans l'histoire de la civilisation, auraient présenté déjà et pourraient présenter encore de moindres écarts que l'or ou l'argent, qu'il pourrait être avantageux de les prendre quelquefois pour types de la valeur, en les estimant, bien entendu, par la voie des moyennes, et qu'il est utile à la science de les rapprocher, ainsi estimés, de toute autre chose qui s'achète et se vend. Le grand intérêt qu'offrent des rapprochements de ce genre provient de l'importance même qui distingue le blé et le travail. Malgré la faveur dont jouissent l'or et l'argent dans l'opinion du vulgaire, le blé et la main-d'œuvre jouent un bien autre rôle dans la société. Parmi les métaux, l'or et

l'argent ne sont même pas les plus utiles à l'homme ; la civilisation perdrait infiniment plus s'il fallait qu'elle se passât du fer que si elle était dépouillée des deux métaux dits précieux par excellence (1). Base de l'alimentation publique, le blé forme et formera toujours une forte part de la dépense des populations, et le travail est l'unique patrimoine du plus grand nombre des familles. Si j'ai le moyen de comparer, pour des époques diverses ou pour divers pays, la valeur du blé à celle des autres objets, je pourrai, en envisageant tour à tour les articles de consommation, présumer ceux qui ont été ou sont, selon les temps et les lieux, plus accessibles ou plus inabordables aux populations ; *à fortiori*, la connaissance du rapport entre la valeur du travail manuel et celle des différentes productions usuelles, pendant la suite des siècles, donnerait la clef de la condition matérielle des hommes pour tous les âges de la civilisation.

Supposons que le rapprochement entre la valeur du blé et celle des principaux produits montre, par exemple, que chez tel peuple, à telle période de son histoire, la valeur de la viande comparée à celle du blé ait été de 1, tandis qu'aujourd'hui elle sera de 3, 4 ou 5. J'en conclurai que si la condition des classes ouvrières a pu, pendant l'intervalle qui sépare la première époque de la nôtre, s'améliorer sur plusieurs points, elle a déchu cependant sous un aspect bien intéressant, car, par l'effet de l'enchérissement observé, la ration de subsistances animales aura diminué pour le grand nombre des hommes ; à moins cependant que le salaire ne se soit tellement élevé qu'il soit plus facile à un homme d'aujourd'hui de se procurer un kilogramme de viande au prix de 3, de 4

(1) J'ai donné sur ce sujet quelques développements dans mon *Cours d'Économie politique* de 1841-42, première leçon.

ou de 5 qu'il ne l'était autrefois de l'obtenir en le payant 1 seulement. On voit par cet exemple comment il peut être bon de faire intervenir, non plus isolément, mais ensemble, à titre d'étalons, le blé et le travail.

Si, comparativement au seigle, qui est le grain que la population consomme le plus à Saint-Pétersbourg, la viande n'est pas chère dans cette capitale, et qu'à Paris, relativement au froment, qui est d'une consommation générale, la viande soit hors de prix, j'ai lieu de présumer que la population de Saint-Pétersbourg est nourrie d'une manière plus substantielle que celle de Paris ; je puis presque en induire avec certitude que celle-ci ne mange que du pain, et que celle-là associe aux céréales la proportion de viande recommandée par l'hygiène et conforme à l'intérêt bien entendu de l'industrie, en vue de laquelle il importe que les ouvriers s'alimentent de façon à avoir beaucoup de force à dépenser. Si je trouve que cette cherté relative de la viande n'est point exclusive à Paris, que c'est un fait général en France, je ne puis m'empêcher d'en être grandement alarmé. Si ensuite je constatais que cette cherté existe, non-seulement par rapport au blé, mais aussi bien par rapport au salaire, j'éprouverais une véritable consternation, et je m'étonnerais de ce qu'on n'eût pas fait les plus grands efforts pour mettre fin à un état de choses où la race humaine doit inévitablement dégénérer, et l'ordre social éprouver de violentes secousses.

C'est surtout par rapport au travail que les rapprochements de ce genre sont concluants. Lorsque en comparaison du taux de la main-d'œuvre les divers objets de consommation les plus nécessaires à l'homme, les principaux aliments, et les articles ordinaires du vêtement, de l'ameublement, de l'outillage, sont à des prix modérés, on peut être certain que l'industrie est avancée, l'écono-

mie de la société excellente, le bien-être général. Par contre, on ne doit pas hésiter à prononcer que là où l'ensemble de ces divers objets a une valeur élevée, en comparaison de la main-d'œuvre, la nation est peu industrieuse, a mal constitué son économie et vit misérablement. Si c'est la nourriture particulièrement qui est chère, la population sera rachitique, on aura des ouvriers rendant médiocrement de travail, quelque peine qu'ils se donnent, et des soldats que les fatigues de la guerre décimeront. Si la cherté affecte plutôt les articles de vêtement, la population sera rongée des maladies que la saleté engendre. Si c'est l'ameublement et l'outillage, le commun des hommes sur ce point offrira une ressemblance déplorable avec les fellahs de l'Egypte, dans les misérables cabanes desquels les murailles étalent toute nue la boue dont elles sont faites, au lieu d'être garnies, comme on le voit dans les villages de la Hollande et de l'Angleterre, de commodes ustensiles de ménage pour les usages domestiques, de bons outils pour le travail, de meubles pour l'utilité et l'agrément.

Le rapport entre la valeur des objets de première nécessité et celle de la main-d'œuvre est comme un thermomètre extrêmement sensible qu'il est utile de promener parmi les impôts, parmi toutes les institutions de la société, afin de découvrir jusqu'à quel point leur tendance est de faire monter ou descendre la prospérité publique. Si une taxe a pour effet d'élever, dans une forte proportion, la valeur d'un article alimentaire, qui autrement entrerait avec beaucoup d'avantage dans les habitudes de toutes les classes, la taxe est jugée, et les pouvoirs qui s'obstinent à la maintenir assument une grande responsabilité. Si une institution de monopole enchérit, à un degré marqué, le pain, ou la viande, ou le vin ordinaire, ou le combustible, ou, dans un autre ordre de faits, les

livres élémentaires destinés à l'instruction de la jeunesse, elle mérite d'être signalée comme un fléau. Un des plus grands crimes d'un prince dont la morale et la politique ont cent raisons de flétrir la mémoire, le roi Louis XV, fut de participer à une entreprise sur les grains qui tendait à les enchérir.

L'ineptie ou l'indolence du gouvernement espagnol perpétuait, dans ses vastes domaines du nouveau monde, l'absence des voies de communication; en conséquence, tout objet qui n'était pas retiré du sol au lieu même où on le consommait, montait à un prix excessif, pour peu qu'il fût volumineux ou pesant. Tout ce qu'on faisait venir de l'étranger, le fer, par exemple, qu'on ne s'était pas occupé de produire dans ces immenses régions, y avait une valeur exorbitante en comparaison de la main-d'œuvre. Dans le Choco, province de la Nouvelle-Grenade, où le sol est encore plus abrupte qu'ailleurs, et où souvent l'on ne peut effectuer les transports qu'à dos d'hommes, faute même de sentiers praticables à des bêtes de bât, le fer était tellement cher proportionnellement à la main-d'œuvre, qu'un laboureur, pour se procurer une charrue, eût été forcé de donner vingt fois plus de son temps que le cultivateur anglais (1).

Un des moyens les plus irrécusables qu'il y aurait de mesurer les sentiments populaires dont les gouvernements sont animés, serait de dresser le compte des efforts qu'ils font, pour que, relativement à la main-d'œuvre, la valeur de la plupart des denrées alimentaires et des ob-

(1) Cent kilogrammes de fer, qu'on a communément aujourd'hui en Angleterre pour 20 ou 25 francs, se vendaient il y a cinquante ans, dans le Choco, sur le pied de 450 francs. Un baril de farine coté à New-York 25 fr., valait dans les mêmes localités 350, 400 et 450 fr. (Humboldt, *Essai sur la Nouvelle-Espagne*, tome III, page 391). Il est juste de dire que, dans d'autres de ses colonies, la cour d'Espagne montrait plus d'intelligence et d'activité, au Mexique par exemple.

jets les plus usuels tende à descendre plus qu'à monter. C'est le propre des gouvernements civilisateurs de réussir mieux que les autres dans cette œuvre, et des nations vraiment avancées de seconder et d'exciter les efforts de leurs gouvernements dans ce sens. De ce point de vue, un parallèle entre le régime de la France et celui de l'Angleterre conduit à une conclusion peu prévue : l'Angleterre n'a jamais connu les taxes municipales du genre de nos octrois sur les subsistances ; récemment elle a supprimé la plupart des droits de douanes qui grevaient ces articles. Il y a lieu de croire que la Grande-Bretagne est actuellement, de toute l'Europe, de toute la partie au moins où la population a acquis une certaine densité, le pays où, relativement aux salaires, l'ensemble des objets de première nécessité pour l'homme civilisé est au plus bas prix (1). La logique nous amène donc à penser que, de toutes les contrées européennes, c'est celle où le gouvernement est le mieux entré dans la voie qu'indiquent des sympathies populaires, quelque prétention que d'autres aient pu afficher à cet égard.

Depuis 1846, ce n'est rien moins qu'une politique nouvelle qu'a adoptée le gouvernement anglais. Il a proclamé le principe qu'il fallait faire profiter le public du bon marché des denrées et des services, de quelque part qu'il vînt. En conséquence, on s'est proposé d'abaisser ou même de faire disparaître les barrières qui empêchaient les produits de l'industrie étrangère ou les services rendus par des étrangers, tels que la navigation, de lutter sur le marché anglais avec les produits ou les ser-

(1) La densité de la population est une cause de cherté pour les principales denrées alimentaires, le blé, et plus encore la viande. On l'a déjà vu pour le blé, et nous y reviendrons plus loin. Il suit de là que, pour que l'on puisse avec équité comparer deux états, en ce qui concerne le prix des subsistances, une des conditions requises est qu'il ne soient pas trop dissemblables par la densité de la population.

vices similaires d'origine nationale, et cette vaste réforme a été successivement accomplie (1). En même temps, autant que les besoins du fisc le permettaient, on a réduit les impôts intérieurs dans le même esprit; on a adopté ou préparé d'autres mesures qui sont de nature à exercer une influence heureuse sur l'élévation des salaires, de vastes plans d'émigration, par exemple. Ainsi d'une part, les populations seront mieux rétribuées; d'autre part, avec une rétribution égale, elles auront plus de moyens de satisfaire leurs besoins; c'est assurément la manifestation la plus belle de politique populaire qui ait eu lieu depuis longtemps. Les hommes qui en ont pris l'initiative seront classés par l'histoire parmi les hommes d'État les plus habiles, les plus prévoyants, les plus dignes de la reconnaissance du genre humain.

(1) Au moment où ces lignes s'impriment (juin 1849), la chambre des lords vote définitivement la loi qui institue la liberté de l'industrie de la navigation; c'est un point de la réforme qui avait été fort contesté.

SECTION III.

La monnaie considérée sous le rapport de la fabrication.

CHAPITRE PREMIER.

Ce que peut être l'impôt prélevé sur la fabrication de la monnaie. Seigneuriage et brassage. — Exemples de ce qu'ont fait et font les gouvernements modernes.

Toutes les fois qu'un gouvernement prélèvera un droit sur l'émission de la monnaie, et que le droit excédera les frais de fabrication, ou retombera dans le système qui fait de la monnaie un signe arbitraire, au lieu de la traiter comme une marchandise qu'elle est. Ainsi tout seigneuriage doit être supprimé. Mais il y a une raison pour maintenir ce que, dans la vieille langue monétaire, on nommait spécialement le droit de *brassage*, qui consistait dans le recouvrement des frais de toute nature que la fabrication des monnaies a imposés à l'État. Comme le dit M. Mac Culloch (1), le métal dont le poids et le titre sont certifiés par le gouvernement, au moyen du monnayage, a une valeur de plus que celui qui est dépourvu

(1) Dictionnaire du Commerce, article *Espèces monnayées* (coins).



de cette garantie. Il est donc tout simple que le certificat soit payé ce qu'il coûte. Ce certificat perd son crédit lorsque la monnaie passe la frontière, puisque la monnaie d'un État circule rarement au dehors, et dès lors l'étranger, dans ses transactions avec les nationaux, ne peut en tenir compte. En vue du commerce extérieur, qui chaque jour prend plus de développement, on a donc pu réclamer, pour la parfaite égalité dans les transactions, que même le droit de brassage ne fût pas perçu, en d'autres termes, que le monnayage fût complétement gratuit et que les particuliers détenteurs de lingots reçussent, poids pour poids, titre pour titre, tout le métal qu'ils délivrent à l'hôtel des monnaies. Necker, qui cependant trouvait naturel de percevoir un seigneuriage, sans doute parce qu'il se préoccupait avant tout du besoin de remplir les coffres de l'État, convenait que tout prélèvement fait à l'hôtel des monnaies, tant pour le brassage que pour le seigneuriage, est un impôt établi sur l'exportation des produits de l'industrie nationale (1), et les taxes de ce genre ont aujourd'hui peu de partisans.

Les différents gouvernements de l'Europe n'ont pas abjuré tous à la même époque le système à la faveur duquel l'émission de la monnaie était pour eux l'occasion d'un profit illicite : l'Angleterre, en cela, a devancé tous les autres États. Les principes d'un bon régime monétaire y ont été rétablis par Edouard VI, le même qui avait suivi, pendant ses premières années, les mauvais exemples qu'à cet égard lui avait donnés Henri VIII, son père. Elisabeth acheva, en 1600, l'œuvre de son frère ; et, en 1666, Charles II renonça absolument au droit de seigneuriage et à tout autre droit sur la fabrication de la monnaie. De-

(1) Necker, *De l'Administration des finances*, III, chap. 4.

puis lui, le gouvernement anglais rend aux particuliers qui lui apportent la matière à monnayer exactement ce qu'ils lui ont remis de métal fin, sans rien retenir même pour les frais de l'opération (1). Le gouvernement français de l'ancien régime s'abstint de changer la monnaie d'argent, qui était la principale du royaume, après la refonte de 1726 ; mais il continua jusqu'à la fin de prélever un droit de seigneuriage, par delà les frais de fabrication pour lesquels on payait à part le droit de brassage. Le seigneuriage cependant alla toujours en décroissant, et au moment de la révolution, en vertu du dernier tarif, celui de 1771, il n'était, d'après Necker (2), que de 1 $\frac{292}{1000}$ pour cent sur l'argent, 1 $\frac{167}{1000}$ sur l'or. Le brassage était, pour l'argent, de 14 $\frac{6}{10}$ sur mille, pour l'or de 2 $\frac{8}{10}$ sur mille (3). Mais l'esprit fiscal trouvait encore le moyen de faire sa proie de la monnaie, par un autre procédé. On le verra au chapitre suivant (4).

En France, le gouvernement de la révolution, quand il renouvela de fond en comble le système des poids et mesures, adopta, pour l'argent, l'unité monétaire actuelle, qui est une pièce contenant 4 grammes et demi d'argent fin, appelée le franc. On continua de percevoir un droit sur les matières d'or et d'argent apportées à la monnaie ; mais ce ne fut plus que pour couvrir les frais de fabrication, y compris les déchets qui y rentrent naturellement. Ce droit, réduit d'un tiers en 1835, était jusqu'à ces derniers mois, pour l'argent, de 10 grammes

(1) Dans la pratique, cette immunité n'est pas sans restrictions. Voir ci-après, page 113, etc.

(2) Necker, *Administration des finances*, tome III, p. 7 et 8.

(3) Lors de la refonte de 1726, le seigneuriage exigé par delà le brassage avait été, sur l'or, de 7 $\frac{5}{16}$ (7 $\frac{312}{1000}$) pour cent, et sur l'argent, de 5 $\frac{6}{7}$ (5 $\frac{857}{1000}$) pour cent. C'était presque autant que sous saint Louis.

(4) Il en a été question déjà, page 32.

par kilogramme, soit de 1 p. cent. Mais l'art du monnayeur s'était assez perfectionné pour que ce prélèvement, tout faible qu'il est, fût encore excessif. Le 22 mai 1849, il a été réduit d'un quart et fixé à 3/4 pour cent ou à 1 fr. 50 c. par kilogr. d'espèces monnayées faisant 200 fr. Déjà, dans la pratique, les directeurs des monnaies se contentaient de ce dernier prix et quelquefois d'un moindre.

Sur l'or, le droit prélevé en France, depuis 1835, n'est pas tout à fait de deux millièmes; exactement, il est de 6 fr. sur 3,100 fr.

Le gouvernement russe a adopté, depuis le commencement du siècle, le système du monnayage gratuit. On rend de fin aux particuliers, poids pour poids, le métal qu'ils ont livré à l'hôtel des monnaies; on a même la complaisance de leur fabriquer des ducats de Hollande en or, au lieu d'impériales, s'ils le désirent. Cependant, si le titre des matières d'or et d'argent apportées à la monnaie était de moins de 64 zolotniks de fin par livre (1) (ou 66 $\frac{2}{3}$ sur cent), le propriétaire du métal payerait un droit variable en proportion de la quantité d'alliage. Ainsi l'ordonne l'ukase de 1810.

Ce même gouvernement, jusqu'à ce qu'il se fût définitivement retiré de la barbarie, avait conservé l'usage de changer la monnaie au détriment du public. Il n'y a renoncé qu'à partir de 1762. Depuis lors, le rouble d'argent contient 17 grammes 939 milligrammes de métal fin. Pierre-le-Grand l'avait trouvé d'une teneur de 48 gr. 701, et les premiers roubles qu'il fit frapper avaient encore la moitié de cette richesse ou 24 gr. 35 (2).

(1) La livre russe se compose de 96 zolotniks.

(2) Jusqu'alors on n'avait pas frappé de roubles. On appelait rouble la somme de cent copecs d'argent, et ainsi le copec était une monnaie d'argent où il y avait 487 milligrammes de fin, un peu plus d'un dé-

Les anciens souverains de la Russie s'étaient livrés à des essais d'altération des monnaies d'un tout autre genre, toujours en partant de la même erreur, que la monnaie est un signe. Nous avons eu déjà occasion d'en parler (1).

Les Etats-Unis ne perçoivent aucune rémunération quelconque pour le monnayage des matières d'or et d'argent que le public apporte aux hôtels des monnaies.

La Hollande, dont l'antique bonne foi fait rechercher les ducats d'or, prend, outre le brassage qui est de 2/3 pour cent, un seigneuriage d'un septième pour cent. C'est en tout un prélèvement de 0,0081. Chez cette même nation, les espèces d'argent, qui sont frappées pour l'usage intérieur, tandis que les ducats sont en général pour le dehors, sont exemptes du seigneuriage, mais supportent un brassage qui est d'environ 2 pour cent (2). Ici le brassage est élevé pour l'argent et pour l'or. Probablement c'est que la fabrication est restreinte.

Du temps d'Adam Smith, les frais de fabrication étaient, en Angleterre, de 7 pour mille sur l'or, de 2 $\frac{22}{100}$ pour cent sur l'argent. C'était plus qu'en France à la fin du dix-huitième siècle.

Aujourd'hui les progrès de la mécanique et de la métallurgie donnent le moyen de diminuer les frais dans une très-forte proportion, au delà même de ce qu'indique le nouveau tarif français, quelque modéré qu'il soit, pourvu qu'on ait une fabrication considérable, de manière à repartir les frais généraux sur un grand nombre de pièces.

MM. Dumas et de Colmont, dans leur rapport final (3),

cime. A cause de la petitesse de cette quantité, l'on ne pouvait guère frapper que les multiples du copec.

(1) Section I, chapitre III,

(2) C'était du moins le tarif en vigueur pour l'or et pour l'argent, en 1837.

(3) Rapport final, décembre 1839, page 6.

présentent des calculs dont la conclusion est que, tous frais compris, avec un bon matériel, si la fabrication annuelle est de cent millions en argent, un hôtel des monnaies peut effectuer le monnayage au taux de trois millimes par franc pour les pièces de 5 francs ou de 60 centimes par kilog. faisant 200 fr.

Il est donc curieux qu'en Angleterre, où une partie des inventions qui permettent de diminuer les frais du monnayage ont pris naissance (1) et où d'ordinaire les perfectionnements sont prompts à s'acclimater, la fabrication des monnaies coûte aujourd'hui encore à l'État presque aussi cher que du temps d'Adam Smith. Mais c'est que, par l'effet d'abus locaux, dont nous aurons occasion de parler, les propres agents du gouvernement anglais lui font payer beaucoup plus qu'il n'est nécessaire et qu'il ne doit (2).

De nos jours, la question de savoir si le gouvernement doit percevoir une rétribution pour le monnayage devient à peu près oiseuse, du moment qu'on écarte le seigneuriage proprement dit. Il est de principe que tout service soit rétribué; ainsi, en principe, il est juste que les frais du monnayage soient remboursés par le particulier qui apporte à l'hôtel des monnaies des matières d'or et d'argent pour les faire frapper. Supprimer la perception de tout droit sur le monnayage, c'est donner un encouragement, avons-nous dit, à l'exportation des marchandises nationales. Mais l'encouragement est devenu insignifiant, parce que les frais sont ou peuvent être très-modiques, grâce au progrès des arts mécaniques et

(1) Boulton, au commencement du siècle, imagina et établit des mécanismes nouveaux meilleurs que les anciens ; ce fut lui aussi qui appliqua la vapeur au monnayage.

(2) Voir plus loin, même section, chapitre v.

métallurgiques, et à la baisse des acides qui servent à l'élaboration des métaux.

Depuis que les frais de monnayage sont devenus si faibles, c'est même une question à poser si le système français, en vertu duquel le particulier, qui a des matières d'or et d'argent, en trouve le change immédiat à l'hôtel-des-monnaies, moyennant cette faible retenue, n'est pas au fond plus libéral que le système anglais, qui astreint l'administration des monnaies à rendre exactement poids pour poids, tout ce qu'on lui a apporté de métal fin, mais qui ne fixe point un délai dans lequel elle sera tenue de faire la livraison. M. Gallatin incline vers la première combinaison. Et en effet, si l'administration des monnaies, qui prétend travailler gratis, me demande un mois et plus pour manipuler mes matières, j'y perds, en intérêts, plus que si l'on me fait payer une prime, mais qu'on me serve immédiatement ou dans un délai de quelques jours, dès que la prime n'est que de deux millièmes sur l'or et de 2/3 ou 3/4 pour cent sur l'argent, surtout si, dans le second cas, on me rend mieux compte de mon métal et qu'on me fasse mieux profiter des parcelles d'or que recèle mon argent ou de la fraction d'argent qui existe dans mon or (1).

Si l'argent contient un peu d'or, c'en est assez pour que les frais du monnayage soient couverts. Il y a cinquante ans l'art de séparer l'or de l'argent, et en général de recueillir de petites fractions de métaux précieux, était bien moins avancé qu'aujourd'hui. Je doute que sous l'ancien régime, un affineur eût consenti à se charger d'opérer le *départ*, c'est ainsi qu'on nomme la séparation de l'or contenu dans l'argent, à moins de 24 francs

(1) Voir plus loin, chapitre V de la présente section.

par kilog. de lingot. Peu à peu on avait perfectionné les procédés, on avait substitué l'acide sulfurique à l'acide nitrique qui est bien plus coûteux, et c'est ainsi que, il y a vingt-cinq ans environ, l'on parvenait à faire le départ avec profit sur des lingots d'argent dont la teneur en or n'était que d'un millième. Depuis cette époque, la perfection et l'économie des procédés a été portée si loin qu'on a pu effectuer le départ sur des lingots qui avaient à peine un tiers de millième de leur poids en or, en d'autres termes, il n'en coûtait plus que 1 fr. pour traiter un kilog. de lingot. Le prix actuel (juin 1849) est un peu plus élevé par l'effet de la baisse du prix de l'un des produits accessoires que fournit l'opération (1). Ce progrès extraordinaire de l'art de l'affineur équivaut exactement à la découverte d'une abondante mine d'or, et l'on en fait l'application plus ou moins complète partout (2).

Il faut, on le conçoit, une plus forte quantité d'argent dans les matières d'or pour motiver la séparation. Avec vingt-cinq millièmes cependant elle devient profitable. Les cendres d'orfèvre et les poussières d'atelier qui contiennent de l'argent se traitent aussi avec supériorité de nos jours : on assure qu'une teneur de 4 dix-millièmes suffit pour couvrir les frais (3).

(1) Le sulfate de cuivre.

(2) C'est principalement à M. Poisat qu'on en est redevable.

(3) Autrefois c'étaient des fondeurs de Sheffield et de Birmingham qui venaient acheter les cendres des ateliers parisiens. Actuellement, on traite ces rebuts à Paris mieux que partout ailleurs. Un des établissements les plus remarquables en ce genre est celui de MM. Gauthier et Bareira à Paris. Un autre, situé à Vienne (Isère), la fonderie Blumenstein, est parvenu à un degré extrême d'économie.

CHAPITRE II.

Du titre des monnaies. — De leur poids.

L'or et l'argent, lorsqu'ils ne sont pas alliés à quelque autre métal, sont beaucoup plus sujets à s'user par le frottement. Comme les pièces de monnaie sont dans un mouvement perpétuel, la perte est sensible sur la masse, et, pour la diminuer, il est bon d'associer les métaux précieux à une certaine proportion d'alliage. C'est le cuivre qui ordinairement sert à cet usage. Moyennant ce mélange, l'or et l'argent se déforment moins, gardent plus fidèlement l'empreinte dont on les a revêtus et durent beaucoup plus. Les monnaies de l'antiquité, du moins celles d'or, étaient, autant qu'on le pouvait dans ce temps-là, de métal fin. Selon Hérodote, les dariques émises par Darius, fils d'Hystaspes, étaient remarquables sous ce rapport, et ce prince en tirait vanité. L'*aureus* de Jules César et le *solidus* du Bas-Empire étaient également en or fin. De même le besant ou byzant qui fut frappé originairement à Constantinople, dans la suite du Bas-Empire, et que reproduisirent la plupart des souverains de l'Europe. De même le florin qui fut d'abord une pièce d'or émise dans la ville de Florence, au treizième siècle (1), et qu'on nommait *Florence* à l'origine. Cette pureté extrême de la monnaie était de peu d'utilité; car l'important n'est pas de savoir qu'une pièce

(1) *A Treatise on the coins, etc.*, pages 41 et suivantes.

ne contient point d'alliage, mais combien elle en contient, et d'être assuré qu'elle est toujours semblable à elle-même. Ce fut donc une sage détermination d'unir aux métaux précieux, dans les pièces de monnaie, une certaine proportion d'un autre métal propre à les durcir; mais alors vint à des princes dépensiers et réduits aux expédients la tentation de forcer la dose.

La proportion de métal fin qui existe dans la monnaie en est ce qu'on nomme le *titre*.

La proportion d'alliage la meilleure est celle qui donne aux métaux précieux la plus grande résistance au frottement. Sur ce sujet, des recherches faites en Angleterre par le célèbre physicien Cavendish, et par un chimiste distingué, Hatchett, en 1798, ont établi qu'en prenant pour alliage du cuivre pur, un douzième faisait le mieux; qu'à l'égard de l'or, l'argent seul, ou avec partie égale de cuivre, dans la proportion d'un douzième pour l'ensemble, ajoutait davantage à la dureté du métal (1); qu'enfin l'argent, au titre de la monnaie britannique, perdait bien plus que l'or, pour le moins quatre fois. La loi du douzième avait été d'abord adoptée pour les monnaies que l'Espagne faisait fabriquer en si grande quantité dans ses colonies du Nouveau-Monde. En Angleterre elle est en vigueur pour l'or. Quand on réforma les monnaies anglaises, après Henri VIII, la reine Marie l'avait également ordonnée pour l'argent; sa sœur Elisabeth, qui lui succéda, jugea à propos de retourner à un ancien rapport arbitraire, peu différent, celui de 925 millièmes de fin, qui a été conservé. En France, par respect pour le système décimal, nos monnaies nouvelles ont été faites au titre de 900 millièmes de fin, tant pour l'or que pour

(1) Ce serait au point de réduire la perte causée par un même frottement de près des trois quarts.

l'argent. La monnaie alors est un peu moins résistante que si elle était au titre des pièces d'or anglaises. Le phénomène de la liquation, en vertu duquel, après la fusion, le métal précieux tend à se séparer de son alliage dans le corps du lingot qui se refroidit, a une influence un peu plus sensible avec le titre de 9/10 qu'avec celui de 11/12. C'est un inconvénient qui n'est pas à dédaigner dans le monnayage.

Dans les monnaies d'or anglaises, une partie de l'*alloi* ou alliage est d'argent (1). Il y a vingt-cinq ans, les souverains contenaient de l'argent jusqu'à 50 et 60 millièmes de leur poids. Aujourd'hui c'est encore de 20 millièmes environ. Cette présence de l'argent dans les pièces d'or en augmente, on vient de le voir, la résistance : on doit cependant la considérer non pas comme préméditée mais bien comme accidentelle (2).

Les États-Unis, depuis 1837, se sont ralliés, nous l'avons dit, au titre décimal. Le dollar depuis cette époque contient, avec la même quantité d'argent qu'auparavant, une proportion d'alliage calculée de manière à faire exactement le dixième du poids total de la pièce; antérieurement il était au titre de 892. Le rapport décimal a été appliqué à la monnaie d'or en même temps.

En Russie, quand on a réédifié le système monétaire, en 1810, le titre de la monnaie d'argent a été mis à 83 1/3 zolotniks par livre ou 868 millièmes de fin. Il y a donc plus d'alliage qu'il ne convient. Quant à la monnaie

(1) *On precious metals*, II, chapitre XXIII.

(2) Quelques personnes assurent qu'on laisse volontairement dans les souverains cette fraction d'argent, afin qu'ils aient une nuance jaune particulière. Je n'ai rien vu dans les enquêtes de 1837 et de 1848 qui indiquât cette intention. On laisse 20 millièmes d'argent dans l'or destiné au monnayage, parce que cette proportion ne vaut pas la peine qu'on la sépare ; autrefois c'était 50 à 60 millièmes par la même raison.

1° On exagérait inutilement le *remède*. Pour l'or, au moment de la révolution, il était de ce qu'on appelait 12 *trente-deuxièmes*, ce qui reviendrait à plus d'un et demi pour cent (0.0156) (1) ; pour l'argent, d'après les renseignements que fournit Mirabeau, c'était moindre, à peu près de 1 pour cent (0.0104) (2). Dans le projet que présenta Mirabeau à la suite de son discours, il adoptait pour l'or et pour l'argent, un chiffre apparent d'un peu plus de 5 millièmes (0.0052), mais à cause de la manière de compter, ce n'eût été en réalité que de la moitié, ou de 2 millièmes $\frac{6}{10}$.

2° Le remède était pris tout entier en dedans, autant que possible. C'était ainsi que l'entendait la loi. Mirabeau demanda ce qui existe aujourd'hui, qu'il fût par moitiés en dedans et en dehors ; sans que, entre ces limites, le directeur des monnaies pût rien réclamer s'il avait mis plus de fin que le titre exact, ou qu'on fût fondé à lui faire subir de compensation dans le cas contraire. On faisait peser cette dernière clause sur les directeurs. C'était un profit illicite que faisait le gouvernement par delà le seigneuriage et le brassage (3).

La monnaie française d'argent a éprouvé dans son titre, il y a peu d'années, une variation à peu près inaperçue du public, à la suite d'un perfectionnement dans le mode d'essai des matières d'argent. Autrefois, l'essai se faisait par le feu, à la coupelle. On a reconnu que ce mode n'accusait pas la totalité du métal. On y substitua donc en 1830, par suite des travaux de M. Gay-Lussac, l'essai par la voie humide (4). Les monnaies frappées an-

(1) *Collection des discours de Mirabeau*, édition de 1792, tome V, page 89.

(2) *Ibid.*, page 115.

(3) *Ibid.*, page 65.

(4) La précipitation de l'argent sous la forme de chlorure.

térieurement, qu'on croyait au titre de 900 millièmes, étaient réellement au titre de 904. Depuis lors, on s'est conformé à la loi constitutive de notre système monétaire, d'après laquelle le titre réel doit être de 900.

Les commerçants en métaux profitent de la circonstance pour refondre les anciennes pièces de 5 fr., lorsqu'elles sont avantageuses de poids et qu'elles contiennent la proportion d'un millième en or, qui est habituelle dans les pièces frappées avant 1825 (1). Quelques personnes ont blâmé ces entreprises. Ces personnes supposent que l'affineur fait une mauvaise action quand il dégage de nos monnaies un excès de métal dont on ne soupçonnait pas l'existence, et dont personne ne nous tenait compte, et qu'en même temps il en retire de l'or qui y avait été laissé par mégarde ou par l'imperfection des arts métallurgiques. L'affineur, au contraire, par cette opération double, rend un service à la société; c'est exactement comme s'il eût découvert et mis en activité une mine d'argent et d'or dont l'exploitation donnât un bénéfice certain.

Sans aucun doute, l'État aurait eu le droit de s'approprier le profit que rend cette exploitation des monnaies, mais non pas en se faisant donner un seigneuriage égal à 4 millièmes du poids des matières d'argent qu'on aurait monnayées à l'avenir, ainsi qu'on l'a proposé. La seule voie qu'il eût pu légitimement suivre eût été d'entreprendre pour son compte la refonte et l'affinage des pièces de 5 fr. antérieures à 1825, où l'excès

(1) Les changeurs trient toutes les pièces de 5 francs qui passent par leurs mains et mettent à part celles des types Hercule, Napoléon et Louis XVIII, lorsqu'elles pèsent 25 grammes. Un sac trié de 1000 francs, valeur nominale, se vend 1003 fr. (*Rapport final de MM. Dumas et de Colmont*, page 128).

d'argent s'unissait à une fraction appréciable d'or. On le lui a conseillé. Il s'y est refusé, il a eu tort.

Un autre mode de procéder conformément aux principes eût consisté à élever à 904 le titre de nos monnaies d'argent, ou plutôt à l'y maintenir, car il y était déjà sans qu'on s'en fût douté. Le pair de nos espèces d'argent se fût élevé par rapport aux monnaies étrangères. Cette combinaison cependant aurait eu un double inconvénient : L'État aurait dû renoncer presque complétement alors au bénéfice de la refonte des pièces de 5 fr. frappées avant 1825; et c'eût été abjurer le système décimal des poids et mesures de la rigueur duquel la nation tire justement vanité.

En Angleterre, la tolérance du titre est rapportée à la livre pesant de pièces prises au hasard, et non à chaque pièce isolément.

On l'a successivement diminuée. Depuis 1817, elle est pour l'or de 0.0026 en dessus et en dessous ; pour l'argent, qui est déchu du rang de monnaie pour n'être plus que du billon, elle est de 0.0042.

Aux États-Unis, d'après la loi de 1837, elle est de 2 millièmes pour l'or et de 3 pour l'argent; c'est ce qu'elle était alors en France. Mais, d'après le texte de la loi, elle est rapportée à chaque lingot avant le laminage : on a ainsi moins de certitude encore qu'en Angleterre, à l'égard des pièces isolées.

Les pièces de monnaie étant un poids certifié de métaux précieux mêlés d'un alliage dont la proportion est connue, il est convenable qu'elles soient dans un rapport simple avec l'unité de poids ; c'est ce qui avait lieu à l'origine, mais ce qui n'existe plus, si ce n'est par exception dans quelques États. En Angletérre, lorsque Édouard VI, revenu de ses erreurs, entreprit la restaura-

tion des monnaies, il voulut que le schelling fût exactement la soixantième partie de la livre; la couronne alors eût exactement pesé une once. Élisabeth, qui, peu d'années après, fixa définitivement le système monétaire de son pays, eut le tort de statuer que le schelling serait taillé sur le pied de 62 à la livre (1). L'unité monétaire actuelle de l'Angleterre, la livre sterling d'or, est dans un rapport plus complexe encore avec l'unité de poids. En France, le poids du franc d'argent est de 5 grammes, et 200 francs font tout juste un kilogramme (2).

Il est essentiel que les pièces de monnaie, au moment où elles sont émises, soient toutes individuellement droites de poids. Si elles l'étaient en moyenne seulement, ce serait une spéculation profitable que de rechercher les plus lourdes pour les refondre. Le législateur assigne partout une tolérance de poids assez rigoureuse (3). En France, c'est de 3 millièmes en dedans ou en dehors pour les pièces les plus ordinaires, celles de 5 francs, et de 2 millièmes pour l'or. En Angleterre, c'est de $\frac{1}{480}$ ou 2 $\frac{1}{12}$ millièmes (4). Les expériences de MM. Dumas et de Colmont faites sur 4,000 pièces du monnayage de 1838 ont constaté qu'alors le quart de nos écus de 5 francs étaient

(1) Depuis 1816, la loi anglaise ne reconnaissant plus les espèces d'argent que pour du billon, il a été jugé convenable de mettre dans le schelling une moindre quantité d'argent qu'il n'en faudrait pour faire l'équivalent du vingtième de la livre sterling en or. On taille 66 schellings dans la livre d'argent au même titre qu'auparavant.

(2) Le diamètre des pièces françaises est même combiné de manière à faire retrouver exactement la longueur du mètre en les disposant les unes à la suite des autres. Ainsi, 20 pièces de 2 fr. avec 20 de 1 fr. font le mètre. De même 19 pièces de 5 fr. avec 11 de 2 fr., ou 32 de 40 fr. avec 8 de 20 fr.

(3) C'est ce que, dans l'ancienne langue monétaire, on appelait le *remède de poids* ou le *faiblage*.

(4) 12 grains par livre de Troie, qui se compose de 5760 grains.

en dehors de la tolérance (1); c'était l'effet d'une fabrication défectueuse (2).

En Angleterre on se tient parfaitement dans les limites légales (3); c'est que, par la loi anglaise, la tolérance de poids est rapportée, de même que celle de titre, à la livre formée de pièces prises au hasard, et non à chaque pièce isolément. Pesés individuellement, les souverains sont quelquefois en dehors de la tolérance de 2 $\frac{1}{12}$ millièmes, fixée par la loi pour la livre pesant. Des expériences récentes donneraient à croire que le nombre des souverains où l'écart excède cette proportion est de cinq sur cent (4).

Mesuré pour une masse de pièces, l'écart des pièces d'or de l'Angleterre est à peu près nul; sur un bloc de 10,000 souverains, faisant un poids de 79 kilog. 809, il s'est trouvé de moins de 1 gramme, 555 (3). C'est moins de deux millionièmes (0.000,001,9) estimé de la même manière sur nos pièces de 5 francs, l'écart serait plus sensible, mais fort modique encore (4).

(1) Voici jusqu'où allait l'inégalité des pièces françaises, selon les observations de MM. Dumas et de Colmont :

« Le défaut d'exactitude du poids dans la fabrication des monnaies peut donc amener par le seul effet du hasard, mais dans le cas le plus défavorable possible, une différence de 7 fr. 40 c. par 1000 pièces (de 5 fr.) dans un payement effectué en *pièces neuves*, tandis que si la loi avait été observée, cette différence n'aurait pu excéder 1 fr. 80 c.» (*Rapport final*, page 31.)

(2) Depuis cette époque, on a changé les appareils et mécanismes de l'hôtel-des-monnaies de Paris, qui fabrique à lui seul plus que tous les autres ensemble, et qui est en état de suffire à tous les besoins du monnayage en France.

(3) *Enquête de* 1848, page 75, et témoignage de M. Miller. Déjà en 1805, lord Liverpool disait que la tolérance légale étant de 40 grains par livre de Troie ou de 7 millièmes, en fait on se tenait pour l'or dans la limite de 4 grains ou 7 dix-millièmes seulement. *A Treatise on the coins*, etc., page 199. On fait bien mieux aujourd'hui.

(4) Ces expériences ont été faites en 1848 avec la machine à peser, dont se sert la Banque d'Angleterre. On en trouve le détail dans le rapport de

En 1789, chez nous, la tolérance de poids était déjà modique pour l'or : elle n'allait qu'à 3 ½ millièmes. Pour la monnaie d'argent, elle était de près de 8 millièmes. Mirabeau qui, sur ces matières, était fort bien informé, soutenait que c'était excessif, même pour l'or ; il proposait, dans son projet de décret, moins d'un millième en dessous comme en dessus. C'est tout juste si aujourd'hui, avec les instruments précis qu'on possède, un pareil degré de perfection est facile à atteindre. Aussi Mirabeau ne le demandait-il pas pour chaque pièce séparément ; c'est au marc pesant qu'il rapportait cette proportion rigoureuse ; 4 grains par marc en dessous et autant en dessus, ou en tout 8 grains, telle était sa formule (1).

Aux États-Unis, la loi de 1837 a fixé la tolérance de poids par deux formules différentes, l'une pour chaque

la commission d'enquête de 1848. Voici quels en sont les résultats principaux :

Cinq pour cent des pièces d'un souverain s'écartent de la tolérance. Le nombre des pièces que la pesée a indiquées comme en dehors de la tolérance est de 454 sur 10,000, dont 245 en dessus et 209 en dessous; mais le fonctionnaire (M. Miller), qui a fait les pesages, porte ce nombre à 500, soit 5 pour cent de la totalité, parce que les pièces dont l'écart n'excédait pas la tolérance de plus d'un centième de grain, ont été classées comme si elles rentraient dans la limite.

Parmi les pièces fautives, il s'en est rencontré une qui excédait la tolérance de 0.55 d'un grain ou de 35 milligrammes ; pour qu'elle eût été admissible, il aurait fallu que la tolérance de poids, au lieu de 12 grains par livre, fût de 37 $\frac{7}{10}$ grains, ou en fractions décimales de 6 millièmes et demi, au lieu d'un peu plus de 2 millièmes.

Il y en avait en tout 8 où l'écart était plus que double de la tolérance légale proportionnelle, et de plus 65 qui la supposaient de 50 pour cent en sus de la réalité. Tout le reste, c'est-à-dire les quatre cinquièmes au moins des pièces en défaut eût été correct si la tolérance avait été portée à 18 grains par livre au lieu de 12. Le même témoin a livré à la commission d'enquête 90 pièces neuves d'un souverain, qu'il avait recueillies dans les derniers six mois, et qui étaient bien autrement défectueuses que celles dont il vient d'être parlé (*Enquête de* 1848, page 218 et suivantes, déposition de M. Miller, fonctionnaire de la Banque d'Angleterre).

(1) Discours déjà cité, page 115.

Elles n'exigent presque pas de frais d'entretien, et elles procurent à la Banque une économie de plus de 1,000 liv. st. sur le pesage à la main.

Il convient qu'il y ait aussi peu que possible de menues pièces, parce que, dans la circulation, elles perdent par le frottement beaucoup plus que celles qui, par leurs dimensions, se rapprochent de nos pièces de 5 francs.

En 1802, d'après les expériences faites alors par l'administration des monnaies et rapportées par Mongez dans ses *Considérations sur les monnaies*, entre les écus de 6 livres et les écus de 3 livres fabriqués de 1726 à 1793, la différence de perte se trouva très-marquée. Pour les écus de 6 livres, il manquait en moyenne 1,750 parties sur 100,000; pour ceux de 3 livres, c'était plus du quadruple, 8,000 sur 100,000. En Angleterre, les expériences de 1787, qui portèrent sur toutes les monnaies d'argent alors en circulation, montrèrent que la déperdition avait été sur les couronnes, de 3,314 sur 100,000; sur les demi-couronnes, c'était le triple ou exactement de 9,900 sur 100,000; sur les schellings, c'était à peu près encore trois fois plus fort, 24,597 sur 100,000. Enfin, les six-pence ou demi-schellings, étaient réduits aux trois cinquièmes de leur poids. Ils avaient perdu 38,285 sur 100,000 (1).

CHAPITRE III.

Du frai. — A la charge de qui peut-il être ?

La lente déperdition de poids que les pièces de

(1) On comptait dans la perte la moitié de la tolérance légale; mais peu importe ici.

monnaie éprouvent par l'usage est ce qu'on nomme le *frai*.

Des expériences fort soignées, faites en France sous la direction de MM. Dumas et de Colmont sur un très-grand nombre de pièces de 5 francs (400,000 pièces), interprétées ensuite, à l'aide des formules du calcul des probabilités, par M. Libri, ont conduit à cette conclusion que « la loi du frai paraît être uniforme ou à fort peu de chose « près pendant toute la durée de la circulation des mon- « naies, et que l'on peut l'évaluer, pour les pièces de 5 « fr., à 4 milligrammes par an et par pièce (1). » C'est 16 parties sur 100,000 ou 1 sur 6,250. MM. Dumas et de Colmont n'ont pu, malgré leur désir, étendre leurs recherches aux autres pièces d'argent et à la monnaie d'or.

Les expériences anglaises de la fin du dernier siècle, feraient ressortir le frai à peu près au même chiffre que celles de MM. Dumas et de Colmont, pour les couronnes dont les dimensions diffèrent peu de celles de nos pièces de 5 francs, mais à une fraction beaucoup plus forte pour les moindres pièces. Ainsi, pendant un intervalle de onze ans (de 1787 à 1798), les pièces anglaises d'argent de divers calibres, déjà usées au point de ne plus offrir d'empreinte, et par conséquent un peu moins exposées à souffrir du passage de main en main, avaient perdu comme il suit, en moyenne, chaque année (2) :

Couronnes	18 parties	sur 100,000	ou 1 sur 5643.
Demi-couronnes	173	—	ou 1 sur 577.
Schellings	456	—	ou 1 sur 219.
Six-pence	286	—	ou 1 sur 350 (3).

M. Jacob a tiré des expériences de 1826 la conclusion

(1) Rapport final de décembre 1839, page 34.

(2) *A Treatise on the coins, etc.*, page 204.

(3) La faiblesse du déchet des demi-schellings, comparée à celle des schel-

que la monnaie d'or perd annuellement un huit-centième de son poids, et celle d'argent deux centièmes. Les expériences de 1807, d'après l'interprétation qu'il y donne, accuseraient un frai annuel d'un sur 1,050, pour les pièces d'une guinée, et d'un sur 460, pour les demi-guinées.

Quant à l'argent, prenant pour base le schelling, qui est la pièce la plus multipliée et la plus courante, il adopte la proportion de 1 sur 200 en nombres ronds.

Quant à l'or, la masse des demi-guinées, n'étant que le dixième de celle des guinées, il adopte pour moyenne générale du frai, 1 sur 950.

La monnaie éprouve d'autres pertes que le frai. Il s'en enfouit une certaine quantité ; il s'en égare des pièces qui ne retombent plus entre les mains des hommes ; la mer en absorbe, par les naufrages, de petites quantités. M. MacCulloch a émis l'opinion que la quantité de métal précieux, qu'une nation avait sous la forme de monnaie, était réduite d'un centième tous les ans. M. Jacob, dans ses recherches sur les quantités d'or et d'argent que chaque siècle avait léguées au suivant, depuis l'empire romain, sous Vespasien, jusques aux temps modernes, a admis une déperdition annuelle de 1 sur 360 (1). De cette manière, un pays qui n'au-

lings est ici une anomalie. Toutes les autres expériences autorisent à penser que plus les pièces sont petites et plus elles perdent.

(1) Sur la monnaie antique d'or, le frai devait être beaucoup plus grand pour une même circulation que sur la moderne, à cause de l'élévation du titre des espèces d'or des anciens. Les expériences faites à la monnaie de Londres, par deux savants dont l'un était le célèbre Cavendish, ont prouvé, avons-nous dit (p. 116) que la proportion de l'alliage exerçait sur l'usure par frottement une grande influence, et sous ce rapport la monnaie d'or actuelle de la Grande-Bretagne, au titre de onze douzièmes de fin, serait au moins quatre fois plus résistante que la monnaie des Romains, à peu près dépourvue d'alliage. La plupart des monnaies d'or de l'antiquité étaient d'ailleurs d'un petit échantillon, ce qui augmente le frai. Ainsi on n'exagère rien, suivant

rait aucun moyen de renouveler son approvisionnement de métaux précieux, après un certain laps de temps, de quelques siècles il est vrai, n'en posséderait plus qu'une petite fraction de ce qu'il aurait eu autrefois ; c'est un sujet sur lequel nous aurons à revenir.

Lorsque, par le frai, la monnaie a éprouvé une assez forte détérioration, la valeur réelle n'est plus en rapport avec la valeur nominale. La pièce qualifiée de *franc* cesse d'être un franc, car le franc est défini une pièce d'argent au titre de neuf dixièmes de fin, du poids de 5 grammes. Les choses se passent alors comme si les métaux précieux s'étaient dépréciés relativement aux autres marchandises : celles-ci haussent de prix. Comme les pièces n'ont pas été usées d'une égale quantité, les prix des denrées deviennent incertains; avec le temps l'incertitude va toujours croissant, et le commerce en souffre. Un gouvernement sage doit ne pas attendre que les choses en soient venues à l'excès et procéder à la refonte des monnaies à mesure qu'elles s'affaiblissent. Sous Guillaume III la détérioration que le frai avait fait subir aux monnaies anglaises gênait tellement les transactions, qu'on ne craignit pas d'entreprendre une opération générale de refonte qui devait coûter à l'État 2,700,000 liv. st. (68 millions de francs),

M. Jacob, en quadruplant, pour la monnaie d'or des anciens, le frai observé sur les guinées anglaises et en le portant ainsi à 1 sur 237 par an, à circulation égale. Mais, pour tenir compte de la moindre circulation, et pour avoir égard à l'alliage introduit plus tard, M. Jacob n'a calculé, pour le grand espace de temps qu'il a embrassé, que sur la proportion annuelle et moyenne de 1 sur 600. A l'égard de l'argent qui, au contraire, était allié au point de moins résister que la monnaie moderne, M. Jacob substitue la proportion de 1 sur 150 à celle de 1 sur 200. A cause de la surabondance qu'il attribue à la masse de la monnaie d'argent, il est arrivé à admettre, pour l'ensemble des monnaies anciennes, un frai annuel de 1 sur 360 (*Precious metals*, II, chap. XXIII).

somme énorme en comparaison des recettes publiques du temps (1).

C'est une question de savoir par qui doit être supportée la perte dans ce cas, par l'État ou par les particuliers détenteurs des pièces de monnaie. Le second système n'est pas sans inconvénient, mais il en a moins que le premier qui rejette sur l'État une forte dépense devant laquelle les gouvernements, presque toujours obérés qu'ils sont, reculent sans cesse, ce qui perpétue l'abus, au grand dommage du public. Si l'usage se généralisait, la loi aidant, de peser la monnaie, dans les payements un peu considérables, la refonte s'opérerait tout naturellement. Au fur et à mesure de l'affaiblissement des pièces, les particuliers, ne pouvant plus les écouler autrement, les délivreraient à la monnaie. C'était l'esprit de la *compensatio ad pensum* qui fut usitée longtemps chez les Anglo-Saxons (2). Chez nous, lorsque le gouvernement impérial réduisit la valeur des écus de 6 et de 3 livres, ce fut le même résultat qu'il chercha par un autre moyen (3); mais le procédé qu'il employa n'est convenable que pour les petits payements. Au reste, la faculté de recourir au pesage est de droit; elle est conforme à l'essence de la monnaie.

La législation anglaise, pour repousser de la circulation les pièces trop faibles, emploie un moyen terme qui s'applique bien aux petites transactions. Elle statue que toute pièce d'or qui pèsera moins de 121 $^1/_2$ grains (7 $^{gram.}$ 935) ne sera plus monnaie courante. La perte tolérée ici est de 53 milligrammes ou d'un cent-cin-

(1) Lord Liverpool, *A Treatise on the coins, etc.*, page 89.

(2) Madox, *History of the Exchequer*, chap. IX, et lord Liverpool, *A Treatise on the coins, etc.*, page 226.

(3) Les écus de 6 livres valaient primitivement, d'après leur poids et leur titre, 6 fr. 01 c. Le décret du 12 septembre 1810 les mit à 5 fr. 80 c.

quantième du souverain. La Banque d'Angleterre, à qui les espèces reviennent sans cesse, lorsqu'il lui arrive des pièces au-dessous de ce minimum, les brise. Elle est assurée de les découvrir aujourd'hui puisqu'elle pèse une à une toutes les pièces que lui remettent les particuliers. Par ce moyen il est certain que la monnaie en circulation aura toujours sa valeur légale, sauf une différence d'un cent cinquantième qui, pour la livre sterling, ferait 17 de nos centimes (1). La même proportion appliquée à notre pièce de 5 fr. ferait 3 $^1/_3$ centimes.

CHAPITRE IV.

Du monnayage illimité.

Les particuliers doivent-ils être admis à apporter indéfiniment des métaux précieux à l'hôtel-des-monnaies pour les faire convertir en espèces aux conditions fixées par la loi? En d'autres termes, le monnayage doit-il être illimité, ou peut-on y fixer des limites? Il ne faut pas presser beaucoup les principes pour en faire sortir la réponse à cette question. Le monnayage illimité est de droit. L'adoption des métaux précieux ou de l'un des deux seulement, comme matière monétaire, signifie que chacun s'acquitte de ses engagements moyennant une quantité proportionnée d'or ou d'argent; donc, il est de droit rigoureux, pour tout propriétaire de lingots, d'ap-

(1) Jusqu'à présent, à moins qu'elle n'ait lieu de soupçonner qu'on lui apporte de propos délibéré une quantité de pièces trop faibles, la Banque reçoit tout ce qu'on lui présente et ne pèse qu'ensuite avant de remettre la monnaie dans la circulation. Elle aime mieux subir une perte que de forcer le public à attendre la pesée.

porter sa chose à la Monnaie, pour l'y faire revêtir du signe qui en constate la qualité d'une manière irrécusable pour le créancier. Le monnayage de l'or doit rester illimité en Angleterre, parce que l'or y est le *legal tender*, l'équivalent obligé, la matière que tout créancier a voulue en payement et qu'il est tenu de recevoir, quand on la lui présente après le délai convenu, s'il y en a eu un. La même latitude doit être soigneusement maintenue envers l'argent, en France, tant que la loi et l'usage voudront que tout engagement s'y résolve par la transmission d'une quantité correspondante de ce métal-là(1).

Le système du monnayage illimité est en vigueur partout; mais il a été contesté dans un document important, le rapport final fait à la commission chargée de l'examen de plusieurs questions relatives à la monnaie, par MM. Dumas et de Colmont.

Selon les deux savants rapporteurs, en vertu de notre législation à leur gré imprévoyante, qui autorise le monnayage illimité, l'Amérique espagnole aurait contracté, à notre détriment, l'habitude d'envoyer chez nous le métal qu'elle extrait de ses mines, et le sol français ferait l'office d'un exutoire où s'écoulerait, pour enrichir les extracteurs à nos dépens, la moitié environ de l'argent qui est annuellement produit dans le monde. Notre monnayage illimité serait ainsi la cause principale d'une surabondance toujours croissante de l'argent parmi nous; d'où, pour ce métal sur notre marché, un avilissement déjà consommé, suivant MM. Dumas et de Colmont,

(1) Je raisonne ici comme si la loi ne reconnaissait en France que la monnaie d'argent. La loi française cependant admet les deux monnaies. Ainsi ce qui est dit ici de l'argent, pour la France, s'applique également à l'or; mais en fait la France n'a qu'une monnaie, celle d'argent, et c'est, selon l'expression de Mirabeau, la monnaie constitutionnelle.

qui le croient particulier à la France (1). Le remède au mal serait de limiter le monnayage, et, à cet effet, d'augmenter le prélèvement qui se fait aujourd'hui sur les matières d'argent dans les hôtels-des-monnaies. Bien plus, en votant le budget, on pourrait, selon eux, borner expressément chaque année l'étendue du monnayage (2).

La principale mesure proposée par MM. Dumas et de Colmont, de faire un plus fort prélèvement sur les matières apportées aux hôtels-des-monnaies, se réfute d'un mot; elle revient à rétablir une taxe condamnée sans retour, le seigneuriage; mais examinons-la plus en détail.

Le monnayage illimité que MM. Dumas et de Colmont considèrent comme fatal à la prospérité publique, est, à l'égard de l'or, admis depuis longtemps par la loi en Angleterre. On ne voit pas que les Anglais s'en trouvent mal, ils ne s'en plaignent pas. Chez eux, le monnayage, illimité en principe, n'a jamais encombré d'or la Grande-Bretagne. Elle n'est pas habituée à en avoir un excès; il lui arrive assez souvent d'en manquer, au contraire. La dépréciation de l'argent, que MM. Dumas et de Colmont supposent se révéler chez nous depuis la paix, et qu'ils attribuent au monnayage illimité, est-elle bien démontrée et, en supposant qu'elle le soit, est-ce qu'elle

(1) Voici les trois assertions, fondamentales du résumé par lequel MM. Dumas et de Colmont terminent leur chapitre spécial sur la monnaie d'argent :

« 1° L'argent est porté en France par un courant régulier, et il *s'y arrête*. Les sommes ainsi importées ne s'élèvent pas à moins de cent millions par an ;

« 2° La masse du capital en circulation, malgré l'exportation extraordinaire et fâcheuse que l'or a subie, s'en trouve augmentée dans le rapport de 2 à 3, depuis la fin du dernier siècle.

« 3° Le prix de toutes choses, et celui du blé en particulier, en a éprouvé une hausse proportionnelle (page 102 du *Rapport Final*).

(2) *Rapport Final* page 99.

n'a lieu que pour notre patrie? Ils citent pour preuve de la baisse de l'argent en France, depuis la paix, l'enchérissement qu'y ont éprouvé certaines denrées alimentaires; on verra dans une autre partie de ce volume, quand nous traiterons des prix, ce qu'il faut en penser.

Mais on a un moyen prompt de savoir si l'argent éprouve chez nous un avilissement sensible, c'est de l'évaluer en or. Si l'argent se troque contre la même quantité d'or, à Paris et à Londres, comment peut-on dire que l'argent est spécialement avili sur notre marché? Les savants auteurs du rapport à la commission monétaire adressent donc au monnayage illimité des reproches qui ne sont pas fondés. Leur système porte même avec lui sa propre réfutation : si la dépréciation nous atteignait beaucoup plus que d'autres, elle dégoûterait les producteurs d'argent de profiter du monnayage illimité que nous leur offrons, car les producteurs n'ont garde d'envoyer leurs denrées sur les marchés où elles sont spécialement avilies.

Il est incontestable que la France a plus d'espèces monnayées qu'il ne lui en faudrait, avec d'autres coutumes commerciales, pour suffire au service de ses échanges. En admettant que depuis le commencement du siècle, cette masse de monnaie se soit accrue dans la proportion indiquée par MM. Dumas et de Colmont, de 2 à 3, c'est que la population s'est multipliée et les transactions se sont développées, sans que les habitudes du commerce et surtout les mœurs du public, au sujet de la monnaie, éprouvassent des changements aussi grands qu'on aurait pu le désirer. Il est utile de songer d'avance à écarter les conséquences fâcheuses qu'exercera quelque jour l'abaissement, auquel il faut s'attendre, de la valeur de l'argent, en tant qu'il s'en suivra un

avilissement de la fraction de la richesse nationale qui est sous la forme d'espèces monnayées; mais à cette fin, le procédé le plus efficace consiste à redresser les coutumes nationales. Il faut faire l'éducation économique du public, qui est si imparfaite encore à plusieurs égards. Alors la thésaurisation disparaîtra de nos goûts. Alors l'usage des caisses individuelles sera remplacé par celui des caisses collectives, ainsi qu'on le voit parmi les populations d'origine anglo-saxonne; les instruments de centralisation analogues au *clearing-house* de Londres, seront adoptés dans toutes nos cités commerçantes; la circulation des billets de banque sera plus générale. En un mot, la France alors s'appropriera les combinaisons dont nous parlerons plus spécialement bientôt, qui ont été imaginées et pratiquées par d'autres peuples, afin de restreindre la quantité de métaux précieux qui est nécessaire à l'accomplissement d'une quantité déterminée d'échanges. C'est ainsi que notre mécanisme commercial se perfectionnera. On ne ferait qu'y ajouter un degré de plus de complication et le rendre plus barbare, si l'on réglementait, dans un sens contraire à la liberté et à la justice, le commerce des métaux précieux.

Je ne conteste pas que souvent des matières d'or et d'argent ne nous viennent, parce que notre système de douanes, par ses exagérations protectionnistes, empêche l'étranger de nous envoyer ses produits manufacturés en retour des nôtres, et le force de s'acquitter avec des métaux précieux lorsqu'il ne peut le faire avec ses matières premières ou avec celles des tiers. Notre tarif ne permet même l'entrée du territoire français qu'à une partie des objets qu'on doit qualifier de matières premières, à cause du rôle qu'ils jouent dans tous les actes de la production (1). De là, une tendance à accroître chez

(1) Ainsi notre tarif exclut le fer en barres et l'acier en barres, qu'on peut

nous plus que de raison la quantité du métal argent. Cette tendance cependant n'a jamais par elle-même que des effets bornés et passagers, parce que de toutes les marchandises, les métaux précieux sont les plus mobiles. L'argent et l'or, lorsqu'ils ne sont pas occupés quelque part, tendent à en sortir. Lorsqu'ils sont notablement en excès, le cours du change tourne avec force, et ils s'en vont de préférence aux autres marchandises, en contrariant la sortie de celles-ci et en s'y substituant.

Une fois sorties, ces sommes, si elles ont quelque difficulté à rentrer immédiatement sous la forme d'autres marchandises, restent provisoirement dehors à l'état de capital en placement. Les personnes qui font le commerce spécial des métaux précieux, les changeurs et les banquiers, sont des cosmopolites qui n'ont pas d'objection à avoir des capitaux à l'étranger, aux opérations desquels c'est même indispensable. L'effet d'un tarif *protecteur* est d'entraver l'exportation des productions de l'industrie nationale de toute la gêne qu'on a apportée à l'importation des productions étrangères, plus que d'engorger le pays de métaux précieux. En tout cas, ce n'est point en inventant des restrictions nouvelles, spécialement applicables aux métaux précieux, c'est par la liberté, et par elle seule, que l'on peut remédier aux conséquences fâcheuses, quelles qu'elles soient, d'un système ultra-restrictif.

Je ne vois d'avilissement possible des métaux précieux que dans le cas où un pays, s'entourant d'une muraille de la Chine, aurait absolument défendu l'entrée de toutes les marchandises étrangères autres que l'or et l'argent, et serait parvenu à empêcher la sortie des mé-

considérer, le second surtout, comme des matières premières, car quelle est la branche de l'industrie manufacturière qui ne s'en sert pas?

taux précieux. Dans ce cas, les métaux précieux arriveraient en payement des produits nationaux qui auraient été vendus au dehors, et une fois entrés, ils ne pourraient plus s'en aller. On serait donc dans les conditions voulues pour l'engorgement. Mais c'est un fait d'expérience que jusqu'ici les efforts faits pour empêcher l'or et l'argent de sortir, ont été paralysés. Il s'est toujours trouvé des hommes pour braver les ordonnances, moyennant une prime, qui, eu égard à la facilité de cacher une somme d'argent ou d'or, n'a jamais été bien considérable (1). Le montant de la prime marquerait la limite de l'engorgement et de la dépréciation.

CHAPITRE V.

Jusques à quel point la fabrication des monnaies doit-elle être une régie de l'État.

On a agité en France, depuis quelques années, la question de mettre absolument et exclusivement en régie la fabrication des monnaies. On sait que, en vertu des lois existantes, l'État se contente de surveiller cette fabrication. La surveillance est incessante : le monnayage se fait dans des hôtels appartenant à l'État, sous les yeux d'un commissaire spécial, et pas une pièce ne peut être mise dans la circulation sans que le gouvernement ait donné son assentiment. Mais, sous cette réserve, les directeurs des hôtels-des-monnaies sont des entrepreneurs d'industrie, qui travaillent à leurs risques et périls, avec

(1) Pendant le blocus continental, la loi qui interdisait la sortie des espèces monnayées de la Grande-Bretagne n'avait pas été révoquée encore. La prime d'exportation sur l'or en souverains était au plus de 4 schellings par once, ou de 4 sur 78, soit un peu au delà de 5 pour cent.

des matières qu'ils achètent. Lorsqu'un particulier a des matières d'or et d'argent, il les leur apporte, et ils sont tenus de les acquérir contre l'équivalent monnayé, poids pour poids, de métal fin, sauf la modique retenue dite du *change*, qui est fixée par les règlements (1).

Les expériences très-intéressantes qui furent faites sous la direction de MM. Dumas et de Colmont, au nom d'une commission spéciale, en 1838 et 1839, constatèrent que les monnaies françaises laissaient à désirer. Par la gravure elles étaient inférieures aux espèces anglaises (2), et ce qui est plus important, le titre et même le poids n'étaient pas d'une correction qui fût en rapport avec le progrès des arts métallurgiques et mécaniques. Au lieu de chercher à faire disparaître ces imperfections par des moyens topiques, quelques personnes alors émirent l'avis de changer absolument le système entier. Un projet de loi fut présenté, à l'effet de faire fabriquer les monnaies pour le compte de l'État, sous les yeux du gouvernement, par un directeur qui en fût l'agent direct ; on s'étayait de l'exemple de l'Angleterre.

L'exemple semble très-concluant en effet. En Angleterre, la tendance constante est de faire exécuter par l'industrie privée tout ce qu'il est possible. Si donc le gouvernement anglais persiste dans le système qui fait du directeur de la Monnaie de Londres un fonctionnaire public, par les soins duquel le monnayage s'opère en régie, à plus forte raison, chez les nations où l'État a gardé de plus vastes attributions, doit-il convenir d'introduire la même pratique.

(1) Voir pour le montant de cette retenue, page 109.

(2) Ici j'ai en vue, comme termes de comparaison, les pièces françaises de 5 fr. et les souverains anglais. Les espèces d'argent de l'Angleterre sont imparfaites. (*Enquête de* 1848, témoignage de M. Haggard, chef du bureau des matières d'or et d'argent à la Banque d'Angleterre).

Mais il faut juger le système en soi. Or, on ne voit pas quelles garanties il offre que nous n'ayons ou ne puissions avoir avec le nôtre, et il n'es tpas impossible d'y signaler des inconvénients qui ne se présentent pas chez nous.

Il venait d'être prouvé que les monnaies françaises étaient imparfaites, mais cette imperfection pouvait être imputée à l'État aussi bien qu'aux directeurs entrepreneurs ; car c'était l'Etat qui avait négligé d'exercer une surveillance suffisante, et qui avait toléré des abus quand son devoir était d'y mettre fin. Les procédés, les mécanismes et les appareils des hôtels-des-monnaies n'étaient restés mauvais que parce qu'il n'avait pas été signifié aux directeurs qu'ils eussent à les changer ; qu'autrement ils en supporteraient toutes les conséquences, c'est-à-dire qu'on rejetterait inexorablement toute pièce de monnaie qui ne serait pas en parfaite conformité avec la loi.

Un directeur des monnaies qui est un fonctionnaire public n'a pas la même liberté de mouvement qu'un entrepreneur travaillant pour son propre compte. A Paris, le particulier qui a des matières d'or et d'argent débat librement avec le directeur des monnaies les conditions auxquelles il les lui livrera. Le directeur des monnaies peut, si c'est comme chez nous un manufacturier, combiner une opération d'affinage avec une de monnayage, de manière à offrir aux détenteurs d'or et d'argent des conditions meilleures que celles du tarif officiel. Avec la régie de l'État, tout débat pareil, toute combinaison de ce genre est impossible, et alors pour simplifier les transactions et déterminer le monnayage, on est finalement induit à adopter le système de l'Angleterre et des États-Unis, qui met les frais de fabrication entièrement à la charge de l'État.

Mais alors une autre difficulté se présente. L'État

pouvait être ainsi engagé dans une assez forte dépense. Pour l'y soustraire on a eu recours à l'expédient des délais allégués pour la fabrication. C'est ainsi que, de nos jours, la liberté illimitée du monnayage gratuit est, en Angleterre, une fiction pour les particuliers et pour les institutions autres que la Banque d'Angleterre. Seule, celle-ci fait monnayer à discrétion aux frais de l'État (1). Celui qui a de l'or est contraint de le vendre à la Banque, qui, à la vérité, est tenue de l'acheter toujours, mais elle se fait donner une prime d'un penny et demi par once de métal au titre de la monnaie (2). C'est par kilogramme au titre de la monnaie française, 4 fr. 65 c., ou les trois quarts du montant du droit légal en France. Avant 1828, il lui arrivait de prendre le triple (3).

Mais cette prime ne donne pas une idée exacte du sacrifice que font réellement les commerçants en métaux précieux. Quand on présente des lingots à la Banque d'Angleterre, elle exige que l'essai en ait été fait

(1) C'est un fait que depuis la reprise des payements métalliques par la Banque, il n'y a eu d'or monnayé, pour d'autres que cette institution, qu'en deux ou trois circonstances : en 1828, pour le compte de la maison Rothschild, et en 1837 pour la maison Sharp qui voulut faire l'expérience de l'avantage ou de la perte que pouvait donner l'achat du métal pour le monnayage, en tenant compte des intérêts perdus par suite du retard calculé, on peut le croire, qu'on apportait au monnayage. L'essai eut lieu sur une quantité d'or qui ne représentait que 20,000 liv.

(2) Cette prime a presque acquis force de loi depuis l'indication qu'en fit sir Robert Peel, pendant la discussion du bill sur la Banque, en 1844, séance du 20 mai (page 60 de la brochure où sont réunis les discours qu'il prononça à l'occasion de ce bill).

(3) C'est-à-dire qu'elle achetait l'or sur le pied de 3 liv. 17 sch. 6 d. l'once à 22 carats. La maison Rothschild, qui en avait une grande quantité à vendre, ne voulut pas se soumettre à ce prix, et trouva le moyen de faire frapper son or à la Monnaie. Une fois frappé, il fallut bien que la Banque le prît sur le pied de 3 liv. 17 sch. 10 $\frac{1}{2}$ d. Depuis lors, la Banque a adopté le cours de 3 liv. 17 sch. 9 d. (*Enquête de* 1837, déposition de M. Haggard, chef du bureau des matières d'or et d'argent à la Banque, (nos 2485 et 2486).

par l'essayeur royal, et elle ne paye que d'après les résultats consignés sur le certificat de cet officier (1). Or, celui-ci, en pareil cas, ne compte que par parties qui pour chaque livre pesant représentent 7 1/2 grains (487 milligrammes) (2), en négligeant les fractions au détriment du vendeur. On évaluait, lors de l'enquête de 1837, qu'il en provenait moyennement à la Banque un profit de 15 pence par livre du poids du lingot (3), ou de 3 fr. 87 c. par kilogramme au titre de la monnaie française. En ajoutant à la somme ci-dessus de 4 fr. 65, ce serait un total de 8 fr. 52 au lieu des 6 fr. qu'on paye en France ; de sorte que le système qui s'appelle gratuit serait sensiblement le plus cher. Et encore il y a une vingtaine d'années, la taxe qui résulte de la manière dont se compte le métal fin à l'essai, était-elle du double, car la partie dont on négligeait les fractions par rapport à la livre, était de 15 grains au lieu de 7 1/2. Il est vrai que l'évaluation que nous venons d'indiquer de 15 pence de profit par livre pesant de métal, est probablement exagérée, car il résulte d'un relevé produit par un des principaux fonctionnaires de la Banque d'Angleterre, à l'enquête de 1837, que du 1er janvier 1817 au 31 décembre 1836, délai qui embrasse plusieurs des années pendant lesquelles la prime due au mode de pesage suivi par l'essayeur royal, était double d'aujourd'hui, la Banque avait gagné de cette manière une somme de 59,263 liv. ster. sur 12,496,860 onces d'or qu'elle

(1) *Enquête de* 1837, nos 339, 340 — 2239, 2240.

(2) Quand il s'agit d'or qu'on apporte au monnayage, la règle est que l'essayeur royal indique jusqu'à la dernière fraction, et que la monnaie rende le métal exactement. Ainsi, la Banque, qui seule fait monnayer, retrouve bien les fractions que l'essayeur royal avait négligées lorsque les particuliers ont donné leurs lingots à essayer à celui-ci.

(3) *Enquête de* 1837 ; témoignage de M. Beckwith, essayeur de la direction de l'hôtel-des-monnaies, no 790.

avait achetées, et dont elle avait fait près de 49 millions de souverains. C'est un profit de 12 dix-millièmes(1), ou, par kilogramme, au titre de la monnaie française, de 3 fr. 75.

On a fait remarquer que, si d'une part la Banque avait fait ce bénéfice sur les personnes qui lui avaient vendu de l'or, elle avait perdu une somme qui n'en différait pas beaucoup (43,728 liv. ster.) dans le même laps de temps, sur les guinées, les demi-guinées et autres pièces d'or qu'elle avait fait refondre, après les avoir reçues du public pour la valeur nominale, quoique le frai les eût sensiblement réduites. Il s'ensuit bien, en effet, que la Banque n'a guère trop perçu du public en masse; mais les personnes de qui elle avait accepté des monnaies faibles ne sont pas les mêmes qui lui ont vendu des lingots : ces dernières font un sacrifice, pendant que les premières reçoivent une faveur. C'est ce qui n'est pas juste.

Si ce ne sont pas là de bien graves inconvénients, il n'en est pas moins vrai que la liberté des transactions sur les métaux précieux en est amoindrie. La liberté de l'industrie est d'un prix assez grand pour qu'on s'abstienne d'y porter aucune atteinte, à moins d'une nécessité parfaitement constatée.

Mais tout considéré, l'hôtel-des-monnaies de Londres est caractérisé, de nos jours, à un haut degré par les inconvénients qui sont propres aux régies de l'État. Il s'y est introduit des abus nombreux, et tout s'y fait fort chèrement. Pour s'en convaincre on n'a qu'à parcourir l'*Enquête* de 1837 et celle de 1848. On y voit un directeur qui ne dirige rien, des subordonnés qui se sont peu à peu constitué une indépendance que les règle-

(1) *Enquête de* 1837. Déposition de M. Marshall, page 169.

ments ont fini par sanctionner, des ci-devant ouvriers (les monnayeurs) qui se sont organisés en corporation close et, à la faveur du tarif consenti par le gouvernement, se sont fait une véritable opulence. L'hôtel-des-monnaies de l'État a été transformé en un atelier privé où le fondeur en titre (*melter*) fait l'affinage pour son compte. Le gouvernement, entre les mains de qui la fabrication des monnaies est supposée être, est si peu le maître à l'hôtel-des-monnaies que, lorsque arriva à Londres l'argent sycée remis par la Chine comme tribut de guerre, et qu'on voulut le faire affiner pour en retirer une assez forte proportion d'or, il fut impossible de s'entendre avec le fondeur qui exigeait du gouvernement une prime excessive, et ces lingots finirent, en partie au moins, par venir à Paris afin d'y être soumis au *départ* (1). Les deux enquêtes ont clairement établi que la monnaie de Londres est un des établissements monétaires qui travaillent le plus chèrement. Pour une fabrication moyenne de 3 $^1/_2$ millions sterling, dont 3 millions en or, la dépense annuelle à la charge de l'État est de 1,329,000 fr. (52,700 liv. ster.) (2), ou, dans la supposition la plus favorable à l'administration, de 1,110,000 fr. (44,038 liv. ster.). C'est exorbitant. En s'en tenant même à ce dernier chiffre, et en répartissant la dépense sur le monnayage moyen des onze dernières années, on découvre que c'est 1.266 pour cent. Le tarif de la fabrication revient, en Angleterre, à un peu moins d'un demi pour cent sur l'or, et à 2 $^1/_8$ pour cent pour

(1) *Enquête de* 1848. Rapport du sous-secrétaire de la trésorerie, p. 126.

(2) Sur cette somme, il faut dire que 8,662 liv. sterl. représentent les frais de poursuite contre les faux-monnayeurs qui contrefont beaucoup la monnaie d'argent. En France et partout, ces frais ne sont pas à la charge de l'administration spéciale des monnaies. Mais, en retranchant cette somme, il reste encore 44,038 liv. sterl.

l'argent (1), frais que supporte le gouvernement, sans parler de ceux qui restent indirectement à la charge des particuliers, pendant que, en France, tout ce que payent les particuliers, détenteurs de métaux précieux, se réduit à 2 millièmes pour l'or, 3/4 pour cent pour l'argent (2), sans que l'État fournisse rien par delà des frais généraux. Pour achever le tableau des imperfections de l'administration monétaire à Londres, dirai-je que les déchets et les soustractions y montent à 7 dix-millièmes des matières employées (3)?

L'administration monétaire de la Grande-Bretagne appelle donc une réforme complète. La commission administrative qui a fait l'enquête de 1848 a présenté le programme d'une organisation nouvelle. Elle persiste dans le système de la régie de l'État. J'ignore si le Parlement y donnera sa sanction.

D'ailleurs, le changement serait complet. Le maître des monnaies deviendrait ce qu'il doit être, le directeur effectif de l'administration. Les opérations étrangères au monnayage seraient interdites dans l'enceinte de l'hôtel-des-monnaies, et par exemple, on n'y affinerait que les métaux destinés à être frappés. Des mesures seraient prises pour que les particuliers pussent faire réellement monnayer leurs matières d'or, et obtenir des espèces immédiatement ou sous peu de jours ; à cet effet, on indique un arrangement à prendre avec la Banque, afin qu'elle eût toujours prête une quantité de lingots au titre légal, qu'il n'y aurait plus qu'à passer au lami-

(1) *Enquête de* 1848, page 87.

(2) Les frais généraux sont ou étaient, avant le 24 février 1848, de 320,000 fr. en France, pour l'ensemble des établissements monétaires qui sont au nombre de sept. En Angleterre, où il n'y a qu'un seul hôtel-des-monnaies, ils dépassent 400,000 fr.

(3) *Enquête de* 1848, page 97.

noir, de manière à occuper la Monnaie pendant une semaine au besoin; de cette manière, on pourrait toujours presque aussitôt satisfaire aux demandes, car le nombre des pièces qu'on peut frapper en un jour n'est pas de moins de 250,000, ce qui, en souverains, ferait plus de 6 millions de fr. (1).

Aux États-Unis, la loi recommande au gouvernement une précaution du même genre.

Le système des directeurs-entrepreneurs concilie heureusement les droits de la souveraineté publique et la fécondité de l'industrie, il n'est donc point à délaisser. Il est plus conforme à l'esprit de liberté qui distingue la civilisation même.

De nos jours, c'est déjà une assez rude tâche pour les gouvernements que de veiller aux intérêts moraux et politiques des nations, sans qu'ils assument encore une responsabilité comme celle d'une fabrication aussi délicate par sa nature et aussi vaste par ses proportions. Le gouvernement n'est admissible à intervenir dans les opérations de l'industrie qu'autant qu'il doit s'en acquitter mieux que les particuliers. Ici cet argument n'existe pas, et, pour que la fabrication des monnaies soit correcte, une simple surveillance, dans le genre de celle que la loi a instituée en France, est bien suffisante (2).

(1) Voir dans l'*enquête de* 1848, la pièce marquée C, page 85 et suivantes.

(2) S'il était nécessaire, je pourrais trouver une démonstration de la supériorité de l'industrie privée sur l'industrie exercée au nom de l'État, dans le fait suivant : les changements efficaces qui ont été apportés aux mécanismes et aux appareils de l'hôtel-des-monnaies de Paris, et qui d'ailleurs permettent de frapper une somme annuelle supérieure à ce qui a jamais été fabriqué en France, n'ont pas coûté plus de 400,000 fr. L'estimation soumise à la Chambre des députés, en 1842, s'élevait à 1,877,898 fr. (*Rapport de la commission de la Chambre des députés*, du 3 mai 1842, page 28).

Je n'entrerai ici dans aucune discussion au sujet du nombre le plus convenable pour les hôtels-des-monnaies d'un Etat ; c'est un détail d'administration. L'Angleterre n'en a qu'un, qui est à Londres. Chez nous, il en reste sept ; en 1837, on en comptait encore treize. Il est bien clair qu'à moins d'un territoire extrêmement étendu, un empire où la monnaie est d'or peut se contenter d'un seul hôtel-des-monnaies. Même avec l'argent, si les communications sont très-perfectionnées, le nombre des hôtels peut, dans un Etat de la grandeur de la France, être réduit à un seul placé dans la capitale. La surveillance alors est plus facile au gouvernement. En parcourant le rapport final de MM. Dumas et de Colmont, on voit que les monnaies des hôtels autres que celui de Paris, laissaient en général plus à désirer, en 1838, pour l'exactitude du poids et du titre.

SECTION IV.

De combien de métaux peut se composer le système monétaire d'un État.

CHAPITRE PREMIER.

Raison qui rend presque impossible de réunir, en grande quantité, et d'une manière permanente, dans le même pays, les deux métaux à l'état de monnaie.

La monnaie doit-elle être des deux métaux précieux dont les pièces circulent ensemble et que tout créancier soit également obligé de recevoir, ou faut-il la réduire à un seul? A cette question, la réponse est que l'or et l'argent, présentant à un degré très-satisfaisant l'un et l'autre les conditions distinctives d'une bonne matière monétaire, il n'y a pas de puissante raison pour exclure l'un plutôt que l'autre. Cependant est-il possible de les embrasser tous les deux dans un arrangement que la pratique ne vienne pas bientôt détruire?

Voilà une question sur laquelle le plus grand nombre des auteurs se prononcent pour la négative, mais que tous les gouvernements, à l'exception d'un seul, qui, il est vrai, se montre le plus avancé sur la plupart des sujets économiques, je veux parler du gouvernement anglais, ont résolue par l'affirmative. Dans tous les États, en effet, l'Angleterre exceptée, il y a, nominalement au moins, une monnaie d'or et une monnaie d'argent, va-

lables l'une et l'autre pour tous les payements, quelle qu'en soit l'importance.

Sans condamner, dès à présent, d'une manière absolue, la pratique adoptée par la plupart des gouvernements, on doit signaler l'erreur où ils sont tombés, et dont la France a entaché son système moderne des monnaies (1) ; c'est de supposer que l'or vaut régulièrement une certaine quantité d'argent, en France quinze fois et demie son poids. La proportion correspondante à $4\,^1/_2$ gr. (2) d'argent est alors de 29 centigrammes d'or. La loi a donc établi une équation absolue entre $4\,^1/_2$ gr. d'un des métaux précieux et 29 centigrammes de l'autre (3), et c'est ainsi qu'on a donné le nom de pièce de 20 fr. à un disque qui contient 5 grammes 806 milligrammes d'or fin.

Un système ainsi conçu est essentiellement éphémère, car il ne pourra plus se soutenir du moment qu'un kilog. d'or vaudra dans le commerce un peu plus ou un peu moins que 15 $^1/_2$ d'argent. Dans le premier cas, les particuliers ne voudront payer qu'en argent ; les pièces d'or seront exportées comme toute marchandise dont il y a de l'avantage à se défaire, et iront chercher un pays où l'or soit pris pour toute sa valeur. Dans le second cas, c'est l'argent qui s'en ira et l'or qui affluera du dehors, tout comme le blé vient d'Odessa ou de Dantzig quand il vaut 30 fr. l'hectolitre dans nos halles. On serait, dans l'un et l'autre cas, réduit, de fait, à une seule monnaie.

Aussi bien c'est ce qui est arrivé en France. Le kilog. d'or ayant acquis dans le commerce une valeur un peu

(1) L'erreur n'est cependant pas du fait des auteurs du système des poids et mesures. C'est par rapport au métal argent qu'ils avaient fixé l'unité monétaire.

(2) Nous écartons ici, comme de raison, le dixième d'alliage contenu dans la monnaie française.

(3) Plus exactement, 0 gramme 2903.

supérieure à quinze fois et demie le kilog. d'argent, l'or a fui le marché français où il ne se trouvait pas assez apprécié. Nous sommes restés réduits à la monnaie d'argent, et quand nous voulons de l'or nous allons l'acheter chez le changeur en donnant cinq, dix ou vingt francs par mille, c'est-à-dire 22 $^{1}/_{2}$, 45 ou 90 grammes d'argent fin par delà les 4,500 que la loi indiquerait.

Des faits analogues se sont produits chez presque tous les peuples de l'Europe et de l'Amérique, parce qu'ils ont voulu presque tous établir un rapport absolu entre les deux métaux précieux. On a pris deux quantités, l'une d'argent, l'autre d'or, rigoureusement déterminées ; on leur a attribué la même valeur, et on leur a donné le même nom. C'est le dollar ici, le florin ailleurs. Aux États-Unis, par exemple, une méprise du législateur avait fait fixer à 15 le rapport des deux métaux. On frappa dans ce système une certaine quantité de pièces d'or appelées *aigles*, qui furent qualifiées de 10 *dollars*, le dollar étant une pièce d'argent d'un poids et d'un titre convenus. Le même effet qu'on a vu en France se manifesta avec bien plus d'intensité dans l'Amérique du Nord. Jusqu'en 1834, un aigle y fut une rareté. Ce fut alors qu'en continuant d'assimiler l'aigle à dix dollars d'argent on y mit un poids plus conforme au rapport existant entre les deux métaux précieux (1).

Je dois dire cependant, au sujet des États-Unis, qu'ils semblent avoir en ce moment la pensée d'adopter un système monétaire où l'or dominerait, à peu près comme dans celui des Anglais. Depuis cette année (1849) ils frappent des pièces d'or qui font une série graduée depuis un dollar jusqu'à vingt, et qui sont éche-

(1) Ce poids est un peu trop faible cependant, car il suppose que l'or vaut tout près de seize fois l'argent (15.988.)

lonnées ainsi : 1 dollar, 2 1/2 dollars ou quart d'aigle, cinq dollars ou demi-aigle, dix dollars ou aigle, vingt dollars ou double-aigle; c'est à peu près comme si nous avions des espèces en or de cinq, douze et demi, vingt-cinq, cinquante et cent francs. A ce compte on n'aurait plus de pièces d'argent, dans l'Union, que d'un demi-dollar et au-dessous. La petite exagération qu'on a donnée à la valeur de l'or depuis 1834, et l'abondance du monnayage en or depuis deux ans, indiqueraient la même tendance (1).

Il y a longtemps que des hommes de pensée ont reconnu et dit qu'il était impossible de fixer entre les deux métaux précieux un rapport qui pût durer, d'où ils concluaient que des deux il fallait que chaque peuple en adoptât un pour en faire sa monnaie, à l'exclusion de l'autre. C'est en Angleterre que cette opinion s'est fait jour le plus et le plus tôt. Dès le dix-septième siècle, elle fut émise par sir William Petty. Locke la reprit et la développa, quelques années plus tard, non par hasard dans quelqu'une de ses compositions philosophiques, mais bien dans un des écrits spéciaux qu'il publia à l'occasion des difficultés que rencontrait le gouvernement britannique dans son système monétaire.

« La monnaie est la mesure uniforme de la valeur des « choses, avait dit sir William Petty (2). Le rapport de « la valeur de l'or à celle de l'argent se modifie selon que « les entrailles de la terre offrent à l'industrie humaine

(1) En 1847, le monnayage a été considérable dans l'Union, il ne s'est pas élevé à moins de 22,657,662 doll. (environ 120 millions de francs) dont les neuf dixièmes à peu près en or. Pendant l'exercice 1848, le monnayage a été moindre : il est pourtant monté à 5,879,728 doll. (environ 30 millions de fr.), dont à peu près les deux tiers en or. Le monnayage même de 1848 excède de beaucoup la moyenne des années précédentes.

(2) *Political anatomy of Ireland*, chapitre 10. Ouvrage publié en 1691, parmi ses œuvres posthumes.

« plus de l'un ou de l'autre; par conséquent, on n'en « peut prendre qu'un pour faire de la monnaie. » Locke fut plus explicite. « Deux métaux tels que l'or et l'argent, « dit-il, ne peuvent servir au même moment, dans le « même pays, de mesure dans les échanges, parce qu'il « faut que cette mesure soit perpétuellement la même et « reste dans la même proportion de valeur. Prendre « pour mesure de la valeur commerciale des choses, des « matières qui n'ont pas entre elles un rapport fixe et « invariable, c'est comme si l'on choisissait pour mesure « de la longueur un objet qui fût sujet à s'allonger ou à « se rétrécir. Il faut donc qu'il n'y ait dans chaque pays « qu'un seul métal qui soit la monnaie de compte, le « gage des conventions, et la mesure des valeurs (1). »

Depuis Locke, cette opinion fut soutenue en Angleterre par plusieurs hommes considérables; cependant elle n'a absolument dominé dans la législation anglaise qu'en 1816. Locke, frappé de ce que la monnaie d'argent était la plus usuelle sur le continent, à l'exception du petit royaume de Portugal, donnait à ce métal la préférence et semblait croire même que l'or ne pourrait jamais devenir la monnaie universelle. Il en était de même de M. Harris, un des administrateurs qui ont jeté le plus de lumières sur la question des monnaies, de l'autre côté du détroit. Par contre, le public anglais, d'instinct, avait plus de penchant pour l'or qui est plus portatif. Entre l'autorité d'hommes éminents et le goût du public, le gouvernement restait en suspens, sans prendre aucun parti. A partir de la fin du dix-septième siècle, l'Angleterre est le théâtre d'une lutte continuelle entre les deux métaux. La législation offre une suite de compromis entre la pré-

(1) *Further considerations concerning raising the value of money*; ouvrage publié à la fin du dix-septième siècle. Voyez volume II, pages 75 et 76 de la réimpression de 1759.

férence du public pour l'or, et le désir du gouvernement de ne point abandonner l'argent. Enfin, après plus de cent années de tiraillements, l'avantage est resté, dans la loi comme dans la pratique, à l'or qui avait la prédilection nationale.

La refonte générale, qui se fit à grands frais au commencement du règne de Guillaume III, eut pour objet de doter le pays d'une monnaie d'argent dont on frappa une valeur de 6,882,909 liv. st. (environ 175 millions de francs), mais on maintint la pièce d'or. Cependant, à ce moment, le rapport entre l'or et l'argent cessa d'être impérativement fixé par la loi : le parlement s'était contenté d'indiquer un maximum que l'or ne pourrait excéder relativement à l'argent.

On croyait avoir fait tout ce qu'il fallait dans l'intérêt de la monnaie d'argent; il n'en fut rien. L'or demeurait la monnaie la plus usuelle dans le commerce. En 1717, le grand Newton, qui était maître de la Monnaie et qui trouvait, au milieu de ses admirables travaux scientifiques, le temps de remplir tous les devoirs de cette charge, déclarait, dans un rapport, que si l'on n'avisait bientôt, il ne resterait plus qu'une bien faible partie des espèces d'argent qu'on avait fabriquées avec une si grande dépense.

Par une fantaisie difficile à expliquer, le public prenait alors la guinée, pièce d'or, pour 21 1/2 schellings d'argent, quoique intrinsèquement, d'après la valeur comparée des lingots des deux métaux, elle n'eût dû passer que pour 20 1/2 schellings ou 20 2/3. Newton proposa, comme le seul moyen qu'on eût de sauver la monnaie d'argent, de fixer impérativement la valeur de la guinée à une somme en argent qui fût au-dessous de celle qui était admise abusivement. Suivant lui, pour qu'il y eût parité, le cours légal de la guinée rela-

tivement à l'argent aurait dû être mis à 10 ou 12 deniers (1 fr. 06., ou 1 fr. 26) au-dessous de $21\,^{1}/_{2}$ schellings. Par une inconséquence surprenante de la part d'un esprit aussi ferme et aussi puissant, il ne crut pourtant pas devoir conseiller une diminution de plus de 6 deniers sur le cours usuel. Conformément au rapport de Newton, une proclamation royale ordonna que le pair de la guinée serait de 21 schellings. Ce rapport était rendu absolument obligatoire pour tout le monde. La mesure manqua complétement son effet. Elle avait pour objet de restituer la faveur à la monnaie d'argent, elle assura la prééminence à l'or, car elle laissait à celui-ci un cours supérieur à ce qui aurait dû être d'après le prix comparé des lingots. Jusque-là les guinées étaient désignées par les ordonnances (1), comme des pièces de 20 schellings; c'était par tolérance que le gouvernement les avait laissées circuler pour $21\,^{1}/_{2}$ et les avait prises lui-même à ce taux dans l'acquittement des impôts. Les pièces d'or n'étaient pas positivement investies par la loi du privilége qui fait l'essence de la monnaie, celui de ne pouvoir être refusées en payement, ce qu'on nomme en Angleterre être *legal tender*, quoique l'usage, tout-puissant de l'autre côté du détroit, fût de les recevoir sans contradiction. La proclamation nouvelle en fit un *legal tender*, sur le pied de 21 schellings : à ce taux, personne ne pouvait les refuser quoiqu'elles ne valussent réellement que 20 schellings et demi ou 20 schellings deux tiers. Aussi, à partir de ce moment, l'or a-t-il été, de fait, la monnaie de l'Angleterre. Les pièces d'argent n'y furent même pas renouvelées pendant le cours entier du dix-huitième siècle, car, d'après lord Liverpool, de 1717 à 1800, on n'en a

(1) Je veux parler ici des actes appelés *Mint indentures*.

frappé que pour 648,748 livres sterling, tandis qu'il sortait de l'hôtel des monnaies une masse presque incalculable en or. En 1774, une loi statua que désormais la monnaie d'argent ne serait plus admise en payement que jusqu'à concurrence d'une somme de 25 livres sterling (environ 630 fr.); au delà de cette somme, le créancier n'était tenu de prendre la monnaie d'argent qu'au poids sur le pied de 5 schellings et 2 pence par once. C'était admettre entre les deux métaux le rapport de 15,21 à 1. Enfin, en 1816, passa la loi qui ne reconnaît d'autre monnaie que celle d'or. De ce moment, l'argent a cessé d'être pour les débiteurs la matière d'une offre légale, un *legal tender* (1), à l'égard de tout payement où il s'agit d'une somme de plus de 2 livres sterl., parce que la plus forte pièce d'or est de 2 livres (2).

L'histoire de la Grande-Bretagne est plus instructive que celle de la France sous le rapport du conflit entre les deux métaux, parce que les phénomènes monétaires s'y présentent plus nettement. Chez nous ils sont plus

(1) La pièce d'un schelling et les autres pièces d'argent ne sont plus regardées que comme du billon, en Angleterre, depuis 1816, le schelling d'argent, tout assimilé qu'il reste au vingtième de la livre sterling d'or, dans les menues transactions, est aujourd'hui sur le pied de 66 à la livre au lieu de 62 qu'on y taillait autrefois, alors que par rapport à l'or, l'argent valait plus qu'aujourd'hui. C'est un seigneuriage que prélève l'Etat sur les pièces d'argent.

Si l'on considérait 20 schellings d'argent comme l'équivalent d'un souverain en or, par suite de ce seigneuriage le rapport entre l'or et l'argent serait de 1 : 14. 288. En réalité, le rapport est 1 : 15. 575 d'après la valeur comparée des deux métaux, en supposant que le cours des lingots soit comme il l'est communément, de 3 liv. 17 sch. 10½ d. pour l'once pesant d'or et de 5 sch. pour l'once d'argent, au titre des monnaies respectives. Le seigneuriage prélevé ainsi sur l'argent, en y comprenant le brassage, s'élève à 10 p. cent.

(2) Voyez l'ouvrage de lord Liverpool, *A Treatise on the coins, etc.*, de la page 61 à la page 93.

confus, parce qu'ils se compliquent de l'altération presque continuelle des monnaies.

CHAPITRE II.

Si dans un État la monnaie devait être composée d'un seul des deux métaux précieux, pourrait-on justifier la préférence exclusive qu'on donnerait à l'un ou à l'autre.

S'il fallait absolument choisir entre les deux métaux lequel mériterait la préférence? L'or est plus portatif, c'est un avantage digne d'attention pour les transactions courantes de la vie; il se compte bien plus rapidement, c'est commode pour les payements du commerce. L'or mêlé d'une dose convenable d'alliage résiste mieux au frottement : le frai sur la monnaie d'or est quatre fois moindre que sur la monnaie d'argent. On a dit, il est vrai, que 1 gramme d'or perdu valait 15 ou 16 grammes d'argent; mais qu'importe, du moment que la monnaie d'un État, lorsqu'elle serait en or, absorberait 15 ou 16 fois moins de métal qu'en argent. Sur deux points intéressants la supériorité est donc du côté de l'or. Mais l'essentiel est de comparer les deux métaux sous le rapport de la fixité de la valeur.

Sur ce sujet, que faut-il croire? Un savant économiste anglais, qui a traité avec beaucoup de distinction la question de la monnaie, M. Senior est d'opinion que les fluctuations passagères qu'occasionnent les incidents divers de la politique ou les dérangements du commerce, affectent l'or plus que l'argent: Dans ces cas-là, en effet, l'or beaucoup plus mobile répond plus instantanément à l'appel qui en est fait dans un autre État ou sur un

autre marché. Ainsi une guerre qui fait rechercher l'or, une crise en Angleterre qui déterminera l'or à s'y rendre du continent, semblent devoir aussitôt causer un enchérissement de ce métal, dans les pays où on le prendra ; de même une révolution qui effrayera les riches, et qui déterminera beaucoup de personnes à se procurer les moyens de fuir, ou à cacher sous le moindre volume possible des sommes plus ou moins fortes. Mais aussi, grâce à cette mobilité même, le niveau doit se rétablir plus facilement. Pour ce qui est des variations dans la production annuelle, le même auteur est d'avis qu'elles atteignent l'or moins que l'argent. Que si de ces idées spéculatives on passe à l'examen des cotes publiques des lingots, il semble d'abord que la question soit aisée à résoudre, puisqu'elle se réduit à relever des chiffres authentiques; mais on est aussitôt arrêté par une difficulté : chez nous la monnaie courante est en argent, le cours de l'argent est réglé par le tarif des hôtels-des-monnaies. La loi ayant défini le franc un poids de 5 grammes d'argent à 900 millièmes de fin, et les hôtels-des-monnaies étant tenus de frapper, à la volonté des particuliers, des espèces, moyennant la retenue de 1 fr. 50 c., l'argent en lingots, ramené par supposition à 900 millièmes, ne peut pas être au-dessous de 198 fr. 50 c., ni atteindre 200 fr. Le cours de l'or s'exprime en argent et peut varier ostensiblement dans une plus forte proportion. En Angleterre, où il n'y a de monnaie légale que l'or et où le monnayage se fait indéfiniment et gratis, sur la réquisition des particuliers, ou tout au moins de la Banque, le cours de l'or reste déterminé d'une manière à peu près invariable et seul le cours de l'argent, qui là s'exprime en or, est susceptible de modifications bien sensibles. Mais si la cote apparente de l'or monte à Paris, comment savoir si c'est parce que

l'or a haussé relativement à l'argent ou parce que l'argent a baissé relativement à l'or? Pareillement, si l'argent semble être en hausse à Londres, il est possible que l'argent soit réellement enchéri; mais il se peut aussi que ce soit l'effet d'une baisse de l'or. Il faut donc dans chaque cas soumettre les résultats apparents à une critique attentive et se rendre compte des événements et des circonstances, afin de remonter des effets aux causes, et ce n'est pas toujours facile. Si l'or ayant monté, je vois qu'une guerre a déterminé une demande extraordinaire de pièces de ce métal, je puis répondre que la majeure partie au moins de la hausse apparente est bien réellement du fait de l'or. De même, en cas de baisse de l'or, si j'apprends qu'il est arrivé à Londres une masse de lingots de la Sibérie. Ou si, après que les côtes du Mexique auront été tenues bloquées pendant quelque temps, j'aperçois que l'or a baissé à Paris, je dois penser, non que ce métal a réellement diminué de valeur, mais que c'est l'argent qui a monté. C'est seulement lorsque les faits sont bien caractérisés qu'on parvient à discerner la réalité derrière l'apparence; lorsqu'il s'agit de variations très-faibles, et en temps ordinaire, il est à peu près impossible de décider de quel côté a été le changement.

Les faits peuvent même être plus complexes que nous ne venons de le dire, car il est possible que les phénomènes observés résultent des variations des deux métaux à la fois, soit qu'ils aient eu tous les deux le même mouvement, soit que leurs oscillations aient été opposées. Dans le premier cas les écarts se contrarient; dans le second ils s'ajoutent, et du semblant à la réalité il y a loin dans l'un et dans l'autre.

Les témoignages qu'on peut recueillir sur les variations respectives qu'éprouvent les deux métaux précieux

doivent donc être accueillis avec beaucoup de réserve. Ils auraient besoin d'être interprétés, et avant qu'on n'en tire aucune conséquence, il conviendrait de les soumettre à une enquête minutieuse ; sinon rien de plus incertain que tout ce qu'on écrira au sujet du degré de fixité qui est propre à chacun des deux.

Lord Liverpool mentionne des résultats apparents qu'il présente comme si c'était la réalité même, et d'où il conclut que l'argent varie beaucoup plus que l'or. En vingt-deux ans, de 1774 à 1797, l'argent en piastres aurait varié sur le marché anglais de 12 0/0 et pendant une seule année, en 1797, la variation aurait été de plus de 9. L'or, dans le même temps, variait de moins d'un demi-centième, d'après le taux des achats faits pour le compte de l'hôtel-des-monnaies. Un autre relevé fourni à lord Liverpool par un manufacturier de Birmingham, accuserait pour l'argent en lingots plus de variation encore : dans un intervalle de dix ans les oscillations seraient allées jusqu'à 19 0/0, et pour les lingots d'or elles auraient été bornées pendant 41 ans à 5 $^1/_2$ 0/0. Ici le prix est estimé en billets de banque ; mais ce type-là ne saurait être pris pour une tierce valeur bien immuable. Il s'agirait de savoir en quel métal les billets de banque étaient remboursés pendant ce temps-là : c'était sans doute de l'or, à l'exclusion de l'argent : ce serait une raison pour que les variations eussent été moins apparentes pour l'or. Il se pourrait aussi que l'intervalle de 41 ans dont parle Liverpool comprenne une partie de la période pendant laquelle la Banque avait cessé de donner des espèces en échange de ses billets, ce qui avait déprécié ceux-ci (1). En résumé, lord Liverpool, contrairement à Locke, se prononce en faveur de l'or. Il en

(1) Voir à ce sujet *A Treatise on the coins, etc.*, pages 164-168.

donne encore cette raison à l'égard de l'Angleterre que, dans un pays riche, où le commerce est considérable et où les transactions communes roulent sur de plus grandes valeurs, c'est le métal le plus approprié.

M. Léon Faucher (1) cite des renseignements plus modernes d'où ressort pour l'argent, sur le marché anglais, une variation apparente de 6 0/0. Dans leur rapport final, MM. Dumas et de Colmont montrent qu'en France, de 1818 à 1838, le plus grand écart (apparent) de l'or a été de 2 $^{8}/_{10}$ 0/0. Jamais pendant cet intervalle l'or n'est monté à 16 fois l'argent, ni descendu à 15 fois et demie. En l'an XI, le rapport a varié de 14.78 à 15.61; c'est un écart de 5 0/0. En 1807, le rapport avait dépassé 16, et il ne fut pas de moins de 15.91 jusqu'en 1812 (2). C'était sans doute l'effet de la guerre.

Je ne repousse pas absolument l'opinion de lord Liverpool quant à la plus grande fixité de l'or, pour de longues périodes. A cela il y a une raison tirée de ce que les procédés d'extraction de l'or, beaucoup plus simples que l'exploitation et le traitement des mines d'argent, ne se prêtent pas à autant de perfectionnements; c'est donc un motif pour que, à l'égard de l'or, la mobilité des frais de production soit moindre, quand on embrasse de longs intervalles de temps, pendant lesquels les arts peuvent faire des progrès. Mais aussi les alluvions aurifères formées des débris d'une chaîne de montagnes peuvent être fort différentes en richesse de celles d'une autre chaîne, de sorte que, lorsqu'une nouvelle région s'ouvre à l'exploitation, il peut, si le gîte est d'une étendue considérable, en sortir un élément tout nouveau pour la détermination de la valeur courante de l'or. C'est

(1) *Recherches sur l'or et sur l'argent*, page 77.
(2) Rapport de décembre 1839, page 78.

ce qui est arrivé après la découverte de l'Amérique; c'est ce que la Russie d'Asie a paru, dès 1838, devoir produire après un délai plus ou moins long; c'est enfin ce que devra occasionner le lavage des sables de la Californie, si les informations qui viennent de cette contrée sont exactes; sans préjudice des effets possibles qu'il est permis, à ceux qui essayent de deviner l'avenir, d'attribuer à l'exploitation des sables de l'Afrique, pour l'époque où la civilisation aura pénétré dans cette immense péninsule.

Tout considéré donc, il faut convenir que les raisons sur lesquelles on avait appuyé la plus grande fixité de la valeur de l'or, et par conséquent la préférence exclusive qu'on réclamait pour ce métal en tant que matière monétaire, n'ont rien de péremptoire. Il s'en faut de beaucoup que la croûte de la planète ait été assez bien explorée encore pour qu'on ait une idée suffisante des richesses qu'elle recèle en or et en argent, et pour qu'on ne soit pas encore, à l'égard de l'un comme de l'autre, sous la menace incessante d'un imprévu qui déjouerait toutes les spéculations de l'esprit.

CHAPITRE III.

Motifs qu'on a de maintenir aux deux métaux les attributions monétaires.

Quand bien même l'or répondrait plus exactement à quelques-unes des idées qu'on peut et doit avoir sur la monnaie, serait-ce assez pour prononcer l'exclusion de l'argent? En faveur de ce dernier métal, il y a lieu d'alléguer des convenances qui compenseraient un degré

moindre de perfection idéale, en supposant que la perfection fût le lot de l'autre, ce qui n'est point. Ce n'est pas simplement un ménagement à avoir pour la routine, quoique ce soit une affaire où la routine mérite d'être prise en grande considération. L'argent continuera de servir de monnaie dans la plupart des États, à moins de phénomènes inouïs jusqu'à ce jour. Je n'affirmerais même pas que ce soient les États pauvres qui doivent garder l'argent, pendant que les riches s'adonneraient à l'or ; car, des deux États européens dont l'or forme ou a formé la monnaie principale, si l'un est le plus riche de tous, l'Angleterre, l'autre est un des plus misérables, le Portugal.

L'argent possède, à un degré très-suffisant, toutes les qualités qui sont requises pour servir de monnaie. C'est essentiellement une substance monétaire. Du moment qu'il en est ainsi, ne pourrait-on pas soutenir que la loi aurait tort de lui refuser la qualité de monnaie ? Les lois doivent se conformer à la nature des choses. Montesquieu ouvre l'*Esprit des Lois* par ces paroles : « Les lois, dans la « signification la plus étendue, sont les rapports néces- « saires qui dérivent de la nature des choses. »

A l'appui de l'opinion que ce serait un mal de ne pas employer simultanément, pour l'office de monnaie, les deux métaux que la nature a qualifiés pour cette destination, il est possible de trouver des preuves jusque dans la pratique de l'Angleterre elle-même, où le principe est cependant que l'or seul est de la monnaie. Quand on a réglé comment pourrait être composé l'encaisse métallique de la Banque, on a senti qu'on porterait préjudice et à la Banque et au pays si l'on en bannissait l'argent. Ainsi la loi de 1844 statue que la base métallique de la Banque peut être formée d'argent dans la proportion en valeur de 1 contre 4 d'or. La Banque est tenue de rembour-

ser ses billets contre de l'or ; mais elle donne des billets contre de l'argent en prenant celui-ci au cours du jour. Voici les paroles de sir Robert Peel pour justifier cette infraction, car c'en est une, au système monétaire de son pays :

« La faculté d'exporter de l'argent au lieu d'or, lorsque nous avons lieu d'expédier des métaux à l'étranger, est le véritable moyen de corriger l'inconvénient d'un système monétaire différent de celui des autres peuples, et si la Banque n'était autorisée à émettre des billets contre de l'argent, cet inconvénient pourrait nous affecter d'une rude façon. La vente de cet argent en temps opportun dispensera de frapper des pièces d'or inutilement et en tiendra lieu. L'argent fourni par l'Amérique, et depuis quelque temps par la Chine, arrive à des époques assez régulières ; si la Banque n'a pas l'autorisation de l'acquérir, il sera acheté par des commerçants qui l'enverront aussitôt sur le continent où est le principal débouché de ce métal. Aucun capitaliste ne consentira à le garder, parce que le profit à attendre d'une variation de prix compenserait bien difficilement la perte d'intérêt. Quand le cours du change est déprimé et que l'argent est en hausse, une pareille exportation d'argent est avantageuse : elle solde nos comptes avec les autres pays. Mais supposons des circonstances inverses, un change haut et l'argent en baisse, cet argent sera vendu à plus bas prix que si la Banque avait eu la faculté de l'acheter; et en retour il nous viendra de l'or dont l'arrivage sera en pure perte pour le pays, de même que le transport de l'argent au dehors. Jusqu'ici la Banque a eu l'habitude d'acheter les lingots d'argent sur le pied de 4 sch. 11 $^{1}/_{8}$ deniers l'once (au titre légal), et les piastres à raison de 4 sch. 9 $^{1}/_{2}$ l'une, ce qui, au prix de la monnaie française, répond à 77 sch. 9 d. l'once d'or (au titre légal). Quand

le change baissait, et qu'il y avait des remises à faire sur le continent, la Banque vendait ses lingots d'argent; cette vente tenait lieu d'une exportation d'or, laissait un petit profit à la Banque, et dispensait de l'obligation où l'on aurait été, à un moment antérieur, de changer de l'argent contre de l'or.

« Une exportation d'argent qui n'est pas appelée par le cours du change fait momentanément hausser celui-ci; cette hausse temporaire, tant qu'elle dure, porte préjudice à tous les commerçants qui peuvent avoir à tirer sur le continent afin de payer nos importations.

« Un approvisionnement d'argent à la Banque est utile à notre commerce, particulièrement pour l'Inde et la Chine. Les commerçants ont souvent besoin de ce métal pour faire des remises, et seraient forcés d'en envoyer chercher sur le continent, où il leur reviendrait plus cher que si la Banque en avait à leur fournir (1). »

Cet exposé de sir Robert Peel peut se résumer en ces termes, que toute nation qui a un grand commerce extérieur doit toujours avoir sous la main une réserve où les deux métaux figurent; quand on se réduit à un seul, on se crée un désavantage. Puisque les hôtels-des-monnaies sont des centres d'attraction fort naturels pour les métaux précieux, ne s'ensuit-il pas qu'il est avantageux de rendre ces établissements accessibles à l'un comme à l'autre.

Dans les pays où il y a de grandes institutions comme la Banque d'Angleterre ou la Banque de France, l'existence d'une monnaie double aurait l'utilité d'augmenter les garanties contre la suspension des payements en espèces de ces grands établissements régulateurs, sinon dispensateurs du crédit. Lorsqu'on peut s'acquitter avec deux

(1) Séance de la chambre des Communes, du 20 mai 1844.

matières, on est plus assuré d'en trouver ce qu'on en veut que si l'on ne pouvait payer qu'avec une.

Une monnaie à deux métaux soulève une objection sérieuse. Ce n'est plus une monnaie homogène. Mirabeau critiquait l'emploi simultané de deux métaux, en disant : « La monnaie est une mesure, et une mesure doit avoir les mêmes rapports dans toutes ses parties. Or il est impossible de trouver (constamment) dans le cuivre et dans l'or, les mêmes rapports que dans l'argent. » Cependant, quand Mirabeau en vient à tracer un système monétaire, est-ce qu'il supprime la monnaie d'or? Non, l'expérience lui avait appris qu'il existe un ordre de transactions plus élevé que celles auxquelles suffit l'argent. Il décore la monnaie d'argent d'une qualification particulière : il l'appelle *constitutionnelle*; mais à-côté il place la monnaie d'or, de même que pour les menus échanges, la monnaie de cuivre (1). Il y a là, en effet, un besoin qu'il faut satisfaire. La raison pure n'approuve pas qu'on identifie la valeur d'une quantité déterminée d'argent et celle d'une autre quantité d'or; mais la pesanteur spécifique des métaux précieux fait qu'il est désirable d'en porter le moins possible. Si la différence des frais de production est telle qu'il suffise de six grammes de l'un pour équivaloir à peu près à cent de l'autre, la tentation sera trop forte pour qu'on y résiste; et on emploiera le premier, le plus précieux des deux; c'est l'argument en faveur de la monnaie d'or. Mais aussi bien, si ce métal précieux qu'on a préféré est, ce qu'est l'or, tellement cher qu'il soit physiquement impossible d'en frapper des pièces

(1) Je fais ici abstraction, pour ce qui concerne la monnaie de cuivre, de cette circonstance que, vu le poids excessif qu'elle aurait si l'on ne la frappait d'un seigneuriage, on l'atteint fortement de cette façon, c'est-à-dire qu'on émet des pièces dont la valeur réelle excède de beaucoup la valeur nominale.

formant des sommes modiques, du genre de celles qu'on doit souvent tirer de sa bourse, il faudra pour cet ordre de transactions se servir d'un second métal qui ait moins de valeur. Ainsi, à côté de la monnaie d'or, il faut la monnaie d'argent. Voilà pourquoi la raison pure semble devoir se résigner à demeurer vaincue.

Il n'en est rien cependant, on peut avec quelque espoir de succès essayer de réconcilier la raison avec la nécessité.

Une première solution serait de restreindre l'emploi du métal supplémentaire à un certain nombre d'usages définis. C'est ainsi qu'en Angleterre les espèces d'argent ne sont obligatoirement recevables que jusqu'à concurrence d'une faible somme (50 fr.). Un autre expédient en usage en Angleterre consiste en ce que la Banque délivre de ses billets contre les lingots d'argent au cours du jour, jusqu'à la limite du cinquième de son encaisse métallique. Dans cette limite, l'argent est assimilé à l'or, en ce sens que, non plus en écus ou en schellings, mais en lingots, il devient un instrument d'échange, tout démonétisé qu'il est selon la lettre de la loi; il le devient en se troquant impérieusement contre des billets, qui sont valables dans tout payement (1). Seulement la proportion entre les deux métaux n'est point immuablement fixée par la loi. Elle suit, au contraire, les variations du marché.

Le plan que proposait Mirabeau, n'est pas sans quelque analogie avec l'usage imposé à la Banque d'Angleterre en faveur des lingots d'argent. Mirabeau demandait « qu'on eût des pièces d'or d'un titre et d'un poids déterminés, mais sans aucun rapport avec la monnaie d'ar-

(1) Sauf le cas où la Banque aurait suspendu ses remboursements en espèces d'or.

gent, et leur valeur devait dépendre du prix de l'or dans le commerce (1). » L'or devait donc circuler dans le public comme un lingot dont la matière varie de prix, tout comme l'argent circule entre le public et la Banque d'Angleterre. Dans la pensée de Mirabeau, la circulation de l'or devait de cette manière être facile ; il se méprenait : du moment que la valeur attachée à un morceau de métal n'est pas réglée dans le dernier détail, la circulation publique en est très-laborieuse dans les transactions communes. On ne pourrait se servir d'un pareil objet hors des affaires qui ont une notable grandeur, qui sont de véritables actes de commerçant ; ainsi en Angleterre, les lingots d'argent, qui, par l'achat qu'en fait la Banque, redeviennent une espèce de monnaie, ne donnent lieu entre la Banque et le public qu'à des opérations importantes.

Le législateur français, quand il fit la loi du 28 thermidor an III, entreprit de suivre pour l'or les errements indiqués par Mirabeau. Il prescrivit la fabrication de pièces d'or du poids de 10 grammes, au titre de 9/10, sans détermination de la valeur légale par rapport à l'argent, qui est le type. Cette loi resta sans application. Personne ne se soucia de faire frapper de ces espèces de lingots. Les choses restèrent dans cet état jusqu'en l'an XI, où la loi du 7 germinal fixa le rapport de 1 à 15 ½ entre les deux métaux. Immédiatement des pièces d'or furent frappées. La cause qui décida, en l'an XI, le monnayage de l'or, en est l'obstacle aujourd'hui ; qu'est-ce donc à dire ?

Que le système de l'an III et celui de l'an XI, pris isolément l'un et l'autre, sont insuffisants. Avec le premier, les particuliers n'auraient su, dans les transactions de la

(1) Discours déjà cité, page 107.

vie courante, sur quel pied recevoir les pièces d'or : voilà pourquoi personne ne se risqua à en fabriquer. Avec le second, la difficulté a été levée pour un moment : le disque, contenant 5 gram. 806 d'or fin a été appelé pièce de 20 fr. ; mais le rapport sur lequel cette dénomination de 20 fr. était basée n'était qu'éphémère, tandis qu'on l'avait supposé immuable. Dès que les circonstances ont eu changé, les pièces dites de 20 fr. ont cessé, en dépit de l'empreinte, d'être tout juste de 20 fr. L'or est sorti de la circulation.

La conclusion de ce qui précède est, ce me semble, qu'il convient d'établir légalement un rapport entre la pièce type en or et la pièce type en argent, mais de rendre le rapport légalement mobile, conformément à la révision périodique qui en serait faite dans des formes sacramentelles.

Il y aurait ainsi deux unités monétaires distinctes : pour l'argent, le franc ; pour l'or, une pièce de 5 ou 10 grammes, à laquelle on donnerait un autre nom, comme en Angleterre le *souverain*, en Amérique l'*aigle*, en Russie l'*impériale*. A des intervalles rapprochés, tous les cinq ans, tous les ans au besoin, une loi règlerait le rapport entre les deux unités, d'après la cote non-seulement du marché de Paris, mais de Londres, d'Amsterdam, de Hambourg, de New-York. Rien ne devrait empêcher les particuliers qui auraient une préférence pour l'un ou pour l'autre métal, de stipuler dans les contrats que les payements se feraient selon leur convenance.

Il y a tout lieu de croire que, par cet expédient, on satisferait, en France, au vœu du public, qui réclame une monnaie moins encombrante que celle d'argent, et cependant les principes de la matière ne seraient pas violés.

Les choses se passeraient à peu près comme si, tous les ans, on procédait à une refonte qui fût générale. On aurait bien un inconvénient qu'éviteraient des refontes aussi fréquemment répétées, si l'on pouvait y songer, celui d'espèces d'or qui ne seraient pas dans un rapport simple avec les espèces d'argent. Mais c'est un effet de la nature même des choses ; il faut l'accepter. Après tout, nous avons cet inconvénient en France aujourd'hui; et nous l'avons sous une forme plus incommode et plus préjudiciable.

Par la différence, très-forte jusqu'à ce jour, des quantités de travail ou de jouissances que payent les deux métaux précieux sous le même poids, en d'autres termes par leur inégalité de valeur spécifique, chacun d'eux à sa sphère assignée. Il faut faire en sorte qu'ils l'occupent l'un et l'autre. C'est un dérangement pour les hommes que l'un des deux n'y soit pas.

Si, pendant les crises de 1825 et de 1847, les personnes qui, dans la Grande-Bretagne, disposaient d'une certaine masse d'argent, ont pu, par le moyen d'une exportation sur le continent, où elles l'ont échangé contre de l'or, en tirer tout l'avantage (je l'accorde pour abréger; je pourrais le révoquer en doute), il n'en eût point été de même dans le cas où les peuples du continent auraient eu un système monétaire calqué sur celui des Anglais. Or, lorsqu'on juge excellent son propre système, il faut raisonner dans la supposition que les autres se l'approprieront, et si, dans ce cas, il devait avoir des inconvénients graves, c'est que l'excellence en serait grandement contestable.

On pourrait dire que les billets de banque donnent le moyen de se passer de la monnaie d'or. Mais il faut faire attention à la nécessité où l'on est de fixer à la moindre coupure des billets de banque une valeur passablement

élevée. Chez nous, par exemple, le billet de banque de cent francs remédie peu à l'incommodité du poids de l'argent qu'on est obligé de porter dans la vie commune; car il faut changer le billet pour effectuer un payement, et, le reste ne fût-il que de la moitié, on a un faix d'argent. Le billet de cent francs est cependant une limite au-dessous de laquelle il serait très-dangereux de descendre.

Au sujet de la combinaison recommandée ici pour la monnaie double, consultons l'expérience, et nous trouverons des exemples très-significatifs qui la feront valoir. On aurait alors un système monétaire qui serait celui auquel s'arrêta l'Espagne, où la piastre et le quadruple, monnaies l'une d'argent, l'autre d'or, toutes les deux du même poids et du même titre (1), en rapport simple avec l'unité pondérale, circulaient côte à côte, sans se gêner. La monnaie espagnole a été pendant longtemps la première monnaie du monde, reconnue pour telle par le philosophe et par le commerçant tout à la fois.

En Espagne, il y a des exemples d'édits promulgués dans le but de changer le rapport de valeur entre le quadruple et la piastre, les deux pièces restant intrinsèquement les mêmes. Mon savant ami, M. Isidore Lœwenstern, m'a indiqué la pragmatique du 17 juillet 1779 qui modifie dans ce sens celle du 16 mai 1737, laquelle elle-même avait remanié un plus ancien état de choses, fondé sur ce que réellement la valeur de l'or, relativement à l'argent, était primitivement moindre.

Le gouvernement russe, qui est venu après les autres, de manière à profiter de leur expérience, a adopté le

(1) Je prends ici les choses avant l'altération de titre mentionnée plus haut, page 33, et dont, au surplus, personne ne fut dupe : après l'altération comme avant, le système de la monnaie double fonctionna bien en Espagne.

système du double monnayage sans aucun rapport obligé entre les deux métaux.

L'édit de 1810, qui a fixé le système monétaire de la Russie, consacre le monnayage de l'or aussi bien que de l'argent. Les pièces d'or sont l'*impériale*, qui fut évaluée primitivement à 10 roubles d'argent, et la *demi-impériale*, la seule pièce qui soit usitée aujourd'hui (1), qu'on estima à 5; mais il fut entendu que la proportion de valeur entre la monnaie d'or et la monnaie d'argent n'était pas invariablement déterminée. Le rouble d'argent est exclusivement la monnaie dans laquelle se règlent les transactions stipulées en espèces métalliques, à moins de convention contraire, et l'édit du $\frac{1}{13}$ juillet 1839, qui a définitivement restauré le système monétaire, a maintenu ces principes. Par rapport à l'argent, la monnaie d'or a un cours mobile aux yeux de la loi elle-même.

La Russie moderne cependant a fait moins bien que l'Espagne des siècles précédents. Non-seulement la piastre et le quadruple d'alors, comme les pièces qui portent les mêmes noms aujourd'hui, sont en rapport simple avec l'unité de poids, mais encore rien n'y est inscrit qui implique un rapport quelconque de valeur entre l'un et l'autre métal. Le rouble, pièce d'argent, et l'impériale, pièce d'or de l'empire de Russie, ont un rapport complexe avec l'unité de poids, et la pièce d'or porte en toutes lettres *cinq roubles*. Il est vrai que l'inscription n'est qu'un vain mot aux yeux du gouvernement lui-même. En vertu de l'édit du $\frac{1}{13}$ juillet 1839, la monnaie d'or circule avec une prime, de 3 p. 0/0 aujourd'hui, par delà la valeur nominale, et la pièce dite de cinq roubles est prise, régulièrement par les receveurs

(1) On ne frappe plus d'impériales entières.

des deniers publics, sur le pied de 5 roubles et 15 copecs, et donnée de même, sauf à n'être plus agréée et comptée bientôt que pour une valeur un peu moindre ou un peu plus forte, suivant que le cours relatif des lingots des deux métaux aura varié dans un sens ou dans l'autre. Il eût été plus correct et plus simple de ne pas qualifier les pièces d'or d'un autre nom que celui d'impériale ou demi-impériale, et de ne pas leur donner une empreinte qui est devenue mensongère.

On se rappelle que les pièces d'or de l'ancien régime, le louis d'or et le double louis, ne portaient point qu'ils fussent de 24 et de 48 livres. La loi leur attribuait cette valeur par rapport à l'argent, mais la loi aurait pu changer sans que l'empreinte des monnaies d'or fût en contradiction avec le nouveau cours qu'elles auraient eu.

Il ne faut d'excès en rien. On a cru à tort, en Russie, qu'on pouvait étendre l'attribution monétaire à plus que les deux métaux qui en sont investis depuis l'origine des temps historiques, du consentement de tous les peuples. Trouvant de la convenance à monnayer le platine, parce que les terrains métallifères de l'empire en contiennent, le gouvernement russe se mit à fabriquer, en 1828, des pièces de 3 roubles, puis de 6 roubles en 1829, et de 12 roubles en 1830, toutes en métal fin, sur le pied de 3 gram. 45 par rouble. Le monnayage du platine a absorbé , pendant la période des huit premières années, 7,003 kilogrammes de ce métal. On a continué cette fabrication jusqu'en 1845, où l'on s'est aperçu qu'on s'était trompé. Elle a cessé par l'ukase du 22 juin (4 juillet), qui a démonétisé le platine. Depuis cette époque, les alluvions platinifères ont à peu près cessé d'être exploitées. L'extraction total du platine, jusques

et y compris 1835 (1), avait été de 14,737 kilogrammes; à partir de l'origine jusqu'à la fin de juin 1845, elle a été de 33,000 kilogrammes. En supposant que le rapport du monnayage à l'extraction soit resté le même après 1835, la masse d'espèces monnayées en platine aurait été de 15,000 kilogrammes à peu près.

Nous avons indiqué plus haut (2) les causes pour lesquelles le platine est impropre à faire de la monnaie, et semble devoir l'être toujours, en quelque quantité qu'on l'extraye, à moins qu'on ne découvre un procédé qui permette d'élaborer ce métal à peu de frais.

Dans cette tentative du gouvernement russe, on avait commis la faute de fixer un rapport entre la valeur d'un gramme de platine et celle d'un gramme d'argent. On avait adopté celui de 5. 20 à 1. C'était mettre le platine au tiers de l'or.

Les autorités qui se sont prononcées pour la monnaie double, de préférence à la monnaie d'un métal unique, sont assez nombreuses. Ce sont en général des hommes d'affaires éminents ou des hommes d'État illustres. Je citerai entre autres lord Ashburton (M. Baring) et M. Gallatin.

M. Gallatin, qui a eu à traiter la question, à une époque où rien ne faisait présager la richesse des gîtes d'or de la Russie boréale et de la Californie (3), se prononce pour la monnaie double, par le motif suivant: « Nous sacrifions, dit-il, la substance à l'ombre, lorsque, pour éviter une fluctuation éventuelle, douteuse, *d'un demi pour cent*, dans l'équivalent universel, nous

(1) A partir de 1824, jusqu'en 1828, elle avait été très-faible, toujours au-dessous de 410 kilog.

(2) Section I, chapitre I.

(3) *Considerations on the currency and banking system of the United States*, publié en 1831, page 63.

provoquons, par l'exclusion qui s'ensuit pour l'or, ce débordement de billets de banque, seule chose qui puisse compromettre le type de la valeur. »

Ici M. Gallatin se place au point de vue de la convenance des États-Unis. Son but est d'introduire dans le pays une forte proportion d'espèces métalliques, afin que le billet de banque, banni des menus actes de la vie, soit réduit à l'attribution commerciale proprement dite, et que par ce moyen il y ait constamment sur le marché des États-Unis une affluence de métaux précieux dont on puisse se servir pour le remboursement des billets de banque en espèces. Il est démontré, en effet, que le péril du système des banques américaines, ce qui fait qu'aux États-Unis la promesse de rembourser les billets en espèces est souvent illusoire, c'est que les billets, à force d'être petits, ont rempli les moindres canaux de la circulation ; il n'y a plus de place pour les métaux précieux, et ceux-ci se détournent du pays. M. Gallatin estimait que le péril serait diminué si, à côté de la petite quantité d'argent qui circulait, on établissait une circulation d'or. L'Amérique du Nord eût été alors un grand marché pour les deux métaux précieux, et les banques au besoin en auraient profité.

On voit par là combien la nécessité ou les convenances propres à chaque État modifient les conclusions qu'une logique absolue tire d'un seul principe, adopté à l'exclusion de tout autre. En pareilles matières, le vrai, le juste, l'opportun, résultent du balancement d'un grand nombre de principes et de circonstances.

Certainement l'événement va démentir ce que M. Gallatin disait, en 1831, de l'étendue des oscillations des métaux précieux. La limite d'un *demi pour cent* qu'il y as-

signait sera bien dépassée, selon toute apparence (1). Mais l'inconvénient d'une plus grande fluctuation serait paré, autant qu'il est possible, si l'on adoptait le système où la loi s'abstiendrait de lier par aucun rapport permanent l'un des métaux à l'autre, et où l'on en ferait deux monnaies distinctes, entre lesquelles cependant des lois périodiques fort rapprochées établiraient un lien provisoire.

En France, la relation établie entre les deux métaux par notre système monétaire ne saurait demeurer plus longtemps inscrite dans nos lois. En vertu de la législation actuelle, aucun receveur des deniers publics, aucun employé des grands établissements du genre des messageries ou des chemins de fer, aucun marchand détaillant, aucun hôtelier, à qui l'on présentera une pièce d'or dite de 20 francs, ne la prendra pour plus de 20 fr. Voilà pourquoi, à l'exception des voyageurs et de quelques personnes riches des grandes villes, personne ne porte de monnaie d'or. Il en serait autrement si les pièces d'or étaient mises par la loi à leur valeur vraie.

Le législateur a eu tort de ne pas y pourvoir. Il avait un précédent tout trouvé dans la législation russe. Mais, le trésor public n'ayant rien à perdre à la hausse qu'avait éprouvée l'or et ne pouvant qu'y gagner, le gouvernement s'occupait d'autres affaires. Il est à croire que le motif de son inaction ne subsistera pas indéfiniment. Si la Californie et la Russie boréale tiennent seulement une partie de ce qu'elles semblent promettre, il faudra bien que les pouvoirs publics interviennent. A moins d'une loi nouvelle, les particuliers tireront à eux le bénéfice de la législation actuelle en payant, autant qu'ils le pourront, leurs impôts en monnaie d'or. Il

(1) Voir plus loin la section qui est consacrée à examiner la question de savoir si une baisse de la valeur des métaux précieux est probable.

nous viendrait de la monnaie d'or frappée à l'étranger avec notre coin, et avec le titre et le poids de nos pièces; dès lors comment la reconnaître et la refuser?

Quand on songe qu'il suffit que l'or baisse de 3 ou 4 pour cent pour que cet effet s'accomplisse, on reste convaincu qu'une réorganisation de notre système monétaire, qui soit conforme aux principes, n'est pas une mesure qui puisse s'ajourner.

SECTION V.

L'exploitation des mines d'Amérique considérée principalement sous le rapport des variations qu'elle a fait éprouver à la valeur de l'or et de l'argent.

CHAPITRE PREMIER.

Raisons générales pour lesquelles l'or et l'argent ne donnent pas une mesure bien invariable de la valeur.

Par un côté, par un seul, avons-nous dit, l'or et l'argent ne remplissent le rôle de monnaie que d'une manière imparfaite : ils ne satisfont pas absolument à la condition d'une valeur fixe.

La valeur des choses, on l'a vu plus haut (1), a deux mesures différentes, qui cependant, communément, conduisent en finale au même résultat. L'une, plus générale, mais offrant à l'esprit moins de précision, est le rapport entre l'offre et la demande ; l'autre, indiquée par Ricardo, est plus saisissable, mais ne s'applique pas uniformément à tous les cas possibles ; c'est le montant des frais de production, dans lesquels il faut comprendre : premièrement, par rapport à chaque acheteur ou consommateur, les frais de conduite sur le marché; c'est

(1) Section II, chapitre I.

en effet là seulement que l'article dont il s'agit est complétement *produit;* secondement, un bénéfice qui soit raisonnable, c'est-à-dire en rapport avec le taux usuel des profits dans le pays.

Aujourd'hui, et depuis longtemps, les choses se passent d'une telle façon, par rapport aux deux métaux précieux, qu'ils rentrent dans la catégorie des marchandises pour lesquelles la valeur se règle par le montant des frais de production. Le nombre des mines en exploitation est très-grand, la production en est très-vaste. Elles se font, pour le placement de leurs produits, une active concurrence. Il y a eu des époques où la formule qui fonde la valeur sur les frais de production n'était pas applicable à l'or et à l'argent : c'était le cas, il y a plusieurs siècles, lorsque l'exploitation des mines était devenue insignifiante. Il peut encore se présenter, et il se présente en effet des circonstances locales où cette même formule est hors de cause ; mais elles sont plus ou moins éphémères.

La formule qui fait dépendre la valeur du rapport entre l'offre et la demande est toujours de mise. Or, la masse offerte sur le marché est extrêmement grande, puisqu'elle se compose principalement de la monnaie *en circulation*, qui à ce titre est tout entière à l'état d'offre ; la masse demandée est énorme aussi, car cette même monnaie en circulation est à l'état de demande et d'offre en même temps. On peut donc tenir pour certain que, dans les circonstances ordinaires, chez les peuples civilisés, la valeur de l'or et de l'argent est peu sujette à varier pendant le délai qui répond aux transactions habituelles, et même que, d'une année à la suivante et à celles qui viennent immédiatement après, les changements sont très-bornés. On arriverait à la même conclusion en partant de la formule qui assi-

gne pour base à la valeur le montant des frais de production; car, pour l'ensemble des mines les plus importantes, le bloc de ces frais varie peu habituellement, pendant un laps de temps de quelques années.

On n'en est pas moins fondé à soutenir que les métaux précieux ne sont pas d'une valeur fixe, que des accidents politiques et commerciaux peuvent leur faire éprouver des variations très-sensibles; que la découverte de mines nouvelles ou de réservoirs nouveaux (1) d'or et d'argent, ou de procédés nouveaux pour l'extraction, ont pu ou peuvent y apporter des changements, non plus passagers, mais permanents. L'exemple le plus saillant qu'on en puisse citer se tire de ce qui suivit la découverte du Nouveau-Monde.

CHAPITRE II.

Première période. — De la découverte à l'an 1640.

LE POTOSI.

A la fin du quinzième siècle, l'Europe civilisée ne possédait plus qu'une petite quantité d'or et d'argent. De ce qui en avait existé sous les Romains, une partie, enfouie, avait été perdue; une autre avait disparu en parcelles insaisissables par l'amincissement successif des monnaies et des objets en métaux précieux. Une certaine quantité était allée s'engloutir dans l'Orient, pour solder des marchandises tirées de l'Inde, de la Chine et des îles à épices.

(1) J'entends par là des trésors qui auraient été patiemment amassés par une suite de souverains, et que des successeurs prodigues, ou des étrangers conquérants, ou des factieux, jetteraient brusquement dans la circulation. Nous en citerons plus loin des exemples.

Ce que rendait l'exploitation des mines européennes était fort restreint (1). Ce fut dans ces circonstances que Christophe Colomb et après lui Cortès et les Pizarre ouvrirent à l'Europe un monde nouveau, riche en mines d'argent et d'or.

Les trésors tant vantés des incas et de Montezuma, dont s'emparèrent les *conquistadores*, joints à tout ce qu'on avait ramassé dans les Antilles, ne purent modifier notablement l'état des choses; car, on en a la certitude aujourd'hui, ce n'était qu'un médiocre butin, inférieur ou à peine égal à celui que les princes européens avaient fait quelquefois les uns sur les autres vers le même temps. Trois de nos rois, saint Louis, Jean II et François Ier, tombés au pouvoir de l'ennemi, ont eu à payer des rançons pour le moins aussi riches que les dépouilles de l'empereur mexicain ou de l'inca Atahualpa. La rançon de François Ier diffère peu de celle qu'arracha la cupidité de Pizarre, et qui fut la plus grosse prise faite dans le Nouveau-Monde. Celle du roi Jean avait été de plus du double (2).

(1) M. Jacob estime que l'extraction moyenne des mines de l'Europe, depuis l'an 800 jusqu'à la fin du quinzième siècle, n'a pas excédé 2 millions de notre monnaie; l'extraction n'aurait pas été, à beaucoup près, uniforme pendant cette longue période; elle eût été plus forte à la fin qu'au commencement.

(2) Et en effet, le pillage de Mexico donna à peine 1,125 kilog. d'or, qui feraient 3,875,000 fr. L'or réuni pour racheter l'inca Atahualpa, dont on a dit qu'il y avait de quoi remplir le temple du Soleil à Caxamarca, ne monterait, d'après l'estimation de Garcilaso, qui est la plus haute de toutes, qu'à 20 millions de nos francs (j'entends toujours poids pour poids); ce serait moins du tiers d'un mètre cube en or; mais un septième de cette somme était en argent. Le pillage de Cuzco donna 5,911 kilog. (25,700 marcs) d'or, ou environ 20 millions de nos francs. Je trouve dans M. Leber (*Fortune privée au moyen âge*, pages 121 et suivantes) que la rançon payée par saint Louis aux Sarrasins, qui l'avaient fait prisonnier (la captivité de saint Louis est de 1250) fut de 800,000 besans, représentant une masse d'or qui ferait 5 millions et demi de notre monnaie. C'était

Mais l'industrie européenne, alors en pleine renaissance, devait trouver une copieuse récolte de métaux précieux là où, dans leur état élémentaire de civilisation, les Péruviens et les Mexicains n'avaient pu que glaner.

C'est surtout par les mines d'argent que, jusqu'à nos jours du moins, devait se signaler le Nouveau-Monde. Il est indubitable que l'exploitation de l'argent sur le continent américain est antérieure à la conquête. Parmi les présents qu'envoya Montezuma à Cortès pour obtenir de lui qu'il ne marchât pas sur sa capitale, figuraient plusieurs grands objets travaillés, en argent comme en or, que les chroniqueurs de l'expédition énumèrent et décrivent, notamment Bernal Diaz. (1) Cependant ce fut principalement de l'or qu'on rapporta d'abord du Nouveau-Monde, et même, tant qu'on était resté dans les îles sans aborder le continent, ce n'avait été absolument que de l'or, dont la moyenne annuelle ne ferait pas 1,500,000 fr. C'est que l'exploitation des mines d'or proprement dites est infiniment plus simple que celle des mines d'argent, et beaucoup plus à la portée des peuples encore dans l'enfance. Elle se réduit, le plus souvent, en Amérique comme partout, à laver des sables répandus à la surface du sol ou à peine recouverts, dans

beaucoup, et pourtant en cette circonstance les Sarrasins se montrèrent plus accommodants que le Prince Noir et Édouard III, quand ils tinrent le roi Jean, après la bataille de Poitiers (1356). La rançon qu'exigèrent ceux-ci ferait, poids pour poids, d'après M. Leber, 41 millions de notre monnaie. Celle qu'eut définitivement à payer François 1er, après la bataille de Pavie, qui est presque contemporaine de la prise de Mexico et quelque peu antérieure à la conquête du Pérou, fut, poids pour poids, de 17 millions de nos francs.

(1) Il est à croire que l'argent provenait des mines de Tasco. Je renvoie, pour le détail de ces présents, à la *Conquête du Mexique*, de M. Prescott, livre II, chapitres VI et VIII (tome I, pages 320 et 364 de l'édition de Boston) ; M. Amédée Pichot a donné une excellente traduction de cet important ouvrage.

lesquels l'or existe en grains ou en paillettes (1). L'argent, au contraire, est en filons (2) qui pénètrent dans le sein de la terre et où le métal est combiné avec des substances qu'on n'en sépare pas facilement (3); et puis, la matière argentifère est inextricablement mêlée à d'autres minéraux qui contiennent divers métaux, dont la présence peut compliquer le travail métallurgique. Il y a lieu de croire que le peu d'argent qu'avait Montezuma avait été extrait d'endroits où il était *natif*, c'est-à-dire à l'état métallique à peu près pur (4).

Après que les Espagnols eurent formé leurs établissements dans le Mexique et le Pérou, la scène changea : une impulsion énergique fut donnée au travail des mines d'argent, jusqu'alors très-faiblement exploitées, faute de connaissances mécaniques et métallurgiques. Les mineurs espagnols, dont la réputation datait des temps antiques, vinrent en foule (5) mettre à profit les gîtes mexicains de

(1) Voir la section VI, chapitre I.

(2) Les mines d'argent du Nouveau-Monde sont des filons, dans le sens exact que la science attache à ce mot, c'est-à-dire des masses à peu près indéfinies dans la longueur et la profondeur, et d'une épaisseur passablement régulière, qui coupent transversalement des roches d'une nature toute différente, en plongeant dans l'intérieur de la terre suivant une inclinaison plus ou moins forte.

(3) Le soufre, l'antimoine, l'arsenic et dans quelques pays le chlore. Dans ce dernier cas, le minerai contient aussi de l'argent natif. On a trouvé des blocs de ce mélange, au Chili notamment.

(4) Assez fréquemment dans les affleurements des filons, les minerais décomposés par l'action de l'atmosphère, et ayant cet aspect qui les fait désigner au Mexique par le nom de *colorados*, au Pérou par celui de *pacos*, offrent du métal dégagé de ses combinaisons et par conséquent à l'état natif.

(5) Ils y furent, pour ainsi dire, forcés par une ordonnance de Charles-Quint, qui interdit d'exploiter désormais les mines de la Péninsule. Dans la publication de M. Berghaus (*Allgemeine Lænder and Volkerkunde*, tome III, page 530), cette ordonnance est rapportée à l'an 1535; c'était quatorze ans après la prise de Mexico et presque immédiatement après la conquête du Pérou.

Tasco, de Sultepec, de Pachuca, de Tlapujahua, dont quelques-uns étaient connus sous Montezuma. De même, au Pérou, des mines de Porco, d'Oruro et de quelques autres, dont on avait gratté les affleurements sous les incas.

Les mines d'argent de l'Amérique sont remarquables par l'abondance avec laquelle le minerai se présente, et non par la forte proportion de métal qu'il renferme : au Mexique et au Pérou, il ne tient en commune que deux à trois millièmes d'argent (1). Quelquefois c'est moins encore : ainsi, les *pallacos*, rebuts des anciennes exploitations, sur lesquelles vivent présentement la plupart des extracteurs du Potosi, n'ont même pas un millième, quelquefois n'en ont qu'un demi; et ce qu'on tire de la montagne même n'en rend guère qu'un. Mais si en Amérique chaque quintal de minerai ne contient ordinairement qu'une petite dose d'argent, il est facile de se procurer une immense quantité de minerai, parce qu'il forme des filons épais de plusieurs mètres. Ce sont vraimant des filons géants. Les filons des mines mexicaines, j'en parle de préférence parce que, plus que les autres, ils ont été visités par des européens dignes de foi, ont des dimensions que nos mineurs du moyen âge n'auraient pas soupçonnées. Celui de la *Biscaïna*, qu'on exploite à Real del Monte, a plusieurs mètres de puissance. Le filon

(1) Je parle ici en général. Quelquefois les affleurements des filons se sont trouvés beaucoup plus riches. Dans la profondeur, il n'est pas rare de trouver des nids ou des parties de filons où la teneur moyenne en argent est considérable; c'est ce que les mineurs mexicains nomment des *bonanzas* et les Péruviens des *boyas*. Ainsi, dans le district de Guanaxuato, on a vu *l'argent rouge*, combinaison de soufre et d'antimoine avec l'argent, composer la masse entière de filons de plus d'un mètre d'épaisseur. Près de Sombrerete, la famille Fagoaga a tiré en cinq mois, d'un espace de 30 mètres environ, un profit net de plus de 20 millions. Pendant plus de 40 ans, la mine de Valenciana a rendu brut 14 millions et net de 2 à 3, quelquefois le double. Il y a d'autres exemples du même genre.

nommé la *Veta-Madre*, à Guanaxuato, a rarement moins de 8 mètres, et va quelquefois à 50. Un lit de minerai d'argent de 50 mètres d'épaisseur ! qu'en eussent pensé les héros qui allaient au fond de la Colchide chercher un peu de poudre d'or? On a exploité la *Veta-Madre* sur plus de 12 kilomètres de long, quoique les trésors qui y ont été puisés soient sortis presque uniquement d'un espace de 1,500 à 1,600 mètres, comprenant les concessions fameuses de Valenciana et de Rayas. La *Veta-Grande* de Zacatecas a généralement de 5 à 10 mètres, déduction faite de deux lits de roches stériles qui y sont intercalés. A San Acasio, ce même filon a le double. Plus au nord, dans la concession de Guadalupe y Calvo, le filon sur lequel sont dirigés les travaux se présente avec une puissance moyenne de 7 à 8 mètres, souvent du double.

Au Pérou les filons offrent les mêmes caractères. Les filons des célèbres mines de Pasco, par exemple, en ce moment comme par le passé fort mal exploités, seraient, d'après le témoignage d'un savant naturaliste allemand, M. Tschudi, plus puissants encore que le filon de Guanaxuato lui même, là où il l'est le plus (1). Au Chili, les filons d'argent que, depuis un petit nombre d'années, on attaque avec une vigueur toujours croissante, dans le département de Copiapo, sont loin d'atteindre ces dimensions colossales. D'après les travaux d'un savant infatigable,

(1) « On compte à Pasco deux très-remarquables filons d'argent : l'un, la *Veta de Colquirirca*, dirigé presque droit du nord au sud, est reconnu sur une longueur de 2,900 mètres, avec une largeur de 123 ; l'autre la *Veta de Pariarirca*, qui court de l'E.-S.-E. à l'O.-N.-O., et qui coupe le premier, à ce qu'on suppose, précisément sous le marché de la ville, a été exploré sur une longueur de près de 2,000 mètres et une largeur de 114. De ces deux filons énormes se détachent un très-grand nombre de moindres veines, dans toutes les directions, ce qui convertit la masse du terrain en une espèce de réseau argentifère. »

(*Voyage au Pérou*, du docteur Tschudi, chapitre XII.)

M. Domeyko, ils ont même rarement l'épaisseur d'un mètre. Mais si, sous ce rapport, ils sont bien inférieurs aux filons renommés du Mexique et du Pérou, ils l'emportent par la teneur en argent (1).

Enfin, le nombre même des filons semble pour ainsi dire infini. Prenez une carte du Mexique, par exemple, pointez-y toutes les localités où une mine d'argent a été exploitée, ainsi que celles où des indices ont été signalés; elles occuperont, avec d'assez faibles solutions de continuité, une ligne droite, oblique à 45 degrés par rapport à l'équateur, du 16e au 30e degré de latitude. C'est un développement de plus de 2,000 kilomètres. Au nord, ce sont les mines des environs de Guaimas, de Batopilas, de Morelos, de Guadelupe y Calvo; au centre, Guanaxuato; au midi, ici Tlapujahua, Angangueo, Sultepec, là Pachuca, Real del Monte et Chico (2). Souvent le même filon est reconnu sur de longues distances, j'ai cité tout à l'heure la *Veta-Madre* de Guanaxuato. Sur cette ligne à peu près droite de 2,000 kilomètres, les filons offrent des similitudes frappantes. Ils sont dirigés à peu près parallèlement les uns aux autres, et sont composés presque des mêmes substances. Il semble qu'un de ces déchirements qu'a subis la croûte de la planète à diverses époques, des milliers de siècles avant l'apparition de l'homme, se soit ainsi, à quelque moment, opéré au Mexique suivant cette ligne. Disons plus, un phénomène semblable ce sera reproduit successivement ou simultanément sur la longueur presque entière de la chaîne des

(1) Voir les nombreux et bons mémoires de M. Domeyko dans les *Annales des Mines*, tome XX, de la 3me série, et tomes IX et XIV de la 4me, etc., particulièrement celui qui traite de la *constitution géologique du Chili*, tome IX, page 365.

(2) M. Duport a annexé à son ouvrage la carte que je suppose ici.

Andes, qui est la plus longue de l'univers (1). Et puis une abondante injection de matières argentifères venues de l'intérieur aura pénétré l'enveloppe pétrifiée du globe, et en aura comblé les fissures.

Dans la plupart des mines du Nouveau-Monde, l'argent renferme une petite quantité d'or, que presque de tout temps, une fois les lingots d'argent obtenus, on en a séparée par l'affinage ou *départ*, lorsqu'elle excédait un certain point, mais qui aujourd'hui peut se retirer avec bénéfice lorsqu'elle fait plus que quelques atomes (2).

La proportion d'or contenue dans l'argent, toujours faible cependant, varie beaucoup d'une mine à l'autre, et exerce une grande influence sur les profits du mineur. C'est que 1 kilogramme d'or représente à peu près 16 kilogrammes d'argent. L'argent du Potosi ne contient pas assez d'or pour qu'on l'y recherche. Au Mexique, les mines de Tasco, de Catorce, et la majeure partie des filons de Zacatecas en sont presque entièrement dénués. Les filons de Guanaxuato et de Guadalupe y Calvo contiennent une proportion d'or très-favorable. Les lingots aurifères sont ceux sur lesquels la contrebande s'exerce de préférence; ainsi les documents officiels et les registres des ateliers de départ ne peuvent faire connaître la teneur habituelle en or des mines les plus privilégiées. M. Duport, qui était très-bien placé pour le savoir, dit qu'en 1841 la proportion moyenne pour les districts les plus voisins de Mexico, qui sont médiocrement riches, était de 6 millièmes du poids de l'argent soumis à l'affinage; mais on sait, par les comptes de quelques compagnies, que l'argent aurifère,

(1) Elle s'étend sur 14,000 kilomètres environ.

(2) Au commencement du siècle, le gouvernement espagnol ne tenait compte aux mineurs mexicains de l'or contenu dans les lingots d'argent que lorsqu'il y en avait 6 millièmes et 1/4.

obtenu en plaçant du mercure dans les *arrastras*, en contient jusqu'à 4 et 6 pour 100 de son poids. D'après M. de Humboldt, au commencement du siècle, les mines de Guanaxuato rendaient, par le travail qui se faisait à Mexico, 340 à 370 kilog. d'or. En 1839 et 1840, à la mine de Rayas, l'un des établissements de Guanaxuato, l'argent considéré manufacturièrement comme aurifère représentait en poids 13 pour 100 de la masse totale des lingots, et, en valeur, l'or formait 1/11 du produit de la mine (1). Aux mines, récemment découvertes, de Guadalupe y Calvo, en 1841 et 1842, la proportion de l'or était environ trois fois plus forte (2).

Les mines d'argent du Chili ne sont pas aurifères à un degré qui ait donné dans le pays l'idée de séparer l'or des lingots d'argent. M. Domeyko, à qui j'emprunte ce renseignement, dit même que « l'argent provenant « du traitement des minerais chlorurés, chlorobromurés « ou iodurés (qui sont les plus fréquents au Chili), « comme aussi celui qui provient d'amalgames natifs, « n'est pas du tout aurifère (3). »

Au Mexique et au Pérou, on a exploité et on exploite encore des mines d'or, et le produit de celles-ci formait certainement, il y a cinquante ans, et forme peut-être aujourd'hui encore la majeure partie de l'extraction de ces pays en or. Jusqu'à la découverte des gisements de la Californie, les principales mines d'or, proprement dites du Nouveau-Monde, celles qui ont fourni la plus forte part de l'or américain, ont été celles du Brésil d'abord; celles de la Nouvelle-Grenade étaient au se-

(1) Duport. *Essai sur la production des métaux précieux au Mexique*, p. 235.

(2) *Ibid.*, p. 309 et 322.

(3) *Analyses de divers minéraux du Chili; Annales des Mines* 4e série, t. VI, p. 180.

cond rang; ensuite celles du Chili; celles du Pérou ne venaient qu'après; le Mexique était le dernier. Mais les mines d'or du Brésil et celles de la Nouvelle-Grenade restèrent sans être grandement exploitées plus d'un siècle après la découverte. Les mines du Brésil n'ont même donné lieu à une exploitation étendue qu'au commencement du dix-huitième siècle. Celles du Chili ont été exploitées les dernières.

Après ces observations générales sur la nature et les caractères des mines de métaux précieux dans le Nouveau-Monde, reprenons-en la production dans l'ordre chronologique.

Pendant le second quart du seizième siècle, ce que l'Amérique envoyait annuellement de métaux précieux à l'Europe n'atteignait pas la matière contenue dans 16 millions de nos francs. Tout à coup, en 1545, le hasard fit trouver à un pauvre Indien, conducteur de lamas, qui avait travaillé aux mines de Porco, les mines célèbres que recèlent les flancs d'un pic isolé au milieu des affreux déserts du haut Pérou, le *Hatun Potocchi*, dont, par euphonie, on a fait le Potosi.

Les affleurements des nombreux filons qui traversent cette montagne (1) étaient d'une richesse prodigieuse. La population y accourut, les établissements métallurgiques et les monuments d'une vaste cité s'élevèrent comme par enchantement dans cette solitude inhospitalière.

Une invention fort ingénieuse vint, peu après, seconder merveilleusement les efforts des aventuriers qui se précipitaient sur les gîtes d'argent du Mexique et du Pérou. En 1557, Medina, mineur de Pachuca, imagina le procédé de l'amalgamation à froid, qui est singulièrement en rapport avec les données minéralogiques et

(1) Il y en a 2.

économiques de la plupart des gisements d'argent du Nouveau-Monde (1).

Les détails du traitement des minerais d'argent par ce procédé sont peu connus en Europe; ils ont du rapport avec notre sujet et avec quelques-unes des questions que nous aurons à discuter dans le cours de ce volume (2); e crois donc devoir les signaler ici rapidement.

Le minerai est d'abord pilé au bocard (3), puis réduit en farine dans les *arrastras*, bassins circulaires construits en pierre, ou le minerai sortant du brocard est placé à l'état de bouillie très-liquide, sur laquelle se promènent

(1) C'est un procédé moyennant lequel l'argent est obtenu sans recourir au lavage, à peu près sans combustible, en employant des doses très-modérées d'un petit nombre d'ingrédients tous empruntés, sauf un seul, à la classe des matières communes. Par une sorte de divination, cet homme imagina une méthode de traitement dont la science rend à peine compte aujourd'hui, après que de grands chimistes se sont consacrés à l'étudier. Habituellement l'esprit humain n'arrive aux formules simples qu'en traversant beaucoup de complications; ce pauvre mineur fut plus heureux: du premier coup, il trouva une recette tellement simple, que depuis trois siècles on n'y a presque rien changé. Une fois le minerai trituré et mis en farine, l'opération s'accomplit sans autre appareil qu'un tout petit lavoir et une cloche de bronze, sans autre façon qu'un foulage sous les pieds des hommes ou des mulets, sans autre combustible que celui qui est requis pour calciner une petite dose de pyrite cuivreuse, et pour volatiliser le mercure d'un amalgame représentant environ un centième du poids du minerai, où s'est amassé tout l'argent préalablement ramené, par la vertu du procédé, à l'état métallique; sans autres substances que 2 ou 3 p. 100 de sel ordinaire, 1 à 3 p. 100 de *magistral* (pyrite calcinée), et 3 à 4 millièmes de mercure. Je ne compte de ce dernier métal que ce qui s'en perd; car il y en a bien quatre fois autant de mis en jeu.

Ce système ingénieux s'applique sans effort à des masses indéfinies. Pour laboratoire, il n'exige rien qu'une aire dallée, où le minerai est étalé et où des mulets viennent piétiner en bandes.

(2) Notamment avec celle de savoir s'il y a lieu de prévoir la baisse de la valeur de l'argent.

(3) Le bocard est un appareil formé de plusieurs pilons de bois placés verticalement les uns à côté des autres, et terminés à leur extrémité inférieure par une masse de fer. Un arbre horizontal en bois, muni de longues

en tournant deux ou quatre blocs de pierre dure appelés *voladoras* (1). Ainsi porphyrisé, le minerai est séparé par dépôt de l'excès d'eau et ramené à l'état de pâte ; puis il est étendu en gâteaux plats (*tortas*), de 12 à 15 mètres de diamètre et d'une épaisseur de 20 à 25 centimètres, sur l'aire dallée de la cour (*patio*) servant d'atelier. Une *torta* contient, selon les localités, de 50,000 à 75,000 kilog. On y mêle du sel et l'on donne un *repaso*, c'est-à-dire qu'on y fait tourner au galop pendant plusieurs heures des mulets ou des chevaux, au nombre de huit à quinze, selon les dimensions de la *torta ;* on y met le *magistral* et du mercure, et on donne un nouveau *repaso*. Pendant un intervalle qui, selon la nature du minerai et la saison, varie de quinze à trente jours, et va même à deux mois et à trois quelquefois, on laisse la masse travailler sur elle-même, non sans y aider par des *repasos*. Par des lavages en petit sur une sébile, on constate le moment où tout le mercure est converti en amalgame solide, ou pour mieux dire non coulant, car c'est alors une matière molle. A ce moment, on verse une nouvelle quantité de mercure, qui, après un nouveau délai d'une douzaine de jours, se transforme de même en amalgame sec. On reconnaît que tout l'argent qui peut s'amalgamer a été absorbé par le mercure, lorsque, en ajoutant une dernière proportion de celui-ci, au lieu de se coaguler, il reste fluide. Dès lors l'opération est terminée,

saillies ou *cames*, qui est mû quelquefois par une roue hydraulique, le plus souvent par un manége à mules, soulève successivement ces pilons, les fait battre sur le fond d'une auge où l'on place le minerai à pulvériser, après qu'il a été concassé à la main en fragments de la grosseur d'une noix.

(1) Au centre de l'auge circulaire s'élève un arbre vertical en bois, ayant deux traverses en croix. Les *voladoras* s'attachent à ces traverses. L'une des traverses dépasse les bords de l'auge assez pour qu'on puisse y atteler de front deux mules qui font tourner l'arbre et les *voladoras*.

on lave la pâte de la *torta* dans une cuve en bois ou en pierre (*lavadero*), où on l'agite avec des rateaux tournants que met en mouvement un attelage de mules. Des lavages supplémentaires achèvent de séparer l'amalgame des matières terreuses, et il suffit de chauffer celui-ci sous une cloche de bronze pour que l'argent reste seul.

C'est bien longtemps après que ce procédé empirique avait réussi que la science chimique en a découvert le secret. Combiné avec le soufre, et à plus forte raison avec l'antimoine et le soufre ensemble, l'argent était inattaquable au mercure; le sel et le *magistral* servent à le dégager de ces combinaisons et à le faire passer à l'état de chlorure; celui-ci, en présence du mercure, dont la *torta* a été semée, lui cède son chlore, de sorte que l'argent, devenu libre, peut se combiner avec la partie du mercure qui ne s'est pas chlorurée (1).

Dans cette opération, l'on perd toujours une certaine quantité de mercure, non pas de celui qui est passé à l'état d'amalgame, car l'amalgame restitue, par la distillation, son mercure en entier; mais l'action chimique du magistral et du sel fait passer directement une portion du mercure à l'état de chlorure et d'autres combinaisons

(1) Voici par quelle série de transformations l'argent est livré au mercure : au contact du sel (chlorure de sodium), le sulfate de cuivre, qui est l'élément actif du *magistral*, se change en bichlorure de cuivre. L'action du bichlorure de cuivre sur l'argent sulfuré donne naissance à un chlorure d'argent. L'eau chargée de sel dont la *torta* est imprégnée a la faculté de dissoudre ce nouveau composé, qui serait absolument insoluble dans l'eau pure, et qui, une fois dissous, est décomposé par le mercure. Les *repasos* ou foulages sous les pieds des mulets sont indispensables, non pas seulement par cette cause générale que le mouvement et l'agitation facilitent toute action chimique, mais par un motif particulier : le bichlorure de cuivre n'a point une action énergique sur l'argent sulfuré, c'est seulement à la surface qu'il le transforme en chlorure d'argent saisissable et décomposable par le mercure. Il faut donc absolument renouveler les surfaces, et c'est à quoi sert le piétinement des hommes ou des bêtes.

peut-être, qui restent dans les boues et qu'on ne saurait en retirer. De là une perte accidentelle, variable, inutile au succès de l'opération, inévitable pourtant. Une autre perte, mais celle-là nécessaire, déterminée, fixe, et qui se pourrait calculer, provient de ce que l'argent, une fois chloruré, cède son chlore au mercure, et le mercure chloruré, étant soluble dans l'eau, ne peut plus se ressaisir; en moyenne, cette absorption du mercure est à peu près égale en poids à l'argent qui s'était chloruré. Il est possible aussi, et un savant chimiste, M. Boussingault, l'a indiqué, qu'il se produise du sulfure de mercure qui demeure dans le *caput mortuum*. Enfin une petite partie de mercure s'en va mécaniquement dans le lavage. La proportion de mercure qui disparaît est, en tout, de trois à quatre millièmes du poids du minerai ou d'environ une fois et demie le poids de l'argent obtenu ; de toutes les dépenses de l'opération, c'est la plus apparente.

Pour bien apprécier ce procédé, il faut savoir que le pays est le plus souvent déboisé, en supposant qu'il ait jamais eu beaucoup de végétation arborescente, et sauf deux ou trois exceptions, dont la principale est aux mines péruviennes de Pasco, l'on n'a pas de combustible minéral pour suppléer le bois. Il faut donc renoncer à traiter par la fusion les montagnes de minerai que donnent ces filons nombreux et puissants, sauf les parties beaucoup plus riches que la moyenne. Par la découverte de Medina, on eut un moyen de retirer l'argent sans feu, en faisant agir du mercure et des ingrédients chimiques du genre le plus commun, le sel, le *magistral*, la chaux (1), sur le minerai réduit en poudre. Ce fut cette invention, trait de génie, qui permit de développer l'exploitation. Autrement, on n'aurait su

(1) On a supprimé, depuis, la chaux.

comment utiliser les veines argentifères dont la chaîne des Andes est traversée en tous sens (1). Medina fut pour l'industrie métallurgique ce que Triptolème avait été pour la culture du sol dans les temps primitifs. Il n'en a pas été récompensé par la moindre reconnaissance.

Trente ans ne s'étaient pas écoulés que déjà le Potosi donnait, d'après l'estimation la plus modeste, près de 200,000 kilog. d'argent, environ 45 millions de francs, indépendamment de tout ce qui s'en allait en lingots sans payer les droits au roi. Le total excédait 50 millions et peut-être 60.

Les mines du Potosi sont celles d'où l'on a tiré les plus vastes trésors : en embrassant tout l'intervalle compris entre la découverte et l'époque actuelle, on trouve qu'elles ont fourni en argent, sans or, 6 à 7 milliards de notre monnaie. L'effet produit sur les marchés européens fut bientôt celui d'une inondation d'argent. Le Pérou devint, dans l'opinion des hommes, le pays de la richesse par excellence, et son nom en reste encore le synonyme dans notre langue. Presque en même temps, on mettait en exploitation au Mexique les mines du district de Zacatecas, de Sombrerete, et puis le fameux filon de Guanaxuato, où les travaux datent de 1558. Le Mexique tendait à se mettre au pair avec le Pérou.

(1) La proportion des minerais qu'on traite par l'amalgamation à froid était cependant moindre à l'origine qu'aujourd'hui. Elle devient de plus en plus forte, soit parce qu'on épuise successivement le peu de ressources qu'offre le pays en combustible, soit parce que les minerais plus riches, qui comportent le traitement par le feu, abondent moins dans les anciennes mines, à mesure qu'on pénètre dans le sein de la terre au-dessous d'un certain niveau. En 1777, les deux cinquièmes environ de l'argent obtenu provenaient de la fonte; au Mexique, aujourd'hui, c'est du cinquième au sixième ; le minerai d'où est tiré cet argent est fondu avec des matières plombeuses, ou est traité par l'amalgamation à chaud.

Ce qui est aussi essentiel à remarquer ici que la grandeur de la masse de métaux précieux livrée par le nouveau monde à l'Europe, en comparaison de ce que celle-ci en possédait avant 1492, ce qui explique même comment une pareille quantité put trouver des acquéreurs, sans que les vendeurs fussent forcés de céder à perte, c'est que l'exploitation de l'or, et plus encore de l'argent, présenta en Amérique des facilités inouïes. Les frais de production étant fort amoindris, il fut possible d'échanger avec profit l'or et l'argent contre des quantités beaucoup moindres des autres marchandises; autrement l'extraction, au lieu de grandir extrêmement, se fût bientôt arrêtée d'elle-même.

A Paris, par exemple, un hectolitre de blé, auparavant, s'obtenait en échange de 14 à 16 grammes d'argent; il fallut désormais donner successivement en argent le double, le triple et plus encore. Toutes les denrées éprouvèrent de même une hausse analogue dans leurs prix, puisque le prix d'un objet est la quantité d'or ou d'argent qui s'échange contre cet objet. Il paraît que le changement se révéla presque subitement après la première moitié du seizième siècle, parce que ce fut à ce moment que tout d'un coup la production de l'argent, qui était, en Europe, la monnaie la plus courante, devint surprenante d'abondance et de facilité dans le nouveau monde; les affleurements des filons du Potosi étaient d'une richesse remarquable.

Par l'effet de cette baisse de l'argent et de l'or, toute personne dont le revenu consistait en une redevance fixe d'argent ou d'or fut appauvrie. Les débiteurs, en supposant qu'ils eussent un très-long délai pour se libérer ou qu'ils ne dussent qu'une rente, s'acquittèrent avec une quantité de métal qui représentait une quantité de travail ou de jouissances beaucoup moindre que ce qu'on

avait pu prévoir à l'origine des engagements. Les fermiers, dans les pays où ils avaient des baux à très-long terme et où ils payaient en argent, firent des profits extraordinaires; ce fut ainsi que dans la Grande-Bretagne, se forma la richesse d'une fraction du tiers-état. Il faut rechercher dans les récits contemporains le désappointement des uns, la satisfaction des autres, la stupéfaction de tous, car on ne distinguait pas la cause du changement dont on était, selon la position qu'on occupait, la victime ou le bénéficiaire.

M. Jacob (1) a cité, comme un des curieux documents de cette époque, au sujet des métaux précieux, les sermons prêchés par l'évêque Latimer devant le roi d'Angleterre, Édouard VI (2), où il expose, par des exemples tirés de sa propre famille, combien tous les prix étaient transformés, et à quel point les existences de certaines classes en étaient affectées. Il en résulterait que personne alors n'apercevait l'origine de cette espèce de révolution. Le prédicateur se plaint amèrement, par exemple, de ce que le fermage payé par son père était monté de 5 l. 6 s. à 14 l. 2 s. pendant l'intervalle de 1497 à 1548, sans remarquer que les denrées qu'il récoltait et vendait avaient dû augmenter de prix au moins dans la même proportion. Il s'en prend à l'avidité des propriétaires, qui, au contraire, devaient souffrir plus que les fermiers, tant que duraient les anciens baux (3).

Je serais porté à croire cependant que M. Jacob s'est

(1) *Precious Metals*, II, page 77.

(2) Monté sur le trône, en 1547 et mort en 1553. Le plus remarquable des sermons de Latimer est du 17 janvier 1548.

(3) Latimer, dans un de ses sermons, conjure les propriétaires de ne pas hausser le loyer de leurs terres au renouvellement des baux; il n'en connaît qu'un, dit-il, qui se soit abstenu de demander un plus fort fermage, et il exhorte les seigneurs de l'auditoire à ne pas le laisser seul *comme un phénix*.

mépris en attribuant aux arrivages de métaux du nouveau monde, et à eux seuls, les faits qui excitent la plainte de Latimer. Il me semble qu'il serait plus exact de les imputer, pour une bonne part, à la pratique d'altérer les monnaies, à laquelle s'était livré, vers cette époque, Henri VIII, et dans laquelle persévéra un moment son fils, Édouard VI. De là nécessairement un grand changement nominal dans les prix, car ceux-ci devaient monter tout juste autant que baissait la quantité de métal fin contenue dans les pièces de monnaie (1). En 1548, il est bien peu croyable que l'influence des mines de l'Amérique se fût fait sentir à ce point qu'un fermage de 5 liv. 6 schellings fût monté à 14 liv. 2 s., c'est-à-dire à près du triple. Elle ne dut agir avec quelque énergie qu'un peu plus tard. C'est l'opinion formelle qu'Adam Smith s'est faite, à la suite d'une analyse détaillée, que jusqu'en 1570 l'influence des mines d'Amérique sur le prix des choses fut nulle en Angleterre ; il est même disposé à penser que, dans l'ensemble de l'Europe, elle avait été jusque-là assez peu sensible (2). Mais, du point de vue où nous sommes ici, peu importe que l'influence des mines de l'Amérique se soit manifestée en Europe un demi-siècle plus tôt ou plus tard. Elle fut telle que nous venons de le dire ; elle eut des conséquences politiques et sociales, non moins que de commerciales : M. Jacob estime que la dépréciation des métaux précieux ne fut pas étrangère aux difficultés dont furent semés les règnes de Jacques Ier et de Charles Ier, et qui se résolurent en une

(1) Dans la monnaie courante de l'an 1548, l'argent fin était diminué dans le rapport de 2,664 à 800 ou de 333 à 100. Pour l'or, l'abaissement était dans la proportion de 150 à 100. L'augmentation du fermage signalée par Latimer était dans le rapport de 266 à 100 (Voir Mac Culloch, *Dictionnaire du Commerce*, article *Coins*).

(2) *Richesse des Nations*, livre I, chapitre XI.

révolution sanglante. Une partie des revenus de la couronne était en redevances fixes d'argent; par l'abaissement de la valeur des métaux précieux, les princes se trouvèrent fort appauvris, et dans un État, les embarras financiers sont le prélude de tous les désordres.

La réduction énorme qu'éprouvèrent les frais de production de l'or et de l'argent rend compte de la hausse qui s'est révélée dans les prix. Cependant, pour mieux apprécier le phénomène politique et commercial qui s'est passé à la suite de la mise en œuvre des mines américaines, examinons-le en nous plaçant au point de vue de l'offre et de la demande comparées.

Pour que la diminution des frais de production d'un article agisse sur la valeur relative qu'il a sur le marché, il faut que le rapport entre l'offre et la demande soit changé; autrement le producteur n'aurait aucune raison de ne pas profiter des anciens cours et de ne pas les perpétuer. A l'origine, les arrivages des métaux précieux de l'Amérique trouvèrent l'Europe occidentale dans un mouvement ascendant d'industrie et de prospérité. Les échanges étaient de plus en plus nombreux et actifs entre les États et entre les provinces de chaque État, et réclamaient une plus grande quantité de monnaie en circulation. Les arts utiles éprouvaient la même renaissance que les beaux-arts. La rustique simplicité des premiers âges des monarchies européennes faisait place au goût du luxe, la grossièreté des barbares à l'élégance. Les métaux précieux étaient donc en grande demande, tant pour les monnaies que pour le faste des princes et des particuliers. Aussi quelques-uns des savants qui se sont occupés de déterminer les variations des prix dans ce temps-là, ont-ils remarqué que, pendant le demi-siècle de prospérité qui précéda immédiatement la découverte du nouveau continent, les prix des denrées de première nécessité, et du

blé notamment, avaient baissé dans une proportion sensible (1) ; circonstance qui s'explique par l'enchérissement relatif des métaux précieux, enchérissement provoqué lui-même par un grand développement de la demande.

Après les voyages de Christophe Colomb et la mise en exploitation des mines, pendant un certain nombre d'années, une offre plus grande rencontrant une demande à peu près proportionnée, il n'y avait pas de motif pour que l'or et l'argent baissassent de valeur en comparaison des autres denrées. D'ailleurs, il est indubitable que les frais de production ne furent point, à l'origine, aussi faibles, à beaucoup près, qu'ils le devinrent plus tard, lorsque la prodigieuse mine du Potosi eut été découverte et que Médina eut trouvé son procédé. Enfin, les métaux précieux ne se répandaient pas instantanément, de l'Espagne où ils arrivaient, dans les autres Etats. On comprend ainsi comment, dans l'ensemble des pays européens, le prix des grains, c'est-à-dire la quantité d'or ou d'argent qui s'échangeait contre une mesure de blé, autant que le blé peut servir de point fixe, n'aurait éprouvé, en moyenne, aucun abaissement entre le commencement et le milieu du seizième siècle, et comment en Angleterre, par exemple, la baisse des métaux,

(1) On peut consulter les tableaux du prix des grains en Angleterre, qu'Adam Smith a placés à la suite du chapitre XI du livre I de la *Richesse des Nations :* on y verra que les prix habituels de la deuxième moitié du quinzième siècle sont moindres que ceux du temps précédent. Les renseignements que donne Dupré de Saint-Maur pour la France accusent une différence dans le même sens. On peut considérer le milieu du quinzième siècle comme l'époque où le blé s'échangea contre le moins d'argent. Un hectolitre se troquait, à Paris, contre 11 grammes d'argent fin. Un peu plus tard, dans les premières années du seizième siècle, sans doute par l'effet de l'exploitation des mines européennes, l'argent valait sensiblement moins. Un hectolitre de blé s'échangeait contre 14 à 16 grammes d'argent fin.

ou la hausse des prix, ne commença que vers 1570. Mais, lorsque la mine du Potosi eut été quelque temps en pleine activité, et que le procédé de l'amalgamation à froid se fut répandu, l'équilibre se rompit. D'une part, la baisse des frais de production fut bien plus marquée; d'autre part, la quantité offerte excéda tout ce qui pouvait s'écouler aux anciennes conditions, même en ayant égard au progrès de la richesse, du luxe et des arts. Dès lors la valeur relative des métaux précieux descend, ce qui s'exprime par la hausse des prix des autres articles, toutes choses égales d'ailleurs.

C'est l'opinion d'Adam Smith que, sous la pression de la masse toujours croissante qu'on retirait des mines, la baisse des frais de production mit 60 ou 70 ans à obtenir son plein effet, à partir de 1570, d'où il fait partir, pour l'Angleterre au moins, la hausse des prix des marchandises. Il est à présumer que l'effet fut plus prompt en Espagne (1). Pour la France, Dupré de Saint-Maur est d'avis que le résultat était complet après une cinquantaine d'années (2). Il y eut ensuite partout un temps d'arrêt. Adam Smith le fait dater, pour la Grande-Bretagne, de 1636, il pouvait aussi bien dire de 1620. Il cite le prix du blé, qui, d'après les relevés bien authentiques du marché de Windsor, a atteint, pendant les seize années de 1620 à 1636, un maximum d'élévation auquel il s'est tenu ensuite, car la moyenne des prix de 1636 à 1700 est sensiblement la même que celle des seize années précédentes. Pour le blé de qualité ordinaire, la moyenne des seize années de 1620 au 1er janvier 1637 a été de 16 fr. 56 c., ou de 74 gram. 52 d'argent fin par hectolitre (1 liv. 19 s.

(1) On en verra la preuve plus loin par l'édit de Medina, sect. VIII, chap. dernier.

(2) *Essai sur les monnaies*, page 68.

6 d. le *quarter* de Winchester). De 1637 à 1700, les mercuriales du même marché donneraient par hectolitre 35 centimes de plus en moyenne, quantité insignifiante (1). En supposant que le blé ait été produit moyennement dans les mêmes circonstances, pendant ces deux périodes, l'une de 16 ans, l'autre de 64, ou que les variations en plus ou en moins se soient balancées, il restera démontré que les métaux précieux ont eu sur le marché anglais la même valeur échangeable, le même pouvoir, pendant un grand laps de temps, après le premier quart ou le premier cinquième du dix-septième siècle.

Il y aurait bien quelques observations à faire sur le prix moyen de 1637 à 1700. On peut les lire en détail dans la *Richesse des Nations ;* il en résulterait que le prix apparent, qui ressort de la cote du marché, est au-dessus du prix réel : mais Adam Smith considère qu'elles n'infirment pas la conclusion précédente (2).

Probablement le marché se serait plus vite saturé d'or et d'argent après le milieu du seizième siècle, si l'espace, sur lequel les métaux précieux de l'Amérique se répandaient, n'eût été successivement agrandi par la diffusion de la civilisation et par l'extension du commerce. Mais, depuis cette époque se sont opérés, dans la politique et le commerce des diverses parties du globe, des changements qui se sont poursuivis, avec des caractères divers, jusqu'à nos jours, et qui ont modifié profondément la demande. C'est ce que nous essayerons de montrer dans le chapitre suivant.

(1) *Richesse des Nations*, livre I, chapitre XI.

(2) C'est un sujet qui se présentera naturellement dans le chapitre suiv.

CHAPITRE III.

Deuxième période. — De 1620 à l'insurrection des colonies espagnoles en 1810.

GUANAXUATO. — LE BRÉSIL.

Dans le courant du dix-septième et du dix-huitième siècle, les diverses circonstances de la production des métaux précieux et l'importance relative des pays producteurs éprouvent des variations marquées ; une plus grande demande s'en fait, par suite de l'agrandissement du marché général, et un jour vient où la baisse de valeur des métaux précieux reprend son cours, mais ce n'est qu'après quelque temps. Il serait même possible de signaler, dans l'intervalle, un mouvement en sens contraire.

La progression des quantités extraites est continue, particulièrement pour l'argent, et, au sujet de ce métal, la primauté passe du Pérou au Mexique. Vainement on découvrit au Pérou des mines nouvelles, notamment celles de Yauricocha ou de Pasco, qui sont d'une abondance extrême (1630). Il est vrai que le Potosi ne soutint pas indéfiniment le vif éclat qu'il avait jeté, tandis que les succès des exploitations mexicaines allaient toujours en grandissant. Dès la fin du dix-septième siècle, le Potosi rendait moins de 80,000 kilog. d'argent qui feraient, 17,667,000 fr. ; ce n'était guère plus du tiers de ce qu'on en tirait un siècle auparavant. Il baissa encore un peu pendant les premières années du dix-huitième siècle. Il se releva cependant de 1789 à 1800, de

manière à excéder 20 millions de francs. Circonstance plus grave, la mine se présentait graduellement sous un aspect moins favorable, à mesure qu'on pénétrait plus avant dans les entrailles de la terre, de sorte que, toutes choses égales d'ailleurs, les frais de production devaient s'accroître.

Il en était autrement au Mexique : au commencement du dix-huitième siècle, les mines de ce pays ne donnaient encore que 27 millions de francs (1), presque tout en argent ; elles étaient à 65 millions cinquante ans plus tard ; alors les exploitations de Guanaxuato acquirent un grand développement, et se mirent à renouveler les merveilles des beaux jours du Potosi. En 1775, le Mexique atteignait 85 millions ; en 1788, 107 ; en 1795, 130. Dans cette extraction, l'argent dominait toujours au point d'en former les neuf-dixièmes en valeur, d'après le tarif de la monnaie française, ou en poids 140 contre 1.

Pour l'ensemble du Nouveau-Monde, M. de Humboldt estime que la production moyenne en or et en argent, qui, pendant la première moitié du seizième siècle, n'avait été que de 3 millions de piastres (16 millions de fr.), était montée à 11 (58,700,000 fr.) pendant la seconde moitié ; l'accroissement est de 267 pour cent. Durant le siècle suivant, de 1600 à 1700, la moyenne annuelle est de 16 millions de piastres, ce qui, par rapport à la période précédente, n'est plus qu'une augmentation annuelle de 5 millions, au lieu de 8, ou de 45 pour cent au lieu de 267.

Il n'est pas étranger à notre sujet de mentionner que

(1) Je rappelle qu'ici comme partout le mot d'un franc se traduit par un poids de métal fin de 4 1/2 grammes en argent, ou de 29 centigrammes en or.

la supériorité prise par le Mexique sur le Pérou a tenu bien moins à une plus grande abondance des mines et à une plus grande richesse des minerais en général, qu'à un régime politique plus libéral, ou, si l'on veut, à un despotisme plus éclairé, ainsi qu'à un climat plus doux. Les Indiens, qui composent le fond de la population dans les deux pays, étaient mieux traités au Mexique; ils y étaient libres, tandis qu'au Pérou le travail des mines était forcé. La plupart des mines mexicaines sont dans de fertiles contrées, où la vie est facile. Rarement elles sont situées à plus de 2,000 ou 2,200 mètres au-dessous du niveau des mers; celles de Guanaxuato sont dans un délicieux climat. Les mines du Pérou occupent une terre glacée, à raison de son élévation extrême, où les arbres mêmes refusent de croître. On y touche de la main les neiges éternelles. Les abondantes mines de Pasco sont dans les hautes montagnes où le fleuve des Amazones prend sa source, à plus de 4,000 mètres de hauteur. La mine de Gualgayoc est à 4,080 mètres. La mine du Potosi a été exploitée à une hauteur supérieure au sommet du mont Blanc, le roi des Alpes; la montagne du Potosi a 4,865 mètres d'élévation au-dessus de la mer et 945 au-dessus de sa propre base, et le pays qui l'entoure est affreux, aride, inaccessible. C'est la Sibérie sous l'équateur, la Sibérie sans les forêts qui offrent au métallurgiste un combustible inépuisable, la Sibérie sans les plaines aisées à parcourir, la Sibérie sans les fleuves majestueux qui y donnent, pendant la belle saison, un système de communication plus commode encore que le traîneau sur les neiges de l'hiver, la Sibérie sans les étés où l'extraordinaire longueur des jours mûrit rapidement les moissons et promet à bas prix la subsistance de l'homme. Le désavantage permanent, irremédiable, du Pérou, dans lequel ici nous

comprenons la Bolivie, tient à la difficulté de vivre et de se mouvoir dans la région des mines. Parmi ces districts excessivement élevés au-dessus de la mer et effroyablement escarpés, tout déplacement est un labeur, toute chose, même la plus commune, est chère. Les frais de production de l'argent en sont grandement augmentés. A la rigueur du climat et à l'âpreté du sol, se joignent, pour repousser la population des mines péruviennes, le souvenir de la contrainte qu'on exerçait sous le régime colonial pour l'y faire venir, et le ressentiment d'une oppression impitoyable (1).

Puisque j'énumère les points par lesquels l'industrie argentière du Pérou est naturellement inférieure à celle du Mexique, je dois noter aussi une certaine compensation. Il existe de la houille au Pérou, dans le voisinage de quelques-unes des mines d'argent. Il en existe à Rancas, tout près de Pasco. Il s'y trouve aussi des tourbières. On cite un autre bassin houiller auprès de Chonta, dans un département limitrophe à celui du Cerro de Pasco, celui de Junin où l'on connaît des mines d'argent et des mines d'or en roche. M. Bosch Spencer, ancien chargé d'affaires de Belgique dans les Etats de l'Amérique du Sud, dit, en parlant de ce dernier gîte, qu'il est *immense*, et que la houille y est de *très-bonne qualité* (2). Jusqu'à présent il ne paraît pas qu'on ait utilisé ces gîtes de combustible pour l'exploitation des mines d'argent, quoiqu'elles fournissent le moyen d'en changer l'aspect (3); mais du

(1) Le docteur Tschudi a donné des détails sur le traitement que subissaient les Indiens, à l'occasion des mines d'argent, sur les haines qu'on avait ainsi allumées dans leur cœur, et sur l'obstination avec laquelle ils dissimulent l'existence des mines qu'ils connaissent (*Voyage au Pérou*, chap. XII et XVI).

(2) *Statistique commerciale du Chili, de la Bolivie, du Pérou*, p. 336.

(3) M. de Humboldt rapporte (*Essai sur la Nouvelle-Espagne*, tome III,

moins pour l'avenir c'est une précieuse ressource. Le Pérou compte aussi des mines remarquables de mercure à Huanca-Velica, à Chonta et ailleurs.

Pendant que l'extraction des métaux précieux au Mexique recevait cette vive impulsion, d'autres contrées de l'Amérique, notamment celles où l'on avait reconnu des mines d'or, développaient aussi leur industrie minière : il en sera fait mention bientôt. Le Pérou lui-même, pris en masse, ne rétrogradait guère, ou, s'il le fit un moment, quand le Potosi fut en baisse, ce fut pour se porter en avant de nouveau par l'exploitation d'autres mines. La soif de l'or et de l'argent ne cessait de précipiter sur le nouveau-monde une foule d'hommes entreprenants.

Le débouché d'une production aussi extraordinaire, eu égard aux temps passés, s'agrandissait successivement, et c'est ce qui permettait à la production de s'accroître toujours.

En Europe, non-seulement les pays où la civilisation, la richesse et le luxe avaient déjà pris un bel essor au seizième siècle, ont poursuivi le cours de leurs progrès, mais encore d'autres États sont entrés dans la lice et s'y sont signalés. L'orient de l'Europe était encore barbare vers la moitié du seizième siècle : qu'était-ce en effet alors que la Russie et que la Prusse, et l'histoire de la civilisation elle-même raconte ce qu'elles sont devenues dans le courant du dix-huitième. Le Danemark et la péninsule scandinave ont continué d'avancer. Enfin l'Amérique, depuis lors, s'est servie à elle-même de marché pour les métaux précieux. Il n'y a pas fallu seulement de l'or et de l'argent, à l'état de monnaie ; les progrès du

page 350), qu'au commencement du siècle, avant les guerres de l'indépendance, il y a eu, à Pasco, des pompes à feu ; mais il semblerait qu'elles étaient alimentées par les tourbières du lac Giluacocha, voisin de Pasco, et non par de la houille.

bien-être et plus encore ceux du faste ont été surprenants au Mexique. Du seizième siècle jusqu'au moment où commencèrent les convulsions de l'indépendance, une grande quantité d'or et d'argent y a été convertie en bijoux, en ornements d'église, en ustensiles; dans de mauvais gîtes où il trouve à peine à se nourrir, le voyageur rencontre des couverts d'argent qui, selon toute apparence, sont fort anciens. Pour avoir été moins brillante, la fortune des autres dépendances de l'Espagne et celle du Brésil n'a pas laissé que d'être fort remarquable. La période dont nous nous occupons ici n'est pas encore où les États-Unis ont couvert de leurs essaims la moitié du nouveau continent, amenant partout avec eux un certain luxe qui est élémentaire, mais qui nécessite la présence des métaux précieux en assez grande quantité, parce que tout le monde en a sa part. Cependant ils avaient fait des progrès très-sensibles avant 1810. Leur population multipliait, et leur richesse se développait dans une proportion plus forte.

Le commerce des Indes et de la Chine qui n'avait jamais été complétement interrompu, mais qui, pendant quelques siècles, s'était fait péniblement et petitement par l'intermédiaire des Arabes, acquit, après la découverte du cap de Bonne-Espérance, exactement contemporaine de celle de l'Amérique, une splendeur qu'il n'avait jamais eue du temps des Grecs et des Romains. Il reposa, de même qu'à l'époque des Ptolémée ou des Trajan, et qu'à celle de Salomon et de Hiram, sur les bases que l'auteur de l'*Esprit des lois,* les trouvant si anciennes, supposait devoir être éternelles (1). L'Europe recevait beaucoup d'épices et de drogues, des tissus de soie ou de

(1) « Les Indes ont été, les Indes seront ce qu'elles sont à présent, et dans tous les temps ceux qui négocieront aux Indes y porteront de l'argent et n'en rapporteront pas » (*Esprit des Lois*, livre XXI, chap. I).

coton, et enfin du thé en quantité rapidement croissante, et, en échange, elle donnait des métaux précieux, de l'argent principalement et même exclusivement. Mais l'extrême Orient soutira à l'Europe, aux seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, bien plus de matières métalliques qu'il n'en avait pris à l'empire romain au plus fort de sa prospérité et de sa richesse, c'est-à-dire pendant les premiers siècles de l'ère chrétienne.

Du temps de Pline, c'étaient cent millions de sesterces (1), ce qui selon les tables placées par M. Dureau de la Malle, dans son *Économie politique des Romains* (2), ferait 2,500,000 fr.; et selon une estimation de M. Letronne, un peu moins de 2 millions. A l'ouverture du dix-neuvième siècle, M. de Humboldt calculait qu'alors la masse d'argent expédiée annuellement d'Europe en Asie montait à 25 millions et demi de piastres, ou 612,000 kilogrammes d'argent fin, ou 137 millions de francs (3). Ce serait près des trois quarts de l'argent qu'on tirait des mines d'Amérique. On n'en était cependant arrivé là que par degrés, et on peut considérer cette somme comme un maximum qui se sera maintenu pendant un petit nombre d'années seulement.

Qu'on estime maintenant la quantité d'argent qui se dissipait par la circulation de la monnaie, par la déperdition quotidienne que subissent tant d'ustensiles en ar-

(1) *Histoire naturelle* de Pline, liv. XII, chap. XVIII.

(2) A la fin du tome I.

(3) Savoir :

Par le cap de Bonne-Espérance	17 1/2 millions de piastres.
Par la voie du Levant (une partie restant dans le Levant même).	4 —
Par le midi de la Sibérie ou le nord de la Chine.	4 —
Total.	25 1/2 millions.

gent ou en plaqué, par les naufrages, par les sommes enfouies qui demeurent ignorées dans le sein de la terre; on comprendra que, à l'égard de l'argent, malgré l'accroissement continu de la production, pendant un long espace de temps après 1620, le surplus de demande aura permis aux mineurs des colonies espagnoles de placer convenablement le surplus de leur extraction.

Quant à l'or, la présomption est qu'il en aura été de même, à plus forte raison, parce qu'il se produisait en bien moindre proportion que l'argent.

Par cet ensemble d'aperçus, on est induit à tenir pour plausible cette opinion que, sur le marché européen, la valeur échangeable ou le pouvoir de l'argent aura cessé de décroître pendant un long délai, depuis 1620 environ jusqu'à une époque qui restera à déterminer.

Pour mieux savoir qu'en penser, il est utile de s'enquérir de ce qu'a pu être le prix du blé pendant cet intervalle, en prenant, pour les comparer, les moyennes d'une certaine suite d'années. Adam Smith l'a fait pour l'Angleterre, Dupré de Saint-Maur pour la France. Les relevés que le premier a puisés dans le *Chronicon preciosum* de l'évêque d'Ely, Fleetwood, et dans des documents postérieurs, indiquent, nettement même, que, par rapport au blé, l'argent au lieu de s'avilir s'est sensiblement enchéri. Telle mesure de blé (1) qui, pendant un premier espace de vingt années, de 1646 à 1665, s'était vendue 2 l. 17 sch. 5 d., s'est donnée moyennement, de 1726 à 1745, pour 1 l. 19 sch. 8 d., ce qui suppose une baisse du blé ou une hausse de l'argent de 31 pour cent. Selon Dupré de Saint-Maur (2), le setier de Paris qui, pendant

(1) Le vieux quarter de *neuf* boisseaux de Winchester, qui ferait 3 hect. 17.
(2) *Essai sur les Monnaies*, page 68.

la période décennale de 1595 à 1606, répondait à cinq onzièmes d'un marc d'argent fin ne valait plus, de 1732 à 1743, qu'un tiers de marc. C'est une baisse du blé ou une hausse de l'argent dans le rapport de 27 pour cent.

En présence de résultats semblables, Adam Smith avait bien raison de dire, à l'époque où il écrivait la *Richesse des Nations* (1) : « L'opinion qui représente l'argent « comme éprouvant dans sa valeur un abaissement con- « tinu, semble donc n'être point confirmée par l'obser- « vation, quand on se rend compte des prix successifs du « blé et d'autres provisions (2). »

Au sujet de cette variation, Adam Smith et Dupré de Saint-Maur font remarquer que, vers le milieu du dix-huitième siècle, l'Angleterre et la France jouissaient de la tranquillité intérieure, au lieu qu'auparavant elles avaient été désolées par les guerres civiles. Les guerres de religion avaient duré, en France, de 1560 à 1628, date de la prise de la Rochelle, et la révolution d'Angleterre, où Charles Ier fut décapité, est de 1648. Il est probable que cette substitution du calme et de la sécurité à la fureur des discordes civiles favorisa les travaux agricoles et l'abondance des récoltes, et contribua ainsi au bon marché des grains (3).

Pour l'Angleterre en particulier, Adam Smith rappelle

(1) La publication s'en fit en 1776.

(2) *Richesse des Nations*, livre I, chapitre XI. Le raisonnement d'Adam Smith s'applique à une période terminée en 1764. Il reconnaît qu'à partir de là le prix du blé monte pendant une dizaine d'années; il l'attribue à une suite de mauvaises récoltes.

(3) En Angleterre, les années 1648 et 1649 avaient été marquées par une grande cherté des grains; les saisons pouvaient en être une cause suffisante.

que, en 1689, on avait institué une prime à l'exportation des grains, qui eut pour effet d'encourager la culture et, selon quelques personnes, de provoquer l'abondance et partant le bon marché. Mais, n'est-il pas plus probable, ainsi qu'il le dit, que cette faveur, en déterminant une forte exportation des grains, empêchâ habituellement les cours de tomber aussi bas qu'ils l'eussent fait dans l'état naturel des choses. Ce serait donc plutôt une cause de cherté, sauf les temps de disette où des lois spéciales interdisaient momentanément l'exportation et faisaient profiter le pays de l'extension qu'avait reçue le labourage.

Un autre fait qui est particulier à l'Angleterre, et qui avait dû donner au cours des grains une fausse apparence d'élévation pendant la dernière moitié du dix-septième siècle, est rappelé par Smith. La monnaie en circulation était usée ; le frai, en 1695, se trouva énorme. M. Lowndes, un des financiers les mieux informés du temps, l'a estimé jusqu'à 25 pour cent. Comme la monnaie ne passe que pour ce qu'elle est, en pareil cas les prix devaient être nominalement surhaussés d'autant. Dans la période, qui vient d'être signalée, de 1646 à 1665, une partie du mal devait être consommé déjà, et les prix avaient dû s'en ressentir, c'est-à-dire être nominalement élevés. Dans la période de 1726 à 1745, la monnaie anglaise, grâce à la refonte faite sous Guillaume III, était plus correcte qu'à la fin du dix-septième siècle. Cependant il s'en fallait, que, de 1646 à 1665, la monnaie anglaise offrît la détérioration où elle était quarante ans plus tard. En somme, il faudrait étrangement torturer les faits pour leur faire dire que la valeur vénale du blé, exprimée en argent, n'avait pas diminué, vers le milieu du dix-huitième siècle, en comparaison de ce qu'elle avait été cent ans auparavant, ou, en d'autres termes, que

l'argent conservait encore, par rapport au blé, vers 1750, une valeur aussi grande que celle qu'il avait eue vers 1650.

En embrassant un très-long intervalle de temps, près d'un siècle et demi, Dupré de Saint-Maur déclare que, en France, les grains n'ont pas *tout à fait suivi l'augmentation des espèces* (1). De son côté, Smith comparant, non plus vingt ans du dix-septième siècle à pareil intervalle dans le dix-huitième, mais le bloc tout entier des soixante-quatre premières années du dix-huitième siècle à celui des soixante-quatre dernières années du dix-septième, trouve que le blé a été meilleur marché, dans le second espace, de 21 pour cent.

Il y a plus d'un motif de croire que, pendant la première moitié du dix-huitième siècle, l'argent tendait à enchérir, ou, ce qui revient au même, qu'on le retirait plus difficilement des entrailles de la terre. C'est la période pendant laquelle l'approvisionnement annuel fourni par l'Amérique à l'Europe a présenté la moindre augmentation proportionnelle. Pendant ce laps de temps, l'expédition annuelle, d'Amérique en Europe, des deux métaux réunis, ne surpasse celle de l'intervalle précédent que de 5 millions et demi de piastres ou de 34 pour cent (2), malgré l'ardeur que ne cessaient de déployer les colons espagnols à la recherche des métaux précieux, malgré les moyens d'action que leur donnaient les profits antérieurs. Et encore, dans cette production additionnelle de 5 millions et demi de piastres, l'or fait-il la majeure

(1) *Essai sur les monnaies*, page 68.
C'est-à-dire que, à mesure que le souverain avait altéré la monnaie en *augmentant* le nombre de livres qu'on taillait dans le marc, le blé avait paru enchérir, mais non pas en proportion de l'avilissement de la livre.

(2) *Essai sur la Nouvelle-Espagne*, t. III, p. 428-29 de l'édition de Paris, 1827.

part; c'est en effet l'époque où l'extraction de l'or se développe au Brésil.

Un autre incident de l'histoire des métaux précieux en Amérique me confirmerait dans cette opinion. Les frais d'extraction, proprement dits, se grossissaient d'un impôt que les cours d'Espagne et de Portugal, suivant en cela la politique du temps, avaient mis sur les mines des métaux précieux, et qui est encore dans la pratique de la plupart des États américains, sauf des variations dans la quotité. Peu après les premières années du dix-huitième siècle, la cour de Madrid, vivement sollicitée de réduire cet impôt, y consentit. Il est à supposer qu'elle y fut déterminée en partie parce qu'il lui fut démontré que les frais de production s'étaient aggravés au point qu'il en résultât une grande difficulté d'écouler les métaux avec avantage. La plupart des mines alors en exploitation étant épuisées dans la région la plus voisine de la surface, il fallait y aller chercher le minerai à de plus grandes profondeurs, d'où on le retirait d'autant plus chèrement que les procédés mécaniques, en usage parmi les mineurs de l'Amérique Espagnole, étaient plus grossiers; et puis, pour plusieurs des mines, une même quantité de minerai contenait une moindre proportion de métal, car c'est un caractère à peu près général parmi les filons argentifères des Andes, qu'ils offrent des zones d'inégale richesse, et que communément ils s'appauvrissent après une certaine profondeur (1). Cette considération ne fut pro-

(1) La loi d'après laquelle la richesse des filons varie selon la profondeur n'a rien d'absolu, et n'est point la même dans les différentes contrées. Mais ce qui est général, c'est que la zone favorable est restreinte. Au Mexique, selon M. Duport, elle est le plus ordinairement comprise entre la profondeur de 100 mètres et celle de 350. Au Chili, selon M. Domeyko, les filons argentifères, coupant successivement plusieurs séries de couches de terrain superposées, s'y présentent très-diversement, riches dans l'une,

bablement pas la seule en vertu de laquelle la cour de Madrid se décida à se relâcher d'une partie de ses prérogatives fiscales; elle reconnut peut-être que le droit perçu sur l'argent extrait des mines, par son exagération, encourageait l'exportation clandestine; mais cet argument n'exclut pas l'autre. Le fait est que le droit éprouva alors une forte réduction. Jusque-là, c'était le *quint* ou le cinquième du produit brut (1); le Trésor prélevait un marc d'argent ou d'or sur chaque poids de 5 marcs obtenu. Il s'y joignait l'*un et demi pour cent*, le droit d'essai, le droit de seigneuriage à la monnaie. En 1723 au Mexique, en 1736 au Pérou, le *quint* fut mis à moitié; l'*un et demi pour cent* fut réduit à 1 pour cent pour les Mexicains.

Nous arrivons ainsi au milieu du dix-huitième siècle. A partir de là s'ouvre une phase nouvelle : le blé enchérit ou plutôt l'argent recommence à baisser. Le mouvement se prononce bientôt avec énergie, et il continue jusqu'à l'ouverture du dix-neuvième siècle. On peut regarder comme le prix moyen de l'hectolitre de blé, qualité ordinaire, en 1750, dans la Grande-Bretagne, 13 fr. 40 ou 60 gram. 30 d'argent fin; en France, 10 fr. 60 ou 47 gram. 70 d'argent fin (2). Quand on a franchi le mi-

pauvres dans la suivante. C'était déjà un fait généralement constaté pour les mines en filons; mais au Chili la variation est extrême, de l'abondance à la stérilité, et elle n'empêche pas celle qui est du fait de l'approfondissement même de la mine (Voir le Mémoire de M. Domeyko, dans les *Annales des Mines*, quatrième série, tome IX, page 363).

(1) Selon Solorzano, jusqu'en 1504, la part que s'était réservée la couronne avait été la moitié de l'extraction.

(2) En moyenne, pendant les soixante-quatre premières années du dix-huitième siècle, l'hectolitre de blé, de qualité ordinaire, s'était vendu, en Angleterre, sur le pied de 13 fr. 43 c. ou 60 gram. 43 d'argent fin (32 schellings le *quarter* de huit boisseaux de Winchester (*Richesse des Nations*, livre I, chapitre XI); ce serait 33 schellings le *quarter* actuel, dit impérial. A Paris, le blé, qualité ordinaire, valait, selon Dupré de Saint-Maur, un

lieu du dix-huitième siècle, on voit le blé monter par degrés sur la plupart des marchés, et il garde cette allure de toute part, jusqu'à la fin de la période que nous envisageons ici. Si l'on observe le mouvement en France et en Angleterre, on trouve que des deux côtés ce sont des allures semblables. Quand Lavoisier compose, vers 1784, sa *Richesse Territoriale*, dont l'extrait fut imprimé en 1791 par ordre de l'Assemblée constituante, il y porte le prix moyen du blé, toutes qualités confondues, à 15 fr. 39 par hectolitre ou 69 gram. 26 d'argent fin (24 liv. le setier). Le prix de 11 fr. 54 (18 liv. le setier), ou 51 gram. 93 d'argent fin, lui paraît un prix très-bas, résultat d'*une suite non interrompue de bonnes récoltes* (1). Après 1790, le blé finit par monter, chez nous, jusqu'à ce que le cours moyen soit d'environ 20 fr. ou 90 grammes d'argent fin. En Angleterre, les moyennes décennales indiquées par Mac Culloch (2), d'après les livres du collége d'Eton, pour le marché de Windsor, à partir de 1745, ont une marche ascendante dont la régularité est aussi parfaite que le permet la variation des saisons dans un cycle qui n'est que de dix années. Rapportées à l'hectolitre, ces moyennes sont :

De 1745 à 1755	14 fr. 86 c.	ou	$66 \frac{87}{100}$ grammes d'argent fin.
1755 à 1765	17 58	ou	$79 \frac{11}{100}$
1765 à 1775	22 94	ou	$103 \frac{23}{100}$

peu moins de 10 fr. l'hectolitre (18 livres 12 sous 9 deniers le setier de Paris du meilleur blé) ; mais, en évaluant, comme Smith, le blé ordinaire à un neuvième seulement de moins que le blé de choix, ce serait 10 fr. 60 c. ou 47 gram. 80 d'argent fin. C'est ce qui résulte de la moyenne des dix années de 1732 à 1742, telle qu'elle est consignée dans l'*Essai sur les monnaies*, page 33. Je fais abstraction de la petite différence entre la livre d'alors et le franc.

(1) Lavoisier, *Richesse territoriale de la France*, chapitre IV. Collection Guillaumin, tome spécial, page 596.

(2) Addition à la *Richesse des Nations*, d'Adam Smith.

1775 à 1785	21 fr.	30 c.	ou	$95\frac{85}{100}$ grammes d'argent fin.
1785 à 1795	24	28	ou	$109\frac{26}{100}$
1795 à 1805 (1)	36	27	ou	$163\frac{22}{100}$

Pour le dernier de ces intervalles décennaux, il est évident, par le saut brusque qu'il présente, qu'on doit considérer le prix correspondant comme une anomalie. Le blé fut enchéri alors, en Angleterre, d'une manière extraordinaire par la pauvreté inaccoutumée des récoltes, par la guerre qui gênait l'arrivage des grains étrangers; il le fut par l'accroissement de la population, de l'urbaine surtout, comparé à l'étendue du territoire, circonstance dont nous avons particulièrement signalé les effets dans un chapitre antérieur (2). De ces causes diverses, les premières sont accidentelles; la dernière est, pour cette époque-là, spéciale à l'Angleterre. Il convient donc de faire abstraction de ces dix années; en ce qui concerne la Grande-Bretagne, elles donneraient une idée exagérée du phénomène que nous constatons ici.

De l'ensemble des faits qu'offre l'histoire du prix des grains, à partir du milieu du dix-huitième siècle, on est autorisé à conclure que, de cette époque au commencement du siècle actuel, la valeur de l'argent par rapport au blé a beaucoup baissé. On peut estimer qu'elle s'est réduite de moitié.

Le même changement s'est accompli, pour l'or, sur une échelle presque égale.

L'explication du phénomène réside dans la dimi-

(1) Voici ces mêmes prix par *imperial quarter* de 2 hectol. 91 :

1745 à 1755	1 l.	14 s.	4 d.
1755 à 1765	2	0	7
1765 à 1775	2	13	0
1775 à 1785	2	9	2
1785 à 1795	2	16	1
1795 à 1805	4	3	9

(2) Section II, chapitre III.

nution des frais de production des métaux précieux, et cette diminution même n'a pu provenir que de l'une ou de l'autre des causes suivantes, ou plutôt de leur action combinée : On aura mis la main sur des gîtes plus riches et mieux situés que ceux auxquels s'étaient attachés les mineurs pendant la période antérieure ; ou l'art d'exploiter les mines et de traiter les minerais se sera perfectionné; ou enfin diverses charges fiscales ou mercantiles qui grevaient l'industrie des mines d'argent et d'or auront été réduites.

De 1750 à 1810, au Mexique, le filon de Guanaxuato, qu'on exploitait depuis longtemps déjà, a offert des trésors plus abondants. D'autres exploitations très-fructueuses ont été ouvertes aussi dans divers gisements mexicains. A Zacatecas, le filon nommé la *Veta-Grande*, travaillé alors par le célèbre mineur Laborde, s'est montré l'un des plus productifs du Nouveau-Monde.

Après 1750, ou, plus exactement, après 1770, l'extraction des mines mexicaines s'éleva presque subitement du simple au double, ce qui, en pareille matière, est un indice à peu près certain de la richesse supérieure acquise par les gisements. On le voit par le tableau suivant (1) :

Moyennes décennales officielles de l'or et de l'argent extraits des mines du Mexique et monnayés à Mexico, de 1690 à 1809.

	A	B
De 1690 à 1699	4,387,134 piast.	
1700 à 1709	5,173,103	
1710 à 1719	6,574,703	
1720 à 1729	8,415,322	
1730 à 1739	9,032,973	
1740 à 1749	11,185,504	10,812,485 piast.

(1) Les chiffres de la colonne A ont été obtenus avec le tableau cité dans la *Nouvelle-Espagne* de M. de Humboldt, tome III, page 300. Ceux de la colonne B, qui sont un peu différents, ont été formés avec les résultats consignés dans l'ouvrage de M. Duport.

1750	à 1759	12,574,960 piast.	12,921,984 piast.
1760	à 1769	11,282,886	10,711,506
1770	à 1779	16,518,173	17,517,254
1780	à 1789	19,350,455	19,340,356
1790	à 1799	23,108,021	23,108,028
1800	à 1809	22,320,306	22,628,571

Les mines de Guanaxuato ont contribué plus que les autres à ce progrès rapide. Dès 1766, elles donnaient plus d'argent que le Potosi, et, en 1803, elles avaient plus que doublé leur produit de 1766. Une circonstance, déjà mentionnée (1), qui, du point de vue industriel, a donné au filon de Guanaxuato un grand avantage sur le Potosi, c'est que l'argent qu'on en extrait renferme de l'or en proportion très-appréciable, et par lui seul cet or est déjà un bénéfice notable.

De toutes les mines du district de Guanaxuato, Valenciana est celle qui a exercé le plus d'influence; les travaux n'y ont commencé qu'en 1760.

C'est un fait acquis à l'histoire, que les grands profits des mines mexicaines sont de 1750 à 1810. On en a le témoignage éclatant par les magnifiques constructions qui se sont élevées alors au Mexique; ce sont plusieurs villes d'une grande beauté, comme Guanaxuato qui parvint rapidement à 80,000 âmes; ce sont des usines monumentales comme celle de Regla; ce sont les palais et les temples dont s'est embellie Mexico; c'est l'admirable chaussée qui de la Vera-Cruz conduit jusqu'au couronnement du plateau mexicain.

En même temps que la nature favorisait davantage le mineur américain, il s'aidait lui-même par une application mieux entendue des règles de son art, par quelques perfectionnements du procédé métallurgique, et le gouvernement l'assistait par des réductions de charges. Les

(1) Page 187.

extracteurs d'argent opéraient mieux au Mexique qu'au Pérou. La substitution des mulets aux Indiens piétineurs, pour le foulage des *tortas* sur l'aire dallée du *patio*, amena, après 1780, une certaine économie dont le Mexique profita plus que le Pérou (1). La diminution de prix du mercure, que le gouvernement espagnol accorda successivement, et qui fut un peu plus forte pour les Mexicains que pour les Péruviens, exerça aussi quelque influence. La facilité plus grande de s'approvisionner d'autant de mercure qu'on en avait besoin, eut plus d'effet encore. La diminution des droits sur les mines, qui avait été consentie en 1723 et en 1736 et qui, dans les premiers temps, n'avait servi qu'à prolonger un peu l'existence d'établissements en décadence, agit un peu plus tard sur les prix comme une cause d'abaissement.

On a jusqu'à un certain point la mesure des facilités nouvelles, en tout genre, qu'offrit l'extraction, pendant la période que nous examinons en ce moment, par l'accroissement même que la production éprouva de 1750 à 1803. Ce qui s'expédiait d'Amérique en Europe monta

(1) Dans l'origine, le foulage était fait par des hommes; quelques-uns des mineurs péruviens les remplacèrent par des chevaux, et c'est de là que l'emploi des bêtes pour le foulage (*repaso*) passa au Mexique. Cette amélioration ne remonte, pour le Mexique, qu'à 1783. Don Juan Cornejo en apporta l'idée du Pérou. Le gouvernement lui accorda un privilége dont il ne jouit pas longtemps, et qui ne lui valut qu'une somme médiocre. Les frais d'amalgamation ont sensiblement diminué depuis que l'on n'a plus besoin d'employer ce grand nombre d'ouvriers qui se promenaient pieds nus sur des amas de farines métalliques. Aujourd'hui encore à Catorce, ce sont des hommes qui font ce service ; des circonstances locales et le défaut d'espace n'ont pas permis de leur substituer des animaux ; mais c'est le seul point du Mexique où l'ancien mode de foulage se soit maintenu. Dans plusieurs des mines du Pérou, le foulage par les hommes a persisté jusqu'à ce jour. M. Tschudi l'a vu encore en usage à Pasco, dans une partie des établissements.

à 35,300,000 piastres, au lieu de 22,500,000, chiffre moyen de 1700 à 1750. C'est un surplus de 12,800,000 piastres, ou de 57 p. 0/0. On se rappelle que la période semi-séculaire de 1700 à 1750 n'avait présenté qu'une augmentation de 5 millions de piastres ou de 34 p. 0/0 sur la période formée du dix-septième siècle tout entier.

Le grand accroissement qu'on remarque pendant l'intervalle de 1750 à 1803, et qui se soutient jusqu'en 1810, n'est pas du fait de l'argent seulement. L'or y est pour une bonne part. C'est le beau temps du Brésil en particulier, du Brésil qui a rendu près de la moitié de l'or de toute l'Amérique. Les mines brésiliennes furent à leur apogée pendant l'intervalle de 1752 à 1773. Ce qui payait les droits alors allait de 6,400 à 8,600 kilogrammes; à cause de la contrebande, qui était très-grande, on en a conclu que l'extraction réelle devait être de près de 12,000 kilogrammes (41 millions de francs). Moins considérable, l'extraction de l'or de la Nouvelle-Grenade eut, à la même époque, plus d'importance qu'auparavant. On peut en dire autant de celle du Chili. Pour le Brésil, et probablement aussi pour le Chili, on doit croire qu'on rencontra alors des alluvions ou d'autres gisements d'or d'une richesse supérieure, car, depuis lors, on a, dans l'un et l'autre pays, délaissé les mines d'or, au Brésil pour la culture des denrées tropicales, au Chili pour les mines d'argent et de cuivre.

On peut donc regarder comme démontré 1° que, par rapport à la valeur du blé, estimée elle-même par des moyennes embrassant d'assez longs délais, la valeur de l'argent et celle de l'or, après être demeurées stationnaires, de 1600 ou 1620 à la fin du dix-septième siècle, s'étaient sensiblement relevées, de sorte que la même mesure de la même qualité de blé se donnât pour un moindre poids d'argent, pendant la première moitié du dix-hui-

tième siècle ; 2° que, une fois à ce point, le flot a pris la direction opposée ; l'argent et l'or se sont mis à baisser de nouveau, par rapport au blé, et c'est ainsi que s'ouvre le dix-neuvième siècle avec des prix du blé doubles environ de ceux du milieu du dix-huitième, et à peu près sextuples des prix de l'an 1500 à l'an 1550 ou 1570.

Le dernier changement est-il venu des métaux précieux ou du blé ? Est-ce l'or et l'argent qui ont baissé, ou le blé qui a haussé pendant la dernière période ? De ces deux thèses, la première me paraît incomparablement la plus juste : on a vu les raisons qui autorisent à croire que les frais de production de l'argent ont diminué de 1750 aux premières années du dix-neuvième siècle. Indiquons les motifs qu'on a de supposer qu'au contraire la valeur du blé a dû rester à peu près la même. Le blé a continué de se produire à peu près dans les mêmes conditions pendant ce demi-siècle, excepté en Angleterre, où, vers la fin de la période, il y a eu des raisons, autres même que l'accident de plusieurs mauvaises récoltes, pour que le prix du blé montât. Et c'est ainsi qu'à l'égard de l'Angleterre en particulier l'enchérissement est bien plus fort : il procède de deux causes au lieu d'une. Sur le continent européen, les terres nouvelles qu'on a mises en culture étaient encore de la même qualité que celles où la charrue s'exerçait auparavant ; l'agglomération des populations urbaines était modérée ; l'industrie manufacturière se développait lentement, et autour des rares foyers manufacturiers du continent la culture faisait plus de progrès qu'ailleurs. La viabilité du territoire, jusque-là fort mauvaise, s'est visiblement améliorée, mais seulement après 1750, en Angleterre, en France et sur le reste du continent, et c'est une cause qui tend, de plus d'une façon, à faire baisser la valeur du blé ou à l'empêcher de monter.

Je suis fort éloigné de contester l'influence que des récoltes insuffisantes peuvent exercer sur le prix des blés, et la possibilité qu'il y ait, à certaines époques, une série de mauvaises années qui aggrave les moyennes tirées des mercuriales. L'apologue des vaches maigres qui se suivent, comme au surplus des vaches grasses, est de tous les temps et de tous les lieux. Cependant, malgré l'autorité de M. Tooke, je ne puis admettre que l'inégalité des récoltes donne l'explication d'un fait tel que l'enchérissement éprouvé par le blé pendant le dernier tiers ou la dernière moitié du siècle dernier, et maintenu jusqu'à nos jours.

Le tableau suivant montre ce qu'était à l'ouverture du dix-neuvième siècle la production totale de l'Amérique, en or et en argent, et comment elle se sous-divisait entre les différents pays.

Production annuelle des mines d'or et d'argent de l'Amérique, à l'ouverture du dix-neuvième siècle.

PAYS DE PROVENANCE.	ARGENT.		OR.		VALEUR totale PAR PAYS en francs.
	POIDS en kilogrammes.	VALEUR en francs.	POIDS en kilogrammes.	VALEUR en francs.	
Mexique	537,512	119,446,000	1,609	5,542,000	124,988,000
Nouvelle-Grenade	»	»	4,714	16,237,000	16,237,000
Pérou	140,478	31,217,000	782	2,694,000	33,911,000
Buenos-Ayres (1)	110,764	24,614,000	506	1,743,000	26,357,000
Brésil	»	»	3,700	12,744,000	12,744,000
Chili	6,827	1,517,000	2,807	9,669,000	11,186,000
TOTAUX	795,581	176,794,000	14,018	48,629,000	225,423,000

On peut donc estimer que, à la fin du siècle dernier

(1) La vice-royauté de Buenos-Ayres comprenait, depuis 1778, les provinces argentifères du Haut-Pérou actuellement appelé la Bolivie.

et au commencement du siècle actuel, l'Amérique fournissait 800,000 kilog. d'argent fin, qui feraient 177,800,000 fr., et 14,100 kilog. d'or qui, au taux de la monnaie française, donneraient 48,600,000 fr. C'est un total de 225 millions de fr. A la même époque, l'Europe ne rendait que 53,000 kilog. d'argent et, d'après l'évaluation la plus probable, 1,050 kilog. d'or, c'est 15 ou 16 fois moins d'argent et 13 fois moins d'or. Et encore la production de l'Europe, à la fin du dix-huitième siècle, excédait-elle beaucoup le point où elle était quand le nouveau continent fut découvert.

C'est ici qu'il y a lieu de placer une observation, au sujet du maintien de l'exploitation de la plupart des mines d'Amérique, lorsque la valeur de l'argent baissait, par l'effet de la pression qu'exerçaient sur le marché quelques mines mieux dotées que les autres, telles que le Potosi, à la fin du seizième siècle, Valenciana, Sombrerete, Catorce, la *Veta Grande* de Zacatecas, pendant la seconde moitié du dix-huitième. Le reste des mines, sous l'action de cette concurrence, voyait ses profits se restreindre ; contre ces changements de fortune, très-fréquents dans l'industrie de l'argent ou de l'or, on avait la ressource de s'acharner jusqu'à ce qu'on fût ruiné, et les mineurs espagnols n'y manquaient pas. On avait celle des économies, des améliorations, et on y avait recours comme on le comprenait. Il en est une autre qu'on employait davantage, et qui est particulière aux mines. Rien n'est moins homogène qu'un filon d'argent, aurifère ou non. Les métaux précieux y sont disséminés d'une façon fort irrégulière, non cependant sans obéir à de certaines lois (1). Ce n'est pas comme une couche de houille, ou comme un

(1) Nous avons indiqué une de ces lois, page 213.




filon ou un banc de minerai de fer, qui sont comparativement d'une très-grande régularité. Ainsi l'extraction du minerai d'argent ne ressemble point à une fabrication manufacturière où la matière première, le coton ou la laine, par exemple, est accessible à tous, à des conditions uniformes dans chaque localité, et où les fabriques d'une ville mieux située ou mieux partagée, peuvent écraser sans rémission toutes celles d'une autre. Le mineur qui se sentait serré de près par son rival du Potosi ou de Valenciana, avait un moyen de soutenir le choc, ou au moins de prolonger la lutte pendant un long espace de temps. C'était, après avoir foncé un puits, de n'attaquer que les parties qu'il avait quelque motif de supposer les plus riches. On a, dans tel district, la règle empirique qu'à tel niveau, reconnu à tels et tels signes, la mine s'appauvrit; on n'allait pas au delà. On s'est formé des notions qui permettent de distinguer plus ou moins approximativement, entre plusieurs ramifications de la même veine, celle qui est la plus riche; on s'y attachait exclusivement.

CHAPITRE IV.

Troisième période. — De 1810, où éclata la guerre de l'indépendance, jusqu'à la découverte des mines d'or de la Californie.

L'esquisse précédente nous conduit jusqu'au commencement du dix-neuvième siècle. A quelques années de là, une crise violente, qui ébranla le nouveau continent, exerça sur l'exploitation des mines une influence désastreuse.

La guerre civile qui éclata dans toutes les colonies continentales de l'Espagne en Amérique, peu après l'invasion de la métropole par les armées de l'empereur Napoléon, eut pour effet de paralyser l'industrie des mines. La production rétrograda immédiatement, selon les localités, de moitié, des deux tiers, des trois quarts. Quelques-unes des mines les plus importantes, comme la Valenciana, du district de Guanaxuato, furent complétement noyées. C'est ainsi que le Mexique n'a rendu en moyenne, de 1810 à 1825, que 65 millions environ (dont plus des neuf dixièmes en argent), au lieu de 120 à 130; mais ce chiffre est une moyenne; au fort de la guerre civile, quand, par exemple, la ville de Guanaxuato était occupée par l'armée de Hidalgo et baignée de sang, la production était bien moindre. Lorsque la paix eut été signée en Europe, et que Ferdinand VII fut rentré en possession du trône d'Espagne, les troubles de l'Amérique ne furent amortis qu'un instant. Le cri de l'indépendance avait retenti des rives du Rio Bravo del Norte jusques à la Terre-de-Feu, l'indépendance devait être consommée. La lutte recommença donc bientôt avec un nouvel acharnement jusqu'à ce que le drapeau de l'Espagne eût disparu du continent américain. Alors une espèce d'ordre revint dans les ci-devant colonies transformées en républiques, et l'exploitation des mines fut reprise définitivement. Les capitaux anglais vinrent y chercher de l'emploi sur une grande échelle, mais avec peu de discernement. Cette restauration de l'industrie métallurgique du Nouveau-Monde peut être rapportée à l'année 1825.

Depuis lors, la production de l'Amérique s'est graduellement relevée. Elle n'a cependant jamais repris son ancien niveau, quant à l'argent, qui, en valeur, prime de beaucoup l'or dans l'extraction américaine. On est

peu à peu remonté jusqu'à 700,000 kilog. d'argent, ce qui est encore un huitième de moins que l'ancienne extraction, et encore n'y est-on arrivé que dans les tout derniers temps. Pour l'or, il y aurait plutôt de l'augmentation : de 14,100 kilog. on est arrivé à plus de 15,000 (1). En monnaie française, ce serait 155,903,000 fr. d'argent, 52,407,000 fr. d'or, et pour les deux métaux réunis 208 millions (2). Voilà où l'on en était, quand la découverte des mines de la Californie a été annoncée au monde avec tant d'éclat.

Pendant cette période, les arts de l'Europe ont eu plus de facilité pour pénétrer dans les contrées métallifères de l'Amérique, car tant que la domination espagnole y a subsisté, l'accès en était resté rigoureusement interdit aux Européens autres que les sujets de Sa Majesté Catholique. Les capitaux anglais étant venus s'employer à l'exploitation des mines, il semble que les mécanismes usités dans la Grande-Bretagne, ainsi que les méthodes pour la préparation mécanique des minerais, par lesquels l'industrie des mines se recommande sur l'ancien continent, auraient dû les suivre. Mais la force d'inertie des habitants, leurs préjugés, et différentes circonstances propres à l'état social et politique du pays, au climat, au caractère même des mines, ont opposé à l'esprit d'innovation une résistance extrême. Le capital raréfié, dans la plupart de ces jeunes républiques, par la guerre et l'anarchie, et en outre au Mexique par les mesures qu'une

(1) Une partie de cette augmentation de l'or n'est qu'apparente, en ce sens qu'il faut l'attribuer moins à un plus grand rendement des mines qu'aux progrès de l'affinage à Mexico et dans les autres ci-devant colonies espagnoles : on y effectue le *départ* sur beaucoup de lingots d'argent qui auparavant n'étaient affinés qu'en Europe.

(2) Voir le tableau ci-après page 228.

jalousie funeste avait dictées au gouvernement indépendant (1), a manqué aux exploitants, malgré le subside que fournirent les capitalistes anglais en 1825. Au Pérou, notamment, les mineurs ne trouvent des capitaux qu'aux conditions les plus onéreuses. Le docteur Tschudi assure que plusieurs des extracteurs de Pasco travaillent avec des fonds que leur ont prêtés des habitants de Lima, au taux de 100 à 120 pour cent par an (2).

On n'est pourtant point sans tirer quelque parti, au Mexique, au Chili, dans les lavages d'or de la Nouvelle-Grenade, au Pérou même, de ce que la science moderne a révélé aux Européens, et des applications heureuses qu'ils ont faites de la théorie. Mais il faut reconnaître que, depuis la reprise des travaux, dans la plupart des districts métalliques, les mines d'argent n'ont pas offert un degré de richesse qui fût égal à celui qu'elles présentaient auparavant. Les mineurs ont eu mauvaise chance, comme dans la première moitié du dix-huitième siècle. De là d'abord peu d'encouragement pour celui qui aurait voulu innover en grand. De là aussi, ce qui importe surtout, un obstacle à ce que les frais de production diminuassent, et à ce que la valeur de l'argent baissât sur le marché.

Le détail, par pays, de ce qu'était l'extraction annuelle de l'Amérique, dernièrement, est indiqué dans le tableau suivant.

(1) Un décret, qui fut mis à exécution, exila du Mexique, peu après la conquête de l'indépendance, tous les natifs d'Espagne. Ils partirent emportant des capitaux considérables.

(2) Voyage au Pérou, chapitre XII.



Production annuelle, par pays, des mines d'or et d'argent de l'Amérique, avant la découverte des mines de la Californie.

PAYS DE PROVENANCE.	ARGENT.		OR.		VALEUR totale PAR PAYS en milliers de fr.
	POIDS en kilogrammes.	VALEUR en francs.	POIDS en kilogrammes	VALEUR en francs.	
États-Unis.............	»	»	1,800	6,200,000	6,200,000
Mexique..............	461,047	102,454,000	3,696	12,731,000	115,185,000
Nouvelle-Grenade......	4,887	1,086,000	4,954	17,064,000	18,150,000
Pérou...............	150,000	33,333,000	750	2,583,000	35,916,000
Bolivie................	52,044	11,565,000	444	1,529,000	13,094,000
Brésil................	»	»	2,500	8,611,000	8,611,000
Chili.................	33,592	7,465,000	1,071	3,689,000	11,154,000
TOTAUX......	701,570	155,903,000	15,215	52,407,000	208,310,000

Nous prenons ici, à l'égard du Mexique, le produit de 1845, comme le type de l'extraction dans ces derniers temps.

Pour le Pérou, la publication de M. Bosch Spencer, chargé d'affaires de Belgique dans l'Amérique du Sud, *Statistique Commerciale,* pages VII et 334, nous détermine à augmenter le chiffre admis jusqu'ici par divers auteurs et par nous-même ailleurs.

Si, pendant les cinquante dernières années, l'Europe avait dû continuer à expédier à l'Asie autant d'argent qu'au début du dix-neuvième siècle (1), il ne lui en serait guère resté pour elle de tout ce que l'Amérique lui fournissait annuellement. Elle n'en aurait eu à peu près que ce qu'elle produisait elle-même. Le rapport de l'offre à la demande serait devenu différent en Europe; les métaux précieux, l'argent du moins, auraient dû enchérir, et, par conséquent, les prix des choses auraient fini par baisser visiblement.

Mais il en a été autrement par plusieurs raisons.

On a trouvé d'autres marchandises que l'argent à

(1) Je prends toujours pour point de départ l'évaluation faite par M. de Humboldt de ce qui s'exportait en Asie, il y a un demi-siècle; je la vois admise par la plupart des auteurs.

envoyer dans l'Inde et la Chine. Pour l'Inde, ce sont les produits des manufactures britanniques, et surtout les articles en coton (1). Pour la Chine, en particulier, c'est l'opium, dont le commerce a donné lieu à une guerre mémorable par la conséquence qu'elle a eue de renverser les barrières séculaires derrière lesquelles s'isolaient plus de 300 millions d'hommes industrieux. Malgré l'accroissement des masses de coton et de sucre et d'autres articles intéressants que l'Inde fournit à l'Europe, malgré l'approvisionnement de thé, chaque jour plus grand, que notre Occident retire de la Chine ; malgré les denrées coloniales et les épices que les archipels asiatiques, et particulièrement Java et les Philippines, envoient, en proportion de plus en plus forte, aux consommateurs européens et américains, la quantité d'argent qui s'expédiait de l'Occident dans l'Orient lointain a été en baissant d'une manière presque continue. Il résulte de documents parlementaires de 1833 qu'a résumés M. Mac Culloch, dans son *Dictionnaire du Commerce* (2), que, même antérieurement à 1830, la balance du commerce entre l'Europe et l'Asie tendait à se retourner, et que de

(1) Il y a trente ans, l'Inde exportait beaucoup d'étoffes de coton. Selon M. Mac Culloch (*Dictionnaire du Commerce*, article *Calcutta*), pour la seule présidence du Bengale, de beaucoup la plus importante des trois dont se compose le territoire de la Compagnie, la moyenne des cinq années qui précédèrent 1819, avait été de 1,260,736 liv. sterl. (31,830,000 fr.). En 1842, c'était tombé à 17,629 liv. sterl. (450,000 fr.), par l'effet de la supériorité des manufactures anglaises. L'Angleterre renvoie ainsi, à l'Inde, ouvré, en tissus ou en fils, le coton brut qui, en partie, lui vient de l'Inde. La valeur déclarée des articles en coton, que l'Angleterre expédie dans les possessions de la Compagnie, s'élevait déjà, en 1841, à 3,872,186 liv. sterl. (97 millions de fr.). La moyenne de 1844-1845 est de 4,501,802 liv. sterl. (113,600,000 fr.) (Voyez le volume sur l'Inde dans la grande collection de M. J. Macgregor, page 157). C'est plus que la moitié de l'exportation des produits anglais dans l'Inde.

(2) Article *Precious Metals*.

certaines quantités d'argent et d'or refluaient de l'Inde et de la Chine vers l'Europe. M. Jacob en avait déjà fait la remarque pour le commerce qui passe par la Sibérie (1).

Depuis 1830, la sortie des métaux précieux de la Chine semble avoir été toujours croissant. M. Morrison, dans son *Guide commercial en Chine*, estime que, de 1830 à 1834, l'exportation des métaux précieux du Céleste-Empire a été environ huit fois plus grande que l'importation. Pour 1836, M. Mac Culloch évalue l'exportation à plus de trois millions de piastres, pendant que l'importation aurait été de moins d'un million. Un autre écrivain anglais, M. Thom, calcule que, en 1842, l'importation étant d'un million de piastres, l'exportation aurait excédé onze millions (2).

Autrefois les Chinois répugnaient à se dessaisir de leur argent *sycée* (lingots), quoiqu'ils n'aient aucunement, disent les voyageurs, le préjugé, tant enraciné dans notre Occident, qui fait considérer les métaux précieux avec une prédilection particulière, et qu'au contraire, à leurs yeux, ce soit une marchandise semblable aux autres. Depuis qu'ils se sont pris d'une violente passion pour l'opium, ils ne font plus de difficulté pour le donner. Ce commerce, doublement (3) prohibé qu'il est par les lois de l'empire, s'est agrandi extraordinairement. D'après les renseignements qu'a bien voulu me communiquer M. Natalis Rondot, qui a fait partie de la mission de France en Chine, comme l'un des délégués commer-

(1) *On Precious Metals*, tome II, page 320.

(2) Voir *Etude pratique du commerce d'exportation de la Chine*, par MM. I. Hedde, Ed. Bernard, A. Haussmann et N. Rondot, délégués commerciaux, revue et complétée par M. N. Rondot, page 19.

(3) Non-seulement l'entrée et l'usage de l'opium sont interdits en Chine, mais il est défendu aussi de faire sortir l'argent *sycée*. L'exportation des piastres est permise.

ciaux, la vente de l'opium, qui n'était, avant 1830, que de quelques milliers de caisses (de 5,000 à 7,000), est montée à 42,000, et cet article se paye presque entièrement en argent. A 3,500 fr. la caisse, on peut évaluer que c'est une somme de 147 millions. Déduisant un dixième qui est soldé par des acquisitions diverses, et un autre dixième environ qui l'est en traites à recouvrer sur les États-Unis, il reste 117 millions qui sont exportés presque uniquement en argent métallique. En outre, une somme de 35 à 40 millions est donnée par les Chinois, en sus des marchandises qu'ils fournissent, pour solde de marchandises européennes ou américaines.

M. Rondot estime à 50 ou 60 millions de francs la somme d'argent, en piastres espagnoles, mexicaines, péruviennes et chiliennes, et en roupies, qui est importée annuellement en Chine; ce n'est que la moitié de l'exportation.

L'Inde n'est pas dans le même cas que la Chine; elle reçoit des métaux précieux, de l'argent surtout, plus qu'elle n'en livre. L'argent et l'or y sont plus recherchés, pour les besoins du luxe et pour le monnayage, que dans la Chine où, à proprement parler, il n'y a pas de monnaie nationale d'argent. De nos jours, presque constamment, les relevés commerciaux dénotent encore, pour l'Inde, une importation de métaux précieux supérieure à l'exportation; il n'y a d'exception que pour les deux années 1831-32 et 1832-33 (1). Ces relevés accusent, pour la moyenne des huit années de 1834-35 à 1841-42, un excédant des importations sur les exportations, d'environ 47 millions de francs (2). L'opinion de

(1) Mac Culloch, *Dictionnaire du Commerce*, article *Calcutta*, page 206 de l'édition de 1846.

(2) J. Macgregor, Collection de documents commerciaux, volume de l'Inde, page 168.

M. Mac Culloch, formellement et itérativement exprimée dans le *Dictionnaire du Commerce*, est que les importations britanniques tendent à réduire incessamment et indéfiniment la quantité de métaux précieux que le commerce laisse dans l'Inde. Au surplus, aujourd'hui l'argent que l'Inde reçoit et garde, toute balance faite, vient de la Chine et non de l'Europe. L'or qu'elle importe, car l'Inde tire de l'or de l'étranger, outre celui qu'elle recueille dans son propre territoire, est un produit des archipels asiatiques.

En même temps que l'Europe cessait, peu à peu, d'avoir besoin de la fraction de l'ancien approvisionnement de métaux précieux qui lui servait à régler ses comptes avec l'Asie lointaine, elle donnait à l'exploitation de ses propres mines une impulsion digne d'être remarquée, et elle perfectionnait le procédé par lequel on retire du plomb la petite portion d'argent qu'il contient d'ordinaire. Au commencement du siècle, l'Europe extrayait 53,000 kilog. d'argent : il faudrait même dire 87,000 kilog. à cause de 11,000 kilog. environ que, selon M. Jacob, produisaient de ce métal quelques mines de la Turquie d'Asie, dont les lingots étaient aussitôt transmis à Constantinople, et de 23,000 que rendaient les mines de l'empire russe. Depuis lors, l'Europe proprement dite a plus que doublé son extraction.

Quant à l'or, il ne paraît pas que depuis un demi-siècle il y ait eu de progrès digne d'être noté, dans la production des mines européennes. Il est vrai que l'industrie des affineurs qui s'exerce à Paris plus encore que partout ailleurs, sur les piastres, sur les vieilles matières d'argent et sur les pièces de 5 fr. d'avant 1825, est comme une mine d'or qu'on exploiterait sur le sol de l'Europe. De ce chef, il y aurait à attribuer à l'Europe une production d'or qui a dû être fort appréciable pen-

dant le quart de siècle antérieur au grand ébranlement de 1848. Et puis la Sibérie s'est mise, dans ces dernières années, à en rendre des quantités qui sont inouïes en comparaison de ce qu'on connaissait de l'Amérique elle-même, à l'époque de sa plus grande splendeur.

Quelle influence les faits très-divers qui se sont passés, à l'égard de l'or et de l'argent, depuis l'ouverture du dix-neuvième siècle, ou pour mieux dire depuis l'origine des guerres de l'indépendance au sein des colonies espagnoles, ont-ils pu exercer sur la valeur de l'or et de l'argent? C'est ici le lieu de se souvenir que les phénomènes d'enchérissement ou d'avilissement ne se manifestent pas d'une manière instantanée sur les métaux précieux, parce que la production annuelle ne représente qu'une très-petite fraction de ce qui est sur le marché. Ainsi pour qu'un changement dans les conditions de la production ait de l'effet sur la valeur courante, il faut qu'un certain laps de temps se soit écoulé; de même pour qu'une modification en plus ou en moins dans l'offre annuelle se fasse sentir.

Il suit de là, que si une première cause, l'affaiblissement de la production pendant la guerre civile de 1810 à 1825, a tendu à augmenter, par la diminution de l'offre, la valeur des métaux précieux, de l'argent surtout (puisque c'est principalement de l'argent que fournit l'Amérique), il n'avait pu encore en résulter aucun effet sensible quand se fit, dans le commerce de la civilisation occidentale avec l'Orient le plus reculé, le revirement qui laissa à l'Occident la disposition d'une forte quantité d'argent, et de ce moment la force qui poussait à l'enchérissement de l'argent fut amortie.

Le progrès du luxe a été bien grand, sur toute la surface de l'Europe, pendant le tiers de siècle que termina brusquement la crise révolutionnaire de 1848 ; de même aux États-Unis. Ainsi a pu s'absor[illegible] portion du

métal qui jusque-là se rendait en Asie. La thésaurisation devenue plus facile aux hommes qui en ont le goût, à la faveur de la paix et du développement de l'activité industrielle, a dû prendre une part plus forte qu'auparavant de l'argent que l'Amérique nous envoyait. C'est ainsi qu'on peut concevoir que, malgré la marge laissée par la Chine à l'Occident, au sujet de l'argent, la demande courante en Europe se soit tenue au niveau de l'offre. Répétons ici que l'approvisionnement d'argent fourni par les mines de l'Amérique n'est pas remonté encore au point où il était avant 1810.

Pendant cette période, de 1810 à 1848, les frais de production se sont-ils accrus ou ont-ils baissé? Évidemment ils durent être plus forts pendant les années où la guerre civile sévissait dans toute sa rigueur au Mexique et au Pérou. Mais il ne faut pas ici attacher d'importance à cette période qui fut courte. Quand eurent été renversées les barrières qui fermaient aux étrangers l'accès de l'Amérique du Sud et du Mexique, les Européens et les Américains du Nord y ont déterminé des améliorations dans les travaux souterrains, dans la métallurgie plus encore. Jusqu'à présent cependant ces progrès ont été médiocres en comparaison de ce qui aurait pu être (1), et ils n'ont pas été généraux. L'anarchie, l'absence de sécurité, les préjugés de l'ignorance, ont eu ce déplorable effet que l'influence de la science et des capitaux de l'Europe et des États-Unis est restée paralysée dans les ci-devant possessions espagnoles du continent américain. Des gîtes nouveaux ont été mis en exploitation; mais jusqu'à ce jour on n'a rien rencontré qui offrît la fécondité à laquelle durent leur célé-

(1) Nous aurons occasion de revenir sur ce sujet quand nous traiterons de la baisse possible des métaux précieux, section XIII.

brité le Potosi au seizième siècle, et Guanaxuato pendant la dernière moitié du dix-huitième. La plupart des anciens gîtes, au Mexique du moins, se sont trouvés, depuis la reprise des travaux, avoir perdu plutôt que gagné. Cet appauvrissement relatif est venu à l'encontre de la diminution de frais qu'ont dû causer les perfectionnements métallurgiques ou mécaniques introduits au Mexique et au Chili depuis vingt-cinq ans. Enfin, il y a eu un surcroît de frais assez sensible par l'extrême hausse du mercure qui est le principal réactif employé dans le traitement des minerais (1).

Si donc on envisage les frais de production, il semble que, tout balancé, ils doivent être aujourd'hui à peu près au point où ils étaient avant 1810; mais certainement ils ont été plus grands jusque vers 1830. Je parle pour l'argent.

Quant à l'or, la vaste extraction qui s'en fait dans la Russie boréale n'a pas eu encore assez de durée pour que la valeur de l'or sur le marché général ait pu s'en ressentir. Et, circonstance qui en a limité l'influence, une bonne partie de cet or est demeurée close en Russie dans le trésor de la banque d'État, en garantie des billets qu'elle fait circuler, sans compter la masse qui a servi à fabriquer des espèces métalliques pour l'empire même. Au mois de juillet 1849, ce trésor contenait ainsi 101,500,000 roubles (406,000,000 fr.).

Si on voulait déterminer la valeur de l'argent en comparant les quantités de blé obtenues moyennement pour un laps de plusieurs années, en retour d'un certain poids de métal, on arriverait à ce résultat que l'argent n'a point baissé. Un hectolitre de blé coûte un aussi grand nom-

(1) Nous en parlerons moins sommairement à propos de la baisse possible des métaux précieux.



bre de grammes d'argent de nos jours qu'au commencement du siècle. Je lis dans un rapport fait à l'Académie des sciences morales et politiques, par M. Passy, qu'à Paris la taxe du pain, prix légal fixé par l'administration d'après le cours des farines, a été, en moyenne, pendant les vingt-deux premières années du siècle, un peu plus forte même que pendant la période suivante de vingt-deux années (1). Il y a des pays où le blé a enchéri, mais on peut en trouver une explication suffisante dans le développement rapide qu'y a pris la population urbaine, ce qui a déterminé la mise en culture de terrains très-pauvres ou difficiles à mettre en rapport, et par suite la hausse du blé. Dans d'autres États, en Prusse par exemple, le blé a sensiblement diminué : mais on est autorisé à croire, avec M. de Humboldt, que c'est l'effet du perfectionnement agricole et aussi de l'amélioration des voies de transport. Pour l'ensemble de la civilisation européenne, on est fondé à regarder le prix du blé comme stationnaire depuis 1810 ou 1800.

Résumons donc : je ne suppose pas, en dépit de quelques indications contraires, que la valeur de l'or et de l'argent, rapportée à un type immuable qu'on peut concevoir plus qu'indiquer, ait éprouvé un changement sur le marché général depuis le commencement du dix-neuvième siècle jusqu'au moment actuel.

Cette assertion a contre elle une opinion assez généralement accréditée : on entend dire partout que la valeur de l'argent est devenue bien moindre depuis le retour de la paix, et qu'on n'est pas plus riche aujourd'hui avec 20,000 fr. de rente qu'en 1814 ou 1815 avec 10,000. On ne réfléchit pas que ce n'est point l'argent qui a

(1) *Journal des Economistes* du 15 octobre 1848, ou tome XXI, p. 330. Rapport de M. Passy sur la *Statistique Agricole* de M. Moreau de Jonnès.

changé; ce sont les besoins qui se sont multipliés, c'est la vie qui s'est raffinée. Qu'on analyse la manière dont vivait, il y a trente-cinq ans, la classe riche, à Paris et dans les autres capitales, et qu'on la compare au train qui s'y menait avant la révolution de 1848. Je conviens que quelques articles de première nécessité ont monté de prix, la viande, par exemple : mais ce n'est point l'effet d'une baisse de l'or et de l'argent; c'est celui de circonstances propres à la production même de ces articles (1).

Et en revanche, on a vu baisser dans une bien plus forte proportion une foule d'articles, dont l'ensemble occupe plus de place que la viande dans la dépense des personnes que je mentionnais tout à l'heure, celles qui ont un revenu de 20,000 fr.

Dans notre époque où tout change, quelquefois d'une façon si imprévue, le progrès des arts peut susciter à chaque instant des forces nouvelles qui influent directement non-seulement sur la manière dont s'extrayent les métaux précieux, mais aussi bien sur la demande qui s'en fait et sur la consommation. Cette réflexion m'est suggérée par l'industrie actuellement très-bien constituée de l'argenture : jusqu'ici on ne savait revêtir d'argent la surface des autres métaux que par le procédé du plaqué, ce qui restreignait l'argenture aux surfaces planes ou à peu près. Aujourd'hui on a un procédé chimique fort simple pour le répandre en couches uniformes, de l'épaisseur ou pour mieux dire de la minceur qu'on veut, sur un corps d'une forme quelconque. Il est vraisemblable que cette invention, coïncidant avec l'amour du bien-être et de l'apparence par lequel se caractérise notre époque, déterminera, après quelque temps, l'emploi et aussi la destruction d'une assez grande quantité d'argent; car

(1) Je renvoie au sujet de la viande à ce qui sera dit plus loin, section X.

il se peut qu'elle fasse en grande partie disparaître les couverts de fer ou d'étain, et répande l'usage des ustensiles argentés dans les familles peu aisées. Or, la majeure partie de l'argent employé de cette façon ne se retrouverait pas; ce serait comme l'or des galons.

CHAPITRE V.

De l'étendue de la baisse qu'ont éprouvée les métaux précieux depuis la découverte de l'Amérique, comparativement aux autres produits.

On demande souvent quelle a été la baisse des métaux précieux, ou la hausse des denrées et des services, causée par l'exploitation des mines d'Amérique depuis Christophe Colomb jusqu'à nos jours. C'est un problème qu'on ne peut espérer de résoudre qu'avec une approximation médiocre, même dans les cas les plus favorables, parce qu'il implique des éléments dont l'appréciation exacte est impossible. Et c'est ainsi que je l'ai entendu dans l'analyse qui occupe les trois chapitres précédents, où j'ai cependant rapporté l'argent au blé, comme à un mètre absolu, faute d'un type plus immuable, dans le but de reconnaître les variations du métal.

On peut dire assez bien quelle était la quantité d'argent ou d'or contre laquelle s'échangeaient autrefois des quantités déterminées de denrées communes, le blé, la viande; on peut même parvenir à savoir de combien se composait la rémunération d'une journée de travail de quelques professions, dans diverses localités; mais ce que je ne puis démontrer, c'est que la différence survenue doive être attribuée exclusivement à l'un des deux objets dont le

rapport d'échange a varié, et non à tous les deux. L'hectolitre de blé, qu'on obtenait, avons-nous dit, pour la quantité de 14 à 16 grammes d'argent, se paye aujourd'hui 90 ; mais suis-je bien certain que l'argent seul ait changé de valeur, qu'il n'y ait eu aucune variation dans celle du blé, même en n'estimant celle-ci que par la voie de moyennes d'une certaine généralité? Suis-je autorisé à affirmer que la différence des prix doit s'expliquer en totalité par l'avilissement absolu de l'argent et nullement par l'enchérissement absolu du blé? Que l'on prenne pour l'expression de la valeur le montant des frais de production ou le rapport de l'offre à la demande, l'incertitude subsiste, ou plutôt il n'y en a pas : il est indubitable qu'il y a eu du changement pour le blé comme pour le métal précieux, et ce qui le prouve sans réplique, c'est qu'il n'y a pas deux pays où la variation des prix ait été identique. Le fait est que, à des degrés divers sans doute, les circonstances de la production sont devenues autres pour toutes les marchandises sans exception, pour tous les services à rétribuer. De même les rapports de l'offre à la demande, en tant que ces rapports déterminent les prix des choses.

Ainsi tous les calculs qu'on pourra faire dans le but de formuler la puissance comparée de l'or et de l'argent, à la fin du quinzième siècle et graduellement aux époques qui ont suivi, par rapport aux diverses marchandises ou aux divers besoins de l'homme, manquent d'une base mathématique. Il n'en est pas moins vrai que ce sont des recherches d'un grand intérêt, qui répandent beaucoup de lumières sur l'histoire des États et de la société. La précision mathématique, dont il faut bien se passer dans des explorations de ce genre, n'y est pas absolument indispensable. Tout porte à croire enfin que la valeur du blé, estimée par la voie de moyennes d'une certaine géné-

ralité, n'a eu que des variations faibles en comparaison de celles des métaux précieux.

C'est sous les réserves exprimées ici qu'est présentée la conclusion pratique de l'histoire des mines américaines jusqu'à nos jours, à savoir que la baisse des métaux précieux ou la hausse relative des denrées ont eu lieu dans le rapport de 1 : 6.

CHAPITRE VI.

Du maintien de l'exploitation des mines d'or et d'argent en Europe, après la découverte de l'Amérique.

On serait tenté de considérer comme une contradiction que l'Amérique ait des mines beaucoup plus abondantes que celles de l'Europe, qu'elle ait beaucoup fait baisser la valeur des métaux précieux, et que la production des mines européennes, sans atteindre celle des mines de l'Amérique et même sans en approcher, se soit cependant développée. C'est que l'industrie européenne a racheté, à force d'art et d'économie, la différence des avantages naturels. Sans doute, avant la découverte de l'Amérique, l'offre des métaux précieux étant petite en comparaison de la demande, la plupart des mines écoulaient leurs produits avec de gros profits, et on ne pouvait leur faire de concurrence sérieuse, par beaucoup de raisons dont la première est que l'on ne trouve pas à volonté, en Europe, une mine, je ne dis pas riche, mais seulement médiocre. Il n'est donc pas douteux, que, dans le quinzième siècle, on n'exploitât en Europe de certaines mines très-pauvres qu'on dut abandonner quand l'Amérique fut en rapport. Mais aussi la recherche de l'or

et de l'argent devint alors la préoccupation générale. Ne voyons-nous pas aujourd'hui les imaginations échauffées par les nouvelles de la Californie, se porter, malgré l'extrême langueur des affaires, vers la poursuite des mines d'or? Par le mouvement général de la renaissance, l'art des mines se perfectionna, on explora mieux les montagnes, on y découvrit de nouveaux filons et on les travailla avec plus d'intelligence, de savoir et d'ordre qu'il ne s'en mettait dans les exploitations du nouveau monde, et ainsi la métallurgie européenne, bien que moins favorisée par la nature, ne succomba pas. Enfin l'observation placée plus haut (1), au sujet de l'action des mines américaines les unes sur les autres, est parfaitement de mise ici.

M. de Humboldt a tracé, pour le moment où il écrivait son *Essai sur la Nouvelle-Espagne*, un parallèle curieux entre une mine d'argent voisine de Freyberg, celle de Himmels-Furst, la plus riche de la Saxe, et la célèbre mine de Valenciana, près de Guanaxuato, qui alors, et depuis un bon nombre d'années, était la plus riche du Mexique (2). Rien n'est plus manifeste que la supériorité naturelle de Valenciana : c'est une abondance incroyable de minerai; le filon a de 40 à 50 mètres d'épaisseur souvent divisés en trois branches; les filons de Himmels-Furst, au nombre de 5, n'ont que 2 à 3 décimètres. A cette époque, la mine de Valenciana n'avait pas d'eau à épuiser; celle de Himmels-Furst nécessitait l'emploi de machines hydrauliques; mais Valenciana était plus profonde : on y travaillait à 514 mètres de profondeur; Himmels-Furst n'était ex-

(1) Page 223.

(2) Elle a donné, pendant quarante années de suite, une quantité d'argent représentant plus de 14,000,000 fr. et quelquefois 6 millions de profit net.

ploité qu'à 330 mètres. Avec 550 hommes, les premiers mineurs du monde, fouillant la terre suivant les méthodes les plus perfectionnées, la mine saxonne ne rendait que 700,000 kilogrammes de minerai; à Valenciana, 1,800 travailleurs souterrains, moins du quadruple, indiens ou métis, pratiquant des procédés grossiers, livraient aux ateliers 33,120,000 kilogrammes, cinquante fois autant. La première fournissait 2,300 kilogrammes d'argent, la seconde 82,600 ou 36 fois davantage. Pour extraire la quantité de minerai produisant 100 kilogrammes d'argent, il suffisait à Valenciana de 2 mineurs; il en fallait 22 à Himmels-Furst.

Mais Valenciana payait ses 3,100 ouvriers fort cher, ils recevaient de 5 à 6 fr. par jour; et ensemble 3,400,000 fr.; l'autre ne rétribuait ses travailleurs du fond et de la surface, au nombre de 700, qu'à raison de 90 centimes; et ces braves gens s'en contentaient, parce que c'était le taux du pays: c'est tout ce que permettait d'y faire le montant des capitaux par rapport à la population. A Valenciana, trois puits coûtaient ensemble plus de 10 millions de francs. C'était, par puits, 3,333,000 fr. Le puits nouveau (*Tiro Nuevo*), qu'en 1803 M. de Humboldt vit à 184 mètres de profondeur, et qu'on creusait de manière à le terminer, à ce qu'on supposait alors, en 1815, devait avoir une profondeur de 514 mètres. Il devait coûter 6 millions de francs environ. On lui donnait des dimensions excessives, 26 mètres 80 cent. de circonférence, ou plus de 8 mètres de diamètre. A Himmels-Furst, en pareil cas, même avec un filon de la puissance de celui de Guanaxuato, on eût adopté un diamètre beaucoup plus modeste et le puits eût été creusé vraisemblablement pour 250,000 fr. La plupart des matériaux et des approvisionnements, tels que la poudre, le fer, l'acier, le bois, les fourrages pour les équipages de mulets

qui font, en Amérique du moins, la manœuvre des puits, le cuir, le suif, coûtaient plus cher à Valenciana qu'à Himmels-Furst et s'y gaspillaient extrêmement. Il faut dire aussi que le rendement moyen du minerai était de moitié plus fort à Himmels-Furst (1).

Voilà par quels moyens s'établissait la compensation ; mais elle restait fort imparfaite. La concurrence de la mine mexicaine n'empêchait pas la saxonne de travailler avec profit ; mais c'était un bénéfice de 90,000 fr., que celle-ci réalisait, tandis que de l'autre côté c'était de 3 à 4 millions (2) de francs.

La comparaison entre Himmels-Furst et Valenciana n'a quelque convenance que parce que Himmels-Furst qui, au Mexique, eût été l'objet d'un parfait dédain, possédait, en Saxe et en Allemagne, une réputation qui distinguait cet établissement presque comme Valenciana était célèbre dans le nouveau monde. Autrement ce n'est pas à une mine qui jouissait d'avantages naturels, vraiment exceptionnels en Amérique, qu'il est légitime de comparer les mines d'Europe, à moins qu'on ne veuille tirer de ce parallèle des conclusions qui soient plus évidentes.

(1) Voir l'*Essai sur la Nouvelle-Espagne*, III, page 206.

(2) La moyenne de 1794 à 1802, l'un et l'autre inclus, a été de 640,000 piastres, ce qui fait 3 millions et demi de francs.

SECTION VI.

Des mines d'or en général.

CHAPITRE PREMIER.

Leurs caractères généraux. — Conséquences qui en résultent pour la production de ce métal. — A quelles conditions des mines nouvelles peuvent en faire baisser la valeur.

L'esquisse historique qui précède, sur les mines du nouveau monde, doit être envisagée surtout comme concernant les mines d'argent. L'Amérique produit les trois quarts environ de l'argent qui est versé sur le marché général où notre civilisation européenne peut puiser. De nos jours surtout, le nouveau monde n'exerce pas à beaucoup près la même prééminence pour l'or. Traitons maintenant, d'une manière plus particulière, de la production de ce dernier métal.

Il semble qu'il y ait quelque chose de paradoxal à soutenir que l'or soit un des métaux les plus répandus dans la nature; car s'il l'est, comment se fait-il qu'il soit d'une valeur si élevée en comparaison de tous les autres produits de l'industrie humaine? C'est que la nature a semé l'or presque en tous lieux, mais elle l'a mis partout à très-petite dose.

Il y a extrêmement peu de terrains où l'on ne trouve

quelques parcelles de fer. Le fer est une des substances que la nature a employées le plus, tantôt comme un élément essentiel des corps, tantôt comme un ingrédient accidentel destiné à les colorer, par exemple, et à leur donner quelquefois des nuances qui en font la beauté et le prix. Après le fer, il n'y a pas de métal que la nature ait distribué aussi généralement que l'or; mais elle lui a fait jouer un rôle beaucoup moindre. Le fer existe souvent en filons très-épais ou en couches massives. Qui n'a entendu parler des inépuisables masses de fer de l'île d'Elbe, ou de la Montagne de Fer (*Iron Mountain*) du Missouri, ou des bancs de minerai de fer qui s'étendent à plusieurs lieues de distance dans les Pyrénées, dans l'Aveyron, dans le pays de Galles, dans presque tous les pays du monde? Pour l'or, jamais rien de semblable, jamais rien de plus que des grains ou des paillettes, çà et là, dans des filons ou des veines de quartz ou dans des couches de graviers. Quelquefois encore des parcelles complétement invisibles, disséminées dans des minerais argentifères ou dans ces matières d'un jaune de laiton que le minéralogiste nomme des pyrites (1). Il n'est même pas sans exemple que la masse tout entière des terrains en soit imprégnée. Voici, par exemple, ce qu'on lit dans l'*Asie Centrale* de M. de Humboldt : « Je rappelle « à cette occasion qu'à Madrid un chimiste dont les tra« vaux ont été regardés comme très-précis, M. Proust, « m'a assuré avoir trouvé aurifère toute la masse grani« tique autour de l'Escurial sans que l'on aperçût trace « de filons ou de veines (2). »

M. Domeyko déclare avoir positivement constaté, au

(1) Matières jaunes d'un brillant métallique, que le vulgaire prend souvent pour de l'or, mais qui ne sont que des sulfures de fer ou des sulfures doubles de fer et de cuivre.

(2) *Asie centrale*, tome I, page 528.

Chili, un fait semblable sur une plus grande échelle. « J'ai voulu seulement reconnaître, dit-il, si l'or qui se « concentre de préférence dans les filons n'est pas un des « éléments de la masse encaissante, de la masse de tous « ces rochers qui constituent la chaîne d'escarpement « de ladite côte de l'Océan. Dans ce but j'ai fait divers « essais de terres que j'avais soin de recueillir à la sur- « face des rochers, sur les pentes où on n'apercevait « pas la moindre trace de filons aurifères. Ces terres se « composaient de grains anguleux de feldspath, mé- « langés de petits grains de quartz et de quelques pail- « lettes de mica. Des essais faits sur 200 grammes de ces « terres m'ont donné une particule d'or sensible à la « balance et correspondant à plus d'un millionième de « la substance essayée (1). » Je pourrais citer encore d'autres témoignages dans le même sens (2).

En fait d'or, ce qui répond aux gigantesques amas et aux couches épaisses de fer que l'on cite dans tant de contrées, ce sont des morceaux gros quelquefois comme une noix ou comme le poing, très-rarement d'un plus fort volume et le plus ordinairement moindres, qu'on désigne sous le nom de *pépites*. L'histoire mentionne les pépites qui pèsent plusieurs kilogrammes, comme des événements. L'Europe s'intéressa, il y a trois siècles et demi, à une pépite qui, dans les récits du temps, est indiquée comme le *grano de oro* par excellence. On l'avait trouvée à Haïti, au commencement de 1502, dans les lavages d'or du Rio Hayna. On l'envoyait,

(1) Notice sur quelques minerais du Chili analysés en 1843, *Annales des Mines*, quatrième série, tome VI, page 180.

(2) Dans l'île de Haïti, récemment, un mineur très-instruit, M. Théodore Haupt, ayant, en trois endroits très-éloignés les uns des autres, broyé et traité par le lavage la diorite décomposée, en a retiré de l'or. (Humboldt, *Asie centrale*, tome I, page 527.)

non sans quelque solennité, avec d'autre butin, à Ferdinand et à Isabelle; mais le navire qui la portait fut englouti à peu de distance de l'île, le 29 juin 1502, dans le même ouragan où périrent Bobadilla, Roldan et l'infortuné cacique Guarionex. Elle pesait de 14 à 15 kilog. (1). En 1821, on en a découvert une de 22 kilog. aux États-Unis, dans la Caroline du Nord, comté d'Anson. Un des sultans de Bornéo se vante d'en avoir une plus belle; mais tous ces échantillons renommés sont surpassés par la pépite qui, en 1842, s'offrit aux mineurs russes près de Miask, dans l'Oural méridional; en volume elle ne fait cependant pas tout à fait 2 litres, elle pèse 36 kilog.

L'exploitation de l'or a deux caractères particuliers :

Le premier, c'est qu'on le trouve presque toujours à l'état natif, c'est-à-dire à l'état de métal sans combinaison. Le fer, dont nous avons parlé, est toujours uni à d'autres substances qui en changent complétement l'aspect et les caractères; il se présente à l'état d'oxyde, d'hydrate ou de carbonate, jamais à l'état natif, excepté dans les pierres météoriques qu'on ne saurait mentionner parmi les mines (2). L'or, au contraire, s'offre le plus souvent pur, sauf l'alliage accidentel, qui ne le dénature pas, de quelques centièmes d'argent et d'un à deux pour cent de métaux plus vulgaires, le cuivre et le fer. De même, dans les mines où l'état natif de l'or n'est pas visible, parce que le métal est voilé par sa division même, la science croit qu'il reste juxtaposé plutôt qu'associé

(1) On avait fait courir, au sujet de cette pépite, des contes extravagants. M. de Humboldt en rapporte quelques-uns dans le tome III de l'*Histoire de la géographie du nouveau continent* (pages 330, 331).

(2) Non-seulement ces pierres météoriques sont trop rares pour qu'on les considère comme des mines, mais encore le fer y est uni à quelques centièmes d'autres métaux qui suffisent à le dénaturer.

chimiquement aux autres corps. C'est de cette manière qu'un grand nombre de mines d'argent offrent de l'or épars en atomes dans les substances argentifères ou dans la roche, tout au plus en paillettes menues qu'il n'y aurait pas moyen d'attaquer séparément. Dans les mines de la Transylvanie qui ont de la célébrité, l'or est mêlé, en petites doses, à un autre métal, le tellure; celles de Chemnitz, qui ont aussi de la réputation, sont, comme celles de Guanaxuato, des mines d'argent aurifère.

Le second caractère qui distingue l'exploitation de l'or est relatif à la constitution des mines elles-mêmes. La plupart des mines d'or proprement dites (j'entends par là les mines qui ne sont pas, comme celle de Guanaxuato, des mines d'argent principalement, où l'or est un accessoire, un accident sous le rapport minéralogique) sont essentiellement d'alluvion. Ce sont des sables ou des graviers placés à la surface du sol, ou à piene recouverts par une épaisseur assez mince d'autres sables ou de terre végétale. A une époque qui, dans la série des âges géologiques, précéda immédiatement celle où l'homme apparut, la surface de la planète fut labourée par les eaux avec une puissance dont les dégâts causés par les inondations de nos jours ne donnent aucune idée. Alors, une grande quantité de roches furent mises en débris que les courants charrièrent, roulèrent, pulvérisèrent ou tout au moins arrondirent; c'est ainsi que furent formées les couches d'alluvion que l'on remarque si épaisses quelquefois, et parsemées de galets très-nombreux, dans les vallées, bien au-dessus du niveau actuel des fleuves. En broyant une immense quantité de rochers pour en étendre le détritus sur la surface de la terre, ce cataclysme donna naissance à cette couche friable qui, presque partout, mais principalement dans les fonds, recouvre le roc, et dont le dessus est la terre

végétale. Cette période qui, au premier abord, semble un âge de destruction, eut pour effet, au contraire, de rendre la planète habitable par l'homme, d'en assurer la salubrité en comblant de nombreux abîmes remplis d'eaux stagnantes, et en traçant correctement les vallées; elle en fit la fécondité, en préparant la surface de la planète, afin que la culture du sol y fût possible. A cette même époque se formèrent les gisements d'or sur lesquels l'industrie humaine s'exerce le plus, les gisements d'alluvion.

Il ne reste guère de doute aujourd'hui aux savants sur ce point que les eaux, dans le déchaînement qu'elles eurent alors, rencontrèrent à la surface du sol, en certaines contrées, des déjections aurifères qui formaient même de vastes épanchements. C'était venu de l'intérieur de la planète, de même que tant d'autres roches, que les géologues désignent sous le nom générique de terrains *cristallins* ou *non stratifiés*. Le métal précieux y était réparti dans des filons de quartz ou dans des veines ramifiées de la même substance; la masse entière, on vient de le voir, en était plus ou moins imprégnée elle-même dans un grand nombre de cas. Dans leurs parties les plus voisines de la surface, ces filons, ces veines ou ces roches massives, par un phénomène de distribution dont le règne minéral présente des exemples, contenaient beaucoup plus d'or que dans la profondeur où il est facile encore de les suivre (1), comme on suit, en creusant, les

(1) Cette opinion fort accréditée aujourd'hui, est établie par M. Duport, dans les termes suivants :

« Parmi ces faits encore isolés, il en est un que j'ai pu observer dans toutes les grandes veines métallifères du Mexique : c'est que l'or se présente toujours en plus grande abondance vers le jour, tandis que sa proportion diminue avec la profondeur; souvent ce métal apparaît en quantité considérable dans les boursouflements qui s'élèvent au-dessus du sol

racines d'un arbre. Par des causes que je n'essayerai pas d'exposer ici, ces déjections se montrèrent, dans certains pays au moins, très-faciles à désagréger à la superficie, c'est-à-dire dans la partie qui était précisément plus riche en or que le reste, et c'est ainsi que se formèrent des alluvions aurifères d'une grande étendue.

Un autre phénomène paraît avoir eu lieu alors : ces masses d'eaux en mouvement, dans des oscillations peu violentes, mais prolongées, qui auraient marqué la fin de la période, auraient fait subir un remaniement, une sorte de lavage aux matières broyées. A la faveur de cette opération de la nature, l'or s'accumula dans une partie des alluvions, de préférence au reste, de même que, sur une *table à secousses*, sous l'action d'un petit courant d'eau, dans les ateliers de préparation mécanique d'une mine de plomb ou de cuivre, les matières les plus pesantes se séparent des autres. Sans doute parce que c'est l'endroit où ce travail de lavage se soutint le plus longtemps, c'est à peu de distance des cours d'eau actuels que l'or, habituellement, est le plus abondant, et c'est là qu'on va le chercher communément. Cependant le sable aurifère recouvre maintes fois les versants des collines et les plateaux.

à l'orifice des filons, ou dans les épanchements horizontaux qui s'étendent à l'entour de cet orifice.

« Au Mexique, il est peu de mines d'argent qui soient absolument privées d'or; seulement à mesure que l'on avance en profondeur sa proportion diminue. A Guadalupe y Calvo, sur la crête du filon, un seul coup de marteau détachait des fragments de roche où l'or se distinguait aisément : prise à 100 mètres de profondeur, cette veine de quartz, large de 18 mètres, ne contenait plus que de faibles parcelles d'or, que l'œil ne découvre plus, que le mercure seul peut recueillir. » (*D'une Banque territoriale hypothécaire*, 1849, page 59.)

M. Domeyko parle dans les mêmes termes des filons d'or du Chili. *Annales des mines*, quatrième série, tome IX, page 368.

Les alluvions aurifères composent, au milieu de l'alluvion générale qu'on rencontre plus spécialement dans tous les fonds, des bancs d'une forme particulière : ils sont plats et oblongs, de 50, 100, 200 mètres de longueur et plus encore, mais beaucoup plus étroits. L'or y est plus rare à la périphérie que vers les parties centrales.

Les mines qu'il y eut autrefois dans les Gaules et qui avaient donné assez d'or pour exciter la cupidité de Jules César, celles qu'on a travaillées jadis en Égypte, et dont le souvenir ne s'est perpétué que sur les impérissables monuments des Pharaons; celles d'Haïti, aujourd'hui délaissées ou épuisées; celles de l'intérieur de l'Afrique, dont il y aurait lieu d'attendre de grands produits si elles n'étaient entre des mains barbares; presque toutes celles qui, au Brésil, il y a cent ans, étaient fort productives; la plupart de celles de la Nouvelle-Grenade; beaucoup de celles du Chili, et de celles qui, aux États-Unis, sont éparses au pied des monts Alléghanys; celles de l'archipel de la Sonde, de la Chine et du Japon, comme celles des Montézumas et des Incas; celles de l'Oural et de l'Altaï, dont on racontait des prodiges avant que les rumeurs de la Californie ne fussent venues étourdir le public; celles enfin de la Sonora, de la Californie elle-même ont ce caractère de mines d'alluvion. Quant aux filons, et aux gisements en veinules, nommés *gisements de contact* (1), qui, de même que les filons, recèlent l'or dans son site primitif, ils ne sont en œuvre que sur quelques points. On en exploite quelques-uns dans les montagnes du Choco, qui dépend de la Nouvelle-Grenade; au Brésil,

(1) Les gisements de *contact* sont ainsi nommés parce qu'ils sont à la séparation des terrains que la géologie qualifie de *cristallins* ou *non stratifiés* et de ceux qu'elle appelle *stratifiés*.

dans la province de Minas-Geraës, une bonne partie de l'or qu'a produit la localité de Gongo-Socco avait cette origine. On a travaillé avec succès un petit nombre de filons au Mexique, à Oaxaca, Villalpando près de Guanaxuato; on a cité plusieurs filons du Chili pour avoir donné des trésors (1). On en signale un ou deux en Sibérie, notamment à Bérézofsk. Mais, à part quelques exceptions, ils ne donnent que des produits insignifiants auprès des mines d'alluvion. L'homme a plus d'avantages à aller prendre l'or dans les couches de gravier où, grâce au travail de la nature elle-même, on est dispensé de la double besogne d'une excavation profonde dans les entrailles de la terre, et d'une préparation mécanique pour pulvériser les matières aurifères. Les vraies, les grandes mines d'or sont donc les alluvions. C'est une question si les filons, qu'on assure avoir reconnus dans la Sierra-Nevada de la Californie, ne restitueront pas la prééminence aux gisements primitifs du métal. On a dit qu'il en était ainsi; mais que n'a-t-on pas dit à l'occasion de cette contrée! Jusqu'à présent il est permis d'en douter.

De ces deux circonstances caractéristiques, la première, de s'offrir à l'état natif, simplifie extrêmement la métallurgie de l'or; la seconde, d'être tout près de la surface du sol, rend l'exploitation des mines infiniment aisée. Joignez-y ces deux faits, que les alluvions aurifères sont fréquemment à la surface du sol ou tout près de la surface dans la plupart des pays, et que ce métal a une inaltérable beauté qui le distingue entre tous et y attire les regards, et vous saurez comment il se fait

(1) Le plus communément au Chili ce sont des filons de pyrites aurifères Voyez sur ces mines le Mémoire déjà cité de M. Domeyko. *Annales des mines*, quatrième série, tome VI, page 177.

que chez presque tous les peuples, quelque imparfaitement civilisés qu'ils fussent, les premiers historiens aient signalé l'usage de l'or; pourquoi quelques parcelles d'or se voient aux mains d'un grand nombre de tribus sauvages; pourquoi presque toutes les peuplades naïves que rencontrèrent les Espagnols, avant qu'ils missent le pied dans l'empire de Montézuma ou sur le sol péruvien, avaient de petites plaques d'or pour se parer, et de menus ustensiles, tels que des hameçons pour la pêche, en or plutôt qu'en tout autre métal. Il a suffi que quelques pépites, ou quelques lames plus grandes que les paillettes ordinaires, se fussent présentées aux regards des hommes, dans le lit de quelque ruisseau, pour qu'ils recherchassent avec un soin particulier cette substance constamment éclatante, que la malléabilité rend si facile à étendre, de manière à en faire des ornements ou de petits outils (1).

(1) L'argent se montre quelquefois à l'état natif; les mines de Konsberg, en Norwége, ont donné beaucoup d'argent natif. Dans son *Traité de Minéralogie*, M. Dufrenoy rapporte qu'on y en a trouvé deux masses de plus de 1,000 kilog. chacune. Aux mines mexicaines de Batopilas, l'argent natif est assez commun. Mais les gisements d'argent natif dignes d'être cités sont des raretés dans le monde, et, outre qu'elles sont moins nombreuses que les mines d'or, les mines d'argent, natif ou autre, gisent dans les entrailles de la terre, où il n'est pas facile d'aller chercher le métal. Pour l'en retirer, il faut un état des arts qui suppose un certain avancement des sciences et de la civilisation en général. Voilà pourquoi l'argent était fort rare en Amérique, même sur le continent, chez les Péruviens et les Mexicains, qui cependant étaient déjà des peuples industrieux, quand les *Conquistadores* y arrivèrent. Le cuivre, qui est facile à travailler quand il est pur, se montre parfois à l'état natif, beaucoup moins pourtant dans les contrées occupées de longue main par la civilisation européenne que dans quelques autres régions; mais alors il n'est pas, si ce n'est par exception, d'une pureté qui permette de l'employer, de le travailler, même grossièrement, au lieu que l'or, même allié à d'autres métaux dans une certaine proportion, garde une malléabilité remarquable. Et puis les mines de cuivre, surtout celles où il y a du cuivre natif, sont

Le fait d'être en alluvions médiocrement épaisses, sous la forme de bancs de peu d'étendue, où l'or est extrêmement clair-semé, entraîne comme conséquence que les mines d'or s'épuisent bien plus rapidement que d'autres. Voici une superficie d'un myriamètre carré de terrain ; c'est la cinq millième partie de la France à peu près. Elle offrira, supposons-le, des bancs aurifères de deux mètres de puissance, c'est déjà beaucoup ; il ne faudra que 200 mètres cubes d'alluvion aurifère pour rendre un kilog. d'or : on verra plus loin que c'est une teneur satisfaisante. Mais les bancs exploitables, épars çà et là, n'occuperont que la dixième partie de la superficie totale. Le myriamètre alors se réduit à une surface exploitable de mille hectares. Il faut 100 mètres carrés, ou un centième d'hectare pris dans la superficie utile pour rendre 1 kilog. d'or ; les mille hectares exploitables ne pourront donc fournir plus de 100,000 kilog. d'or. En quinze ou vingt ans un gisement qui aura excité peut-être l'attention du monde entier sera totalement vidé d'or. Il le sera en dix ou en cinq, si le pays est peuplé et industrieux. Avec des mines d'argent du genre de celles qu'on rencontre en Amérique, un seul filon qui se présenterait, je ne dis pas sur une superficie d'un myriamètre carré,

partout moins nombreuses que celles d'or, quoiqu'elles soient plus riches ; enfin, comme pour l'argent, il faut retirer le minerai de la profondeur de la terre. Du reste, en Amérique, on a trouvé des peuples qui avaient quelques ustensiles, ou plutôt quelques ornements simples en cuivre. Des cavernes, qui ont servi de sépulture à quelques tribus indiennes, ont présenté une grande quantité de bracelets en cuivre, et il est hors de doute que les Mexicains et les Péruviens exploitassent les mines de cuivre et préparassent le bronze ; ils faisaient leurs outils de cette dernière composition. Quant au fer, qui est à la fois le plus répandu des métaux, et celui dont les mines sont les plus riches, la métallurgie qui le concerne était difficile à inventer. De tous les métaux, le fer est le premier par l'utilité, mais c'est le dernier que les hommes aient su préparer avec le degré de pureté qui le rend propre à tant d'emplois divers.

mais seulement sur un myriamètre de long, donnerait lieu à une exploitation infiniment plus longue.

Ainsi, pour qu'une mine d'or exerce de l'influence sur le marché général du monde, pour qu'elle parvienne à modifier sensiblement la valeur relative de ce métal, il est indispensable que le gisement ait une grande superficie. Depuis que les Européens se sont emparés du nouveau continent et qu'ils y cherchent de l'or, on en a trouvé beaucoup de mines dont le rendement était supérieur à celui des alluvions exploitées en Europe, toute cherté de la main-d'œuvre étant balancée de même que toute autre dépense, et la baisse de l'or s'en est suivie. La baisse n'a cependant pas eu lieu dans les proportions que faisaient pressentir plusieurs de ces gîtes, parce qu'ils étaient fort restreints et qu'ils ont été épuisés avant d'avoir pu exercer une influence appréciable sur l'offre comparée à la demande.

De nos jours surtout, la quantité d'or qui existe à l'état d'offre sur le marché est fort considérable ; car, ainsi que nous l'avons dit pour l'argent, tous les lingots et toutes les monnaies en circulation sont à cet état d'offre. Donc, de nos jours, plus encore que par le passé, pour que des mines nouvelles occasionnent la baisse de la valeur de l'or, il faut qu'elles ouvrent à l'industrie une carrière très-vaste, que ce soient des gisements très-étendus.

Voici une autre conséquence de la manière d'être des mines d'or : La main-d'œuvre représente presque en totalité les frais de production de l'or, autres que les redevances au trésor public, quand il y en a, surtout si l'on fait abstraction des frais que subit le métal après qu'il a quitté la mine. C'est en effet une industrie où il y a très-peu de capital engagé sous la forme de machines ou de travaux préparatoires. Même sur les mines les mieux

travaillées de la Russie boréale, les engins sont d'une grande simplicité : ce sont des tables de différentes formes pour le lavage. Les travaux préparatoires aussi sont extrêmement bornés : ce n'est plus, comme dans les mines d'argent du Mexique, un vaste ensemble de puits profonds et de galeries longues, qui coûtent, les premiers surtout, des sommes énormes; pas de fourneaux non plus pour le traitement des minerais. Tout se réduit, en fait de travaux préparatoires, à déblayer la surface des bancs aurifères de quelques mètres de sables stériles, quelquefois de quelques décimètres ; en fait d'appareils, à de petits creusets, dont à la rigueur on peut se passer, puisque l'or se vend en poudre comme en lingots. Point de capital de roulement non plus, sous la forme de bois, de poudre, de fer et d'acier, pour l'extraction du minerai, ou sous celle de combustible et de réactifs chimiques pour le traitement du minerai une fois extrait. Ce sont les journées des ouvriers qui, à peu de chose près, constituent toute la dépense d'une mine d'or.

Cherchons maintenant à nous faire une idée des conditions auxquelles les hommes extraient l'or, de la quantité de travail à laquelle les oblige, lorsqu'ils veulent s'en procurer, l'avarice avec laquelle la nature a semé ce métal, même dans celles des alluvions où elle semble s'être plu à le concentrer.

Nous avons un exemple à nos portes, chez nous-mêmes, dans la vallée du Rhin, car l'industrie des orpailleurs y subsiste. Un mémoire d'un savant ingénieur, M. Daubrée, professeur à la faculté des sciences à Strasbourg, a récemment attiré l'attention sur ce gîte aurifère, et nous fournit des faits précis bien observés (1).

(1) *Comptes rendus de l'Académie des sciences*, tome XXII, page 639, et *Annales des mines*, quatrième série, tome X, page 3.

La production de l'or est fort ancienne dans la vallée du Rhin; moindre aujourd'hui qu'avant la découverte de l'Amérique, elle s'élève pourtant encore, entre Bâle et Mannheim, à 45,000 fr. par an. Il est douteux que parmi les autres fleuves de l'Europe, il y en ait un seul qui donne autant. Tout entière, la spacieuse alluvion, au milieu de laquelle est placé le lit actuel du Rhin, contient de l'or; mais elle n'en a pas partout, à beaucoup près, en quantité suffisante pour attirer les orpailleurs. On ne peut chercher utilement l'or qu'en de petits bancs que forme journellement le fleuve, par le remaniement de son propre gravier, et où il réunit les paillettes de métal trop disséminées dans la masse. Ces bancs sont toujours situés à l'aval d'une rive ou d'une île que les eaux ont rongées; le métal y est placé à la pointe supérieure, au milieu du plus gros gravier, et l'épaisseur exploitable avec avantage n'a pas plus de 15 centimètres moyennement. Ces petits champs d'exploitation rendent en or de 13 à 15 cent millionièmes des matières soumises au lavage, à peu près 1 kilog. sur 7 millions. L'ensemble des graviers du Rhin ne contient que 1 kilog. d'or sur 125 millions, de sorte que ce second travail du fleuve sur ses alluvions premières condense le métal dans le rapport de 1 à 18. Malgré cette concentration cependant, il faut remuer et laver sous le courant près de 4 mille mètres cubes de sables et graviers pour obtenir 1 kilog. d'or d'une valeur d'environ 3,000 fr. La journée de l'orpailleur lui rapporte habituellement de 1 fr. 50 à 2 fr.; disons 1 fr. 75, c'est à peu près la valeur d'un demi-gramme d'or fin. Dans de rares journées, d'un bonheur extraordinaire, il gagne 10 et même 15 fr., ce qui répond environ à 3 grammes ou 4 ½ grammes. On se place au delà de la vérité quand on porte la quantité d'or que produit en

moyenne la journée d'un homme à deux tiers de gramme.

C'est parce que l'or se présente partout plus ou moins dans ces conditions d'extrême rareté, c'est parce qu'une journée de travail n'en produit que des atomes, qu'il a une grande valeur en comparaison des autres objets. Les mines d'or sont nombreuses, et leur richesse, ou pour mieux dire leur pauvreté, n'est pas uniforme ; mais partout il faut beaucoup de labeur pour obtenir une petite quantité de métal. Donc le métal, quelle qu'en soit la provenance, est cher.

Puisqu'en nos contrées, un homme, dans une journée de travail, ne retire d'or, de nos sables, que la modique quantité des deux tiers d'un gramme, il a bien fallu, du moment que les hommes voulaient de l'or pour l'ornement de leurs demeures ou de leurs personnes, que la petite quantité de deux tiers de gramme d'or fût payée en toute autre marchandise par une quantité qui répondît à peu près à ce qu'en peut faire un homme dans sa journée, tous frais accessoires compensés.

Pour faire connaître à quelle extrême division peut arriver l'or dans les gisements d'alluvion, il suffit de dire que, pour un poids d'un milligramme, il faut de 17 à 22 paillettes d'or du Rhin. Ainsi, pour un kilogramme d'or, il faut de 17 à 22 millions de paillettes. A ce compte, la célèbre pépite de Miask représente 612 à 798 millions de paillettes du Rhin ; et un mètre cube des graviers moyens qu'on exploite dans le Rhin, quelque peu qu'ils soient riches, contient encore de 36,000 à 45,000 paillettes.

Une aussi prodigieuse exiguité des paillettes d'or rend compte de la distance à laquelle des courants impétueux ont pu transporter l'or. C'est ainsi que, selon M. Daubrée, l'or qu'on trouve dans le Rhin, à Strasbourg, provient des Alpes, d'où le Rhin sort, à une grande distance de

Strasbourg cependant. M. Daubrée en donne les preuves minéralogiques.

Il ne faut cependant pas juger de tous les dépôts aurifères d'après ceux du Rhin, pour ce qui est de la division du métal. La ténuité des paillettes du Rhin provient de ce que le métal était disséminé, au sein des montagnes, entre les feuillets d'un schiste qui le recélait en petites lames infiniment minces. Les alluvions aurifères de l'Amérique et de la Russie boréale sont formées des débris de roches ou de filons qui renfermaient l'or en grains. Dans l'Oural, dans la Sibérie, au Chili, selon de savants observateurs, les grains pèsent chacun « habituellement plus d'un centigramme « et souvent sont beaucoup plus lourds. Chaque « grain est donc en moyenne 200 à 400 fois et très-sou- « vent 1,000 fois plus gros qu'une paillette du Rhin ou « de l'Eder (1). »

Mais, à cause de la grande pesanteur spécifique de l'or, des grains d'un centigramme sont de bien petites particules. Dans la Russie boréale, dont les gisements donnent de si grands produits, je tiens d'un voyageur parfaitement compétent que l'observateur le plus attentif, en regardant la tranche des bancs aurifères à l'œil nu ou même avec une loupe, ordinairement n'aperçoit pas l'or. C'est le lavage seul qui en accuse la présence (2).

Nous pouvons prendre les lavages du Rhin comme un point de départ, et considérer les circonstances de ce gisement comme le minimum de ce qui peut donner lieu, en nos pays d'Europe, à une exploitation suivie. De cette

(1) Daubrée, Mémoire déjà cité.

(2) Il paraît bien qu'il y a, dans les alluvions de la Russie boréale, une substance argileuse qui, en voilant les paillettes, contribue à empêcher qu'on ne les distingue.

manière, nous aurons une base pour les raisonnements que nous pourrons hasarder sur la question de savoir comment la valeur de l'or peut baisser.

Des mines nouvelles sont découvertes et mises en exploitation. L'or y est plus abondant, et de beaucoup, que dans la vallée du Rhin. La journée de travail d'un homme, au lieu d'y rendre deux tiers de gramme de métal fin, en rend plusieurs grammes ; que s'en suivra-t-il?

Pour qu'une baisse se manifeste à la suite de cette exploitation, plusieurs conditions sont à remplir :

Il ne suffit pas qu'une journée de travailleur y produise plus de deux tiers de gramme. Avec ce rendement, l'exploitation se soutient dans la vallée du Rhin, parce que c'est un pays où les deux tiers d'un gramme d'or fin représentent une rémunération égale au salaire habituel des hommes. Si la scène se passe aux États-Unis, où les salaires exprimés en métaux précieux sont plus forts et où un homme de peine reçoit jusqu'à 1 dollar, l'exploitation des alluvions aurifères ne se maintiendra qu'autant que le rendement quotidien d'un travailleur sera d'un gramme et demi de fin. Avec un rendement pareil, l'exploitation d'une nouvelle mine d'or, aux États-Unis, ne tendra aucunement à faire baisser le prix de l'or en Europe, et même, pour déterminer plus exactement le rendement moyen à partir duquel l'exploitation de la mine américaine commencerait à exercer de l'influence sur la valeur de l'or, à cette quantité d'un gramme et demi on devra ajouter un supplément égal à la somme des commissions que prélèveraient tous les intermédiaires par les mains desquels passerait le métal, entre le mineur américain et le marché général, pour le siége duquel on peut prendre, à peu près indifféremment, New-York, Londres ou Paris.

Parmi ces intermédiaires, dont quelques-uns sont

exigeants, il convient de ranger le trésor public dans les pays où l'exploitation de l'or est soumise à un impôt spécial, et il est peu de pays à mines productives où le fisc n'intervienne pour prélever sa part.

Au nombre des causes qui, pour un entrepreneur d'industrie, enchérissent l'extraction de l'or dans une proportion sensible, et dont les effets peuvent être assimilés aux prélèvements opérés par les personnes placées entre le producteur du métal et celui qui l'achète pour s'en servir, il en est une, peu flatteuse pour l'homme, qu'il faut cependant indiquer dans cette analyse. Je veux parler du vol. Déjà, dans les mines d'argent du Mexique et du Pérou, les ouvriers soustraient des morceaux riches de minerai; pour empêcher ces détournements, on les soumet vainement à des visites quelquefois ignominieuses. C'est une éternelle guerre d'astuce entre l'ouvrier qui veut s'approprier des fragments de prix et le surveillant qui cherche à faire restituer ce qui a pu être dérobé (1). Avec l'or, la tentation est bien plus grande et le larcin bien plus aisé. L'or se présentant à l'état natif et fort divisé, on n'a qu'à en avaler des grains au moment où ils se montrent pour causer à l'entrepreneur un dommage réel. On ne peut douter que ces soustractions toujours renouvelées n'aient contribué à arrêter l'extraction de l'or dans l'Amérique espagnole, et à y faire préférer celle de l'argent. Un système d'exploitation qui serait à l'abri de cette difficulté est celui dans lequel les ouvriers, de bonne foi associés entre eux, feraient le lavage pour leur compte. L'extraction de l'or se prête à cette combinaison bien mieux que la plupart des industries, parce

(1) Voir pour les détails le *Voyage au Pérou* du docteur Tschudi, chapitre XII.

qu'elle ne réclame presque pas de mise de fonds préala ble. C'est une opération simple, de très-peu de durée, qui se résout à peu près tout entière en main-d'œuvre, et qui donne, presque chaque soir, des produits marchands d'un débit assuré et immédiat. Dans un très-grand nombre de cas, il y suffirait d'une association peu nombreuse dont les membres se surveilleraient sans peine les uns les autres. C'est une petite industrie, une industrie essentiellement morcelée, lors même que beaucoup d'ateliers appartiendraient à la même personne; donc elle est plus qu'une autre à la portée des ouvriers s'érigeant en entrepreneurs d'industrie. Exprimons la même idée sous une autre forme : c'est une industrie qui, pour bien faire, doit être assise sur une base démocratique. D'où l'on est fondé à prévoir que, chez un peuple qui aura les goûts et les habitudes de la saine démocratie, elle aura une tendance distincte à réussir.

On peut donc présumer que le génie national des Anglo-américains leur ménagera des succès particuliers en Californie. On peut présager qu'ils y appliqueraient, plus naturellement et plus heureusement que d'autres, le système des petites associations. Sous ce régime, on y verrait très-peu de ces larcins qui ont déshonoré d'autres exploitations d'or, et les ont fait abandonner.

Les commentaires qui précèdent motivent suffisamment les conclusions suivantes, touchant l'influence qu'il est possible à de nouvelles mines d'or d'exercer sur la valeur relative de ce métal.

1° C'est principalement au taux de la main-d'œuvre qu'est subordonné le montant des frais de production de l'or dans chaque exploitation. De nouvelles mines d'or ne peuvent déprimer le prix du métal, si, dans le pays où elles sont situées, la main-d'œuvre est plus

chère que sur les mines exploitées ailleurs, qu'autant que le rendement de ces mines serait plus grand, au moins dans le rapport des prix comparés de la main-d'œuvre, tous autres frais compensés.

2° Quand cette condition sera remplie, la baisse ne s'ensuivra pas nécessairement; il faudra de plus que le champ offert par les nouvelles mines à l'industrie humaine soit assez vaste pour que la quantité de métal, qui se présentera désormais sur le marché général, soit sensiblement agrandie, et que l'accroissement persiste pendant un certain laps de temps.

3° Il est indispensable enfin que le pays offre des cours d'eau, afin qu'on ait des moyens de lavage. Transportez au milieu du désert de Sahara les plus riches alluvions de la Russie boréale ou de la Californie, on n'en pourra rien faire; car la méthode de travail qui seule peut réussir avec des minerais pareils, c'est le lavage. Il est possible d'économiser l'eau, il n'est pas possible de s'en passer.

CHAPITRE II.

Des mines d'or de la Russie.

Le vieil Hérodote avait assuré que le nord de notre continent recélait des mines d'or d'une abondance extraordinaire. Il avait raconté comment ce métal était successivement transmis aux Grecs par les Arimaspes, qui le recueillaient, et de là par les Issédons et les Massagètes; mais, cette assertion du père de l'histoire était depuis longtemps reléguée au nombre des fables, proba-

blement à cause de ce qu'il y avait mêlé des griffons qu'il supposait commis à la garde du métal, et auxquels il le faisait enlever par les Arimaspes.

Il y a un siècle et demi seulement que la Sibérie proprement dite se remet à donner des métaux précieux : c'était de l'argent, et, des lingots une fois obtenus, on retirait par la coupellation une modique quantité d'or. Vers la même époque, sous la puissante main de Pierre le Grand, le travail métallurgique recommençait dans la chaîne des monts Ourals, qui appartient pareillement au nord de la Russie, et qui sépare la Russie d'Europe de la Sibérie ; c'étaient des métaux communs qu'on y produisait. En 1745, on y découvrit l'or, sur les bords de la rivière Pischma ; ce n'était pas une mine d'alluvion, c'étaient des filons ou des veines de quartz où l'or était disséminé. De là, dans l'Oural, de nombreuses explorations qui firent trouver d'autres gisements d'or ; mais nulle part ils ne valurent l'exploitation, excepté sur la Pischma et la Berezofska, et, sauf en ces deux localités, les mines d'or furent peu à peu abandonnées. Si les arts métallurgiques se développaient dans cette chaîne, par l'intelligente activité des Demidoff, c'était en s'appliquant au fer et au cuivre.

En 1774 cependant, une galerie d'écoulement creusée après qu'un incendie eut détruit une machine d'épuisement, à la mine d'or de Klutchefsk, dépendant de la direction de Berezofsk, fit reconnaître un gîte d'alluvion aurifère, dont on soumit une partie au lavage l'année suivante. On en resta là jusqu'en 1804, quoique les opérations de 1775 eussent dénoté une richesse de plus de cinq millionièmes (2 zol. par 100 pouds). Les gisements d'or de l'Oural paraissaient abandonnés, lorsque, en 1810, on mit la main sur deux pépites assez belles, ce qui excita l'ardeur des mineurs et la sollicitude

de l'administration. On reprit donc les recherches et les travaux. En 1816, on retira de l'Oural 96 kilog. 25 d'or. De ce moment, ce fut une industrie constituée; cependant les produits ne commencent à être considérables qu'en 1823. Jusque-là, l'extraction totale des alluvions, depuis 1810, n'avait donné que 983 kilog. (1).

A partir de 1823, la production a une marche progressive, lente d'abord. En 1830, le produit officiellement constaté des lavages d'or de l'empire est de 5,779 kilog. Après 1830, le mouvement se dessine davantage. De nouveaux bancs d'alluvions aurifères avaient été découverts et mis en œuvre au milieu d'autres richesses métalliques, plus anciennement connues et exploitées, à 2,000 kilom. à l'est de l'Oural, au cœur de la Sibérie, dans la chaîne de l'Altaï, dont le nom signifie montagnes d'or. Plus étendue que l'Oural, avec des cimes plus élevées, cette chaîne couvre un grand espace en Asie, dans les possessions russes et à la limite des immenses États qui obéissent, l'un au czar, l'autre à l'empereur de la Chine. Parmi ces âpres montagnes, on exploitait déjà, dans la Sibérie orientale, quelques mines d'argent et d'autres métaux; dès le dix-septième siècle, un Grec industrieux avait apporté au czar quelques lingots d'argent qu'il en avait retirés, et, depuis le commencement du dix-huitième siècle, l'argent donnait lieu à une exploitation régulière. On distingue aujourd'hui dans l'Altaï et dans les chaînes qui s'y rattachent, trois circonscriptions minéralogiques qui toutes donnent de l'or. Elles répondent à la partie supérieure des bassins de trois grands fleuves, l'Obi, le Jenisséi et la Léna, tribu-

(1) Un savant officier du corps des mines de Russie, M. de Helmersen, a donné une curieuse notice historique sur les travaux des mines dans l'Oural (*Annuaire du Journal des mines de Russie*, 1835, page 279).

taires de la mer Glaciale; la troisième de ces circonscriptions, celle qui porte le nom de la ville de Nertschinsk, embrasse aussi le haut du bassin de l'Amour, fleuve plus important que les trois autres, en ce que, au lieu de courir au Nord vers des latitudes glaciales, et de se perdre dans un océan inaccessible, il coule à l'Est et se décharge dans l'océan Pacifique. Les parties de la Sibérie, où ces mines d'or ont été reconnues et s'exploitent, offrent aussi des mines de plomb argentifère, d'étain, de fer. Pour qu'elles aient toute ressemblance avec les terrains aurifères du Brésil, on y rencontre quelques pierres précieuses.

Les mines de la Russie boréale produisent depuis plusieurs années une quantité de métal qui excède ce qu'en a rendu l'Amérique aux plus beaux jours du Brésil, et qui est double de ce qu'elle en a jamais livré depuis l'ouverture du siècle. Hérodote avait donc raison (1).

Remarquons en passant combien il est étrange que les hommes eussent perdu la mémoire d'un fait si parfaitement propre à tenir en éveil, chez les peuples et chez les princes, une passion qui, par elle-même, est extrêmement vivace, la soif des richesses métalliques. Le plus classique des historiens l'avait vainement consigné dans ses écrits; son récit était traité de radotage. Peu d'exemples montreraient aussi bien tout ce que notre nature a de léger, notre savoir de fugitif.

Le grand développement de la production de l'or de

(1) Il n'est pas jusqu'à la fable des griffons gardiens du précieux métal qui n'ait son explication : des ossements de grands quadrupèdes, pareils aux éléphants et aux rhinocéros, existent bien conservés dans la couche du sol qui recouvre les bancs de graviers aurifères. Les tribus indigènes, race de chasseurs, croient y reconnaître, selon le témoignage de M. de Humboldt dans son *Asie Centrale*, les griffes, le bec, la tête entière d'un oiseau gigantesque.

lavage, dans la Russie boréale, est dû principalement aux alluvions de la Sibérie proprement dite. Les mines de l'Oural, depuis 1835, rendent une quantité qui oscille entre 4,800 et 5,500 kilog. Jamais elles n'ont dépassé 6,000 kilog.; mais elles s'en étaient beaucoup rapprochées entre 1830 et 1833. La Sibérie en est venue par degrés à 23,000 kilog. (1).

Quand on eut reconnu que l'Oural abondait en alluvions aurifères, c'était déjà une vaste carrière ouverte aux hommes industrieux; car cette chaîne n'a pas moins de 1,900 kilomètres de longueur. Après les reconnaissances faites à l'orient de l'Oural dans la Sibérie, le champ d'exploitation a acquis des dimensions prodigieuses. Depuis le Kamtchatka et les monts Ouskoï, dont le pied est baigné par l'océan Pacifique, jusqu'au méridien de Perm, à l'ouest de l'Oural, sur une distance qui embrasse la moitié du cercle qu'on décrirait en faisant le tour de la planète par ces latitudes, les dépôts aurifères sont distribués en groupes nombreux et étendus, et la zone où ils sont épars est d'une largeur moyenne de 900 kilomètres. La présence de l'or sur cette immense superficie est un des phénomènes les plus généraux qu'on puisse signaler sur notre globe (2).

Dans l'Oural, les dépôts aurifères ont la forme accoutumée de bancs allongés dont la largeur n'est que du vingtième de la longueur dans les plus grands, ceux

(1) Nous citons ici les nombres officiels arrondis. On verra plus loin dans quelle limite il convient de les modifier.

(2) Je renvoie, pour la description de ces gîtes d'or, non-seulement à une publication fort intéressante que le gouvernement russe a fait imprimer à Paris pendant plusieurs années sous le titre d'*Annuaire du Journal des mines de Russie*, et qui malheureusement est interrompue depuis quelque temps, mais aussi aux ouvrages de plusieurs savants géologues, de sir Roderick Murchison, de M. de Verneuil, de M. Pierre Tchihatcheff, et autres.

qui ont jusqu'à 500 mètres, et du douzième dans les plus courts. Ils sont disposés tantôt le long des rivières à peu de distance des bords, tantôt sur les pentes et les plateaux arides; leur épaisseur se réduit quelquefois à 20 centimètres, mais elle approche souvent de 2 mètres, elle va même au delà.

Dans l'Altaï, les dimensions des dépôts, en tout sens, sont, en moyenne, supérieures à celles de l'Oural. On en cite dont l'épaisseur est de 6 mètres et plus.

Les couches d'alluvions aurifères sont fréquemment recouvertes, dans l'Oural et plus encore dans l'Altaï, par des épaisseurs assez fortes de sables ou d'autres alluvions stériles. Le plus souvent on déblaye les bancs aurifères; quelquefois on les exploite par puits et galeries, mais c'est rare. L'exploitation par puits et galeries est facilitée par l'abondance des bois, qui est surprenante.

La richesse des sables aurifères de la Russie boréale, mesurée par les rendements moyens du lavage, n'a pas été stationnaire. Tant qu'on était dans l'Oural, la moyenne était de 2 millionièmes à 2 mill. et demi. Il fallait laver 400,000 à 500,000 kilog. ou 200 à 250 mètres cubes de gravier pour obtenir un kilog. de métal; mais on faisait avec profit le lavage de sables moins riches; on en lavait beaucoup qui avaient à peine la moitié, quelques-uns qui n'avaient que le tiers ou le quart de cette teneur moyenne; il s'en rencontrait aussi où elle était notablement dépassée. Dans les bancs de sables aurifères, on rencontrait, par exception, des veines incomparablement plus productives, mais d'une étendue restreinte. Quand l'exploitation se fut étendue aux vallées de l'Altaï, la teneur des sables s'y montra variable aussi; on y en exploita qui ressemblaient même aux gîtes médiocres de l'Oural; mais, après quelques années, on en dé-

couvrit où la teneur en or se montrait assez régulièrement double ou même triple, quadruple, de la moyenne des gisements de l'Oural, et plus grande encore.

Lorsque l'on compulse les relevés officiels contenus dans l'*Annuaire du Journal des mines de Russie*, on est frappé du changement brusque qui se manifeste de 1841 à 1842 : pendant l'année 1841, la teneur moyenne des alluvions de la Sibérie a été : sur la Birussa, de 0.000 006 700 (2 zol. 57 dolis, par 100 pouds); sur la Léna, de 0.000 000 055 (2 $^1/_4$ dolis) (1); sur l'Oka, de (2) 0.000 000 036 (13 $^3/_4$ dolis); sur l'Oudereï, de 0.000 011 6 (4 zol. 44 $^3/_4$ dolis); sur la Rubnaïa, de 0.000 025 (9 zol. 36 $^1/_2$ dolis); sur la Mouragnaïa, de 0.000 021 (8 zol.); sur la Podkamennaïa-Tongouska, de 0.000 011 (4 zol. 11 $^1/_4$ dolis), et sur les affluents du Jenisséi, de 0.000 004 1 (1 zol. 58 $^1/_8$ dolis (3). Cependant la moyenne générale, pour les deux gouvernements de Tomsk et Jenisséisk, ne fut encore, cette année-là, que de 23 dix millionièmes (0.000 002 3). C'était donc comme dans l'Oural à peu près.

En 1842, le premier semestre donne pour les mêmes régions, un rendement moyen de 112, et le second de 116 dix millionièmes (0.000 011 2 et 0.000 011 6) (4). Ainsi, en 1842, le rendement, selon les documents officiels, aurait été quintuple de 1841.

Aussi, à partir de 1842, l'extraction offre-t-elle, dans la Sibérie proprement dite, un surcroît remarquable. Relativement à 1841, l'or de lavage de cette partie de

(1) Cette localité n'a donné en tout que 70 grammes d'or; on y a occupé vingt-cinq hommes. C'était une exploration et non une exploitation.

(2) Exploitation aussi insignifiante que la précédente.

(3) *Annuaire du Journal des mines de Russie*, volume de 1842, p. 303.

(4) *Ibid.* — *Ibid.*, pages 319 et 320.

Cette énorme aggravation d'impôt est-elle purement fiscale, c'est-à-dire destinée à procurer des ressources à l'État ; ou aurait-elle pour objet de limiter l'exploitation, afin d'empêcher que la grandeur de la production ne fasse rapidement baisser la valeur de l'or, et ne diminue les avantages que cette industrie rapporte à l'empire? ou bien aurait-on voulu forcer cette industrie à rester morcelée, et lui donner un caractère démocratique, autant que ce mot a un sens en Russie ; ou enfin, se serait-on proposé de maintenir une espèce d'équilibre entre la Sibérie et l'Oural? car l'ukase laisse subsister le *statu quo* pour les mines ouraliennes. C'est ce que je n'ai pu savoir; mais ce que je ne crains pas d'affirmer, c'est qu'une

La quatrième classe, à raison de 17 p. 0/0 pour les premiers 10 pouds, et à raison de 25 p. 0/0 pour le surplus;

La cinquième classe, à raison de 21 p. 0/0 pour les premiers 15 pouds et à 28 p. 0/0 pour le surplus;

La sixième classe, à raison de 23 p. 0/0 pour les premiers 20 pouds et de 30 p. 0/0 pour le surplus;

La septième classe, à raison de 25 p. 0/0 pour les premiers 25 pouds et de 32 p. 0/0 pour le surplus;

La huitième classe, à raison de 28 p. 0/0 pour les premiers 30 pouds et de 33 p. 0/0 pour le surplus;

La neuvième classe, à raison de 30 p. 0/0 pour les premiers 40 pouds et de 34 p. 0/0 pour le surplus;

La dixième classe, à raison de 32 p. 0/0 pour les premiers 50 pouds et de 35 p. 0/0 pour le surplus.

Art. 4. L'impôt dit *minier*, institué par l'art. 2425 du règlement des mines, pour couvrir les frais de police, des troupes et autorités, affectés aux exploitations aurifères en Sibérie, continuera à être prélevé comme il suit: sur les exploitations de la première classe à raison de 4 roubles or par chaque livre d'or au titre de la monnaie; deuxième classe, à 5 roubles; troisième, 6 roubles ; quatrième et cinquième, 7 roubles; sixième et septième, 8 roubles; huitième et neuvième, 9 roubles ; et dixième 10 roubles.

Art. 5. Les exploitations dont l'extraction est moindre qu'un poud d'or ne payeront qu'un droit unique de 300 roubles par an.

(Ukase du 14-26 avril 1849.)

taxe aussi forte a par elle-même de grands inconvénients.

En supposant qu'il n'ait poursuivi qu'un but fiscal, le gouvernement impérial a bien pu s'estimer fondé à croire que les bénéfices recueillis par les principaux extracteurs étaient tels que les mines resteraient exploitées sous le coup d'une taxation aussi exorbitante. Mais avait-il d'aussi bonnes raisons pour penser que l'impôt auquel il prétendait les assujettir ne lui échapperait pas? N'est-ce pas un élément de démoralisation et de corruption qu'on aura jeté dans les provinces asiatiques de l'empire? Les extracteurs, dont c'était déjà assez le penchant, dissimuleront de plus en plus la production, afin d'éluder les droits, et, à cette distance du siége de l'autorité, de pareilles fraudes sont assez faciles : il est plus d'un moyen de les faire réussir.

Indiquons les résultats du lavage des alluvions aurifères.

Or de lavage des mines de la Russie (1). — *Quantités officielles, à partir de* 1810.

ANNÉES.	OURAL.	SIBÉRIE.	TOTAL.
Avant 1823	983 kilog.	» kilog.	983 kilog.
1823	1,465	»	1,465
1824	2,704	»	2,704
1825	3,814	»	3,814
1826	3,859	»	3,859
1827	4,615	»	4,615
1828	4,756	7	4,763
1829	4,690	32	4,722
1830	5,694	85	5,779
1831	5,802	171	5,973
1832	5,941	359	6,300
1833	5,598	603	6,201
1834	5,070	1,072	6,142
1835	4,789	1,529	6,318
1836	4,798	1,714	6,512
1837	5,065	2,175	7,240
1838	4,909	3,217	8,126
1839	5,174	2,978	8,152
1840	4,971	4,075	9,046
1841	4,974	5,815	10,789
1842	4,837	10,089	14,926
1843	5,142	15,197	20,339
1844	5,067	15,843	20,910
1845	5,358	16,009	21,367
1846	5,154	21,524	26,678
1847	5,167	23,354	28,521
1848	5,496	22,756	28,252
TOTAUX. . . .	125,892	148,604	274,496

(1) J'ai emprunté les éléments de ce tableau, en partie aux ouvrages de M. de Humbold (*Asie Centrale*, tome III, page 518), et en partie à l'*Annuaire du journal des mines de Russie;* je dois beaucoup de remerciements à M. de Boutowsky, agent officiel de l'administration commerciale et financière de l'empire russe à Paris, pour les relevés qu'il m'a communiqués.

Mais l'or mentionné dans ce tableau n'est pas pur, il contient environ 12 pour 100 d'alliage, presque tout d'argent. D'un autre côté, même avant l'ukase du $\frac{11}{23}$ avril 1849, le droit perçu au profit de la couronne déterminait les particuliers à dissimuler une partie de leur extraction. Enfin les ouvriers commettent des soustractions. M. Mac Culloch (1) évalue la proportion d'or qui s'écoule clandestinement au cinquième de la production déclarée. Nous admettons cette évaluation. Pour une substance aussi facile à cacher que l'or, dont un seul mètre cube vaut 65 millions de francs, elle n'a rien de forcé, et elle est conforme aux estimations les plus modérées sur la contrebande à laquelle se livraient les mineurs de l'Amérique espagnole ou portugaise pour frauder les droits.

A l'or que produit le lavage des alluvions, la Russie boréale en ajoute une petite quantité qu'on retire des lingots d'argent. On en déclare depuis assez longtemps de 35 à 40 pouds (573 à 655 kilog.). La moyenne des treize années écoulées du 31 décembre 1835 au 31 décembre 1848 est de 613; pour les trois dernières années, elle est de 719 kilog. pendant que, pour les dix premières, elle est de 581 seulement.

Le tableau suivant indique, dans la colonne A, la quantité d'or fin qui correspond au relevé officiel ci-dessus de l'or de lavage, en défalquant l'alliage et en ajoutant la proportion d'un cinquième, afin de tenir compte de la contrebande. La colonne B est formée en ajoutant aux chiffres de la précédente une quantité fixe de 736 kilog., pour l'or retiré des lingots d'argent des mines de l'empire (2). La colonne C indique la même extraction totale

(1) *Dictionnaire du Commerce*, 1846, article *Precious Metals*.

(2) Cette quantité de 736 kilog. n'est autre que la moyenne officielle ci-dessus de 613 kilog. accrue de 20 p. cent.

jusqu'à l'année 1845 inclusivement, d'après un relevé cité par M. Tooke, qui comprend, à partir de 1819, l'or de lavage et l'or extrait des lingots d'argent des mines russes (1). J'ai fait subir à ce relevé les mêmes modifications qu'aux chiffres d'où j'ai déduit la colonne A, par rapport à la contrebande et à l'alliage (2).

(1) *History of prices*, IV, page 452.

(2) De cette manière, l'évaluation a une cause d'imperfection de plus, parce que l'or extrait des lingots est exempt d'alliage; mais l'or de cette provenance est relativement en si petite quantité qu'il n'y a pas lieu de se préoccuper de l'exagération ainsi occasionnée. Les deux colonnes B et C concordent, en total, à trois mille kilog. près.

Quantité d'or fin qu'ont fourni annuellement les alluvions et les autres gîtes de la Russie à partir de **1810** (1).

ANNÉES.	OR DE LAVAGE ramené à l'état fin, en ayant égard à la contrebande. A.	OR DE LAVAGE ET DU TRAVAIL PAR LE FEU. B.	C.
1819			7,800 kilog.
1820			762
1821	1,038 kilog.	10,600 kilog.	902
1822			1,376
1823	1,547	2,283	2,171
1824	2,855	3,591	3,949
1825	4,028	4,764	4,450
1826	4,075	4,811	4,456
1827	4,873	5,609	5,323
1828	5,030	5,766	5,500
1829	4,986	5,722	5,444
1830	6,103	6,839	6,545
1831	6,307	7,043	6,862
1832	6,653	7,389	7,095
1833	6,548	7,284	7,067
1834	6,486	7,222	7,025
1835	6,672	7,408	7,144
1836	6,877	7,613	7,371
1837	7,645	8,381	8,122
1838	8,581	9,317	9,079
1839	8,609	9,345	9,084
1840	9,552	10,288	10,126
1841	11,393	12,129	11,788
1842	15,762	16,498	16,444
1843	21,478	22,214	22,194
1844	22,081	22,817	23,207
1845	22,564	23,300	23,976
1846	28,172	28,908	»
1847	30,118	30,854	»
1848	29,834	30,570	»
TOTAUX...	289,867	318,565	225,262

(1) Quoique la colonne des années ne commence qu'à 1819, nous avons

C'est donc l'énorme quantité de plus de 300,000 kil. d'or que la Russie boréale a fournie en quarante ans, et aujourd'hui la production y dépasse 30,000 kilog., ce qui fait une somme de plus de cent millions de francs. A elles seules, les trois dernières années font un peu plus de 90,000 kilog. ou environ 300 millions de francs.

Il ne faut pas d'autres preuves pour établir que c'est une industrie très-profitable, et que les mines de la Russie, à moins qu'elles n'en viennent à se démentir subitement, ce qui n'est point probable, et à moins que l'exploitation n'en soit systématiquement entravée par le gouvernement, ce qui n'aurait qu'un temps, doivent exercer sur la valeur de l'or une influence qui déprimera celle-ci. Si l'on n'y faisait de grands profits, on n'irait pas avec cette persévérance établir des ateliers dans les déserts de la Sibérie : un engouement irréfléchi ne dure pas vingt ans.

Il y a des industries où l'on s'acharne volontiers; ce sont celles où l'on a déjà un gros capital engagé. Pour se rattraper, des hommes entreprenants ne craignent pas d'aventurer des sommes nouvelles, qui leur semblent devoir être médiocres en comparaison de ce qui est déjà exposé. On n'a aucun motif pareil dans les mines d'or, en ce sens du moins que le capital engagé en travaux préparatoires y est remarquable de modicité.

L'exploitation des mines d'or de la Russie boréale ouvre donc des horizons nouveaux aux hommes qui étudient l'économie de la société dans ses rapports avec le plus noble des deux métaux précieux.

tenu compte ici de l'extraction depuis 1810, en ajoutant, au premier chiffre de chacune des colonnes A, B, C, ce qui était nécessaire, approximativement.

CHAPITRE III.

Mines d'or de la Californie.

L'existence de beaux gisements d'or dans l'Amérique septentrionale, sur les bords de l'océan Pacifique, est un fait qu'on avait déjà signalé depuis longtemps. Quiconque avait mis le pied au Mexique et s'y était enquis des ressources du territoire, avait entendu dire que l'or était plus abondant qu'ailleurs dans la province de Sonora, qui est attenante à la Californie et riveraine du même océan. Au sujet de la partie de la Sonora qui confine à la Californie, M. de Humboldt disait : « ..... Ce terrain montueux de la Pimeria-« Alta (1) est le Choco (2) de l'Amérique septentrionale. « Tous les ravins, et même des plaines, y contiennent de « l'or de lavage disséminé dans des terrains d'alluvion. « On y a trouvé des pépites d'or pur d'un poids de 2 à 3 « kilog. Mais ces *lavaderos* sont faiblement exploités, « à cause des incursions fréquentes des Indiens indépen-« dants, et surtout à cause de la cherté des vivres, qu'il « faut transporter de très-loin dans ce pays inculte (3). »

M. Duport, qui avait poussé plus au nord que M. de Humboldt ses excursions minéralogiques, mais qui n'était pas allé non plus en Sonora ni en Californie, n'était pas moins net :

« L'examen des gîtes métallifères entre la pente de la

(1) C'est le nom qu'on donne à cette partie de la Sonora.

(2) Le Choco est une province de la Nouvelle-Grenade qui est riche en or. Il avait sous ce rapport, au commencement du siècle, une grande réputation.

(3) *Essai sur la Nouvelle Espagne*, tome II, page 240.

« *Sierra-Madre* et la mer du Sud, au nord de Mazatlan,
« ajoute un intérêt métallurgique à ses attraits géologiques; car c'est dans ces contrées que l'or s'est montré en plus grande abondance : c'est sur ce point que sa production semble pouvoir devenir indépendante de celle de l'argent.

« L'état peu avancé de la civilisation dans la partie nord-ouest de la république mexicaine, a sans doute empêché que le lavage des sables aurifères n'ait atteint une faible partie du développement dont il est susceptible. Ce qui se passe en Sibérie peut faire présager quelle serait la production de l'or dans le département de Sonora, si l'on pouvait, comme en Russie, disposer d'un grand nombre de bras. »

M. Duflot de Mofras, après avoir parcouru les contrées de l'Amérique septentrionale que baigne l'océan Pacifique, signalait de même la richesse en or des provinces de Sonora et de Sinaloa : « Le climat, dit-il, est tempéré, et les terres de l'intérieur fertiles; mais leur principale source de richesse consiste dans les mines d'or et d'argent. Il y a plus de deux cents localités exploitées, et l'on peut assurer que ces métaux se rencontrent partout. Dans ces départements, on rejette des minerais contenant cependant trois et quatre millièmes d'argent, qui est toujours aurifère. »

. . . . . . « Aucun pays du monde ne possède de gisements aussi riches et aussi étendus (*criaderos* ou *placeres deoro*). Le métal se rencontre sur les terrains d'alluvion, dans les ravins à la suite des pluies, et toujours à la surface du sol ou à quelques pieds seulement de profondeur. Au nord de la ville d'Arispe, les gisements de Quitovac et de Sonoïtac, qui furent découverts en 1836, produisirent pendant trois ans *deux cents onces d'or par jour*. Les chercheurs d'or se bornent à remuer la terre

« avec un bâton pointu, et ne ramassent que les grains « visibles; mais si l'on voulait diriger des cours d'eau et « faire en grand le lavage des terres, les bénéfices seraient « encore plus considérables. Il n'est pas rare de rencon- « trer des grains d'or qui pèsent souvent plusieurs livres, « et dont la valeur, comme objet scientifique, est inex- « primable. M. Zavala, ancien plénipotentiaire du Mexique « à Londres, possédait un grain d'or qui pesait plus de neuf « mille piastres. Le cabinet du roi, à Madrid, renferme « plusieurs magnifiques échantillons de cette espèce.

« La facilité avec laquelle les mineurs gagnent des « sommes considérables explique l'énorme consommation « des marchandises d'Europe qui a lieu dans ces provinces. « On voit fréquemment de simples habitants des hameaux « (*ranchos*) dépenser en peu de jours quatre et cinq livres « d'or, qui souvent ne leur ont coûté qu'une semaine de « recherches (1). »

La présence de l'or en Californie (2) n'avait guère été constatée jusques à nous, quoiqu'il paraisse que Drake en eût rapporté quelque peu de ce métal. La Californie manquait d'habitants : quelques rares Indiens, confiés aux soins de missionnaires zélés, et par eux réunis dans des sortes de colonies agricoles, qu'on nommait les Missions, commençaient à peine à se familiariser avec les éléments de la civilisation; la plus ancienne de ces agglomérations datait de 1769 seulement. Sur le littoral, de petites villes, comme Monterey, marquaient les points où

(1) *Exploration du territoire de l'Orégon, des Californies et de la mer Vermeille, pendant les années* 1840, 1841 et 1842, par M. Duflot de Mofras, tome I, page 206 à 212.

(2) C'est à l'aride et longue presqu'île qui borde à l'ouest la mer Vermeille, ou golfe de Californie, qu'on a donné ce nom jusqu'à ce jour; la terre continentale attenante, où a été découvert l'or, était appelée par les géographes Nouvelle-Californie ou Haute-Californie; mais elle semble devoir désormais prendre pour elle le nom de la Californie tout court.

l'on pouvait descendre et fournissaient quelques vivres aux baleiniers. La baie même de San-Francisco, dont on disait que c'était le plus beau port du monde, restait inoccupée; on n'y voyait qu'un village qui ne comptait pas deux cents âmes, celui de San-Francisco. C'est en ces circonstances que le gouvernement des États-Unis s'est fait céder cette province par le Mexique. Les Anglo-Américains se sont aussitôt portés sur la baie de San-Francisco, qui en est le point important; à quelques mois de distance, le hasard faisait découvrir l'or sur les bords du Sacramento, principal tributaire de la baie, dans les propriétés d'un officier suisse, le capitaine Sutter, que les révolutions avaient fait sortir de France.

La Californie occupe, sur le bord de l'océan Pacifique, un espace de plus de dix degrés, du 32° à 42° 1/2. C'est une des parties du globe qui ont été le moins explorées; on n'en connaissait guère que ce qui se voit de la mer, depuis le tillac d'un navire. On savait seulement qu'à peu de distance du littoral s'étendait, parallèlement à la côte, une chaîne de montagnes, d'une médiocre hauteur, mais sans solution de continuité, excepté aux approches de la baie de San-Francisco, où elle s'abaisse pour donner passage au Sacramento; puis, au nord de la baie, elle ne tarde pas à se relever. Elle porte le nom de monts Californiens. Sur le versant oriental de cette première chaîne, se déploie une magnifique vallée intérieure dont tous les voyageurs vantent la fertilité, la salubrité, le délicieux climat, et qui a presque la longueur de la Californie elle-même. Elle est arrosée par deux rivières qui viennent, l'une, le Sacramento, du nord, l'autre, le Saint-Joachim (San-Joaquin), du midi, et qui joignent leurs eaux pour se décharger dans la baie de San-Francisco. Elle est bordée, du côté opposé aux monts Californiens, par une chaîne de montagnes fort élevée, la Sierra-Nevada, que

M. de Humboldt désignait sous le nom de chaîne de Saint-Marc. Cette riante vallée, dont les charmes et les ressources agricoles ont été décrits par M. Duflot de Mofras (1), par le colonel américain Fremont, infatigable voyageur qui a pris part à la conquête (2), plus récemment encore par différents voyageurs des États-Unis (3), est la même où l'on a découvert l'or et, en même temps que ce précieux métal, le mercure.

La portion de la Californie, qui a été visitée jusqu'à présent, a tout au plus une largeur, à partir de la mer, de 200 à 250 kilom. La vallée allongée dans laquelle l'or a été reconnu ne forme pas la moitié de cet espace. Elle a pourtant 70 à 110 kilom. de large sur près de 800 de long ; ce serait une superficie de 720 myriam. carrés, mais la présence de l'or n'a pas encore été constatée à beaucoup près sur toute cette étendue. Les gisements d'or découverts et utilisés jusqu'à présent suivent, à peu de distance, le thalweg du Sacramento et du Saint-Joachim, et de quelques-uns de leurs affluents, la Fourche Américaine (*American Fork*), la rivière des Plumes (*Feather River*), le Stanislas. Le lit même de ces cours d'eau est exploité. On a trouvé des fragments d'or non-seulement dans les ravines, mais aussi dans les crevasses des rochers à la surface du sol. On soupçonne que les gîtes se prolongent du côté de la Sierra-Nevada, dans le lit des torrents, et, au sein de la chaîne même, on se flatte de trouver des filons qui offrent l'or dans son nid primitif en abondance.

(1) L'ouvrage de M. Duflot de Mofras, accompagné de cartes précieuses, a été publié par les soins du gouvernement français.

(2) M. Fremont a adressé un rapport à son gouvernement.

(3) Le petit écrit de M. Bryant, l'une des plus intéressantes de ces publications, a été traduit par M. X. Marmier, sous le titre de *Voyage en Californie*.

Les procédés employés pour l'extraction ont été, dans le début, extrêmement grossiers. On prenait pour faire le lavage les instruments qu'on avait sous la main, les ustensiles de ménage les plus vulgaires, des poêles à frire, des casseroles, des paniers, et, dans un pays jusque-là inhabité, n'en avait pas qui voulait. De cette manière on ne peut douter qu'une partie notable de l'or contenue dans les alluvions n'ait échappé aux laveurs. Les plus heureux avaient une petite machine en bois de deux à trois mètres de long, nommée berceau (*craddle*) à cause du mouvement oscillatoire auquel elle se prête. A Monterey on l'eût payée 70 ou 80 fr.; sur les lavages on ne se la procurait pas à moins de 700 ou 800 fr.; un homme cependant en bâtirait une dans sa journée.

Le génie mécanique des Américains du nord aura vite amélioré cet état de choses. On peut être certain que, dans un bref délai, les ingénieux appareils qui sont en usage dans la Russie boréale seront introduits sur les rives du Sacramento, et que de nouvelles inventions s'y seront spontanément produites.

Ce qu'on retirait par ces moyens imparfaits était considérable. Les premiers rapports officiels reçus par le gouvernement de Washington, les seuls qui aient été publiés jusqu'ici (septembre 1849), contiennent tous des renseignements dans ce genre-ci : « J'ai passé la « nuit dans la tente d'un groupe de huit personnes, « deux matelots, deux charpentiers, trois hommes « de peine et un commis. Chaque soir, j'ai vu l'or « qu'ils ont rapporté, je l'évalue à 50 dollars par tête « (75 grammes d'or fin); ils disaient 64 (96 grammes « d'or fin). Une autre fois, j'ai assisté au pesage de « l'extraction de deux frères qui lavaient de la vase « dans un poêlon de fer-blanc. L'un avait eu 7 doll. « (10 1/2 grammes), l'autre 82 doll. (123 grammes). »

Sur la rivière des Plumes, le colonel Mason, gouverneur de la province, vit quelques personnes qui avaient réuni 50 Indiens, et les faisaient travailler. En sept semaines et deux jours, soit 44 journées de travail (je ne défalque rien pour les chômages forcés ou volontaires autres que les dimanches, ni pour les maladies), ils eurent 273 livres d'or, que le gouverneur estime à la somme de 400,000 fr. (1). Ce serait 9,000 fr. par jour, ou par journée de travailleur, 180 fr.

Dans un rapport adressé à son supérieur le brigadier-général Jones, après une visite aux mines, le colonel Mason rend compte en ces termes de la manière dont l'or s'extrait par le moyen de la machine appelée berceau : « Quatre hommes y sont employés : l'un fouille la « terre près de la rivière, l'autre la porte sur le berceau, « le troisième imprime à la machine un vif mouvement « de rotation, tandis qu'un quatrième y verse de l'eau. « La grille empêche les grosses pierres de passer, l'eau « emporte la matière terreuse : le gravier tombe gra- « duellement au pied de la machine, laissant l'or et le « sable mêlés sur les premières claies. Ce minerai est « recueilli dans un vase et séché au soleil, puis on sé- « pare, en soufflant dessus, le sable de l'or. Quatre « hommes ainsi occupés recueillent, terme moyen, « pour cent dollars par jour. » Ce serait donc par tête et par jour environ vingt-cinq dollars ou 38 grammes d'or fin. Et cependant le procédé est tel qu'on doit perdre tout ce que les alluvions contiennent de paillettes fines, ainsi qu'une bonne partie de l'or qui est engagé dans le gravier.

Si l'on défalquait un tiers de cette supputation de

(1) Je suppose que ce sont des livres *avoir du poids :* ce serait une quantité d'or fin de 124 kilog., faisant, au taux de la monnaie française, 427,000 fr. Il faut bien défalquer 27,000 fr. au moins pour l'alliage.

38 grammes, pour tenir compte des mauvaises journées et du temps employé aux recherches, il resterait un peu plus de 25 grammes pour la production quotidienne d'un orpailleur. En réduisant à moitié, ce serait encore 19 grammes.

Le rapport du colonel Mason est du 17 août 1848. Depuis cette époque, les journaux américains n'ont pas cessé d'offrir des récits dans le même sens. J'ai suivi, depuis l'origine, le *New-York Herald*, dont le propriétaire n'épargne rien pour être bien informé, et qui est rempli de renseignements sur la Californie. Jusqu'en juillet 1849, ce sont toujours les mêmes affirmations à peu près. Le rendement d'une journée de travail est porté, dans les récits les moins flatteurs, à 15 dollars, qui feraient, d'après le tarif de la monnaie américaine, 23 grammes, et, pour les bons travailleurs, on assure que c'est quelquefois du quintuple, du décuple.

Cependant les numéros du mois de juillet, qui donnent des nouvelles de la Californie du mois de mai, contiennent plusieurs lettres qui indiquent une réaction. Il est évident qu'une partie des émigrants a été désappointée. Les premiers récits étaient empreints d'exagération, en ce sens qu'on ne mentionnait que les succès et qu'on se taisait sur les tentatives relativement infructueuses : les hommes n'ont jamais pu se défendre de l'hyperbole toutes les fois que les métaux précieux se sont présentés à eux en quantité plus qu'ordinaire. Entre les espérances dont s'étaient enflammés les émigrants à leur départ, et la réalité qu'ils rencontraient une fois débarqués, il devait donc y avoir une différence qui s'est grossie à leurs yeux par divers motifs. Les personnes qui se sont dirigées vers la Californie étaient, pour la plupart, de ce tempérament où l'imagination

domine, et qui passe le plus aisément d'un extrême à l'autre, de la confiance à l'abattement. Beaucoup étaient des citadins complétement étrangers au rude métier de remuer des terres, et le travail de terrassier les a eu bientôt excédés. Aux *placeres* (champs de lavage), ils ont eu à travailler sous les rayons d'un soleil dévorant, car on n'avait pas pris la précaution d'y établir des hangars, le moindre abri, et la santé même des hommes robustes en a été détruite. On s'était dit qu'on aurait facilement de l'or, et qu'avec de l'or on ne manquerait de rien de ce qui constitue le bien-être; loin de là, pendant la première année, on a manqué des choses les plus nécessaires à la vie. Quand on avait ramassé de l'or, on était contraint de s'en dépouiller pour satisfaire les plus simples désirs de l'homme civilisé, pour se vêtir, se nourrir, se loger, se faire soigner en cas de maladie, et l'on voyait ainsi le fruit de ses labeurs passer, comme par la force des choses, dans les mains d'autrui. A toute espèce de privations, au tourment d'une fièvre qu'il n'est pas aisé de guérir au milieu d'un pareil dénûment, s'est joint le péril né de l'absence des lois parmi des hommes indisciplinés, mélange et ramassis de toutes les nations. Le vol, le meurtre ont été sur certains points le droit commun. Et pourtant les correspondances pessimistes qui ont été publiées dans ces derniers temps offrent ce trait remarquable, qu'aucune, ou peu s'en faut, ne contredit la richesse des alluvions. Quelques-unes, certes, les font moindres que les premiers visiteurs (1); mais les narrations de ceux-ci laissaient une très-grande marge. Seulement il reste con-

(1) Il y a lieu de croire que les alluvions exploitées dans la vallée de la rivière Stanislas, où beaucoup de personnes s'étaient portées, se sont montrées plus pauvres que celles auxquelles s'étaient attachés d'abord les orpailleurs; mais des inégalités de ce genre pouvaient se prévoir.

stant que, dans beaucoup de cas, les dépôts aurifères, au lieu d'être entièrement superficiels, comme les premiers qu'on avait exploités, sont recouverts de plusieurs mètres de terrain stérile.

Quelques-unes de ces correspondances décrient le climat de la Californie ; mais il est permis de ne pas y donner créance sous ce rapport. Il est tout simple qu'on n'admire pas la salubrité d'un pays où l'on a été rongé de la fièvre ; on ne veut pas voir qu'elle n'était venue que parce qu'on s'était mis dans des conditions qui l'appelaient et qu'on avait cru pouvoir se dispenser des précautions recommandées par l'hygiène la plus vulgaire.

On a une meilleure mesure de ce qu'on peut extraire d'or moyennement, dans une journée de travail en Californie, par le prix auquel s'est élevée la main-d'œuvre à San-Francisco et dans les autres ports. Le salaire d'un journalier a été, dès le commencement, de 8 à 10 dollars (42 à 54 fr.). Pendant la première campagne, où l'on était pris au dépourvu, les subsistances étaient montées à des prix incroyables : le baril de farine, contenant 196 livres *avoir du poids* (89 kilogr.), qui vaut à New-York environ 5 dollars, se vendait 30, 40 et 50 dollars et même davantage en Californie. Un médecin demandait une once d'or (28 grammes) (1) pour une consultation, 6 onces (170 grammes) pour une visite. La portion de bœuf séché qui dans les fermes se serait vendue 4 cents (21 centimes), coûtait, sur les ateliers de lavage, de 1 à 2 dollars (5 fr. 35 c. à 10 fr. 70 c.). Les Indiens donnaient 1 once d'or pour une chemise ordinaire en calicot. « On paye, « dit le capitaine Folsom, dans un rapport officiel, pour « une voiture attelée de quatre bœufs, 50 dollars par jour « (environ 270 fr.). J'ai vu, dans les régions aurifères,

(1) Près de 100 fr.

« un nègre qui faisait la cuisine et auquel on donnait « 25 dollars (135 fr.). »

Au printemps de 1849, les vivres étaient à plus bas prix; la farine, par exemple, n'était plus qu'à 15 dollars le baril. Une multitude de navires avaient apporté à San-Francisco, de toutes les parties du monde, non-seulement des subsistances, mais des vêtements, et la plupart des objets nécessaires à la vie et même au luxe. Depuis, l'encombrement, augmentant par de nouveaux arrivages, a fait tomber encore tous les articles d'importation. Mais d'après les nouvelles les plus fraîches que j'aie au moment où s'impriment ces lignes (septembre 1849), la main-d'œuvre n'avait pas baissé de prix en dehors des *placeres*, parce que le métier d'orpailleur continuait d'offrir à peu près la même rémunération, je veux dire la même extraction journalière par tête de travailleur.

On a dès l'origine répandu le bruit de la découverte de fort belles pépites en Californie. Pendant la première année, il n'en a rien été; celles qu'on rencontrait n'excédaient pas un petit nombre d'onces. Le colonel Mason, qui raconte ce qu'il a vu à la date du 17 août 1848, n'en mentionne pas de plus de 4 à 5 onces (113 à 142 gram.). En revanche, il y avait une assez grande quantité d'or en grains parfaitement visibles (1). La première pépite

(1) C'est à l'existence de ces petits grains qu'est due la découverte. Voici comment le colonel Mason expose l'événement, dans son rapport officiel :

« M. Sutter avait fait un marché avec M. Marshal pour construire à cet endroit une scierie. Quand le bâtiment fut achevé et qu'il fallut conduire l'eau sur les roues, on reconnut que le canal était trop étroit pour donner à l'eau une rapidité suffisante. Pour épargner un nouveau travail, M. Marshal fit entrer dans le canal un fort courant, qui entraîna une masse de terre et de gravier. Un jour que M. Marshal observait ce dépôt, il y vit briller des paillettes, qu'il examina. En ayant reconnu la valeur, il s'en alla au fort faire part de sa découverte à M. Sutter. Tous deux convinrent de te-

digne d'être citée, qui soit sortie de la Californie, est celle qu'apporta à New-York, à la fin de mai 1849, le lieutenant Beale, de la marine fédérale, qui était parti de San-Francisco le 14 avril. Elle pèse 8 livres *avoirdupoids* ou 3 kilog. 62; mais cet officier, dont le témoignage ne saurait être révoqué en doute, assurait en avoir vu une du poids de 25 livres ou 11 kilog. 33. Au reste, peu importe la grosseur des pépites. Le volume d'une pépite ne prouve rien pour l'abondance du gîte, encore moins pour l'étendue. Le gisement du comté d'Anson, dans la Caroline du Nord, où l'on a découvert une des plus belles pépites connues, était alors et est demeuré fort médiocre.

nir les choses secrètes jusqu'à l'achèvement d'un moulin que M. Sutter voulait faire bâtir. Mais la grande nouvelle se répandit tout à coup de côté et d'autre comme par magie. Les premiers explorateurs obtinrent un plein succès, et dans l'espace de quelques semaines, des centaines d'individus accoururent en ce lieu. Trois mois après la découverte de la mine, quatre mille hommes y étaient employés. » C'était sur les bords de la Fourche Américaine, non loin de son confluent dans le Sacramento.

SECTION VII.

De la production actuelle des métaux précieux et de ce qu'il en existe dans la civilisation occidentale.

CHAPITRE PREMIER.

Mines de métaux précieux de divers pays. — L'Allemagne et ses dépendances. — La Norwége. — L'Espagne. — Les mines d'argent aurifère de la Russie. — La Turquie.— L'intérieur de l'Afrique. — Les îles de la Sonde et les Philippines. — La Chine et le Japon. — Les ateliers d'affinage.

Quand on a nommé les mines d'or et d'argent de l'Amérique et les mines d'or de la Russie boréale, on a indiqué les principales sources d'où les métaux précieux se répandent de nos jours sur le marché général. Cependant quelques autres contrées en fournissent un approvisionnement digne d'être mentionné et donnent pour l'avenir des espérances plus ou moins séduisantes.

Le plomb de la plupart des mines du continent européen est plus ou moins argentifère, et très-souvent, il est profitable d'en extraire l'argent. Il en est de même d'un certain nombre de mines de cuivre. Et puis une petite proportion d'or accompagne fréquemment l'argent ainsi obtenu. Dans d'autres mines Européennes, l'or se présente à l'état de combinaison avec quelques substances métalliques. Ainsi, dans la Transylvanie, avons-nous dit, il est associé, et à petite dose,

au tellure. D'autres fois, c'est dans des pyrites de fer ou de cuivre qu'il est intimement engagé. Ailleurs il est à l'état natif au milieu des alluvions.

C'étaient l'Allemagne et le reste de la vallée du Danube qui, au commencement du siècle, avaient en Europe le privilége presque exclusif de la production de l'argent et de l'or. Les montagnes de l'Erzgebirge, qui s'étendent dans la Saxe et en Bohème, recèlent des mines depuis longtemps célèbres. C'est là que florissait jadis Joachimsthal (1), et que se distingue encore Freyberg. Les mines du Harz ont une grande renommée qui est bien méritée par l'esprit d'ordre et d'économie qu'on y observe, et plus encore par la hiérarchie sympathique qui relie les uns aux autres, du poste le plus élevé au rang le plus humble, tous les hommes adonnés aux travaux souterrains. Le pays de Mansfeld donne aussi de l'argent. De même la Silésie prussienne et le Tyrol; de même encore la Moravie et le Salzbourg. La Transylvanie produit de ce même métal; le Piémont de même. La Hongrie, à elle seule, en rend presque autant que toute l'Allemagne proprement dite. La Suède a des mines d'argent en Westmanie. Les mines d'argent de Konsberg, en Norwége, sont exploitées depuis une longue suite d'années.

Jusqu'à ces derniers temps, l'Angleterre, où l'on rencontre tant de riches mines de cuivre et de plomb, métaux que l'argent accompagne d'ordinaire, ne rendait pas d'argent en quantité appréciable, ni un atome d'or, quoique, au dire de Tacite, on y exploitât autrefois l'un et l'autre (2). M. Jacob se borne à mentionner vaguement

(1) Joachimsthal est encore en exploitation; mais autrefois c'était une mine bien plus productive qu'aujourd'hui.

(1) Fert Britannia aurum, et argentum, et alia metalla, pretium victoriæ (*Tacite*, Agricola, XII).

quelques mines du nord de l'Angleterre comme rendant quelque peu d'argent.

En France, les rares mines de plomb qu'on exploite ne couvrent leurs frais que par l'argent qu'elles fournissent. Il y a même, à Huelgoët, un gisement en exploitation qu'on doit considérer comme analogue aux minerais *colorados* ou *pacos* de l'Amérique. On a travaillé, dans l'Isère, une mine d'or en filon, à la Gardette, et des mines d'argent en filons, à Allemont; divers autres gîtes argentifères ont été effleurés ailleurs; mais, en somme, le contingent de métaux précieux que donne notre patrie est insignifiant, eu égard à nos besoins. Les relevés statistiques de l'administration des mines ne le portent qu'à un peu plus de 3,000 kilog. d'argent.

Les mines d'or de l'Europe, sans la Russie, sont presque entièrement dans la monarchie autrichienne, en Hongrie d'abord, en Transylvanie ensuite, et puis un peu dans le Salzbourg.

Au commencement du siècle, M. Héron de Villefosse attribuait à l'Europe, distraction faite de la Russie, une production de 216,239 marcs (52,789 kilog.) d'argent, et de 5,233 marcs (1,282 kilog.) d'or (1). M. Beudant, qui a parcouru la Hongrie, a été conduit à diminuer notablement cette estimation pour l'or : d'après ses observations sur ce pays, il convenait, vers 1820, de n'admettre que 1,029 kilog. de ce métal pour l'Europe (2); c'est à ce chiffre qu'inclinait M. de Humboldt, il y a vingt ans (3).

Aujourd'hui, la production de l'argent est plus forte qu'au commencement du siècle, dans l'Europe centrale et

(1) *Richesse Minérale*, tome I, page 240, *Tableau*.

(2) *Voyage minéralogique en Hongrie*, tome I, page 410 ; tome III, page 122.

(3) Nouvelle-Espagne, tome III, page 455.

occidentale. Tous les arts ont tendu à s'y développer, à la faveur de la paix. En 1835, on pouvait estimer que l'extraction de l'argent s'y était accrue de 15,000 kilog. Hors de l'Allemagne et de la vallée du Danube, il ne s'y produisait pas, à cette époque, plus de 15,000 kilog. d'argent et de 20 ou 25 kilog. d'or. Depuis 1835, l'Espagne est entrée dans la lice, et elle a ajouté une somme relativement très-considérable au rendement de l'Europe en argent.

Les mines d'or et plus encore celles d'argent de l'Espagne ont jeté autrefois un grand éclat; Annibal y avait puisé. Du temps de l'empire romain, d'après les recherches de M. Bœkh, les mines d'or auraient rendu jusqu'à 6,500 kilog. de métal fin. Strabon et Pline ont signalé l'abondance des métaux précieux et la fécondité de l'exploitation dans la Péninsule. Bien avant eux, les poëtes sacrés en faisaient une mention particulière. « L'Ibérie, dit Ezéchiel, dans ses menaçantes prophéties contre Tyr, fit le commerce avec toi, à cause de tes grandes richesses, elle paya tes denrées avec de l'argent. » Sous les Maures, ces gisements n'étaient pas restés stériles. Après la découverte de l'Amérique ils furent délaissés, on a vu comment (1). Après 1835, le pays ayant recouvré ses libertés, on y a repris l'industrie des mines avec succès, quant à l'argent.

Ce sont des mines de plomb argentifère situées dans les royaumes de Murcie et de Grenade, à peu de distance de la Méditerranée, qui ont donné autrefois, et qui donnent présentement une assez grande quantité d'argent. Le plomb cependant n'y est pas toujours accompagné du précieux métal. Les mines de la Sierra de Gador, derrière le port d'Alméria, qui ont rendu, il y a quelques années,

(1) Page183, *Note* 5.

jusqu'à 39 millions de kilog. de plomb, et qui en fournissent encore beaucoup, sont très-peu argentifères. Les mines qui sont derrière Carthagène, particulièrement à Almazarron, et plus encore celles qu'on exploite dans un petit vallon nommé le *Barranco Jaroso*, dans la Sierra Almagrera, petit chaînon peu éloigné du littoral dans le royaume de Grenade, ont une teneur en argent remarquable, de 1 pour cent par rapport au plomb métallique. Ces mines ont été visitées successivement par plusieurs ingénieurs français de beaucoup de savoir, MM. Le Play, Paillette, Sauvage, Pernolet, qui ont pris soin de les faire connaître. Suivant le dernier de ces observateurs, dont le voyage est le plus récent, les seules mines de la Sierra Almagrera produisaient, il y a un petit nombre d'années, 40,000 kilog. d'argent (1). Par conséquent, on ne saurait évaluer à moins de 50,000 kil. l'extraction entière de la Péninsule à la même époque, et ce n'est pas tout.

L'antique procédé de la coupellation, qu'on trouve indiqué dans la Bible et qui aurait servi, près de mille ans avant Jésus-Christ, à la séparation de l'argent contenu dans le plomb, a éprouvé tout récemment un changement à la faveur duquel on a pu retirer l'argent de plombs bien plus pauvres que ceux où jusque-là on le cherchait avec avantage. On a observé, que, dans le refroidissement lent d'un bain de plomb argentifère, l'argent, d'abord également réparti dans la masse, restait dans la partie qui conservait le plus longtemps l'état liquide. En séparant les cristaux de plomb à mesure qu'ils se forment, on a donc pu concentrer la plus grande quantité de l'argent dans une masse de plomb beaucoup moindre et il n'y a plus eu qu'à soumettre celle-ci à la coupellation.

(1) *Annales des Mines*, quatrième série, tome X, page 287.

Sur ce fait bien constaté, un ingénieur anglais, M. Pattinson, a édifié un procédé tout nouveau pour retirer de très-petites quantités d'argent que recélaient des plombs jusqu'alors réputés stériles. C'est devenu en Angleterre une importante industrie (1). L'économie de cette méthode est si grande, que par des concentrations successives, on était parvenu, dès le début, à traiter avec avantage des plombs dont la teneur en argent n'était que de 0.000 080 ou d'une partie sur 12,500. M. Duport n'évalue pas la quantité d'argent, que fournit présentement le travail combiné de l'Espagne et de l'Angleterre à moins de 25 millions de francs (2), qui formeraient 112,500 kilog. de métal fin.

Ce procédé nouveau s'est récemment introduit en France. Je lis dans une note rédigée par M. Pallu, directeur des mines et usines de Pont-Gibaud (Puy-de-Dôme), qu'on le suit dans cet établissement. Il doit pénétrer partout.

L'extraction de l'argent, dans l'empire russe, était, il y a quarante ans, de 22,700 kilog., selon les relevés officiels. Elle est aujourd'hui quelque peu plus faible peut-être. Les mines d'argent de la Russie sont : celles de Nertschinsk régulièrement exploitées depuis 1704, celles de Kolyvan qui ne remontent qu'à 1745, et celles de Catherinebourg où les travaux actuels datent de 1754. Les relevés officiels signalent, pour toutes les mines de l'empire, depuis l'origine jusques au 1er janvier 1849, une production de 1,400,000 kilog. d'argent (3), d'où,

(1) La description détaillée du procédé de l'affinage du plomb par cristallisation a été donnée par M. Le Play, dans les *Annales des Mines*, troisième série, tome X, page 381 (1836).

(2) Duport, *Banque Territoriale*, page 43.

(3) Ces mines d'argent n'ont qu'une très-petite teneur en métal. Les mines de Nertschinsk ne contiennent que 0.000 250 environ d'argent un peu

en 1810, il avait été extrait, avec le peu qu'avaient donné les filons aurifères de l'Oural, 28,322 kilog. d'or (1). La quantité d'argent peut être portée, sans exagération, à 1,500,000 kilog., à cause de ce qui n'est pas déclaré; celle d'or, que nous arrêterons à 1810, afin de concorder avec les tableaux qui ont été présentés plus haut, peut de même être mise à 30,000 kilog. au moins.

A ce compte, l'extraction totale de l'or de la Russie, de 1704 jusqu'au 31 décembre 1848, irait à 350,000 kil. faisant 1,205,556,000 fr. Avec l'argent, la somme des trésors métalliques fournis par le sol de l'empire, depuis la même époque, serait de 1,538,889,000 fr. Ce n'est que quatorze fois ce qu'il rend présentement dans le courant d'une seule année.

Il y a lieu, suivant M. Jacob, d'attribuer à l'empire turc, pour ses provinces asiatiques, une certaine quantité d'argent. C'est aux environs d'Erzeroum que sont situées les mines. Leur rendement aurait été, il y a vingt ou vingt-cinq ans, d'une valeur de 100,000 liv. sterl., soit 2,521,000 fr. ou 11,245 kilog. de fin. Cet argent est expédié à Constantinople, d'où il se répand sur le marché général.

De temps immémorial, l'Afrique a donné de l'or; on

aurifère (*Introduction à l'Annuaire du Journal des Mines de Russie*, page 159). Les mines de Kolyvan sont plus pauvres encore en argent. Celles de Zerianofsk ont à peine un atome par delà le point où l'on cesse de travailler le minerai du Mexique; mais elles donnent une assez forte quantité de plomb, et cependant elles sont riches en comparaison de celles de Salaïrsk. Le minerai de ces dernières donne 0.000 180 seulement; et je ne vois pas qu'il produise beaucoup de plomb (*Annuaire* de 1835, pages 201 et 223). Il se traite par la voie ignée.

(1) Voir le travail de M. de Hermann sur les mines de l'empire Russe, écrit en Allemand, et l'*Introduction à l'Annuaire du Journal des Mines de Russie*.

en a la preuve dans les monuments les plus vénérés de l'histoire. Il provient de sables que les grossiers naturels de cette partie du monde lavent comme ils le savent. Par les caravanes, il se troque contre les produits de l'industrie européenne ou asiatique, dans les comptoirs que les Européens ont établis sur le littoral de l'occident, ou dans ceux de l'iman de Mascate sur les rivages orientaux de cette vaste péninsule. Le nom de la Côte-d'Or, celui de Guinée qu'a porté longtemps la monnaie d'or anglaise, montrent que l'Europe est depuis longtemps dans l'habitude de puiser de l'or dans cette partie du monde. Mais combien est-ce qu'il nous en vient? M. Crawford a estimé à 14,000 kilog. l'or qui est produit tous les ans en Afrique. Au commencement du siècle, il ne paraît pas que la compagnie anglaise, entre les mains de laquelle était presque tout ce commerce, en fît sortir 2,000 kilog. (1). Malgré les efforts que l'Angleterre et l'iman de Mascate ont faits pour exciter à la production et aux échanges les populations africaines, ce sera outrer ce qui s'en écoule d'or présentement que de le porter à plus de 4,000 kilog.

Il est bien connu que l'Asie méridionale a des mines d'or, mais on ne sait pas ce qu'elles produisent. M. Montgomery Martin, en sa grande description historique des colonies britanniques, cite un bon nombre de gisements en exploitation dans l'Inde proprement dite; mais j'y ai inutilement cherché une indication de quantités extraites (2). M. Jacob supposait que l'extraction pouvait y être de 11,900 kilog., tant pour le continent que pour l'archipel de la Sonde. Le seul fait qui soit aujourd'hui bien démontré, c'est que les mines d'or les plus produc-

(1) Duport, *Banque Territoriale Hypothécaire*, page 46.
(2) *History of the British Colonies*, édition de 1836, t. I, p. 112.

tives de l'Asie méridionale sont dans cet archipel, à Bornéo et à Sumatra, surtout dans la première de ces deux îles.

Les mines d'or des îles de la Sonde, que leurs sultans font exploiter avec avidité, rendaient 4,700 kilog., selon M. Crawford, qui avait visité le pays en 1820, ce qui aurait laissé au continent une production de 7,200 kilog. pour cette époque, en adoptant l'évaluation totale de M. Jacob. Des renseignements plus récents donnent à croire que la production de l'or, dans les îles de la Sonde, a suivi une progression croissante. M. Natalis Rondot a bien voulu me communiquer les informations qu'i avait recueillies sur les lieux, ainsi que les extraits, qu'il avait pris la peine de faire, des récits des voyageurs anglais, et notamment de tout ce qui est émané de M. Brooke. Il en résulte qu'un seul district de l'île de Bornéo, celui de Sambas, fournit, suivant le calcul le plus modéré, 14 ou 15 millions de francs en or, et cependant le district de Sarawak est plus productif encore, ce qui mettrait l'extraction actuelle de l'île de Bornéo bien au delà de l'estimation de M. Crawford pour 1820. On exploite des mines d'or dans d'autres localités de l'île. Les mines de Lépang, de Montrado, de Racnandor, de Santam, de Matan, de Maday, de Tampasouk, sont célèbres dans ces parages. A ce compte, ce ne serait pas exagérer la production de l'archipel que de la porter à 20,000 kilog. Quant à la proportion qui s'en répand dans le courant de notre civilisation, c'est impossible à dire. Il y a lieu de présumer qu'en ce moment elle est appréciable et elle le deviendra chaque jour davantage : les Européens, de plus en plus, prennent pied dans ces îles.

Les Philippines ont aussi des mines d'or en exploitation, et on assure qu'elles donnent des produits très-notables.

La Chine a certainement des mines d'argent et d'or. Le bas prix qu'y avait l'or relativement à l'argent, jusques à nos jours, atteste que l'or devait y être dans une certaine abondance. On manque entièrement de données sur l'extraction de ce métal dans l'empire chinois. De même pour l'argent.

« On ne connaît, dit M. Natalis Rondot (1), ni le mode d'exploitation employé en Chine, ni la nature des terrains où se trouvent les gisements, ni la richesse des minerais, ni les alliages, non plus que le chiffre, même approximatif, des extractions. On rapporte seulement qu'à Kirréa, dans la Tartarie chinoise, deux à trois cents ouvriers travaillent continuellement à une mine d'or; qu'il y a également, dans le Hou-Kouang, plusieurs petites mines en exploitation qui rendent un or d'un jaune pâle, très-malléable et ductile. On cite également un mémoire adressé à l'empereur, dans lequel on estime à 40,000 ou 50,000 le nombre d'ouvriers, et à 2 millions de taëls le produit des mines d'argent d'Ho-Chann et Son-Sing, dans le Yun-nan....

« Le P. Duhalde et d'autres écrivains plus modernes sont tous d'accord pour vanter la richesse des mines argentifères et aurifères de la Chine. Il paraîtrait que le gouvernement s'en réserve le monopole, et qu'il en défend l'exploitation sous les peines les plus sévères. Mais que de riches gisements, que de trésors de natures diverses demeurent enfouis dans cette contrée, où les travaux d'art ne parviennent qu'à de si petites profondeurs, où enfin les principes de la géologie et de la métallurgie sont encore ignorés ! »

Les deux millions de taëls, des mines d'Ho-Chann et Son-Sing que mentionne M. Rondot, à raison de

(1) *Etude pratique du commerce d'exportation en Chine*, page 13.

37gram. 79 par taël (1), font environ 75,000 kilog.; mais ce ne sont pas à beaucoup près les seules mines d'argent qu'on exploite en Chine. Il ne semblerait même pas, d'après les indications données par M. N. Rondot, que ce soient les plus abondantes. On peut croire que l'extraction de ce métal, pour l'ensemble des provinces du Céleste-Empire, s'élève à quelques centaines de mille kilog.

Depuis le commencement du siècle, l'Europe a beaucoup reculé les limites de sa domination et de son commerce en Asie et dans les archipels qui en dépendent. Ces dernières années ont vu s'abaisser, virtuellement au moins, les barrières qui fermaient au commerce de l'Europe et des États-Unis les régions les plus populeuses et les plus industrieuses de cette partie du monde, ce vaste empire chinois qui compte plusieurs centaines de millions d'habitants empressés à produire et désireux d'échanger. Seul, l'empire du Japon a pu, jusqu'à ce jour, maintenir son isolement. Dieu sait si ce sera pour longtemps. Il est donc permis de considérer comme versée sur le marché général, en totalité ou en partie désormais, la production de contrées que, pour les premières années du siècle, il convenait de laisser en dehors. Ainsi la production en métaux précieux des divers pays de l'Asie méridionale et celle du Céleste Empire pourraient déjà, partiellement, être englobées dans l'approvisionnement général de la civilisation à laquelle nous appartenons nous-mêmes.

Il est encore une extraction d'or que je n'ai pas comptée explicitement dans ce dénombrement des sources de la richesse métallique. Je veux parler de l'or que les affineurs européens parviennent à séparer, avec

(1) *Etude pratique du commerce d'exportation en Chine*, page 4.

profit, des lingots et autres matières d'argent où il existe à l'état d'atomes pour ainsi dire. L'industrie de l'affinage, depuis un quart de siècle surtout, a fait de grands progrès, par les soins des métallurgistes français (1), et, de chez nous, les procédés perfectionnés se sont répandus dans la plupart des contrées de l'Europe, et de l'autre côté de l'Océan, au Mexique (2). Les principaux ateliers d'affinage européens sont à Hambourg, à Amsterdam, et à Saint-Pétersbourg ; tout nouvellement on en a érigé un à Bruxelles. Chose surprenante, l'Angleterre, qui est le point d'arrivage de la majeure partie des matières d'argent du Nouveau-Monde, est sous ce rapport singulièrement en arrière (3). Autant que j'ai pu pénétrer le mystère dont s'enveloppent les personnes qui se livrent à l'art de l'affinage, j'estime que, réunis, les affineurs européens mettent à nu, tous les ans, terme moyen, une quantité de 1,600 kilog. d'or, ou 5,511,000 fr. La France y contribue pour la moitié environ.

La majeure partie des matières d'argent ainsi affinées étant d'origine américaine, à la rigueur, c'est au compte de l'Amérique que cette production devrait être portée. C'est ainsi que, dans la récapitulation générale de l'extraction américaine, depuis Christophe Colomb, qu'on trouvera au chapitre III de la présente section (3), j'ai mis 60,000 kilog. d'or de supplément à l'actif du Mexique et j'ai augmenté aussi le chiffre relatif au Pérou ; je crois m'être ainsi tenu plutôt au-dessous de la vérité, pour le passé.

(1) Je renvoie à ce qui a été dit plus haut, page 114.

(2) Outre l'atelier de Mexico, qui a été grandement amélioré par M. Duport, un autre a été fondé à Durango par M. Bras-de-Fer.

(3) On m'assure qu'à Londres les affinages du commerce se font encore par l'acide nitrique.

CHAPITRE II.

Quantité de métaux précieux actuellement versée sur le marché général.

Au commencement du siècle, autant qu'il est permis d'indiquer des quantités, pour l'extraction de plusieurs contrées à l'égard desquelles les renseignements sont excessivement sommaires, on trouve que l'approvisionnement annuel de métaux précieux, qui était versé sur notre marché général, montait à 900,000 kilog. d'argent, et à environ 24,000 kilog. d'or.

Voici comment se composerait ce total en nombres ronds :

Quantités d'or et d'argent versées sur le marché général, au commencement du dix-neuvième siècle.

PROVENANCE.	ARGENT.		OR.		VALEUR totale
	POIDS en kilogrammes.	VALEUR en francs.	POIDS en kilogrammes.	VALEUR en francs.	PAR PAYS en francs.
Amérique.............. ..	800,000	177,777,000	14,000	48,222,000	225,999,000
Europe, sans la Russie et avec la Turquie.........	64,000	14,222,000	1,050	3,617,000	17,839,000
Russie.....	24,000	5,333,000	650	2,239,000	7,572,000
Afrique..................	»	»	2,000	6,889,000	6,889,000
Archipels de l'Asie..	»	»	4,700	16,189,000	16,189,000
Divers...................	12,000	2,444,000	1,300	4,478,000	6,922,000
TOTAUX........	900,000	199,776,000	23,700	81,634,000	281,410,000

Au moment de la découverte des mines de la Californie, l'approvisionnement annuel du marché général était devenu plus fort. On pouvait l'évaluer à 975,000 kilog. d'argent et à près de 72,000 kilog. d'or. Nous en indiquons le détail dans le tableau suivant :

Quantités annuelles d'or et d'argent livrées par les différents pays au marché général, avant 1848.

PROVENANCE.	ARGENT.		OR.		VALEUR totale PAR PAYS en francs.
	POIDS en kilogrammes.	VALEUR en francs.	POIDS en kilogrammes.	VALEUR en francs.	
Amérique..................	701,470	155,882,000	15,200	52,356,000	208,238,000
Europe, sans la Russie et avec la Turquie (1).....	150,000	33,333,000	2,650	9,128,000	42,461,000
Russie..................	24,000	5,333,000	30,000	103,333,000	108,667,000
Afrique..................	»	»	4,000	13,777,000	13,777,000
Asie, sans la Russie et la Turquie..............	100,000	22,222,000	20,000	68,889,000	91,111,000
TOTAUX........	975,470	216,770,000	71,850	247,483,000	464,253,000

Voilà donc les résultats comparatifs, à quarante ans d'intervalle, avant 1810 avant 1848.

Au commencement du siècle :

Or	23,700 kilog.	ou	81,634,000 fr.
Argent	900,000	ou	199,776,000
		Total en francs	281,410,000

Avant 1848 :

Or	71,850 kilog.	ou	247,483,000 fr.
Argent	975,470		216,770,000
		Total en francs	464,253,000
		Excédant de l'époque actuelle	182,843,000

Ainsi, malgré la diminution d'une vingtaine de millions du fait de l'Amérique, sous l'influence de causes

(1) Y compris 1,600 kilog. d'or, produits, en Europe, par les ateliers d'affinage, et qui cependant, presque en entier, sont, au fond, des provenances d'autres contrées et surtout de l'Amérique.

qui ne sont pas dans la nature des choses, l'accroissement serait d'environ 186 millions.

Cet accroissement est dû tout entier à l'or. L'agrandissement du marché y est pour une part très-appréciable.

Il y a des siècles qu'on n'avait vu une aussi forte proportion d'or par rapport à l'argent, et c'est précisément dans ces circonstances qu'un peuple entreprenant a fait la découverte des riches gisements aurifères de la Californie.

CHAPITRE III.

Ce qui peut rester de métaux précieux à la civilisation occidentale, et ce qu'elle peut avoir de monnaie.

En 1830, M. Gallatin évaluait de 22 à 27 milliards de francs ce qui restait en Europe et en Amérique des deux métaux, y compris les 1,600 millions que l'ancien continent possédait, suivant lui, avant la découverte du Nouveau-Monde. Depuis 1830, le Nouveau-Monde a fourni 3 milliards et demi; la Sibérie un milliard; l'Europe 600 millions; l'Afrique et d'autres contrées ont pu en donner 500. Nous serions donc aujourd'hui entre 28 et 33 milliards, d'où il faudrait déduire ce qui s'est perdu et ce qui s'est exporté dans l'intervalle de dix-huit ans, mais ce n'est pas fort considérable.

Voici comment calculait M. Gallatin:

Il y avait, à la fin du quinzième siècle, en Europe..	1,600 millions.
Production de l'Amérique..........................	33,900
— de la Sibérie..........................	540
— de l'Afrique, etc..........................	2,400
Total.........	38,440 millions.

Sur cette masse, l'exportation et la déperdition auraient pris une quantité incertaine entre 11 et 16 milliards, ce qui l'aurait réduite à une quantité comprise entre 27 et 22 milliards.

Avec les connaissances acquises aujourd'hui, on peut à l'évaluation présentée par M. Gallatin substituer la suivante, en partant, comme lui, d'il y a trois siècles environ :

PAYS D'ORIGINE.	OR en millions de fr.	ARGENT en millions de fr.
Amérique	10,030	27,170
Europe	500	2,000
Russie	1,100	330
Afrique et autres pays à or	2,500	»
Ancien fonds	300	700
Totaux	14,430	30,200

Total général, sauf l'exportation et la perte, 44,630 millions.

Disons sur quelles bases cette estimation se fonde, quant à ses éléments principaux, et d'abord quant au nouveau continent qui joue incomparablement le premier rôle.

D'après un calcul dont j'ai présenté les détails ailleurs (1), et pour lequel je me suis efforcé de puiser aux meilleures sources, en contrôlant et complétant les renseignements les uns par les autres, l'Amérique aurait eu livré, au 1er janvier 1848, l'énorme quantité de 122 millions de kilog. d'argent et de près de 3 millions de kilog. d'or. Selon la monnaie française, ce serait une somme de plus de 37 milliards de francs, dont au delà de 27 en argent et 10 en or.

Cette somme se partagerait comme il suit entre les différents pays de l'Amérique :

(1) Écrit intitulé : *Les Mines d'argent et d'or du Nouveau-Monde*, publié d'abord dans la *Revue des Deux-Mondes*.

Production totale des mines d'or et d'argent de l'Amérique, par pays, jusqu'à la découverte des mines d'or de la Californie en 1848.

PAYS DE PROVENANCE.	ARGENT.		OR.		VALEUR totale PAR PAYS en millions de fr.
	POIDS en kilogrammes.	VALEUR en millions de fr.	POIDS en kilogrammes.	VALEUR en millions de fr.	
États-Unis	»	»	22,125	76	76
Mexique	61,985,522	13,774	389,269	1,341	15,115
Nouvelle-Grenade	259,774	58	566,748	1,952	2,010
Pérou, Bolivie	58,765,244	13,059	310,393	1,172	14,231
Brésil	»	»	1,342,300	4,623	4,623
Chili	1,040,184	231	250,142	862	1,093
TOTAL	122,050,724	27,122	2,910,977	10,026	37,148

Quelque éblouissante que soit une somme de 37 milliards, je ne puis m'empêcher de faire une réflexion : c'est pourtant un faible produit en comparaison de ce qu'ont pu donner, dans le même intervalle de trois siècles, d'autres branches de l'industrie humaine. Que l'on compare, par exemple, cette richesse sortie des mines de l'Amérique en trois cents ans, à l'utilité créée par l'exploitation des mines de charbon de la Grande-Bretagne, d'où un peuple éminemment industrieux tire la force motrice et la chaleur à l'aide desquelles il transforme incessamment les matières premières qu'il retire de son propre sol et celles qu'il fait venir de toutes les parties du globe. Les trésors de l'Amérique paraissent alors modestes. Il ne faut, en effet, qu'un petit nombre d'années à l'industrie britannique pour susciter une valeur égale à tout ce que l'Amérique a rendu d'or et d'argent avec le labeur de trois cents ans.

Cette comparaison est propre à faire ressortir ce que valent pour une grande nation de vastes bassins houillers, et combien ils sont préférables aux mines de mé-

taux précieux les plus renommées, malgré l'attrait qu'ont celles-ci pour le vulgaire. C'est que, en bonnes mains, les mines de charbon sont des mines de travail, d'un travail varié et puissant, d'un travail sans limites ; et le travail est la première des richesses, il est la richesse même.

D'un autre point de vue, on peut mesurer à quoi se réduit cette production de métaux précieux qui a occupé tant de bras, qui a excité tant d'ambitions, assouvi tant de passions, fait commettre tant de cruautés, provoqué des actes si audacieux et des œuvres si vastes. Tout l'argent qui est sorti des mines du Nouveau-Monde formerait un volume de 11,657 mètres cubes; l'or n'en représente que 151. En d'autres termes, tout l'argent qu'on a retiré de ces nombreux filons que j'ai pu qualifier de géants (1), réuni sous la forme d'une sphère et placé à côté de la colonne Vendôme, n'atteindrait qu'aux deux tiers de la hauteur. Le rayon, en effet, n'en serait que de quatorze mètres. Quant à l'or, c'est un volume singulièrement exigu. On est presque confondu de trouver que cet or du Nouveau-Monde, sur l'abondance duquel on a fait tant de fables, dont on a dit par exemple, que la seule rançon de l'inca Atahualpa avait comblé un temple (2), ne remplirait pas à moitié le salon d'un appartement bourgeois à Paris (3).

Pour les entrepreneurs d'industrie considérés en particulier, les mines d'argent du Nouveau-Monde, d'où est venue la majeure partie de ces 37 milliards, ont été le plus souvent une source d'illusions. Maintes fois on y

(1) Voir plus haut, page 184.

(2) Celui de Caxamarca, dont les ruines se voient encore.

(3) Un salon qui aurait huit mètres de long et autant de large sur cinq mètres d'élévation, contiendrait 320 mètres cubes, c'est-à-dire plus du double du volume de l'or extrait des mines du Nouveau-Monde.

a fait des fortunes éblouissantes : mais c'était bien fréquemment pour les perdre ensuite, parce que le gisement, de riche, devenait médiocre ou pauvre, et conservait ce caractère beaucoup plus longtemps qu'on ne l'avait supposé.

Au Mexique, où les mines ont été plus productives qu'ailleurs, il est certain que la *Purissima*, de Catorce, a donné régulièrement pendant une longue suite d'années un profit net d'au moins 1 million et quelquefois de 5 ou 6. Dans le même district, la mine de *Padre Flores* rendit, la première année, 8 millions. On a déjà vu ce qu'avait produit, pendant une succession de quarante ans, l'exploitation de Valenciana (1). Le filon de *Pabellon* et de la *Veta Negra*, à Sombrerete, a été plus merveilleux encore (2). A Real del Monte, Pedro Tereros, ensuite comte de Regla, avait trouvé de tels trésors qu'il lui fut possible de faire présent au roi Charles III de deux vaisseaux de guerre, dont un de 112 canons, et d'y joindre ce que, par politesse castillane, il appela un *prêt* de cinq millions. Cependant, si des fortunes colossales sont sorties des mines, même au Mexique elles ont été peu nombreuses; si la famille Fagoaga, les comtes de Regla et de Valenciana, leur ont dû une opulence magnifique, pour tant d'autres qu'on avait rangés parmi les privilégiés, quels revers après la prospérité! En tout pays, l'exploitation des métaux précieux, des mines en filons surtout, a ce caractère aléatoire. En Amérique, la prodigalité qui présidait aux travaux préparatoires, les sommes inouïes qu'on dépensait pour foncer un puits, par exemple, l'aggravaient beaucoup (3). L'imprévoyance

(1) Page 184, *Note*.
(2) Page 184, *Note*.
(3) Voir plus haut, page 242, et aussi plus bas, Section XIII, chapitre I.

avec laquelle la plupart des mineurs heureux consument, dans le faste et les plaisirs, les bénéfices des bonnes années, comme si elles ne devaient pas avoir de fin, ne contribue pas peu à ces pénibles retours.

L'histoire du mineur français Laborde est un des exemples de ces vicissitudes. Cet homme entreprenant et hardi, arrivé pauvre au Mexique, était devenu fort riche en exploitant une mine à Tlapajahua. Il passa de là aux mines de Tasco, auxquelles il imprima son activité prodigieuse, et il en retira de nouveaux profits. C'était de 1752 à 1760. Dans son opulence fastueuse, il bâtit, à Tasco, une église paroissiale qui lui coûta 2 millions, et qu'il orna magnifiquement; mais, les mines s'étant appauvries, il s'y acharna et perdit tout. Réduit à la misère, il alla alors trouver l'archevêque et lui demanda la permission de reprendre un soleil d'or enrichi de diamants, dont il avait orné le tabernacle de son église. Le prélat eut le bon esprit d'y acquiescer. Avec les 100,000 piastres qu'il en fit, Laborde, résolu de courir la chance ailleurs, se transporta à Zacatecas, où les mines, après avoir été fort productives, étaient presque abandonnées. Il entreprit l'épuisement des eaux d'une exploitation jadis fameuse, alors inondée, la *Quebradilla*, et y employa sans succès presque tout ce qu'il possédait. Quand il ne lui resta plus que quelques milliers de piastres, il risqua un puits sur l'affleurement d'un filon inconnu, et il eut le bonheur que ce fût la *Veta Grande*, qui est aujourd'hui encore le filon principal de Zacatecas. Doublement fortuné, il tomba précisément sur un de ces points où les veines sont d'une richesse exceptionnelle; il y gagna, une fois de plus, des sommes extraordinaires. Il ne laissa cependant à sa mort que 3 millions, somme vraiment médiocre pour un mineur favorisé du sort.

Mais, si les individus ont souvent été déçus dans leurs espérances, et, si bien souvent les fortunes sorties des mines sont revenues s'y engloutir, le pays a beaucoup gagné à l'ardeur avec laquelle les hommes intelligents s'y portaient. Il en a retiré les beaux salaires dont jouit encore une grande population de mineurs, les profits des industries accessoires, particulièrement de celle des transports, qui occupe des myriades de mulets et des troupes de *mozos* (garçons muletiers). La renommée, en faisant connaître au loin les trésors qu'on rencontrait dans les mines, déterminait des hommes remplis d'activité et d'audace à passer en Amérique, et c'était pour le Nouveau-Monde une acquisition précieuse; c'est même ainsi qu'il se peuplait de blancs. Les mines ont provoqué la culture du sol; dans les bonnes années, elles ont fourni les fonds qui ont servi à élever de grands établissements agricoles. Partout où le travail des mines a pris une grande extension, on a vu naître une ville florissante, quelquefois monumentale et populeuse comme une capitale, Guanaxuato, par exemple, qui, en 1810, comptait 80,000 âmes.

Mais terminons là cette digression sur les mines d'Amérique, et revenons à l'objet spécial du chapitre.

La production de l'Europe, sauf la Russie, mais avec la Turquie, peut être portée moyennement, pour les trois derniers siècles, à huit ou dix millions par année, dont les quatre cinquièmes en argent.

Pour la Russie, nous avons vu plus haut (1) que la production, beaucoup mieux connue que pour l'Europe même, depuis la reprise du travail des mines par les modernes, c'est-à-dire depuis l'ouverture du dix-huitième siècle, à la fin de 1848 s'élevait à 1,206 millions en or et

(1) Page 297.

333 millions en argent. En l'arrêtant au 1er janvier 1848, on retombe sur les chiffres indiqués page 306.

Quant à l'ancien fonds, il y a lieu de croire que M. Gallatin l'exagère lorsqu'il le porte à 300 millions de piastres. M. Jacob le met à moins d'un milliard de fr.

La proportion des deux métaux serait ainsi : pour l'extraction totale de l'Amérique, de 1 kilog. d'or contre 42 kilog. d'argent ; ou de 2 fr. 70 c. en argent contre 1 fr. en or. Pour l'ensemble de l'approvisionnement versé sur le marché général, depuis trois siècles, de 1 kilog. d'or contre 32 kilog. d'argent, ou de 2 fr. 09 c. en argent contre 1 fr. en or. Dans l'extraction annuelle du commencement du siècle c'était de 1 kilog. d'or contre 38 kilog. d'argent, ou de 2 fr. 45 c. en argent contre 1 fr. en or. Mais, immédiatement avant 1848, c'était de 1 kilog. d'or contre 13 1/2 kilog. d'argent, ou de 87 centimes seulement en argent contre 1 fr. en or. On voit à quel point, dans l'intervalle de moins d'un demi-siècle, la proportion de l'or s'est accrue ; c'est aux mines de la Russie surtout que le changement est dû. La Russie, il y a vingt-cinq ans, donnait 35 kilog. d'argent contre 1 d'or ; actuellement l'or y excède l'argent, en poids, presque dans le rapport de 3 à 2.

Qu'est-ce qu'est devenue la production des mines de l'Amérique et des autres contrées ? Où est-elle, à quel état se trouve-t-elle ? Là-dessus on est réduit à des conjectures. Tout ce qu'on sait bien, c'est qu'une partie de cet approvisionnement s'est éloignée de l'Europe et qu'une certaine portion est perdue. Il est vraisemblable que la diminution est fort grande. Si j'étais forcé de l'évaluer, je dirais que je ne la crois pas moindre de 15 à 20 milliards. Ce qui se perd de métaux précieux par suite de l'enfouissement, dans les temps de troubles et de révolution, dépasse tout ce qu'on pour-

rait croire au premier abord. Ensuite il y a la perte que j'appellerai naturelle, qui est causée par le frottement des objets en or ou en argent, dans laquelle rentrent le frai des espèces monnayées et la dispersion graduelle des dorures. Enfin il y a l'exportation qui, pour l'Asie lointaine, selon l'estimation de M. de Humboldt, relative au commencement du siècle, eut absorbé un milliard en moins de huit ans.

La proportion entre les deux métaux, que l'extraction totale indiquerait, a dû être sensiblement altérée dans notre Occident par leur inégale destruction (1), et par la circonstance que l'Europe a exporté en Asie beaucoup d'argent et peu ou point d'or. Sur la somme qui reste aujourd'hui dans les anciens domaines de notre civilisation, je veux dire en Europe et en Amérique, et qui est peut-être de 25 ou de 26 milliards, c'est une supposition assez plausible qu'il y a 25 ou 30 kilog. d'argent contre 1 d'or, ou 1 fr. 61 c. à 1 fr. 94 c. en argent contre 1 fr. en or; ou encore que, sur la masse de cette richesse métallique, si on la suppose de 25 milliards et qu'on admette la proportion de 25 kilog. d'argent contre 1 d'or, il y aurait 9,600 millions en or et 15,400 millions en argent, ce qui correspond à 2,778,000 kil. d'or et 69,444,000 kilog. d'argent. Mais je ne saurais trop répéter que les supputations de ce genre sont éminemment hypothétiques. Entre l'extraction totale des trois derniers siècles et les existences actuelles, il est impossible de dire quelle relation subsiste.

On a produit un assez grand nombre d'évaluations au sujet de la destination assignée à l'or et à l'argent que le

(1) Voir plus haut, page 116, le résultat des expériences de Cavendish et Hatchett.

commerce livre à la civilisation occidentale, et particulièrement à l'Europe. Combien est mis en vaisselle, en bijoux? combien en dorures, combien en espèces monnayées? quelle est la quantité qui s'exporte? Les discussions, auxquelles ont pris part cependant des esprits très-distingués, n'ont répandu que peu de lumière sur la question. On peut facilement savoir combien les hôtels des monnaies frappent de pièces de tout genre; mais nous allons voir qu'on n'en peut rien conclure, parce qu'il est des causes qui peuvent ramener le même métal plusieurs fois sous la presse monétaire. Par le moyen de l'impôt dit de garantie sur les objets en or et en argent, il semble facile de déterminer ce qui se transforme en vaisselle et en bijoux; mais le poids de l'or et de l'argent qui supportent cet impôt ne prouve rien, parce que ce ne sont pas seulement des matières neuves que travaillent les orfévres et les joailliers: ils élaborent aussi de la vieille vaisselle et de vieux bijoux; et ces objets, dont on ne peut savoir l'importance, jettent de la confusion dans les évaluations, parce que tel auteur, qu'on doit croire bien informé, les portera à un ou deux centièmes seulement des matières, M. Jacob, par exemple; tel autre, qui ne semble pas moins digne de foi, comme Necker, supposera que c'est de 50 pour cent, et un troisième, M. Lowe (1), supputera que c'est du quart. On n'a pas de relevé complet de ce que fabriquent l'orfévrerie et la bijouterie, même pour l'Europe. M. de Humboldt calculait, vers 1824, que c'était de 31,700,000 fr. en or et 55,500,000 en argent, total 87 millions (2). M. Jacob, vers 1830, admettait que c'était de 140 mil-

(1) Dans un écrit intitulé *Present state of England*, que M. de Humboldt cite avec éloge dans la *Nouvelle-Espagne*, tome III, page 466.

(2) *Essai sur la Nouvelle-Espagne*, tome III, page 466.

lions, en y comprenant l'Amérique. M. Mac Culloch, dans son *Dictionnaire du Commerce*, porte cette masse d'or et d'argent à 6,050,000 livres st: (151 millions) de matières neuves, en embrassant l'Amérique dans son calcul (1), et M. Duport, dans un écrit tout récent, adopte cette évaluation (2).

Si les relevés du monnayage, qui sont publiés par la plupart des gouvernements, indiquaient la monnaie qui existe, même en ne prenant pour point de départ qu'une époque depuis laquelle le frai n'aurait pu avoir une grande action, le commencement du siècle par exemple, on trouverait que l'Europe possède une prodigieuse somme en espèces monnayées.

Pour la France, le montant des espèces décimales sorties des hôtels des monnaies, est de 5 milliards 313 millions. C'est ce qui résulte, en effet, de deux manières différentes, des deux tableaux suivants :

(1) Savoir :

Royaume-Uni	62,500,000 fr.
France	25,000,000
Suisse	11,250,000
Le Reste de l'Europe	40,000,000
L'Amérique du Nord	12,500,000
	151,250,000

Voir le *Dictionnaire du Commerce*, article *Precious Metals*.

(2) *Banque Hypothécaire*, page 51.

I. État des espèces d'or et d'argent fabriquées dans les hôtels des monnaies de la France, depuis l'adoption du système décimal.

Depuis la loi du 17 germinal an XI (28 mars 1803) jusqu'au 31 décembre 1848, on a fabriqué :

Or......	en pièces de 40f »c..	204,432,360f »c	1,217,051,040f »c	
	— 20 » ..	1,012,618,680 »		
Argent .	— 5 » ..	3,825,836,830 »	3, 989,675,148	75
	— 2 » ..	64,920,294 »		
	— 1 » ..	60,571,961 »		
	— » 50 ..	30,674,962 50		
	— » 25 ..	7,671,101 25		
		Total..............	5,206,726,188	75
La fabrication au type d'Hercule, de 1795 à 1802, toute en argent, avait été de....................			106,287,255	»
		Total général, 31 décembre 1848.....	5,313,013,443	75

Le monnayage en argent a donc été de 4,095,962,403 fr. 75 c. contre 1,217,051,040 fr. en or, ou de 100 fr. en argent contre 30 fr. en or.

Il est digne d'attention que la monnaie d'argent de la France est presque toute en pièces de cinq francs: tout le reste du monnayage, en effet, ne forme que 164 millions.

Depuis la proclamation de la République de 1848, la fabrication des monnaies a été très-active : les particuliers ont apporté beaucoup de matières d'argent aux hôtels des monnaies. Les envois de l'extérieur ont été considérables; les relations de banque, entre la France et le dehors, étant interrompues, l'étranger s'est acquitté souvent en envoyant des espèces. D'ailleurs, en proie à une crise terrible, la France tirait beaucoup moins de marchandises des autres contrées; on lui devait donc une plus forte balance qui se soldait en argent. Le *Tableau du Commerce* accuse, pour 1848, un excédant des importations en métaux précieux sur les exportations, de deux cent cinquante millions; c'est le quadruple de la moyenne depuis 1816; le nouveau monnayage en pièces de 5 fr. au type Hercule, après que les coins en ont été retouchés, ce qui a pris quelque temps, a été de 257,917,860 fr., jusqu'au 31 octobre 1849.

II. État du même monnayage avec la désignation des types, postérieurement à la loi de l'an XI.

Pièces.	Napoléon.		Louis XVIII.		Charles X.		Louis-Philippe Ier et la République de 1848.	
	OR.	ARGENT.	OR.	ARGENT.	OR.	ARGENT.	OR.	ARGENT.
fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.	fr.	fr. c.
40	152,689,880	»	21,579,440	»	19,152,960	»	31,010,080	»
20	395,334,560	»	367,753,620	»	33,765,960	»	215,764,540	»
5	»	817,952,380 »	»	601,048,050 »	»	616,468,675 »	»	1,790,367,725 »
2	»	24,554,454 »	»	7,374,764 »	»	8,089,604 »	»	24,901,472 »
1	»	31,362,125 »	»	4,393,242 »	»	5,282,890 »	»	19,533,706 »
50	»	13,713,364 50	»	1,852,464 »	»	2,073,468 50	»	13,035,665 50
25	»	247,734 »	»	162,589 75	»	596,683 »	»	6,665,094 50
	528,024,440	887,850,055 50	389,333,060	614,830,109 75	52,918,920	632,511,320 50	246,774,620	1,854,503,665 »
	1,415,854,495 50		1,004,163,169 75		685,430,240 50		2,101,278,283	

Total................ 5,206,726,188 fr. 75 c.

La fabrication au type d'Hercule, faite de 1795 à 1802, s'élève à.. 106,287,255

Ce qui fait, depuis l'origine jusqu'au 31 décembre 1848... 5,313,013,443 fr. 75 c.

Pour l'Angleterre, en ne comptant que ce qui a été frappé depuis le rétablissement de la paix générale, parce qu'on peut supposer que presque tout le reste avait été exporté ou fondu sur place, ce serait près de cent dix millions sterling, ou 2,775 millions de francs. Nous comprenons ici, avec l'or, l'argent dont il a été frappé pour plus de 13 millions sterl. (1). Pour la France et l'Angleterre seules, on serait déjà à plus de 8 milliards. Or, il a été frappé aussi une grande quantité d'espèces d'or et d'argent chez d'autres nations. En Amérique, les hôtels des monnaies, tant du Mexique que du Pérou et des Etats-Unis eux-mêmes, ont été très-actifs. Le monnayage des Etats-Unis, de 1792 au 31 décembre 1848, a été de 149,871,059 dollars qui feraient 800 millions de fr. (2). Celui du Mexique a été bien plus

(1) Le monnayage, en Angleterre, du 1er janvier 1816 au 31 décembre 1847, a été comme il suit :

Or..............	90,029,383 liv. st.
Argent..........	13,590,000
Total......	103,619,383 liv. st.

Ou...... 2,612,000,000 fr.

Le monnayage de 1848, à en juger par celui des années précédentes, a dû être de 5 millions sterling environ, ce qui porterait le total à près de 110 millions sterl. Si l'on voulait n'attribuer à la monnaie d'argent que sa valeur intrinsèque, qui est d'un dixième au-dessous de la valeur nominale, il y aurait à faire une réduction de 1,360,000 liv. st.

(2) *American Almanac* de 1849, page 169. Pour l'intervalle de 1792 à 1847 inclusivement,

Le relevé donne, pour l'or..........	72,565,928 doll.
— pour l'argent.....	71,426,465
Total.......	143,992,393 doll.
Le total de l'année 1848 est de....	5,879,728
Total général..........	149,872,121 doll.

Dans le monnayage de 1848 les deux tiers sont en or.

Pendant les vingt-cinq premières années, le monnayage des États-Unis a été extrêmement modique. Il ne s'est élevé en tout, du 1er janvier 1792

considérable, puisque dans ce pays la majeure partie des métaux extraits passe par les hôtels des monnaies; depuis le commencement du siècle, c'est une somme de plusieurs milliards. En Russie, depuis quelques années, les hôtels des monnaies ont dû être passablement occupés. Même en Allemagne, où cependant on se passe plus qu'ailleurs de numéraire métallique, il existe une certaine masse de monnaie. C'est ainsi que la Prusse a fabriqué, en espèces d'argent, de 1764 à 1836, une quantité telle que, si l'on en retranche ce qui a été retiré par l'administration elle-même, le reste serait de 182,856,020 thalers ou 678, 395, 834 fr. (1). L'Autriche et les moindres États de la Confédération germanique n'ont pas laissé de fabriquer une forte quantité de monnaie. La Belgique et la Hollande se sont aussi livrées au monnayage; de même le Piémont et Naples. L'Espagne et le Portugal ont retenu pour leur usage monétaire une partie des métaux précieux que leur envoyaient, ordinairement tout frappés, leurs colonies continentales d'Amérique.

Il serait possible d'indiquer encore d'autres fabrications de monnaie. A Constantinople, le gouvernement Ottoman a un hôtel des monnaies, d'où sortent aujourd'hui des pièces loyalement fabriquées. Vers l'autre extrémité de l'ancien continent, le monnayage est poussé avec une certaine activité: non dans la Chine, où les métaux précieux sont demeurés à l'état pur et simple de marchandise, ni dans d'autres contrées asiatiques où l'objet choisi pour la mesure des valeurs et l'équivalent universel est ici le fer, ailleurs la pièce de toile de coton;

au 31 décembre 1817, qu'à 13,879,253 doll., ou 74,115,111 fr. (*American Almanac* de 1849, page 169).

(1) C'est ce qui résulte d'un relevé fait par M. Hoffmann et cité par M. de Humboldt dans son mémoire sur les *Fluctuations de l'or et de l'argent.*

mais dans l'Inde où les souverains Mogols frappaient des pièces d'argent et d'or fort connues sous le nom de roupie et de mohur, dont nous avons eu occasion de parler, et où aujourd'hui la puissante Compagnie britannique des Indes, maîtresse du pays, entretient trois ateliers monétaires. En treize années, de 1831 à 1844, dans celui de Calcutta, qui a été monté à très-grands frais, le monnayage, tant en or qu'en argent, mais principalement du dernier métal, s'est élevé à 255,219,240 roupies de la Compagnie, qui feraient environ 600 millions de francs. Les hôtels des monnaies de Madras et de Bombay sont moins occupés; cependant celui de Bombay, en 1845, a frappé une valeur de 15,544 roupies (36,995 fr.) en or, et 16,449,522 roupies (39,149,862 fr.) en argent. Le monnayage de Madras a été, dans la même année, de 83,595 roupies (198,956 fr.) en or, et 3,172,358 roupies (7,550,212 fr.) en argent (1).

Mais écartons ici le monnayage de l'Inde, et restrei-

(1) Ces hôtels des monnaies prélèvent un droit de 1 pour 100 sur les matières d'or, de 2 sur les matières d'argent; plus, pour amener les matières au titre voulu, 1/4 à 1/2 pour 100 (J. Macgregor, *Collection de documents commerciaux*, tome XXIII, page 654).

Selon M. Mac Culloch (*Dictionnaire du Commerce*, article CALCUTTA), c'est depuis septembre 1835, que la Compagnie des Indes fait frapper les roupies nouvelles, dites roupies de la Compagnie, à 11|12 de fin, pesant en tout 180 grains (poids de Troie), et des mohurs d'or du même poids et du même titre, qui sont assimilés à 15 roupies, mais sans être ce que les Anglais nomment un *legal tender*, c'est-à-dire sans que le créancier soit forcé de les recevoir.

La roupie et le mohur de la Compagnie contiennent ainsi, 10grm 692 de fin. Ils valent donc respectivement 2 fr. 38 c. et 36 fr. 83 c.

On peut remarquer que le système monétaire adopté par la Compagnie des Indes a plusieurs analogies avec celui qu'avait primitivement choisi l'Espagne et qu'il est plus conforme que celui d'aucune des puissances Européennes aux principes de la matière (*Voyez* plus haut, section IV, chapitre III).

gnons-nous au domaine spécial de la civilisation occidentale, et même à l'Europe. Dans cette partie du monde où, d'après les relevés des opérations des hôtels des monnaies, il semblerait qu'il dût exister une prodigieuse quantité d'espèces, les hommes les mieux informés n'admettent pas qu'il s'en trouve plus de 7 milliards et demi à 8 milliards, soit par l'effet des pertes, soit parce qu'une partie de nos monnaies est allée s'enfouir dans l'Orient, soit enfin parce que beaucoup de pièces à peine fabriquées, ou du moins avant qu'elles n'eussent été affaiblies par la circulation, ont été refondues.

La quantité d'espèces, qui disparaît en se perdant, excède tout ce qu'on croirait, si l'on en jugeait d'après l'avidité des hommes pour les métaux précieux. C'est vrai surtout des petites pièces d'argent. On en a eu récemment un exemple en France : Il y a peu d'années le législateur a démonétisé les pièces de 15 et de 30 sous, qui avaient été frappées sous Louis XVI, en 1791 et 1792. Les particuliers furent avertis de les apporter aux hôtels des monnaies où l'on devait leur en donner toute la valeur nominale : il ne s'en est cependant montré ainsi que 16 millions environ sur 25 (1). Or, il n'en reste plus dans la circulation en France ni au dehors ; il est même douteux qu'il en fût jamais beaucoup sorti de France. Voilà donc en moins d'un demi-siècle, la disparition d'un tiers au moins de ces espèces.

Sur les pièces de billon de 10 centimes à la lettre N, la perte s'est trouvée plus forte : il en avait été frappé pour 3,286,932 fr. ; le faux monnayage en avait grossi la masse sensiblement ; et pourtant quand on les démonétisa, après un laps de temps moins long que

(1) La fabrication de ces pièces a été de 25,278,019 fr. *Rapport final* de MM. Dumas et de Colmont, page 125.

les pièces de 15 et de 30 sous, il ne s'en présenta que pour deux millions.

Les pièces plus volumineuses se perdent moins. De 1726 à 1793, on a frappé, en France, sur un modèle uniforme, des pièces de 6 et de 3 livres, pour près de deux milliards (1,996,402,000 fr.). La refonte, qui s'est faite, pendant et après la révolution, en a absorbé 1,411 millions et il s'en présente encore quelquefois aux hôtels des monnaies. La perte paraît donc avoir été d'un cinquième seulement; mais c'est encore considérable, car la circulation moyenne, en supposant l'émission distribuée également pendant l'espace tout entier de 1726 à 1793, ne serait que de 40 à 50 ans (1).

L'exportation des monnaies peut être déterminée par plusieurs causes très-différentes. Tantôt c'est purement et simplement comme des lingots destinés à la refonte immédiate, qu'un pays reçoit les monnaies d'un autre. C'est de cette façon qu'est accueillie, en Europe, la majeure partie des piastres de l'Amérique espagnole. Comme, au Mexique, l'opération du *départ* coûte plus cher qu'en France, les producteurs d'argent envoient leurs lingots à la monnaie quand ils contiennent moins d'un millième et demi d'or (2), et les pièces qui arrivent en Europe avec cette teneur sont bonnes à être traitées par nos affineurs. Cette observation s'applique encore plus aux piastres Péruviennes, en ce sens que l'affinage se fait moins bien à Lima qu'au Mexique. Tantôt les monnaies continuent de circuler, pour le service des échanges, dans le pays où elles sont exotiques, tout comme dans le pays de provenance. Alors, par rapport au marché général du monde, ce n'est qu'un

(1) Discours de M. Poisat, séance de la Chambre des députés, du 14 avril 1847. Page 793 du *Moniteur* de l'année.

(2) Duport, *Banque territoriale*, page 57, *Note*.

déplacement analogue à ce qui a lieu quand une pièce de 5 fr. se rend de Paris à Versailles. C'est de cette façon que continue d'agir une portion des piastres de l'Amérique espagnole, qui vont dans l'Orient extrême, ou dans les Régences Barbaresques. De même une certaine quantité de pièces françaises de 5 fr. circule en Espagne, dans d'autres États limitrophes de notre patrie, et même de l'autre côté de l'Atlantique, dans la Nouvelle-Grenade ; à plus forte raison, dans l'Algérie. Les ducats de Hollande et d'autres monnaies d'or, tels que le quadruple espagnol, le souverain anglais et notre pièce de 20 francs, sont plus ou moins connus et acceptés au dehors du pays d'émission. Cependant il faut considérer les souverains qui s'exportent comme destinés, dans un très-grand nombre de cas, à être refondus. Enfin, une notable quantité des monnaies qui sortent des Etats où elles ont été fabriquées, est accaparée dans d'autres contrées pour la thésaurisation. Il y a, dans les Régences Barbaresques et dans l'Orient le plus reculé, beaucoup de piastres espagnoles qu'on garde de cette façon. En France, une quantité probablement très-forte de métaux monnayés est de même hors de la circulation, à l'état de richesse enfouie.

Tout ce que les États-Unis ont frappé de pièces d'or jusqu'à ce que, en 1834, le Congrès changeât le rapport légal entre l'or et l'argent, doit avoir été exporté et refondu. C'est encore une quantité nominale de 11,825,890 dollars qui ferait 18,971 kilog. d'or fin, ou, en monnaie française, 65,350,000 fr.

La recherche de l'or dans les espèces d'argent et même de l'argent dans celles d'or, est une des causes qui ont contribué le plus activement à faire disparaître des pièces de la circulation, ou tout au moins à

vicier les résultats apparents du monnayage, parce que de cette manière les matières d'or et d'argent, qui revenaient en lingots, après l'affinage, aux hôtels des monnaies, faisaient double emploi avec celles qui y avaient été apportées primitivement. Et ici nous ne faisons pas allusion seulement aux piastres de l'Amérique espagnole, dont une si grande masse a été affinée, en Europe, pour être ensuite monnayée de nouveau.

En France, il avait été frappé, avant 1825, environ 1,600 millions en pièces d'argent contenant à peu près un millième d'or, quelquefois un peu plus. Et puis le mode d'essai par la voie sèche qu'on a suivi, jusqu'à une époque un peu plus rapprochée, faisait que notre monnaie d'argent était au titre de 904, au lieu de 900. Il n'en faut pas davantage pour qu'un directeur des monnaies ait du profit à refondre les pièces de 5 fr. antérieures à 1825.

Voici, en effet, le simple calcul qu'on peut faire : un millième d'or équivaut à 15 1/2 millièmes d'argent; qu'on y joigne, pour le surplus du titre, 3 millièmes au lieu de 4, en attribuant le quatrième millième à l'or, la marge qu'a le directeur des monnaies est de 18 1/2 millièmes. Les frais de l'affinage et de la nouvelle façon de la monnaie sont de 11 1/2 millièmes au plus; en les défalquant de 18 1/2 on aura encore, de gain net, une quantité d'argent fin égale à 7 millièmes du poids de la masse de monnaie sur laquelle on aura opéré, en supposant que les pièces n'aient absolument rien perdu de leur poids. Dans cette hypothèse, ce serait 7 kilog. d'argent fin, ou 1,555 fr. sur 1,000 kilog. en pièces de 5 fr., qui font 200,000 fr., ou encore 7,777 fr. par million. On aurait cependant à retrancher de là une part plus ou moins appréciable pour tenir compte du frai, et même quel-

que chose de plus pour compenser l'intérêt de la somme engagée, pendant le court délai que dure le travail de l'affinage et du monnayage.

Les affineurs de Paris ont fait quelquefois une opération du même genre sur la monnaie d'or anglaise, à cause de la proportion d'argent qui reste dans les souverains, et qui a été pendant longtemps de 50 à 60 millièmes. En choisissant les souverains forts de poids, et en profitant des moments où le cours du change était défavorable à l'Angleterre, ils trouvaient le moyen de réaliser un bénéfice très-satisfaisant.

M. Poisat estimait en 1836 que l'État, en s'appropriant l'affinage des pièces de 5 fr. aurifères, eût pu, tout balancé, obtenir un bénéfice de 7 millions de fr., et il avait recommandé cette opération au gouvernement, qui n'en tint compte. Il supposait qu'il restait encore 1,300 millions sur lesquels elle aurait pu porter. Ce fut alors que les affineurs s'en occupèrent avec une certaine ardeur. M. Poisat n'estimait pourtant pas, en 1847, que l'affinage se fût fait sur plus de 80 millions de fr. (1). A cette dernière date, il évaluait, d'après des expériences exactes, le nombre des pièces aurifères au tiers de celles qui circulaient; de sorte qu'en supposant qu'il y eût de celles-ci pour 3 milliards, le nombre des pièces de 5 fr. aurifères demeurées chez nous, n'eût plus représenté qu'un milliard de francs environ.

En 1839, MM. Dumas et de Colmont, dans leur rapport final, portaient à la même somme de 7 millions le profit que la refonte eût pu procurer à l'État. Ce calcul peut donc être considéré comme ayant force de chose jugée. C'est une somme que l'État n'a pas voulu gagner,

(1) Discours à la chambre des députés; *Moniteur* du 14 avril 1847.

quoique, en même temps, il eût rendu plus parfaites les monnaies françaises (1).

Pour la France, la quantité d'espèces monnayées était évaluée par Necker, en 1784, à 2,200 millions ; par Arnould, pour 1791, à 2 milliards; par Peuchet et Gerboux, en 1805, à 2,550 millions (2). En 1847, un débat eut lieu à ce sujet dans la chambre des députés entre M. Benoît Fould (3), qui est très-versé dans les questions financières, et M. Poisat, dont tout le monde connaît la supériorité comme affineur, et qu'une longue pratique de cette industrie a mis à même d'étudier sous tous les aspects la question des métaux précieux. Ces deux autorités ont produit des évaluations fort différentes de la quantité de monnaie qui resterait en France. Selon M. Fould, elle n'eût été que de 1,700 millions (4). M. Poisat la considérait comme plus grande, parce qu'il n'admettait pas que l'affinage eût reçu l'extension que supposait M. Benoît Fould, à beaucoup près. Tout compris, avec l'or et les pièces d'argent de moins de 5 fr., son estimation irait à 2,200 millions.

(1) Voir les calculs de MM. Dumas et de Colmont, page 133 du *Rapport final.*

(2) Voir la discussion de M. de Humboldt à ce sujet. *Nouvelle-Espagne*, tome III, pages 425 et suiv., 463 et suiv.

(3) *Moniteur* du 14 avril 1847. M. Fould estimait que l'affinage avait porté sur une somme très-forte, 900 millions.

(4) M. Fould calculait que la monnaie d'or avait disparu, à 75 ou 80 millions près; que sur 3,900 millions frappés en argent, 1,150 millions circulaient ou étaient cachés dans d'autres contrées, savoir : 500 millions dans l'Algérie, 150 millions en Italie, 150 en Belgique, 150 en Allemagne ou en Suisse, 100 en Espagne, 100 aux États-Unis ou dans la Nouvelle-Grenade; que 150 environ avaient été perdus dans les naufrages ou par d'autres accidents, ce qui rabattait la monnaie d'argent accusée par les relevés de la fabrication à 2,600 millions : d'où retranchant 900 millions, qu'il supposait avoir subi l'affinage et faire double emploi, il restait 1,700 millions.

Les estimations qui se sont produites le plus fréquemment parmi les personnes qui raisonnent sur ces matières, mettraient la quantité de monnaie qui circule en France entre 2 milliards et demi et 3 milliards, y compris les encaisses des banques publiques.

De ces deux sommes, la première compte beaucoup de partisans. M. Moreau de Jonnès, dans sa *Statistique de la Grande-Bretagne*, publiée en 1837, propose 2,860 millions. Dans leur Rapport final, MM. Dumas et de Colmont se prononcent pour 3 milliards, dont moins de cent millions en or. D'un autre côté, M. Thiers, dans un discours prononcé en 1848, calculait sur 2 milliards seulement.

Dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, y compris l'encaisse de la Banque d'Angleterre et des autres institutions de crédit, on peut calculer que, communément, il y a 40 millions sterling (1) en monnaie d'or. C'est la seule monnaie légale du pays. L'argent, tout réduit qu'il est au rang de billon, ne doit pas être moindre de 10 millions st. ; ce serait un total de 50 millions sterling, ou d'environ 1,260 millions de francs.

Dans l'empire d'Autriche, c'est beaucoup moins. M. de Tegoborski, dans un ouvrage approfondi sur les finances autrichiennes, estimait, en 1840, que les pièces monnayées d'or et d'argent n'y allaient qu'à 140 ou 150 millions de florins, soit 350 à 375 millions de francs (2).

(1) L'évaluation de M. J. Wilson (*Capital, Currency and Banking*, chapitre XVI et suivants) donne, pour les espèces en or, un minimum de 35 millions sterl. dans l'Angleterre proprement dite, à quoi il faut ajouter, pour l'Écosse et l'Irlande, au moins 5 millions st. Dans ces deux dernières parties du Royaume-Uni, circulent des billets d'une livre st., tandis que les billets de moins de cinq livres sont interdits en Angleterre.

(1) *Finances de l'Autriche*, tome I, page 91.

Une évaluation de M. Hoffmann, chef du bureau de statistique à Berlin, qu'a citée M. de Humboldt, mettait entre 90 et 120 millions de thalers (334 et 445 millions de francs), en 1838, la monnaie en circulation dans la monarchie prussienne (1).

Au commencement du siècle, M. de Humboldt, d'après diverses autorités qu'il indique (2), attribuait à l'Espagne 450 millions, et à l'Amérique tout entière 805 millions. Sous ce rapport, les États-Unis doivent, depuis cette époque, avoir beaucoup acquis. Le monnayage de l'or, qui s'y fait, depuis quelques années, sur une bien plus grande échelle, en est la preuve.

La Russie, d'après Storch, n'aurait eu, en 1815, que 181 millions de francs en espèces monnayées. Cette proportion n'a pas dû varier beaucoup jusqu'en 1839, parce que jusque-là le pays a été sous le régime du papier-monnaie. Il est à croire qu'aujourd'hui la proportion de l'or et même de l'argent y a beaucoup augmenté.

Les États européens autres que ceux qui viennent d'être nommés, tels que la Belgique et les Pays-Bas, le Portugal, l'Italie, le Danemark et la presqu'île Scandinave, feraient, d'après des estimations que MM. Dumas et de Colmont ont consignées dans leur Rapport final, 1,417 millions (3).

Il semble que les relevés des douanes soient de nature à répandre toute clarté sur la question des quantités de monnaie, ou tout au moins de métaux précieux

(1) *Mémoire sur les fluctuations de l'or et de l'argent.*

(2) *Nouvelle-Espagne*, tome III, page 415.

(3) *Rapport final*, page 89. Savoir : la Belgique et la Hollande, 642 millions (Clouet, en 1823) ; l'Italie, sans le royaume de Naples, 250 millions (Anderson, 1788) ; le royaume de Naples, 175 (Galiani, 1780) ; le Danemark et la presqu'île Scandinave, 225 (Anderson, 1800) ; le Portugal, 150 (Anderson, 1788) ; l'Allemagne sans l'Autriche et la Prusse, 75 (Anderson, 1820).

qui existent dans les différentes contrées. Malheureusement, sur ce point le commerce souvent juge prudent de ne pas faire de déclarations exactes. Non pour éviter des droits : car, en Europe du moins, le mouvement des métaux précieux n'est pas grevé de taxes appréciables, et aux États-Unis il en est de même ; mais on trouve bon d'envelopper de mystère le déplacement d'un objet qui excite à un si haut degré la convoitise. Ainsi les tableaux des douanes doivent-ils être, à cet égard, entachés d'erreur.

MM. Dumas et de Colmont, dans leur Rapport final (1), résument les publications des douanes françaises en ces termes, que les importations de l'argent en France, de 1816 à 1838 inclusivement, ont excédé les exportations, orfévrerie et joaillerie comprises, de plus de 2 milliards, exactement 2,024,363,958 fr. Pour l'or, au contraire, les exportations avaient le dessus, de 540,943,993 fr. Si l'on poursuit le relevé jusqu'en 1847 inclusivement, on trouvera que la différence entre les importations et les exportations des deux métaux précieux, à partir du 1er janvier 1816, représente, quant à l'argent, une acquisition de 2,500 millions, et, quant à l'or, une diminution de 600 millions; pour l'ensemble ce serait une augmentation de 1,900 millions.

S'il en était ainsi, il faudrait en conclure que nous avons parmi nous une très-grande quantité d'argent monnayé. Il y aurait à défalquer cependant tout ce qui a servi à fabriquer de l'orfévrerie pour notre propre usage. En portant à 12 millions, pour chaque année, en moyenne, la part des matières neuves qui ont reçu cette destination (2), ce serait, pour 33 ans, tout près de 400

(1) Page 74.

(2) Ce chiffre de douze millions par an suppose qu'une assez notable partie des objets d'argent échappe à la taxe de garantie ; car la moyenne

merciaux avec d'autres contrées, était à peu près nulle, quant à l'Europe. Le peu qu'on se procurait des deux métaux s'obtenait très-chèrement; et la demande ne laissait pas que d'être grande, ne fût-ce que pour remplacer ce qui avait disparu.

Car beaucoup d'or et d'argent avait été enfoui pendant les invasions qui se répétaient, parmi le tumulte des hordes qui s'entre-choquaient, et le secret des cachettes était enseveli dans la tombe des enfouisseurs qui avaient été égorgés ou exilés. Le frai qu'éprouve la monnaie en circulant, les naufrages et mille accidents causaient de petites pertes qui, sans cesse renouvelées, finissaient par former des quantités fort grandes.

On ne se fait pas, au premier abord, une idée exacte de la déperdition qu'occasionne, après un long délai, une diminution même très-faible qui se renouvelle constamment. Un raisonnement dont aucun des termes n'est excessif, qui s'appuie même sur des expériences positives, a conduit M. Jacob (1) à évaluer à un trois cent soixantième la perte annuelle que le frai fait subir à l'approvisionnement de la société en métaux précieux (2). A ce compte, en écartant toute autre cause de disparition, un milliard serait réduit après un siècle à 755 millions, après 500 ans à 140, après mille ans à 60 millions; ainsi une masse de monnaie qui aurait été de 5 milliards sous Constantin, et que le produit des mines eût absolument cessé d'entretenir, n'aurait plus été que de 300 millions sous le règne de Philippe le Bel.

Si, pour avoir égard à toutes les causes de disparition, l'on adoptait la loi de déperdition soutenue par M. Mac Culloch, de 1 pour cent par an, le phénomène serait en-

(1) *On Precious Metals*, t. I, chap. XIV.

(2) Voir plus haut page 130, note I.

core plus tranché. Un milliard frappé à l'ouverture d'un siècle ne présenterait plus que 366 millions à la fin, et après 500 ans ce ne serait plus que la somme insignifiante de 6,600,000 fr. ; cinq milliards qui auraient existé, comme je viens de le supposer, sous Constantin, n'auraient plus fait, sous Philippe le Bel, qu'une somme du genre de celle qu'une banque du second ordre a dans ses caisses en espèces.

Pendant les quatre ou cinq premiers siècles des monarchies d'origine barbare, l'or et l'argent devinrent extrêmement rares en Europe. Les denrées de première nécessité, disons mieux, toutes les marchandises baissèrent par rapport aux métaux précieux; on les vit graduellement tomber à ce que nous appellerions les plus vils prix; en d'autres termes, elles en vinrent à ne plus s'échanger que contre des atomes d'argent ou d'or (1). Un roi puissant, Édouard III, qui mariait sa fille, lui servait en argent une rente qui ferait 2,700 fr. (2). Vers le même temps, saint Louis donnait la sienne au roi de Castille avec une dot, en capital, de 6000 liv. (3), représentant, poids pour poids, 114,000 fr. environ. Pendant un espace de 237 ans, la monnaie de Londres frappait si peu de métal que la moyenne annuelle ne ferait que 175,000 de nos francs. D'après les relevés de M. Jacob, ce n'est que la cent vingtième partie du mon-

(1) En partant d'une évaluation, fort peu certaine, il est vrai, sur la quantité de monnaie qui circulait dans l'empire Romain sous Vespasien, en calculant la déperdition annuelle, comme il vient d'être dit, et en ayant égard à ce qu'avaient pu, depuis, produire les mines, M. Jacob estime que l'Europe entière, à la fin du quinzième siècle, n'avait plus d'or et d'argent monnayés que 34 millions sterling (860 millions de fr. de notre monnaie). On pourrait soutenir que cette estimation est encore exagérée.

(2) Jacob, *Precious metals*, tome I, page 336.

(3) Boisguilbert, *Factum de la France*, chap. IV, collection Guillaumin, tome I, page 293.

nayage qui a été fait moyennement, de 1603 à 1829 (1). L'exploitation des mines avait recommencé à l'ouverture du neuvième siècle; et c'est ainsi que, dans les siècles qui précédèrent les voyages de Christophe Colomb, la valeur relative de l'argent et de l'or ne fut presque plus que la moitié en moyenne de ce qu'elle avait été sous Charlemagne (2). Cependant les métaux précieux restaient fort rares. Les croisades, en déterminant l'exportation de beaucoup d'argent et d'or, y avaient contribué; les échanges avec l'Inde, pays des épices, dont on ne payait les productions qu'avec des métaux précieux, y étaient pour quelque chose.

Entre l'âge de Solon et celui de Démosthènes, l'histoire signale à Athènes, sous l'influence d'une cause semblable à celle qu'on vit agir en Europe après la découverte de l'Amérique, des changements pareils. L'or et l'argent devinrent plus abondants; on se les procurait à moins de frais par l'exploitation des mines ou par les échanges avec l'Asie, et cette abondance relative se traduisit par ce fait que le prix du blé devint environ cinq fois plus grand.

Sous l'influence de la même cause, le même effet se produisit à Rome dans l'intervalle de temps qui sépare la fondation de la ville du siècle où parurent Sylla, Pompée, César.

Il n'est pas douteux que la quantité d'or ou d'argent contre laquelle s'échangeaient les denrées ne fût beaucoup plus grande en Grèce du temps de Périclès ou de Démosthènes, et, à Rome, sous les Césars, qu'elle ne le fut ensuite en Europe, pendant le moyen

(1) Jacob, *Precious metals*, tome I, page 336.

(2) Leber, *De la fortune privée au moyen âge*, deuxième édition, page 15 et suivantes.

âge. On n'est cependant pas d'accord sur l'étendue de la variation. Pour nous borner à une seule denrée, la plus importante de toutes, des opinions fort différentes ont été émises sur le prix du blé chez les peuples anciens, à un moment donné. D'abord on a été longtemps à s'entendre sur les unités de mesure et sur la valeur intrinsèque des monnaies de l'antiquité, c'est-à-dire sur le poids de fin qu'elles contenaient. Quant aux indications sur le prix du blé à diverses époques, elles sont rares quand on remonte à des dates bien anciennes, ou elles manquent de précision, ou encore, à des époques très-rapprochées, elles ne s'accordent pas. Il est à croire que les fluctuations du prix du blé étaient très-grandes autrefois ; il est impossible qu'il en soit autrement lorsque les moyens de transport sont coûteux ou incertains, et que le rayon d'approvisionnement est assez restreint.

C'est avec quelques mots accidentellement placés dans Démosthènes, Platon ou Plutarque, qu'on a pu évaluer le prix du blé et d'autres denrées à Athènes. De même quelques indications sommaires jetées par hasard dans les discours de Cicéron, les récits de Tite-Live ou de Tacite, ont servi de base aux calculs d'où l'on a déduit les prix correspondants pour Rome. Voilà comment MM. Letronne, Bœkh, Dureau de la Malle et d'autres savants, ont pu faire des évaluations approximatives. Pour le blé, ce qui me paraît le plus probable, c'est qu'à Athènes, au temps de Démosthènes, et, à Rome, ors de l'établissement de l'empire, le prix en or était le plus communément la moitié environ de ce qu'il est de nos jours. Le pain était relativement plus cher, et M. Jacob a pu dire qu'à l'époque de Pline il avait presque le même prix qu'il y a vingt ans à Londres. A ce compte, pour le blé, les prix moyens auraient été alors du triple

environ de ce qu'ils étaient en Europe avant la découverte de l'Amérique.

CHAPITRE II.

Variations locales, accidentelles et passagères.

Un changement dans le montant des frais de production des métaux précieux n'agit pas sur leur valeur d'une manière instantanée, et, par conséquent, on peut le passer sous silence quand on se borne à l'espace de temps qu'embrassent les transactions les plus ordinaires ; mais il est d'autres causes dont l'action est soudaine, intense quelquefois, et cependant passagère. Ce sont des phénomènes politiques ou commerciaux qui apportent une perturbation accidentelle au rapport entre l'offre et la demande.

Une guerre fera rechercher l'or pour le service des armées, parce qu'il est très-portatif ; ou bien ce sera le blocus des côtes du Mexique et du Pérou qui, pendant une campagne ou deux, empêchera l'argent d'en sortir pour se répandre dans les autres parties du monde. Dans le premier cas, l'or montera ; dans le second, l'argent. La variation toutefois sera très-limitée, à moins que l'action de la cause perturbatrice n'ait beaucoup de durée et que rien ne la balance.

Une crise commerciale qui sévira avec rigueur, ou une révolution politique qui ébranlera la société jusque dans ses fondements, pourront troubler assez profondément le rapport entre l'offre et la demande, et, par conséquent, faire très-sensiblement monter la valeur des métaux

[illegible]écieux, non-seulement relativement aux autres mar[illegible]dises qui, alors, baissent d'une manière absolue e[illegible]rapport auxquelles un objet dont la valeur serait co[illegible]ment fixe semblerait, par suite, hausser, mais même[illegible]tivement à ce niveau fixe qu'on peut supposer par la[illegible]nsée plus qu'on ne saurait l'incorporer en quelqu[illegible]ubstance. Cette dernière variation, qui est absol[illegible]t celle dont nous parlons ici.

[illegible]égard de l'action en hausse que certaines crises co[illegible]merciales exercent sur la valeur des métaux préci[illegible]x dans l'intérieur des contrées où elles sévissent, [illegible]t faire des distinctions et donner quelque commen[illegible]. Écartons d'abord l'effet qui se traduit alors dans [illegible]inion du vulgaire par cette formule : l'argent est rare. [illegible] que le plus grand nombre des hommes exprime [illegible]si signifie, dans le sens propre, la rareté du capital [illegible]onible, du capital à emprunter, du secours que les chefs [illegible]dustrie compromis appellent à grands cris. La crise [illegible]até parce qu'une portion plus ou moins considéra[illegible]u capital flottant par lequel s'exerce le crédit, dont l[illegible]nsmission constitue le crédit même, aura été détr[illegible] par de fausses spéculations ou par des malheurs pu[illegible]s, ou aura été détournée de ses voies naturelles par un[illegible]ce majeure, ou aura été tenue à l'écart par la défia[illegible] Ou encore la crise sera venue de ce que les imagin[illegible]s s'étaient exagéré ce qu'on avait de ce capital. [illegible]ent arrive où un grand nombre de personnes ont [illegible]d'y recourir : il n'y en a pas, sur le marché, pour tout le monde, et les faillites commencent. Les hommes superficiels et le vulgaire s'écrient que l'argent est rare, parce que l'argent est la mesure du capital ; mais l'expression est inexacte et suscite une fausse idée. C'est à peu près comme si, quand le drap ou la toile de coton manque à une foire, on s'écriait : les mètres sont rares !

Ceci bien entendu, il n'en est pas moins vrai qu'à un certain moment de la crise, lorsqu'elle est dans le paroxysme, on éprouve souvent une véritable pénurie de monnaie. Citons des exemples.

Aux États-Unis, en 1837, les dérèglements de la spéculation, et les encouragements que les banques y avaient donné, avaient faussé la plupart des positions individuelles, en faisant souscrire à chacun une quantité d'engagements grandement disproportionnée à ses moyens. Lorsqu'on se fut aperçu enfin de la situation périlleuse où l'on s'était mis, il fallut, comme il arrive toujours après les époques de spéculation effrénée, procéder à une liquidation universelle. Une opération de ce genre nécessite le mouvement d'une quantité de numéraire plus grande que ce qu'il y en a en temps ordinaire, car le numéraire pourrait se définir un instrument de liquidation. Elle est naturellement accompagnée d'une certaine alarme, parce que chacun éprouve de l'inquiétude sur la solvabilité de ses créanciers, et parmi les capitalistes beaucoup alors veulent ravoir leurs fonds sous la forme la plus rassurante, la plus inaltérable. Aux États-Unis il y avait, en 1837 comme aujourd'hui, plusieurs centaines de banques toutes émettant des billets, et un certain nombre furent, dès l'origine de la crise, frappées d'un discrédit mérité, car elles s'étaient livrées à des transactions véreuses. Toutes les banques sans exception se trouvèrent plus ou moins compromises parce que beaucoup de commerçants avaient contracté des engagements à l'étranger, et, pour les remplir, ne purent faire autrement que de prendre des espèces aux banques, soit contre des billets, soit à valoir sur des dépôts en compte-courant ; car le marché européen était déjà surchargé de marchandises américaines. Or, l'avoir métallique des banques en général était très-restreint. Celles des

banques qui échappèrent au malheur d'être ainsi épuisées ou de voir leur encaisse métallique mis à sec par la panique d'une partie du public, devinrent d'une réserve excessive, et réduisirent dans une forte proportion leurs billets en circulation. Le pays se trouva ainsi manquer à la fois d'espèces et de billets de banque dont on pût penser qu'ils étaient une vérité, c'est-à-dire qu'ils représentaient fidèlement des métaux précieux. Cette dernière lacune, au reste, eût jusqu'à un certain point été comblée, si la première, celle du numéraire métallique, l'eût été. Le pays éprouvant à un haut degré le manque de monnaie, celle qui y était dut éprouver un enchérissement : il y en avait une grande demande pour une offre restreinte.

L'enchérissement fut rendu beaucoup plus grand en apparence qu'il ne l'était réellement, parce que toutes les marchandises subirent une forte baisse : on s'en défaisait à tout prix. En ce qui les concernait, par rapport à la demande, l'offre était excessive. En comparaison des autres objets, l'augmentation de valeur des métaux précieux dut donc paraître énorme. En réalité, par rapport à un type idéal de la valeur qui fût resté fixe, elle eût été très-sensible.

L'effet une fois produit fut lent à se corriger par l'action du commerce. Incontestablement la hausse d'un article quelconque fait que de toutes parts on pporte, autant qu'on le peut, sur le lieu où il s'est raréfié. Mais ici, ce fut pendant quelque temps comme le tonneau des Danaïdes. Les métaux précieux, monnayés ou en lingots, qu'on dirigeait sur les États-Unis et qui y venaient comme du capital, une fois à l'état de monnaie, s'écoulaient vite. L'Amérique du Nord s'était endettée à un point extrême envers l'Europe pendant les années précédentes. Un grand nombre de commer-

çants américains durent renoncer à s'acquitter; au milieu de l'écroulement de toutes les fortunes, leurs ressources étaient épuisées. Cependant d'autres firent bonne contenance; et, le marché européen étant déjà engorgé de denrées américaines, ils n'y pouvaient envoyer que de l'or ou de l'argent. On allait donc retirer des banques l'or et l'argent qui venaient d'y arriver, et on les réexpédiait en Europe.

L'exagération de valeur, qui était ainsi acquise aux métaux précieux sur le sol des États-Unis, ne dut finir, et l'équilibre ne dut se rétablir sous ce rapport, entre l'Amérique et le reste du marché général, que lorsque la force qui empêchait les métaux précieux de demeurer dans le pays en quantité suffisante, eu égard à l'étendue des transactions et à la manière dont on les conduit, eut été surmontée. Pour cela, il fallut que la dette du commerce européen eût été liquidée, soit par des remises en marchandises, soit par des engagements à long terme, soit par le triste expédient de la faillite. Il fallut aussi qu'on fût parvenu à écarter l'obstacle à la sécurité commerciale, résultant de ce que certaines banques frappées à mort, et en particulier la Banque des États-Unis, voulaient rester debout et continuaient de répandre sur la place leurs billets dépréciés et sans gage.

La suspension des payements en espèces par les banques eut lieu le 10 mai 1837 à New-York, et, peu de jours après, elle fut générale dans le pays. On essaya d'y mettre fin, l'année suivante, mais la tentative avorta. Ce ne fut que le 10 janvier 1841 que les banques de New-York reprirent définitivement les payements en espèces, et les banques de la Nouvelle-Angleterre furent les seules qui purent suivre immédiatement cet exemple. Les banques du Midi et de l'Ouest restèrent

encore, pendant un délai qui, dans certains États, fut long, dans cette situation anormale et mensongère qui viciait les transactions.

Des faits analogues furent observés en Angleterre, au fort de la crise de 1847, qui a été d'une si grande intensité. La crise avait été causée par l'épuisement du capital disponible; le Royaume-Uni avait éprouvé une perte énorme par l'insuffisance de la récolte en grains, et par la pourriture des pommes de terre. On n'a de cette perte qu'une mesure incomplète, par la somme de 500 millions qu'il fallut dépenser pour acheter des grains au dehors. C'était autant de pris sur le capital roulant dont l'activité de la nation s'alimente. De ce même capital, une autre partie, plus forte encore, avait été distraite par les entreprises exagérées de chemins de fer; ce n'était sans doute qu'une conversion de capital roulant en capital fixe; mais ce n'en était pas moins à rabattre de ce capital disponible ou roulant qui soutient l'industrie et auquel se mesure l'étendue du crédit possible.

La crise eut donc pour origine la raréfaction du capital. L'un des symptômes fut la sortie, du Royaume-Uni, d'une quantité considérable de métaux précieux. En sept mois, du milieu de septembre 1846 au milieu d'avril 1847, l'exportation de l'or fut de 176 millions de francs (1). En treize mois, elle fut de 225 environ. Par le mécanisme de la loi de 1844 sur la Banque d'Angleterre, cette exportation d'espèces tirées des coffres de la Banque entraîna forcément l'abaissement de la limite au-dessous de laquelle la Banque d'Angleterre et toutes les autres banques du pays sont astreintes à tenir la somme de leurs billets en circulation. La Banque d'Angleterre,

(1) Le 12 septembre 1846, l'encaisse métallique de la Banque était de 16,354,000 liv. st.; le 17 avril 1847, il n'était plus que de 9,330,000 liv. st. Il diminua encore de 2 millions sterl. environ, d'avril à octobre.

dont tout le monde invoquait l'assistance, se trouva ainsi dans l'impossibilité de se dessaisir des billets qui rentraient par l'échéance des effets composant son portefeuille, quoiqu'on lui en demandât avec instance. Tous ceux qui avaient des payements à faire furent alarmés et ceux qui le purent se précautionnèrent en faisant des réserves de billets de banque ou d'écus. Il y eut insuffisance réelle, non-seulement de capital et de crédit, mais de numéraire, billets de banque ou espèces. Le numéraire sous l'une et l'autre de ces formes enchérit sensiblement, et ici il n'y a pas lieu de distinguer dans le numéraire ce qui était en billets de banque des espèces d'or, puisqu'il n'était personne, à ce moment, dans le Royaume-Uni, qui n'acceptât l'un aussi volontiers que l'autre. Certainement dans le taux exorbitant auquel se fit pendant quelques jours du mois d'octobre, à Londres, l'escompte d'excellents effets de commerce à très-courte échéance (1), une part doit être attribuée à l'absence du capital, d'où résultaient naturellement des conditions de crédit plus dures; mais une part aussi provient de ce que le numéraire manquait, et cette part exprime la cherté même dont le numéraire était affecté. Au reste, on vit presque immédiatement les métaux précieux refluer en Angleterre de tous les quartiers du globe. Pendant plusieurs mois, il n'y eut pas de paquebot arrivant à Londres, de l'Orient ou de l'Occident, du Nord ou du Midi, qui n'y apportât des métaux précieux, principalement de l'or.

(1) M. Tooke mentionne que, le 21 octobre, des effets du montant d'environ 10,000 liv. st. acceptés par d'excellentes maisons et n'ayant plus qu'une semaine à courir, furent escomptés sur le pied de 13 pour cent l'an. *History of Prices*, IV, p. 318, *Note*.

Je vois, dans le même ouvrage, IV, page 316, qu'à la bourse de Londres, le 9 octobre, la différence entre les deux cours des consolidés, au comptant et à quelques jours de terme, représentait un intérêt de 50 pour cent l'an.

Lorsque, le 25 octobre, le Gouvernement eut enfin pris sur lui d'autoriser la Banque à transgresser les prescriptions de la loi de 1844, ce qui revenait à lui rendre la disposition de la somme de plus de 150 millions en or, qu'elle avait dans ses coffres sans pouvoir s'en servir, les accumulations de billets et d'espèces, que chacun faisait pour satisfaire à ses engagements, rentrèrent dans la circulation. Les escomptes s'opérèrent à des conditions moins dures. Abstraction faite des 150 millions d'or de la Banque, il y eut sur la place une plus grande quantité d'or ou d'un titre de crédit qui, par une exception, solitaire à cet instant, était réputé l'égal de l'or. L'offre fut moins en désaccord avec la demande. Il y eut baisse de la monnaie; seulement le capital, et par conséquent le taux du crédit, proprement dit, restèrent chers.

Après une révolution qui menace les propriétés, une panique se déclare : les particuliers, pour soustraire une partie de ce qu'ils possèdent à la spoliation qu'ils croient imminente, cherchent à se procurer des métaux précieux, parce que c'est plus aisé à cacher. On se défait à vil prix de ce qu'on a pour obtenir de l'or ou de l'argent. Les capitalistes, dans leur effroi, redemandent, en espèces, leurs fonds aux producteurs auxquels ils les ont confiés; ceux-là sont forcés de vendre à tout prix leurs marchandises pour satisfaire à cette demande.

Dans ce cas, les deux métaux varient, même l'un par rapport à l'autre. Plus commode à cacher et à emporter, l'or est l'objet d'une convoitise spéciale, et, par conséquent, il monte davantage; la demande en est encore plus grande en comparaison de l'offre. A Paris, après la révolution de Février, la prime des espèces françaises d'or sur l'argent, qui, jusque-là, était de 10 à 15 francs par 1000, s'est élevée à 70 francs. D'ailleurs, la plupart des autres marchandises se troquaient contre

une quantité d'argent moindre que leur prix accoutumé, d'un quart, d'un tiers, de la moitié.

Dans des circonstances plus exceptionnelles encore, on trouverait des faits du même genre, plus caractérisés. J'imagine que, lorsque notre malheureuse armée revenait de Russie, en 1812, l'or avait pris parmi nos soldats une grande valeur, et qu'il devait être fort cher, relativement à l'argent. Mais cette cherté de l'or était restreinte au petit espace occupé par l'armée; après la révolution de Février, l'enchérissement de l'or et de l'argent était général en France, en Europe; de même la hausse relative de l'or.

Dans l'antiquité, des causes accidentelles, qui ne peuvent plus faire sentir leur action dans nos sociétés, ont quelquefois occasionné une abondance subite des métaux précieux, ou de l'un d'eux, et ont ainsi déterminé des variations assez fortes dans la valeur des produits de l'industrie humaine, comparés à l'or ou à l'argent. Jules-César force les portes de l'*ærarium*, où étaient entassées, en lingots d'or, les épargnes séculaires de la République et les dépouilles des souverains de l'Asie : il les dissipe afin de se faire des partisans, et pour soutenir la guerre contre Pompée et le Sénat. On comprendra qu'il en soit résulté une forte baisse de la valeur de l'or, si l'on admet, avec M. Dureau de la Malle (1), que ce trésor contînt deux milliards de notre monnaie, somme qui était plus forte pour ce temps-là que pour le nôtre; elle représentait plus de travail. Elle eut d'autant plus d'effet qu'elle fut répandue en moins de temps; elle le fut d'ailleurs sur un moindre espace que celui sur lequel se distribuent aujourd'hui les métaux précieux retirés des mines principales.

(1) *Économie politique des Romains*, I, page 91.

Lorsque Alexandre eut vidé les trésors que, depuis Cyrus, amassaient les rois de Perse, et où était renfermée, d'après l'habitude qu'on retrouve encore chez les souverains de l'Orient, une forte quantité d'or, ce métal subit une dépréciation marquée (1).

Comme ces changements dans le rapport entre l'offre et la demande n'affectaient pas les frais de production de l'or, les prodigalités de César ou d'Alexandre devaient, après un certain laps de temps, cesser, toutes choses restant les mêmes, de faire sentir leurs effets. Néanmoins, les accidents produits dans la circulation des métaux précieux, par ces conquérants, furent sur une échelle si grande, car il s'agit de milliards, que l'intervalle, pendant lequel l'influence en subsista, dut être et fut long. C'est pour cela qu'on pourrait les ranger parmi les modifications permanentes. C'était quelque chose comme la découverte de mines nouvelles, d'une exploitation infiniment facile et d'une abondance inusitée.

CHAPITRE III.

Enchérissement de l'or et de l'argent, en Angleterre, après 1809.

Parmi tous les exemples qu'on peut citer d'un changement accidentel apporté par les évènements politiques à la valeur des métaux précieux, il n'en est pas qui soit plus curieux que celui qui s'est manifesté en Angleterre en 1809, et qui a duré jusqu'après la signature définitive de la paix. C'est aussi celui de tous, qui a

(1) Les sommes qu'Alexandre trouva à Suze, à Ecbatane, et dans les autres trésors de Darius, montaient, selon M. Dureau de la Malle, à deux milliards environ (*Économie politique des Romains*, tome I, page 60).

donné lieu aux plus vives controverses. On en cherchait l'origine là où elle n'était pas; on ne voulait pas la voir là où elle était. On faisait plus, on niait le changement même, quoiqu'il fût visible comme la lumière.

Deux forces politiques d'une grande énergie étaient en présence; un duel à mort était engagé entre l'empereur Napoléon, devenu le maître du continent, et la nation britannique. Cette rivalité formidable mit en jeu des instruments qui causèrent une perturbation complète du commerce du monde. D'un côté, Napoléon, par le blocus continental, tentait de mettre la Grande-Bretagne en interdit. L'Angleterre aurait voulu sauver son commerce et ses manufactures de l'étreinte du colosse. Elle avait besoin de vendre au continent les produits entassés dans ses magasins, et d'acheter des blés afin que ses populations ne mourussent pas de faim; car, à ses autres difficultés, vinrent s'ajouter, en 1808, 1809 et 1810, de mauvaises récoltes. Elle avait besoin de métaux précieux pour payer des subsides aux princes désireux de s'affranchir du joug de l'empereur des Français; il lui en fallait aussi pour entretenir la nombreuse armée qu'elle avait dans la Péninsule. Et cependant, l'emportement de la lutte et le point d'honneur l'entraînaient à des mesures qui lui rendaient plus difficile de se procurer ce qui lui était ainsi indispensable. Les Ordres en Conseil de la fin de 1807, en enjoignant aux navires des tierces puissances de venir toucher aux ports anglais, ajoutaient à l'encombrement des marchandises dans la Grande-Bretagne, sans lui procurer ni les débouchés qu'elle ambitionnait, ni l'or indispensable à l'accomplissement de ses desseins politiques et militaires, et ils ne lui fournissaient guère de blés.

On eut alors un spectacle étrange : l'Europe conti-

nentale, manquant de sucre et de café, les payait à des prix inouïs, pendant que, de l'autre côté de la Manche, ces denrées étaient à vil prix : on n'y savait qu'en faire; il y eut, à un certain moment, 60 millions de kilog. de café dans les ports britanniques : c'était vingt-trois fois la consommation annuelle de la Grande-Bretagne à cette époque (1). Les cotonnades étaient de même très-recherchées par les consommateurs continentaux, et l'Angleterre en regorgeait sans pouvoir les écouler. Par contre, l'Europe, celle du Nord surtout, entassait ses blés dans ses greniers, pendant qu'en Angleterre les blés étaient à des prix de famine, de 40 à 50 francs l'hectolitre. Par la même raison, tandis que l'or et l'argent restaient sur le continent à peu près à leur valeur habituelle, l'Angleterre, qui n'a que le commerce extérieur pour s'en procurer, en éprouvait une pénurie extrême.

A cette époque donc, l'or et l'argent durent enchérir en Angleterre, par la même raison que le blé y montait excessivement, et que le sucre et le café étaient sur le continent à des prix abusifs. L'enchérissement de l'or se traduisit par la dépréciation des billets de banque.

La Banque d'Angleterre, avec l'autorisation du gouvernement, avait suspendu le remboursement de ses billets en espèces dès le mois de février 1797; mais, sauf un intervalle de deux ans à peu près (1801-2), les billets de banque se troquèrent contre de l'or à peu près au pair jusqu'en 1809. Alors la crise se déclare, les billets baissent relativement à l'or, et puis la baisse s'aggrave. Les billets de banque perdirent moyennement 13 pour cent en 1810, 8 pour cent en 1811 ; la perte

(1) La consommation de la Grande-Bretagne, sans l'Irlande, fut en 1811 de 6,390,000 livres *avoirdupoids*, ou environ de 2,600,000 kilog.(Porter, *Progress of the Nation*, page 558, édition de 1847).

alla toujours croissant jusques et y compris 1813 où elle fut en moyenne de 29 pour cent. Elle resta à ce point extrême pendant les deux premiers mois de 1814 (1). Mais à la fin de la même année elle n'était plus que de 10 pour cent. Je passe sur les variations qu'elle éprouva pendant les Cent-Jours. Dès le mois d'octobre 1816, la dépréciation des billets touchait à son terme (2).

La dépréciation venait-elle de ce que le gouvernement de la Banque fût devenu moins avisé, et de ce que sa prudence endormie eût laissé les billets se multiplier au point de s'avilir? Sans dire que la Banque ait été irréprochable, on doit reconnaître qu'elle s'abstint assez généralement de tout ce qui eût été de nature à avilir ses billets. Si ceux-ci furent dépréciés relativement à l'or, avec lequel ils eussent dû constamment garder leur niveau, il est impossible de ne pas l'attribuer, pour la plus forte part, à ce que l'or était enchéri en Angleterre, et l'argent de même ; et ils l'étaient parce que les forces, dont le conflit bouleversait le commerce du monde, éloignaient ces métaux de l'Angleterre avec une énergie extraordinaire.

On a cherché à expliquer la dépréciation des billets, indépendamment de la cherté accidentelle alors advenue à l'or. Les partisans de cette opinion, pour la motiver, ont avancé des assertions que les relevés des finances et les mercuriales des marchés démentent formellement.

Le billet de banque, une fois devenu papier-monnaie,

(1) L'or en lingots au titre de 11/12 de fin, au lieu de se vendre 3 liv. 17 sch. 10 ½ d., conformément au tarif de la Monnaie, se vendait en billets de banque, le 31 août 1813, 5 liv. 10 sch.; à la fin de l'année, c'était 5 liv. 11 sch., et, en février 1814, 5 liv. 8 sch. et 5 liv. 10 sch.

(2) Voyez le *Dictionnaire du Commerce* de Mac Culloch, article *Banque d'Angleterre;* et Tooke, *Histoire des Prix*, tome IV, pages 129 et suiv.

s'avilit, disent-ils, parce que la Banque le prodigua en avances faites, soit au gouvernement, soit au commerce, et qu'il y en eut dès lors en circulation des quantités abusives ; mais l'exposé détaillé fait par M. Tooke démontre que l'accusation dirigée ainsi contre la Banque d'Angleterre est fort exagérée. M. Tooke la signale même comme entièrement dénuée de fondement (1). Des renseignements qu'il fournit il résulterait, en effet : 1° que les avances de la Banque au gouvernement n'ont pas été plus fortes après la suspension des payements en espèces, et spécialement après 1809, qu'auparavant ; 2° que la somme des billets en circulation n'était aucunement excessive, en comparaison de ce qui a précédé et de ce qui a suivi. Nous nous expliquerons bientôt sur la question de savoir si, ces deux faits une fois admis, la Banque reste cependant sans reproche.

La hausse des prix exprimés en billets de banque, qu'on a citée en preuve de la dépréciation des billets, n'existait pas ; au contraire, la plupart des articles avaient éprouvé, par rapport aux billets de banque, un fort mouvement de baisse qui commença dès le printemps de 1809 et se prolongea jusqu'au printemps de 1811 (2) ; ou si, pour quelques denrées, telles que le blé, la hausse est certaine, on en trouve l'explication toute naturelle ailleurs que dans l'avilissement du papier qui tenait lieu, depuis 1797, de monnaie courante. Le blé

(1) Cette question est traitée au long dans le quatrième volume de l'*Histoire des prix*. Voir notamment la troisième partie, chapitre I, sect. 3 et 9.

(2) C'est un fait matériel, parfaitement constaté par les relevés des prix courants, ainsi qu'on peut le voir dans l'ouvrage de M. Tooke, *History of Prices*, tome I, pages 272 à 279, quoique plusieurs écrivains ou orateurs anglais des plus considérables, dans les discussions parlementaires, aient supposé le contraire.

était cher en 1810 et 1811 parce que la récolte avait été mauvaise, et qu'on avait la plus grande peine à en faire venir du dehors ; car, rien que pour le fret et l'assurance, le blé tiré du continent, en 1810 et 1811, payait la somme exorbitante de 13 à 22 francs par hectolitre (1), c'est-à-dire autant que le prix du blé même sur la majeure partie du continent.

Certes, alors, ainsi que le soutint Ricardo dans l'écrit par lequel il commença sa réputation (2), le billet de banque fut déprécié par rapport aux pièces de métal dont il devrait toujours être le représentant fidèle, et il faut avouer qu'on fit voter au parlement une absurdité quand on le détermina, le 9 mai 1811, à sanctionner, par une majorité de 151 voix contre 75, la troisième *résolution* de M. Vansittart, portant que les billets de banque (3) avaient été jusqu'à ce jour et étaient présentement l'équivalent du numéraire métallique du royaume. Il n'en subsiste pas moins que l'inégalité très-marquée qu'on vit alors, en Angleterre, entre le billet de banque et les espèces, provenait, en majeure partie au moins, de ce que la valeur de l'or avait haussé beaucoup en Angleterre, par l'effet de la force prodigieuse qui faisait sortir l'or du pays sans qu'on eût le moyen de le faire revenir. C'était un des nombreux symptômes de la perturbation extrême qu'éprouvait alors le commerce du monde. Que l'or fût monté, en Angleterre, de 20 ou 30 pour cent par la disproportion violemment maintenue entre l'offre et la demande, ce n'était

(1) Tooke, *History of Prices*, tome IV, p. 112, *Note*. (Voir, pour les prix des autres denrées, le même ouvrages, tome I, p. 310.

(2) *The high price of Bullion, a proof of the depreciation of Bank-notes*. La date de cet écrit est du 1er décembre 1809.

(3) Il s'agit spécialement des billets de la Banque d'Angleterre qui dominaient sur le marché et réglaient le cours des autres.

pas plus surprenant que de voir le café d'un côté du détroit à 60 centimes la livre et de l'autre à 6 francs.

Il ne faudrait pas induire de là qu'une banque soit, en principe, autorisée à dire que l'or est monté, afin d'esquiver le remboursement de ses billets. Ce remboursement est impératif. Quand une banque veut s'y soustraire, les pouvoirs de l'État doivent l'y contraindre ou la forcer à suspendre ses opérations. Telle est la règle générale. Je n'ai pas à examiner ici dans quelles circonstances exceptionnelles un gouvernement peut enfreindre momentanément la règle.

Pour conclure sur ce sujet, je dois dire que dans son appréciation des faits, M. Tooke n'a pas tenu suffisamment compte de la circonstance qu'il a lui-même mise en évidence. L'or et l'argent étaient raréfiés en Angleterre, et par conséquent, ils y étaient absolument enchéris. Les choses s'y passaient, à l'égard des métaux précieux, tout comme si les mines qui les produisent se fussent appauvries. Et quelle en était la conséquence logique, nécessaire? C'était bien sûrement que, par rapport aux métaux précieux, on devait voir alors, en Angleterre, un phénomène du genre de celui qui avait eu lieu dans toute l'Europe, après l'invasion des barbares. Toutes choses égales d'ailleurs, le service des échanges devait se faire avec une moindre quantité de métaux précieux. Dans la même transaction où auraient figuré auparavant 100 grammes d'or ou d'argent, il ne devait plus s'en montrer que 80, ou 75, ou 70. La livre sterling étant un poids déterminé d'or fin (7 gram. 318), le service des mêmes échanges ne comportait plus que les 80, les 75, ou les 70 centièmes de la quantité de livres sterl. qui était requis antérieurement. Le billet de banque, afin de pouvoir demeurer la représentation fidèle de la monnaie, n'aurait plus dû circuler qu'en une quantité plus faible

de 20, 25 ou 30 pour cent. Le maintenir en quantité égale, c'était, dans ces conjonctures, en provoquer la dépréciation. C'est pourtant ce que fit la Banque d'Angleterre : elle s'appliqua à empêcher la somme des billets en circulation de s'accroître, M. Tooke l'a prouvé ; mais ce n'était pas encore assez : il eût fallu que cette somme fût diminuée dans la proportion de l'enchérissement de l'or en Angleterre.

Je trouve dans les *Mémoires* de M. Mollien (1) un fait qui montre à quel point, même avant la dépréciation des billets, la nation anglaise et son gouvernement étaient tourmentés du besoin de se procurer des métaux précieux. Le prédécesseur de M. Mollien au ministère du Trésor, homme parfaitement honnête, M. de Barbé-Marbois, s'était laissé circonvenir par une association de financiers qui rendait ou était supposée rendre des services à l'État pour la rentrée de l'impôt; et dont le principal personnage était le célèbre Ouvrard. Les *faiseurs de service*, c'était leur titre officiel, parvinrent à puiser dans le trésor public 141,800,000 fr., en donnant en gage des délégations de la couronne d'Espagne sur l'Amérique, où en effet l'Espagne avait des métaux précieux en dépôt, beaucoup moins cependant que ne le prétendaient les intéressés. M. Mollien, appelé à remplacer M. de Barbé-Marbois, s'occupa de faire rentrer cette grosse somme. Par un traité spécial avec l'Espagne, il fut convenu que cette puissance payerait 60 millions sur le débet des faiseurs de service. Les trois cinquièmes de ces 60 millions devaient être pris au Mexique où ils existaient réellement. On était en 1806 et 1807 ; le désastre de Trafalgar avait rendu l'Angleterre souveraine des mers sans partage. L'or et l'argent

(1) *Mémoires d'un ministre du Trésor*, tome II, page 14.

ne pouvaient sortir des ports mexicains sans courir les plus grands périls, à moins qu'on n'eût son assentiment; et comment l'obtenir, quand les passions guerrières étaient si violemment excitées ? Mais, chez les Anglais, le désir d'avoir des métaux précieux était aussi vif que, chez Napoléon, celui de recouvrer ce qu'on avait soustrait de son trésor. Une négociation fut nouée sous main par l'intermédiaire d'une maison de banque de la Hollande, et, dit M. Mollien, « au sein de la guerre, à laquelle l'Espagne prenait part comme alliée de la France contre l'Angleterre, on vit, ce qui ne s'était jamais vu en pleine paix, une frégate anglaise mouiller dans la rade espagnole de la Vera-Cruz, et y recevoir une cargaison de piastres pour le compte de la trésorerie française. » Les métaux mexicains servirent à résoudre une opération liée, où tout le monde trouva son compte. Napoléon rentra dans 36 de ses millions, l'Angleterre eut des lingots.

CHAPITRE IV.

Des variations que les deux métaux précieux ont éprouvées dans leur valeur relativement l'un à l'autre, en même temps que leur valeur changeait par rapport aux autres produits.

Les variations qu'ont déjà éprouvées l'or et l'argent, dans leur valeur relative, ont été très-fortes, et c'est un avertissement qui ne doit point être perdu pour l'avenir. Dans les foyers antiques de notre civilisation occidentale, alors qu'ils jetaient le plus d'éclat, on peut estimer, d'après les savantes recherches de MM. Letronne, Bœckh, Dureau de la Malle, que le rapport était le plus ordi-

nairement de 1 à 12. En Grèce et dans les pays circonvoisins, l'immense butin en or, rapporté par les compagnons d'Alexandre le Grand, venant après le pillage du trésor de Delphes et la mise en exploitation des mines de la Thrace, réduisit le rapport accoutumé à la proportion de 1 à 10, qui était celle de l'Asie, et il se tint, pendant près de deux siècles, à ce point. Quand l'empire romain fut sur le penchant de sa ruine, l'or enchérit de nouveau en comparaison de l'argent. On trouve sous Valentinien, en 367, le rapport de 1 : $14\,^{1}/_{2}$. Sous Honorius, l'or hausse encore, mais la différence devient moins forte sous les monarchies barbares (1). En Europe, pendant les siècles qui précédèrent la découverte de l'Amérique, selon M. de Humboldt, la valeur de l'or oscillait communément entre $10\,^{7}/_{10}$ et 12 fois celle de l'argent. Dans les deux siècles qui se terminent à ce moment-ci, elle a flotté entre 14 et 16. Pendant la dernière moitié du XVIIIe siècle, c'était de 15 à $15\,^{1}/_{2}$, mais quelquefois sensiblement moins (2). Au début du XIXe siècle, c'était à $15\,^{1}/_{2}$; depuis lors le rapport s'est rapproché de $15\,^{3}/_{4}$; par moments il a été à 16; quelquefois aussi on l'a vu au-dessous de 15 (3).

Je viens d'indiquer les variations générales, mais il y en avait, en outre, d'accidentelles. C'était une fluctua-

(1) On ne s'entend pas assez sur tout ce qui touche aux poids et aux mesures de l'antiquité. Chacun des savants qui s'en sont occupés donne des résultats différents. Je renvoie donc à leurs écrits le lecteur qui voudrait approfondir la question; mais les variations, tant générales qu'accidentelles, sont incontestablement dans le sens indiqué ici, si elles ne sont pas exactement de la quotité que nous signalons.

(2) Ricardo (*High price of Bullion*, etc.) dit expressément qu'il avait été, en moyenne, à 14.3/4. A la refonte des monnaies anglaises, en 1774, on le mit, avons-nous dit, à 15.21.

(3) Voir des indications plus précises, page 161.

tion qui ne cessait jamais, que les violences d'hommes puissants, les chances de la guerre ou du commerce, les accidents même de la production des métaux précieux, mille hasards enfin, renouvelaient constamment. Après la conquête de la Sicile par les Romains, l'argent est plus abondant, le rapport est de 1 à 17. César rapporte en Italie l'or qu'il a pillé dans les Gaules, et force l'*ærarium*, où la prudence du Sénat avait enfermé une grande quantité de ce métal ; l'or s'avilit momentanément et le rapport est de 1 à 9 (1). Il faut lire dans les monuments de l'histoire comment d'un prince au suivant, du commencement d'un règne à la fin ou seulement au milieu, le rapport des deux métaux changeait en Europe. A l'égard de l'Angleterre, lord Liverpool a reproduit toutes les données de ce tableau changeant. La falsification des monnaies tendait à accroître l'amplitude des oscillations. Ainsi l'altération énorme qu'Henri VIII et Édouard VI firent subir plus encore aux espèces d'argent de l'Angleterre qu'à celles d'or, surtout dans l'intervalle de 1543 à 1551 inclusivement, aurait mis successivement, si le commerce se fût conformé aux caprices de ces princes, le rapport des deux métaux à :

1 : 6. 818 — 1 : 5 — 1 : 4. 825 — 1 : 2. 412.

Le rapport entre la valeur de l'or et celle de l'argent est variable parce que la valeur de l'un est indépendante de celle de l'autre, et que, chacun des deux suivant sa propre loi qui lui imprime un mouvement propre, il n'est pas possible qu'ils restent liés par un rapport constant. La valeur d'un kilogr. d'argent n'est égale,

(1) Selon lord Liverpool, *A Treatise on the coins*, etc., page 274, la dépréciation de l'or aurait été beaucoup plus forte : le rapport serait devenu 1 : 7 1/2.

à chaque instant, qu'à celle d'un kilogr. d'argent situé dans les mêmes circonstances; il n'y a aucune raison pour que ce soit constamment et partout le dixième ou le seizième d'un kilogr. d'or. L'or et l'argent sont isolément soumis à l'ensemble des causes qui déterminent la valeur particulière de toute marchandise. Dans des temps réguliers, comme ceux dont l'Europe a joui de 1815 à 1848, le travail des mines étant encouragé partout, et les mers étant ouvertes, la valeur de l'or tend à se régler par les frais de production de l'or, celle de l'argent par les frais de production de l'argent. En termes généraux, à chaque instant la valeur de l'or et celle de l'argent dépendent du rapport qui existe pour chacun entre l'offre et la demande. Toutes les fois que l'un des deux métaux a baissé, c'est qu'il était plus offert : soit que des mines plus riches et plus faciles à exploiter eussent été découvertes; soit, ce qui revient à peu près au même, que l'art du mineur et celui du métallurgiste se fussent perfectionnés ; ou que le commerce, en s'étendant, eût ouvert des relations avec des contrées qui en contenaient de grands approvisionnements; ou que la guerre et le pillage en eussent jeté sur le marché des quantités inaccoutumées, dont les conquérants ou les spoliateurs se défaisaient sans y regarder beaucoup, parce qu'il ne leur avait coûté que la peine de le prendre; ou encore certaines personnes qui, dans des temps de troubles ou de désastres, en avaient enfoui d'assez grandes quantités, le retiraient de leurs cachettes. Toutes les fois qu'une hausse s'est manifestée, au contraire, c'était que les mines s'étaient appauvries et étaient devenues d'une exploitation plus pénible; ou elles avaient été abandonnées par suite d'une invasion étrangère ou de désordres civils; ou le commerce, tant indirect que direct avec les pays qui renferment les mines, avait été

suspendu ; ou un régime de violence ou d'anarchie avait déterminé les détenteurs à enterrer les métaux précieux ; ou encore la prospérité publique, et par conséquent la demande, s'étant subitement développée, la production n'avait pu se mettre immédiatement à l'unisson ; ou enfin une circonstance accidentelle quelconque avait occasionné une demande extraordinaire. Or, parmi toutes les causes que nous venons d'énumérer, il en est qui sont de nature à agir sur l'un des deux métaux précieux seulement, pendant qu'une cause différente agirait en sens inverse sur l'autre ; et, en supposant que la cause en action fît sentir ses effets sur les deux métaux à la fois, il n'y avait guère de raison pour qu'elle agît exactement avec la même intensité sur l'un et sur l'autre. C'est ainsi que le rapport des deux métaux a dû être, et a été en effet, en variation perpétuelle.

Si l'on considérait en particulier chacune des grandes crises qu'ont subies les métaux précieux dans leur valeur réciproque, on reconnaîtrait qu'elle s'explique par quelqu'une des causes qui précèdent. Prenons la plus notable de ces crises, celle qui se présente aussitôt à l'esprit, car ce fut une révolution. Après la découverte du nouveau continent, les métaux précieux se sont fort dépréciés l'un et l'autre; mais la dépréciation a été moins forte pour l'or que pour l'argent, et, par conséquent, relativement à l'argent, l'or a acquis plus de valeur. On en est venu maintenant à donner tout près de 16 kilog. d'argent, au lieu de 10 ou de 12, pour un kilog. d'or. C'est que l'exploitation des mines du Nouveau-Monde a changé les conditions de la production de l'argent beaucoup plus que celles de l'or.

C'est cependant un fait historique constaté, que la découverte de l'Amérique, qui était destinée à amener un grand changement dans la valeur relative des deux mé-

taux précieux, en faisant baisser l'argent par rapport à l'or, eut d'abord l'effet diamétralement opposé. L'or fut le seul métal qu'on trouva dans les grandes Antilles, après que Colomb y eut abordé ; c'est de l'or qu'on exploita à Saint-Domingue, dès qu'on y eut mis le pied. Le métal, produit de cette exploitation, eut en Espagne une influence sensible qui causa la baisse de l'or en comparaison de l'argent. Le fait est attesté par l'édit de Medina, rendu par la reine Isabelle, dès 1497, obligée qu'elle se vit de changer considérablement, dit M. de Humboldt, le rapport légal des deux métaux (1).

C'est la preuve que l'Espagne, jusque-là, possédait bien peu d'or; car l'or donné par Haïti, qui alors formait en entier celui qu'on tirait du Nouveau-Monde, s'élevait à peine à 2,000 marcs de Castille (460 kilog.), qui feraient 1,583,000 fr. de notre monnaie, poids pour poids. L'édit de Medina réduisait à 10 7/10 la valeur de l'or par rapport à l'argent, qui, en Espagne, était auparavant de 11 6/10 (2). La découverte de Haïti ne datait cependant alors que de quatre ou cinq ans.

Les variations des deux métaux précieux dans leur valeur, l'un par rapport à l'autre, ne sont pas arrivées à leur terme. Il est dans la nature des choses qu'elles n'y soient jamais. Pour l'instant il semblerait que l'or dût baisser bientôt relativement à l'argent; mais on peut croire qu'une tendance opposée ne tarderait pas à se manifester ensuite. Sur ce sujet, je renvoie à ce qui sera dit plus loin, Section XIII.

Il n'est pas inutile d'ajouter ici que des changements, non moins forts que dans notre Occident, se sont révélés

(1) *Mémoire sur la production de l'or et de l'argent considérée dans ses fluctuations*. Journal des Économistes, 1848.

(2) Humboldt, *Histoire de la géographie du nouveau continent*, III. *Note* au bas des pages 330 à 335.

dans l'Orient extrême, au sujet de la valeur comparée des deux métaux précieux. Il n'y a pas longtemps qu'en Chine l'or ne valait guère, relativement à l'argent, que ce qu'il avait valu en Europe, avant la découverte du Nouveau-Monde. Ce rapport peu favorable à l'or s'était maintenu, non sans quelques variations cependant, jusqu'à l'ouverture du siècle. En ce moment, la Chine, à cet égard, est pour le moins au niveau de l'Europe. Les délégués commerciaux attachés à la mission de France en Chine, rapportent qu'à Canton, en juillet 1845, le rapport était de 1 : 16; en janvier 1844, c'était dans la même ville, de 1 : 17. Cette cherté de l'or en Chine est confirmée, ajoute M. N. Rondot, par Milburn (*Oriental commerce*), et par le *Guide Commercial* de M. Morrison et de M. W. Williams (p. 205) (1). En 1821, l'or le plus pur était, à Pékin, selon M. Timkowski, 18 fois plus cher que l'argent.

Au Japon, où les mines d'or paraissent abondantes, et où le commerce de l'Europe n'a pu opérer aucun changement encore, le rapport entre les deux métaux précieux est, dit-on, plus défavorable à l'or qu'il ne l'a jamais été parmi nous.

(1) *Étude pratique du Commerce d'exportation de la Chine, par les délégués commerciaux*, revue et complétée par N. Rondot, page 14.

SECTION IX.

De la monnaie dans ses rapports avec le capital.

CHAPITRE PREMIER.

Par l'intervention de la monnaie les transactions prennent un caractère plus précis et en même temps plus général, et la notion du capital se précise.

L'invention de la monnaie a donné aux transactions un sens à l'abri de toute contestation. Celui qui achète s'engage à donner, et celui qui paye s'oblige à recevoir, en acquit de ce qui lui est dû, une quantité déterminée d'or ou d'argent, ou bien encore de l'un ou de l'autre, à la volonté de l'acheteur ; cette quantité s'exprime en unités monétaires, parce que, en tout pays, l'unité monétaire est un poids convenu d'argent ou d'or. La convention entre deux personnes, dont l'une achète et l'autre vend, aboutit ainsi à des termes fort simples, elle se résume en un poids parfaitement défini d'or ou d'argent.

Voici ce qu'il faut voir dans toute opération de commerce, dans toute vente : la livraison ou la promesse d'une certaine quantité de métal. Les termes une fois convenus, c'est de quantité qu'il s'agit et non point de valeur.

De même dans un prêt. L'emprunteur reçoit quelquefois une masse déterminée de métal monnayé ; dans le plus grand nombre des cas, un capital quelconque évalué

en monnaie, c'est-à-dire estimé et exprimé en or ou en argent. L'engagement qu'il contracte consiste dans la promesse d'apporter, à l'échéance, une quantité égale de métaux précieux, indépendamment de l'intérêt à servir, dont je ne m'occupe pas ici, et qui au surplus est un engagement analogue. C'est comme quand un cultivateur a emprunté la charrue du voisin pour labourer son champ, et qu'il la lui rend. La seule différence entre la charrue et la somme prêtée, c'est que, dans le premier cas, il faut rendre identiquement la même, tandis que l'identité des pièces de monnaie n'est pas exigée ; car elle n'importe aucunement au prêteur, puisqu'une pièce de 5 fr. est pour lui la même chose qu'une autre, tandis qu'il n'en est pas de même de deux charrues. Le débiteur est quitte quand il a délivré la quantité convenue de métal, quelque valeur que le métal ait pu prendre, quelque dépréciation qu'il ait pu subir ; de même que le cultivateur dont nous venons de parler, ne doit plus rien au voisin qui lui avait prêté la charrue, du moment qu'il la lui a ramenée dans le même état qu'il l'avait reçue, quand bien même sur le marché les charrues auraient baissé de prix, ou qu'on aurait inventé une charrue nouvelle qui ferait jeter à l'écart tous les vieux araires.

La plupart des questions relatives à la monnaie, celles mêmes qui ont agité des États et ruiné des populations entières, deviennent faciles à résoudre du moment qu'on attribue aux transactions ce sens-là, qui est le seul vrai ; si de ces sujets sont sorties des calamités, c'est qu'on les avait autrement compris (1).

De cette manière, on voit que la monnaie donne

(1) Je renvoie sur ce point à un écrit de M. Bailey, *Money and its vicissitudes in value*, pages 100 et suivantes.

à toutes les opérations d'échange et de commerce, entre les hommes, une grande précision. Elle leur fait acquérir en même temps un certain caractère de généralité. Il y a toujours dans la société une grande masse d'objets de toutes sortes qui sont disponibles, en ce sens que les détenteurs ont besoin de les vendre, leur industrie consistant à les produire pour s'en dessaisir et se remettre à les produire, immédiatement. L'immense variété d'objets dont se compose le capital de roulement de toute l'industrie, tant agricole que manufacturière et commerciale, est dans cette position, ou en chemin pour y arriver. A côté de ce besoin, il en est un autre correspondant, celui des divers membres de la société qui réclament ces produits pour leur donner une forme nouvelle, pour les apporter ailleurs, ou, finalement, pour les consommer ou les livrer au consommateur. Il y a une autre catégorie d'objets qui sont moins forcément disponibles, mais dont une partie cependant est toujours offerte sur le marché. Ce sont les immeubles et en général le capital fixe de la société. L'homme qui, ayant un capital libre, l'a déposé en compte-courant chez son banquier, et en reçoit à ce titre un intérêt, est investi du droit de disposer, à un instant quelconque, d'un montant égal sur le capital collectif de la société, sur toute cette partie du moins qui est disponible et qui se compose : 1° de tout le capital de roulement, 2° d'une fraction du capital fixe. Assurément, quand bien même la monnaie n'aurait pas été inventée, il en serait encore de même jusqu'à un certain point, car on aurait encore la faculté du troc. Mais alors la notion, ou tout au moins la mesure du capital, serait extrêmement confuse. Ce qu'on nomme le prix, n'existerait pas. Faute de termes exacts de comparaison, la facilité qu'a aujourd'hui le capitaliste de mouvoir son capital successivement dans telle direction

qu'il lui plaît, de le réaliser sous telle forme qu'il lui convient, serait en grande partie paralysée. Actuellement, grâce à la monnaie, le capitaliste choisit sans peine dans la généralité des choses, et peut rapidement passer à son gré, d'une espèce d'objets à une autre, déplacer sa fortune, moyennant quelques simples formalités, d'un point du globe aux antipodes. Sans la monnaie, les mouvements du capital seraient lents, seraient laborieux, et ne s'opéreraient que dans un cercle restreint.

La notion précise du capital découle ainsi de la notion de la monnaie.

Si les hommes n'avaient pas inventé la monnaie, la classe de personnes qu'on appelle les capitalistes, qui font différentes opérations de crédit, ou qui, en confiant leur capital aux banquiers, fournissent à ceux-ci le moyen d'agir, n'aurait qu'une existence rudimentaire. Il y aurait des hommes qui posséderaient des approvisionnements de blé, de bétail, de fer, de tissus, de matières colorantes; on ne connaîtrait pas cette industrie qui confère à autrui la disposition de ces objets, non-seulement au lieu où l'on réside, mais dans une autre ville, dans un autre continent.

CHAPITRE II.

Comment la monnaie se classe dans le capital d'une nation. — Capital fixe, capital de roulement.

Le capital est cette partie de la richesse acquise qui a la destination de servir à la reproduction d'une richesse nouvelle : le fer dont sont construites la plupart des machines; le platine ou l'or dont, dans quelques arts,

on a fait des ustensiles; l'or qui, sous la forme d'une pièce de 20 fr., me sert à solder un compte, sont de la richesse et du capital en même temps. L'or qui est en bijoux dans l'écrin d'une dame, est de la richesse et n'est pas du capital. Dans certains pays, il y a une très-forte partie de la richesse qui n'est pas à l'état de capital. Rossi compare la ville de Rome et le canton de Zurich, pour montrer quelle différence peuvent, sous ce rapport, présenter deux localités (1).

Dans le capital que possède la société, il y a lieu, ainsi que le dit Adam Smith, de distinguer deux parts : le capital *fixe* et ce qu'il appelle le capital *circulant*. Le capital fixe répond à peu près à ce que notre loi civile qualifie d'*immeubles par nature* ou *par destination*. C'est incomparablement, chez chaque peuple, qui occupe un vaste territoire et compte une population nombreuse, la majeure partie du capital national. L'autre embrasse l'ensemble des fonds de roulement dans toutes les branches de l'industrie, dans les manufactures, dans l'agriculture, dans le commerce. Celui-ci diffère du capital fixe en ce qu'il est de son essence de changer sans cesse de forme dans le cours de la production, et de passer de main en main jusqu'à ce qu'il arrive au consommateur; celui-là ne subit nécessairement ni ces métamorphoses, ni ces transmissions (2).

(1) *Cours d'Economie Politique*, leçon 7, du tome II.

(2) Je reproduis ici les termes mêmes d'Adam Smith :

« Il y a deux manières différentes d'employer un capital pour qu'il rende un revenu ou profite à celui qui l'emploie.

« D'abord, on peut l'employer à faire croître des denrées, à les manufacturer ou à les acheter pour les revendre avec profit. Le capital employé de cette manière ne peut rendre à son maître de revenu ou de profit, tant qu'il reste en sa possession ou tant qu'il continue à rester sous la même forme. Les marchandises d'un marchand ne lui donneront point de revenu ou de profit avant qu'il les ait converties en argent, et cet ar-

L'un est le champ avec la charrue, l'autre la récolte; celui-ci est la toile peinte de coton, ou encore la somme qui se distribue en salaires de toute espèce et sert à l'achat des diverses matières que représente la toile une fois achevée; celui-là, le banc à broches et la machine à vapeur qui fait tourner les rouages de l'atelier, et le bâtiment qui abrite les travailleurs et les outils. Le capital fixe est l'ensemble des instruments de l'action extérieure, pour ainsi dire, desquels le producteur s'assiste, depuis les fonds de terre (1) et le chemin de fer le plus chargé de constructions et de machines, jusqu'au plus mince des outils; l'autre est le produit même dans toutes les phases qu'il traverse jusqu'à ce qu'il soit, non-seulement fabriqué, mais aux mains du consommateur.

Le capital roulant se consomme lorsqu'il est complétement *produit* (2); mais aussi, à chaque opération com-

gent ne lui en donnera pas davantage avant qu'il l'ait de nouveau échangé contre des marchandises. Ce capital sort continuellement de ses mains sous une forme pour y rentrer sous une autre, et ce n'est qu'au moyen de cette circulation ou de ces échanges successifs qu'il peut lui rendre quelque profit. Des capitaux de ce genre peuvent donc être très-proprement nommés *capitaux circulants*.

« En second lieu, on peut employer un capital à améliorer des terres ou à acheter des machines utiles et des instruments de métier ou d'autres choses semblables qui puissent donner un revenu ou profit sans changer de maître ou sans qu'elles aient besoin de circuler davantage : ces sortes de capitaux peuvent donc très-bien être distingués par le nom de *capitaux fixes*.

« Des professions différentes exigent des proportions très-différentes entre le capital fixe et le capital circulant qu'on y emploie » (*Richesse des Nations,* livre II, chap. 1, traduction de Garnier).

(1) Smith dirait l'*amélioration* des fonds de terre. Je n'ai pas ici à insister sur la différence de ces deux expressions; je me borne à la signaler et je renvoie au commentaire de Destutt de Tracy sur l'*Esprit des Lois* de Montesquieu, livre XIII, et au traité sur la *Liberté du travail*, de M. Ch. Dunoyer.

(2) Le mot *produit* comprend ici entre autres choses, on le sait déjà,

plète, il revient tout entier, par la voie du commerce, aux mains du producteur, même avec un surplus. Si pour un article en particulier, cette réintégration, totale et avec un surplus, n'avait pas lieu, le producteur ou la série des chefs d'industrie qui se sont successivement occupés et dessaisis de l'objet dont il s'agit, seraient induits à s'arrêter. Le capital fixe, au contraire, à chaque opération, n'a besoin de recevoir et ne reçoit, en effet, qu'un revenu, un intérêt, en sus des frais d'entretien, bien entendu.

La distinction qu'a présentée M. Wilson (1) et sur laquelle il a insisté, en vertu de laquelle le capital *circulant* d'Adam Smith, qu'il appelle *flottant* (*floating*), se régénère, tout entier avec un supplément, dans toute opération qui réussit, tandis que le capital fixe rapporte seulement un intérêt, donne une idée plus précise que ce qu'avait dit Adam Smith de la différence entre les deux variétés du capital.

A cette formule, on pourrait encore en ajouter une autre, afin de jeter une nouvelle clarté sur le sujet.

Le capital circulant d'une nation, à chaque instant, se compose de la masse d'approvisionnements que possède l'ensemble des particuliers, en denrées alimentaires dans les greniers ou à l'état de récolte pendante, en tissus et autres articles d'usage entièrement faits ou seulement en cours d'exécution, en métaux, en bois, en matières quelconques destinées à être ouvrées ou déjà entre les mains de l'ouvrier, ou rangées, toutes confectionnées, dans les magasins des commerçants. La quantité de ces objets divers, qui arrive à un état propre à la consomma-

tous les frais de conduite au marché avec les commissions qui s'ensuivent, tout aussi bien que les frais de fabrication proprement dite. En l'entendant ainsi, on lui donne son véritable sens étymologique.

(1) *Capital, Currency and Banking*, chapitre XI.

tion dans le courant d'une année, constitue le revenu brut de la société, ce qui se répartit entre les membres, pour qu'ils vivent. C'est ce qui fait vivre les machines elles-mêmes. C'est là-dessus que la société pourvoit à toutes ses dépenses, qu'elle répare, maintient en bon état, et renouvelle, au besoin, tout ce dont se compose son capital fixe. C'est là-dessus qu'est prélevé aussi, en faveur du capital fixe, ce qui sert à en payer le revenu. Ce qui reste, toutes ces dépenses acquittées, constitue l'épargne de la nation, l'accroissement qu'elle peut donner à son capital en tout genre.

Arrêtons-nous un instant sur ces mots, que le capital de roulement, par la continuité de ses transformations, non moins que de ses transmissions, non-seulement engendre le revenu brut de la société, mais encore constitue la substance même de ce revenu brut. Elle montre que la monnaie, en tant que monnaie, doit être classée, non dans le capital de roulement, mais dans le capital fixe de la société.

La monnaie est assurément de toutes les marchandises, celle qui possède au plus haut degré la faculté de *circuler* dans le sens ordinaire du mot; les Anglais l'appellent *currency*, quelque chose qui court toujours (1); c'est cependant, avant tout, un agent destiné à faciliter la circulation des autres objets. Adam Smith la compare justement à une *grande roue* qui sert à faire arriver dans les mains de chacun la part des matières dont il a besoin, les produits et les services qui lui reviennent. De ce point de vue, c'est un mécanisme qui, de même que toutes les autres machines, doit être rangé dans le capital fixe.

(1) Je fais abstraction ici de cette circonstance que, sous le mot de *currency*, les Anglais comprennent, en même temps que la monnaie, un titre de crédit qui est le billet de banque.

Adam Smith qui l'a mise dans le capital de roulement, sans doute parce qu'il avait nommé celui-ci capital circulant, dit expressément que la monnaie ne fait aucunement partie du revenu brut de la société (1). Or, ce qui caractérise tous les objets qui composent le capital de roulement, c'est de faire partie de ce revenu.

La monnaie a encore ce caractère que Smith a reconnu, et qui lui est commun avec les objets formant le capital fixe, qu'on peut et doit viser à ce que la somme qui y est consacrée soit aussi petite que possible; il se peut qu'on la réduise beaucoup sans porter préjudice à la société, et même en lui rendant service, et c'est ce qui n'a pas lieu avec le capital de roulement. Il est légitime de vouloir que, par le progrès de l'art commercial, la France accomplisse toutes ses transactions avec un milliard en espèces, au lieu de trois. Je suis fondé à le désirer et à l'espérer, tout comme j'aurais pu avoir le désir et l'espoir fondés que les machines à vapeur nécessitassent un tiers ou un quart de moins de fonte, de fer, de bronze, par le progrès des arts mécaniques. Au contraire, dès qu'il s'agit de blés, de vins et de viande, de draps, de tissus divers, laine, coton, chanvre ou soie, de presque tous les objets de consommation qui constituent le revenu brut, et rentrent dans le capital de roulement, la raison et l'humanité m'interdisent de prétendre, avec des populations que je dois supposer économes et tempérantes, à ce que la société en ait moins et en consomme moins. Ma sollicitude doit être l'augmentation de ce qu'en a la patrie, le monde.

(1) Nous raisonnons dans la supposition d'un pays qui ne soit point essentiellement producteur de métaux précieux, et dont la monnaie ne soit point, ce qu'était celle des anciennes colonies espagnoles, une marchandise fabriquée pour l'exportation.

Ailleurs Adam Smith a comparé la monnaie aux voies de transport ; la comparaison est irréprochable ; mais les voies de transport sont des instruments qui facilitent la production de la même manière que les machines, et qui sont, de même, du capital fixe.

Ainsi, par rapport à la société en masse, le métal monnayé, en tant que monnaie, doit être considéré comme du capital fixe. Le manufacturier, le producteur en général, regarde comme du capital de roulement les écus qu'il a en caisse. Par rapport à lui, individuellement, c'est une confusion toute naturelle. A vrai dire cependant, pour suivre la métaphore par laquelle Adam Smith appelle la monnaie une grande roue, les écus, en pareil cas, montrent plutôt l'étendue du droit qu'a le manufacturier de faire tourner la roue pour se procurer les objets, compris dans le capital de roulement de la société, qui sont nécessaires à sa fabrique.

Si la monnaie est une machine, cette machine-là se distingue de toutes les autres, en ce que les matières dont elle est faite sont très-précieuses et possèdent, à un infiniment petit près, la même valeur que la machine toute confectionnée. Le bois, la fonte, le fer, le cuivre, qui entrent dans la composition d'une mécanique quelconque, si vous brisez celle-ci, perdent beaucoup de ce qu'ils valaient ajustés ensemble. Si je mets en pièces une machine à vapeur, c'est assurément de la fonte, du fer, du bronze, qui rentrent dans l'approvisionnement de la société en matières premières, dans le capital de roulement en un mot ; tandis que la machine, qui était, je le suppose, en activité dans un atelier, était du capital fixe. Mais tous ces morceaux rompus, dont le capital de roulement s'est accru, ne valent pas ensemble le quart de ce que valait la machine. Aussi, cette conversion du capital fixe, sous la

forme d'une machine, en capital de roulement, sous la forme de vieux fer et de vieux cuivre, ne se fait-elle jamais, tant que la machine peut fonctionner. Au contraire, elle s'opère fréquemment sur la monnaie, et d'abord sur la monnaie étrangère, qui n'a cours qu'en raison du poids de métal fin qu'elle contient. Il est possible qu'elle ait lieu même sur la monnaie nationale, depuis qu'il n'y a plus de seigneuriage proprement dit, là surtout où les frais de monnayage sont presque insignifiants. Alors l'orfévre et le bijoutier doivent être tentés de prendre de la monnaie (1), pour leur fabrication, particulièrement lorsqu'ils n'ont besoin que de petites quantités. La masse de monnaies qui a été remise en lingots est immense (2). C'est donc un caractère, qui est exclusif à la monnaie, de passer alternativement du rôle d'instrument des échanges à celui de matière première, et d'être, pour ainsi dire à volonté, du capital fixe ou du capital de roulement. Mais, à titre d'instrument des échanges, de monnaie enfin, par rapport à la société, c'est du capital fixe.

Si je donne ces développements ici, c'est que la distinction entre le capital fixe et le capital de roulement a de la portée. Nous le ferons voir plus en détail quand nous traiterons du papier-monnaie, et des vains efforts qu'ont faits différents gouvernements pour en forcer la circulation. Dans ces derniers temps, quelques auteurs ont montré combien cette distinction était profonde, quelles lumières elle répandait sur certaines crises commerciales (3).

Ce qu'on nomme communément le capitaliste, l'homme

(1) C'est ce qu'ils doivent faire plus qu'ailleurs dans les pays où le monnayage est gratuit.

(2) Voir plus haut, section VII, chap. II.

(3) Voir *Capital, Currency and Banking*, de M. Wilson, particulièrement au chapitre XIII.

dont, suivant une autre expression reçue dans le langage ordinaire, la fortune est en portefeuille, possède et manie une certaine fraction du capital de roulement de la société. Il y joint, dans beaucoup de cas, des valeurs que l'on qualifie de mobilières, telles que des titres de rentes sur l'État, des actions de canaux ou de chemins de fer ; mais ce n'est, et ce ne peut être là qu'une exception dans ses placements. Les canaux et les chemins de fer sont des immeubles, des capitaux fixes, dont, par des combinaisons ingénieuses, la propriété est partagée en fractions égales, appelées actions, à l'égard desquelles la loi et l'usage rendent la négociation rapide et facile, ce qui semble dépouiller ces objets de l'immobilité, qui cependant en est l'essence. Les rentes sur l'État sont des prélèvements sur le revenu de l'État, et les titres de rente sont des engagements à valoir sur l'ensemble des capitaux de toutes sortes, tant fixes que roulants, qui appartiennent aux membres de la nation; engagements négociables très-aisément et à peu près sans frais. De même que les actions industrielles, d'un cours moins variable encore que celles-ci, les titres de rente sont recherchés par tout capitaliste comme des placements provisoires, ou pour servir de réserve. Mais la personne qui n'aurait que des titres de rente ou des actions industrielles serait un rentier et non pas un capitaliste, dans le sens propre du mot. Le capitaliste, celui qui fait profession de prêter du capital aux agriculteurs, aux manufacturiers et aux commerçants, contre leurs lettres-de-change, doit être considéré, principalement au moins, comme distribuant du capital de roulement. Il y a pourtant une classe de capitalistes, nombreuse en France, qui prête du capital aux propriétaires fonciers, pour des améliorations territoriales, et pour toute autre destination, sur hypothèque, et par conséquent à

longue échéance. Ces capitalistes-là disposent d'un capital de roulement qui se convertit, dans le cas de l'amélioration du sol, en un capital fixe, et dont le retour est nécessairement lent; c'est alors autant de détourné du capital de roulement de la société. Pareille chose arrivera quand le capitaliste donnera ses fonds pour construire une manufacture, ou pour la pourvoir de mécanismes. En fournissant du capital, pour l'objet que je note ici, au propriétaire foncier ou au manufacturier, le capitaliste n'est pas seulement dans son droit; il remplit un office auquel l'appelle sa profession. Mais, s'il place ainsi tout son capital, il cesse, pour un long terme, d'avoir à sa disposition les fonds dont la distribution l'occupait. Ce n'est plus un capitaliste, en ce sens qu'il n'a plus rien à prêter de longtemps. Il reste un homme riche, ayant droit à une rentrée de capitaux un jour. Le manufacturier et le commerçant, qui ont des lettres-de-change à faire escompter, doivent frapper à une autre porte.

C'est plus vrai encore pour le banquier, dont le métier consiste à prêter du capital et à souscrire lui-même, en qualité d'endosseur ou d'intermédiaire, une grande quantité d'engagements à échéance prochaine. Le banquier, par cela qu'il est lui-même sous le coup d'engagements prochains et considérables, doit tenir à peu près tout son avoir sous une forme telle qu'il lui rentre naturellement à bref délai, et pour cela il faut que ses placements représentent des fractions du capital de roulement de la société, dont la réalisation, entre les mains de ses débiteurs, lui en fasse revenir le montant d'une manière toute spontanée, pour ainsi dire, après un court intervalle de temps. Ce que les Anglais appellent *banking securities*, les seuls titres qu'un banquier avisé doive admettre dans son portefeuille, ne saurait jamais, en fait d'immeubles, représenter que ceux qui ont été mobilisés par le procédé

indiqué tout à l'heure (1), en se restreignant encore à la catégorie de ceux dont il y a lieu de croire qu'ils ne sont pas sujets à de grandes oscillations. On a remarqué avec beaucoup de justesse que, dans les faillites qui éclatèrent en 1847, parmi les maisons de banque de Londres, beaucoup provenaient de ce que ces maisons avaient inconsidérément acquis des immeubles, ou engagé une bonne partie de leurs fonds, sur hypothèques territoriales, dans l'Inde ou dans les colonies occidentales. Un banquier peut très-bien placer de la sorte les capitaux de ceux de ses clients qui y consentent expressément, jamais les siens propres, car les engagements qui résultent de placements pareils ne sont pas des *banking securities.* Quand on veut ainsi engager ses fonds, on doit renoncer à faire la banque.

Ce que nous disons du banquier particulier s'applique, à bien plus forte raison, aux banques publiques.

Je donne ces explications ici, moins pour exposer sous un autre aspect la différence qu'il y a entre le capital fixe et le capital de roulement, que pour montrer l'utilité de cette distinction.

(1) Page 371.

SECTION X.

Du rapport entre la quantité des espèces d'or ou d'argent et la richesse des États.

CHAPITRE PREMIER.

Fausse opinion qui s'est accréditée que les métaux précieux forment la richesse par excellence ou l'unique richesse. — Indication de quelques-unes des formes qu'elle a revêtues ; confusion de la monnaie avec le capital.

On se tromperait grossièrement si l'on mesurait la richesse des États à la quantité de métaux précieux qu'ils possèdent. Le but que poursuivent les peuples industrieux est de se procurer la plus grande masse possible des différents objets nécessaires à leur bien-être, par le moindre labeur et avec le mécanisme le plus simple et le moins dispendieux. La monnaie est un des organes de la machine industrielle. Le progrès, en ce qui la concerne, consiste à la réduire à la plus simple expression. Passé un certain point, à mesure que les peuples ont des succès dans l'industrie, qu'ils en connaissent mieux les secrets et qu'ils s'enrichissent, ils adoptent des mesures qui, au lieu d'augmenter le numéraire métallique, en diminuent la proportion.

Le mécanisme commercial d'un pays étant donné, bon, médiocre ou grossier, ce pays-là, pour une quantité déterminée de transactions, comporte une quantité cor-

respondante de numéraire. Si, sous prétexte que les pièces d'or ou d'argent sont la richesse par excellence ou la richesse unique, on accumulait indéfiniment dans l'enceinte des frontières l'une ou l'autre monnaie, en supposant qu'il soit possible de les fixer ainsi quelque part, une partie de ces espèces quitterait les canaux de la circulation pour être thésaurisée, et cette condamnation à la stérilité d'une partie du capital national serait un dommage. Pour que toutes les espèces restassent à circuler, les transactions demeurant les mêmes, il faudrait absolument que, dans les mêmes opérations commerciales où figurait auparavant un poids de 500 grammes d'argent monnayé, sous le nom d'une somme de cent francs, apparût un poids plus fort, de 600 grammes, par exemple, faisant 120 francs. Cette substitution de 600 grammes d'argent, là où il suffisait de 500, indiquerait que l'argent aurait baissé de valeur dans le rapport de 600 à 500, et c'est là tout ce qu'on aurait gagné à retenir les espèces.

Dans ce cas, toutes les fois que l'on commercerait avec l'étranger, on subirait un désavantage. L'étranger livrerait ses marchandises au taux de l'argent dans le pays, en continuant de prendre celles du pays à la valeur de l'argent sur le marché général du monde. Le pays ferait donc des affaires dans le genre de ce grand seigneur qui, à la suite d'un pari, vendait sur le Pont-Neuf des écus de six livres pour une pièce de vingt-quatre sous.

La plupart des gouvernements de l'Europe cependant, ont, pendant une suite de siècles, admis comme un dogme cette idée fausse que l'or et l'argent sont la seule richesse, tandis que ce n'est rien de plus qu'une marchandise dont habituellement on est plus assuré de trouver aussitôt le placement sur le marché général, et qui

est sujette à moins de variation. En conséquence, ils avaient défendu l'exportation des deux métaux. Les gouvernements qui auraient dû le plus en favoriser l'écoulement, parce que leurs États étaient plus que d'autres exposés à en avoir un trop-plein, sont ceux qui l'ont interdit avec le plus de rigueur, le gouvernement espagnol, par exemple. Mais ces décrets d'une autorité ignorante n'ont jamais pu se faire respecter. Malgré les peines prononcées contre quiconque les exporterait, les quadruples espagnols ont constamment fini par aller où le commerce le voulait. Tout le monde reconnaît maintenant que les lois qui s'opposent à la sortie des métaux précieux, de l'or surtout, sont parfaitement illusoires : de pareilles lois n'en continuent pas moins de déshonorer le code de quelques nations.

Cette illusion sur le mérite particulier des métaux précieux était, avant les travaux des économistes du dix-huitième siècle, partagée par tous les hommes qui se mêlaient du gouvernement, en Europe. Un des plus grands administrateurs qu'ait eus la France, Colbert, en était dupe autant que personne. En 1670, lorsque la France était au comble de la puissance, il apprend qu'une somme d'*un million* a été apportée de Cadix au Havre sur deux bâtiments. Il écrit à un de ses agents, à Rouen : « J'ai été un peu étonné de n'avoir pas « reçu cet avis par vous, vu que vous savez qu'il n'y a « rien qui puisse être plus agréable au Roi que de sem- « blables nouvelles. N'y manquez donc pas à l'ave- « nir, etc... (1). »

Cette erreur a servi de base à tout un système de politique commerciale qui a été en honneur dans les plus puissants États, et qui prévaut encore dans les conseils de

(1) *Histoire de Colbert*, par M. Pierre Clément, page 290.

plus d'une nation renommée pour ses lumières. C'est le *Système Mercantile*, ou de la *Balance du Commerce*, en vertu duquel on s'efforce de vendre à l'étranger sans lui rien acheter, dans la pensée qu'alors il s'acquittera en or et en argent, et qu'ainsi on accroîtra la masse des métaux précieux chez soi. Dans le même système on dit, et c'est une métaphore reproduite journellement dans de solennelles harangues, qu'on *paye un tribut à l'étranger* toutes les fois qu'on lui achète quelque chose. On suppose que l'importation des marchandises étrangères cause nécessairement la sortie d'une certaine quantité de métaux précieux, et prive le pays d'une fraction de la seule richesse qui existe. Il est affligeant que, dans de grands États, l'opinion dominante soit encore réglée par ces maximes, un siècle après que la fausseté en a été si bien démontrée, dans des ouvrages émanés d'écrivains en crédit.

Le pays qui mérite d'être proclamé le plus riche est celui où, pour une même quantité de population, la somme des produits qui est mise à la disposition des individus, ou, pour parler plus exactement, la somme des services que les hommes se rendent les uns aux autres, est la plus grande, les besoins étant supposés les mêmes (1).

Le problème de rendre une nation riche s'énonce fidèlement en ces termes : faire en sorte que chaque personne y produise pour ses semblables la plus grande quantité de services en rapport avec leurs besoins, et

(1) Je substitue ici le mot de services au mot de produits, parce qu'il est plus général et plus vrai ; dans l'ordre même le plus littéralement industriel, il y a des professions d'une utilité incontestable, qui n'ajoutent ni n'enlèvent aucun atome de matière aux objets, et qui n'en modifient pas davantage la forme : telle est l'industrie commerciale. M. Bastiat a mis en évidence la convenance et la portée de cette substitution.

que chacun y ait aussi la plus grande facilité pour échanger ses services contre ceux d'autrui, et quand je dis autrui, je l'entends dans le sens le plus large, sans m'arrêter à la frontière. De cette manière, les besoins de chacun obtiennent, à chaque instant, la plus grande satisfaction possible.

C'est ainsi qu'on a de la richesse d'un État une notion vraie et simple. Par là, les métaux précieux, monnayés ou en lingots, sont presque mis hors de cause; ils n'apparaissent que comme un des produits nombreux dont l'homme a besoin. La transmission de la monnaie n'est plus qu'un des services très-divers que les hommes ont à se rendre les uns aux autres.

Pour parler plus exactement, la monnaie est l'instrument par l'intermédiaire duquel chacun accomplit, avec toute la précision possible, de la manière la plus sûre, et au moment qu'il désire, l'échange des objets ou des services dont il dispose, contre ceux qui sont à la disposition de ses semblables et dont il a besoin. Confondre la monnaie avec la richesse de la société, c'est prendre la charrette pour la marchandise, ou bien encore, comme dit M. J.-S. Mill, dans le beau Traité qu'il vient de faire paraître, c'est confondre le chemin, qui est le meilleur moyen de gagner notre demeure ou nos champs, avec cette demeure ou ces champs eux-mêmes (1).

Dans un écrit où il a traité, de cette manière ingénieuse et piquante qui lui est propre, la question qui nous occupe ici, M. Bastiat fait très-bien ressortir ce caractère essentiel d'instrument particulier ou de machine spéciale, qui distingue la monnaie et lui donne la puissance de nous procurer, d'une façon commode et avantageuse, moyennant notre travail ou notre pro-

(1) *Principles of Political Economy*. Remarques préliminaires.

priété, la satisfaction de nos besoins, c'est-à-dire la richesse, sans que celle-ci se confonde avec l'instrument ou la machine, et cesse un instant d'y être complétement extérieure. Il fait remarquer qu'il y a deux formes de transactions, « l'une, dit-il, s'appelle *troc*, c'est celle où l'on rend un service pour recevoir immédiatement un service équivalent. Sous cette forme, les transactions seraient extrêmement limitées. Pour qu'elles puissent se multiplier, s'accomplir à travers le temps et l'espace, entre personnes inconnues et par fractions infinies, il a fallu l'intervention d'un agent intermédiaire, c'est la monnaie. Elle donne lieu à l'*échange* qui n'est qu'un troc compliqué (1). »

Ainsi à cause des qualités matérielles et, si je puis parler ainsi, politiques, qui sont propres à l'or et à l'argent, il est avantageux à chacun, pour troquer ce qu'il possède, ou ce dont il dispose, contre ce que possèdent les autres, de dédoubler l'opération en troquant d'abord les services ou les objets qui sont en son pouvoir contre des morceaux d'un de ces métaux, afin de troquer ensuite ces fragments de métal contre ce qu'il désire. Telle est la destination de la monnaie; elle a donc un rôle très-intéressant et très-utile; mais elle n'est rien de plus dans le monde, par rapport à la richesse.

Le capital, on le sait, et nous en avons dit un mot plus haut (2), est une des formes de la richesse, forme éminemment importante. Tout capital est richesse; mais toute richesse (3) n'est pas capital. Le capital est ex-

(1) Écrit intitulé : *Maudit Argent!*

(2) Page 363.

(3) Je ne parle ici que de la richesse échangeable, de la richesse produite par le travail humain, richesse qui s'achète et se vend. L'Économie Politique considère justement comme de la richesse certains objets dont nous avons naturellement la jouissance, sans qu'il nous en coûte

clusivement cette portion de la richesse qui est destinée à la production d'une richesse nouvelle. La confusion entre la monnaie et la richesse s'est très-fréquemment manifestée par une confusion entre la monnaie et le capital. Peu d'erreurs ont été aussi profondément enracinées, non-seulement chez le vulgaire, mais aussi chez les hommes appelés, par leur position ou leur goût, à raisonner des affaires publiques, que celle qui confond la monnaie avec le capital. Elle accrédite, de nos jours encore, tant de fausses idées et motive tant d'actes fâcheux qu'elle mérite une note particulière.

Elle se révèle par une locution qu'il est très-commun d'entendre. On dit : *l'argent est abondant* ou *l'argent est rare*, pour indiquer que l'homme industrieux, qui cherche du capital, a de la facilité ou de la peine à en obtenir. C'est le *capital disponible*, principalement ce que nous avons appelé (1) le *capital de roulement*, qu'il faudrait dire. Que le capital s'évalue et s'énonce en argent ou en or monnayé, ce n'est pas une raison pour qu'il soit une quantité d'argent ni d'or; c'est pourtant ce qu'on a imaginé; de là, des manières de s'exprimer qui se retrouvent dans la plupart des langues. Les Anglais disent *monnaie* (*money*), comme nous disons *argent*; ils appellent *marché à la monnaie (money-market)* ce qu'il faudrait nommer le marché au capital. Derrière toutes ces expressions est cachée une idée fausse. Prendre à la lettre ces mots, *l'argent est abondant*, lorsque les chefs d'industrie trouvent aisément le crédit qu'ils cherchent, c'est à peu près comme si l'on traduisait l'adage, que l'argent est le nerf de la guerre, en disant que les armes et les projectiles des soldats sont de ce métal.

aucun travail, l'air qu'on respire, par exemple : je laisse ici à l'écart cette richesse-là. (*Voir* Rossi, leçon 4 du 1er volume).

(1) Section IX, chapitre II.

L'incroyable transaction mentionnée plus haut (1), dans laquelle M. de Barbé-Marbois, ministre du Trésor au commencement du règne de Napoléon, s'était laissé entraîner, en parfaite honnêteté, par les machinations du fameux Ouvrard, ce qui avait abouti à faire sortir de la trésorerie nationale 141,800,000 fr., en échange de métaux précieux à prendre, comme on pourrait, au Mexique, au Pérou ou dans la Plata, avait pour origine cette illusion qui fait considérer les métaux précieux comme la richesse principale, comme le capital par excellence. La France, appauvrie par la révolution, qui avait dévoré le capital de la société, se traînait péniblement dans la carrière du travail. Tout le monde, depuis l'homme probe, qui était ministre, jusqu'au spéculateur audacieux, qui avait fait mouvoir les fils de l'intrigue, était persuadé que l'on procurerait à la France de ce capital qu'appelaient tous les vœux des manufacturiers, des commerçants, des cultivateurs, par l'opération qui consistait à échanger les ressources effectives de la France, véritables capitaux, contre des délégations sur les dépôts de métaux précieux, qu'on disait exister dans les ports de l'Amérique espagnole.

« Ce n'était pas seulement, dit M. Mollien, l'opinion « de quelques hommes, c'était encore alors un article « de foi parmi la plupart des hommes de finances, des « banquiers et des commerçants, que tous les embarras « dans les affaires publiques et particulières ne prove« naient que de l'absence des matières d'or et d'argent, « que la guerre retenait captives dans les comptoirs es« pagnols d'Amérique. Dans les cabinets des souverains, « comme dans les comptoirs, on justifiait tout par cette « locution commune : *l'argent manque*, *l'argent est rare*.

(1) Section VIII, chapitre III.

« Et parmi ceux qui virent arriver de Madrid un des fai-
« seurs de service du trésor de France, avec cent, peut-
« être cent cinquante millions de traites soi-disant
« payables en piastres à Mexico, Caracas, la Vera-Cruz,
« Buénos-Ayres, la Havane, je doute qu'il en fût un seul
« qui ne partageât le désir de voir réaliser ce secours au
« profit du continent, en commençant par la France.

« ...... Comme ce crédit était représenté par des let-
« tres-de-change qu'on pouvait supposer tirées sur des
« piastres sans restriction, à l'ordre des associés du sieur
« Ouvrard, on explique encore comment, au milieu des
« plaintes populaires sur la *rareté de l'argent*, un mi-
« nistre, qui souvent, pour des payements urgents, ne
« pouvait disposer que de valeurs à long terme sur les
« impôts, avait cru ne pas compromettre les intérêts
« du Trésor en échangeant des valeurs de cette nature
« contre des monceaux d'argent, qu'on lui affirmait être
« disponibles dans les dépôts américains (1). »

Dans cent ouvrages, qui ont honoré leurs auteurs et qui témoignent sous d'autres rapports d'une grande intelligence, dans cent inventions, qui ont obtenu pour un jour la faveur publique, et, plus d'une fois, pour le malheur des hommes, sont devenues des lois des États, cette fausse notion se présente, et elle y sert de pierre angulaire. Elle est au fond de tous les programmes en vertu desquels on a inondé ou voulu inonder de papier-monnaie la France et diverses contrées des deux hémisphères. C'était le fondement du Système de Law; c'est celui de mainte proposition qui a eu un succès de vogue, en des temps plus rapprochés de nous. Dernièrement, en 1848, dans le sein de l'Assemblée Constituante un projet qui s'était produit avec l'assentiment d'un des

(1) *Mémoires d'un Ministre du Trésor public*, tome II, page 15.

comités, mais qui, heureusement, fut écarté, et dont l'effet eût été de couvrir la France de papier-monnaie, sous le nom de *bons hypothécaires*, était à peu près de tout point renouvelé de Law, ainsi qu'on peut le constater en lisant le mémoire adressé par celui-ci au parlement d'Écosse; il reposait sur cette idée erronée, que, pour multiplier le capital, il n'y a qu'à multiplier le numéraire. L'agriculteur qui veut améliorer son domaine ou payer ses dettes, mais qui manque du capital nécessaire; le chef de nation qui a sur pied de nombreuses armées, et à qui l'impôt ne rend pas ce qu'il lui faudrait; le législateur, à imagination exaltée, qui voudrait, d'un coup de baguette, guérir radicalement la détresse publique, mais ne sait plus où prendre des ressources, se disent également que c'est le numéraire qui manque, d'où ils concluent qu'il n'y a qu'à en faire avec du papier. Ils trouvent des arguments spécieux pour persuader le public et s'en faire accroire à eux-mêmes.

Quand l'agriculture se plaint, et demande pour remède à ses maux l'émission de *bons hypothécaires*, par exemple, en s'écriant que l'argent est rare, elle est dupe de la métaphore en vertu de laquelle, dans le langage ordinaire, le capital est qualifié d'argent, uniquement parce que la monnaie, qui est d'argent, est la mesure du capital. Ce qui manque à l'agriculture chez nous pour prospérer, c'est du capital.

Ce qui fait la détresse publique, c'est la rareté du capital. Ce qui empêche les gouvernements belliqueux de retirer davantage des contribuables par l'impôt, c'est que la société sur laquelle ils opèrent n'a pas assez de capital pour pouvoir distraire quelque chose de plus de son revenu, sans mourir de faim. Ce qui maintient à un niveau bas le taux des salaires, c'est que, par rapport à la population, le capital est rare.

Certes, si l'agriculteur qui sollicite les bons hypothécaires, ou le gouvernement qui fabrique des assignats, avaient trouvé une mine d'argent riche comme le Potosi, ou une cachette remplie d'espèces dans laquelle on eût pu puiser indéfiniment, le problème qui les agite serait résolu. C'est que le métal précieux qu'aurait donné à peu de frais l'exploitation de la mine, ou qu'aurait fourni gratuitement le trésor, serait ou pourrait devenir à l'instant du capital bien réel, du capital bien disponible, du capital dont on trouverait l'écoulement sur le marché général. Mais il ne passerait pas, ou du moins il ne resterait pas une quantité bien forte de cet argent dans la monnaie du pays (1). Ou bien, s'il en demeurait dans le pays une notable proportion sous la forme de monnaie, c'est que l'argent aurait notablement diminué de valeur, par le fait de la trouvaille, qui aurait été fort abondante, et qu'en conséquence les transactions où il fallait auparavant 20 grammes de ce métal, en auraient exigé 25 ou 30. Dans ce cas, il y aurait un plus grand poids d'argent monnayé, mais la valeur échangeable de la masse totale de la monnaie n'aurait pas changé. En tout cas, il ressort de là que le *desideratum* n'était pas une plus grande quantité de monnaie, mais bien un surcroît de capital.

Il faut bien dire que l'erreur signalée ici, d'après laquelle le capital et la monnaie seraient une seule et même chose, n'est pas la seule qui ait vicié le système de Law, les assignats de la Révolution Française, les bons hypothécaires proposés, en 1848, à l'Assemblée Constituante, et toutes les autres combinaisons de papier-monnaie dont les gouvernements et les sociétés ont été

(1) Je fais ici abstraction de circonstances particulières qui pourraient se présenter. On en trouvera des exemples pages 399 et suivantes.

dupes. Il en est au moins une autre qui affectait profondément tous ces plans prétendus salutaires, et rendait la catastrophe inévitable : on les avait fondés aussi sur l'hypothèse, dont nous avons démontré la fausseté (1), que la monnaie est un *signe représentatif ;* tandis que la monnaie est une marchandise qui a sa valeur propre, et que, dans les transactions, elle figure à deux titres inséparables, celui de *mesure* et celui d'*équivalent* (2). Une fois admise la notion pleinement accréditée aujourd'hui encore chez le vulgaire (et que de personnes d'ailleurs distinguées sont du vulgaire sur ce point !), que la monnaie n'est qu'un signe, la logique menait tout droit à des inventions funestes.

Et, en effet, si l'on m'accorde d'une part que la monnaie soit purement et simplement un signe, d'autre part que la monnaie soit la même chose que le capital ou que la richesse, pour fournir du capital ou de la richesse à quiconque en réclame, ou à l'État qui est besogneux, je n'aurai qu'à multiplier le signe. Mais un signe pouvant être en papier aussi bien qu'en métal, on serait bien simple d'adopter pour signe une substance rare, comme l'or ou l'argent. C'est donc avec du papier que je battrai monnaie. En raisonnant de la sorte, on fabrique le billet de banque de Law, le *continental money* du premier Congrès des États-Unis, ou l'ancien rouble de papier, et l'on arrive aux fatales conséquences que signale l'histoire.

Si, lorsque l'autorité se laisse aller à ces dangereuses erreurs sur la nature de la monnaie, on lui objecte qu'il serait utile que le signe eût un gage, sous l'empire des sophismes qui la dominent, elle imaginera alors l'assignat

(1) Section I, chapitre III.

(2) Voir section I, chapitre I, le développement de cette définition de la monnaie.

de la Révolution Française, signe derrière lequel on disait que se trouvaient les biens nationaux, ou les bons hypothécaires, heureusement écartés par l'Assemblée de 1848, qui devaient avoir pour garantie une grande quantité de propriétés territoriales. Mais, du signe à la substance, dans l'un et l'autre de ces systèmes, la distance était excessive. Le détenteur de l'assignat n'était aucunement assuré de franchir cette distance quand il le voudrait, c'est-à-dire de se procurer avec cent mille francs d'assignats une quantité de terres qui, sur le marché, se troquât contre cent mille pièces d'argent du poids de 5 grammes au titre de 9/10 de fin. Il eut bientôt la certitude du contraire ; les règlements particuliers qui furent faits sur la matière, les conditions mêmes qui furent établies pour le payement des terres en assignats, rendirent ce troc impraticable. Ainsi un papier-monnaie, tel qu'était l'assignat, devait nécessairement se déprécier, c'est-à-dire cesser d'être au pair des métaux précieux.

Avec un gouvernement comme la Convention, pour qui rien n'était sacré, et qui multipliait indéfiniment le papier-monnaie, les assignats devaient tomber à rien ; avec tout autre gouvernement, sous l'empire de règlements mieux combinés, et avec une émission moindre, l'assignat eût encore été déprécié. C'est que chacun est parfaitement assuré d'avoir 5 fr. quand il tient 25 grammes d'argent au titre de 9/10 ; il ne l'est point s'il n'a que la promesse d'un coin de terre, de cette valeur, dit-on, qui est à prendre on ne sait où, on ne sait quand. Un morceau de papier n'est pas un champ. Le fût-il, ce ne serait pas une bonne monnaie encore. « Je puis mettre un écu dans ma bourse, je ne puis emporter votre terre sous le bras, disait Jacques Laffitte à un faiseur de projets. » Laffitte avait raison. La terre n'est pas une chose qu'on puisse monnayer, il y a beaucoup

de raisons qui s'y opposent. Nous avons rappelé plus haut les caractères qu'une substance devait avoir pour qu'on en fît de la monnaie (1), on peut voir si la terre les présente. Ces caractères sont méconnus ou omis par les personnes qui croient possible d'assurer parfaitement et indéfiniment le cours du papier-monnaie en y assignant des propriétés territoriales pour gage.

Les admirateurs des assignats, classe plus nombreuse en France qu'on ne pourrait le croire, disent qu'on aurait évité la catastrophe si l'assignat eût été plus aisément échangeable contre des terres de telles qualité et contenance. En effet, si les biens nationaux eussent été classés d'avance sur des registres publics, et qu'il eût suffi d'apporter le montant fixé, en assignats, pour devenir propriétaire, il est hors de doute que la chute de l'assignat eût été moins rapide et moins profonde, et le gouvernement révolutionnaire eût tiré du papier-monnaie un meilleur parti. Ce n'est cependant pas à dire que l'assignat fût resté au pair avec la monnaie, du moment que l'émission eût dépassé un certain point. Une certaine quantité d'assignats serait rentrée au Trésor national naturellement; mais la masse ramenée par ce reflux n'eût pas été indéfinie. Pour qu'elle l'eût été, il eût fallu que tous ceux aux mains desquels il venait des assignats trouvassent convenable d'avoir des terres; or, c'est une propriété qui ne convient pas à tout le monde, à beaucoup près. Le fournisseur qui avait livré à la république du fer ou du bronze pour fabriquer des armes; du drap, du linge, des cuirs pour vêtir les soldats; des chevaux, des blés, des matériaux de toute sorte, avait besoin, pour continuer son commerce, d'être remboursé autrement qu'en terres. Il eût pu les vendre, dira-t-on. Jusqu'à un certain point; quand on est pressé

(1) Section I, chap. I et II.



de vendre et que beaucoup d'autres personnes sont dans le même cas, on ne vend qu'à perte.

Le gouvernement alors consommait et souvent gaspillait, pour la défense du territoire, ou pour se soutenir, une énorme fraction de ce que nous avons appelé le capital de roulement de la société. Ce n'était pas avec des terres qu'on pouvait le remplacer, car des propriétés territoriales, quelque fertiles qu'elles soient, ne régénèrent pas immédiatement, ni même à bref délai, en quantité égale à leur valeur, le capital de roulement, qui est ce sur quoi la société vit, dans le sens matériel du mot. Dans des temps prospères, lorsque la société française fait des économies, c'est-à-dire, consomme moins qu'elle ne produit de ce capital, les particuliers peuvent, sans inconvénient, et même avec avantage, distraire tous les ans quelques centaines de millions du capital de roulement collectif de la société, pour les convertir en capital fixe. Mais ils ne sauraient faire plus, sans que la société fût exposée à des souffrances. Les articles dont se compose le capital de roulement deviendraient rares, insuffisants, et ils enchériraient. Or, du temps des assignats, ce n'était pas de deux ou trois cents millions qu'il s'agissait, c'était par milliards que la Convention mesurait ses émissions, et à cette époque, la société en bloc ne faisait pas d'économies, elle mangeait son fonds.

En un mot, quel qu'eût été le système adopté pour la vente des biens nationaux, et la rentrée des assignats par ce moyen, il était inévitable, du moment que l'émission était forte, que l'assignat fût déprécié par rapport à toutes les marchandises, par rapport aux métaux précieux en lingots ou monnayés comme à tout le reste. Ainsi le veut la loi, en vertu de laquelle la valeur des choses se règle par la proportion entre l'offre et la demande. Une chose est vraie : l'assignat eût pu n'être aucunement déprécié par rap-

port à la terre, aux biens nationaux du moins; mais c'est que la terre, surabondamment offerte, eût été elle-même avilie par l'effet de la même loi régulatrice des valeurs.

Après un délai plus ou moins bref, le papier-monnaie a toujours subi une dépréciation. Plus le gage a été éloigné, incertain, difficile à saisir, plus la dépréciation a été considérable et rapide. Pareillement, dès que l'émission a été exagérée par rapport au gage, la perte a été manifeste.

Si l'émission excède la quantité de monnaie qui aurait été nécessaire au service des transactions, lors même qu'elle serait loin d'excéder le gage, la dépréciation ne sera pas moins infaillible, et elle sera d'autant plus marquée que l'excès sera plus fort. Car la dépréciation aurait lieu alors, quand bien même ce qu'on émet serait en pièces d'or et d'argent, pourvu que celles-ci ne pussent être exportées, ce qui est bien le cas avec le papier-monnaie. Mais les hommes qui croient que la monnaie constitue le capital, la richesse même de la société, n'imaginent pas qu'il y ait de l'inconvénient à multiplier le signe qu'ils supposent être de la monnaie. Voilà pourquoi, après avoir émis du papier-monnaie de la façon la plus immodérée, les gouvernements, tant de fois, ont attribué à toutes sortes de motifs qui n'y étaient pour rien, à la méchanceté des hommes, à l'esprit de parti, l'avilissement qui ressortait de la nature des choses. Et puis, dans leur désir de renverser ces obstacles imaginaires, ils se laissaient aller à des mesures tyranniques, toujours sans résultat.

N'insistons pas ici davantage sur le papier-monnaie, je veux dire sur le papier légalement inconvertible en espèces, et sur les causes qui tôt ou tard en rendent l'avilissement inévitable. C'est un sujet qui sera traité avec plus de développement dans le volume suivant de ce Cours. Contentons-nous d'exprimer ici le vœu qu'on ne

tarde plus à révoquer le décret du 15 mars 1848, qui a changé les billets de la Banque de France et des banques des départements, de titres immédiatement convertibles en écus, en titres légalement inconvertibles, et qui a ainsi mis la France au régime du papier-monnaie. Les clauses restrictives, qui font partie du décret, l'ont empêché jusqu'ici d'enfanter des désastres, mais la pensée même du décret est pleine de périls. Qu'on n'oublie pas que le régime du papier-monnaie, alors même qu'il devait aboutir à une catastrophe, a presque toujours débuté avec une réserve qui a endormi la sagesse des peuples, et qui bientôt a fait place à toute sorte de témérités !

L'opinion que la monnaie est toute la richesse se produit sous une autre forme qu'il n'est pas rare de rencontrer même chez des personnes qui ont reçu de l'éducation, autant qu'on en donne en France à la plupart des jeunes gens des classes aisées. On prétend que le pays en bloc ne perd rien quand les particuliers ou l'État font des dépenses folles ou mal justifiées. L'argent ne sort pas du pays, dit-on. Rien de plus vrai ; dans la plupart des cas l'argent reste en France. Il n'est pas moins vrai cependant que si l'État dissipe le produit de l'impôt, c'est un malheur pour les contribuables dont le gouvernement doit pourtant prendre les intérêts en considération ; et, pour ce qui est des particuliers, nous ne saurions être indifférent à ce que l'un se ruine, même alors qu'un autre s'enrichirait du même coup. Mais, abstraction faite même de la sollicitude que méritent les contribuables, et de la commisération qu'il est convenable de ressentir pour un concitoyen qui perd sa fortune, il n'est point sans importance pour la richesse de la société que l'État ou les particuliers emploient leurs ressources de telle façon plutôt que d'une autre. Tel usage augmente la richesse de la société, tel autre la diminue, quoique la

quantité de monnaie reste la même dans le pays. Encore une fois, la monnaie est l'instrument par le moyen duquel s'échangent, les uns contre les autres, les objets ou les services, qui sont au pouvoir des divers particuliers, objets ou services dont l'ensemble compose la richesse de la société envisagée collectivement; mais elle n'est point cette richesse. La richesse de la société augmente quand augmente l'ensemble de ces objets et de ces services; je suppose qu'ils conservent d'ailleurs un certain rapport, non-seulement avec les besoins de la société, mais aussi entre eux. Elle diminue quand cet ensemble diminue. Or, parce que l'instrument qui sert à accomplir les échanges sera demeuré le même, sera-t-on autorisé à dire que l'ensemble des articles à échanger n'a pu décroître? Ce serait comme si l'on soutenait que, dans une fabrique de Mulhouse ou de Manchester, la fabrication et les profits restent au même point, du moment que les machines à carder, à filer, à tisser et à imprimer sont à la même place et dans le même état, quand bien même on n'y ouvrerait plus un seul kilogr. de coton.

Étrange idée qui ferait dépendre la prospérité des populations nombreuses de la France, de l'Angleterre, de l'Allemagne, du plus ou moins de succès avec lequel les Mexicains, ou les Péruviens, ou les laveurs d'or de la Sibérie, exploitent une vingtaine de gisements métallifères, car le nombre des localités qui font l'abondance ou la rareté des métaux précieux, n'est pas plus grand! Triste système d'après lequel la richesse des sociétés serait immobile, du moment qu'il n'y aurait pas une plus grande quantité de métaux précieux, lors même que les hommes feraient des prodiges heureux d'activité et d'intelligence, et qu'après s'être montrés empressés au travail, ils seraient âpres à l'épargne! Doctrine aveugle qui offrirait la même perspective de

richesse et de puissance sur le monde à deux nations dont l'une se composerait d'hommes industrieux, économes et tempérants, pendant que l'autre serait en proie à la paresse, à la dissipation et à l'orgie ! Une opinion pareille, véritablement, est justiciable de la morale publique plutôt que de la science, car elle confond les notions du juste et de l'injuste, du bien et du mal ; elle promet le même avenir au vice et à la vertu.

Il ne faut pas longtemps méditer pour comprendre que, si je dépense cent mille francs à donner des fêtes, ce sera à peu près cent mille francs de moins qu'aura la société. Cette somme aura passé aux marchands de comestibles et de vins, aux glaciers, aux épiciers, et il sera sorti des mains de ces personnes, pour tomber dans les miennes, une quantité équivalente d'objets. Mais une fois mes festins terminés, de la double richesse qui primitivement existait, d'une part dans leurs magasins, de l'autre dans mon coffre-fort, la première sera évanouie ; je me serai appauvri d'autant, et les fournisseurs ne se seront enrichis que du bénéfice qu'ils auront fait, bénéfice légitime, puisque c'est la rémunération de leur labeur ; ce sera 5,000 francs, par exemple. En résumé, la société aura perdu 100,000 francs, moins le profit de ces personnes, soit 95,000 fr. Si je consacre mes 100,000 fr. à ériger, à monter, à approvisionner, à tenir en activité une filature, dont le besoin était senti, ou à construire un pont que je suppose utile, une fois l'œuvre achevée, les fournisseurs divers auront, répartie entre eux, ma somme de 100,000 francs ; mais, à la différence du cas précédent, la livraison qu'ils m'auront faite sera représentée entre mes mains par un objet ou un ensemble d'objets équivalents. Des deux côtés, on demeurera nanti, et on le sera d'une chose que chaque partie estimera meilleure que celle dont elle s'est

dessaisie. S'il en est ainsi, la société, considérée dans son ensemble, non seulement ne se sera pas appauvrie comme dans l'autre cas, mais se sera positivement enrichie.

Il est si peu vrai que la richesse d'une société soit subordonnée à la quantité qui s'y trouve de métaux précieux monnayés ou propres à monnayer, qu'au contraire, on en fait la remarque, la quantité de monnaie pourrait changer considérablement, sans que la richesse de la société éprouvât un changement analogue, et, jusqu'à un certain point, un changement quelconque. Supposez que, à un instant donné, toutes autres choses restant les mêmes, il y ait tout d'un coup en France, en Angleterre, partout, deux pièces d'argent de 5 francs, ou deux pièces d'or d'un souverain, ou deux piastres, au lieu d'une. Admettez aussi, que ce phénomène d'un doublement subit ait lieu pour tous les autres articles en or et en argent. A partir du même instant, dans toutes les opérations d'achat et de vente, en vertu de la loi qui règle la valeur par le rapport de l'offre à la demande, deux pièces figureront au lieu d'une. Par le seul fait de cette multiplication, toutes autres circonstances demeurant les mêmes, la monnaie aura baissé de valeur, relativement aux marchandises, dans le rapport de deux à un, tout comme si, la quantité de monnaie restant fixe, la quantité de marchandises eût été réduite à moitié. Faisons la supposition contraire, que, par événement, la quantité d'or et d'argent diminue de moitié dans le monde. Lés pièces de monnaie se dédoubleront. Là où interviennent deux pièces de 5 francs, par exemple, il n'en paraîtra plus qu'une; la monnaie aura monté de valeur relative dans la proportion d'un à deux. Ce second changement, de même que le premier, n'affecterait pas la richesse de la société, en ce sens que la quantité des satis-

factions, des jouissances, des services reçus et rendus, resterait la même. Il n'y aurait de changement que sur un point : il deviendrait dans la première supposition plus aisé, dans la seconde plus difficile, de se procurer des ustensiles, ou des bijoux, ou des ornements en or ou en argent. Mais, sauf en ce point dont on ne doit pas méconnaître, mais dont il ne faut pas non plus s'exagérer l'importance, tout se passerait de même. Deux grammes d'or ou d'argent monnayés, dans le premier cas, feraient tout juste l'office que remplissait un gramme auparavant ; dans le second cas, deux grammes seraient remplacés par un seul, sans que de l'un ou l'autre remplacement rien souffrît dans les échanges, ni dans les satisfactions dont le désir ou le besoin motive ceux-ci.

Avec la plupart des autres objets, des changements semblables auraient une grande portée sur le bien-être des hommes. Il n'y a aucun moyen pour que 100 millions d'hectolitres de blé soient réduits à 50, sans que la société ait infiniment à en souffrir.

Les deux suppositions qui précèdent, 1° d'une grande multiplication et 2° d'une grande raréfaction des métaux précieux, se sont réalisées dans l'histoire. Du siècle d'Auguste au quinzième siècle de notre ère, la quantité de métaux précieux diminua fortement (1). Elle augmenta, dans un rapport plus fort encore, de la fin du quinzième siècle au dix-huitième. Sous Louis XII, un même poids d'argent ou d'or procurait beaucoup plus de jouissances que sous les empereurs romains. Le service des échanges était aussi bien fait avec la moindre quantité de métaux précieux qu'avec la plus grande. Toutes les autres circonstances relatives à la

(1) Quelques siècles avant Louis XII, les métaux précieux avaient été à leur maximum de rareté, mais peu importe ici.

production et à la répartition des services étant supposées les mêmes, la somme des satisfactions restait ce qu'elle avait été, sauf, répétons-le, le plaisir d'avoir des joyaux, de la vaisselle, ou des ornements d'or et d'argent, qui était fort amoindri. Mais on ne saurait douter que, par l'effet du progrès lentement accompli dans les arts utiles, la société européenne, en dépit de la diminution de l'approvisionnement en or et en argent, n'eût plus de bien-être à la fin du quinzième siècle et pendant la première moitié du seizième, quand l'influence des mines d'Amérique n'avait pu se faire encore sentir, que sous les Césars et pendant la brillante période des Antonins. Le changement opposé, qui s'opéra dans l'abondance des deux métaux, après la première moitié du seizième siècle, fut accompagné d'une forte dépréciation, de sorte qu'il fallut, dès le dix-huitième siècle et même auparavant, une beaucoup plus grande quantité de métaux monnayés, toutes choses égales d'ailleurs, dans les mêmes transactions. Le bien-être du genre humain ne fut pas augmenté par la multiplication des métaux précieux, si ce n'est en un point : tout ce qu'on y gagna fut de se procurer plus facilement, c'est-à-dire avec moins de labeur, ou de moindres services, ou le sacrifice d'une moindre propriété, les objets en or ou en argent, autres que des espèces, dont on pouvait avoir le désir. Assurément, depuis le milieu du seizième siècle, la masse du genre humain est devenue plus riche ; elle se donne plus de satisfactions ou s'en refuse moins ; mais la preuve que ce n'est point dû au surplus de métaux précieux, c'est que personne ne se hasarderait à soutenir que, sans la découverte de l'Amérique, les arts divers n'eussent pas reçu tous ou presque tous les perfectionnements à la faveur desquels se sont multipliés, pour une égale population, les objets et les services dont la consommation forme nos

satisfactions, et qui composent la richesse de la société. L'Amérique n'a pas laissé, certes, de fournir à l'Europe des produits nouveaux, sources de jouissances nouvelles; si le Nouveau-Monde n'eût pas été découvert, nous serions privés de ces jouissances-là. En outre, ce grand événement excita les intelligences et féconda ainsi le génie des inventeurs; de cette manière il contribua indirectement à accroître la richesse de la société (1). Je ne prétends donc pas que la découverte de l'Amérique ait été étrangère au progrès de la richesse qui s'est manifesté ensuite; mais on est fondé à nier que l'Amérique ait accru de quelque chose nos richesses par ses mines de métaux précieux, en tant que ces mines ont servi à multiplier la masse d'or et d'argent monnayés.

Ce que nous disons ici ne rabaisse pas la monnaie; nous n'en contestons pas l'utilité, nous la réduisons à ce qu'elle est; elle reste bien assez grande quand on en retranche ce qu'y ont ajouté l'imagination des uns et l'ignorance des autres. Les erreurs qui ont été répandues au sujet de la monnaie n'ont pas été sans prétexte : c'est en monnaie que s'évaluent et s'expriment les richesses diverses, en monnaie que se tiennent tous les comptes; c'est avec de la monnaie que nous paraissons nous procurer toutes les satisfactions, tous les plaisirs qui peuvent s'acheter. Celui qui possède une autre nature d'objets faisant partie de la richesse de la société, semble ne posséder qu'une puissance spéciale et restreinte. Du moment qu'il en a l'équivalent en écus, son domaine semble agrandi : il peut le placer dans telle région et tel ordre de faits qu'il lui plaira. Celui dont la fortune est facilement convertible en espèces est plus en mesure d'obliger

(1) C'est dans ce sens que j'ai dit, quelques lignes plus haut, *presque tous* les perfectionnements, au lieu de *tous*.

autrui que l'homme dont la fortune est d'un genre opposé. Un gouvernement, comme l'a fait remarquer M. J. S. Mill, qui recevrait le montant des taxes en nature, pèserait moins dans la balance du monde que ceux auxquels les impôts sont remis en numéraire, et lui-même s'estimerait moins. Un grand nombre d'appréciations, dont quelques-unes sont justes, mais dont la plupart sont au moins boiteuses, ont attiré à la monnaie l'estime et le respect sans bornes dont elle est entourée aux yeux du vulgaire. Les maîtres de l'Economie Politique ont dû travailler, comme ils l'ont fait, depuis Adam Smith surtout, à dissiper cette auréole mensongère, afin que la monnaie, de même que toute autre institution de l'industrie humaine, fût aperçue sous son véritable jour. La mythologie l'avait déjà fait avant eux : l'antique fable de Midas, qui est le plus dénué des hommes du moment qu'il a le don de convertir en or tout ce qu'il touche, montre mieux que beaucoup de raisonnements bien déduits combien se trompent ceux qui font consister dans l'or et l'argent en général, dans ces métaux monnayés spécialement, la richesse par excellence, l'unique richesse.

CHAPITRE II.

Comment une nation qui se développe augmente la quantité de sa monnaie pendant une certaine période, et, passé ce point, cherche à la réduire.

Il est de règle qu'un peuple qui commence ou qui est peu avancé en industrie, à moins que, par une exception toute spéciale, il ne possède des mines remarquables d'or et d'argent, n'ait qu'une petite quantité de monnaie. On a accumulé peu de capital ; tout ce qu'on en a consiste en diverses parties de l'attirail élémentaire de la civilisation : ce sont des ouvrages qui servent à

l'appropriation du sol, des moyens de culture, des bâtiments d'exploitation, des outils, quelques machines et des matières premières pour les fabrications les plus nécessaires. Dans une société comme je la suppose, on n'a pu encore se procurer un grand approvisionnement de métaux précieux, par beaucoup de raisons. Sous une autre forme que la monnaie, c'est un article de luxe, le superflu de la civilisation, et on a été au plus pressé. Sous forme de monnaie, on n'en éprouve pas le besoin d'une manière aussi intense que dans un système social plus perfectionné : la division du travail existe à peine; chaque famille, ou chaque groupe d'individus constitué sur la base d'une communauté plus ou moins intime et hiérarchique, se suffit en produisant presque tous les articles qu'il lui faut. Les échanges intérieurs étant peu développés en nombre et en grandeur, à quoi donc servirait d'avoir en grande quantité, pour le service des échanges, une marchandise chère, telle que l'argent ou l'or ? Dans la plupart des cas, la société dont il s'agit a beaucoup de peine à se procurer de l'or ou de l'argent par la voie du commerce extérieur, parce que le pays, en l'absence de la division du travail, vit pour ainsi dire sur lui-même, et il est déjà bien embarrassé pour solder, par le surcroît de sa production en denrées communes, les articles manufacturés les plus indispensables qu'il est forcé de tirer du dehors. C'est que, dans la plupart des cas, la société que je suppose n'exportera qu'avec la plus grande difficulté ces denrées communes, quoique la terre les lui livre à bas prix : on est dépourvu de moyens de transport. On n'a pu établir de bonnes routes, et d'ailleurs le roulage est un mode dispendieux de déplacement. A plus forte raison manque-t-on de canaux ou de chemins de fer. Ce serait seulement dans le cas où l'on aurait à sa porte un fleuve naturellement navigable

qu'on enverrait avantageusement au marché général les articles de ce genre dont on dispose.

Abraham devait faire peu d'usage de la monnaie, non-seulement parce qu'il avait peu de besoins, mais plus encore parce que ses serviteurs faisaient eux-mêmes presque tous les objets qui étaient nécessaires au patriarche et à la tribu groupée autour de lui. La société féodale était dans le même cas. Le seigneur recevait non des écus, mais des redevances en denrées et en articles divers de consommation, ou des services personnels. Il rétribuait les hommes qu'il employait lui-même au moyen des approvisionnements qu'il avait en magasin. Le clergé était rémunéré de ses peines par la dîme en nature.

La plupart des colonies, à l'origine, à moins qu'elles n'aient été placées dans des contrées naturellement riches en métaux précieux, ont, sous ce rapport, offert de l'analogie avec la société patriarcale et la société féodale.

Aux États-Unis, primitivement, chaque famille tirait de son propre fonds son grain, sa viande, ses légumes, quelques fruits, et c'est ainsi qu'on vivait. La mère de famille entourée de ses filles, de même que la matrone romaine au temps des Fabius et des Scipion, tissait les vêtements avec la laine du troupeau ou le chanvre de l'enclos. On avait très-peu de luxe et, par conséquent, peu de mobilier. De ses industrieuses mains, le cultivateur fabriquait lui-même une partie de ses outils. Ce qu'on ne produisait pas soi-même on tâchait de se le procurer par un troc avec les voisins.

M. Gallatin, témoin oculaire de l'état des choses qui suivit immédiatement la conquête de l'indépendance dans la Pensylvanie, nous donne une idée exacte de ce qu'était l'occident de cet État, région qui naissait alors à la culture et à la civilisation. On y était dépourvu d'espèces métalliques, et comment s'en serait-on procuré? On ne

produisait que des articles pesants, qui n'eussent pu être transportés avec avantage, à une certaine distance, que sur les plus économiques des voies, et on n'avait de celles-ci d'aucune espèce. On récoltait des grains et d'autres produits agricoles de grand encombrement, mais après qu'on s'en était servi pour soi, on n'en avait que faire. Deux articles indispensables que les colons ne produisaient pas, le sel et le fer, absorbaient la valeur de tout ce qu'ils pouvaient faire sortir de leurs vallées. C'était par le troc avec les familles du voisinage qu'on obtenait ce qu'on ne tirait pas de son fonds.

On aurait pu attirer des métaux précieux dans la contrée pour le service des échanges, si les personnes qui venaient s'y établir y fussent arrivées avec du capital; mais les émigrants d'Europe ou du littoral immédiat n'apportaient avec eux que leur amour du travail.

Les substituts légitimes de la monnaie qui en tiennent lieu dans une civilisation avancée, et dont nous parlerons bientôt, n'existaient pas; moins peut-être parce qu'ils étaient imparfaitement connus des colons, que parce qu'ils exigent à côté d'eux la présence d'une certaine proportion de monnaie, et celle-ci manquait à peu près absolument.

A cette pénurie le crédit ne pouvait suppléer : les villes du littoral, qui de nos jours sont d'opulentes métropoles, n'étaient alors ni grandes ni riches, et l'Europe n'avait pas de capital disponible qu'il lui convînt d'envoyer, par manière de prêt, de l'autre côté de l'Atlantique.

Pendant la fin du dix-huitième siècle et même le commencement du dix-neuvième, toute l'Amérique du Nord en fut là. A plus forte raison en avait-il été de même sous le régime colonial, et c'est ce qui fait comprendre les difficultés que les provinces britanniques en Amérique eurent, dans leurs rapports entre elles et avec la métro-

pole, au sujet du numéraire. C'est ce qui rend compte de l'invincible penchant qu'on y avait pour le papier-monnaie.

C'est aussi ce qui explique et légitime les inventions qu'on imaginait pour suppléer les métaux précieux par d'autres marchandises érigées en numéraire.

A cet effet, on choisissait quelque denrée locale qui fût d'un débit plus assuré que le reste, comme le tabac, et on l'investissait de l'attribution distinctive de la monnaie, en lui donnant cours légal dans toutes les transactions. Ainsi, en 1618, le gouverneur de la Virginie statua que cette feuille serait prise en payement sur le pied de trois schellings la livre, sous peine de trois ans de travaux publics. Dans le Massachusetts, en 1641, l'assemblée ordonna que le blé fût reçu en acquittement des dettes, et, deux ans après, ce privilége fut étendu au wamponpeag, objet que les Indiens recherchaient et dont ils usaient eux-mêmes comme d'une monnaie (1). En 1660, cinquante-sept ans après la fondation de la colonie, le tabac servait encore de monnaie courante dans la Virginie (2).

Dans ces conditions, on est fondé à dire qu'un pays a peu de monnaie parce qu'il est pauvre; tout comme on peut attribuer cette pauvreté à deux causes principales : l'une, le manque de capital, et la difficulté d'en faire; l'autre, l'absence de la division du travail. A la rigueur, cette deuxième cause, qui elle-même est un obstacle à la formation du capital, peut être envisagée comme découlant de la première.

Les colonies continentales de l'Angleterre en Améri-

(1) Gouge, *A short History of Paper-Money and Banking in the United States*, chapitre I.

(2) Bancroft, *History of the United States*, tome I, page 229, édition Baudry.

que parvinrent quelquefois à avoir une certaine quantité d'or et d'argent; elles le retiraient, non de l'Europe, mais bien des colonies espagnoles, avec lesquelles des hommes entreprenants avaient établi un commerce interlope. Un hôtel des monnaies fut fondé dans le Massachusetts dès 1652, un autre vers 1662 dans le Maryland. Le motif allégué dans le préambule de la loi du Maryland était que la colonie restait fort arriérée dans le commerce, faute de numéraire (1). Mais cette création n'approvisionna pas le pays en métaux précieux : les relations clandestines des colonies continentales avec le Mexique et le Pérou ne furent pas encouragées par la métropole, qui se les réservait à elle-même ; elles durent même cesser.

La dépendance dans laquelle le Parlement obligeait les consommateurs des colonies à vivre, envers les manufacturiers de la métropole, et l'interdiction décrétée contre le trafic régulier des colonies continentales de l'Amérique du Nord avec l'étranger, perpétuaient la pénurie des métaux précieux parmi les colons. La balance du commerce avec la Grande-Bretagne tendait sans cesse à être à leur désavantage, de sorte qu'au lieu d'en recevoir des métaux précieux, c'étaient plutôt eux qui auraient dû y en envoyer. Car, par une aberration où une aveugle cupidité a souvent entraîné l'esprit humain, on voulait qu'ils tirassent de la métropole presque tous les objets manufacturés, le fer même, quoiqu'ils en eussent des mines abondantes ; et excepté le tabac et le riz, qui encore ne venaient que dans les colonies du Sud, il n'y avait pour ainsi dire aucun article pour lequel la Grande-Bretagne pût leur offrir un débouché. Le bas

(1) Les hôtels des monnaies de Boston et de Baltimore sont les seuls qu'aient eus les États-Unis avant l'indépendance. Ils ont depuis longtemps cessé d'exister.

prix des blés indigènes et des aliments en général dans la Grande-Bretagne, à cette époque, se joignait à la difficulté des transports dans le nouveau continent, pour empêcher les colons d'exporter du blé et des salaisons. La Grande-Bretagne, alors, exportait des grains au lieu d'avoir besoin de ceux du dehors. On entravait la navigation des intrépides marins de la Nouvelle-Angleterre, pour satisfaire les armateurs anglais. On interdisait même certains échanges entre deux colonies limitrophes (1). S'il avait été en leur pouvoir d'exercer librement leur industrie, de choisir un marché, comme vendeurs, pour le placement de leurs denrées, un marché, comme acheteurs, pour l'acquisition des articles nécessaires à leur consommation qu'ils ne produisaient pas, avec une même quantité de travail les colons eussent rapidement amélioré leur sort. Économes comme ils l'étaient, ils auraient pu composer du capital, et de ce capital formé par leur infatigable activité et par leur esprit d'épargne, une partie se fût naturellement convertie en or et en argent monnayés.

Dans leur embarras, les gouvernements coloniaux, quand ils étaient invinciblement ramenés aux métaux précieux, par les maux qu'occasionnait le papier-monnaie, ou par l'impossibilité de faire le commerce avec une monnaie aussi grossière que des carottes de tabac, tentaient de lutter contre la rareté de l'argent, en lui attribuant une plus grande valeur d'échange, comme s'il y avait eu besoin de décrets pour cela faire. C'est de cette manière qu'il y avait ce qu'on nommait le numéraire colonial (*colonial currency*), où la livre sterling était une quantité d'argent moindre que dans la Grande-Bretagne.

(1) *History of the United States*, de Bancroft, tome III, pages 384 et suivantes, édition Baudry.

Cet expédient ne servait de rien. Les prix se réglaient doublement en monnaie de la métropole et en monnaie coloniale, sans que les conseils coloniaux s'y pussent opposer, et on demandait de celle-ci une quantité plus forte dans la proportion de la différence des deux livres sterling. Il ne résultait de cette innovation qu'un peu plus de complication dans les écritures du commerce. En laissant les choses suivre leur cours naturel, au lieu de dire : tel article vaut 5 livres sterling des colonies, mais la livre sterling des colonies ne vaut que les quatre cinquièmes de celle de la métropole, on eût dit : cet article a une valeur de 4 livres sterling. La formule eût été plus sincère, elle eût mis exactement la même quantité d'argent dans la poche du vendeur, et elle en eût conservé tout autant aux colonies.

Au sein des nouveaux États qui se forment chaque jour, pour ainsi dire, dans l'Amérique du Nord, on souffre bien moins que dans les premiers établissements de la rareté de la monnaie. C'est dû à un assez grand nombre de causes, qui toutes, cependant, rentrent dans ces deux-ci : 1° Les colons actuels ont la disposition d'un capital beaucoup plus fort que leurs prédécesseurs ; 2° la nature, les lois, les arts, leur permettent avec le reste de l'Union et du monde, un commerce profitable, à la faveur duquel il leur est plus facile d'obtenir ce qu'il leur faut de métaux précieux.

Ils ont la disposition de plus de capital, parce que, personnellement, à leur point de départ, ils sont moins pauvres, et qu'à leur aisance personnelle le crédit joint ses bienfaits, soit qu'il émane des métropoles du littoral, comme Boston, New-York, Philadelphie, Baltimore, la Nouvelle-Orléans, ou des cités de l'intérieur, comme St-Louis, Cincinnati, Louisville ; soit qu'il vienne, par des canaux plus ou moins indirects, de l'Europe elle-même.

Ils trouvent dans la nature, dans les grandes créations

des arts, dans les inventions qui forment l'arsenal de l'industrie moderne, dans leurs lois générales ou particulières, les moyens de nouer avec leurs compatriotes des autres États, et avec le reste de la civilisation au loin, un commerce avantageux parmi les retours duquel il leur est possible de comprendre un approvisionnement convenable de métaux précieux. La nature a doté ces nouveaux États de fleuves et de lacs admirables par la facilité qu'ils offrent à la navigation. Le génie d'un de leurs concitoyens, Fulton, a suscité le bateau à vapeur sur lequel on franchit de grandes distances en peu de temps et avec un bon marché (1) qui réellement tient du prodige. Par leurs propres ressources, ou par un judicieux emploi du crédit, ils ont construit des canaux et des chemins de fer qui se coordonnent avec les fleuves et les lacs. La liberté du commerce est complète dans l'intérieur de l'Union; elle est assez étendue entre l'Union américaine et les autres peuples pour que les États nouveaux placent, même en dehors de l'Union, dans le monde entier, une grande quantité des denrées qu'ils sont parvenus à produire en masse à bas prix, notamment des salaisons et des farines au Nord, des cotons au Sud, sans parler des produits de l'industrie manufacturière, où les Américains commencent à exceller.

(1) La navigation à vapeur, en général, est plus chère que le transport sur des barques halées par des chevaux; en Europe, la différence est très-grande, au désavantage de la vapeur. Sur les grands fleuves de l'Ouest des États-Unis, où s'établissent les nouveaux États, elle est, au contraire, par exception, à plus bas prix que le transport ordinaire sur les canaux, et elle est d'ailleurs exempte du péage assez élevé qui grève celui-ci dans l'Amérique du Nord (Voir le *Cours* de 1841-42, leçons 10, 11 et 12). J'ai donné des détails plus circonstanciés, au sujet du prix de transport sur les fleuves de l'Ouest et sur les canaux de l'Amérique du Nord, dans les *Intérêts Matériels*, 3e part., chap. II, et plus encore dans l'*Histoire et Description des voies de communication aux États-Unis*, t. I, p. 243 et suiv., 364 et suiv., 439 et suiv., et t. II, p. 188.

Quand une communauté a résolu le triple problème d'avoir en abondance une denrée d'exportation, de posséder les moyens matériels de l'exporter et d'en avoir de par la loi la liberté, qu'elle ait des mines ou non, ce ne sont pas les métaux précieux qui lui manquent ; elle s'en procure aisément ce qu'il lui faut, comme de toute autre richesse.

En pareil cas, la division du travail peut être médiocrement développée encore dans le sein de la communauté, pour chacun des habitants par rapport à ses voisins ; mais elle est manifeste et tranchée, pour la communauté, par rapport aux États voisins et au monde ; elle existe non sur des bases artificielles, comme celles sur lesquelles repose encore le système colonial de la plupart des peuples, mais sur le fondement le plus naturel, le libre choix des hommes ; elle est féconde et on en recueille les fruits.

Provisoirement, nous ne nous arrêterons pas ici à cette circonstance, qu'aujourd'hui, par le moyen de diverses combinaisons et de divers expédients d'une origine moderne, dont le crédit est la base, les nouveaux États de l'Union subviennent à leurs transactions intérieures avec une quantité de métaux précieux bien moindre que ce qu'il en eût fallu aux premiers États sous le régime colonial, toutes choses égales d'ailleurs.

Parmi des nations anciennes, mais peu avancées, on trouve des personnes, en très-petit nombre, qui possèdent une forte quantité d'or et d'argent monnayés. En Turquie, chez les Arabes, dans les États barbaresques et dans la majeure partie de l'Asie, des personnages puissants ou des chefs de tribus en ont des sommes considérables ; mais ces espèces ne circulent pas, elles sont enterrées : ce sont des trésors qu'on doit considérer presque comme des mines et

non comme de la monnaie. Dans ces mêmes contrées, la circulation des métaux précieux est très-restreinte. L'or et l'argent y commandent beaucoup de travail; c'est qu'on a très-peu de moyens de s'en procurer. Sous l'influence de diverses causes sociales, politiques, économiques, on a peu d'articles de commerce à exporter, et on éprouve vivement le besoin des objets manufacturés que les peuple civilisés produisent; si bien que l'exportation de matières premières, à laquelle on peut fournir, balance à peine l'importation des productions de l'industrie étrangère, autres que l'or et que l'argent, desquelles on ne peut se passer. Les métaux précieux qu'on a dans des pays pareils proviennent, en majeure partie, d'avanies dont un pacha aura frappé le commerce étranger, de subsides dont des spéculateurs du dehors auront payé quelque monopole temporaire, ou de déprédations du genre de celles que commettaient les corsaires.

Tout pays, neuf ou ancien, qui sera caractérisé par une grande rareté du capital et par l'absence de mines d'or ou d'argent, présentera toujours la circonstance d'une monnaie peu abondante ou même très-rare. On y pratiquera à un degré marqué le troc en nature.

L'esprit conçoit, et l'expérience révèle certains modes d'organisation industrielle et sociale où l'absence de la monnaie n'est pas cependant incompatible avec un certain degré de prospérité.

Tel serait le cas d'une population qui, non-seulement se consacrerait presque tout entière à une production unique d'une nature fructueuse, et retirerait du dehors, par la voie des échanges, en retour de cette production spéciale, la majeure partie des autres articles qu'il lui faudrait, mais qui de plus se constituerait en groupes, formés d'un assez grand nombre d'individus unis par des

liens, coercitifs ou non (ce n'est pas ce qui importe ici), d'une nature telle que chacun fût approvisionné de tout ce qu'il désire, ou de tout ce qu'on juge à propos de lui accorder, aux dépens d'un magasin commun. Par la similitude de la production, d'un groupe à l'autre il n'y aurait pas lieu de commercer, et, par conséquent, d'employer la monnaie. Par l'organisation particulière des groupes, la monnaie n'aurait guère à intervenir davantage dans le sein de chacun d'eux, pour approvisionner les individus en objets tirés du dehors.

Envisageons, par exemple, un des États du Sud de l'Union américaine, tels qu'ils étaient jusqu'à ces dernières années : ils ne produisaient, avec du maïs et du bétail pour la nourriture des esclaves, rien de plus que du coton, article qui s'y cultive avec beaucoup de succès et qui s'exporte en Europe et dans les États du Nord de l'Union. La constitution sociale, en pareil cas, a de l'analogie avec le régime des patriarches. Une grande partie de la population est, à titre d'esclaves, au service de quelques chefs de famille, et tire des greniers et des magasins du domaine même tout ce qu'il lui faut : par rapport à elle, la monnaie serait une machine inutile. Les villes, qui sont le siége naturel de la division du travail, sont peu nombreuses ou peu considérables. Ainsi, quoique ces États du Midi de l'Union fussent déjà passablement riches, il y a un quart de siècle, on y voyait peu de monnaie, et on n'y en aurait pas vu beaucoup, quand bien même toute espèce de numéraire (1) aurait été remplacée

(1) Voir page 47, la distinction entre la monnaie et le numéraire. En Amérique, depuis le commencement du siècle, le billet de banque a un grand développement et remplace la monnaie, c'est-à-dire les métaux, dans les transactions de la vie commune, même dans la plupart des plus modestes. Le numéraire de l'Amérique se compose de plus de billets de banque que d'écus. Il y a cependant de ces derniers; le billet de banque

par des écus. Ici la rareté des espèces, ou, pour parler plus généralement, du numéraire, était la conséquence du système de culture et d'organisation industrielle que les habitants, les maîtres au moins, avaient volontairement adopté ; ce n'était pas une nécessité qu'ils subissaient.

Cependant la division du travail, par le progrès des temps, a tendu à s'impatroniser dans les États du Midi eux-mêmes. La richesse en croissant a appelé le luxe, et avec lui des industries accessoires ; en dernier lieu, des manufactures s'y sont ouvertes où l'on met en œuvre le coton que jusque-là on expédiait aux États du Nord ou à l'Europe. L'organisation industrielle se complète en se compliquant, les échanges se multiplient. C'est ainsi que les États du Midi ont, actuellement, pour une même population, plus de numéraire qu'il y a trente ans. Le numéraire a suivi le progrès de la division du travail et celui de la richesse, de moins près cependant que dans le Nord.

L'empire de Russie, par l'effet de la constitution sociale qui appartient encore à la majorité de ses provinces, offre un exemple analogue à celui des États du Sud de l'Union américaine.

.... « Dans l'intérieur de l'empire, disait Storch il y a « trente-cinq ans, la division du travail n'a fait jusqu'ici « que peu de progrès; les habitants de la campagne, et « même en bonne partie ceux des villes de province, ce « qui fait la très-majeure partie de la population, pour- « voient encore par leur propre industrie à tous leurs

même exige impérieusement la présence d'une certaine quantité de monnaie. On verra au chapitre suivant comment le billet de banque et d'autres instruments se substituent à une partie plus ou moins grande de la monnaie. C'est une série d'idées à développer à part. Le *compte courant* joue aussi un grand rôle en Amérique ; voir à ce sujet, p. 414, *note* 3.

« besoins; dans la plupart des villages, le paysan pour-
« rait se passer entièrement de numéraire, si ce n'était
« pour payer les contributions publiques, et pour ache-
« ter du sel, de l'eau-de-vie, et quelques ustensiles de fer
« qu'il ne peut se procurer autrement qu'à l'aide de l'ar-
« gent. Encore ne fais-je pas mention de ces peuplades
« de chasseurs et de pêcheurs qui ignorent absolument
« l'usage du numéraire, et dont les contributions mêmes
« se payent en fourrures ou sont évaluées en services (1). »

Aujourd'hui, dans l'empire de Russie, l'état des choses décrit par Storch est changé à un degré appréciable, ce qui ne veut pas dire cependant que la monnaie, ou ce qui la représente communément, y soit aussi abondante qu'en France ou en Angleterre; il s'en faut de beaucoup.

Jusqu'à un certain point donc, à mesure qu'une nation devient plus industrieuse et plus riche, la quantité de monnaie qu'elle réclame pour son usage va en augmentant. On est fondé à dire qu'il est, pour les sociétés, un âge pendant lequel la multiplication de la monnaie est l'indice du progrès de la richesse, et en donne la mesure.

Mais aussi bien, un moment arrive où toute relation cesse entre la quantité de monnaie que la société possède et l'accroissement réel de la richesse, et déjà le lecteur a pu le pressentir, puisque nous avons mentionné des signes ou des titres qui représentent les espèces (2). La preuve en est auprès de nous, et dans notre propre sein. La France a deux ou trois fois plus de métaux monnayés que l'Angleterre; l'Espagne en a beaucoup plus que les États-Unis : l'Angleterre, pourtant, est bien plus riche que la France, et la richesse des États-Unis

(1) Storch, *Économie Politique*, tome IV, de l'édition de Paris, p. 232.

(2) Répétons qu'il en sera parlé spécialement au chapitre suivant.

est aujourd'hui autrement grande que celle de la Péninsule ibérique.

C'est que, une fois à un certain point, une nation intelligente s'applique, non pas à accroître la masse de métaux précieux monnayés qui sert à ses échanges, mais bien à perfectionner son mécanisme commercial, de manière à accomplir la plus grande quantité possible d'échanges avec le moins d'espèces. Les métaux précieux convertis en monnaie ne sont point inutiles à la production, en ce sens qu'on ne produit que ce qu'on est assuré de vendre, et la présence de bons et sûrs instruments d'échange est une des conditions d'une vente facile et avantageuse. En cela, cependant, la monnaie ne concourt à l'acte de la production que d'une façon indirecte. C'est un intermédiaire avec lequel on peut se procurer les éléments de quelque industrie que ce soit, machines, matières premières, main-d'œuvre; mais, à chaque instant, tout ce qu'on retient de monnaie, au delà de ce qui serait strictement nécessaire, est par cela même d'une complète stérilité, comme, au surplus, ce qu'on pourrait, sans inconvénient présent ou futur, se dispenser d'avoir d'un instrument quelconque. Les écus qui, par l'effet d'usages commerciaux arriérés, restent de trop dans le mécanisme des échanges, ne sont pas plus utiles à une nation, ne contribuent pas plus à créer une nouvelle richesse que si un génie malfaisant les eût convertis en pierres.

Un État où l'on garde deux ou trois milliards de métaux monnayés, alors qu'on pourrait subvenir aussi bien à tous les échanges avec la moitié, se prive volontairement de toute la richesse que pourrait lui procurer un capital d'un milliard ou de quinze cents millions, qu'on emploierait, par exemple, à ouvrir des chemins, à acheter des semences, du bétail, des machines, des engrais; à

payer les salaires d'une population industrieuse, ou à fonder des écoles. En agissant ainsi, on paye fort cher son attachement à des habitudes surannées et à des formes de comptabilité vicieuses ; on porte la peine de l'ignorance où l'on s'est tenu des améliorations conçues et mises en pratique par les autres.

CHAPITRE III.

Comment le mécanisme industriel, en se perfectionnant, permet de se livrer à une même quantité de transactions avec une quantité moindre d'espèces. — Les métaux précieux remplacés en grande partie par le crédit.

L'usage de thésauriser retient sans utilité, chez plusieurs nations, une assez grande quantité de métaux précieux monnayés. C'est une mauvaise habitude qu'il faut combattre, qui ne disparaîtra cependant que lorsque la sécurité sera devenue complète chez les peuples qui l'ont contractée ; elle se perpétuera donc indéfiniment chez les nations qui sans cesse se livrent à des agitations violentes, chez celles qui sont soumises à une autorité spoliatrice ou exposées à des incursions de barbares. La monnaie qu'on thésaurise doit être considérée comme n'ayant plus rien de commun avec les opérations journalières du commerce. C'est autant de retiré du mécanisme des échanges. Il est une autre coutume, legs des temps de méfiance, qui agit sur la masse d'espèces monnayées nécessaire au service des transactions, pour l'enfler dans une forte proportion ; c'est d'avoir chacun une caisse à domicile, et d'effectuer soi-même ses recettes et ses payements. Tous ces fonds de caisse individuels, qui

attendent un emploi, composent, à tout instant, dans un grand État, une très-grosse somme. Les nations dont les idées commerciales sont avancées ont imaginé et adopté quelques dispositions organiques, moyennant lesquelles la majeure partie de cette richesse stagnante devient un capital actif.

A l'isolement et à la dispersion, le remède naturel gît dans la centralisation. Il faut que, quelques hommes devenant les caissiers de tous, le service des payements et des recettes se fasse par leur entremise. Ils y subviendront facilement avec une fraction du numéraire qui, auparavant, restait épars dans les caisses particulières. Si l'on établit ensuite une autre centralisation parmi ces agents eux-mêmes, on portera le mécanisme à un haut degré de simplicité et de perfection. Ces deux degrés de centralisation existent très-distinctement à Londres. Là, non-seulement les chefs d'industrie, mais tous ceux qui ont quelque aisance, s'abstiennent de garder chez eux du numéraire, si ce n'est cette quantité insignifiante qu'on peut appeler l'argent de poche. On dépose tout ce qu'on a d'espèces chez son banquier (*banker*), qu'on devrait plutôt qualifier de caissier. Tous les payements journaliers, commerciaux ou domestiques, que chacun faisait autrefois en tirant des écus de sa caisse propre, s'opèrent par le moyen d'une traite à vue (*check*) que le débiteur délivre sur son banquier. Le créancier, à qui la somme a été remise, l'apporte à un autre banquier, dont il est le client, ou plutôt il remet le *check* à celui-ci. Chaque jour, dans l'après-midi, tous les banquiers se font représenter par un de leurs commis dans un bureau central (le *Clearing-House* ou Chambre de Liquidation), où ils échangent les traites qu'ils ont à recevoir contre celles qu'ils ont à payer, et ainsi un immense mouvement de fonds se ré-

duit au versement de quelques balances. Je lis, dans un document parlementaire, que pendant tout le cours de l'année 1839, avec 66,275,600 liv. sterl. en numéraire (1), on a liquidé dans le *Clearing-House* une masse d'engagements montant à 954,401,600 liv. sterl. En moyenne, quotidiennement, 200,000 liv. sterl. ont tenu lieu de 3,000,000. C'est la proportion d'un pour 15 (2).

Indépendamment des deux degrés de centralisation représentés, le premier, par les *bankers*, le second, par l'institution du *Clearing-House*, on doit en signaler un troisième, qui résulte d'un premier mode d'intervention de la Banque d'Angleterre. Elle fait, par rapport aux *bankers*, ce que font ceux-ci relativement aux particuliers. Elle est la dépositaire de leurs fonds en *compte courant* (3). Et ainsi, il n'y a plus, dans cette opulente ville, qu'une seule caisse, autour de laquelle tout se meut, où tout entre et de laquelle tout sort. De cette manière, tout se passe avec une économie extrême de démarches, avec un tout petit déplacement de numéraire, et se réduit, ou peut se réduire à peu près, à quelques lignes d'écritures sur les livres de la Banque, pour transporter les sommes du crédit de l'un au crédit de l'autre.

(1) Presque tout en billets de la Banque d'Angleterre. On va voir bientôt (page 416) comment le billet de banque se substitue aux espèces.

(2) *Banks of Issue*, second rapport, 1841, page 320.

(3) Toutes les personnes qui sont dans les affaires savent très-bien ce que c'est que d'être en compte courant avec une banque ou un banquier. On a, à la Banque ou chez le banquier, un crédit ouvert; ici, les crédits résultent de ce que des sommes ont été déposées à la Banque par les particuliers ou pour eux. La Banque inscrit à l'actif de ceux-ci toutes les sommes qu'ils versent, ou qu'elle reçoit pour eux, à leur débit toutes celles qu'ils retirent personnellement, ainsi que le montant de tous les mandats par eux délivrés sur la Banque, soit que la Banque les ait acquittés en espèces ou en billets, soit qu'elle les ait transférés au crédit d'une autre personne avec qui elle est aussi en compte courant.

Les banquiers, qui ont reçu les dépôts des particuliers, les emploient à leurs opérations propres, sous leur responsabilité personnelle ; et l'un des effets de cet emploi, est que les métaux précieux qui formaient la monnaie en excès, sont convertis en lingots, exportés, ou utilisés comme matières premières dans les arts. Seulement, les banquiers ont des précautions à prendre, afin d'être en mesure de toujours répondre aux demandes d'espèces, que sont en droit de leur adresser, à chaque instant, les particuliers dont ils sont les dépositaires (1).

Dans tous les pays dont l'éducation commerciale est faite, le même système se retrouve, sauf des nuances plus ou moins marquées. Le plus ordinairement, ce sont les banques publiques qui remplissent l'office dont, à Londres, se chargent les *bankers*. C'est ce qui a lieu presque partout dans les Iles-Britanniques et aux États-Unis. A Paris, un très-grand nombre de commerçants sont en compte courant avec la Banque de France ; ils lui livrent leur numéraire sans exiger d'elle aucun intérêt, à la charge, par elle, d'effectuer pour eux les encaissements à domicile, et d'acquitter, de leurs fonds, les mandats qu'ils délivrent sur elle. Le service des recouvrements qu'elle fait au dehors, pour les particuliers, est extrêmement étendu, et c'est une des dépenses de l'institution.

Je lis dans M. Tooke (2) que, depuis 1825 particulièrement, les différents modes de centralisation, tant celui qui consiste en ce que les particuliers se groupent autour des banquiers, que celui qui concentre à la Banque

(1) Nous ne nous occupons pas en ce moment de ce que les particuliers, au lieu d'exiger des espèces de leurs banquiers ou caissiers, acceptent d'eux des billets de banque. C'est ce qui sera expliqué dans la suite du présent chapitre.

(2) *History of Prices*, I, *Note* au bas des pages 152-3.

d'Angleterre les réserves des banquiers eux-mêmes, se sont beaucoup développés à Londres.

Après que la centralisation a réduit, dans une forte proportion, la quantité de métaux précieux qui est nécessaire au service des échanges, on n'est pas encore au terme des économies que la société peut faire sur la masse de son or ou de son argent monnayé. Alors se présentent des inventions qui permettent de remplacer les métaux précieux par des signes, derrière lesquels sont des équivalents. Tel est d'abord le billet de banque. C'est un engagement qu'une institution financière s'oblige à échanger contre des espèces, à la volonté du porteur, et dont le public se sert en place d'espèces d'or ou d'argent, parce qu'il se tient pour assuré d'obtenir immédiatement, en retour, de ces espèces, et que c'est plus commode à manier et à porter. Une banque, qui a réussi à gagner la confiance, maintient dans la circulation une grande quantité de billets, sans avoir besoin de conserver en caisse, pour rembourser ses engagements, une somme égale en espèces, à beaucoup près. La Banque d'Angleterre, communément jusqu'à ces divers temps, avec 7 ou 8 millions sterling d'or ou d'argent dans ses caves, garantissait suffisamment une circulation de 18 à 22 millions en billets (1). A ce compte, l'emploi des billets de la Banque d'Angleterre donnerait au pays le moyen de diminuer d'environ 14 millions sterling son numéraire métallique.

La lettre de change (2) ajoute une action très-puissante

(1) Actuellement la Banque d'Angleterre paraît s'être imposé la règle d'avoir une plus forte réserve en métaux, principalement en or, comme auparavant.

(2) La lettre de change est connue de tout le monde : nous en avons beaucoup parlé déjà sans en donner la définition. C'est un titre par lequel un commerçant qui habite une place charge un correspondant, qu'il a dans une

à celle du billet de banque, pour réduire le montant des écus en circulation. La lettre de change n'est qu'un engagement individuel, qui offre moins de garantie que celui d'une riche institution, dont les affaires sont soumises au contrôle de la publicité. Mais lorsque la personne qui l'a signée est un commerçant considérable, ou lorsque le signataire, occupant un rang plus modeste, a sa signature appuyée de celle de plusieurs endosseurs solvables, la lettre de change circule, parmi les commerçants, comme le ferait un billet de banque. Le cercle dans lequel elle est accueillie varie d'étendue avec l'importance des hommes qui s'en sont faits les garants : il suffit que l'un d'entre eux ait une grande situation commerciale pour que le cercle soit vaste.

Ici apparaît un degré nouveau de centralisation qui sert de couronnement à tout ce que nous avons indiqué déjà. Par les moyens qui précèdent, la centralisation s'effectue heureusement dans le sein de chaque localité, mais elle ne s'étend pas au delà de l'enceinte de la ville. La lettre de change, qui crée des relations entre les habitants des localités diverses, proches ou éloignées, est l'élément naturel d'une centralisation supérieure qui peut embrasser tout un

autre ville, de payer tel jour, à un tiers ou à l'ordre de ce tiers (c'est-à-dire à la personne à laquelle celui-ci aura transmis le titre) une somme déterminée. Pour que la lettre de change ait son effet, il faut qu'elle ait été *acceptée* par celui sur lequel elle est *tirée*. Elle devient alors un engagement qui lie deux personnes, l'*accepteur* et le *tireur*. La lettre de change se transmet ordinairement par voie d'*endossement*. Chaque nouveau détenteur, en la passant à une autre personne, signe au dos et devient endosseur, et par conséquent responsable lui-même.

Quelquefois cependant, pour éviter cette responsabilité, il se dispense d'endosser ; les lettres de change qui se transmettent de cette manière exceptionnelle, sont ce qu'on appelle des lettres de change *en blanc* : il en a été question page 42.

d'Angleterre les réserves des ba[...] considérons ce qui sont beaucoup développé[...] ses banquiers qui Après que la cent[...] [...] essentielles à leur profes- proportion, la qu[...] [...] attributions [...] des lettres de change. Les banques cessaire au serv[...] [...] transformées aujourd'hui en comptoirs terme des éc[...] [...] de France, remplissent la même fonction masse de so[...] [...] Banque de France [...] villes où elles sont instituées. Par les soins des présentent [...] banquiers et des banques, toutes les lettres de change, les mét[...] qui représentent les titres de créance qu'a chaque ville sont [...] sur les autres villes de la France, sont recueillies, et ainsi de [...] ces titres se trouvent tous réunis dans un petit nombre fin[...] de mains. Il n'y a plus qu'à organiser un système de liquidation entre les banquiers et les banques de tout l'empire français pour que les transactions entre les diverses parties du territoire donnent lieu à un mouvement de papier ou d'écritures plutôt qu'à un voyage d'espèces, et que les métaux précieux n'aient plus à se déplacer que pour solder des balances. On y est parvenu au moyen des lettres de change sur Paris, c'est-à-dire payables dans la capitale. La lettre de change sur Paris est une forme d'engagement fort usitée aujourd'hui dans nos villes commerçantes ou manufacturières. C'est de cette manière qu'on s'acquitte d'une ville à l'autre, dans le plus grand nombre des cas, et c'est un des remarquables perfectionnements qu'a reçus notre mécanisme commercial (1). Des lettres de change arrivent à Paris de tous les coins du territoire ; elles viennent endossées par quelqu'un des banquiers les plus importants de chaque localité, quand elles ne sont pas transmises par les suc-

(1) Je parle de ce qui avait lieu avant la révolution de Février. L'industrie des banquiers est une de celles qui ont été le plus dérangées par cette catastrophe. Les opérations de crédit sont devenues extrêmement difficiles et restreintes, mais ce dérangement ne peut avoir qu'un temps.

cursales de la Banque de France. C'est de cette façon que les comptes des diverses villes les unes avec les autres aboutissent à une liquidation entre des agents tous établis dans une seule et même localité. Paris devient un *Clearing-House* pour la France entière.

A la faveur de la Banque de France, la ressemblance devient plus frappante entre ce qui se passe à Paris pour les chefs d'industrie répartis sur la totalité du territoire, et ce qui a lieu à Londres dans la salle du *Clearing-House* pour la réunion des *bankers*. Les *bankers*, avons-nous dit, se présentent au *Clearing-House* avec des traites qui sont toutes payables à vue. Les lettres de change, que les banquiers ou les banques de la province ont colligées et envoyées à leurs correspondants de Paris, sont à une échéance convenue et non encore arrivée. Mais la Banque de France, en escomptant ces effets lorsqu'ils lui sont directement présentés par les commerçants, soit à Paris, soit dans les villes où sont les succursales, c'est-à-dire en les prenant comme argent comptant (sauf une retenue qui n'importe pas ici), et en donnant en retour immédiatement du numéraire, ou encore en ouvrant, ce qui est fréquent, un crédit d'autant sur ses livres, les transforme par cela même en traites à vue, et dès lors la liquidation est parfaitement facile, tout comme dans le *Clearing-House*. Les banquiers parisiens, dépositaires d'une partie des lettres de change sur Paris, qu'on leur expédie de toute la province, les gardent en portefeuille jusqu'au moment où ils ont à acquitter d'autres lettres de change tirées sur eux. L'instant venu, ils portent à la Banque des effets de leur portefeuille pour une somme égale, les font escompter, et la liquidation a lieu tout comme dans le cas précédent.

Je n'ai pas besoin de dire que, *à fortiori*, la place de Londres est devenue, en Angleterre, par un procédé ana-

logue, le centre de liquidation de l'ensemble des transactions qui se passent entre les différentes localités des Îles-Britanniques. Chaque institution financière, chaque compagnie un peu importante, presque chaque commerçant ou fabricant au-dessus de l'ordinaire a un correspondant, et par là une sorte de domicile commercial à Londres. La Banque d'Angleterre est ensuite, dans Londres même, le point où tout converge, surtout dans les temps un peu difficiles.

Il est encore plus superflu de faire remarquer les services que peut rendre directement, pour la centralisation des opérations financières, une banque centrale comme la Banque d'Angleterre et la Banque de France, qui ont des succursales sur tous les points principaux du territoire.

Pour un avenir plus ou moins éloigné, et quant à présent fort nuageux, l'esprit conçoit un degré ultérieur de centralisation qui résulterait de relations régulières établies entre les banques centrales des différents États, telles que sont : la Banque d'Angleterre pour les Iles-Britanniques, la Banque de France pour notre patrie, et comme seraient la Banque de Vienne pour l'Autriche, la Banque de Berlin pour la Prusse, si Vienne et Berlin avaient, dans les affaires des États dont elles sont les capitales, le poids qui appartient à Londres et à Paris. On peut avoir une idée des rapports dont ici nous exprimons le vœu, en regardant ce qui se passe aux États-Unis, entre les banques diverses de New-York et celles de Boston, de Philadelphie, de la Nouvelle-Orléans, qui président aux transactions financières et commerciales des différents groupes d'États, tous souverains jusqu'à un certain point, qui composent l'Union. On comprendra mieux encore les avantages qui pourraient être ainsi obtenus en se rappelant ce qui avait lieu dans le même pays, alors qu'un

système de comptoirs centralisés autour d'une institution supérieure, la Banque des États-Unis, occupait tous les points principaux. Mais quand est-ce que les États européens pourront se décider à instituer entre eux des relations qui ressemblent, même de loin, au bon accord par lequel les États de l'Amérique du Nord ont tant avancé leur prospérité et leur puissance mutuelle?

Ce qui précède fait pressentir quelle est aujourd'hui l'étendue du rôle que joue la lettre de change. Nous n'avons cependant pas indiqué tous les usages qu'on en peut faire. Primitivement réservée partout à représenter les engagements de commerçant à commerçant, et jusqu'à présent consacrée exclusivement à cet emploi dans la plupart des pays, la lettre de change en a reçu quelquefois un plus général. En Angleterre, dans quelques comtés, il y a un demi-siècle déjà, les particuliers s'en servaient pour payer leurs fournisseurs; on les faisait en sommes rondes de 10 liv. sterl., ou de 15 ou de 20. C'était le cas dans le Lancashire (1). L'impôt du timbre sur les lettres de change ayant été augmenté, le public préféra les billets de banque, soit à vue, soit à échéance (*bank-post-bills*).

Dans l'ensemble des payements qui s'accomplissent dans le Royaume-Uni, la lettre de change a une action tellement vaste que celle du billet de banque lui-même l'est peut-être moins. Un relevé passablement conjectural, mais cependant plausible (2), qu'un banquier anglais, M. Leatham, a dressé, en prenant pour point de départ le

(1) Témoignage de M. Louis Loyd, banquier à Manchester, lors de l'enquête de 1819, à la chambre des Lords, sur la reprise des payements en espèces.

(2) Les calculs de M. Leatham ont reçu l'approbation explicite de M. Tooke dans sa publication *An Inquiry into the Currency Principle*, page 26.

produit du droit sur le timbre de ces effets, porte à 528 millions sterling (13 milliards et demi de francs) la masse de lettres de change qui fut mise en circulation dans l'année 1839. L'accroissement était continu; depuis 1832, il était moyennement de 24 millions sterling (600 millions de francs) par an (1). Fait plus intéressant peut-être, le montant des lettres-de-change en circulation simultanément, à un instant donné de 1839, aurait été, d'après les mêmes calculs, de 132 millions sterling (3 milliards 300 millions de francs) en moyenne; l'accroissement annuel moyen était, depuis 1832, de plus de 150 millions de francs (2). Il est remarquable que le montant des billets de banque en circulation dans le Royaume-Uni soit beaucoup moindre (3), et qu'il ne varie guère d'une année à la suivante (4). Il est vrai qu'on est fondé à croire qu'un billet de banque passe beaucoup plus rapidement de main en main qu'une lettre de change, et sert à plus de transactions.

Le billet de banque, la lettre de change, la traite à vue, du genre du *check* sur le banquier avec lequel on est en compte courant, ne sont pas les seuls titres qui tendent à se substituer aux métaux précieux dans les transactions. Il en est d'autres qui méritent d'être cités. Nous ne voulons pas parler ici du papier-monnaie; c'est un sujet qu'il faut réserver. Contentons-nous de dire que le papier-monnaie est une témérité. J'ai particu-

(1) A ce compte, ce serait aujourd'hui (1849) une masse de 19 milliards.

(2) D'après cette base, il y en aurait, en 1849, pour 4 milliards 800 millions.

(3) Le montant des billets de banque dans les Iles-Britanniques est, en moyenne, de 800 millions de fr.

(4) Je renvoie aux *Principes d'Économie Politique* de M. J. S. Mill pour ce qui concerne l'étendue diverse du rôle que jouent dans les transactions les différents mécanismes de crédit avec une même puissance nominale, livre III, chapitre XII. Voir aussi l'*Histoire des Prix*, de M. Tooke, tome IV, et l'*Inquiry into the Currency Principle* du même auteur.

lièrement en vue, en ce moment, l'usage qui se fait, en Angleterre, des bons de l'Échiquier (*Exchequer bills*) analogues à nos bons du Trésor. Ils sont employés dans les payements commerciaux, et même quelquefois dans les règlements de consommateur à fournisseur. Ce sont des engagements de l'État dans lesquels on a confiance, et dont, grâce à la solidité du gouvernement anglais, on est toujours assuré de trouver le montant en espèces (1). Ils sont en coupures rondes et produisent un intérêt qui se compte jour par jour, pendant que le billet de banque qu'on garde ne rapporte rien, et cette circonstance ne contribue pas peu à les faire rechercher.

Est-ce tout? Pas encore. M. Fullarton, dans son écrit *Sur la Réglementation du Numéraire* (*On the Regulation of Currencies*) (2) fait l'énumération des moyens qui sont actuellement en usage pour remplacer les métaux précieux, en se référant cependant toujours à ceux-ci. Il indique successivement, outre ceux que nous venons de signaler :

1° Les dépôts en compte courant qui, à l'aide de transferts, servent à solder une prodigieuse quantité de transactions, par l'intermédiaire des banques et des banquiers, lesquels eux-mêmes cependant ont disposé, en partie, de la substance métallique des dépôts, lorsque les dépôts leur ont été effectivement remis sous cette forme; les crédits ouverts, à quelque titre et pour quelque raison que ce soit, chez un banquier ou une banque, peuvent ici être assimilés aux dépôts en compte courant;

(1) Pendant la crise de l'automne de 1847, ils ont été un instant au-dessous du pair; il y avait longtemps qu'on n'avait rien vu de semblable.

(2) Édition de 1845, page 31.

2° Les Obligations de l'Inde (*India Bonds*) et une foule d'autres engagements du même genre qui sont sans cesse flottants sur le marché ;

3° Les certificats d'arrérages de la dette publique, dont il est émis, tous les ans, pour une somme de 28 millions sterling.

Il y joint même les fournitures par lesquelles certains manufacturiers s'acquittent, envers leurs ouvriers, en leur donnant des subsistances, des vêtements, ou d'autres articles de consommation, au lieu de numéraire, pour leurs salaires.

Cet ingénieux et spirituel écrivain fait remarquer que, par le mécanisme de la comptabilité commerciale et par les procédés de liquidation qui sont employés communément, dans la Grande-Bretagne, au moyen d'agents tels que les banques et les banquiers, les neuf dixièmes des transactions sont réglées et soldées dans ce pays, sans qu'il y soit besoin d'un écu ou d'un billet de banque, si ce n'est pour de faibles appoints. Il estime que, tout considéré, la quantité de billets et de métaux monnayés, qui est réellement employée, est un infiniment petit de la masse des titres qui sont propres à être mis en circulation, ou des instruments qui donnent le même résultat.

Il est une dénomination unique, simple, sous laquelle se range sans effort toute cette masse de titres qui, avec l'or et l'argent, passent de main en main pour solder les transactions, toute cette variété de combinaisons qui dispensent même de titres circulants : c'est le crédit. Le billet de banque, les lettres de change, les *chèques* ou traites à vue sur les banquiers, les bons de l'Échiquier, les obligations de l'Inde, et tous les autres titres; les comptes courants, les crédits ouverts sur les livres des banques, tous les autres mécanismes en usage pour la comptabilité réciproque, les liquidations, la transmission

commerciale des capitaux, tout cela est englobé dans le crédit, n'est que du crédit. C'est le crédit qui, sous les nombreuses formes qu'il peut revêtir, se substitue aux métaux précieux, et dispense les peuples industrieux d'en avoir l'immense quantité qui serait nécessaire autrement pour leurs transactions si multipliées et si rapides.

C'est un des aspects sous lesquels on voit le mieux l'étendue des services que rend le crédit à la société.

L'exposé qui précède a pour conséquence une idée qui a déjà été développée dans ce volume (1) : aucun des titres ou des expédients que nous venons d'énumérer n'est de la monnaie. Ils en sont les substituts commodes, mais on ne saurait les y assimiler. Ils en sont la promesse ; mais on n'est pas plus fondé à leur donner le nom de monnaie, qu'il n'est juste de confondre un portrait avec l'original.

Le billet de banque se distingue au milieu de tous les autres expédients et signes, en ce que, généralement, il est d'une circulation plus facile que le reste. A de certains instants particuliers, la supériorité qu'il a, de cette manière, sur la lettre de change à échéance même peu reculée, est très-grande ; nous en avons cité un remarquable exemple (2). Cependant, ainsi que nous l'avons développé (3), ce serait une méprise dangereuse que de le classer dans la monnaie. Conjointement avec la monnaie, presque partout où il existe, il forme la totalité du numéraire (*currency*) ; mais il n'est rien de plus.

Le billet de banque, s'il l'emporte sur les autres mani-

(1) Section I, chap. II.

(2) Plus haut, pages 341 et suivantes.

(3) Section I, chap. V.

festations du crédit, en ce qu'il est d'une circulation bien plus générale et usuelle, leur est inférieur par d'autres côtés; par exemple, en ce qu'il ne dispense pas, au même degré que quelques autres, de l'usage de l'or ou de l'argent monnayés. On en a fait l'observation judicieuse (1), les bons à vue (*chèques*) sur un banquier, qu'en Angleterre les particuliers délivrent à leurs débiteurs, l'emportent sur les billets de banque, pour économiser l'emploi des métaux précieux. Si, à Londres, on payait en billets de banque au lieu de *chèques*, tout appoint de moins de 5 liv. sterling devrait être en or ou en argent. Avec les *chèques*, tout, jusqu'au dernier denier, est en papier.

Pour l'Angleterre proprement dite et le pays de Galles, où les billets de moins de 5 liv. sont interdits, ces appoints si nombreux exigeraient la présence d'une grande masse de numéraire métallique.

Les ordres de transfert sur la Banque de France, ou d'Angleterre, ou sur toute autre, présentent le même avantage. Mais ces ordres de transfert ne servent guère qu'entre commerçants, de quelque importance même. Les *chèques* servent au solde des comptes dans une sphère bien plus étendue.

La lettre de change possède, par rapport au billet de banque, la même supériorité.

Une dernière observation qui se rapporte à certaines conjectures critiques : par l'effet du crédit, on vient de le voir, il y a, dans la société, une immense quantité d'engagements, les uns à terme prochain, les autres immédiats, qui, à la volonté des détenteurs, peuvent être exigibles en métaux précieux. La masse de métaux précieux, qui existe à côté de ces engagements,

(1) Tooke, *An Inquiry into the Currency Principle*, page 23.

leur est inférieure, et n'en est même qu'une petite fraction. Par conséquent, si une circonstance quelconque induisait tout à coup les possesseurs de ces engagements à réclamer d'être payés en métaux précieux, il y aurait impossibilité de les satisfaire, et par suite une débâcle.

CHAPITRE IV.

Nécessité de la convertibilité des titres de crédit en métaux précieux.

Dans tous les emplois dont on vient de voir l'énumération, le crédit implique une stipulation qui ouvre à la partie créditée la faculté d'obtenir la livraison d'une somme effective, c'est-à-dire d'une quantité déterminée d'argent ou d'or. Ce sont constamment les métaux précieux qu'on a en perspective, ils servent de gage à la transaction, de base ou de mesure au crédit.

Cette faculté de conversion, immédiate ou prochaine selon les cas, en métaux précieux, est une indispensable garantie pour que la stipulation inscrite sur les billets de banque, sur les lettres de change, et sur les autres titres de crédit, soit véridique. Quelle autre incontestable sûreté puis-je avoir, en effet, que tous ces engagements représentent un certain nombre de francs, c'est-à-dire un certain nombre de fois 5 grammes d'argent au titre de 9/10 de fin, si ce n'est le pouvoir de les échanger effectivement contre cette quantité de métal? Avec cette sûreté, tout est net ; sans elle, il y a de l'équivoque, et il peut y avoir un impudent mensonge. On a beau dire, un franc sur le papier n'équivaut à un franc, en réalité, que

si je puis le troquer contre le poids d'argent que la loi a qualifié d'un franc.

La faculté de conversion n'est pas absolument la même avec tous les titres, avec tous les mécanismes du crédit. Envers les uns, elle est immédiate et même permanente; envers une seconde catégorie, où sont les lettres de change, elle est réservée pour un instant déterminé, peu éloigné d'ordinaire. Ces différences sont motivées sur la destination diverse des titres et des mécanismes. L'essentiel, c'est que, pour tous indistinctement, la faculté subsiste, et que, au moins pour un certain instant fixé d'avance, elle soit absolue.

La nécessité que cette conversion soit praticable, si elle est requise, fixe une limite à l'emploi du crédit. Il est bien clair que si vous tendez le ressort du crédit à ce point que, toute crise à part, dans l'état habituel des choses, on soit exposé à ce que les espèces ne puissent répondre aux demandes qui peuvent raisonnablement se présenter, vous avez transgressé le point où cesse l'usage légitime du crédit, et vous vous trouvez dans la région de l'abus.

On aperçoit déjà de ce point de vue ce qu'il y a de chimérique dans les inventions qui consistent à émettre, sous des noms plus ou moins propres à donner le change, du papier-monnaie, je veux dire du papier absolument inconvertible en espèces métalliques. Elles ne sont propres qu'à jeter du trouble dans les transactions, en les dépouillant de toute mesure certaine. Tout papier-monnaie par lui-même est mensonger. Du moment, en effet, qu'il porte l'indication d'une quantité de livres ou de francs, il consiste dans la promesse d'une certaine quantité, parfaitement définie, d'argent ou d'or (car, répétons-le pour la centième fois, une livre ou un franc n'est pas autre chose), et puis, il est entendu que la

promesse ne se réalisera point, qu'on s'y soustrait. L'assignat de 5, 10 ou 20 francs de la révolution française, revenait à un engagement qui aurait été ainsi conçu: *L'État reconnaît devoir au porteur vingt-cinq, ou cinquante, ou cent grammes d'argent, au titre de* 9/10 *de fin*, et en post-scriptum : *mais l'État se refuse absolument à payer au porteur la susdite quantité d'argent, quelque requis qu'il en puisse être.* Quand les assignats furent, ce qui leur arriva bientôt, dépréciés des trois quarts, et que l'État les émit sur le pied de la dépréciation même, l'imposture fut flagrante.

Mais n'empiétons pas ici sur le sujet du papier-monnaie (1).

Un peuple dont le moral est solide, supportera, sans inconvénient, une plus grande extension du crédit qu'un autre dont le caractère aura médiocrement de fermeté et d'équilibre; car, chez le premier, la confiance ne s'ébranlera pas légèrement; chez le second, il pourra suffire d'un accident pour troubler les esprits. Dans les temps difficiles, chez celui-ci, on tombera facilement dans la panique; chez celui-là, on serrera les rangs, et, en se soutenant mutuellement, on traversera le défilé. Dans un sauve-qui-peut, tout système basé sur le crédit doit s'écrouler, car le sauve-qui-peut est la négation même du crédit. Chacun alors court après les métaux précieux ; et comme il n'y en a pas, à beaucoup près, pour tout le monde, comme il y en a d'autant moins qu'il était fait plus d'usage du crédit, il s'ensuit une catastrophe d'autant plus grande qu'on avait plus élevé l'échafaudage.

On reconnaît par là, ce qu'il était naturel de pressentir, que le degré où peut être porté l'usage des mécanis-

(1) Je le traiterai dans le prochain volume.

mes d'une organisation commerciale avancée est subordonné, chez chaque peuple, à la valeur morale des individus. De même que les hommes d'État doivent, dans leur sagesse, proportionner le développement de ces mécanismes perfectionnés à la solidité morale des populations, de même, l'histoire a un moyen de juger de la valeur morale comparée des nations, à un instant donné, par l'extension respective que les diverses institutions de crédit auront reçue et comportée chez chacune d'elles. Pareillement, dans la série des âges, ce serait un moyen comme un autre de se rendre compte du degré relatif d'avancement moral qui a caractérisé la civilisation successivement, que de déterminer l'étendue qu'auraient acquise, à chaque instant, le crédit et l'ensemble des faits qui y touchent. On voit ici une des applications de cette vérité permanente et générale, qu'en fait de grandeur, le principal, ce qui élève et soutient tout le reste, c'est le moral.

SECTION XI.

Observations supplémentaires sur les variations qu'éprouve le prix des choses.

CHAPITRE PREMIER.

Comment les prix de différents articles varient sous l'empire de certaines circonstances.

Dans ce qui précède, nous avons eu lieu de rendre compte de plusieurs des variations éprouvées par les prix des denrées et des autres articles de commerce. Nous essayerons ici d'en signaler quelques autres qui sont dignes d'intérêt.

Puisque aujourd'hui, dans la plupart des pays civilisés, l'or et l'argent ont la faculté d'entrer et de sortir librement, et qu'il n'existe plus nulle part, à un degré bien appréciable, de seigneuriage au profit de l'État, les deux métaux précieux semblent pouvoir se niveler entre les différentes contrées. Est-ce à dire qu'ils aient partout la même puissance?

Il s'en faut de beaucoup et à cela il y a plusieurs raisons.

Si par la même puissance on entend la faculté de procurer la même somme de consommations, il faudrait que les diverses marchandises eussent le même prix partout, ce qui n'est point.

En premier lieu, une multitude de règlements restrictifs, des droits souvent fort élevés, des prohibitions absolues même, empêchent les différents produits de l'industrie humaine de s'offrir partout aux mêmes prix. Dans ce qu'on appelle le marché général, il n'y a d'espace vraiment dégagé d'entraves qu'un petit nombre de ports francs, dont la population est insignifiante, et que les entrepôts institués dans quelques métropoles commerciales, mais où les marchandises demeurent séparées du consommateur par des murailles et par des lignes de douaniers.

Quand bien même la liberté du commerce serait passée dans la pratique de toutes les nations, il resterait beaucoup d'obstacles, et ceux-là indestructibles parce qu'ils sont de la nature même des choses, à ce que la même quantité d'argent ou d'or procurât partout la même quantité des différentes consommations. Ce qu'on nomme le *prix naturel* (1) des choses, le montant des frais de production, varie d'une localité à une autre ; et le bas prix qui existera sur un point ne déterminera pas le bas prix partout, à cause des frais de transport qui, pour certains articles encombrants, sont considérables, avec leurs accessoires d'assurances maritimes et de commissions : indiquons aussi la difficulté de conserver certaines substances. Par la première de ces deux raisons, les céréales ont nécessairement des prix très-divers selon les différents pays ; c'est plus vrai encore de la houille, parce que sur les lieux de production elle est à bien plus bas prix que les grains, si bien que c'est le transport qui en constitue la majeure part du prix de revient, dès qu'on est à 100 ou 200 kilomètres. Par la seconde, les viandes fraîches et même le bétail sur pied sont fortement affectés dans leur prix, selon les localités.

(1) Section VII, chapitre VI.

Si l'on mesure la puissance des métaux à la quantité de travail qu'ils commandent, au nombre de journées de labeur que représentera un poids donné d'argent ou d'or, on retrouve des inégalités non moins prononcées. C'est tout simple : le travail est une marchandise dont le prix se règle de la même manière que celui de toute autre. S'il y a beaucoup de capital relativement au nombre des hommes qui demandent du travail, la main d'œuvre est chère ; s'il y a peu de capital en proportion de la population, la main d'œuvre est à vil prix.

Dans l'intérieur de la Turquie, dans la Perse, dans les régences barbaresques, dans tout État où l'autorité et les hommes puissants ne connaissent pas de frein, une petite quantité d'or ou d'argent commande beaucoup de travail et beaucoup de consommations vulgaires. C'est, en premier lieu, parce que, dans ces pays, le capital disponible est très-peu abondant ; c'est aussi parce que l'or et l'argent y sont eux-mêmes très-rares et très-recherchés. Inaltérables, aisés à soustraire aux regards avides des pachas et de leurs agents, comment ne chercherait-on pas à s'en procurer dans des contrées où la richesse apparente est frappée comme un crime (1) ? Faute de denrées à exporter en grande quantité, on n'a pas le moyen d'en faire venir du dehors, et l'on n'a pas de mines soi-même. Ce n'est pas que le sol ne pût produire beaucoup de choses propres à être envoyées au dehors ; mais là où la sécurité manque, la nature a beau convier l'homme à la production, il ne s'y livre pas, si ce n'est pour récolter ce qu'exigent les besoins impérieux de sa famille, et le peu qu'on aurait à expédier aux ports de

(1) Je ne méconnais point les intentions et les efforts du gouvernement turc; depuis quelques années, il travaille avec un zèle louable à changer cet état de choses.

commerce est arrêté par le détestable état des chemins.

Nous avons déjà constaté, au sujet des céréales (1), l'existence de causes qui peuvent influer puissamment sur les prix, selon les âges et les circonstances de la civilisation. Parlons ici des denrées alimentaires en général, en insistant sur un article qui joue un grand rôle dans l'économie des nations, la viande.

Dans les pays où la population est très-clairsemée, le bétail donne peu de peine à élever; la terre, presque sans effort de l'homme, offre de quoi nourrir les troupeaux. Alors la viande, le cuir, la laine, sont à très-bas prix; de même le gibier. Pareillement, pour le blé, on ne se place que sur les terrains les plus favorables, ceux qui réclament le moins de travail; on ne prend pas la peine de les fumer; on change de place quand on a épuisé la fécondité de la terre vierge. Voici des exemples qui donneront la mesure du bon marché auquel peuvent s'offrir alors les denrées :

« Irkutsk, la dernière ville importante que l'on trouve « en Sibérie, au nord des frontières de la Chine, compte « neuf cents maisons, dont cinquante en briques, le « reste en bois. C'est probablement, en ce qui tient aux « denrées de première nécessité, la place la plus écono- « mique du monde civilisé ; parce que, bien qu'elle soit « située dans une région barbare, elle renferme une po- « pulation au sein de laquelle on remarque plus d'un « aspect et plus d'un usage européens. Elle possède une « banque, des factoreries, une école de médecine, un « gymnase et un champ de parade. Le marché, construit « en bois, renferme d'énormes provisions de vivres. Là, « pour un demi-penny (5 centimes), on a une livre de « bœuf; pour un penny (10 centimes), huit livres de

(1) Voyez plus haut, section II, chapitres I, II et III.

« farine; pour 10 centimes, une perdrix ou un coq de « bruyère (1). »

Les prix rapportés ici, pour la farine notamment, sont tellement bas qu'on pencherait volontiers à croire que ce sont des contes de voyageurs; mais je trouve dans les récits des hommes les plus sérieux, touchant les mêmes contrées, des évaluations pour le moins aussi faibles. Ainsi, dans son *Voyage Scientifique dans l'Altaï oriental*, ouvrage qui nous fournira plus loin des renseignements sur l'or, M. Pierre Tchihatcheff cite une ville, celle de Biisk, où, dit-il, les prix des denrées étaient, il y a cinq ans (vers 1837) : la livre de viande, 2 centimes; le poud de farine de seigle, 25 centimes; le poud de beurre, 2 fr. Il mentionne même un village, celui de Berezovo, dont plusieurs habitants se rappellent encore l'époque où le poud de farine coûtait 8 centimes, et un bœuf 6 fr. (2).

On sait que les pampas de Buenos-Ayres renferment d'immenses troupeaux de bœufs et de chevaux, dont la chair n'est comptée pour rien. On les abat pour la peau, les cornes et le crin. « Je possède encore, dit un voya-« geur éclairé, M. Robertson, l'original d'un traité que « je fis avec un propriétaire de Goya, pour 20,000 che-« vaux sauvages à prendre sur sa propriété, à raison de « 3 pence (32 centimes) par tête de cheval ou de jument. « L'abattage coûta 3 pence (32 centimes) de plus par tête; « le dépouillement et le nettoyage des peaux, encore 3 « pence; et enfin pareille somme pour le transport à « Goya: en tout, environ 1 schelling (1 fr. 26 c.) par

(1) *Revue Britannique*, numéro d'août 1848, article *la Sibérie;* page 368.

(2) Page 216 du livre de M. P. Tchihatcheff. La livre russe est de 410 grammes; le poud est un poids de 40 livres russes ou 16 kilog. 38. Il m'est cependant impossible de croire que le prix de 8 centimes par poud de farine fût autre chose qu'un prix accidentel dû à une récolte d'une abondance extraordinaire.

« peau. Dix mille animaux furent livrés en vertu de ce « marché ; les peaux, empaquetées par lots, se vendirent « à Buenos-Ayres, 3 schellings pièce, et en Angleterre, « de 7 à 8 schellings (8 fr. 83 c. à 10 fr. 08), c'est-à-dire « environ trente fois le prix coûtant des chevaux » (*The horse and his rider*) (1).

Le bas prix extrême de la viande abattue ou sur pied dans les pays où la population est très-peu abondante par rapport à la superficie, a été remarqué par tous les auteurs, par toutes les personnes qui observent. Tout le monde sait combien la viande est à bon marché en Russie; combien peu il coûte, à Saint-Pétersbourg, de faire un approvisionnement, pour l'hiver entier, de viande abattue d'avance et gelée, parce que, moyennant le transport en traîneau, qui est fort économique, et à la faveur d'un froid intense qui garantit parfaitement les substances animales, il y a une immense superficie qui concourt à alimenter à bas prix cette grande capitale. Dans les États de l'Ouest de l'Union américaine, ou pour ainsi dire partout aux États-Unis et dans le Canada, la viande est à bas prix, si bien que les salaisons de bœuf et de porc, qui sont d'une conservation facile, sont devenues, entre le nouveau continent et l'ancien, l'objet d'un vaste commerce (2). La ville de Cincinnati, située au cœur de la vallée de l'Ohio, est le centre d'une industrie très-considérable qui abat plusieurs centaines de milliers de porcs, pour les saler et les distribuer ensuite, à l'état de jambons ou de salaisons plus communes ou de saindoux,

(1) *Revue Britannique*, numéro de novembre 1848, *Histoire anecdotique du cheval*, pages 58-59.

(2) Les journaux ont même parlé de navires chargés de bétail sur pied, qui auraient fait la traversée d'Amérique en Angleterre. Mais ce n'a pu être qu'un essai, et je doute qu'il ait été encourageant pour les entrepreneurs.

dans tous les parages de l'univers (1). Cincinnati n'est cependant pas à moins de 2,500 kilom. de la mer (2); mais la navigation descendante de l'Ohio et du Mississipi se fait presque pour rien, et la navigation maritime, qui s'empare de ces produits, dès qu'ils sont descendus à la Nouvelle-Orléans, pour les débiter dans tous les ports du monde, est extrêmement économique.

A mesure qu'un pays se peuple et que les terres, encloses peu à peu, interdisent la vaine pâture, le prix de la viande monte parce qu'il faut plus de travail pour élever le bétail. Il monte jusqu'à ce qu'on soit arrivé au point où le bétail est nourri des produits d'une culture directe faite spécialement pour lui, tout comme le blé est cultivé pour l'homme, et il ne s'arrête même pas là. J'entends dire à des cultivateurs instruits que, de nos jours, en France, où cependant la viande est chère, le prix de cette denrée couvre à peine les frais de l'élève du bétail, ou, en d'autres termes, que ce n'est pas une industrie profitable, si ce n'est par exception dans certaines localités.

Faudrait-il croire que l'Europe ait devant elle un avenir pareil au présent de la Chine, où, selon le témoignage des voyageurs, au moins sur le littoral du midi qu'avaient jusqu'ici fréquenté exclusivement les navires européens, la viande est chère à ce point que nos prix de la halle de Paris y seraient une faveur inespérée ? Il y a bien cette raison que, à mesure que la population augmente, les denrées agricoles semblent devoir hausser de prix, fatalement et indéfiniment, à ce que pensent beaucoup de

(1) On estime qu'en 1848 le nombre des porcs tués et salés dans les établissements *ad hoc*, qu'offre la vallée du Mississipi et de l'Ohio, a été de 1,581,000. *Niles' Register*, vol LXXV, page 348, livraison du 30 mai 1849.

(2) Jusqu'au port d'embarquement, la Nouvelle-Orléans, le trajet depuis Cincinnati est de 2,300 kilom.

personnes. La viande, de même que le blé (1), quand il y a de nouvelles bouches à nourrir, tend à se produire dans des conditions de plus en plus difficiles, par le défrichement de terres, ici, de plus en plus pauvres ; là, de plus en plus coûteuses à mettre en rapport. Ce n'est pas comme dans l'industrie manufacturière, où l'on peut considérer les approvisionnements de matières premières comme inépuisables, et où les producteurs avantageusement situés peuvent augmenter indéfiniment leur fabrication, et se multiplier à côté les uns des autres, de manière à faire cesser la fabrication des usines qui produisent chèrement, et puis à se faire concurrence entre eux, si bien que c'est le prix coûtant des établissements le plus avantageusement placés qui tend à déterminer le cours du marché. Quand il s'agit de denrées comme la viande et le blé, à l'égard desquelles les bonnes positions, je veux dire les bonnes terres, les terres d'un grand rendement ou d'une culture relativevement facile, sont naturellement bornées, les choses se montrent sous un autre aspect. C'est le prix courant des denrées le plus chèrement produites qui persiste à faire le cours ; car si le cours n'allait pas jusque-là et n'y restait pas, cette partie des denrées cesserait d'être produite, et par hypothèse elle est indispensable, puisqu'on n'a pas le moyen de la remplacer. Il semble donc que, à mesure que le flot de la population monte, la limite au mouvement ascendant du prix de ces denrées doive s'élever aussi.

Heureusement il y a une force qui, chez les nations éclairées, économes, bonnes gardiennes de leurs capitaux, pousse en sens contraire. C'est le perfectionnement des arts agricoles. L'agriculture n'est point une industrie

(1) Voir plus haut, section II, chapitres I, II et III.

stationnaire, ainsi qu'on a pu le croire pendant une longue suite de siècles, ainsi qu'on pourrait se le persuader encore en parcourant tels de nos départements où on laboure avec des outils imités de ceux que Virgile avait sous les yeux. L'agriculture, de nos jours, s'inspire de cet esprit de recherche qui distingue les manufactures. Par l'assistance du capital, elle acquiert quelque chose de cette puissance progressive de production, qui est le caractère de l'industrie manufacturière. L'homme parvient à multiplier la fécondité du sol dans de très-fortes proportions. Au moyen de bons assolements, il rend tout lot de terre productif au moins une fois chaque année. Par les amendements, il donne à la terre des vertus qu'on ne lui soupçonnait pas. L'emploi de la chaux a produit des merveilles, je ne puis dire moins, dans quelques-uns de nos départements de l'Ouest, la Sarthe et la Mayenne. Les engrais, le guano qu'on va exploiter aux Antipodes, et dont l'Angleterre importe depuis quelques années de 100,000 à 150,000 tonnes (1), quels trésors n'enfantent-ils pas ! Le *drainage* (desséchement par de petits canaux souterrains), que ne rend-il pas à cette même Angleterre ! et que ne ferait pas l'irrigation dans les climats plus secs de la France et d'autres contrées ! A mesure que les hommes auront plus de capital à donner à la terre, on est autorisé à penser qu'ils balanceront, dans une forte proportion au moins, l'impulsion que le développement de la population tend à donner au prix des denrées alimentaires. « Pour notre « part, dit M. Passy, nous connaissons des terres qui, il y « a trente ans, rendaient à peine 12 hectolitres de fro« ment par hectare, et qui maintenant en rendent 20. « C'est une valeur additionnelle, paille comprise, de

(1) Poids de 1,000 kilog.

« 170 francs ; et comme cette valeur n'exige pas un « surcroît de dépense de plus de 75 francs, elle est rem- « boursée avec un profit tel qu'il n'y a pas besoin de la « hausse du prix des produits pour déterminer les culti- « vateurs aux sacrifices nécessaires pour en multiplier la « quantité (1). » Je retrouve des observations du même genre dans les discours prononcés tout récemment au sein de *meetings* agricoles, de l'autre côté du détroit, notamment dans ce qu'a dit un géologue illustre, M. Buckland.

Mais si, par la prodigalité des individus, ou par l'effet des agitations révolutionnaires, ou par toute autre cause, l'accroissement du capital restait en arrière de celui de la population, il n'en pourrait être ainsi. Sans capital, en effet, les améliorations resteraient impossibles. C'est un des nombreux côtés par lesquels on voit avec évidence combien il est de l'intérêt populaire que la formation et la conservation du capital soient favorisées par tous les moyens.

Selon l'observation d'Adam Smith, dans nos pays d'Europe, tant qu'il n'y avait pas de grandes agglomérations de population, la viande de porc devait être à bas prix, parce que le porc se nourrit de toutes sortes de débris dont on ne saurait que faire (2). Une famille élève un de ces animaux à peu près sans frais ; seulement c'est bien plus facile à des cultivateurs qu'à des citadins. La demande de cette nourriture par les habitants des villes a dû provoquer l'agriculture à s'occuper de cette espèce de bétail comme de toute autre, et la viande de porc a dû dès lors hausser de prix, par les mêmes raisons que celle de bœuf ou de mouton.

(1) *Journal des Économistes*, tome XXI, 15 octobre 1848. Rapport à l'Institut sur la *Statistique Agricole* de M. Moreau de Jonnès.

(2) *Richesse des Nations*, livre I, chapitre XI, troisième partie.

Dans les sociétés où règne le luxe, certains articles, auxquels la vanité se plaît à attacher du prix, deviennent d'une grande cherté, parce qu'il est de leur nature d'être rares et difficilement obtenus. On se rend ainsi compte des sommes fabuleuses qui furent données quelquefois, à Rome sous les Césars, pour des objets sans importance (1). C'est un rossignol blanc pour lequel, au témoignage de Pline, un courtisan nommé Seius, désireux de l'offrir à l'impératrice Agrippine, donne une somme qui, selon la supputation d'Adam Smith, eût fait poids pour poids 50 liv. st. ou 1250 fr. de notre monnaie (2); c'est un surmulet qu'Asinius Celer paye une quantité d'argent qui ferait aujourd'hui 67 liv. st. ou 1700 fr. de la monnaie française (3). Au milieu des orgies des Mississipiens, pendant le succès éphémère du Système de Law, Paris fut le théâtre de folies du même genre : pour des articles rares, par l'unique raison qu'ils étaient rares, la demande était acharnée, et, partant, le prix insensé.

CHAPITRE II.

S'il est vrai que, comme on l'a dit, tout soit plus cher dans les pays riches.

Dans un discours prononcé en 1848, qui fut fort applaudi, un éloquent homme d'État, M. Thiers, a avancé que, dans les pays riches, *tout* était plus cher, ce qui ne les empêchait pas d'être florissants. Ce ne serait donc

(1) Adam Smith, *Richesse des Nations*, liv. I, chap. XI, troisième partie.

(2) Livre X de Pline, 29. En calculant, comme le fait Adam Smith, le blé qu'on aurait pu acheter avec cette somme, cette quantité d'argent aurait aujourd'hui une valeur à peu près double.

(3) Pline, livre IX, 17.

rien moins que l'éloge de la cherté qu'aurait fait cet orateur célèbre. Prise à la lettre, cette assertion est erronée : il n'est pas exact que *tout* soit plus cher dans les pays riches. Mais, restreinte à un certain nombre d'articles, l'opinion émise en 1848 par M. Thiers, et soutenue auparavant par d'autres personnes, appelle des commentaires auxquels nous consacrons ce chapitre et les deux qui suivent.

M. Thiers aura vraisemblablement voulu dire que, dans certains pays qui en effet sont riches, comme l'Angleterre, les aliments sont plus chers que dans d'autres, comme l'Allemagne et la Russie, où il y a bien moins de richesse, ce qui est parfaitement vrai. Mais si le pain et la viande sont plus chers à Londres qu'à Vienne ou qu'à Saint-Pétersbourg, c'est d'abord parce que la population y est plus dense, ce qui, surtout sous l'influence d'une législation douanière restrictive, avait déterminé à produire du blé et du bétail sur des terrains où c'est plus difficile et dans des conditions peu favorables. Envisagée d'un certain point de vue, l'abondance des capitaux dans la Grande-Bretagne n'est pas une cause d'enchérissement pour les subsistances; elle tend, au contraire, à en abaisser les prix, puisque, mis à la portée de l'agriculture et employés avec intelligence, les capitaux tendent énergiquement à accroître la puissance productive du travail agricole, comme de tout autre travail, et à faire baisser le prix des denrées par conséquent. Si l'Angleterre était encore plus riche, je veux dire si elle avait, pour une même population, encore plus de capital, une partie de ce capital servirait à améliorer encore plus les terres, à perfectionner davantage la culture, et par suite tendrait à faire encore baisser le cours des denrées.

On pourra remarquer qu'ici je confonds deux choses

qui sont pourtant distinctes, la richesse et le capital. C'est que, en fait, il est exact de supposer que, dans la Grande-Bretagne, l'accroissement du capital soit à peu près proportionnel à celui de la richesse. Assurément, si l'augmentation de richesse, accusée chaque année par les inventaires des agriculteurs, des manufacturiers, des commerçants et des autres professions, était en totalité employée à acheter des diamans, de la vaisselle plate, des antiques ou des tableaux de maîtres, le capital resterait stationnaire pendant que la richesse grossirait, et l'augmentation de la richesse n'aurait pas l'effet qui vient d'être indiqué, de susciter une tendance à la baisse des denrées. Mais ce n'est point ainsi que se passent les choses chez nos voisins : ils font du capital, beaucoup de capital (1).

Ce serait grandement s'abuser que de croire qu'en Angleterre *tout* soit plus cher. Si certains objets fort nécessaires, j'en conviens, y sont à des prix plus élevés qu'ailleurs, d'autres objets, que tout homme civilisé, ne fût-il qu'un simple ouvrier, apprécie beaucoup, et peut, sans s'en faire accroire, juger de son ressort, y sont à plus bas prix : on s'y vêtit à bien meilleur marché; on s'y chauffe mieux pour la même somme d'argent. Le pauvre y a mille articles divers à sa portée : ce sont des compensations, partielles au moins, à la cherté des aliments. Et puis, comme l'a fait remarquer M. Thiers, les salaires y sont plus forts, ce qui tend avec énergie à restaurer la balance en faveur de l'artisan et de l'ouvrier des champs et des villes.

Probablement l'Angleterre est désormais, de toute l'Europe occidentale, le pays où, par rapport au niveau

(1) Pour la différence entre le capital et la richesse, voir pages 363 et 379.

habituel des salaires, les objets nécessaires à l'homme civilisé sont, dans l'ensemble, au plus bas prix. Ainsi que nous avons déjà eu lieu de le dire (1), c'est l'essentiel pour l'ouvrier et pour l'artisan. Mais, même absolument parlant, je veux dire par rapport aux métaux précieux, un grand nombre de ces articles y sont à meilleur marché que partout ailleurs. A plus forte raison un particulier aisé, qui n'aura pas l'idée de rivaliser de luxe avec l'opulente aristocratie britannique ou avec les riches commerçants de la Cité, aura plus de ce bien-être relevé que les Anglais nomment le comfort, avec un même revenu que je suppose de 20 ou 30,000 fr., à Londres qu'à Paris.

Les États-Unis sont une nation riche; payent-ils pour cela leurs aliments plus cher? Non. C'est un des pays que le bon marché de la nourriture recommande le plus. Donc une plus grande richesse nationale n'engendre pas nécessairement la cherté des subsistances.

Il n'y a pas de différence bien sensible entre le prix de la viande à Paris et à Londres; donc, ce n'est pas la moindre richesse d'une nation qui occasionne le bon marché de la nourriture la plus substantielle (2).

Pour mieux éclaircir la question, revenons aux notions fondamentales. Quel est le pays le plus riche? C'est, avons-nous dit (3), celui où, pour une même quantité de population, la somme des produits, qui est régulièrement mise à la disposition des individus, ou, pour parler plus exactement, la somme des services que les hommes se rendent régulièrement les uns aux autres est la plus grande, les besoins étant supposés les mêmes.

(1) Page 104.

(2) M. de Molinari a réfuté l'opinion de M. Thiers sur la cherté, d'une manière très-distinguée, dans le *Journal des Économistes* de 1848, page 57 du tome XXI, 15 août 1848.

(3) Page 377.

Il suit de là que dire qu'un pays s'enrichit, c'est dire que le niveau du bien-être commun s'y élève, que la moyenne des satisfactions accordées aux individus y grossit.

En se restreignant à la portion de la richesse qui est du capital, on peut encore dire que le pays le plus riche est celui où, pour une même population, le capital est le plus fort.

L'effet du capital, sur les salaires, est de les augmenter; sur la production en général, sauf des exceptions, d'accroître tellement la force productive de l'homme, que le prix des produits baisse malgré la hausse des salaires (1). Ainsi, lorsque le capital s'accroît, le pauvre, l'ouvrier, a une plus forte rémunération en argent, et la même quantité d'argent procure une plus grande quantité d'autres articles.

A cette dernière règle il y a quelques exceptions, avons-nous dit. Les denrées agricoles qui jouent un si grand rôle dans l'économie des sociétés, et qui occupent une si grande place dans la dépense du pauvre, semblent être du nombre. C'est l'effet de causes qui seront indiquées dans le chapitre suivant, indépendamment de la densité de la population, dont l'action a été signalée déjà. Cependant, chez les nations dont la législation n'entrave pas les échanges avec l'étranger, la tendance du capital à arrêter le mouvement ascendant des prix, sinon à produire la baisse, est plus énergique qu'on ne l'avait cru jusqu'ici, même à l'égard de ces denrées, même quand la population est devenue très-dense.

Indépendamment de la main d'œuvre, il n'y a qu'une classe d'articles qui soit *nécessairement* chère

(1) C'est ce qui a été expliqué en détail dans le *Cours* de 1841, deuxième leçon.

dans les pays riches : c'est celle des choses rares qu'il n'est pas possible de multiplier, et auxquelles s'attache la fantaisie des personnes opulentes. C'est ainsi que les objets d'art, les tableaux ou les statues des grands maîtres, trouvent un meilleur prix en Angleterre qu'ailleurs, et voilà pourquoi tant de belles peintures ou d'objets renommés en différents genres vont sans cesse s'amonceler en Angleterre. C'est pour cela encore que les artistes du premier ordre s'y portent, de préférence à la France et à l'Allemagne. C'est la même affaire que le rossignol blanc du courtisan Seius, ou que le surmulet d'Asinius Celer (1) ; mais est-il juste d'en conclure qu'en Angleterre *tout* soit plus cher?

Cependant, en fait, dans les pays riches, en vertu même de la plus grande richesse qu'ils possèdent, certains articles, autres que les objets rares qu'on ne saurait multiplier, enchérissent sensiblement. L'effet n'est pas absolument nécessaire, inévitable; mais, en réalité, il se manifeste presque partout. C'est ce qu'on verra dans les deux chapitres suivants. Auparavant, mentionnons une opinion qui semble très-différente de celle de M. Thiers, et qui trouve aussi la réfutation de ce qu'elle a d'inexact dans le présent chapitre et dans les deux qui suivent.

Un savant distingué, M. Duchatelier, du Finistère, a fait un travail (2) duquel il résulte que, depuis le Moyen-Age, si la condition de l'ouvrier s'est améliorée, quant à la facilité de se pourvoir des objets manufacturés qui ont grandement baissé de prix, elle a empiré pour ce qui concerne les aliments, et ceux-ci

(1) Plus haut, page 441.

(2) Cet écrit, intitulé *Essai sur les salaires et les prix de consommation de 1202 à 1830*, est curieux à consulter.

occupant la plus grande place dans le budget de l'ouvrier, le pauvre et le faible auraient perdu plus que gagné au changement. Ce n'est pas ici le lieu de comparer méthodiquement la civilisation du Moyen-Age, prise dans son ensemble, à la nôtre. Je pense que, dans ce parallèle, notre époque n'aurait pas le dessous, et M. Duchatelier lui-même, qui est de son siècle, ne songe point à ravaler la civilisation moderne. Il y aurait beaucoup à dire sur le bon marché des subsistances dans le Moyen-Age; c'était entrecoupé de périodes de cherté auprès desquelles nos années de disette, comme 1816 et 1847, seraient douces. Je ne parlerai ni du servage, ni simplement du régime des maîtrises et des jurandes comparé à notre liberté. Ce n'est pas le Moyen-Age qu'il faut mettre en regard du temps moderne pour bien apprécier celui-ci. Il faut choisir un terme de comparaison plus rapproché, le moment où a commencé le système actuel, c'est-à-dire 1789 ou plus exactement 1800 (1), car ce fut seulement à cette dernière date que les principes de 1789 revêtirent une forme régulière. A partir de là, les salaires ont été en augmentant, les objets manufacturés ont éprouvé une baisse plus forte que celle qu'ils avaient subie dans l'espace de plusieurs siècles, le blé n'a pas varié (2), la viande seule a augmenté. Malgré des guerres effroyables, malgré les invasions répétées que tous les peuples de l'Europe continentale ont eu à supporter tour à tour, l'esprit de la civilisation moderne est parvenu à provoquer la formation du capital et à féconder le travail assez

(1) Dans le même discours où se trouve, au sujet de l'influence de la richesse des nations sur les prix des choses, l'opinion que nous venons de discuter, M. Thiers a fait un exposé du progrès des salaires, depuis la Révolution française, qu'on n'a pas contredit.

(2) Voir plus haut, page 236, pour les variations du prix du blé, depuis le commencement du siècle.

pour que l'existence du commun des hommes reçût en masse une amélioration très-notable. Que le travail devienne chaque jour plus intelligent et plus habile, que l'épargne forme du capital dans une proportion supérieure au progrès de la population, que les passions politiques, contenues par la fermeté de l'autorité et par le bon sens courageux du public, cessent de causer de ces explosions où le capital est détruit et le travail désorganisé, et de moins en moins l'ouvrier aura un prétexte pour se retourner avec regret vers les temps anciens.

CHAPITRE III.

Continuation du même sujet. Explication donnée, par M. Senior, de la cherté de quelques articles dans les pays riches.

Enchérir, dans le sens du mot, signifie augmenter de prix. Le prix d'un objet ou d'un service est la quantité de métaux précieux qui s'échange contre cet objet ou ce service. Ainsi, de ce que les choses seraient chères, il ne faudrait pas conclure absolument que les hommes fussent devenus misérables. Si les salaires, les rétributions et les revenus en général, exprimés en métaux précieux, étaient élevés en proportion, personne ne souffrirait de la cherté; s'ils l'étaient plus qu'en proportion, tout le monde aurait plus de bien-être au lieu d'en avoir moins. En ce sens, tout a enchéri depuis la découverte de l'Amérique sans que la société devînt plus pauvre, au contraire. C'est que, dans ce cas, l'enchérissement a eu pour origine une baisse de la valeur des métaux précieux. Les objets et les services ne se sont obtenus qu'en retour d'une

plus forte quantité d'argent ou d'or, de là l'enchérissement. Mais la quantité de travail qu'il fallait pour se les procurer directement, ou d'une façon indirecte par la voie d'un échange, était moindre.

Dans ce qui va suivre, nous supposerons que, pendant les phénomènes dont il s'agit, les mines rendent les métaux précieux à des conditions qui ne changent pas, c'est-à-dire que les frais de production de ces métaux dans les contrées métallifères demeurent les mêmes.

Le taux des salaires, et en général des rétributions (1), exprimé en métaux précieux, dépend des conditions auxquelles le pays où l'on est se procure ces métaux. Un pays plus riche, je le suppose d'ailleurs industrieux, se les procure sur le marché général du monde, en échange de ses productions, plus facilement qu'un autre, c'est-à-dire en retour d'articles qui représentent moins de travail ou d'effort humain. La puissance productive moyenne de l'effort humain, pendant une journée ordinaire de travail, est plus grande dans un pays riche comme l'Angleterre qu'en France ; pareillement elle l'est plus en France qu'en Espagne, en Espagne qu'en Hongrie ou qu'en Russie, en Russie que dans l'Indostan. C'est la raison pour laquelle les salaires des ouvriers, et, d'une manière générale, les rétributions diverses du travail humain, évalués en métaux précieux, doivent être et sont plus considérables en Angleterre qu'en France, en France qu'en Espagne, en Espagne qu'en Hongrie ou qu'en Russie, dans la Hongrie et la Russie que dans l'Indostan.

Les prix des choses et des services ne suivent pas né-

(1) Ainsi que le propose M. Rossi, je prends ici le mot de rétribution pour indiquer la rémunération d'un travail humain quelconque, intellectuel ou matériel. Le mot de salaire, dans le langage ordinaire, est réservé au travail manuel, à la main-d'œuvre.

cessairement le mouvement ascendant des salaires et des rétributions ; parce que, dans la plupart des cas, l'abondance du capital qui, jointe à l'adresse, et aidée de la division du travail, multiplie la puissance productive de l'homme, et fournit le moyen de le mieux rétribuer, permet, du même coup, tant est grand l'accroissement de cette puissance productive, d'abaisser sensiblement les prix. Si, dans l'industrie du fer depuis cinq ou six siècles, la puissance productive de l'homme, c'est-à-dire la quantité de fer marchand qui correspond à un travailleur appliqué pendant un même laps de temps, a augmenté dans le rapport de 1 à 30, il est clair que je puis, tout à la fois, payer plus la journée du forgeron, vendre le fer moins cher, et réaliser un profit même supérieur. Si, depuis un siècle, dans la filature de coton, l'accroissement de la puissance productive a eu lieu dans la proportion de 1 à 350, il est manifestement possible de donner de plus beaux salaires aux ouvriers de la filature, en livrant le fil à bien meilleur marché au consommateur, sans que l'entrepreneur d'industrie y perde rien.

La baisse des prix semble donc la conséquence normale de l'accroissement de la richesse, et du progrès général de la civilisation, qui marche de pair.

Mais la baisse des prix est-elle la même pour tous les articles? Non, il n'est pas possible qu'elle le soit. Pour qu'elle le fût, il faudrait que l'influence combinée de l'adresse acquise par les hommes et d'une division du travail plus minutieuse et mieux entendue, fût absolument la même dans toutes les industries ; qu'à toutes un surcroît proportionnel de capital fût appliqué, et partout avec le même résultat. En d'autres termes, il faudrait, comme première condition, que l'accroissement de puissance productive fût mathématiquement le même dans toutes les branches de la production. Or, c'est ce

qu'il serait bien chimérique d'attendre : il y a même lieu de croire d'avance, que certains objets, au lieu de baisser de prix, auront monté, parce que la puissance productive de l'homme à l'égard de ces objets n'aura pas augmenté assez pour justifier à la fois une hausse des salaires et une baisse des prix. De là une premiè recatégorie d'exceptions. Dans une autre catégorie, il faut ranger les industries à l'égard desquelles des causes artificielles empêcheraient la concurrence d'exercer sur les prix l'action en baisse qui lui est propre.

Dans les dernières années du dix-huitième siècle, l'Angleterre avait sur le marché général un grand avantage pour plusieurs articles manufacturés de grande importance, parce que ses populations ouvrières s'étaient formées mieux que celles des autres nations et avaient acquis plus d'adresse ; parce que des hommes ingénieux, Arkwright, Watt et d'autres, avaient inventé des machines puissantes ou des métiers admirables, et que le capital, déjà considérable, que s'était ramassé la nation, avait servi à mettre en œuvre, sur une vaste échelle, ces inventions surprenantes. Par cela même, il faut le remarquer, ce pays était devenu plus riche ; car, avec le même travail, il avait, pour une même population, plus d'éléments de satisfaction (1). Les industries qui travaillaient pour l'exportation ayant ainsi augmenté grandement de puissance productive et pris de vastes développements, il s'ensuivit un double effet : les salaires y haussèrent, et la hausse des salaires, dans ces branches particulières de l'industrie nationale, imprima un mouvement ascendant aux salaires en général.

J'insiste sur la hausse des salaires dans les industries qui s'étaient ainsi perfectionnées, parce que c'est le pivot

(1) Voir page 377 ce que c'est que la richesse d'un pays.

du raisonnement. A l'explication qui vient d'en être donnée, j'ajoute, d'après M. Senior (1), la suivante : Le marché général du monde est, à proprement parler, la mine d'argent et d'or qu'exploite la Grande-Bretagne. C'est de là qu'elle tire ses métaux précieux ; et elle les en tire par une opération d'échange, avec le travail de ceux de ses ouvriers qui s'appliquent aux industries d'exportation, à peu près comme le Mexique, le Pérou, la Sibérie et la Californie, les extraient du sein de la terre par une opération minière et métallurgique. Tant que l'Angleterre était seule à bien exploiter les procédés perfectionnés imaginés par ses ingénieurs, elle était, ou du moins ses industries d'exportation étaient, sur le marché général du monde, par rapport à l'or et à l'argent, dans une position semblable à celle d'un atelier qui, au Pérou, serait tombé sur la mine du Potosi, au Mexique aurait rencontré la Veta-Madre de Guanaxuato, ou qui, sur les bords de l'océan Pacifique, aurait découvert les gisements aurifères du Sacramento. Pour un même travail et un même capital, ces industries anglaises d'exportation obtenaient une quantité plus grande d'or et d'argent, ce qui augmentait simultanément et le bénéfice de l'entrepreneur et le salaire de l'ouvrier.

Toutes les industries ayant par suite à payer leurs ouvriers plus cher, ce fut assurément pour elles un motif d'enchérir leurs produits. Là où cette force était balancée ou surmontée par une force contraire, provenant de ce que l'emploi d'un plus fort capital, employé plus judicieusement et plus habilement, provoquait la baisse avec intensité, malgré la hausse générale des salaires, les prix se maintenaient à l'ancien niveau ou, ce qui était le cas pour un grand nombre, tombaient plus bas, beaucoup

(1) *Three lectures on the cost of obtaining Money*, 1830, page 15.

plus bas. Mais les branches de l'industrie nationale qu'aucune invention nouvelle ne stimulait, qui demeuraient routinières, que ne vivifiait aucun supplément de capital, étaient bien forcées de vendre plus cher leurs produits. Celles même qui auraient eu l'assistance de procédés nouveaux appliqués avec un grand renfort de capital par des ouvriers, agents et directeurs, plus adroits et plus capables, mais à l'égard desquelles l'action de la concurrence eût été paralysée par un monopole, auraient persisté à exiger du consommateur le même prix, et l'auraient obtenu.

M. Senior, qui a traité cette question avec supériorité, il y a plus de vingt ans, dans un écrit que nous venons de citer, fait, au sujet de ce dernier cas, le raisonnement suivant qui est sans réplique (1) :

« Supposons qu'à un moment donné la pire terre qui, à cet instant, comporte la culture, celle qui alors ne fait que couvrir les frais de production, rende par acre 2 quarters (2) de blé, déduction faite de la semence. Le propriétaire d'un domaine de cent acres, dont le rendement sera de 4 quarters par acre, semence déduite, sera fondé à réclamer et se fera payer un fermage égal à ces 4 quarters diminués du rendement de la terre la plus stérile, soit de 2 quarters par acre, ou en tout de 200 quarters. Les 200 quarters du propriétaire sont identiques aux 200 quarters que garde le fermier, et qui se partagent entre ses ouvriers et lui. Le prix courant de ces 200 derniers quarters doit être égal au montant des salaires payés par le fermier, augmenté de son profit ; le taux de ces salaires, s'il n'est pas absolument le même que le taux des salaires des ouvriers par les mains desquels ont été

(1) *Three lectures on the cost of obtaining Money*, page 16.
(2) On sait que le quarter est de 2 hectolitres 9/10, et l'acre de 40 arcs.

ouvrés les objets manufacturés que le pays exporte, y reste lié par un certain rapport fixe. Admettons que la fatigue et l'effort de l'ouvrier manufacturier soient de moitié en sus de la fatigue et de l'effort de l'ouvrier cultivateur. Si le premier reçoit 15 schellings, soit 3 onces d'argent environ par semaine, le second n'aura que 10 schellings ou environ 2 onces de métal. Nous supposerons que le fermier ait dix ouvriers, que les salaires soient payés un an avant que le fermier ne vende son grain et ne rentre dans ses fonds, et que le taux habituel du profit, que le fermier doit avoir pour ses avances, soit de 10 pour cent. Les 200 quarters de blé que le fermier retient pour rétribuer ses ouvriers, et retirer de son capital un profit convenable, devront donc avoir une valeur courante de 286 livres sterling, à savoir 260 livres pour les salaires, et 26 pour le profit. Le fermage du propriétaire vaudra donc aussi en argent 286 liv. st. Mais si un progrès nouveau de la puissance productive, dans les établissements qui se livrent à l'exportation, permet de placer sur le marché général les produits manufacturés de l'Angleterre à de telles conditions que l'ouvrier manufacturier soit payé désormais sur le pied de 30 schellings par semaine au lieu de 15, ce sera comme si une mine d'argent eût été découverte, qui fît baisser de moitié les frais de production de l'argent, en faveur du commerce anglais. Quoique l'ouvrier cultivateur n'ait rien acquis de plus en puissance productive, son salaire sera doublé tout comme celui de l'autre; autrement la proportion consacrée, en raison des peines respectives, entre les différentes industries, serait altérée. Les salaires des dix ouvriers employés par le fermier monteront donc ensemble, de 260 liv. à 520; le profit proportionnel (un dixième) du fermier sera de 52 au lieu de 26. Le prix des 200 quarters, dès lors, montera de 286 liv. à 572. Le

revenu du propriétaire éprouvera le même accroissement de 286 liv. à 572. »

En résumé, le blé alors montera de 1 liv. st. $\frac{43}{100}$ à 2 liv. st. $\frac{86}{100}$ le quarter, en vertu de l'augmentation qu'aura éprouvée la richesse de la société. Ce renchérissement serait extrême ; mais on a ici, à dessein, forcé les termes du raisonnement afin d'en rendre la conclusion plus tangible. Par le progrès de la richesse, il y a donc des objets qui peuvent devenir plus chers. Deux causes, cependant, empêcheraient, chacune isolément, qu'il n'en fût ainsi. Premièrement un capital nouveau, appliqué avec intelligence à l'agriculture, diminuerait les frais de production du blé et permettrait de mieux rétribuer l'ouvrier des champs, sans élever le prix du grain ou en l'élevant beaucoup moins ; secondement, si le marché intérieur est ouvert au blé étranger, celui-ci, par sa concurrence, arrêterait la hausse. Vraisemblablement, sous la pression de cette concurrence, l'agriculture ferait des progrès qui impliqueraient, entre autres choses, l'intervention d'un nouveau capital. Et c'est ainsi qu'on comprend bien comment la liberté du commerce, dans un pays où il se forme du capital, devient une cause déterminante du perfectionnement industriel en général. Si l'agriculture n'améliorait pas ses procédés, les terres de la pire qualité seraient abandonnées ; on ne cultiverait que celles qui pourraient soutenir le choc de la concurrence extérieure.

Ainsi, d'une part, l'abondance du capital et la judicieuse dissémination de cette force dans les diverses industries ; d'autre part, la liberté du commerce, tendent puissamment à généraliser la baisse des produits à mesure que la richesse augmente, ou à empêcher la hausse de quelques-uns de contraster trop vivement avec la baiss de la plupart des autres.

Il y a lieu de présumer que l'on verra sous peu, en Angleterre, cette tendance se manifester avec éclat et triompher de toute tendance opposée, dans l'industrie agricole. Le blé qui, en Angleterre, se vendait plus cher que partout sur le continent, a baissé d'une manière marquée par l'arrivage des grains étrangers. Mais, depuis la loi de 1846, qui a supprimé à peu près entièrement le droit d'entrée sur les céréales dans le Royaume-Uni, un capital considérable est successivement consacré à améliorer les fonds de terre, particulièrement par le *drainage*. Les fermiers secouant la torpeur dont plusieurs d'entre eux étaient engourdis, recherchent avec ardeur le perfectionnement de leur art. Au dire des personnes les mieux informées, il est vraisemblable que très-peu de terres cesseront d'être ensemencées, ou, ce qui revient au même, que les fermages seront à peine réduits, malgré la diminution du prix des céréales, sans que les salaires soient abaissés, quelle que soit en ce moment l'anxiété que manifestent les adversaires de la liberté du commerce au sujet de l'avenir des propriétaires et des fermiers.

CHAPITRE IV.

Continuation du même sujet. Argument présenté par M. J. S. Mill à l'appui de la cherté dans les pays riches.

Dans son récent Traité d'économie politique, M. J. S. Mill, qui reconnaît la justesse du raisonnement précédemment rapporté de M. Senior, expose une autre série d'idées dont la conclusion serait de même, que, dans les

pays riches, certains articles peuvent enchérir, et, dans l'état présent de la civilisation, considérée sous le rapport des relations internationales, enchérissent effectivement (1). Le lecteur me saura gré de les résumer.

Si, chez toutes les nations, régnaient la sécurité et la justice, si un homme civilisé pouvait se transporter partout avec la certitude de n'être froissé ni dans ses droits, ni dans ses sentiments, ni dans ses habitudes; si la diversité même des climats ne suscitait pas un obstacle à l'émigration des hommes; si l'amour de la patrie, le charme des souvenirs, et le préjugé en faveur des mœurs et des coutumes nationales, ne tendaient pas à fixer les individus aux lieux qui les ont vus naître; si enfin la liberté du commerce était la loi générale du monde, les échanges entre les différentes parties du globe s'accompliraient sur le même pied qu'au sein d'une seule nation. Toutes les fois qu'en un lieu quelconque les circonstances naturelles offriraient, pour la production d'un article, des conditions plus avantageuses qu'ailleurs, les capitaux et les hommes y afflueraient de toute part. La conséquence serait qu'il s'établirait, entre les différentes parties du monde, une sorte d'équilibre commercial, où chaque chose serait produite dans le lieu le plus favorable, où les échanges se feraient sous l'action de la concurrence universelle, et où partout le prix des produits se réglerait, sauf oscillations, par le montant des frais de production, y compris, bien entendu, le transport avec les commissions et accessoires, et un bénéfice convenable pour les producteurs et marchands. Il n'y aurait d'exception que pour les cas de monopole.

(1) *Principles of Political Economy*, liv. III, chap. XVIII, XIX, XX et XXI.

Mais le genre humain est bien éloigné de l'état moral, intellectuel et politique, qui permettrait aux transactions du commerce international de suivre, avec une approximation même médiocre, le même cours que les échanges intérieurs d'un État. Les hommes et les capitaux s'expatrient difficilement, malgré les perfectionnements prodigieux qu'ont reçus de nos jours les moyens de transport. L'équilibre commercial, qui s'établit alors, est tout autre que l'idéal dont il vient d'être parlé; et la valeur d'un article, dans un pays autre que celui où il est créé, se détermine non par les frais de production, mais par une loi beaucoup plus complexe.

Supposons deux pays, l'Angleterre et l'Espagne, par exemple, avec les différences politiques et sociales qui les distinguent présentement. Considérons-les comme s'ils étaient seuls au monde, et qu'ils n'eussent chacun qu'un seul article à tirer de l'autre, et faisons d'abord abstraction de la monnaie même: l'Angleterre prendra du vin d'Espagne, je suppose du vin ordinaire, de celui que l'Espagne peut être regardée comme en mesure de produire presque indéfiniment; l'Espagne, de son côté, voudra de l'acier anglais. Admettons, en premier lieu, que la demande du vin d'Espagne soit grande de la part de l'Angleterre; et que, au contraire, l'Espagne, peu industrieuse, n'ait besoin que de peu d'acier. L'acier fourni par l'Angleterre à l'Espagne devra, dans cet état de choses, solder le vin que l'Espagne aura livré à l'Angleterre; car, par hypothèse, il n'y a pas d'autre retour possible. L'Angleterre, dans son désir intense d'avoir du vin, offrira son acier d'une manière pressante; pour un peu de vin il se donnera une quantité relativement forte d'acier, sans qu'on regarde à l'effort et au sacrifice qu'exige la production de l'acier, comparés à la peine que cause la pro-

duction du vin. En un mot, le troc se fera sur la base du rapport entre l'offre et la demande et non sur celle des frais de production (1). 100 kilog. d'acier s'échangeront, par exemple, contre 1 hectolitre de vin. Si au contraire c'était l'Espagne qui, se lançant dans la carrière industrielle, réclamât beaucoup d'acier, tandis que l'Angleterre serait fort peu soucieuse du vin d'Espagne, il faudrait, pour que les comptes s'alignassent, que l'Angleterre reçût, en retour de chaque quintal d'acier, 2 ou 3 hectolitres de vin au lieu de 1.

Si le consommateur de vin et le consommateur d'acier étaient de la même contrée ; si, au lieu d'un Anglais et d'un Espagnol, c'étaient deux Espagnols, l'un Castillan, l'autre Andalous, qui fussent en présence, les choses se passeraient différemment. Ce seraient les frais de production respectifs qui, immédiatement ou après un bref délai, régleraient les quantités échangées, par la raison que, si l'Andalous demandait une exorbitante quantité d'acier contre son vin, on verrait des habitants de la Castille se transporter en Andalousie avec leurs capitaux, et y cultiver la vigne, afin d'approvisionner leurs compatriotes.

Dans cette opération, il est nécessaire de prendre en considération un élément qui n'a pas encore été nommé ici, les frais de transport. La nation, qui produit l'article le plus facile à transporter, tire à elle par cela même une plus forte quantité de l'article de l'autre. Car, supposons qu'au lieu d'acier il s'agisse de houille : les frais de transport absorberont une partie très-notable de la valeur du vin envoyé par l'Espagne, et il restera à l'Angleterre d'autant moins de vin que le transport aura coûté plus cher. Dans la première des deux suppositions, celle

(1) Voir section II, chap. I.

où la demande de vin par les Anglais excéderait de beaucoup la demande réciproque des Espagnols, la quantité de vin qui écherrait, en Angleterre, au détenteur de houille, pourrait ainsi devenir minime. Dans la seconde supposition, celle où la demande des Espagnols serait plus grande que celle des Anglais, une bonne part de ces mêmes frais de transport retomberait à la charge de l'habitant de la Péninsule; il en resterait cependant toujours une fraction notable à la charge de l'Anglais.

De ce troc fictif entre deux parties seules au monde, réduites chacune à un article unique d'échange, passons à la réalité. Sur le marché général, il y a un grand nombre de parties contractantes, dont les opérations s'enchaînent de manière à se faciliter réciproquement. Au lieu de deux comptes individuels qui doivent se balancer, on a une grande quantité de comptes qui se liquident collectivement. Malgré les restrictions multipliées qui figurent sur les tarifs des douanes, chacune des parties a plusieurs articles d'échange. Au nombre des articles offerts sont les métaux précieux. Enfin, au besoin, quand un pays est créancier d'un autre, il s'y trouve, le plus souvent, des capitalistes qui acceptent, en payement, des rentes sur l'État ou des actions d'entreprises diverses dans le pays débiteur. De cette façon, l'on a plus d'aise pour équilibrer les comptes que dans la supposition précédente. Les échanges, sans se faire précisément sur le pied des frais de production respectifs, en restent bien moins éloignés que dans l'hypothèse examinée tout à l'heure, relativement à l'Espagne et à l'Angleterre.

Il n'en est pas moins vrai qu'une nation qui, comme l'Angleterre, aura une production assez variée et assez parfaite pour que, sur le marché général, ses produits soient plus recherchés, l'un de celui-ci, l'autre de celui-là,

et qui, à ce précieux avantage, ajoutera, aussi comme l'Angleterre, que ses articles soient en général moins encombrants, ou, en d'autres termes, d'un transport plus facile, échangera ses marchandises plus fructueusement qu'une autre nation qui n'aurait à offrir qu'un petit nombre d'articles, d'un poids énorme, tels que des grains, des matériaux de construction, des matières brutes. De ces deux nations, sur le marché général, la première se procurera tout plus facilement que la seconde, même les métaux précieux. Il en sera ainsi, non-seulement en raison de sa supériorité de puissance productive, mais aussi en raison de la faveur qu'auront ses produits dans le reste du monde, et de la moindre difficulté qu'on aura à les transporter. Ainsi, par ces derniers motifs, de même qu'en vertu de la plus grande force productive, les choses se passeront, par rapport à elle, comme si les frais de production des métaux précieux étaient diminués; par rapport à la seconde nation, comme s'ils étaient plus forts.

On voit par là une nouvelle raison pour que, dans le sein d'un pays tel que l'Angleterre, les prix, c'est-à-dire les quantités d'argent ou d'or contre lesquelles se troquent les produits, soient plus considérables qu'ailleurs. Il y a tout lieu de croire cependant, et M. Mill est le premier à en convenir, que cette action en hausse sur les prix est plus que balancée, dans un pareil pays, par l'influence contraire, qui, à l'intérieur, résulte de l'accroissement de la puissance productive, du moins pour la plupart des articles. J'estime que cet effet peut être tenu pour certain, déjà, quand on compare l'Angleterre à des nations avancées comme la France et l'Allemagne; mais il devient bien plus sensible quand on met en parallèle l'Angleterre ou les autres États de l'Europe occidentale, avec les contrées peu civilisées comme les États barbaresques. Chez

ces populations arriérées, les choses se passent comme si l'or et l'argent étaient d'une rareté extrême dans le monde. Nous avons eu occasion d'en faire la remarque plus haut (1).

(1) Page 433.

SECTION XII.

Du commerce international des métaux précieux, et du change.

CHAPITRE PREMIER.

Du mouvement des espèces monnayées et des matières d'or et d'argent, entre les différents États, considéré dans les phénomènes généraux.

Tout pays qui a reçu des marchandises étrangères est tenu, en honneur et en justice, de les payer. La tendance générale est de s'acquitter avec les produits de sa propre industrie. C'est ainsi que, chaque année, lorsque la France a reçu de la Grande-Bretagne des charbons, des fontes brutes, et des fils fins de coton, elle lui renvoie des produits français, des vins de Champagne ou de Bordeaux, des articles de mode, des soieries (1). Il est plus commode et plus aisé, pour la France, de solder ainsi son

(1) On peut objecter ici que si les vins, que je suppose expédiés par la France, sont entièrement de son cru, il n'en est pas de même des autres productions. Ainsi, dans les soieries, les couleurs ont été en partie achetées au dehors, et le tissu même a pu être fait avec de la soie étrangère; les toiles peintes fines sont certainement faites avec une matière textile qui est étrangère, et pour la confection des objets de goût, on a employé des substances venues de toutes les parties du globe; mais, dans ces marchandises variées, tout peut être considéré comme d'origine française, car le travail qui les a façonnées est français, et les matières exotiques qui y ont servi ont été soldées, en définitive, directement ou indirectement, aux contrées d'où on les a tirées, avec du travail français.

compte, que de se dessaisir de l'or et de l'argent qui lui servent. L'arrangement est plus avantageux aussi pour l'Angleterre qui, à peu de chose près, possède habituellement l'approvisionnement de métaux précieux qu'elle désire, et qui, si tous ses débiteurs se mettaient à lui expédier de l'or et de l'argent, n'en aurait que faire chez elle; tandis que nos vins, nos soieries, nos articles de goût, sont en rapport direct avec ses besoins. C'est pour le Mexique, le Pérou, la Russie, la Californie, qu'il est naturel de payer avec des lingots, des piastres ou de la poudre d'or.

Il est donc exact de dire que, en convenance et en fait, les importations d'un pays s'acquittent au moyen des fruits de son propre travail qu'il exporte. On tire sur lui, du dehors, des lettres-de-change jusqu'à concurrence des importations qu'il a reçues; il y répond par des lettres-de-change qui représentent les exportations qu'il a livrées. La somme de celles-ci doit, en moyenne, pour un laps de temps de plusieurs années, équilibrer à peu près la somme de celles-là, sinon envers chacun des États étrangers en particulier, du moins pour l'ensemble, en supposant un pays qui soit stationnaire sous le triple rapport de la richesse, du capital et du luxe, et où le mécanisme monétaire et des échanges reste le même. C'est en ce sens qu'il y a une éclatante vérité dans cette proposition à la démonstration de laquelle s'est appliqué J. B. Say, que le commerce international est le troc des produits de l'un contre les produits de l'autre, ou, pour employer, selon que l'a fait remarquer M. Bastiat, une expression plus exacte, des services de celui-ci contre les services de celui-là.

Mais on ne doit pas perdre de vue que les importations de chacun des deux États, qui sont des exportations par rapport à l'autre partie contractante, sont appelées par

les besoins des populations respectives, par leurs besoins raisonnés, je veux dire par leurs besoins rapprochés de leurs ressources. Il se peut que la France ait besoin de plus de charbon et de fonte cette année qu'à l'ordinaire, sans que l'Angleterre ait la volonté ou le pouvoir de consommer même la quantité accoutumée de vin de Champagne ou d'articles de Lyon. Avec plus ou moins de temps, ces inégalités et ces disproportions se balancent, mais ce n'est pas immédiatement. Je ne disconviens pas que si la France a tiré beaucoup plus de fonte et de charbon de la Grande-Bretagne, il est à croire que ce surplus de demande aura répandu la prospérité parmi les mineurs de Newcastle, ou les fondeurs du pays de Galles ou de l'Écosse, qui alors eux-mêmes auront consommé plus de produits en tout genre, étrangers et nationaux; ils auront pu faire participer à leur bien-être inaccoutumé et à leurs consommations extraordinaires un certain nombre de leurs compatriotes, d'où serait résulté, de la part de certains Anglais, une demande supplémentaire spéciale des produits français. Il n'en est pas moins vrai que c'est là un effet probable et non pas infaillible, et que ce surcroît de demande spéciale peut ne point compenser la baisse de la demande générale de l'Angleterre. Bien des causes peuvent resserrer ou arrêter le reflux qui, dans l'hypothèse indiquée ici, tendait à se manifester de France en Angleterre : un ensemble de spéculations mal conçues ou exagérées, qui aura renversé beaucoup de fortunes et porté une atteinte profonde à la production et à la consommation dans la Grande-Bretagne, comme on ne l'a que trop vu en 1825 et en 1847; une agitation politique, ou la fermeture accidentelle de quelques marchés extérieurs, qui auront restreint dans le pays le travail et par conséquent l'aisance; l'intem-

périe des saisons, qui aura porté un grand préjudice à quelqu'une des récoltes principales, causé la disette et appauvri la population.

L'habitant de la France qui fait venir d'Angleterre du charbon, ou de la fonte, ou des fils de coton ou de lin, n'est point le même qui expédie de France en Angleterre des vins, ou des soieries de Lyon, ou des toiles peintes de Mulhouse, ou des articles de Paris. Ce sont deux individus très-distincts, l'un recevant la lettre-de-change d'un Anglais, l'autre délivrant la sienne à une maison anglaise. Entre eux, point de solidarité directe, rien que des relations médiates et éloignées. L'opération faite par celui-ci n'entraîne point impérieusement, de la façon dont la cause entraîne l'effet, l'opération de celui-là; ils se déterminent l'un et l'autre par une raison qui leur est propre, par le sentiment de leur intérêt dans ses rapports avec les convenances générales du consommateur, leur concitoyen. Une chose cependant est vraie : si une demande de produits anglais ne suit pas, comme à l'ordinaire, l'expédition en Angleterre de produits français; si une lettre-de-change tirée de l'Angleterre ne répond pas à la lettre-de-change tirée sur l'Angleterre, les Anglais, pour s'acquitter, devront se mettre en mesure d'embarquer de l'or ou de l'argent pour Calais. Cette perspective fera baisser le change de Londres sur Paris, c'est-à-dire que, désormais, un kilogramme d'argent ou d'or, livrable à Londres, au lieu de s'échanger contre tout juste un kilogramme d'argent ou d'or livrable à Paris, ne se troquera plus que contre une quantité un peu moindre. Cette altération dans le cours du change deviendra un attrait de plus pour l'exportation de produits anglais en France. Tel commerçant français qui se refusait à faire venir des produits anglais, parce que les circonstances ne lui promettaient pas un profit qui pût le séduire,

remarquera qu'il peut les avoir à meilleur marché, puisqu'il suffira, pour effectuer le payement à Londres d'une somme donnée, de s'engager pour un montant moindre à Paris. Et puis, il y a lieu de croire que la stagnation du commerce d'exportation d'Angleterre en France, aura déprimé le cours des produits anglais qui avaient l'habitude de s'exporter, d'où une tentation de plus, pour le commerçant français, d'en acheter.

Certes, les variations qu'éprouve le cours entre deux places voisines, comme Paris et Londres, sont bien modérées; la quantité dont le change peut, en effet, s'écarter du pair en dessus ou en dessous est limitée par ce qu'il en coûte pour transporter effectivement de l'or d'une place à l'autre, puisque si la prime à payer pour l'opération du change excédait ces frais de transport, on prendrait le parti de faire en réalité l'expédition. Or, ces frais sont bien peu de chose. Néanmoins, les profits sont ordinairement si restreints par la concurrence, que la différence entre un change favorable et un change défavorable est une des circonstances qu'un commerçant prend en considération, quand il s'agit de faire une commande, et qui contribuent à rétablir la balance entre les importations et les exportations.

Pour savoir comment l'équilibre se maintient, sans un grand déplacement de métaux précieux, entre deux pays qui trafiquent beaucoup ensemble, il faut tenir compte du commerce de ces deux États avec les diverses autres nations. Ce n'est pas le commerce de la France avec l'Angleterre seule qui se balance à peu près, sans l'intervention d'une grande quantité de métaux précieux en espèces ou en lingots, par une somme d'exportations analogue à celle des importations. La France peut s'acquitter aussi envers le commerce anglais par des

lettres-de-change sur l'Espagne, sur les États-Unis, sur la Russie, lettres-de-change qui représentent des marchandises que la France a exportées dans ces contrées par delà ce qu'il fallait pour qu'elle fût quitte de ce qu'elle en avait reçu elle-même.

Un des cas où la sortie des métaux précieux acquiert le plus d'impétuosité est celui où une région populeuse aura vu sa récolte en céréales lui faire défaut. Alors, il se manifeste, dans les rapports entre le pays affamé et toute contrée qui possède une certaine réserve en grains, un changement considérable. Le courant commercial qui amène les produits de celui-ci à celui-là, prend subitement, par le fait des grains qui viennent s'y précipiter, une grande puissance que le contre-courant ne saurait atteindre. Quand une nation, comme la Grande-Bretagne, par exemple, se met tout d'un coup à demander, dans une seule saison, pour 150 ou 200 millions de plus de blé à la Russie et pour pareille somme aux États-Unis, assurément les populations agricoles de la Crimée, ou des rives de la Baltique, ou des bords de l'Ohio, qui vendent leurs grains à des prix inespérés, achèteront plus d'objets de toute sorte en Angleterre comme ailleurs. Les navires qui auront transporté, à des conditions très-lucratives, comme il arrive toujours en pareil cas, de la Russie ou de l'Amérique, des blés, marchandise encombrante, à Londres, à Bristol ou à Liverpool, offriront à vil prix leur fret de retour, et décideront ainsi, par le bon marché du transport, les commerçants à faire des expéditions, indépendamment de l'action, que nous signalions il n'y a qu'un instant, qu'aura le cours du change. De cette manière, les exportations de l'Angleterre, dans le cas que nous examinons ici, pour la Russie, les États-Unis et les autres pays producteurs de céréales, iront en croissant, mais elles resteront encore bien au-

dessous des importations, extraordinairement grandes, que l'Angleterre aura tirées des mêmes régions, et par conséquent il restera une force très-énergique pour pousser les métaux précieux hors de l'Angleterre.

Pendant la disette de 1847, les relevés du commerce de la Grande-Bretagne avec les autres États ont constaté ce qui vient d'être dit. Les exportations de la Grande-Bretagne pour les pays d'Europe, qui souffraient de la même calamité, se sont ralenties ; mais elles se sont beaucoup activées envers les contrées qui produisent des grains, et qui en avaient expédié à la Grande-Bretagne et à l'Europe occidentale. Ainsi, avec la France, l'Allemagne, l'Italie, les exportations de l'Angleterre ont diminué; tandis qu'elles ont augmenté avec les États-Unis, avec la Russie, avec l'Égypte. Néanmoins, l'accroissement des exportations anglaises, à destination des pays producteurs de céréales, a été bien loin d'égaler le montant de l'importation inusitée en grains que l'Angleterre en a reçue; elle n'en a formé qu'une fraction. C'est ainsi qu'il a dû sortir de l'Angleterre, à la fin de 1846 et pendant les six premiers mois de 1847, une somme énorme.

Il y a toujours, dans les grands États commerciaux, un certain approvisionnement de métaux précieux en lingots, qui est là pour les besoins des arts, ou qui attend les variations du change pour en profiter. Dans l'hypothèse où nous nous sommes placé, cette masse flottante se met en chemin. Il y a, en outre, des réservoirs où les métaux précieux s'accumulent, à l'état d'espèces monnayées principalement : ce sont les caisses des grandes banques, comme sont la Banque d'Angleterre et la Banque de France, comme était la Banque des États-Unis. Les commerçants qui ont des payements à faire à l'étranger, et qui ne trouvent pas de lettres-de-change venues du dehors qu'ils puissent retourner, puisent dans ces vastes

dépôts, et c'est ainsi qu'on a vu l'encaisse métallique des Banques de France et d'Angleterre décroître rapidement après la moisson de 1846. Du 1er juillet 1846 au 14 janvier 1847, celui de la Banque de France avait diminué de 172 millions. La diminution fut plus forte encore à la Banque d'Angleterre (1). A toutes les mauvaises récoltes de la Grande-Bretagne, l'avoir métallique de la Banque d'Angleterre diminue très-notablement.

Même hors de ces temps critiques, il y a constamment des métaux précieux en plus ou moins grande quantité; qui vont et viennent, qui décrivent un périple très-divers selon la diversité des circonstances.

Il est utile de remarquer que cette masse de métaux précieux en mouvement, même lorsqu'elle serait formée exclusivement d'espèces monnayées, ne doit pas être considérée comme de la monnaie proprement dite. C'est un capital flottant qui circule, une fraction de leur capital de roulement que les nations se transmettent.

Cette pérambulation d'une masse variable de métaux précieux qui servent à solder les comptes, tantôt de ce pays-ci, tantôt de celui-là, se complique d'autres mouvements avec lesquels il ne faut cependant pas la confondre. Ainsi, à la sortie, les lingots d'argent et d'or du Mexique et du Pérou sont communément confiés, pour plus de sûreté, à des navires de la marine royale britannique qui, naturellement, les transportent d'abord en Angleterre où ces métaux sont consignés, et d'où ils ont à se répandre ensuite dans les différents États, selon les besoins des arts et ceux du monnayage même. Ainsi encore, l'ha-

(1) Les travaux des chemins de fer, en France, et diverses circonstances auxquelles ces chemins ne sont pas étrangers, en Angleterre, ont contribué à cette diminution, pour une certaine part; voir p. 341.

bileté des affineurs parisiens détermine le passage à Paris d'une grande quantité de lingots d'argent et de piastres, pour y subir l'opération du départ.

Ensuite, il y a des mouvements accidentels de métaux précieux de toute autre nature, qui cependant ne laissent pas que de se présenter souvent. De vastes entreprises subitement montées, qui auront pour but un pays peu connu, et y précipiteront les capitaux de l'Europe, pourront avoir l'effet de causer d'étranges déplacements d'or et d'argent. Ce fut ainsi que la grande spéculation des mines américaines, dont s'éprirent les Anglais en 1825, causa cette anomalie, que de fortes sommes en espèces ou en lingots refluèrent de l'Angleterre dans les pays producteurs de métaux précieux. C'était comme un fleuve qui serait remonté à sa source. Je lis dans le livre qu'a écrit sur le Mexique le premier envoyé anglais dans ce pays après l'indépendance, M. Ward, qu'à l'hôtel-des-monnaies de Mexico, on eut alors à monnayer en or venu d'Angleterre, sans parler de l'argent, 1,936,040 piastres, ou environ 3,000 kilog. pesant de métal (1).

Parmi les causes perturbatrices du mouvement normal des métaux précieux, il ne faut pas omettre la guerre, source de tant de perturbations de tout genre dans le monde. La guerre rend plus nécessaires les soldes en monnaie, parce qu'elle barre le chemin par terre et par mer aux autres marchandises qui sont bien moins aisées à dissimuler, et en même temps elle gêne l'or et l'argent quand ils voudraient se rendre au point où les appelle le besoin des soldes commerciaux. Elle fait désirer les métaux précieux aux populations qui craignent l'invasion de l'ennemi, et les porte à les enfouir. Elle

(1) Ward, *Mexico*, tome I, page 19.

provoque la formation de caisses militaires abondamment pourvues d'or, ce qui contribue à retirer les pièces de métal de leurs canaux accoutumés.

Dans le cours ordinaire des choses, tenons pour certain que les métaux précieux, en lingots ou en espèces monnayées, ne quittent un État qu'autant qu'on n'aurait pas à faire sortir d'autres marchandises, dont l'exportation fût profitable. L'or et l'argent ont cet avantage que, sauf quelques variations, ils trouvent constamment à se placer partout. Voilà pourquoi on se met à les exporter quand on a épuisé les autres exportations; mais on attend que celles-ci aient cessé d'être praticables.

Il est évident que les règlements restrictifs qui gênent, et souvent interdisent, dans la plupart des États, l'entrée d'un grand nombre de marchandises étrangères autres que l'argent et l'or, contribuent sérieusement à rendre obligatoire l'exportation de l'or et de l'argent, monnayés ou non, de certains États, toutes les fois que des accidents d'une nature quelconque ont rendu nécessaire, dans ces derniers, un surcroît d'importation des produits étrangers. Incontestablement, quand la France est débitrice de l'Angleterre pour une grosse somme, elle s'acquitterait, en partie au moins, par l'expédition de ses vins, si ceux-ci n'étaient frappés de lourds droits par la douane anglaise. Quand c'est l'Angleterre qui doit à la France, elle aurait de même beaucoup plus de facilité à payer autrement qu'en métaux précieux, si ses fils communs de coton, ses tissus de coton et de laine, sa faïence, sa quincaillerie, n'étaient écartés de notre marché par la prohibition absolue, et si ses aciers, ses fers, la plupart de ses machines, n'étaient de même sous le coup de droits que leur élévation rend prohibitifs.

CHAPITRE II.

Le pair du change.

On dit que le change entre deux places de commerce est au *pair* lorsque le cours est tel qu'en remettant aux banquiers de l'une des places une somme d'espèces monnayées représentant tel ou tel poids d'argent ou d'or fin, il donne en retour une lettre-de-change moyennant laquelle on obtienne, à présentation ou à quelques jours de vue, dans l'autre place, des espèces monnayées qui forment exactement le même poids de métal. Lorsqu'il s'agit de places qui ne sont pas dans le même État et par conséquent n'ont pas la même monnaie, de Paris et de Hambourg ou de Paris et de Londres, du Havre et de Rio-Janeïro, les banquiers, pour établir le pair, ont un calcul à faire dans lequel on tient compte non-seulement de la composition des monnaies respectives des deux contrées, mais aussi de la fidélité de la fabrication monétaire, et du degré de détérioration que les espèces ont éprouvé moyennement par l'usage ou par la fraude; car le véritable pair est celui qui permet de se procurer, non pas une égale somme nominale dans les deux places, mais bien une égale somme réelle, je veux dire un même poids de métal fin, argent ou or.

Il faut que le pair du change entre deux places situées dans des États différents soit facile à connaître et soit un point fixe ; autrement les opérations commerciales prennent un caractère d'incertitude qui les fait plutôt fuir que rechercher des hommes sages et de bonne foi. A l'époque où les princes se laissaient aller à la coupable

pratique de fausser les monnaies ou de les changer, le commerce était difficile et aléatoire.

Le pair du change a une base parfaitement solide lorsque les deux contrées n'ont chacune, en droit ou en fait, d'espèces monnayées qu'en un seul métal et que ce métal est le même de part et d'autre. Il en est ainsi entre Paris ou le Havre et Hambourg : en France et à Hambourg, les payements ne se font qu'en argent, jamais en or. Entre Paris et Londres, au contraire, le véritable pair du change a quelque chose de mobile, parce que, en droit et en fait, les Anglais n'ont de monnaie qu'en or, et que nous, en fait, nous n'en avons qu'en argent. Pour établir le pair du change, il faut alors une hypothèse, à savoir qu'un gramme d'or est le pair de tel nombre de grammes d'argent. Si l'on prend le rapport de 15 1/2 à 1, qu'adopta chez nous le législateur en l'an XI, il s'en suit que le pair du souverain anglais est 25 fr. 21 c. en pièces françaises d'argent ; mais cette hypothèse, fondée un jour, peut cesser de l'être le lendemain.

Quand un des deux pays est au régime du papier-monnaie, et par là j'entends un état de choses dans lequel des morceaux de papier, billets de banque ou assignats de l'État, ont un cours forcé, le pair du change est bien autrement mobile que dans le cas précédent. C'est que ces papiers qui, si l'on en croyait les inscriptions qu'ils portent, équivaudraient absolument à des quantités fixes de l'un ou de l'autre des métaux précieux, que dis-je, seraient ces quantités fixes, ne se troquent communément, malgré les ordres du législateur en cela impuissant, que contre des quantités moindres et variables. Depuis le décret rendu par le gouvernement provisoire, le 15 mars 1848, la France est, en apparence, au régime du papier-monnaie ; en fait, elle n'y est point, parce qu'on a eu le soin de limiter rigoureusement l'émission des billets

de banque à un montant peu élevé. Grâce à cette précaution, il est resté une très grande quantité de numéraire métallique dans la circulation, et il a toujours été facile d'échanger un billet de banque contre le montant nominal en espèces. Pareillement, après que, en 1797, le parlement britannique eut donné un cours forcé aux billets de la Banque d'Angleterre, pendant quelques années l'égalité se maintint entre les billets et les espèces; mais en 1809 l'équilibre fut renversé, une livre sterling en billets ne trouva plus à s'échanger contre 1 livre sterling en or; l'or gagna une prime de plus en plus forte, ou pour mieux dire, le papier perdit de plus en plus relativement à l'or, jusqu'à la paix (1). L'aventure s'est répétée avec les roubles en assignats de la Russie, avec les reis en papier du Brésil, les billets de banque de la Suède, ceux du Danemark, ceux de l'Autriche, ceux de Buenos-Ayres, ceux des États-Unis en 1814. Ces exemples de dépréciation du papier-monnaie sont surpassés par ce qui arriva aux billets de la Banque de Law en France, sous la Régence, aux billets d'État, qualifiés de *continental money*, qu'émit le Congrès des États-Unis pour soutenir la guerre de l'Indépendance. Sous ce rapport encore aucune catastrophe n'est comparable à celle des assignats qu'émirent trois des gouvernements successifs de la Révolution Française.

Dans chacune des circonstances que je viens de rappeler, et dans toutes celles du même genre, le pair du change, dans les contrées où le papier-monnaie circulait, suivait toutes les variations du papier par rapport à des espèces d'or ou d'argent droites de poids

(1) Nous avons indiqué plus haut (section VIII, chap. III), une cause particulière, d'une nature exceptionnelle, qui paraît avoir contribué, plus que toute autre, à la dépréciation des billets de banque, à partir de 1809.



et de titre, indépendamment des variations qui seules l'affectent aujourd'hui, celles qui tiennent au sens dans lequel penche la balance du commerce, c'est-à-dire à l'inégalité des deux masses de lettres-de-change que les deux pays doivent se payer l'un à l'autre.

Ainsi, en Angleterre, le change sur Paris ou sur Amsterdam, abstraction faite de la balance du commerce, fut, en 1812 et 1813, de 18 fr. ou de 17 fr. pour 1 livre sterling. Le change de Londres sur St.-Pétersbourg, qui, primitivement, était d'environ 40 deniers sterl. pour le rouble de papier, est tombé à 11. Entre Londres et Rio-Janeiro autrefois, le pair du change était d'à peu près 60 deniers sterl. par mille reis ; il en est venu à 24 deniers. Le changement a été plus fort à l'égard du papier-monnaie de Buenos-Ayres. Il en est ainsi parce que le commerce ne se paye pas de mots. Il ne tient pas compte des inscriptions que portent les billets de banque ou les assignats, et ne prend en considération que la quantité de métaux précieux qu'on peut couramment obtenir en échange.

Il arrive quelquefois que l'on qualifie de pair du change entre deux pays une cote qui en diffère. On en voit un exemple entre l'Angleterre et les États-Unis, qui sont deux contrées ayant des espèces métalliques d'un poids et d'un titre bien connus. Ce qu'on nomme abusivement le pair est de 4 doll. 44 cents 4/9 pour 1 livre st. ou de 4 schellings 6 den. pour un doll. Or, l'équation qu'on suppose entre ces deux sommes n'existe pas. Il faut croire, dit M. Gallatin, que cette évaluation, qui date d'avant l'indépendance des États-Unis, fut déduite de quelque piastre espagnole dont, par hasard, la valeur intrinsèque, par rapport à la monnaie anglaise, se trouva telle. Mais, continue M. Gallatin, c'est un pair imaginaire, attendu que si l'on compare les

monnaies d'or des deux pays, le rapport qui exprimera le pair sera celui de 4 doll. 56 pour 1 livre sterling; et si l'on part, au contraire, des pièces d'argent, en prenant le schelling d'avant 1816, ce sera 4 doll. 63. Enfin si l'on compare le dollar d'argent à la livre sterling, en attribuant à l'or, par rapport à l'argent, la valeur courante sur la place de Paris, qui est d'un peu plus de 15 1/2 pour 1, on trouve 4 doll. 75 pour la livre sterl. En adoptant ce dernier rapport, le pair réel serait de 7 pour cent au-dessus du pair supposé. Les changeurs et les banquiers sont parfaitement au courant de cette erreur, et les négociations n'en sont aucunement affectées (1).

CHAPITRE III.

Des circonstances où les espèces monnayées sortent d'un pays avec une impétuosité extraordinaire.

Lorsque les négociants d'un État doivent à ceux d'un autre, et que l'exportation des produits nationaux, dans des conditions qui permettent au vendeur de s'y retrouver, n'est plus possible, il faut, on l'a vu, que les métaux précieux soient exportés, et l'exportation des espèces monnayées elles-mêmes s'opère. Si la dette, qu'il

(1) Depuis l'époque où M. Gallatin écrivait (1831), la monnaie d'or a été modifiée aux États-Unis. Le dollar d'or contient moins de fin (Voir plus haut, page 151); de plus, la monnaie d'or tend à devenir aux Etats-Unis la monnaie principale, et le change avec l'Angleterre s'établit sur la comparaison des espèces d'or des deux pays. Cependant la cote qu'on nommait le pair a conservé ce nom, et le cours du change, qu'entre l'Angleterre et les Etats-Unis on exprime en centièmes de ce pair fictif, offre toujours, par rapport au pair véritable, un énorme écart apparent. Le pair réel est aujourd'hui de 109 $\frac{575}{1000}$, le pair nominal étant de 100.

faut payer, je le suppose, dans le délai ordinaire des engagements commerciaux, lequel est bref, se trouve très-considérable, le mouvement, qui porte les espèces au dehors, est à la fois brusque et intense; il ne se borne pas, comme dans les fluctuations ordinaires, à enlever une portion plus ou moins médiocre des métaux monnayés qu'employait le pays, ou plutôt de ce qu'il avait en réserve d'espèces et de lingots; il se poursuit indéfiniment de manière à altérer profondément la proportion de monnaie qui était en usage; c'est une véritable perturbation.

Pour retenir les espèces dans ces circonstances difficiles, les défenses de l'autorité sont sans force. Les obstacles qui sont de la compétence légitime et accoutumée des banques n'ont guère plus d'efficacité. Les métaux monnayés s'en vont, et la perturbation s'aggrave, à moins d'un des phénomènes suivants :

1° Ou il y aura une débâcle commerciale, et celle-ci, en ébranlant ou renversant les fortunes, déterminera les manufacturiers à offrir, à perte, leurs productions au dehors. Si, comme en Angleterre, on a d'immenses approvisionnements de toute espèce enfermés dans les docks, on s'en défera avec un grand sacrifice au profit des étrangers, qui, autrement, ne s'en souciaient pas. En déprimant tous les fonds publics, la crise attirera, de même, en grande quantité dans la Grande-Bretagne les capitaux de l'extérieur. Par ces opérations ruineuses, le pays cessera d'exporter ses métaux précieux.

La Banque d'Angleterre a été accusée d'avoir plus d'une fois, de propos délibéré, attiré de cette manière des désastres sur le commerce et l'industrie du pays, dans le but de faire revenir l'or qui s'en allait. La sortie de l'or lui enlève à elle-même la base métallique qui sert de lest à sa circulation en billets. Quand elle verrait

s'épuiser son encaisse, après avoir témérairement élargi le crédit, elle retirerait brusquement les facilités auxquelles s'étaient habitués les particuliers, et causerait ainsi une commotion électrique qui s'étendrait d'un bout de l'Angleterre à l'autre, et, dans leur alarme, les commerçants, pour faire honneur à leurs engagements, seraient contraints de vendre à tout prix, d'où une ruine générale. Cette accusation a été formulée avec véhémence dans un manifeste délibéré par la chambre de commerce de Manchester, le 12 décembre 1839, à l'occasion des crises de 1837 et de 1839. D'après ce document, la Banque elle-même aurait, dans un mémoire adressé à la Chambre des Communes en 1832, érigé en doctrine la pratique qu'on lui reproche. La perte que le commerce et l'industrie auraient éprouvée en 1837, dans les seules industries du coton, de la laine et de la soie, en vertu des manœuvres inconsidérées qu'on prête à la Banque, aurait été d'au moins un milliard de francs, en y comprenant, à la vérité, la dépréciation du capital, tant fixe que roulant, engagé dans ces fabrications.

Je n'ai pas ici à examiner s'il est bien vrai que la Banque d'Angleterre ait eu, sur ce point, une doctrine arrêtée, qu'elle ait suivie avec une inflexible rigueur, et à laquelle elle ait sacrifié, comme on le prétend, les intérêts vitaux du pays, ni si les griefs articulés contre elle par la chambre de commerce de Manchester peuvent justement lui être imputés, ni jusqu'à quel point, une fois la crise déclarée, les actes sommaires auxquels elle a pu se porter ne lui étaient pas imposés par la force des circonstances. M'étendre là-dessus m'entraînerait hors de mon sujet. Mais, que la Banque soit coupable ou non, un fait subsiste, à savoir que, à diverses reprises, il en a coûté à la Grande-Bretagne une somme exorbitante, pour changer le sens du courant des métaux précieux,

ou tout au moins pour mettre fin à un état de choses dont l'un des symptômes les plus apparents était la sortie de l'or (1).

2° Ou le pays, en masse, se mettra en faillite envers l'étranger : c'est à cette extrémité que se vit réduit le commerce des grands ports de l'Amérique du Nord en 1837. Une solution pareille porte atteinte à la considération nationale, même lorsque, comme c'était le cas pour les États-Unis dans la crise dont nous parlons, il est constant que les commerçants ont fait, quand ils ont enfin aperçu le mal qui fondait sur eux, tout ce qu'il était humainement possible pour faire honneur à leur signature.

3° Ou, ce qui vaudrait beaucoup mieux, on se tirera d'embarras par une vaste opération de crédit : nous prenons cette expression à dessein dans le sens le plus vague et le plus général, parce que l'acte que l'esprit conçoit pour lever, par le crédit, la difficulté dont il s'agit peut prendre diverses formes. Sans entrer dans le détail, rappelons comment, dans le commerce intérieur, le crédit dispense de l'emploi des métaux précieux, jusqu'à un certain point. Dans le commerce international, on peut imaginer différentes combinaisons de crédit qui, aux moments de crise, dégageraient une nation débitrice de l'alternative cruelle de donner des métaux précieux qu'elle n'a pas, ou de subir une des deux calamités que nous venons d'indiquer. Le succès de ces combinaisons, la possibilité même de les tenter, sont subordonnés au progrès des relations internationales, à l'avancement des mœurs publiques dans leur rapport avec la politique

(1) On peut consulter le rapport de la chambre de commerce de Manchester dans l'appendice au *Traité des Banques et de la Circulation* de M. Condy-Raguet, traduction de M. L. Lemaître, pièce n° X. M. Lemaître, après avoir reproduit le rapport, le discute lui-même.

générale, c'est-à-dire au degré de solidarité par lequel les nations se sentent liées. C'est un sujet sur lequel nous aurons une occasion naturelle de revenir dans le volume de ce Cours qui traitera spécialement du crédit et des banques.

4° Il y a bien aussi un autre expédient : c'est celui qui consisterait à avoir en réserve, dans les États que l'étendue de leurs affaires extérieures et le tempérament de leur population exposent à ces catastrophes, une masse convenable de métaux précieux. On peut avec avantage combiner l'action de ce remède avec celle du crédit.

La loi de 1844 sur la Banque d'Angleterre et les lois de 1845 sur les banques d'Écosse et d'Irlande poussent, indirectement au moins, la nation anglaise dans la voie des grandes réserves métalliques.

Il faut remarquer que, dans les crises redoutables que j'ai en vue ici, la fuite des métaux précieux doit être considérée comme un des symptômes les plus graves sans doute et les plus visibles, mais non pas comme l'origine et la cause même de la crise. Si l'on examine bien les circonstances, le plus souvent on reconnaîtra que le pays, d'où les espèces sortent ainsi, a manqué de prévoyance et de sagesse dans l'emploi de son capital, et que le mal consiste dans l'épuisement du capital disponible, bien plus que dans la rareté des métaux précieux. Les disettes forment une exception à cette règle ; ce n'est point par sa faute qu'un pays a une mauvaise récolte, c'est par la faute des éléments. Mais aussi alors le mal n'est point dans l'insuffisance de l'or et de l'argent, il est dans l'insuffisance des grains ; et si les espèces monnayées sont raréfiées, c'est l'effet de la disette. Portée brusquement à un certain point, la rareté de l'or et de l'argent devient, par elle-même, une cause de souffrance ; mais, pour traiter

ces maux-là, la meilleure méthode est encore de remonter à la source, tout comme un bon médecin, en présence d'un malade, au lieu de s'attaquer aux symptômes isolément, cherche principalement à agir sur l'économie générale du patient et sur le principe morbide.

SECTION XIII.

De la probabilité d'une baisse prochaine de la valeur des métaux précieux.

CHAPITRE PREMIER.

Si la baisse des frais de production est probable pour l'argent.

La question de savoir si la valeur des métaux précieux doit baisser relativement aux autres produits de l'industrie humaine, abstraction faite de toutes circonstances relatives à ceux-ci, et sous l'influence exclusive de causes particulières à l'argent et à l'or, doit être étudiée séparément par rapport à l'un et à l'autre. Commençons par l'argent.

La question se confond avec celle de savoir si les frais de production de l'argent peuvent baisser. Il y aurait bien ensuite à examiner si la grandeur de la production peut s'accroître de telle manière que la concurrence entre les producteurs fasse inévitablement tourner au profit du public la réduction des frais de production, et qu'ainsi la diminution des frais de production se révèle après quelque temps par la baisse de la valeur relative du métal. Nous nous en occuperons plus tard; on verra que la baisse des frais de production se résoudrait inévitablement en une baisse de la valeur de l'argent.

L'exploitation des mines d'argent dans le Nouveau-Monde, d'où provient la majeure partie de ce métal,





doit éprouver, dans un délai qu'on ne saurait indiquer avec précision, mais qui ne peut être bien long, des perfectionnements étendus. Les nombreux et puissants filons de la chaîne des Andes, dans la masse desquels est disséminée la matière argentifère, sont exploités d'une manière barbare. Hormis le procédé de l'amalgamation à froid, qui encore est loin de s'appliquer avec un égal succès à toutes les mines (1), tout est grossier dans l'industrie argentière de l'Amérique, et cette grossièreté se traduit par une forte aggravation de frais. Dans la plupart des établissements métallurgiques du Nouveau-Monde, on n'a pas la moindre teinture des arts mécaniques. Les moyens de transport, dans l'intérieur des mines comme à la surface du sol, sont exécrables. ce qui se traduit financièrement en ces termes, qu'ils sont excessivement coûteux. Dans l'immense superficie de l'Amérique espagnole, il n'y a pas une seule bonne route carrossable de quelque longueur. Le Mexique et le Pérou n'ont pas un seul fleuve navigable, à portée des mines du moins ; à plus forte raison pas un canal qu'on puisse citer (2). A peu d'exceptions près, les transports s'y font à dos de mulets, et c'est ainsi que les matières qu'on emploie pour le traitement du minerai d'argent, le sel et le *magistral*, sont grevés, avant d'arriver aux usines, de frais exorbitants. Excepté deux ou trois localités, qui ne sont pas ou ne sont plus des principales (3), nulle part dans les mines du nouveau continent on n'a pris pour l'écoulement des eaux souterraines les mesures prévoyantes qui font un si grand honneur aux mineurs

(1) Il laisse échapper l'argent de certains minerais.

(2) Il ne faut pas compter, en effet, les très-petits canaux qui existent dans les environs de Mexico, comme le canal de Chalco.

(3) A Real del Monte, par exemple.

allemands, et qui permettent aux travaux de s'étendre à de grandes profondeurs sans que l'on soit aucunement gêné par les eaux affluentes, sans même que les frais courants d'exploitation en soient sensiblement augmentés. A défaut de ces galeries d'écoulement que les Allemands creusent avec patience pendant des siècles, les mineurs américains n'ont pu adopter les machines d'épuisement usitées chez les Anglais, parce que le pays est dépourvu du combustible qui serait nécessaire pour mettre en mouvement des appareils à vapeur. Aussi la présence d'eaux abondantes est-elle presque toujours une ruine pour l'exploitant des républiques espagnoles du Nouveau-Monde.

De quelque incertitude que soient affectées les prévisions de ce genre, essayons de mesurer ce qu'il est possible d'apporter de diminution aux frais de production de l'argent en Amérique. Nous parlerons plus spécialement du Mexique : ce que nous en dirons sera applicable au Pérou et aux centres de production argentifère disséminés dans le reste du nouveau continent. Passons donc en revue les divers articles de dépense, tels qu'ils se présentent dans les exploitations mexicaines.

Les matières qu'on emploie pour le traitement du minerai, le combustible à part, sont le sel, le *magistral*, le mercure. Les autres frais sont l'extraction du sein de la terre et la préparation mécanique des minerais, soit pour la fusion, soit pour l'amalgamation au *patio* (1). Pour la fusion, ce n'est qu'un simple cassage qu'il n'y a guère lieu de modifier. Pour le *patio*, il faut bocarder et triturer le minerai, le mettre en farine, en bouillie, et c'est une opération qui nécessite une grande force

(1) Le procédé en usage pour l'extraction de l'argent a été décrit sommairement pages 189 et suivantes.

motrice. Ensuite vient l'amalgamation, qui implique le foulage sous les pieds des hommes ou des chevaux; puis le lavage, la compression de l'amalgame et l'évaporation du mercure.

Afin de présenter en signes sensibles l'importance du rôle que joue chaque matière ou chaque opération dans la production de l'argent, je reproduis ici un calcul de M. Duport, qui a eu l'idée d'exprimer en grammes d'argent les divers labeurs et les consommations diverses qui correspondent moyennement à un kilogramme de métal produit, conduit au port et embarqué :

1° Sel et *magistral*. . . , . . .	61 grammes d'argent.
2° Mercure.	112
3° Trituration	171
4° Travail du minerai trituré . . .	72
5° Loyer et direction	38
6° Droits du gouvernement, y compris le monnayage	145
7° Frais de fonte, transport, embarquement.	35
8° Restant pour l'extraction du minerai et pour le bénéfice.	366
Total égal au kilogramme . .	1,000 grammes.

A Guanaxuato et à Zacatecas, qui sont au centre des terres, à égale distance de l'Océan Pacifique et du golfe du Mexique, à moins de 300 kilomètres de l'inépuisable réservoir de sel dont la nature a entouré les continents, le sel se paye encore, sans droits, de 40 à 50 fr. par 100 kilogrammes. En Europe, le sel, sur les bords de la mer, ne vaut à peu près que la peine de le ramasser (1), tant a été perfectionné l'art de l'extraire; car le sel brut, dans

(1) Le sel vaut à Guanaxuato 12 piastres la charge de 138 kilogrammes; la piastre est un poids d'argent de 5 fr. 43 cent.; à ce compte, les 100 kilog. reviennent à 47 fr. 22 c.

des marais salants bien aménagés, ne revient pas à plus de 30 cent. les 100 kilog. (1). Abstraction faite de l'impôt, la valeur du sel, en France, sur un point quelconque du territoire, ne devrait pas dépasser de beaucoup les frais de transport qui, sur nos routes de France, sont de 2 cent. par 100 kilog. et par kilomètre. A la distance de 300 kilomètres, les 100 kilogrammes de sel ne devraient, à ce compte, coûter guère plus de 6 francs. Au Mexique, non loin des gîtes argentifères qu'on travaille le plus, la nature a placé des lagunes, celle surtout de Peñon Blanco, dont les eaux sont salées, et qui occupe un terrain où tout fait présumer l'existence du sel gemme. Dès qu'on exploitera convenablement cette localité, le prix du sel sera réduit des deux tiers pour les mines de Guanaxuato et de Zacatecas, même en laissant les communications dans l'état détestable où elles sont aujourd'hui. La réduction serait des neuf dixièmes avec de bonnes routes.

L'établissement de bonnes communications pourrait diminuer de même, dans une forte proportion, la dépense en *magistral* (2). Cependant, lors même qu'on parviendrait à réduire des deux tiers ou des neuf dixièmes la dépense occasionnée par le sel et le *magistral*, le prix de l'argent en serait médiocrement affecté, parce que ces deux ingrédients ne représentent actuellement que 61 grammes d'argent. Une réduction de 50 grammes sur ces deux articles, soit des cinq sixièmes, ce qui

(1) En ce moment, c'est sans exagération qu'on peut dire qu'il ne vaut pas la peine d'être ramassé. Sur les bords de la Méditerranée s'organise une industrie due à un savant chimiste, M. Ballard, pour l'extraction du sulfate de soude de la mer. On devra fabriquer, à cet effet, d'immenses quantités de sel comme produit intermédiaire obligé, et ce sel sera abandonné ou rejeté à la mer.

(2) Généralement on peut évaluer que le magistral coûte de 45 à 90 francs les 100 kilogrammes, rendu sur les mines d'argent.

serait énorme, équivaudrait à 5 pour 100 seulement des frais de production du kilogramme d'argent.

La dépense en mercure est double de celle du magistral et du sel réunis. Ce métal n'est aujourd'hui exploité sur une grande échelle, pour le commerce général, qu'en deux points, tous les deux situés en Europe : Almaden en Espagne, et Idria dans la Carniole. Les mines d'Almaden sont les plus riches, et, grâces à Dieu, ne semblent pas à la veille de s'épuiser : celles d'Idria aussi sont aujourd'hui en grande prospérité ; mais, pour les mineurs mexicains, tout se passe comme si les mines de mercure se fussent appauvries et ne rendissent plus ce métal qu'à grand' peine. Sous le régime colonial, la couronne d'Espagne s'était réservé la vente du mercure d'Almaden ; elle achetait pareillement de celui d'Idria pour le revendre. Elle ne livrait d'abord le mercure aux mineurs mexicains qu'avec un gros profit, tandis qu'elle le donnait au Pérou au prix coûtant. Le Mexique réclama ; et en conséquence, de 980 francs par 100 kilogrammes, à partir de 1777, le prix fut réduit à 500 francs (1), les 100 kilogrammes pris à Mexico (2). Depuis l'Indépendance, la spéculation l'a fait monter très-haut; il forme, entre les mains de capitalistes européens, l'objet d'un monopole. Rendu aux mines, il revient actuellement aux mineurs, selon l'éloignement du port, de 1,550 à 1,750 francs (3). Les Mexicains se plaignent de cet enchérisse-

(1) Pendant une première période qui fut courte, on l'avait mis à 732 francs.

Le prix coûtant était de 150 francs par 100 kilogrammes à Séville ; il était de 355 fr. à Mexico.

(2) C'étaient les prix du mercure d'Almaden. Celui d'Idria était un peu plus cher.

(3) En convertissant les monnaies espagnoles en monnaies françaises, nous calculons ici, comme partout, la piastre à sa valeur pleine de

ment, qui les empêche, dès à présent, de traiter les minerais dont la teneur est moindre d'un millième d'argent. On a remarqué, non sans raison, que l'Espagne tirerait un bien meilleur parti de ses mines d'Almaden, si elle négociait avec le Mexique un traité de commerce avantageux pour les fabriques de la Catalogne et pour les vignobles de la Péninsule, sous la condition que le mercure serait livré aux mineurs mexicains au prix du régime colonial. Il est certain que le gouvernement de la Péninsule possède dans ses mines de mercure un moyen d'action sur ses ci-devant colonies, dont il ne paraît pas soupçonner la puissance.

Au commencement du siècle, alors que les mines d'argent du Nouveau-Monde étaient exploitées plus activement qu'aujourd'hui, elles réclamaient ensemble 1,350,000 kilogrammes de mercure. Celles du Mexique seul en absorbaient 750,000. L'Europe leur en fournissait 1,150,000 kilogrammes sur 1,700,000 que rendaient ses mines. En ce moment, l'Amérique absorbe la même quantité de mercure, quoiqu'elle produise moins d'argent, parce que la méthode de l'amalgamation à froid a pris de l'extension.

Le haut prix du mercure est, au Mexique, la plus vive préoccupation du mineur. Le Mexicain se rappelle avec amertume l'ancien prix qui donnait des bénéfices à la couronne d'Espagne, et qui n'était que le tiers du prix actuel. Si l'on mettait au service d'une pensée d'amélioration positive, telle que le perfectionnement des dispositions mécaniques ou le reboisement des montagnes, la moitié de l'ardeur qu'on emploie à se consumer soi-même

5 fr. 43 cent., et non pas à 5 francs, comme on le fait ordinairement. Une piastre, tout comme 1 franc, est un poids d'argent, et il convient d'exprimer ce poids tel qu'il est, sans s'occuper du cours du change entre les différents pays.

à propos du monopole du mercure, on aurait vite recouvré, et au delà, le tribut que l'on paye aux détenteurs de ce métal.

Ce n'est pas d'aujourd'hui que les producteurs d'argent s'occupent du mercure avec une sorte de passion. De tout temps, ce fut l'idée fixe des mineurs américains. « Le Mexique et le Pérou, écrivait, il y a quarante ans, M. de Humboldt, produisent en général d'autant plus d'argent, qu'ils reçoivent plus abondamment et à plus bas prix le mercure. » La répartition du mercure, par les agents du roi, entre les exploitants, était alors comme la distribution de la manne dans le désert. Le pouvoir de distribuer l'approvisionnement annuel de mercure, au nom de la couronne, était, de toutes les attributions du vice-roi, celle qui excitait le plus d'envie au dehors et lui attirait le plus d'hommages au dedans. C'était comme, chez nous dans l'ancien régime, la feuille des bénéfices. Les ministres de Madrid disputaient cette prérogative aux vice-rois, et ceux-ci avaient besoin de se sentir fortement appuyés en cour pour tenir bon. On eut dit que ce métal possédait la puissance que lui avaient attribuée les alchimistes, de transmuter en argent les substances minérales. Le bruit court qu'il y a du mercure en Chine; vite le vice-roi Galvez organise une expédition comme celle des Argonautes pour aller l'y chercher. Le mercure de la Chine se trouva frelaté, peu abondant et fort cher; on n'y revint plus.

En cela on eut tort. Les renseignements, d'après lesquels on avait supposé que la Chine pourrait fournir au commerce beaucoup de mercure, ont été corroborés par des informations plus récentes (1). Le mercure chinois,

(1) D'après des renseignements puisés à bonne source, on exploite actuellement en Chine de riches mines de cinabre ou mercure sulfuré, don-

fut-il impur, serait facile à rectifier. Le céleste empire, en ce moment, se lie avec les peuples de notre civilisation par des échanges beaucoup plus étendus. Qui sait s'il n'est pas destiné à fournir du mercure à l'Occident? L'Angleterre et les États-Unis y jettent leurs productions et il ne dépend que des autres nations d'en faire autant. Le thé qui, jusqu'à ces derniers temps, était plus que suffisant pour les retours, a cessé de balancer les importations que les Chinois tirent des pays occidentaux. Si donc la Chine possède réellement les mines de mercure qu'on lui attribue, il est à croire qu'elle se servira de ce métal pour s'acquitter envers l'Europe et l'Amérique. Dans cette hypothèse, si, parmi les principaux pays argentifères, il s'en rencontrait un dont les citoyens eussent le génie commercial, des rapports s'engageraient indubitablement entre le revers occidental du nouveau continent et les ports chinois. De cette manière, les mineurs du Nouveau-Monde se soustrairaient facilement au monopole des détenteurs du mercure en Europe. A défaut des Mexicains et des Péruviens, c'est une mission que pourraient se donner des tiers, les Américains du Nord, par exemple.

Il y aurait une autre manière de lever la difficulté qu'éprouve le mineur de l'Amérique espagnole à se procurer du mercure à un prix satisfaisant : ce serait d'en

nant, dit-on, un métal pur, et on a commencé à en exporter à Londres. Le principal marché pour cet article serait Foshann, ville voisine de Canton. Le prix en est variable; il était, à Canton, en août 1845, de 1,250 francs les 100 kilogrammes. A Chang-Haï, en 1844, il s'était vendu 800 francs. Il y a lieu de croire qu'on pourrait bientôt en retirer de la Chine de grandes quantités à des prix réduits. (Voyez le *Manuel du négociant français en Chine*, par M. de Montigny, l'*Étude pratique du commerce d'exportation de la Chine*, revue et complétée par M. N. Rondot, et le *Journal des Économistes*, novembre 1845.)

faire sortir du sol américain même. A une époque assez reculée déjà, de remarquables indices de mercure avaient été signalés au Mexique, au Pérou, dans la Nouvelle-Grenade, et sur d'autres points encore du Nouveau-Monde. Suivant M. de Humboldt, peu de contrées présentent des apparences de cinabre, en couches ou en filons, aussi nombreuses que le plateau formé par la chaîne des Andes, du 19e au 22e degré de latitude boréale, c'est-à-dire au cœur du Mexique. Des recherches faites dans ces espaces conduisirent, pendant le dernier siècle, à quelques gîtes intéressants qui furent mal reconnus et dont on ne tira aucun parti. Au Pérou, les indices de mercure sont plus multipliés encore, et, dès 1570, une belle mine y fut découverte et exploitée à Huanca-Velica. Elle donnait depuis longtemps à peu près autant de mercure qu'en réclamait cette vice-royauté, lorsque l'ignorance de l'intendant, chargé de surveiller l'exploitation pour le compte de la couronne, causa dans la mine un écroulement général qui la fit abandonner, quoique l'accident ne fût rien moins qu'irréparable; il eût été facile, en effet, de reprendre un peu plus loin le même filon, qui est reconnu sur une grande longueur. C'était pendant les dernières années du dix-huitième siècle. A partir de cette époque, l'exploitation grossière, par les Indiens, des affleurements de petits filons situés aussi non loin de Huanca-Velica, près de Sillacasa, produisait encore annuellement 140,000 kilogrammes de mercure, ce qui paraissait justement à M. de Humboldt une preuve de l'abondance du mercure dans cette partie des Andes. L'illustre voyageur n'a pas craint de dire que « peut-être le Mexique et le Pérou, au lieu de recevoir ce métal de l'Europe, pourraient un jour en fournir à l'ancien monde. »

Si ce qu'on a dit, au moment de l'occupation de la Californie par les Anglo-Américains sur la richesse des

mines de mercure qui existent dans cette province, vient à se confirmer, ce sera un nouvel Almaden mis à la disposition du mineur du Nouveau-Monde; la prédiction de M. de Humboldt serait réalisée dès à présent.

Quoi qu'il en soit, dans l'état actuel des choses, un ou deux gouvernements étrangers ou bien une ou deux maisons de commerce substituées à ceux-ci, tiennent entre leurs mains, jusqu'à un certain point, le sort des mines d'argent, ont le pouvoir d'en resserrer ou d'en accroître la production, et d'exercer ainsi de l'influence sur l'abondance ou la rareté d'une marchandise à laquelle se rapportent les transactions et l'estimation de la richesse dans le monde entier. A plus forte raison ont-ils la puissance d'élever la valeur de l'argent à leur profit. On conçoit que, pour les États de l'Amérique espagnole, ce soit une dépendance à laquelle ils aient le désir de se soustraire, et dont il serait utile à toutes les autres nations qu'ils parvinssent à s'affranchir.

Pour atteindre ce but, un moyen plus sûr encore que tous les autres consisterait à modifier le traitement du minerai de manière à réduire, dans une forte proportion, la dose de mercure qui présentement y est nécessaire. Sur ce point, l'industrie argentière du Nouveau-Monde a présenté sa requête à la science européenne, qui a un immense arsenal d'expédients de laboratoire propres à être convertis en procédés industriels. Le temps où nous vivons tirera l'un de ses titres de gloire du succès avec lequel il applique les connaissances humaines aux besoins des sociétés. La science, par là, fait tourner au bien-être des générations présentes et futures les secrets que les labeurs et le génie des générations passées ont dérobés à la nature. A la demande des arts métallurgiques du Nouveau-Monde, la science européenne a répondu d'abord en recommandant d'imiter la méthode pratiquée

avec un grand succès à Freiberg en Saxe, où l'amalgamation, faite dans des tonneaux qui tournent sur eux-mêmes, s'opère en moins d'heures qu'il n'y faut de jours de l'autre côté de l'Océan, et avec laquelle la consommation du mercure est très-faible ; mais cette solution du problème ne concorde pas avec les conditions fondamentales de l'industrie argentière dans l'autre hémisphère. Elle suppose la facilité d'avoir à bas prix des matières qu'en Europe on est habitué à se procurer abondamment à très-peu de frais, à ce point que leur bon marché et leur abondance y sont réputés des faits généraux permanents, absolus, mais que, malheureusement, le mineur mexicain ou péruvien n'a pas à sa disposition aussi facilement ni aussi avantageusement. Ainsi le procédé de Freiberg, toutes les fois que le minerai ne renferme pas une certaine proportion de fer sulfuré, exige du sulfate de fer, substance fort commune en effet dans notre Europe, où les transports sont aisés presque sur tous les points du territoire. Il nécessite une consommation de combustible modérée assurément, eu égard à la pratique ordinaire de la métallurgie européenne, mais excessive pour l'industrie mexicaine ou péruvienne ; car, en ces pays où le minerai d'argent existe en profusion, le bois est une rareté. Une forêt y sera bientôt, si l'on n'y prend garde, une merveille qu'on viendra voir de loin. La méthode saxonne pour le traitement des minerais d'argent suppose aussi un certain avancement des arts mécaniques, la possibilité de construire et d'entretenir partout à peu de frais certains appareils, et, dans la population, l'habitude de les manier. Or, sous le rapport de la mécanique, le Mexique et l'Amérique espagnole tout entière sont dans l'enfance. La brouette y est inconnue ; la charrette y est un objet de curiosité (1). Par

(1) Comme chez nous, au surplus, en Corse, avant qu'un gouvernement

delà ses dix doigts, son couteau et son lazo, le Mexicain ou le Péruvien n'a pas d'outillage et ne se soucie point d'en avoir. Enfin, pour mettre en mouvement des tonneaux, comme à Freiberg, dans la proportion qui correspondrait à une exploitation mexicaine, il faudrait avoir à bas prix une assez grande force motrice.

Vainement donc le procédé de Freiberg permet-il de faire intervenir le fer, qu'on charge en disques dans les tonneaux, afin de détourner sur ce métal commun l'action corrosive, qui, dans l'amalgamation américaine, dissout une forte proportion de mercure, et de préserver ce dernier métal si précieux aux yeux du mineur. Vainement on réduit ainsi la déperdition du mercure à un dixième du poids de l'argent obtenu, c'est-à-dire au seizième de ce qui s'en consomme en Amérique (1). Cet avantage, qui semble décisif, disparaît complétement quand on tient compte du combustible à consommer (2), de la plus forte dose de sel qui est requise (3), et des autres circonstances particulières à la métallurgie du Nouveau-Monde.

Le procédé remarquable de l'amalgamation dans des tonneaux animés d'un mouvement de rotation sur eux-mêmes, qui donne de si beaux résultats à Freiberg, et

réparateur y eût tracé des routes; et cette amélioration ne date que de 1836.

(1) Dans le procédé saxon, le mercure n'apparaît que pour recueillir l'argent une fois que celui-ci a été séparé des substances avec lesquelles il était combiné. Dans le procédé américain, cette séparation elle-même se fait aux dépens du mercure. Les efforts qui ont été faits pour amener la même diversion sur le fer dans l'amalgamation au *patio*, en mêlant du fer à la *torta* ont été sans succès.

(2) Il faut, avec le procédé saxon, une quantité de bois égale au poids du minerai, afin de rôtir celui-ci avant de le charger dans les tonneaux.

(3) Dix à douze pour cent du poids du minerai, au lieu de deux et demi à trois pour cnet.

qu'on a reproché aux mineurs américains de ne pas avoir imité, ne pouvait donc être introduit en Amérique. Il en restera banni tant que les conditions générales de l'industrie de l'argent, au Mexique et au Pérou, n'auront pas été modifiées profondément. Dans l'état actuel des choses, il enchérirait l'argent au lieu d'en réduire le prix coûtant (1).

Le procédé de Freiberg pour l'économie du mercure une fois écarté, restaient les méthodes fondées sur l'emploi des forces électro-chimiques, qui, lorsqu'on les manie convenablement, sont douées de la puissance de rompre les combinaisons les plus intimes des corps, afin d'en extraire un des composants. Il s'agissait de retirer ainsi l'argent de ses minerais. Beaucoup de personnes s'en occupent. En France, M. Becquerel a attaché d'une manière très-distinguée son nom à ces recherches. Au Mexique, je me souviens d'avoir vu M. Mackensie, vieux praticien écossais, directeur de l'établissement de Real del Monte, qui ne se bornait pas à s'enquérir avec anxiété des travaux de M. Becquerel, à interroger sur ce point les publications et les voyageurs de l'Europe; il avait lui-même un laboratoire, oratoire mystérieux où il procédait avec ferveur à des expériences.

La sibylle électrique a-t-elle enfin révélé ses mystères aux mineurs de l'Amérique ou à leurs conseillers euro-

(1) C'est ce que les calculs de M. Duport mettent en évidence, même en faisant abstraction de la force motrice et du sulfate de fer. Ils montrent que, pour économiser en mercure une valeur représentée par moins de 112 grammes d'argent, il faudrait dépenser en sus, pour un supplément de sel et de combustible, 142 grammes. Le procédé de Freiberg d'ailleurs perd son avantage d'économiser le mercure dans le cas où le minerai renferme de la galène (plomb sulfuré), et dans le plus grand nombre des minerais du Nouveau-Monde, au Mexique particulièrement, cette substance se rencontre en proportion sensible.

péens? Il y a lieu de croire qu'elle le fera, si même ce n'est déjà un fait accompli. M. Becquerel est parvenu, depuis quelques années, à donner à la méthode électro-chimique le caractère industriel. M. Duport a pu en faire des essais sur 4,000 kilogr. des principaux minerais mexicains qu'il avait fait venir à Paris; il en avait pratiqué d'autres sur les lieux. « Le résultat de mes recherches, dit-il, a été favorable au procédé électro-chimique, *pour un grand nombre de minerais*, je ne dis pas seulement dans l'hypothèse assez peu probable d'un manque absolu de mercure, mais même avec le haut prix actuel du vif-argent (1). » Cependant ce procédé n'a été adopté par aucune usine, et ne paraît pas devoir l'être encore, ce que M. Duport explique par plusieurs motifs tirés des circonstances sociales, politiques et économiques, où le Mexique se trouve engagé. Citons-en quelques-uns :

Dans une contrée où l'on est complétement étranger aux arts mécaniques, la simplicité extrême du procédé et des appareils qui servent à l'amalgamation sur le *patio* est un obstacle à toute innovation qui tendrait à le renverser; car, où prendre des agents qui soient aptes à conduire une opération plus complexe, ou à manier des appareils plus délicats ou plus savants? En second lieu, un gros capital serait indispensable, parce que, par l'effet de mauvaises habitudes qu'on doit pourtant déraciner un jour, toute construction industrielle est fort chère au Mexique ou au Pérou. L'usine de Régla, auprès de Real del Monte, a coûté plus de 10 millions de francs. Pour acclimater un procédé nouveau, les inventeurs, qui d'ordinaire ne sont pas gens à capitaux, devraient intéresser les chefs d'industrie; mais ceux-ci ne consen-

(1) *Production des métaux précieux au Mexique*, page 407.

tent à risquer de grosses sommes que lorsqu'ils font de gros bénéfices ; et, depuis plusieurs années, les mineurs américains en général ont rarement bonne chance. Supposons cependant un inventeur qui soit parvenu à obtenir un capital passable ; il ne serait pas au bout de ses peines, car il faudra se procurer du minerai non-seulement en quantité suffisante, mais encore d'une qualité reconnue. Or, à moins d'avoir une mine à soi, c'est impossible ; la manière dont s'achète le minerai est entièrement aléatoire. C'est ainsi qu'à chaque instant on rencontre devant soi, comme un mur à pic, les usages ou les mœurs, la routine, les préjugés, l'indolence, tout ce qui caractérise enfin une civilisation où l'homme n'a que très-imparfaitement assis son empire sur la nature et sur soi-même. Et, encore, quelle raison pourrait avoir un inventeur d'aller au Mexique ou au Pérou recommander l'adoption d'un procédé nouveau ? Qu'en retirerait-il ? La protection dont jouissent les brevets d'invention dans un pays où l'administration de la justice est au moins très-lente, lorsqu'elle n'a pas de pires défauts, est trop douteuse pour qu'on puisse s'y fier. Enfin le procédé électro-chimique a, dans l'état des choses, un inconvénient réel ; il exige une beaucoup plus forte quantité de sel. On pourrait, à la vérité, par une opération de plus, retirer la majeure partie de ce sel des boues dans lesquelles il reste dissous sans être dénaturé ; mais les appareils propres à cette restitution formeraient un matériel considérable, dispendieux, embarrassant à entretenir avec le personnel qu'on a. Sous ce rapport donc, c'est plutôt par l'abaissement du prix du sel, ou en d'autres termes par l'amélioration des voies de transport, ce qui suppose toute une révolution dans les contrées argentifères du Nouveau-Monde, que le traitement électro-chimique pourrait devenir applicable avec avantage

à *un grand nombre* de minerais : ce sont les expressions de M. Duport, qui ne dit pas *à tous* (1).

Voilà donc le traitement électro-chimique d'une réussite presque désespérée dans les circonstances actuelles. M. Duport annonce qu'il possède, à part lui-même, un autre procédé qui serait sûr, simple et prompt ; qui exigerait du mercure, mais seulement le cinquième ou le sixième de ce qui s'en dissipe aujourd'hui, qui retirerait l'argent plus complétement que la méthode actuelle (2); mais M. Duport, homme de résolution cependant autant que de savoir et d'expérience, a lui-même reculé devant la force d'inertie qui, dans l'état présent des principales contrées argentifères, y enchaîne l'activité du plus intrépide. Cependant il reste acquis à la cause du progrès que si, d'un coup de baguette, on changeait la pente des esprits et la donnée sociale et politique de ces pays, on pourrait diminuer des cinq sixièmes la consommation du mercure. Au prix actuel de ce métal, les frais de production d'un kilogramme d'argent seraient réduits de 100 grammes d'argent environ, soit d'un dixième.

En ce moment et depuis plusieurs années, l'usine qui dépend des mines de Guadalupe y Calvo emploie régulièrement un procédé nouveau dû à deux des agents de la compagnie, M. Luckner, ingénieur allemand, et M. Mackintosh, ingénieur anglais. Il possède la vertu, dit-on, de réduire de moitié la consommation du mercure et d'accélérer l'opération. J'ignore s'il serait possible de l'appliquer partout (3).

(1) On lira avec profit, relativement au sujet qui est traité dans ce paragraphe, ce que dit M. Duport, chap. V, § II de la *Production des métaux précieux*, etc.

(2) *Production des métaux précieux*, etc., page 412.

(3) Ce procédé consiste à substituer au mercure, dans le travail du *patio*, un amalgame de cuivre. M. Duport décrit en détail les effets de ce nouvel

Je me suis arrêté longtemps au mercure, parce que c'est le sujet qui donne le plus de souci au mineur mexicain. Parmi les autres dépenses, il en est cependant à l'égard desquelles il est raisonnable d'espérer plus d'économie encore. Ainsi la trituration du minerai représente habituellement un déboursé de 171 grammes, et le travail du minerai trituré, consistant principalement dans le piétinement des mules ou des hommes, équivaut à 72. Voilà donc des labeurs mécaniques pour 243 grammes, le quart environ du kilogramme d'argent produit. C'est bien cher; mais c'est que la force motrice, au lieu d'être empruntée aux éléments, à des chutes d'eau, aux courants de l'atmosphère ou à la vapeur, est demandée le plus souvent aux animaux et même à l'homme.

Le mécanicien ne peut multiplier les chutes d'eau à son gré; nous n'en avons que ce que nous en a donné la nature; mais nous avons le pouvoir de mieux utiliser celles qui sont à notre portée. Rien ne serait plus aisé que d'avoir des roues hydrauliques mieux établies que celles qu'on aperçoit sur les mines du Mexique et du Pérou, et qui au surplus y sont rares. Dans plus d'une circonstance, en ces régions où l'eau pluviale est trois fois aussi abondante qu'à Paris, il ne serait pas impossible de l'emprisonner dans de profonds vallons où l'on dirigerait aussi la fonte des neiges des glaciers éternels, placés à la cime des montagnes, lorsqu'ils ne seraient pas trop éloignés, et l'on se créerait ainsi de vastes réservoirs de force motrice. C'est ce qui était accompli au Potosi dès la fin du XVI[e] siècle, et les ateliers du Potosi continuent d'être desservis par ce moyen. Les moulins à vent ont été employés accidentellement au Mexique, par

ingrédient (*De la Production des métaux précieux au Mexique*, p. 313 et suivantes).

un ingénieur français, M. Doy; ils pourraient l'être, ainsi que l'indique M. Duport, d'une manière permanente et générale dans toutes les mines, pour la portion du minerai qui est la plus pauvre. La vapeur n'a jamais été mise en œuvre pour la trituration du minerai, et elle ne pourrait l'être qu'autant que les forêts auraient été régénérées. La restauration forestière ne serait pas d'une difficulté insurmontable, si on le voulait bien, dans ces contrées où la population est fort clair-semée et où il n'y a pas de grands intérêts qui y soient opposés. Ce n'est pas comme dans nos départements des Pyrénées et des Alpes dont les habitants, n'ayant de ressources que dans le pâturage, ont besoin de mener paître leurs bêtes à tout prix, et ne peuvent guère consentir à ce qu'on fasse de vastes réserves dans les espaces ci-devant forestiers, aujourd'hui déboisés, où ils les conduisent. La force de la végétation étant très-grande dans les régions équinoxiales, la reproduction des bois serait rapide sur tous les terrains qui n'ont pas une élévation excessive. On rencontre assez souvent parmi les montagnes du Mexique des bassins assez étendus, qui furent jadis des lacs, où on a trouvé quelquefois de la tourbe ; en cherchant, on en découvrirait peut-être des dépôts intéressants. Sur quelques points du Nouveau-Monde, non loin des mines, on a reconnu des couches de houille, au Pérou par exemple, auprès des incomparables mines de Pasco. Au Mexique, rien de semblable ; mais il n'est pas démontré que quelque jour, si le pays était coupé de bonnes routes, et si la production intérieure était organisée de manière à offrir des retours au commerce (1), la houille de la Nouvelle-Écosse et, à plus forte raison

(1) Le Mexique, sous le régime colonial, exportait des farines et du sucre. Il produit aussi du coton de bonne qualité.

celle qui existe dans le Mexique même, non loin de Tampico, ne pût être livrée aux mines mexicaines à des prix abordables. A 5 francs par 100 kilogrammes, ce que l'industrie européenne considère comme un prix exorbitant, les producteurs d'argent du Nouveau-Monde s'estimeraient trop heureux d'avoir de la houille (1). Enfin, dans la plupart des cas, les progrès de la culture et l'établissement de bonnes routes produiraient une grande économie sur les frais de nourriture des bêtes de labeur, en supposant que, pour la trituration des minerais et le foulage des *tortas*, on dût persister à se servir de mulets.

Un exemple montrera la portée des économies qu'on réaliserait, dans l'industrie argentière du Nouveau-Monde, par de meilleures dispositions mécaniques. Prenons un détail de l'opération métallurgique, le foulage des *tortas*. Un voyageur français visitant le Potosi, il y a quelques années, donna aux mineurs le conseil de remplacer les Indiens payés à raison de 3 fr. 40 cent. par jour, qu'on faisait piétiner dans ces boues, non plus seulement par des mulets, comme au Mexique et dans le Pérou proprement dit, mais par une machine pareille à celle qui sert, en Europe, à broyer le mortier, et que les Parisiens ont vue tant multipliée autour d'eux, pendant la construction des fortifications. L'idée fut goûtée d'un des mineurs qui, moyennant 1,600

(1) Par heure et par force de cheval, une très-bonne machine à vapeur brûle aujourd'hui 3 kilogrammes de charbon, et un cheval de vapeur a une force double d'un cheval de chair et d'os, et vaut, par conséquent, dix hommes. Les hommes et les bêtes travaillant huit heures par jour, 24 kilogrammes de houille, qui, à 5 francs les 100 kilogrammes, coûteraient 1 fr. 20 c., produiraient le travail de deux animaux, dont la nourriture revient à 2 francs au moins et souvent à beaucoup plus, et celui de dix hommes, qui coûtent, d'après une moyenne de 3 francs par tête, 30 francs. L'avantage serait bien autrement grand avec des chutes d'eau ou des moulins à vent.

francs environ, établit la machine. Les résultats en furent excellents. Avec une seule mule pour tourner la roue, on fit, selon ce qui m'a été assuré, autant de besogne qu'avec vingt Indiens dont la rétribution n'était pas de moins de 68 fr. par jour : la mule avec son conducteur ne revenait pas à 5 fr. 50 cent. Comme trait de mœurs propre à faire connaître combien peu de lumières il y a parmi cette population, et à quel point elle est esclave de la routine, ajoutons que le mineur qui avait fait cette expérience, et auquel elle avait si bien réussi, est resté, pendant longtemps, le seul à en profiter. C'était un Espagnol ; les créoles, ses voisins, se refusaient à l'imiter. Peut-être au moment où j'écris ces lignes tous ne se sont-ils pas encore rendus à l'évidence, et il y a plus de quinze ans, me dit-on, que ce perfectionnement si simple est sous leurs yeux.

Ainsi, pour la préparation du minerai comme pour l'acquisition des ingrédients par lesquels on le traite, et pour la méthode de traitement, la diminution des frais semble ne pouvoir être bien sensible, de manière à affecter le prix de l'argent sur le marché général, qu'autant que les populations éprouveraient un changement complet dans leurs idées, dans leur civilisation même ; mais aussi les économies à faire sont bien grandes.

De même pour l'extraction des entrailles de la terre. Les procédés mécaniques de cette partie du travail sont grossiers et, partant, très-onéreux. Ce qu'il en coûte pour l'épuisement des eaux dépasse tout ce qu'un mineur européen peut imaginer. Le percement des puits absorbe de même des sommes inouïes, insensées. La poudre, dont, au Mexique du moins, le gouvernement s'est réservé le monopole, n'est pas seulement chère, elle est très-mauvaise, quoique le pays offre en abondance le nitre et le soufre pour la fabriquer ; de là une en-

trave aux travaux de recherches. Le fer et l'acier, dont on consomme une grande quantité pour les outils, sont pareillement à des prix très-élevés, non-seulement à cause des frais de transport, mais aussi à cause des droits de douanes, car on n'en fait point dans le pays. Une vaste exploitation brûlera de la poudre pour un demi-million, et usera de l'acier pour 100,000 francs, sans parler du fer. Enfin les capitaux, lorsqu'on est forcé d'avoir recours à ceux d'autrui, ne s'obtiennent plus qu'à des conditions très-dures. Autrefois, au Mexique, le clergé, qui administrait de grandes richesses, les confiait aux hommes industrieux sans jamais exiger plus de 6 pour 100. Lorsqu'en 1828, d'aveugles passions politiques eurent fait porter la loi qui chassait du territoire mexicain tous les natifs de la Péninsule espagnole, 70,000 personnes environ durent émigrer, et elles emportèrent une grande partie du capital roulant du pays. L'exil de ces négociants, magistrats, agriculteurs, membres du haut clergé, qui formaient l'élite de la nation mexicaine, rompit le lien vivant qui rattachait le Mexique aux nations civilisées, et n'a pas peu contribué à livrer le pays à l'anarchie qui le ronge ; par là aussi s'est tarie la source de beaucoup d'entreprises utiles. L'apport de capitaux qui fut fait par les compagnies anglaises en 1825 n'a point comblé la lacune. Il faut payer aujourd'hui 18 ou 24 pour 100 le loyer des capitaux.

Ce n'est pas qu'on ne puisse citer des perfectionnements obtenus au Mexique dans l'industrie minérale. Ainsi, quand je compare ce que j'ai vu à Real del Monte avec la description qu'a donnée du même établissement un observateur éclairé, venu cinq années après, M. I. Lowenstern, je suis frappé du changement qui s'était opéré dans l'intervalle. Real del Monte lui offrit un spectacle qui, sous plusieurs aspects, ressemblait à celui d'une

exploitation à l'anglaise. Des améliorations importantes ont été réalisées dans les ateliers de Guadalupe y Calvo et sur quelques autres points ; dans la capitale, l'industrie du départ s'est mise au niveau du progrès ; mais ce sont des faits locaux et restreints. Il a fallu que l'influence étrangère régnât sans partage dans les établissements que je viens de nommer, et qu'elle y fît des efforts surhumains. Real del Monte, d'après le récit de M. Lowenstern, n'était pas seulement alors une mine exploitée par le capital anglais ; c'était, par le personnel même, une colonie britannique. Tout ce qui n'était pas simple ouvrier mineur était Anglais. L'atelier du départ, à Mexico, a été relevé de son abaissement par des Français. A Guadalupe y Calvo, c'étaient des Anglais, des Français, des Allemands, qui avaient la haute main. Malheureusement les étrangers qui viennent ainsi s'établir au Mexique n'ont aucun moyen de changer les faits généraux qui enchérissent extrêmement l'exploitation, tels que l'absence des voies de communication et l'ignorance crasse de la population. A peu d'exceptions près, tout ce qui est Mexicain de naissance s'opiniâtre à suivre les anciens errements (1).

Quoique en Europe l'Espagne ne jouisse pas d'une grande réputation en matière de perfectionnements quelconques, pendant la dernière période du régime colonial, l'impulsion vers les améliorations était plus grande au Mexique qu'aujourd'hui. Ce qui s'accomplissait, dans cette colonie en particulier, à la fin du siècle passé et au commencement de celui-ci, était vraiment digne d'admi-

(1) Parmi ces louables exceptions, je signalerai ici, d'après M. Duport, M. Anitua, mineur mexicain fort recommandable, qui a établi, au Fresnillo, la *hacienda nueva*, immense usine d'amalgamation dont les dispositions sont fort remarquables. M. Duport mentionne également M. José Gonzalèz, du même établissement.

ration. Ce qui se projetait et aurait été exécuté était infini. Sentant alors le prix de la science appliquée à l'art du mineur, on avait fondé et richement doté un grand établissement, pour lequel une construction très-élégante a été élevée à Mexico; je veux parler de la *Mineria*, qui était à la fois une institution administrative et une école des mines, et sur laquelle ont répandu de l'éclat les travaux de quelques hommes studieux et capables, comme M. André del Rio et M. d'Elhuyar. Malheureusement les révolutions ont empêché la *Mineria* de rendre les services qu'on en attendait. Lorsque je l'ai visitée en 1835, je l'ai trouvée dévastée. Les laboratoires et les collections étaient dans la plus déplorable pénurie; l'édifice même, tout étayé, menaçait ruine, et le vénérable del Rio, qui me le montrait, avait les larmes aux yeux. Je ne pense pas qu'à aucune époque les arts mécaniques y aient été beaucoup enseignés. On a accordé à l'institution, depuis quelques années, un droit de 1 et demi pour 100 sur l'argent; mais il paraît qu'on s'en servira pour amortir une dette autrefois contractée dans le but de faire des avances à quelques mineurs, plutôt que pour former un corps instruit d'officiers des mines. Jusqu'à ce jour, le gouvernement de la république mexicaine s'est mis très-peu en peine de répandre l'instruction générale ou spéciale. M. Lowenstern parle d'une institution du même genre que la *Mineria*, qu'il a observée à Guanaxuato, où elle a été élevée par les soins du général Cortazar. Malheureusement tout est éphémère au milieu de l'anarchie qui désole ces beaux pays. Tel établissement qui promet aujourd'hui de fleurir sera peut-être détruit demain, et les fonds qui ont un emploi utile en seront détournés au premier *pronunciamiento* pour être dévorés sans retour.

De ce qui précède ressort une double conclusion :

Premièrement, l'exploitation des mines d'argent du Nouveau-Monde comporte des améliorations virtuellement faciles qui réduiraient dans une forte proportion les frais de production de ce métal.

Secondement, pour le Mexique, qui est le premier des pays producteurs (et ce qui est vrai du Mexique, à cet égard, l'est du haut et du bas Pérou), l'état politique, social et économique du pays rend présentement les améliorations infiniment laborieuses et problématiques. Seul le Chili fait exception à cette triste loi : c'est un État bien gouverné où la loi règne, où les arts se perfectionnent ; mais, jusqu'à présent, le Chili n'a, dans la production de l'argent, qu'un rang subalterne.

Aussi bien l'état présent des choses ne peut durer. Ces belles contrées ne resteront pas beaucoup plus longtemps sous le joug du génie du retardement. M. de Humboldt, il y a un demi-siècle, appelait un *peuple industrieux*, pour l'exploitation des gîtes argentifères du Mexique. Le *peuple industrieux* est venu. A la suite d'une guerre dont je n'ai pas ici à apprécier la justice, la race anglo-saxonne, qui peuple les États-Unis, s'est emparée de quelques-unes des provinces mexicaines. La force d'expansion de cette race est si grande, qu'on doit considérer comme inévitable qu'elle étende prochainement sa domination sur les autres provinces mexicaines, soit par une franche conquête, soit par une suzeraineté plus ou moins déguisée, qui, du moins, y rétablirait un ordre de choses régulier ; et le continent américain, à peu près tout entier, semble destiné à subir, avant qu'il soit longtemps, cette même influence. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait qu'une résurrection inattendue du génie de Cortez donnât à la race hispano-américaine une énergie intelligente, dont elle semble avoir complétement perdu les traditions. Dans ce cas là, ce serait elle-même qui, par l'appli-

cation de ses facultés régénérées, transformerait l'art des mines dans le Nouveau-Monde; et l'évolution métallurgique, que nous prévoyons comme devant être l'effet d'une domination exercée par les anglo-américains, ne serait pas moins accomplie.

CHAPITRE II.

Si la baisse des frais de production, qui est probable pour l'argent, amènerait nécessairement la baisse de la valeur de ce métal.

Supposons que la marche de la civilisation, au lieu d'être ralentie par les révolutions, devienne de jour en jour plus rapide, et qu'un plus grand nombre de peuples se laisse aller à ce courant bienfaisant. Partout, dès lors, l'ensemble des citoyens parviendrait à prendre une part des jouissances de la vie civilisée; le progrès des arts et celui du luxe absorberaient, tous les ans, une plus grande quantité de métaux précieux. Dès lors, la grandeur de la demande ne pourrait-elle pas excéder l'offre, au point d'empêcher, pendant un long espace de temps, la diminution des frais de production d'être suivie d'une diminution correspondante, ou même d'une diminution quelconque dans la valeur qui leur est attribuée auprès des autres marchandises, ou par rapport à un type fixe qu'on peut supposer par la pensée? Un temps d'arrêt de ce genre, dans la baisse d'un produit dont les frais de production ont été notablement amoindris, doit se prolonger tant que la production n'a pas pris une grandeur proportionnée à l'étendue des nouveaux besoins.

Même dans la supposition, de l'exactitude de laquelle

on peut douter, que la révolution européenne commencée en 1848 ne soit qu'une secousse passagère, tout porte à penser que la baisse de la valeur de l'argent suivrait progressivement, à quelque distance, celle des frais de production. Les grands profits que rendraient les mines, à la faveur de méthodes meilleures et de l'amélioration des voies de transport, détermineraient les hommes à se porter avec énergie sur cette industrie. La production tendrait donc à s'accroître vivement. De là entre les producteurs une concurrence qui, inévitablement, entraînerait l'abaissement de la valeur du métal. Pour qu'il en fût autrement, il faudrait de deux choses l'une :

Ou qu'une fiscalité exigeante essayât de faire dériver vers le trésor public des États producteurs le bénéfice du perfectionnement; mais je crois pouvoir écarter cette hypothèse, parce qu'elle souffrirait, dans l'exécution, des difficultés insurmontables; et elle est peu à présumer de la part de gouvernements qui, dans l'hypothèse où nous nous plaçons, seraient devenus intelligents et libéraux ;

Ou bien que les mines vinssent à manquer à l'ardeur des mineurs : or, au contraire, sur ce point, le témoignage de tous les observateurs éclairés, qui ont visité l'Amérique, est de nature à donner toute sécurité. Ils ont tous été si vivement frappés du nombre des gîtes, de l'épaisseur des filons, de la grandeur des résultats qu'on obtenait sur un petit espace, que, lorsqu'ils ont à traiter de la fécondité du sol américain par rapport à l'argent, leur ton change tout à coup ; de froid qu'il était, comme il convient dans les livres de science, il devient animé et presque enthousiaste ; ils distinguent un *inépuisable fonds de richesses ;* ils voient l'Europe *inondée de métaux précieux ;* ils affirment que les trésors qu'on a retirés des mines du

Nouveau-Monde *ne sont rien* en comparaison de ce que ces mines peuvent fournir.

Mais laissons-les parler plus explicitement eux-mêmes. Citons d'abord M. de Humboldt (1) :

« En général, l'abondance de l'argent est telle dans la « chaîne des Andes, qu'en réfléchissant sur le nombre « des gîtes de minerais qui sont restés intacts, ou qui « n'ont été que superficiellement exploités, on serait « tenté de croire que les Européens ont à peine com- « mencé à jouir de cet inépuisable fonds de richesses « que renferme le Nouveau-Monde.

« Si l'on jette les yeux sur le district des mines de « Guanaxuato, qui, sur le petit espace de quelques mil- « liers de mètres carrés, fournit annuellement la sep- « tième ou la huitième partie de tout l'argent améri- « cain, on verra que les 550,000 marcs que l'on retire « annuellement de la fameuse *Veta Madre*, sont le pro- « duit de deux mines seulement, de celle du comte de « Valenciana et de celle du marquis de Rayas, et que « plus des quatre cinquièmes de ce filon n'ont jamais « été attaqués. Il est très-probable, cependant, qu'en « réunissant les deux mines de Fraustros et de Mellado, « et en les épuisant, on formerait une mine dont la « richesse serait comparable à celle de Valenciana. L'o- « pinion, que la Nouvelle-Espagne ne produit peut-être « pas la troisième partie des métaux précieux qu'elle « pourrait fournir dans des circonstances politiques « plus heureuses, a été émise depuis longtemps par « toutes les personnes instruites qui habitent les prin- « cipaux districts de mines de ce pays : elle est énonc « formellement dans un mémoire que les députés du « corps des mineurs ont présenté au roi, en 1774, et

(1) *Nouvelle-Espagne*, III, pages 342 43.

« qui est rédigé avec autant de sagesse que de connais-
« sance des localités. L'Europe serait inondée de mé-
« taux précieux si l'on attaquait à la fois, avec tous les
« moyens qu'offre le perfectionnement de l'art du mi-
« neur, les gîtes de minerais de Bolanos, de Batopilas,
« de Sombrerete, du Rosario, de Pachuca, de Moran,
« de Zultepec, de Chihuahua, et tant d'autres qui ont
« joui d'une ancienne et juste célébrité. »

Le témoignage plus récent de M. Duport n'est pas moins positif que celui de son illustre devancier :

« Les schistes argileux, talqueux, chloritiques, la dio-
« rite, quelquefois des calcaires assez anciens, et plus
« rarement encore les porphyres, sont, sur bien des
« points, traversés par des filons de quartz, qui renfer-
« ment souvent des sulfures métalliques; quand cette
« circonstance se présente, il est rare qu'on ne trouve
« pas, dans le nombre, du sulfure d'argent. Ces forma-
« tions fort rares, du moins au jour, dans les environs
« de Mexico, percent plus souvent les masses trachyti-
« ques et porphyriques en avançant vers le nord; pres-
« que partout où elles se montrent, il y a des exploi-
« tations plus ou moins importantes; mais quand on
« traverse la chaîne principale, vers le golfe de la Cali-
« fornie, ce ne sont plus alors des points isolés, c'est
« toute la pente occidentale de la Cordillère qui est
« composée de ces roches métalliques, sillonnées des
« mêmes veines de quartz sur un espace immense.
« C'est assez dire que les gisements travaillés depuis
« trois siècles ne sont rien auprès de ceux qui restent
« à explorer.

« Mais, sans chercher de nouveaux districts, on peut,
« dans les anciens, suivre encore les travaux avec plus
« de chances de succès qu'on ne le croit généralement,
« et Zacatecas en est un exemple frappant. Ces mines,

« travaillées dès 1548, ont fourni sans cesse de l'argent, « en plus ou moins grande quantité, suivant que le « hasard a conduit plus ou moins heureusement les « travaux des mineurs. La réputation de Zacatecas « était compromise, quand un Français, le mineur « Laborde, vint découvrir le filon de la *Veta Grande*, « dont la richesse, considérée comme épuisée vers la fin « du siècle dernier, a encore fourni, de 1827 à 1839, « près de cent cinquante millions de francs. Un autre « exemple plus récent encore est celui des concessions « de *S. Clemente* et *S. Nicolas*, qui sont pour le moment « les exploitations les plus fructueuses de Zacatecas, « quoique, il y a dix ans, on ne soupçonnât pas l'exis- « tence de filons si riches dans un terrain contigu aux « concessions de *Malanoche* et *Rondanera*, qui ont en- « richi plusieurs familles il y a moins de quarante ans. « Enfin, le Fresnillo, qui produit en ce moment une « valeur de dix millions de francs par année, fut visité, « en 1827, par M. Ward; et dans son livre sur le Mexi- « que, ce voyageur en parle comme d'un lieu aban- « donné, sur lequel on ne pouvait conserver que quel- « ques souvenirs sans former aucune espérance (1). »

Le même auteur termine son ouvrage en ces termes, qui forment la conclusion naturelle du présent chapitre :

« Le temps viendra, un siècle plus tôt, un siècle plus tard, où la production de l'argent n'aura d'autres limites que celles qui lui seront imposées par la baisse toujours croissante de la valeur (2). »

(1) *Production des métaux précieux*, etc., page 378.

(2) Page 426.

CHAPITRE III.

De l'influence que les mines de la Russie boréale pourront avoir sur la valeur de l'or pour l'abaisser.

Considérant les alluvions aurifères du Rhin comme offrant le minimum de richesse qui aujourd'hui permette la recherche de l'or dans l'Europe occidentale, pour que des mines d'or, avons-nous dit, tendent avec quelque énergie à faire baisser la valeur de ce métal, elles doivent satisfaire à une double condition : Premièrement, leur rendement doit être supérieur à celui des alluvions du Rhin, non-seulement en quotité absolue, mais encore en tenant compte de tout ce dont les frais de toute espèce, que peut occasionner la production de l'or dans le pays dont il s'agit, excèdent ce qu'il en coûte auprès de Strasbourg. Secondement, le gîte doit être assez étendu pour donner lieu à une extraction qui modifie sensiblement le rapport de l'offre à la demande sur le marché général (1).

La première de ces conditions est-elle remplie par les mines de la Russie boréale? Oui, car dans l'Oural, par exemple, le rendement des alluvions est vingt fois plus grand que dans la vallée du Rhin, et les mines de la Sibérie surpassent bien celles des vallées de l'Oural. Il est vrai que, en Russie, l'exploitation est grevée d'un gros impôt, tandis que dans la vallée du Rhin elle est entièrement franche. Puis il y a quelques frais jusques à Saint-Pétersbourg, où l'or se trouve rendu sur le marché

(1) Section VI, chapitre Ier.

général. Enfin la rétribution d'un ouvrier est plus chère dans la Russie boréale, dans la Sibérie au moins, que dans la vallée du Rhin.

Quant à ce dernier point, on assure que, dans les vallées de l'Oural, qui ne sont pas, comme la Sibérie, de tristes déserts, la main-d'œuvre n'a rien de bien élevé. En Sibérie, où la principale ressource des entrepreneurs d'industrie est d'employer les condamnés qu'on y a transportés, et où ces hommes débattent librement leurs salaires, la main-d'œuvre est plus chèrement payée. Indépendamment de la demande de bras, chaque jour plus intense, ces ouvriers ont une raison pour élever leurs prétentions : Les vivres ont beaucoup monté de prix dans les régions métallifères de la Sibérie, depuis que l'industrie des mines s'y est déployée et y a attiré une population hors de proportion avec celle qui y vivait déjà. M. Pierre Tchihatcheff, qui a visité les exploitations sibériennes en 1842, expose comment déjà les subsistances avaient beaucoup enchéri à Tomsk, à Krasnoyarsk, à Minousinsk, dans tous les principaux centres de lavages (1).

(1) « L'affluence extraordinaire, vers ces parages, de tous les ouvriers disponibles avait déjà produit sur le marché de Krasnoyarsk une révolution dont se sont ressenties non-seulement les villes limitrophes, mais aussi celles du gouvernement de Tomsk, et c'est particulièrement par cette raison qu'on peut expliquer la hausse prodigieuse qu'y ont éprouvée les prix de toutes les denrées dans un laps de temps peu considérable. Voici quelques exemples de cet enchérissement extraordinaire : dans le village de Bérézovo, plusieurs habitants se rappellent encore l'époque où le poud (16 kil.,372) de farine de seigle coûtait 8 centimes et un bœuf 6 francs, tandis qu'aujourd'hui le premier y est de 30 à 40 centimes et le second à 9 francs. Dans la ville de Biisk, les prix des denrées suivantes étaient, il y a cinq ans, la livre de viande 2 centimes, le poud de farine de seigle 25 centimes, le poud de beurre 2 francs, tandis qu'aujourd'hui la première est à 15 centimes, le second à 35 sous, le troisième à 10 francs. A Krasnoyarsk, la comparaison des prix a donné des résultats encore plus forts, de manière qu'on ne sera pas très-loin du chiffre véritable en admettant

En somme, il n'y a pas lieu de croire que, lorsqu'on sera arrivé à une situation mieux équilibrée entre la demande et l'offre du travail, la demande et l'offre des subsistances, les salaires soient plus élevés dans la Sibérie qu'aux États-Unis ; on peut même douter qu'ils restent aussi hauts. Pour tenir compte largement de divers frais accessoires, accordons qu'une extraction de 2 grammes par jour soit nécessaire dans la Sibérie pour représenter celle de moins de deux tiers de gramme, qui fait vivre l'orpailleur des bords du Rhin. Il est facile de voir qu'il restera encore une belle marge, non-seulement pour les profits des entrepreneurs d'industrie, mais aussi pour la baisse de la valeur de l'or, autant que la concurrence y pousserait.

C'est déjà une opinion fondée pour les mines de l'Oural, pour celles qui ont la teneur indiquée plus haut (1), de deux millionièmes à deux millionièmes et demi ; ce serait même vrai pour celles qui en auraient une sensiblement moindre. Voici du reste un calcul concluant :

Je trouve dans l'*Annuaire du Journal des Mines de Russie* (2), que dans le lavage de 1,335,538 pouds de sables aurifères de l'Oural, tenant en moyenne 27 $^{7}/_{10}$ millionièmes, chaque zolot. d'or est revenu à 6 $^{13}/_{14}$ kopecks d'argent (3), soit 2 fr. 70. Mais le zolot. d'or, en le supposant au titre de 88 centièmes, vaut en monnaie d'or française, 12 fr. 78. C'est cinq fois environ le prix de re-

que l'enchérissement progressif des denrées, pendant les cinq ou six dernières années, peut être évalué, en terme moyen, comme 1 à 6, sans avoir égard à la hausse, souvent locale, des prix de certains articles qui fourniraient la proportion de 1 à 20, et même plus.» (*Voyage scientifique dans l'Altaï oriental*, page 216).

(1) Page 268.

(2) Année 1842, page 299.

(3) Sans compter la redevance au trésor public.

vient. On ferait donc de beaux bénéfices, quand bien même le rendement serait moindre. Je fais cependant abstraction ici de l'ukase du $\frac{14}{26}$ avril 1849, qui est de nature à changer les conditions de l'exploitation dans les grands établissements. Au surplus, il ne s'applique pas aux mines de l'Oural.

Si de l'Oural on passe à l'Altaï, aux mines qui y sont plus particulièrement exploitées aujourd'hui, celles dont le rendement est trois ou quatre ou cinq fois plus grand que ce qui vient d'être dit pour l'Oural, la question prend un bien autre aspect. Admettons que les frais quotidiens de l'exploitation proprement dite y soient doubles de ceux de l'Oural, le produit étant triple, quadruple ou quintuple, le bénéfice net restera très-considérable. Qu'on en retranche tout ce qu'il faudra pour un impôt modéré, pour les faux frais, et il demeurera clair que la valeur de l'or peut baisser sans que l'exploitation s'arrête. Elle tendrait à baisser même sous le régime du nouvel ukase rigoureusement pratiqué.

La grandeur des bénéfices dans un bon nombre d'exploitations est attestée par les observateurs les plus intelligents, par ceux qui ont le mieux examiné le fond des choses. M. P. Tchihatcheff les porte, pour l'Altaï oriental, à un minimum de 100 pour 100, et signale 800 à 850 pour 100 comme un taux ordinaire (1).

Des renseignements qui m'ont été communiqués par une personne en position d'être bien informée autorisent à croire que, dans l'année 1848, la production moyenne des lavages, par tête de travailleur, a été dans l'Oural de 3 grammes d'or fin, et dans la Sibérie de plus de 10 grammes, abstraction faite de l'impôt. Dans le premier, c'est une somme de 10 fr. 33 c., dans le second,

(1) *Voyage scientifique*, etc., page 216.

c'est 34 fr. La production étant fort diverse d'un banc à un autre, il y a eu des exploitations qui ont rendu beaucoup plus que la moyenne, dans l'Oural comme dans la Sibérie ; d'autres au contraire ont rendu moins. Les mines les plus productives, si elles ne sont pas limitées naturellement par l'espace, si la loi ne fixe pas à l'exploitation des bornes artificielles, ou si, après en avoir posé, elle est impuissante à les faire respecter, pousseront à la baisse et la rendront inévitable dans un temps donné. Et le mouvement de baisse se prolongera, parce que la production de 10 grammes laisse beaucoup de latitude.

Car, c'est ici que vient naturellement se placer ce que nous avons à dire de la deuxième condition à remplir ; les gisements de sables aurifères, relativement riches, de la Russie boréale semblent fort abondants. Dans chacun des trois grands groupes d'exploitation, qui composent les circonscriptions administratives de Tomsk, de Jénisseïsk et de Nertschinsk, et qui occupent la partie supérieure des bassins des fleuves Obi, Jénisseï, Léna et Amour, déjà de vastes dépôts d'alluvion d'une teneur très-favorable ont été reconnus, et chaque jour en voit trouver de nouveaux. C'est ainsi que, d'après une communication particulière que j'ai reçue, il paraît que, dans le bassin de l'Amour, on vient de découvrir de beaux champs d'exploitation. Dans l'Oural même, la progression de l'extraction, en présence des merveilles de l'Altaï, toute lente qu'elle est, atteste que les mineurs ne sont pas mécontents de leurs alluvions, qu'ils en trouvent de meilleures, ou qu'ils tirent un parti plus avantageux des anciennes. Mais qu'est-il besoin d'insister ? De tous les caractères des gisements aurifères de la Russie boréale, l'étendue est le plus manifeste.

Il y a donc lieu d'augurer que les mines d'or de la Russie sont par elles-mêmes de nature à amener une forte baisse de l'or.

Cependant, si le gouvernement russe maintenait et parvenait à faire respecter l'ukase du $\frac{14}{26}$ avril 1849, si aucune convenance intérieure ne l'induisait à le rapporter, si aucune concurrence extérieure ne l'y contraignait, la baisse en serait ralentie et restreinte.

Mais pour ne parler que de la concurrence extérieure, celle de la Californie est imminente, on va le voir.

CHAPITRE IV.

La même question examinée à propos de la Californie.

Chaque jour apporte à l'Europe des renseignements nouveaux sur la Californie. Depuis qu'a été imprimé le chapitre consacré plus haut à cette contrée (1), on a été mieux édifié sur la richesse et l'étendue des gisements aurifères qu'elle recèle. Le rapport, récemment publié, d'une personne que le gouvernement des États-Unis avait chargée d'un examen spécial des lieux, M. Butler King, est particulièrement de nature à éclairer les esprits (2).

Suivant ce document, l'extraction journalière par tête de mineur ne serait pas moins d'une once ou 28$^{\text{gram.}}$,338 ; en supposant que l'or obtenu soit au titre de 9/10 (3), ce se-

(1) Section VI, chap. III.

(2) Ce rapport est daté de Washington, du 22 mars 1850.

(3) Quatre échantillons d'or de la Californie, de quatre localités diffé-

rait $25^{\text{gram.}}$,504 de fin. Cependant, selon M. B. King, à leur arrivée, les travailleurs novices sont loin d'obtenir d'aussi beaux résultats. Sans nous croire autorisé à rien affirmer, nous raisonnerons comme si l'extraction moyenne était d'environ 20 gr. par jour. Si une plus longue expérience indiquait une quantité différente, en plus ou en moins, il serait facile de déterminer entre quelles limites les conséquences que nous aurions déduites ici auraient à être modifiées.

A l'appui de l'évaluation de l'extraction journalière que présente M. B. King, on peut citer ce fait qui est certifié par quelques correspondances, qu'on ne trouve pas d'ouvriers pour les mines, à moins de leur offrir un salaire de 12 dollars par jour ; c'est 18 grammes d'or fin. Un pareil taux du salaire attesterait qu'un homme, dans sa journée moyenne, retire au delà de 20 grammes de fin.

Dans le cas, qui reste cependant hypothétique, d'une extraction continue de 20 grammes d'or fin, par jour et par tête de mineur en moyenne, la Californie tendrait fortement à déprimer la valeur de l'or. Mais, comment les choses se passeront-elles? Dans l'empire russe, en vertu des lois et des usages, la richesse des gisements profitera en majeure partie aux entrepreneurs d'industrie minérale, et la Russie contribuerait à la baisse de l'or par la concurrence que se feraient entre eux ces entrepreneurs, pour le placement de leur métal dans le monde. Le gouvernement impérial, s'étant approprié, par l'ukase du $\frac{14}{26}$ avril 1849, une portion notable du profit, sera lui-même un compétiteur de plus. Il est vrai que, par ce prélèvement même, il diminuera l'énergie de la concurrence que se feront les exploitants. En Californie, les choses attein-

rentes, analysés dans le laboratoire de l'École des mines de Paris par M. Rivot, ont eu les titres de 909, 914, 891 et 930 millièmes, dont la moyenne est de 914 millièmes. (*Ann. des Mines*, 4e série, t. XVI, p. 128.)

dront le même but sans prendre exactement le même tour. La liberté la plus étendue est la loi qui préside au travail parmi les populations des États-Unis, et l'esprit démocratique y règne sans partage. Usant, jusqu'à la dernière limite, des avantages que leur donnent les lois et les mœurs, les ouvriers tireront à eux, autant que possible, le bénéfice résultant de la supériorité, que je suppose, des gisements aurifères du pays sur ceux du reste du monde. Ce ne sera pas la rareté du capital qui les en empêchera : il faut, nous l'avons fait remarquer, très-peu de capital pour exploiter des alluvions aurifères (1) ; ce n'est presque qu'une affaire de main-d'œuvre. L'exploitation de gisements de ce genre se prête avec une aisance toute particulière au système démocratique ; de petites associations d'ouvriers, avons-nous dit, s'en acquitteraient au mieux (2).

Actuellement l'ouvrier, pour vivre et se procurer les choses le plus strictement nécessaires à ses besoins, est forcé de se dessaisir d'une grande partie de l'or qu'il extrait ou qu'il reçoit en salaire, parce que tout ce qu'il lui faut est fort cher. Le pays ne produit guère rien par lui-même, si ce n'est de l'or. La culture n'y est pas organisée. Grâce aux soins que les Espagnols avaient toujours de multiplier le bétail dans les pays soumis à leur domination, quand le climat permettait qu'il s'y propageât sans abri, la Californie offre une notable quantité de bœufs ; mais c'est quant à présent la seule subsistance qu'elle fournisse aux émigrants qui s'y pré-

(1) Dans la Russie, aujourd'hui, il faut, par exception, un capital assez fort, parce que les exploitants pourvoient aux besoins de leur monde ; et puis, pour rentrer dans ses avances, il faut avoir conduit l'or à Saint-Pétersbourg, qui est fort éloigné des lieux d'exploitation. En Californie, l'ouvrier s'entretient, et il écoule son or par une voie beaucoup plus courte.

(2) Voir plus haut, page 261.

cipitent. On fait venir la farine de l'autre revers du continent américain, par le cap Horn. De même les articles manufacturés sont tirés des bords américains de l'Atlantique, ou de l'Europe, ou des entrepôts de l'océan Pacifique, tels que Valparaiso (1). Les profits que font les marchands sur les articles d'importation sont considérables en moyenne, malgré quelques périodes passagères d'avilissement. Ils ne peuvent manquer de l'être, parce que, le capital étant peu abondant en un pays neuf comme la Californie, relativement au besoin qu'on en a, il y revient une bonne rémunération; et puis, la rétribution que le commerçant requiert pour son industrie personnelle est forte ; elle se règle, suivant une certaine proportion, sur celle de l'ouvrier mineur lui-même. Les marchandises sont d'ailleurs enchéries par cette circonstance que les navires, une fois à San-Francisco, peuvent être désertés par les équipages qui se rendent aux mines. Il faut donc que l'armateur ajoute la valeur du bâtiment au fret dont il se contenterait ordinairement. Enfin le coût du transport dans l'intérieur, et les autres frais accessoires dont sont grevées les marchandises, sont élevés, je veux dire absorbent une quantité d'or plus forte qu'ailleurs, parce que ces frais représentent surtout de la main-d'œuvre, et la main-d'œuvre est chère ; elle vaut environ 18 grammes d'or fin par jour, plus ou moins, selon les mérites respectifs des différents labeurs en comparaison du travail des mines, lequel, répétons-le, serait rétribué, d'après ce qui précède, sur le pied de 18 grammes.

La somme de 12 dollars, ou 18 grammes d'or fin par

(1) On aura une idée du mouvement qui a lieu entre le Chili et la Californie par ce seul fait qu'en deux mois, du 28 décembre 1849 au 28 février 1850, 126 navires jaugeant 36,331 tonneaux sont sortis de Valparaiso pour la Californie, ou y sont entrés venant du même pays.

jour, continuera indéfiniment d'être, à peu de chose près, la rétribution du mineur en Californie, aux conditions suivantes : 1° que la richesse des gisements reste la même, 2° que les facilités qu'ils offrent à l'exploitation persistent, 3° qu'il y ait toujours place sur les mines pour ceux des arrivants qui choisiraient cette profession. En effet, au milieu de ces circonstances, ce serait toujours la quantité supposée d'au moins 20 grammes de métal fin qu'extrairait un mineur dans sa journée ; et déduction faite du profit de l'entrepreneur d'industrie et de la redevance à payer par celui-ci au propriétaire des terrains, c'est toujours 18 grammes environ qu'il resterait à l'ouvrier, quand il travaillerait pour le compte d'autrui. Il aurait un peu plus quand ce serait pour son propre compte, à ses risques et périls.

Mais il est deux choses qui peuvent et doivent changer. La première est la proportion de la quantité d'or extraite qui reste comme un bénéfice acquis au mineur. Cette proportion doit prochainement devenir plus forte qu'aujourd'hui. La seconde est la valeur de l'or, c'est-à-dire, la somme d'objets qu'on se procure sur le marché général en échange d'une même quantité d'or ; cette quantité tend à décroître.

La baisse de la valeur de l'or sous l'influence de la Californie, dans la supposition que celle-ci réalise ses promesses, est inévitable. Il faut seulement que la Californie ait eu le temps de changer très-sensiblement le rapport qui existe entre la quantité d'or offerte et la quantité d'or demandée sur le marché général, en y jetant des masses de métal. A part une quantité relativement faible que la Californie monnayera pour le service des échanges intérieurs, et à part le peu d'orfévrerie qu'elle pourra fabriquer, tout l'or des mines sera exporté; et il faudrait qu'il y eût dans le monde un surcroît

prodigieux de demande pour que la valeur du métal ne fût pas profondément affectée, après un certain délai, de l'offre toujours croissante qui en sera la conséquence.

Ce n'est qu'à la longue cependant que le genre humain pourra participer à la richesse des mines d'or de la Californie, en acquérant l'or avec une moindre quantité d'objets ou de services quelconques. En attendant, le bénéfice s'en répartit, à peu près tout entier, entre un certain nombre d'individus, savoir : le mineur, les marchands qui vendent à celui-ci ce dont il a besoin, et les personnes qui lui rendent divers services. La répartition entre ces individus s'opère sur des bases nécessairement fort mobiles. Chacune des marchandises que consomme le mineur varie de prix entre des limites fort écartées, en raison des énormes fluctuations qu'éprouve naturellement, dans un pays tel que la Californie, le rapport de l'offre à la demande. Que beaucoup de navires chargés de farine, ou de salaisons, ou de vins, arrivent coup sur coup, ces denrées baissent de moitié ou des deux tiers; la part qui demeure au mineur sur l'or qu'il a obtenu est grossie d'autant. Que les vents contraires ou toute autre cause retardent les arrivages, ces mêmes articles haussent fortement, le bénéfice du mineur diminue : la part qu'il est contraint de céder au marchand, sur son or, a augmenté. Qu'une bonne route soit ouverte entre San-Francisco et un district de mines, ou que des bateaux à vapeur en bon nombre soient lancés sur le Sacramento et le San-Joaquin améliorés à cet effet, le mineur sera dégrévé aussitôt d'une partie des frais de transport excessifs que supportent tous les produits qu'il consomme, il pourra mettre en réserve une plus forte fraction de son extraction quotidienne. Auparavant, le roulier, ou le muletier, ou le batelier, lui en soutirait peut-être plus qu'il n'en gardait pour lui-même.

Le même effet serait produit si une communication plus rapide et plus économique était ouverte entre la Californie et le reste des États-Unis, dont présentement elle est séparée par un trajet immense quand on prend la voie de mer, par des déserts inhospitaliers quand on vient par terre. Ainsi ce serait un grand avantage pour le mineur, qu'on terminât promptement le chemin de fer commencé entre Panama et Chagres; ou qu'un canal maritime fût ouvert au travers de l'Amérique centrale, par le lac de Nicaragua, le lac de Léon et le fleuve San-Juan; ou, encore mieux, que le chemin de fer projeté entre la vallée du Missouri ou le réseau des grands lacs et l'océan Pacifique fût mis à exécution.

Qu'à un certain instant les gisements productifs se restreignent: en attendant qu'on en ait découvert de nouveaux, les possesseurs des terrains privilégiés ne laisseront fouiller que moyennant une redevance beaucoup plus forte : au lieu d'une quantité nette de 18 grammes, l'ouvrier devra s'estimer heureux d'en obtenir pour lui 16 ou 12 ou 10. A quelques mois de là, d'autres bancs d'une grande richesse auront été découverts : les propriétaires du sol, dont la part s'était extrêmement accrue, réduiront leurs prétentions, la grosse part retournera aux mineurs.

Je viens de raisonner dans la supposition que les terrains aurifères auraient été tous vendus, par l'autorité compétente, à des capitalistes qui les auraient accaparés ; mais je dois ajouter que c'est une hypothèse fort peu probable. La probabilité est que le gouvernement fédéral, propriétaire des terrains aurifères aujourd'hui, ne s'en dessaisira guère. Il est vrai que, dans le cas où les gisements se restreindraient beaucoup, il faudrait bien que le gouvernement lui-même, ne pouvant offrir de l'espace à tout le monde, mît aux enchères le droit de chercher

l'or sur les terrains domaniaux. Ce serait alors l'équivalent de ce qui vient d'être dit.

Les oscillations des prix des articles habituels de consommation doivent, avec un peu de temps, beaucoup diminuer d'étendue et de fréquence en Californie. Le commerce se fera une idée plus exacte des besoins du marché californien, et y proportionnera mieux ses envois. Il le fera d'autant mieux qu'il aura, pour parvenir en Californie, des voies plus expéditives. C'est en ce sens encore que des ouvrages tels que le chemin de fer de Panama à Chagres, ou le canal de Nicaragua, ou le grand chemin de fer de l'océan Pacifique, exerceraient une heureuse influence sur le bien-être des Californiens, et par suite hâteraient les développements de l'extraction.

La culture du sol se répandra en Californie, quoique la diminution des frais de transport doive y abaisser le prix des denrées étrangères. Il en résulterait une nouvelle amélioration de l'existence des mineurs, une nouvelle cause d'activité pour l'exploitation. La majeure partie de la Californie, au dire de tous les explorateurs, est d'une grande fertilité. Le climat, lorsqu'on se place à une certaine distance de la mer, paraît être fort agréable. La réunion de ces deux circonstances déterminera beaucoup d'arrivants, parmi ceux qui auraient déjà été cultivateurs, à garder cette profession. Ils pourront le faire avec avantage : il est des productions indispensables à la bonne hygiène qu'il faut absolument que le pays produise, et qu'ils seraient assurés de vendre parfaitement. Je veux parler des légumes frais, des fruits, des œufs et autres denrées de basse-cour. Il en est d'autres qu'il est difficile de faire venir en bien grande quantité du dehors, à moins que les marchés extérieurs d'approvisionnements ne soient très-proches. Telle est la viande fraîche. Le bétail que contient la Californie s'épuise rapidement

depuis que la population s'y est tant multipliée. Ce qui était une surabondance extrême pour les 15 à 18,000 âmes qu'on y comptait avant la conquête, serait de la pénurie quand il y en aura 200,000; et c'est un nombre qui sera atteint et dépassé, selon M. B. King, avant la fin de 1851.

M. B. King estime à 500,000 têtes la race bovine en Californie. On calcule, ajoute-t-il, qu'il faut annuellement une demi-tête par personne. A ce compte, en partant de la population de 1850, qui doit être de 120,000 âmes au moins, et en admettant un accroissement annuel de 100,000 âmes, il faudrait bien peu de temps pour que l'*existence* actuelle en bétail fût dévorée; vraisemblablement, dans quatre ou cinq ans, il n'en resterait plus rien, si d'avance on ne s'était appliqué à le renouveler, en donnant des soins particuliers aux troupeaux actuels et en faisant venir de nombreux convois du dehors.

Mais cette branche de l'industrie agricole offre tant de facilités en Californie que, en prévision des profits qu'elle doit donner, elle ne peut manquer d'être embrassée par beaucoup de personnes, et elle déterminera la culture du sol pour d'autres objets.

S'il n'en était point ainsi, et si par conséquent les subsistances restaient toujours relativement fort chères en Californie, ce serait pour les mineurs et les autres habitants du pays, et pour le reste du monde, tout comme si la richesse des mines était sensiblement moindre. Toute circonstance qui rend l'existence des hommes plus difficile dans un pays de mines est l'équivalent d'une plus grande difficulté dans l'exploitation, ou d'une plus grande rareté du métal dans la mine. Les frais de production en sont augmentés de même. C'est autant à rabattre sur la faveur que la nature paraissait avoir faite aux hommes en leur livrant une mine où le métal fût

plus abondant. Les mines d'argent du Potosi où l'argent s'offrit avec profusion pendant la seconde moitié du seizième siècle, auraient eu plus de puissance encore pour déprimer la valeur de ce métal, si la montagne qui recélait ces riches filons n'eût été placée au milieu d'une solitude inhabitable. Situées dans une contrée infiniment plus riante et plus fertile, les mines de Guanaxuato ont pu avec une moindre teneur en argent peser fortement sur la valeur du métal, pour la faire descendre encore. Supposons que la subsistance d'un homme sur les gisements de la Californie dût, après que la concurrence se serait pleinement établie entre les commerçants et entre les entrepreneurs de transport, coûter définitivement tout juste un poids d'or égal à ce qu'un mineur peut en obtenir dans sa journée moyenne. Quand même cette dernière quantité serait de 20 grammes, d'une once, de deux si l'on veut, les mines de la Californie n'auraient pas plus de puissance sur la valeur du métal dans le monde pour la faire baisser que celles de la vallée du Rhin. Je me hâte d'ajouter que l'hypothèse indiquée ici est toute de fantaisie (1).

En Californie, il est une circonstance qui ne doit pas peu contribuer à hâter le développement de l'agriculture et particulièrement l'élève du bétail. Une bonne partie des gisements aurifères qu'on y exploite est dans le lit même des rivières. Pendant la saison des pluies qui est fort longue, les cours d'eau se gonflent, et force est aux mineurs d'abandonner leur travail : leurs champs d'exploitation sont inondés. De là pour une portion au moins des mines une interruption obligée. Pendant cet inter-

(1) On remarquera que l'observation présentée ici n'est que la reproduction, sous une forme particulière, de la première des deux conditions signalées section VI, chap. I, auxquelles des mines nouvelles doivent satisfaire pour causer la baisse de la valeur du métal.

valle de plusieurs mois revenant périodiquement tous les ans, le labeur agricole semble devoir être naturellement adopté par une population industrieuse, à moins que l'abondance des pluies n'y mette obstacle (1). Déjà, au rapport de M. B. King, quelques colons s'y préparent en faisant venir des troupeaux de race bovine et même de race ovine de l'autre côté des Montagnes Rocheuses, soit du Nouveau-Mexique, soit de l'État de Missouri (2).

Il est bien vrai que la baisse de l'or sur le marché général viendra graduellement faire contre-poids aux conditions d'existence plus favorables qui résulteront, pour le mineur comme pour le reste de la population californienne, du développement de l'agriculture et de divers autres progrès. Mais de ces deux phénomènes, la baisse de l'or sera celui qui se révélera avec le moins de promptitude. Il est vraisemblable que les améliorations diverses, qu'on est fondé à espérer pour la Californie, vont se déployer avec une grande rapidité. Les moyens de transport, entre les métropoles orientales des États-Unis et le revers occidental du nouveau continent, se perfectionnent tous les jours. Les paquebots se multiplient; le chemin de fer de Chagres à Panama est en construction; le canal de Nicaragua trouvera, bientôt peut-être, des actionnaires, et l'opinion se prononce si énergiquement aux Etats-Unis, pour le grand chemin de fer destiné à traverser le continent américain dans sa plus grande largeur, qu'il serait surprenant qu'on ne s'y

(1) Dans le nord de la Californie, ce qui comprend la vallée du Sacramento, abstraction faite du San-Joaquin, les pluies paraissent beaucoup moins intenses qu'au midi.

(2) Les facilités extraordinaires qu'on rencontre en Californie pour l'élève du bétail ont été exposées par plusieurs écrivains, et M. B. King y insiste de nouveau. Il fait remarquer aussi que la culture du blé y serait très-productive : il assure que l'on y a récolté déjà 40 et 60 grains pour un.

mît pas prochainement : le congrès, par une concession de terres publiques, aura le pouvoir de le faire entreprendre dès qu'il le voudra bien.

L'affluence prodigieuse des colons qui accourent de toutes les sections des Etats-Unis, de toutes les parties du monde, est une garantie certaine de la célérité avec laquelle se constitueront en Californie, les éléments principaux d'une société régulière et passablement complète. C'est aussi une raison pour que la baisse de l'or devienne elle-même manifeste bientôt, et que, une fois commencée, elle se poursuive sans relâche.

Il est donc permis de présumer que, dans un délai qui ne sera pas très-long, dans vingt-cinq ans peut-être, les conditions du travail, en Californie, se seront rapprochées de celles qui existent dans le reste des États-Unis. Pour exprimer la même chose en d'autres termes, les satisfactions qu'aurait un ouvrier, en Californie, y compris la faculté d'économiser, ne surpasseraient pas de beaucoup ce qui se verrait alors dans l'ensemble de l'Union américaine, et la rétribution journalière de l'homme dont le labeur aurait exactement le même mérite que celui de l'extracteur d'or serait, dans la moyenne de l'Union, formée d'une quantité d'or médiocrement différente de celle qui rémunérerait le mineur californien au même moment.

Une fois qu'on en serait là, la valeur effective de l'or, en Californie, ne serait que médiocrement éloignée du niveau indiqué par le montant des frais de production, et la valeur même de l'or, en Europe, à cette époque, n'en différerait guère qu'autant que ce devrait être en vertu de circonstances tenant à la civilisation et à la richesse respectives de l'Europe et de l'Amérique du Nord, circonstances qui sont indépendantes des frais

de production du métal précieux (1). C'est que, entre les États-Unis et le reste de la civilisation, les rapports commerciaux étant très-faciles et très-multipliés, la force qui, relativement aux métaux précieux, pousse à l'établissement, entre l'Union américaine et les autres parties du monde, d'un certain équilibre dépendant de l'ensemble des faits économiques, est extrêmement énergique et active; elle ne saurait donc manquer d'avoir rapidement son effet. Du reste, l'or ne peut baisser, en Californie, jusqu'au montant des frais de production, à moins que l'équilibre dont je parle ici n'ait été atteint. Ce sont des faits qui doivent nécessairement coïncider et dont l'un suppose et implique l'autre.

Au sujet de l'agrandissement de la production et du développement de la concurrence qui s'ensuivrait, il y a lieu ici à une remarque qui s'applique aussi aux mines de la Russie boréale. Le nombre d'émigrants nécessaire à une extraction d'or qui soit considérable, eu égard à la production accoutumée de ce métal, est fort borné. A 150 jours de travail par an, et sur le pied de 20 grammes par jour (2), un homme extrairait, dans son année, 3 kilog. de métal. Dix mille hommes suffiraient donc à une extraction de 30,000 kilog., c'est-à-dire

(1) On se souvient de ce qui a été exposé plus haut, section XI, chapitres II, III et IV.

(2) On comprend bien qu'ici, de même que dans tous les autres endroits de ce volume, où il est question de la quantité d'or qu'un mineur retire, en moyenne, dans sa journée, je compte comme mineurs tous les hommes attachés à l'exploitation, tous ceux qui figurent sur la liste des salaires et rétributions, quoique un grand nombre de ces hommes n'extraient pas directement de l'or, et qu'il y en ait beaucoup d'appliqués à des travaux préparatoires, comme d'enlever les sables qui recouvrent les bancs aurifères, ou à des travaux accessoires, comme d'entretenir les machines et appareils; sans parler des surveillants et des employés de bureaux qui, dans cette industrie cependant, sont peu nombreux.

double de ce qu'en donnait depuis un demi-siècle toute l'Amérique; 20,000 hommes rendraient 60,000 kilogr., soit une quantité qui approche de celle qui, avant 1848, était versée sur le marché général du monde. Triplons pour les industries accessoires, nous voilà à 60,000 hommes. Or, est-ce une difficulté aujourd'hui que de réunir, par l'émigration, une population de 60,000 personnes valides ? Non, puisque de nos jours l'Europe expédie annuellement trois cent mille émigrants aux États-Unis. A elle seule, la race industrieuse qui peuple les États-Unis n'a pas besoin d'un grand effort pour donner à la Californie un contingent supérieur à celui de 60,000 personnes propres au travail. D'après les relevés qui ont été publiés, on est fondé à affirmer non-seulement que les 60,000 personnes valides y sont déjà rendues, mais même que ce nombre est grandement dépassé.

Dans ce calcul estimatif de la quantité d'or produite, nous n'avons compté que 150 jours de travail par an. C'est que l'or s'extrait, au moins dans un grand nombre de cas, nous l'avons dit, du lit même des rivières. Jusqu'à présent on n'a attaqué avec une certaine vivacité que le lit du Sacramento et de six ou sept de ses affluents ; mais l'or a été reconnu, avec une abondance pour le moins égale, selon les renseignements recueillis par M. B. King, non-seulement dans un nombre pareil d'autres affluents du Sacramento, mais encore dans le lit du San-Joaquin et de ses tributaires. On en a constaté aussi l'existence et l'abondance dans d'autres cours d'eau, notamment dans la Trinité, fleuve dont le bassin est au nord de celui qui réunit le Sacramento et le San-Joaquin. M. King calcule qu'un peu plus de la moitié de l'or qui a été extrait jusqu'à ce jour, provient du lit accoutumé des rivières ou d'espaces sur lesquels leurs eaux s'épan-

dent quand elles se gonflent. Or, la saison pendant laquelle est possible l'exploitation du lit des cours d'eau de quelque importance, est à peine de 150 jours par an, déduction faite des dimanches.

Ailleurs, sur les flancs de la Sierra-Nevada, les neiges pourront gêner l'exploitation au fort de l'hiver. Mais il est des gisements où le travail pourra se prolonger toute ou presque toute l'année. Ce sont d'abord les gorges des montagnes qui flanquent la Sierra-Nevada tout le long de son cours; là, enfermée dans des ravins, l'eau ne gêne pas l'exploitation des terrains situés sur les bords. Tels sont encore les gisements désignés par l'épithète de *secs (dry diggings)*, sur lesquels nous reviendrons à la fin de ce chapitre. Les mines de ces deux dernières catégories pourront, quand on le voudra, être exploitées tout le long de l'année. Sous le rude climat de la Sibérie, on est bien parvenu en quelques points, par des expédients simples, à maintenir l'exploitation au cœur de l'hiver. Il n'est même pas démontré qu'il n'existe aucun moyen de prolonger pendant la saison des pluies l'exploitation de certains terrains submersibles de la Californie.

Le nombre moyen de jours de travail par an est une des circonstances dont il faut tenir compte, quand on veut évaluer convenablement l'influence que chacun des pays grands producteurs peut exercer sur la baisse de l'or. Le pays où cette durée serait sensiblement moindre, pourrait, par cela seul, perdre l'avantage, quand bien même ses gisements l'emporteraient en richesse. Il est des pays, en effet, où l'ouvrier mineur n'a pas d'autre profession, et, hors de l'exploitation des mines, reste à peu près oisif. Alors le salaire qu'il gagne, pendant la partie de l'année qu'il passe aux mines, est sa rétribution annuelle ; de même que son travail de mineur, quoiqu'il ne dure que le tiers, la moitié ou les deux tiers de l'année, est le service an-

nuel qu'il rend à la société. Si donc, dans la Californie, les ouvriers mineurs ne pouvaient travailler que 150 jours par an et que hors des mines ils manquassent d'emploi, tandis qu'en Sibérie le travail durerait 200 jours (c'est une supposition toute gratuite que nous faisons ici), à 20 grammes par jour, le mineur ne produirait pas plus dans le premier pays, par campagne, qu'à 15 grammes par jour dans le second; et si les conditions sociales étaient les mêmes, la rétribution payée à l'ouvrier par l'entrepreneur devrait être, par campagne, la même dans les deux contrées (1).

Pendant l'année 1849, la durée moyenne du travail en Californie a été de moins de 150 jours, même pour les mineurs qui y ont passé la saison tout entière. C'est que d'abord on a compté comme des mineurs de profession beaucoup de personnes qui n'ont été qu'un petit nombre de jours sur les *placeres* et qui ont été vite rebutées de ce que ce travail a de pénible, qui même ne s'y étaient rendues que par curiosité. A n'envisager que la population qui a réellement choisi cette profession et qui y reste, composée en grande partie aujourd'hui d'hommes ardents, elle est

(1) Il serait possible qu'une des causes pour lesquelles les orpailleurs du Rhin persistent dans leur industrie, quelque petite que soit la quantité d'or qu'ils obtiennent, consistât en ce que le climat et le régime du fleuve leur permissent de travailler presque à toutes les époques de l'année indistinctement. Les orpailleurs du Rhin, à la fin de l'année, pourraient de cette façon avoir recueilli une somme plus forte, relativement à la richesse du gîte qu'ils exploitent, que ceux de la Sibérie ou de la Californie. Un autre motif, plus déterminant, qui les fait persévérer, et qui n'est pas sans une certaine connexion avec le précédent, c'est que de cette manière ils utilisent des instants qui autrement seraient perdus; car M. Daubrée le fait remarquer, ce sont presque tous des hommes ayant une autre profession, des pêcheurs, par exemple. Le lavage des sables est pour eux une ressource contre le chômage, et ils s'y livrent, quoiqu'il leur arrive plus d'une fois de n'avoir recueilli, au bout de la journée, que pour 1 fr. d'or.

dérangée du travail par deux causes : l'une est l'amour du plaisir et des fortes émotions du jeu ; l'autre est la fièvre dont on est pris naturellement, à la suite d'excès de tout genre, quand on s'expose alternativement à l'humidité et à l'action d'un soleil dévorant, et qu'on enfreint toutes les lois de l'hygiène. En ce moment, les hommes même les plus rangés évitent difficilement la maladie, en Californie, lorsqu'ils travaillent aux mines. C'est un labeur très-dur, qui ne cesserait d'être dangereux que par des précautions qu'on ne saurait observer aujourd'hui. Mais le progrès des mœurs, qui est déjà sensible, en comparaison des débuts de la colonie, et l'arrangement hygiénique des ateliers, qui viendra après, écarteront l'un et l'autre de ces éléments perturbateurs du travail (1).

Si la production moyenne de 20 grammes, ou seulement celle de 15 ou même de 10, par journée de travail, est une fois bien constatée, la tendance à la baisse de la valeur de l'or, sous l'influence de la Californie, sera irrésistible ; à une condition pourtant, à savoir que les gisements de ce pays soient très-vastes, afin qu'un grand nombre de mineurs y trouvent de l'emploi pendant une suite d'années, car c'est seulemeut de cette manière que la masse d'or versée sur le marché général

(1) « Les chercheurs d'or, dit M. Dillon, consul de France, qui était à San-Francisco en septembre 1849, gens du peuple pour la plupart, éprouvent cet entraînement irrésistible vers les boissons fortes, qui caractérise partout la race anglo-saxonne. Il est rare qu'ils ne suspendent pas leur travail quelquefois pendant plusieurs journées de suite pour donner libre carrière à ce penchant, dès qu'ils se voient possesseurs de quelques milliers de francs. C'est le lendemain de ces jours d'orgie qu'ils sont pris, en général, des fièvres qui règnent dans l'intérieur. Ces fièvres ont donc leur cause moins dans le climat même que dans les habitudes déréglées des émigrants. Le pays est loin d'être malsain, et à San-Francisco l'air est si vif, qu'on ne peut porter que des vêtements de laine. » (*Revue des Deux-Mondes*, du 15 janvier 1850.)

pourra changer manifestement le rapport entre l'offre et la demande. Sur ce point donc, que faut-il penser?

En dehors de la vallée du Sacramento et de quelques-uns de ses tributaires, la reconnaissance des gîtes aurifères, jusqu'à ces derniers mois, était fort sommaire. On annonçait qu'ils s'étendaient très-loin : on disait que l'Orégon lui-même n'avait sous ce rapport rien à envier à la Californie. Mais que n'a-t-on pas affirmé, en ce genre, à l'égard d'autres pays, depuis que les bruits venus de la Californie ont excité les esprits? Or, si le gîte aurifère n'allait pas au delà de la vallée du Sacramento, on devrait s'attendre à ce que, en assez peu d'années, il fût épuisé, et le renom que les trésors de la Californie auraient valu à cette contrée serait presque aussi passager que celui que tira Hayti, il y a trois siècles, des lavages d'or du Rio Hayna.

Mais aujourd'hui, à en juger par le rapport de M. B. King, dont le témoignage est corroboré par de nombreuses correspondances, l'existence de l'or sur de très-grands espaces serait un fait au-dessus de toute contestation : l'incomparable activité des Anglo-Américains aurait déjà fait une exploration du pays suffisante pour convaincre les plus incrédules. M. B. King affirme que les gisements aurifères sont distribués sur une superficie qui n'est pas moindre que celle qu'occupe la chaîne d'une médiocre hauteur (1200^{m} au plus) placée comme un contrefort au pied de la Sierra-Nevada, sur le versant occidental. C'est une longueur de 650 à 800 kilomètres sur 55 à 80 de large. Les alluvions aurifères s'étendraient au delà de cette zone en suivant les rivières. Dans tout cet intervalle, il n'y aurait pas un cours d'eau où l'on n'eût rencontré de l'or. Bien plus, la quantité extraite en moyenne dans une journée ne différerait guère d'un cours d'eau à un autre, ce qui est signalé comme l'indice d'une grande

richesse uniformément répandue sur une vaste surface.

L'or des bancs d'alluvion provient en Californie de la destruction de filons de quartz, évidemment semblables à ceux qui, plus au midi, sur le plateau mexicain, recèlent le minerai d'argent. Ce sont les mêmes filons de quartz dont M. Duport avait signalé, il y a quelques années déjà, l'abondance remarquable sur le versant occidental de la chaîne des Andes ou du plateau (1). Dans le lit des rivières, les fragments d'or, roulés, à angles arrondis, et réduits à l'état de poudre, sont dégagés de quartz. Il est des espaces plus ou moins considérables où les filons semblent s'être désagrégés sur place, sous l'influence de l'atmosphère et des eaux pluviales, sans que l'action puissante d'un cours d'eau déchaîné en ait remanié, trituré et charrié au loin les débris. Alors le métal se présente sous la forme de pépites irrégulières, et très-fréquemment associé intimement au quartz. Tels sont les gisements connus sous le nom de *dry diggings*. Ceux-ci, quelquefois, sont spacieux, au point de recouvrir, dit M. King, des vallées d'une *étendue considérable* : c'est alors une véritable alluvion formée par le dépôt lent et successif de matières qui proviennent des collines adjacentes. Les gisements découverts dans les ravines des montagnes moyennes, dont est flanquée la Sierra-Nevada, forment une catégorie intermédiaire entre les alluvions des rivières et les filons émiettés sur place qu'on appelle plus spécialement *dry digginys*. Là aussi, l'or est souvent en pépites.

Les *dry diggings* et une partie des ravines ont, par la manière d'être des fragments du métal, cet avantage précieux qu'on peut les exploiter sans recourir au lavage. Les particules d'or y sont assez grosses pour qu'on

(1) Voir plus haut, page 511.

les reconnaisse une fois à découvert ; on les recueille à la main. On n'a plus à s'inquiéter alors ni si les rivières sont trop hautes, ni si elles sont à sec ; on peut donc prolonger l'extraction toute l'année, à peu près. C'est de la même circonstance qu'est venu le nom de *dry diggings* (fouilles sèches).

Le rapport de M. B. King, que nous devons croire bien informé, car il est resté plusieurs mois dans le pays, et il l'a parcouru à la suite du gouverneur, serait donc de nature à dissiper les doutes sur l'étendue des gîtes aurifères en Californie.

Dans le courant de 1849, les diverses variétés de gisements ont été attaquées sur une grande échelle. On a fouillé non-seulement le lit des rivières, mais aussi les ravines des montagnes et les *dry diggings*, et jusqu'à présent l'extraction, avons-nous dit, se serait partagée à peu près également entre les rivières et les deux autres gisements réunis, ce qui donnerait une idée approximative de l'importance des rivières par rapport aux autres groupes de gîtes.

La présence depuis longtemps avérée de bancs aurifères fort riches dans la province mexicaine de Sonora (1), qui est attenante à la Californie, serait un symptôme de plus en faveur de l'étendue des gisements californiens.

Enfin, on assure qu'on a découvert dans la Sierra-Nevada même des filons de quartz semblables, dit-on, à ceux qui, en Géorgie, en Caroline et en Virginie, sont exploités comme des mines d'or, mais incomparablement plus riches. A la fin de 1849, le récit qu'on publiait de ces découvertes était accompagné d'assez de détails pour qu'on pût le considérer comme ayant de la consistance. M. B. King, dans son rapport, sans être fort explicite

(1) Voir plus haut, page 279.

à cet égard, s'exprime de manière à faire penser qu'il y a lieu de fonder sur ces filons de sérieuses espérances.

Il serait très-intéressant de connaître la quantité d'or qui s'extrait déjà en Californie. Malheureusement on ne peut faire là-dessus que des conjectures. On sait le montant de ce qui est délivré aux capitaines des paquebots, mais on ignore ce qu'emportent les passagers avec eux, et on n'a aucune idée de ce qui reste en Californie pour le service des échanges ou dans la ceinture des mineurs. Les personnes bien informées s'accordent cependant à dire que déjà la production a été considérable. Ce ne fut qu'à la fin de mai 1848 que la découverte fut constatée chez le capitaine Sutter; et pourtant, avant le 1er janvier 1849, on assure que l'extraction avait été de 5 millions de dollars, ou d'environ 7,500 kilogrammes de métal fin. Pendant l'exercice 1849, on pense que la Californie a rendu plus que la Russie boréale elle-même à aucune des années précédentes. M. B. King (1), par une éva-

(1) M. King donne pour résultat des informations par lui soigneusement recueillies, que le produit moyen d'une journée de mineur est d'une once de métal. Il répète à plusieurs reprises cette déclaration. Il estime que du commencement de la saison au 1er septembre 1849, il y a eu moyennement sur les mines 20,000 personnes dont les trois quarts venues du Mexique et du Chili, et il calcule que l'extraction a été en nombres ronds de 1,000 dollars (1 kilog. 50 de fin) par personne, pour 65 jours de travail, durée à laquelle il réduit cette première moitié de la saison. Pour la seconde moitié, pendant laquelle la majeure partie des Mexicains et des Chiliens s'était retirée, mais où cependant l'affluence des Anglo-Américains surtout avait porté le nombre des mineurs à 40,000 ou 50,000, dit-il, il ne compte que 15,000,000 dollars, production relativement bien plus faible; ce qu'il faudrait attribuer à ce que les pluies ont commencé plus tôt que d'habitude, et à ce que les nouveaux débarqués étaient moins adroits que les premiers chercheurs d'or. M. B. King ne mentionne pas d'autres causes qui vraisemblablement ont eu plus d'influence encore : je veux parler 1o de la vie déréglée des mineurs, 2o des fièvres qui ont eu pour origine tant ce déréglement que la mauvaise hygiène à laquelle on était alors condamné sur les mines.

luation qui ne laisse pas que d'être conjecturale, arrive à une somme de 35 millions de dollars, ou 52,500 kilogrammes de fin, et il est d'opinion qu'en 1850 on ira à 50 millions de dollars, ou 75,000 kilogrammes de fin (1). Que ne serait-ce donc pas, en 1851, si le nombre des mineurs devait, comme le présume M. B. King, atteindre alors 100,000, s'ils faisaient sur les ateliers un séjour moyen de 150 jours, et si la moitié seulement d'entre eux se trouvait avoir acquis, par la pratique de l'art en 1850, le peu d'adresse qui y est nécessaire? On irait dès lors au delà de 200,000 kilogrammes de fin. Il reste, on le voit, beaucoup d'incertitude encore sur la manière dont les choses vont se passer en Californie, et sur la grandeur précise des résultats qu'y donnera l'exploitation. Dès aujourd'hui, cependant, après la masse de renseignements plus ou moins concordants qui sont venus de ce pays, il serait difficile de conserver des doutes sur le fait même de la magnitude de l'extraction qui doit s'y faire.

CHAPITRE V.

De la baisse probable de l'or et de l'argent et de leur variation relative.

Nous nous supposerons comme étant, dès aujourd'hui, en présence d'une force qui tende à abaisser

(1) Il suppose qu'en 1850 le nombre des personnes travaillant aux mines sera de 50,000. Mais il entend sans doute qu'elles n'y seront pas toutes dès le commencement de la saison, ou qu'elles n'y resteront pas, à beaucoup près, autant que la saison le permettrait, car 50,000 personnes, travaillant 150 jours en moyenne, et retirant chacune une once d'or (comme il l'admet constamment pour tout individu qui s'est familiarisé avec le métier), produiraient 191,000 kilog. de métal fin.

la valeur de l'or relativement à celle des autres produits de l'industrie humaine en général, et de l'argent en particulier. Depuis plusieurs années elle est en pleine activité dans la Russie boréale. Quelques mois ont suffi pour l'y mettre, sur le versant occidental de l'Amérique; elle semble y être, dans l'archipel de la Sonde. Nous devons nous préparer à voir poindre une autre force, latente encore, qui tendrait à déprimer de même la valeur de l'argent. On peut se demander quelle est la puissance relative de ces deux forces, jusqu'à quel point, quand on se borne à envisager les deux métaux l'un par rapport à l'autre, elles se feront équilibre, ou quelle est celle qui triomphera.

De pareils sujets sont nécessairement entourés de nuages; l'intensité même des forces dont il s'agit est un mystère impossible à pénétrer présentement. Les faits qui pourraient servir de base à des prévisions suffisamment précises, sont pour la plupart mal établis encore, et des découvertes nouvelles de la science ou des applications des connaissances déjà acquises peuvent en changer grandement la portée; des circonstances politiques peuvent en retarder ou en accélérer les effets.

Il y a vingt-cinq ans, il était permis de présumer que l'extraction de l'argent éprouverait plus de changements que celle de l'or. Les améliorations à introduire dans l'exploitation des mines d'argent du Nouveau-Monde semblaient devoir diminuer les frais de production de ce métal au delà de ce qu'il y avait raisonnablement lieu de prévoir pour l'or. A cette époque, on ne soupçonnait pas l'étendue ni la richesse des gisements d'or de la Russie boréale, on n'en connaissait même pas l'existence; ceux de la Californie étaient encore plus ignorés.

Aujourd'hui, c'est l'or qui semble devoir subir la plus forte baisse. Il serait possible que l'action combinée des mines de la Russie boréale et de la Californie eût, à cet égard, des résultats inouïs.

En m'exprimant ainsi, je veux simplement dire que le champ est ouvert à toutes les hypothèses. Il est permis de penser que l'or baissera de moitié, des deux tiers, des trois quarts, et plus encore peut-être, par rapport à quelque autre objet, plus facile à imaginer qu'à désigner, qui resterait produit constamment dans les mêmes circonstances, avec une quantité absolument invariable de travail et de frais accessoires. C'est ce qui arrivera plus ou moins si les gisements de la Californie, avec la richesse qu'on leur attribue, sont très-spacieux, ou si les bancs aurifères, sur lesquels on travaille depuis cinq ou six ans dans la Russie boréale, sont indéfinis. On peut aussi croire que l'or, dans son mouvement de baisse, ne franchira pas des limites beaucoup moins reculées. C'est ce qui se verrait si les gisements de la Californie manquaient d'étendue, ou si ceux sur lesquels se sont établis les mineurs russes, depuis 1842, ne se prolongeaient pas. Surtout en ce qui touche la Russie, cette dernière supposition est cependant très-peu probable.

L'hypothèse d'une baisse de la valeur de l'or, qui serait très-grande, égale ou supérieure à celle qu'amena la découverte de l'Amérique, a certainement quelque chose de fort invraisemblable, et l'esprit se tient en garde contre le merveilleux. Cependant, si ce qui a été tant dit de la Californie, et ce que répète M. B. King dans son rapport au gouvernement des États-Unis, se vérifiait définitivement, si le travail moyen d'un mineur y rendait environ 25 grammes de métal fin, et que l'exploitation, organisée sur une grande échelle, pût longtemps se

soutenir sur ce pied, il faudrait regarder, non-seulement comme possible, mais même comme inévitable, une baisse des cinq sixièmes ou des neuf dixièmes.

En supposant, que l'or doive éprouver une baisse incomparablement plus forte que l'argent, il convient de ne pas perdre de vue que la quantité d'or qui existe aujourd'hui parmi les hommes est très-restreinte, en comparaison de l'autre métal. Elle n'est probablement pas de plus de 4 kilogrammes contre 100 (1); suivant quelques personnes, elle serait même bien moindre. De là suit que, dans le cas ici posé, beaucoup de temps s'écoulerait avant que la valeur de l'or fût tombée à son niveau définitif. Portons, en effet, les choses à l'extrême : admettons que l'or dût finir par être de pair avec l'argent; comme il se prête à tous les mêmes usages, qu'il est plus malléable, qu'il a d'ailleurs une plus grande et plus inaltérable beauté, il tendrait ainsi à le remplacer dans une multitude de circonstances. La demande de l'or deviendrait très-grande, du moment que ce métal aurait accompli la moitié ou les deux tiers de sa chute; et ainsi, à partir de ce point, la force qui pousserait à la baisse de l'or relativement aux autres productions de l'industrie humaine, n'agirait plus que lentement. Elle n'aurait son plein effet que lorsque les mines nouvelles auraient répandu sur le monde une quantité d'or extraordinairement grande. Mais, pendant une certaine période antérieure, la descente aurait dû être rapide.

Il est vrai que l'hypothèse admise ici, d'après laquelle le résultat définitif devrait être l'égalité entre l'or et l'argent est tout à fait extrême, et la chance de baisse, que nous avons signalée pour ce deuxième métal, doit la

(1) Voir section VII, chap. III.

faire écarter plus absolument encore. Car enfin, si l'on admet que l'argent puisse lui-même baisser de moitié, pour que l'or finît par être de pair avec lui, il serait nécessaire qu'il tombât dans la proportion de 31 à 1 ; et c'est une de ces choses qu'il faut voir pour y croire. Si donc ici j'ai indiqué l'hypothèse d'une baisse aussi forte que celle qui mettrait l'or de pair avec l'argent, c'est uniquement qu'elle a l'avantage d'ouvrir aux regards du lecteur un horizon qui comprend toute l'amplitude des changements possibles, et il n'est pas inutile de se placer cet idéal devant les yeux. Dans quelques années on saura, avec une approximation suffisante, quel est le rayon où, dans ce vaste horizon, cesse ce qui est probable et commence ce qui est chimérique.

Une extraction annuelle de 500,000 kilog. d'or, quelque disproportionnée qu'elle fût à tout ce qui s'est jamais vu, et à tout ce qui se voit présentement dans la Californie et la Sibérie, serait encore insuffisante pour que l'or tombât au niveau de l'argent. Pour s'en convaincre, il suffit de se rappeler la quantité d'argent qui, aujourd'hui, est versée sur le marché général. C'est près d'un million de kilog. par an; avec l'or, c'est environ 1,050,000 kilog. (1). Le total des deux métaux restant le même, il est vraisemblable que, si les hommes avaient le choix, l'or devrait en faire plus de la moitié. Ainsi, tant que l'or n'excéderait pas la moitié de ce total, c'est-à-dire 525,000 kilog., quand même les frais de production ne seraient pas plus forts que pour l'argent, en vertu de la supériorité de la demande, il se vendrait plus cher.

A cause des qualités de l'or, il ne serait pas nécessaire qu'il tombât au pair de l'argent pour qu'il fût appliqué à des usages nouveaux dans lesquels il supplanterait

(1) Sans compter la Californie ; voir page 304.

celui-ci. La baisse des frais de production de l'or, si elle dépassait un certain point, aurait donc pour effet d'amoindrir l'extraction de l'argent. L'exploitation de ce métal tendrait à se borner désormais aux mines les plus faciles, parce que celles-ci pourraient mieux soutenir la concurrence. La force qui militerait pour remplacer l'argent par l'or, et restreindre d'autant l'exploitation de l'argent, aurait donc à lutter contre une force opposée qui ne laisserait pas de croître avec elle, puisque les frais de production de l'argent, de cette manière, iraient en diminuant.

D'après ce qu'on sait ou croit savoir de la Californie, de la Russie boréale, de l'archipel de la Sonde et d'autres contrées, d'ici à un petit nombre d'années, une extraction annuelle et régulière de 200,000 ou même de 300,000 kilog. d'or n'a rien d'impossible. Dans la Californie seule, 100,000 mineurs, à 10 grammes par jour, au lieu des 25 sur lesquels les assertions de M. B. King permettraient de compter, et à 200 jours de travail par an, produiraient 200,000 kilog. Or, la Californie aura bientôt 100,000 mineurs et au delà, pourvu que les gisements puissent leur donner du travail. Admettons, en outre, que les circonstances de la production autorisent à prévoir une baisse des deux tiers de la valeur de l'or, ce qui serait déjà un grand événement. Dans cette supposition nouvelle, il ne faudrait pas un très-long intervalle de temps pour que l'effet entier fût atteint. La quantité d'or qui est constamment offerte sur le marché est inférieure à 3 millions de kilog.; il n'est même pas probable qu'elle soit de plus de 2, et elle est peut-être moindre : j'en dirai la raison avant de clore ce chapitre. En présence d'une *existence* de 2 millions de kilog. et même de 3, il ne faudrait pas une bien longue suite d'années pour qu'une production annuelle de 200

à 300,000 kilog. encombrât extrêmement le marché, et déterminât à peu près toute la baisse qu'autoriserait la diminution des frais de production.

Pour l'argent, la baisse qu'il est permis de prévoir semble devoir être beaucoup plus lente que pour l'or, en supposant qu'il y eût lieu de pressentir la même diminution des frais de production, parce que rien aujourd'hui ne fait présumer un surcroît d'extraction aussi fort par rapport à la quantité de métal qui est sur le marché. L'augmentation pourrait être, pour l'or, de 72,000 kilog., extraction de 1847, à 200,000 kilog., sinon à 300,000, extraction qu'on est fondé à considérer, non certes comme infaillible, mais comme possible dans peu d'années. Il est même mieux de dire qu'elle serait de 24,000 à 200,000 ou 300,000; car, au commencement du siècle, le marché général ne recevait que 24,000 kilog. d'or annuellement. L'accroissement de l'offre pour ce métal serait ainsi exprimé par le rapport de 12 ou de 8 : 1. Pour l'argent, on n'a en perspective rien de semblable, rien d'approchant. Et pourtant il n'est point interdit de penser que même la quantité énorme, prodigieuse, relativement au passé, de 300,000 kilogr. d'or, pourra être franchie.

Il est encore une influence à laquelle il faut avoir égard. Les métaux précieux ont deux emplois distincts. L'un, qui a précédé l'autre, qui même était et reste indispensable à ce que cet autre subsiste, est de servir à faire des ustensiles, des bijoux, divers ornements de la personne et de la demeure; l'autre est la monnaie. De là, deux masses de métaux précieux à chacune desquelles on peut prendre pour grossir l'autre, et cet emprunt se fait souvent. Elles n'en sont pas moins séparées par un caractère tout spécial, qui appartient exclusivement à la monnaie. La quantité de métal monnayé,

qui circule dans un pays supposé d'ailleurs stationnaire sous le rapport de la richesse, peut augmenter ou diminuer, dans quelque proportion que ce soit, du simple au double ou au quadruple, sans que la valeur de la masse totale de la monnaie varie (1). Le mécanisme des échanges restant le même, et l'abondance ou la rareté de toute chose autre que la monnaie demeurant au même point, si la quantité d'or et d'argent, qui compose la monnaie, augmente dans le rapport de 1 à 4 (et c'est ce qui finirait par avoir lieu si les frais de production des deux métaux diminuaient dans ce rapport, et que les mines fussent abondantes), pour les mêmes transactions et la même quantité d'échanges il faudra quatre fois plus de monnaie, 400 grammes au lieu de 100; mais cette somme quadruple ne possédera que tout juste la valeur qui était reconnue à la masse primitive. Chaque pièce en particulier valant quatre fois moins, la valeur du total des pièces, après qu'il aura été quadruplé, restera la même qu'auparavant par rapport aux autres produits de l'industrie.

Ce fait se traduit naturellement par la nécessité d'augmenter la masse de la monnaie, à mesure que l'or ou l'argent baissent de valeur, nécessité qui ne contribue pas peu à ralentir la baisse, car il résulte de là une très-forte demande supplémentaire qui balance une offre correspondante.

Si, par exemple, c'est l'argent qui descend, et que la baisse doive finir par être de moitié parce que les frais de production auront été réduits d'autant, la France qui paraît avoir besoin, avec son mécanisme commercial actuel, de 2 milliards et demi de francs en argent, soit de 11,250,000 kilog. de fin, devra, une fois la révolution ac-

(1) C'est ce qui a été exposé plus haut, page 393.

complie, en avoir 22,500,000 kilog., et la baisse attendue ne sera à son terme qu'après que le numéraire métallique de la France aura ainsi été multiplié. Toutes les autres nations demandant de même des suppléments plus ou moins forts, ce sera une cause puissante qui retardera la baisse.

Ainsi, la monnaie, quand les métaux précieux éprouvent une baisse de valeur, agit de manière à balancer, jusqu'à un certain point, ce que l'offre a d'excessif. Dans le cas d'une hausse, le même phénomène se produirait, en sens inverse. Si, par exemple, le Mexique cessait d'envoyer de l'argent à l'Europe, la masse d'argent qui est monnayée subviendrait aux besoins de l'orfèvrerie, en cédant aux orfévres, pour leur fabrication, une partie de sa substance. Elle n'en continuerait pas moins de rendre elle-même à la société les mêmes services qu'auparavant; car, malgré la diminution qu'elle aurait subie, prise en bloc elle garderait, par rapport aux autres objets, la même puissance d'acquisition, la même valeur.

En un mot, la monnaie peut acquérir ou céder des quantités même très-fortes de métal, sans que le mécanisme métallique des échanges augmente ou diminue de puissance intrinsèque (1), je veux dire sans que le bloc des pièces de monnaie subisse un changement quelconque de valeur totale. C'est de cette façon que la baisse des métaux précieux se déclare graduellement, lorsque des mines nouvelles en jettent sur le marché des quantités considérables: car pour écouler leurs lingots dans le pays qu'ils habitent, les détenteurs d'or ou d'ar-

(1) Je suis bien loin de dire que la rareté subite ou l'abondance soudaine des métaux précieux ne soit pas de nature à occasionner des dérangements dans la société. Je parle seulement ici de la monnaie, sous le rapport de la suffisance ou de l'insuffisance pour les échanges.

gent, quels qu'ils soient, n'ont rien de mieux que de les faire monnayer, et quand la quantité de monnaie a été doublée, par exemple, chaque pièce de monnaie ne s'échange, toutes choses égales d'ailleurs, que contre la moitié de ce qu'elle valait auparavant en autres articles de commerce. Mais c'est de cette manière aussi que la monnaie, au milieu des changements en hausse ou en baisse qu'éprouve la valeur des métaux précieux, agit comme un modérateur, tantôt subvenant à l'autre usage de ces métaux, tantôt en recevant le trop plein. C'est une ingénieuse remarque qu'a faite, au milieu de beaucoup d'autres, M. Senior, dans les leçons qu'il a professées à l'Université d'Oxford, en 1829, leçons que liront avec beaucoup de profit les personnes qui voudront approfondir le sujet examiné dans le présent chapitre (1).

Mentionnons encore une circonstance qui a de l'effet, en ce sens qu'elle fait varier le montant des frais de production, qui indique le niveau vers lequel tend sans cesse la valeur des métaux précieux. Elle tient à la nature de la richesse minérale et de l'industrie qui exploite cette richesse. L'industrie minéralurgique, surtout quand il s'agit de l'argent ou de l'or, n'est pas du même ordre que l'industrie manufacturière, où il dépend de chacun de se placer dans les mêmes circonstances que le producteur qui travaille de la manière la plus avantageuse. Par rapport aux filateurs de coton de Rouen ou de Mulhouse, les emplacements également bien situés sont en nombre indéfini, et la faculté de se procurer de la matière première et des ouvriers est la même. Il s'en faut, au contraire, qu'on rencontre à volonté une mine d'argent comme la Valenciana; et quoique, sur les filons

(1) *Three lectures on the value of Money.*

du Potosi, beaucoup de personnes pussent trouver place, ce n'était pas indéfini. On peut dire des mines de métaux précieux exactement ce qu'on dit des terres, que celles mêmes qu'on travaille sont de qualités très-inégales.

Prenons chacun des deux métaux à part, en classant les mines qui le fournissent dans l'ordre de leur qualité, ou, en termes plus précis, selon la modération des frais de production. A chaque instant, en raison de la demande qui a lieu et de la grandeur variable de la production des mines les plus favorisées, l'exploitation tend à s'arrêter à telle qui est placée à un certain rang sur la liste, ou à telle autre, et le montant des frais de production dans cette mine, la dernière de toutes, marque le point vers lequel tend alors la valeur du métal. Mais, que des gisements nouveaux plus riches que les anciens soient découverts, ou, ce qui revient au même, que certains des anciens soient mieux exploités, la production augmentera, l'offre sera plus forte, et, par l'effet de la concurrence, la valeur du métal tendra à baisser et baissera effectivement. Une fois la baisse accomplie, même en partie, le rang où, sur la liste, s'arrêtait la production s'élèvera. Les mines placées au-dessous devront cesser.

Ainsi, l'augmentation de la production n'est pas sans avoir quelque tendance à se limiter elle-même.

Cette tendance n'est pas la même pour les deux métaux précieux, elle est beaucoup plus forte pour l'or que pour l'argent. On a vu plus haut (1) comment, pour l'argent, la découverte d'une mine plus riche n'arrêtait pas complétement l'exploitation des mines plus pauvres. On peut en donner une autre raison : une mine d'argent nécessite un énorme capital sous la forme de puits, de ga-

(1) Page 223.

leries d'écoulement ou d'allongement, de constructions, de mécanismes difficiles ou impossibles à déplacer. Une fois qu'un capital considérable a été ainsi *fixé* par les entrepreneurs d'industrie, ils ne sont plus maîtres de le dégager. Ils continuent d'exploiter quand ce capital ne rapporte plus qu'un intérêt insignifiant, et même quand il n'en rend aucun, pourvu que le capital *de roulement* obtienne un intérêt conforme au taux habituel des profits dans le pays (1). Les mines d'or les plus ordinaires, celles d'alluvion, n'exigent presque pas de capital fixe. Ce sont des bancs qu'on dégarnit des terrains dont ils sont recouverts, à mesure des besoins. Les mécanismes sont simples, peu nombreux, et passablement mobiles pour la plupart. Il n'y aurait de capital fixe un peu fort que dans le cas, par exemple, où l'on aurait fait venir de l'eau d'une assez grande distance par un canal; mais c'est rare. Aussi est-on très-prompt à abandonner une exploitation d'or, de même qu'on est lent à en fermer une d'argent.

L'extraction des métaux précieux est soumise, dans l'Amérique espagnole, à des taxes plus ou moins fortes (2), et en Russie, depuis le mois d'avril 1849, à des impôts très-lourds. Les gouvernements trouvent cette pratique fort commode : le droit retombe, en effet, à la charge du consommateur qui, dans ce cas, est principalement un étranger, puisque la majeure partie de l'or et de l'argent s'exporte des pays de production. Il en résulte un rétrécissement du marché, car l'enchéris-

(1) Cette observation a été faite par M. Senior, *Three lectures on the value of Money*, page 75. Au sujet du capital fixe et du capital de roulement, *voyez* plus haut, section IX, chap. II.

(2) La Nouvelle-Grenade et le Chili ont réduit les droits sur les métaux précieux, qui étaient en vigueur sous le régime colonial. Au Mexique, selon M. Duport, sur l'argent, la somme des droits, y compris les frais de monnayage, n'est pas de moins de 14 1/2 pour 100.

sement qui est occasionné par ces taxes restreint d'autant la demande, et c'est dommageable pour le producteur; mais c'est un de ces inconvénients qui n'arrêtent pas les gouvernements, lorsqu'ils sont nécessiteux, et même, si l'impôt n'excède pas un certain point, le dommage qu'éprouve le producteur n'est pas grand.

Ces impôts, qui empêcheraient la baisse d'atteindre sa limite naturelle, existeront-ils indéfiniment tels qu'ils sont, là où ils existent, et se naturaliseront-ils dans les contrées où ils ne sont pas établis? On peut en douter. Le gouvernement de la Russie et les gouvernements de l'Amérique espagnole peuvent être amenés à reconnaître qu'il est de leur intérêt même fiscal de les modérer. Un droit de 10 à 15 pour 100 est déjà un appât à la fraude, particulièrement s'il s'agit du plus noble des deux métaux. Or, dans quelques exploitations de la Sibérie, le droit pourra monter à 40. Et puis, pour maintenir des droits de sortie de ce genre, il faut avoir le monopole de la production ainsi grevée. Dans ce cas, il faut bien que le consommateur se soumette. Mais quand il existe d'autres sources où celui-ci peut puiser, le système des droits à la sortie est ébranlé. A moins d'une coalition entre les États producteurs, la concurrence vient s'établir entre eux. Il faut alors que chacun baisse sa marchandise, et le procédé le plus simple est de l'affranchir des taxes excessives dont on l'avait grevée. Si le gouvernement des États-Unis laisse l'extraction de l'or à peu près entièrement franche d'impôt, en Californie, et que les mines de la Californie tiennent, même partiellement, les promesses qu'on a faites en leur nom, il sera impossible à l'empereur de Russie de ne pas diminuer les droits qu'il perçoit sur l'or. Il y a tel développement de la production et tel degré d'économie dans l'extraction qui, réalisés en Californie, obligeraient le

gouvernement russe à renoncer à toute redevance chez lui. Autrement, en effet, les exploitations de la Russie boréale ne pourraient se soutenir. Pareillement, admettez que le Pérou se pacifie, que l'ordre s'y affermisse, que les gisements admirables d'argent de Pasco soient exploités sur une plus grande échelle et par des méthodes passables : cette concurrence finira par presser le Mexique, qui réagira à son tour, et de part et d'autre on restreindra l'impôt sur le second des métaux précieux.

L'effet de la concurrence que la Californie ferait à la Russie boréale, pour le placement de son or, pourrait être contrarié ou même annulé, si les deux gouvernements s'entendaient pour percevoir, l'un et l'autre, un fort impôt, et s'ils s'accordaient à prendre des mesures énergiques pour obliger les particuliers à resserrer leur extraction, afin de subordonner l'exercice de cette industrie aux convenances de la trésorerie. Mais un pareil accord est-il à présumer ? Y a-t-il lieu de croire que les États-Unis s'y prêteraient? Pour qu'il en fût ainsi, il faudrait que l'esprit de cette nation, le caractère de sa législation et de ses institutions politiques, fussent changés de fond en comble. En vertu de la Constitution des États-Unis, l'État de la Californie, que je suppose organisé (il le sera bientôt), ne pourrait, de sa propre autorité et pour son propre compte, frapper d'un droit de sortie l'or qui aurait été extrait de son sol. Strictement parlant, le gouvernement fédéral pourrait établir une taxe de ce genre au profit de la trésorerie de Washington. Mais ce serait, aux États-Unis, un fait sans précédents. Les Californiens regarderaient la loi comme oppressive : pour la faire abolir, ils ne négligeraient aucune espèce d'efforts. En supposant qu'ils s'y soumissent nominalement, la perception du droit serait impraticable; l'exportation de l'or se ferait clandestinement. Pour ré-

primer la fraude qui se commettrait alors, il faudrait que le législateur ordonnât des mesures que le citoyen américain, tel qu'il s'est fait connaître jusqu'à ce jour, ne supporterait pas.

Au premier abord, on serait tenté de considérer comme plus praticable, que le gouvernement fédéral, qui est propriétaire-né des terres publiques, fît déclarer par la loi qu'il réserve les terrains d'alluvions aurifères pour les vendre à un taux plus élevé que le reste du domaine. Ce serait appliquer à ces terrains ce qui s'est déjà fait pour ceux qui recèlent du plomb dans la vallée du Mississipi, du cuivre sur les bords du lac Supérieur. Ce système rencontrerait dans les mœurs démocratiques des États-Unis un obstacle difficile à surmonter. Il ferait la part beaucoup plus belle aux capitalistes qu'aux ouvriers; il permettrait aux propriétaires des capitaux d'accaparer, à bas prix vraisemblablement, les gisements les meilleurs afin de s'en attribuer un jour les avantages. Par ce motif, il est impossible que le législateur des Etats-Unis y donne la préférence.

En Californie, il faut une solution qui soit démocratique, c'est-à-dire qui laisse au simple ouvrier toute chance d'utiliser au mieux, pour son propre compte, ce riche domaine minéral. M. B. King en propose une qui, sous ce rapport, ne laisserait rien à désirer. Elle consisterait à vendre tous les ans aux individus la faculté d'extraction, moyennant une somme qu'il fixe à 16 dollars, ce qu'il considère à peu près comme le produit d'une journée de travail. Seuls, les porteurs de ces *permis* auraient le droit de paraître sur les gisements. Ceux qui en seraient munis exerceraient, à l'égard de quiconque se présenterait, une mission de contrôle. L'intérêt qu'ils auraient à écarter des rivaux qui exploiteraient en contrebande garan-

tirait que cette police serait bien faite. L'autorité saurait à qui elle délivre les permis, et par conséquent, on ne verrait plus les militaires quitter leur drapeau, les matelots abandonner leur navire, pour se faire chercheurs d'or. Ce serait une sécurité précieuse pour les chefs de corps et pour les armateurs nationaux et étrangers. Au sujet des filons, M. B. King, tout en proposant des mesures conservatrices, voudrait qu'on y payât une redevance proportionnelle : mais, avant de s'occuper de ce qu'il convient de faire pour régulariser l'exploitation des filons et pour la soumettre à l'impôt, il faudrait être bien certain qu'il en existe en Californie qu'on puisse travailler avec plus de profit que les alluvions.

L'impôt qui serait prélevé au moyen des permis ne serait que d'un cent-cinquantième environ de la production annuelle d'un mineur passablement exercé ; l'extraction n'en serait donc pas sensiblement enchérie, elle ne le serait pas, quand bien même on doublerait ou triplerait le prix des permis proposé par M. King. Il est extrêmement probable que, quelle qu'elle soit, la combinaison qui prévaudra ne grèvera de même l'exploitation que d'une manière inappréciable, et je m'arrête sur cette conclusion.

Des écrivains dont quelques-uns sont du plus grand poids, comme M. Gallatin et M. de Humboldt (1), exprimaient, il y a quelques années, l'opinion qu'une baisse considérable de la valeur de l'argent et de l'or n'était aucunement probable. Ces deux esprits éminents comparaient la grandeur de la masse que la civilisation en possède, à l'extraction qui s'en fait annuellement, et ils

(1) Gallatin, *Considerations on the Currency and Banking-System of the United States*, page 9 ; et Humboldt, *Nouvelle-Espagne*, tome III.

arrivaient ainsi à croire que l'influence de la production de ce temps-là, même notablement développée et perfectionnée, devait demeurer insensible. A cette époque les ressources métalliques de la Russie boréale n'étaient pas connues, non plus que celles de la Californie. Je cite cependant, après ces éclatantes découvertes, l'opinion de ces autorités illustres, pour faire remarquer que dans cette manière de raisonner, qui pourrait être adoptée par d'autres personnes, on s'exagère la grandeur de la quantité qui combat par sa masse la tendance à la dépréciation. Il n'y a d'action exercée sur le marché, dans le conflit entre l'offre et la demande, que de la part de la marchandise qui est réellement offerte. Or, je n'aperçois sous ce titre que la monnaie en circulation et les lingots des commerçants en métaux, ainsi que les articles de bijouterie et d'orfévrerie qui sont chez les marchands. Les bijoux, les ustensiles domestiques, les lingots, qui peuvent exister dans les trésors particuliers, de même que les monnaies enfouies, ne contribuent pas à faire les cours. De cette manière, l'approvisionnement en or ou en argent dont on a à tenir compte, quand on veut comparer l'offre à la demande, est sérieusement réduit. Maintenant, supposons que les frais de production de chacun des deux métaux précieux, ou d'un seul, baissent de 30, de 50 ou de 75 pour 100, et admettons que ce changement soit accompagné d'un agrandissement très-marqué de la production même : il ne faudra pas un aussi grand nombre d'années que le supposaient M. Gallatin et M. de Humboldt, pour qu'il y ait une masse flottante qui pèse sur le marché, et modifie visiblement le rapport entre l'offre et la demande. Voilà ce qu'on pouvait dire déjà avant les découvertes des vingt dernières années ; c'eût été démontrer qu'une diminution dans les frais de production

entraîne comme conséquence infiniment probable (1), dans un laps de temps qui ne serait pas fort long, une baisse de la valeur des métaux précieux, par rapport aux autres objets. C'est toujours à la considération du montant des frais de production qu'il faut en revenir dans des études de ce genre. Cet élément-là finit par l'emporter, quoique des circonstances diverses puissent momentanément le balancer.

CHAPITRE VI.

Des effets qu'il faudrait attendre d'une baisse des métaux précieux.

Nous n'avons ici à mentionner que pour mémoire une révolution dans les prix, qui serait très-caractérisée si la baisse était forte. Le prix d'un article de commerce quelconque est le rapport de la valeur de cet article à la valeur du métal précieux dont on envisage la monnaie. Quand on dit que l'hectolitre de blé vaut communément 20 fr. en France, c'est que le rapport de la valeur du blé à la valeur de l'argent est exprimé par l'hectolitre mis en regard de 18 grammes de métal fin. Si l'argent vient à baisser de moitié, l'équation de valeur n'existera plus qu'entre un hectolitre de blé et 36 grammes de métal. En d'autres termes, le prix du blé aura doublé, et sera de 40 fr. l'hectolitre, sans que le cultivateur, qui vend le blé pour dépenser ensuite l'argent, soit plus riche, et sans que le consommateur qui l'achète soit appauvri.

(1) Je dis probable et non pas certaine, parce que l'influence de la diminution des frais de production peut être paralysée par différentes causes, telles que l'accroissement rapide de la demande, ou la difficulté de trouver immédiatement des mines qui permettent d'accroître l'extraction.

Si c'est l'or qui a baissé au lieu de l'argent, celui-ci restant fixe au contraire, la pièce d'or, dite de 20 fr., qui contient 5$^{gram.}$,806 de fin, ne payera plus un hectolitre de blé. En supposant que la baisse soit de moitié, il en faudra tout juste 2. Mais en ce cas la pièce d'or, qui passe pour 20 fr. aujourd'hui, parce qu'elle équivaut à 20 fois 4 gr. 1/2 d'argent fin, ne devra plus s'appeler que pièce de 10 fr. ; autrement, exprimés en or, les prix cesseraient de concorder avec les prix en argent. De cette façon, la baisse de l'or seul, quelque forte qu'elle puisse être, n'entraînerait, en France, aucun changement dans les prix, tels qu'ils s'énoncent.

Considérée en elle-même, la révolution dans les prix, qui doit être immédiatement la conséquence naturelle de la baisse de valeur du métal dont est faite la monnaie unique ou la monnaie principale, ne dérange rien que la manière de compter et les écritures commerciales. Personne n'en souffre ni n'en profite, *ipso facto ;* c'est quelque chose d'analogue à ce qui adviendrait si l'on convenait, en France, d'appeler franc désormais ce qui est le réal espagnol, ou si, en Angleterre, on substituait dans les comptes, pour l'avenir, notre franc à la livre sterling.

Après ce qui a été dit dans plusieurs passages de ce volume, je n'ai pas à insister davantage sur le changement des prix. Passons à des aperçus d'un autre ordre.

Si demain, par la découverte de quelque nouveau procédé de culture, les frais de production du blé tombaient à moitié, et si le blé, coûtant deux fois moins à produire, se vendait deux fois moins, serait-ce un bien, serait-ce un mal ? A cette question tout le monde répondra : ce serait un bien incomparable. Sans doute, si quelques personnes avaient eu l'idée d'accaparer des amas de grains pour les revendre plus tard, la réduction, dans le cas où elle serait subite, leur occasionnerait une forte perte. Si quelques

autres s'étaient réservé une rente perpétuelle en blé, ce serait de même une moindre valeur qu'elles recevraient, et la découverte nouvelle tournerait à leur détriment, dans le cas où elles auraient entendu faire commerce de ce blé, c'est-à-dire l'employer à se procurer d'autres marchandises par la voie des échanges, au lieu de le consommer elles-mêmes. Ceux des cultivateurs qui n'auraient pas ou ne sauraient pas trouver le capital nécessaire à la mise en activité du procédé nouveau, éprouveraient de l'embarras et de la perte. Mais, envers la société envisagée dans son ensemble, ce serait un changement pour lequel il faudrait bénir la Providence et dont on devrait honorer à jamais les auteurs. Si demain on découvrait quelque vaste contrée où, par un don particulier du ciel, la culture du blé fût partout extrêmement facile, si bien que l'Europe pût régulièrement en retirer une très-grande quantité de grains qui lui coûtassent, tout rendus, la moitié du cours moyen de nos marchés, le dérangement serait très-grand pour nos agriculteurs ; il faudrait qu'une bonne partie des terres cessât d'être cultivée en blé, et reçût une autre destination qu'on n'imaginerait peut-être pas sur l'instant. Il n'en est pas moins vrai que l'ouverture du commerce avec la nouvelle Atlantide marquerait comme un événement extrêmement heureux dans les fastes de la civilisation.

L'intérêt permanent et absolu de la société est que tout ce qui sert aux besoins des hommes, tous les objets qu'ils obtiennent à la sueur de leur front, soient d'une production facile et, par conséquent, puissent s'obtenir, par la voie des échanges, en retour d'une moindre quantité des services que chacun rend. Toute diminution de valeur qui résulte de ce que les arts se sont perfectionnés ou de ce que des circonstances na-

turelles plus favorables se sont offertes aux hommes, est d'intérêt public. En ce sens, la baisse de valeur est le but que poursuit l'industrie, la mesure des progrès qu'elle accomplit, le point de mire des gouvernements civilisateurs; c'est ainsi que s'augmentent la richesse de la société et le bien-être des populations. Cette conclusion générale s'applique indistinctement à toutes les marchandises, à tous les services, aux métaux précieux aussi bien qu'au reste de ce qui s'achète et se vend (1).

De ce point de vue, il serait avantageux que l'or et l'argent devinssent abondants et à bas prix comme le cuivre ou le fer ou même comme les pierres, ainsi que l'historien Josèphe, par une hyperbole patriotique, dit que c'était dans la Judée sous Salomon. On aurait alors à bon marché des ornements de la personne et de la demeure, objets qui non-seulement donnent satisfaction à un frivole amour du luxe, mais qui aussi, dans une certaine mesure, ajoutent à la dignité de l'homme, au sentiment qu'il a de l'élévation de sa propre nature, en même temps qu'à son bien-être. Tout le monde pourrait se procurer des ustensiles d'une matière plus pure et plus belle, d'un usage plus commode et plus salubre. Posons donc en principe, que la diminution des frais de production des métaux précieux et l'abaissement de leur valeur seraient un bien pour la civilisation. Ce serait un de ces faits conformes aux tendances de ce siècle, où les forces vives de la société sont en action pour mettre à la portée du plus grand nombre, de tous autant que possible, des

(1) Dans un volume intitulé *Harmonies Economiques*, qui a paru quand l'impression de celui-ci était déjà fort avancée, M. Bastiat a présenté des idées d'un rare intérêt sur la Valeur, la Richesse, la Propriété, etc. La tendance des valeurs à baisser y est appréciée d'un point de vue très-élevé. Si j'avais pu lire plus tôt le volume de M. Bastiat, la section II du présent volume, qui traite de la Valeur, en eût retenu l'empreinte.

jouissances et des avantages autrefois réservés à une petite minorité.

Cependant, de même que la baisse du blé, d'après ce qu'on vient de voir, peut tourner au détriment d'un certain nombre de personnes, la baisse des métaux précieux peut aussi être dommageable à des intérêts individuels; elle peut l'être même à quelques intérêts collectifs de la société (1). D'une autre part, les avantages que procurerait la baisse de l'or ou de l'argent, par rapport aux autres produits de l'industrie ou aux services que les hommes échangent, seraient incomparablement moindres que ceux qui ressortiraient, soit d'un procédé de culture en vertu duquel les frais de production et la valeur du blé seraient réduits de moitié, soit de la découverte d'une contrée qui aurait le même effet. Car, nous l'avons exposé plus haut (2) avec quelque détail, tout l'accroissement de richesse que la société, envisagée dans son ensemble, retirerait de la baisse des métaux précieux, se réduirait à un surplus de facilité pour se procurer des ustensiles ou des ornements en or ou en argent, ou recouverts de ces métaux.

Parmi les classes aisées, il n'est personne qui n'ait une certaine quantité d'objets, bijoux ou ustensiles en or ou en argent. Chacun parmi ces classes aurait, de ce chef, à rabattre quelque chose de l'inventaire de sa fortune, s'il évaluait celle-ci en blé, ou en denrées quelconques, ou en services de quelque nature que ce soit. Sous cette forme-là, le dommage ne serait bien sérieux pour personne; ces bijoux, ces ustensiles n'en existeraient pas moins avec leurs qualités utiles ou leur agrément, sauf

(1) Je renvoie à ce qui a été dit, dans le chapitre précédent, de la perte qu'éprouverait chaque pays par l'abaissement de la valeur de sa monnaie. Voir aussi plus bas, page 565.

(2) Pages 377 et 393.

que la vanité en serait moins flattée, d'autant que la baisse serait plus forte.

Ce serait une perte pour ceux qui auraient amassé des trésors métalliques : il est vrai que les thésauriseurs méritent, à ce titre, peu de sympathie. Ils porteraient la peine de leur manie.

Mais l'événement tomberait de tout son poids sur les créanciers qui attendent en remboursement une somme déterminée d'argent ou d'or, et qui s'étaient flattés qu'elle leur procurerait une certaine quantité de jouissances. Les rentiers de l'État, quels qu'ils soient, individus, corporations, établissements publics, en seraient tous atteints ; de même les rentiers des villes et des départements, et dans les sociétés modernes on sait quel est le nombre des personnes et des institutions qui possèdent des rentes sur l'État ou sur les localités. Quiconque a une redevance fixe convenue pour une longue suite d'années, les propriétaires de terres qui ont consenti de très-longs baux, les compagnies de travaux publics de toute nature, routes, ponts, canaux et chemins de fer, dont le profit se recueille sous la forme d'un péage fixé d'avance, tous ceux-là et d'autres encore seraient affectés dans leurs intérêts d'une manière plus ou moins grave.

Les transactions à courte échéance, telles que sont toutes les opérations accoutumées du commerce, n'en seraient cependant pas touchées à un degré notable, parce que la baisse procéderait lentement; puisqu'elle mettrait une suite d'années à s'accomplir, ce n'est pas dans l'intervalle de quelques mois qu'elle occasionnerait un changement de quelque importance. On peut néanmoins prévoir qu'elle irait par saccades plutôt que par une gradation régulière, et dans ce cas il serait possible que,

dans quelques mois, il se produisît quelquefois des différences marquées.

La lenteur même du mouvement descendant permettrait aux personnes avisées qui posséderaient des titres de rentes, du genre de ceux qu'on négocie facilement, de s'en défaire, et de choisir d'autres placements qui ne seraient pas passibles de cet amoindrissement de revenu effectif, ou qui le seraient beaucoup moins. A la faveur de ces négociations successives, la perte, en s'échelonnant, se répartirait entre un grand nombre de personnes, ce qui la rendrait moins sensible à chacune.

A l'égard des compagnies à péages, comme elles rendent un service au public, et qu'il est indispensable, pour que ce service continue, qu'il ait sa rémunération, il est infiniment probable que, dans chaque pays, le gouvernement consentirait à rehausser les tarifs, autant que ce serait nécessaire; j'exprime cette réserve parce qu'il est des États où les tarifs insérés dans les lois de concession aux compagnies ne font qu'indiquer des maxima fort élevés, qui laissent beaucoup de marge, et en dessous desquels les compagnies se tiennent à distance même dans la pratique actuelle.

Mais envers les rentiers ses créanciers, l'État ne s'est engagé qu'à une chose : il leur a promis de leur payer un poids déterminé d'argent ou d'or, et rien de plus. Il ne peut être astreint à plus que sa promesse. Que l'or et l'argent eussent enchéri, il n'en eût pas moins été tenu de livrer les quantités portées sur les titres de rente; l'or ou l'argent baissant au contraire, on ne peut le blâmer de profiter de la chance; il est parfaitement dans son droit. La même observation s'applique à toutes les rentes stipulées en sommes d'argent ou d'or, quels que soient ceux qui ont à les servir, que ce soient les dépar-

tements, les villes ou les particuliers. Il y a cependant une distinction à faire, je vais la signaler.

Si la Californie tient tout ce qu'on annonce au monde, au moment où s'impriment ces lignes (mai 1850), la perturbation sera grande au détriment des créanciers du gouvernement anglais. Supposons, puisque nous sommes lancés dans les hypothèses, que dans un délai de vingt-cinq ans, l'or doive ne plus valoir, relativement aux autres productions, que le dixième de ce qu'il vaut présentement. J'admettrai, autant qu'on le voudra, que l'hypothèse est forcée ; je la choisis telle cependant, parce qu'elle rend plus saillantes les conséquences que j'ai à mettre en vue. Il s'ensuivrait que, vers l'an 1875, dans tous les échanges où figure aujourd'hui une livre sterling, c'est-à-dire 7 gr.,318 d'or fin, il faudrait dix livres ou 73 gr.,18. Tel service public qui se paye aujourd'hui 1,000 livres sterling ou 7 kil.,318 d'or, en coûterait alors à l'État 10,000 ou 73 kilogrammes. Le budget du Royaume-Uni, qui est d'environ 23 millions sterling, sans la dette publique, monterait tout naturellement, sans surcharge réelle pour les contribuables, à 230 millions. Mais la somme des arrérages de la dette publique *fondée* resterait exactement au même point qu'aujourd'hui (je fais abstraction des nouveaux emprunts qu'on pourrait avoir négociés, de la partie de la dette qu'on pourrait avoir amortie et des annuités viagères qu'il n'y aurait plus à servir), c'est-à-dire d'environ 28 millions sterling. Le budget total du Royaume-Uni, qui est présentement d'environ 51 millions sterling, ne monterait pas au décuple, il irait seulement à 258 millions sterling (230, plus, 28). Les choses se passeraient, pour les contribuables, comme si on les eût dégrévés de 252 millions st., valeur relative de l'an 1875, ou de 25,200,000 livres st., valeur

d'aujourd'hui. La dette anglaise se trouverait donc, par rapport aux contribuables, payée aux neuf dixièmes par le fait des mines de la Californie.

Dans la même supposition d'une baisse extrême de l'or, en France, où la monnaie est double, le gouvernement pourrait s'appuyer sur la faculté qu'il a de payer en or pour faire subir à la dette de l'État une diminution analogue, en ne payant plus les arrérages qu'en pièces de ce métal. Cependant l'or, en fait, est démonétisé aujourd'hui parmi nous, et la loi organique des monnaies a donné à l'argent le principal rôle et fait de l'argent la pierre angulaire du système; ce serait donc, de la part de l'État, un acte très-rigoureux que d'user ainsi de la circonstance; j'aurai même occasion d'indiquer plus bas (1) des motifs qui me paraissent le lui interdire absolument. Mais si c'était l'argent qui baissât, les créanciers de l'État ne pourraient éviter d'en subir les effets ; le droit de l'État envers eux, en équité comme en stricte justice, serait incontestable.

Dans tous les cas où il s'agit d'une somme, c'est-à-dire d'une quantité d'or ou d'argent, à recevoir par l'un et à payer par l'autre, il semble que la société prise collectivement n'éprouverait aucun dommage, et que ce serait l'occasion d'appliquer la sentence de Montaigne que *le profit de l'un fait le dommage de l'autre.* Ce n'en serait pas moins le dérangement d'une multitude d'existences, ce qui en soi est toujours un malheur. Les uns perdraient des avantages sur lesquels ils comptaient et qu'ils s'étaient habitués à regarder non-seulement comme parfaitement légitimes, mais comme immuables ; les autres jouiraient d'une immunité imprévue qui ne serait justifiée par aucun service rendu.

(1) Page 566.

Il est néanmoins une portion appréciable de la richesse des États, envers laquelle cette espèce de compensation de l'appauvrissement de celui-ci par l'enrichissement de celui-là, n'existerait pas : à l'égard de la monnaie, c'est d'elle que je veux parler, la dépréciation des métaux précieux serait une perte sèche pour la société. Une nation, chez laquelle le service des échanges rend nécessaires deux ou trois milliards en espèces monnayées, perdrait net sur ce chapitre la moitié, le quart, les neuf dixièmes, si les métaux précieux étaient descendus dans cette proportion. Elle le perdrait si bien qu'elle serait dans l'obligation de le remplacer. Dans l'hypothèse d'une baisse de moitié, il faudrait qu'elle achetât au dehors une quantité d'or ou d'argent précisément égale à celle qu'elle possédait déjà. Autrement le mécanisme commercial demeurant le même, le service des échanges serait en souffrance ; car, où figuraient auparavant 1,000 grammes d'argent ou d'or, c'est 2,000 qui seraient requis désormais, par hypothèse.

La quantité d'or monnayé que possède l'Angleterre, et qu'on estime à un milliard de francs, ne représenterait plus dans vingt-cinq ans, selon la supposition extrême que j'indiquais il y a un instant, que 100 millions. Sur le marché général du monde, la puissance d'achat qui résulterait alors, pour cette nation, de la possession de sa monnaie actuelle d'or, serait diminuée de 900 millions. Pour le mécanisme de ses échanges intérieurs, l'Angleterre serait dans l'obligation d'acheter successivement, d'ici à vingt-cinq ans, une quantité d'or fin de 9 milliards, c'est-à-dire de 2,610,000 kilogrammes. A cet effet, elle aurait à livrer successivement, sur le marché général du monde, une masse de marchandises équivalente à 2,610,000 kil. d'or, sans que la somme de 9 milliards de métal, ajoutée au milliard qu'elle a aujourd'hui entre

les mains, dût lui rendre en 1875 plus de services que ne lui en rend aujourd'hui son milliard unique. Ainsi toute l'augmentation de la monnaie, qui aurait lieu de cette manière, n'accroîtrait en rien la richesse de la société anglaise; elle aurait l'effet contraire (1).

En présence des variations qu'il y a tout lieu de prévoir désormais dans la valeur respective des deux métaux précieux, il est un devoir auquel ne peuvent se soustraire les gouvernements des États très-nombreux où les deux métaux sont monnayés, et où la loi a prétendu établir entre eux un rapport fixe, comme la France où la loi a posé pour unité monétaire le franc, qui est défini 4 grammes et demi d'argent fin et puis, par assimilation, 29 centigrammes d'or. Il faut séparer complétement les deux métaux, ainsi que nous l'avons indiqué, de telle sorte que l'unité monétaire en or cesse d'avoir un rapport fixe avec l'unité monétaire en argent; ce qui n'empêcherait cependant pas le législateur, en vue de certains cas, ou même pour tous les cas sauf stipulation contraire, d'établir entre les deux métaux une proportion qui varierait sous toute garantie (2).

Pour les gouvernements, ce devrait être l'occasion de s'accorder sur une monnaie d'or dont la composition fût absolument la même pour tous, et qui ne différât d'un État à un autre que par l'effigie.

En France, l'équité commande que, à partir de ce jour, personne, État ou particulier, ne puisse plus s'acquitter en or qu'en supportant une réduction de la valeur de ce métal, laquelle resterait à déterminer périodiquement chaque année par voie législative, d'après le cours comparé des deux métaux précieux sur les principaux mar-

(1) Voir, pour plus de développements, page 393.
(2) Je renvoie à la page 169.

chés du monde. Le désir que pourrait avoir l'État de profiter de l'occasion pour réduire la charge de sa dette publique en n'en payant plus les arrérages qu'en or, dans le cas probable où ce métal aurait subi une dépréciation beaucoup plus forte que l'autre, ne serait pas une excuse valable. Il ne doit pas y avoir, dans un État, deux poids ni deux mesures; le gouvernement, s'il veut que les citoyens soient honnêtes, doit leur en donner l'exemple. Si, dans dix ans, le kilog. d'or ne vaut plus que 8 kilog. d'argent au lieu des 15 1/2 que suppose notre système monétaire, les particuliers auront bien soin de stipuler qu'on ne les payera qu'en monnaie d'argent, et les tribunaux, je le suppose, n'essayeraient pas d'annuler de pareilles conventions, car ce serait une atteinte à la liberté des transactions, au respect des contrats. Ou, si les particuliers consentent alors à recevoir de l'or, ce sera seulement à raison de 1 contre 8 d'argent. Le gouvernement lui-même, en percevant les contributions, se refuserait absolument à recevoir de l'or autrement que sur cette base. Il commettrait donc un acte de mauvaise foi s'il forçait ses créanciers, les rentiers, à prendre de l'or sur un pied différent.

Le gouvernement d'une nation justement renommée pour sa prévoyance et pour sa probité, la nation hollandaise, avait déjà, en 1847, fait passer une loi qui statuait qu'à la fin de 1850, les pièces d'or perdraient la qualité de *legal tender*, c'est-à-dire cesseraient d'être obligatoirement recevables par les créanciers; ainsi l'argent allait devenir la seule monnaie légale du pays. Dès 1849, en prévision de changements supposés qu'aurait pu occasionner soudainement l'exploitation de la Californie, une loi nouvelle a été votée (le 29 septembre) qui démonétise l'or immédiatement (1). On peut trouver que les

(1) On conçoit que, malgré cette démonétisation officielle, les pièces

Hollandais, en votant cette dernière loi, ont été un peu pressés; mais en pareille matière l'excès n'est pas un défaut, et mieux vaut devancer les événements que de s'en laisser dépasser.

Le gouvernement belge, au même moment, s'est mis à faire fabriquer des pièces d'or de 25 fr. et de 10 fr., avec inscription de cette valeur nominale. Dans le but de tenir compte du petit enchérissement éprouvé par l'or depuis la loi de l'an XI, on les a rendues proportionnellement plus légères que les pièces d'or françaises. Il est impossible de plus mal choisir son temps pour une innovation de ce genre. Le gouvernement belge, pour se préoccuper de ce que l'or avait légèrement enchéri et pour modifier la monnaie en conséquence, a attendu précisément l'instant où tout fait prévoir une variation en sens contraire bien autrement prononcée. C'est surprenant de la part d'un gouvernement qui en général se montre fort éclairé. S'il entreprend de modifier la composition de ses pièces d'or à chacun des changements appréciables que subira la valeur du métal, il va avoir fort à faire, et la collection de ses pièces d'or sera d'une complication désespérante pour tout le monde, excepté pour les faiseurs de collections, qui sont amoureux de la multiplicité des espèces.

L'administration française vient aussi de faire émettre des pièces nouvelles en or; elles sont dites de 10 fr. et portent cette valeur nominale. L'idée n'est pas heureuse

d'or pourront circuler en Hollande; mais elles n'y seront acceptées qu'au cours de l'or par rapport à l'argent, et ne le seront que volontairement. Je ne prétends pas que cette solution soit la meilleure. Pour les transactions courantes, j'estime qu'il y aurait moins d'inconvénients à donner un cours légal et obligatoire à l'or comme à l'argent, pourvu que ce cours fût mobile et réglé, par rapport à l'argent, tous les ans, par exemple, de la manière indiquée pages 169 et 566. Dans ce système on pourrait prendre pour unité monétaire en or un poids d'un nombre rond de grammes, comme on l'a fait pour l'argent, ainsi qu'il est dit page 169.

non plus ; mais, du moins, on n'a pas touché à la proportion d'or qui était supposée répondre à 4 1/2 grammes d'argent fin. Si, dans trois ou quatre ans, il faut statuer par une loi que les pièces d'or françaises ne passeront plus, jusqu'à nouvel ordre, que moyennant une réduction de 10 ou 15 centimes par franc (je prends ces nombres au hasard), la loi s'appliquera aux nouvelles pièces comme aux anciennes, sans distinction.

Les mines de la Californie, pour ne parler que de ce pays, auront eu, sur la civilisation, des effets généraux d'un autre genre. Elles auront attiré sur les rivages du Grand-Océan une population entreprenante. Les vastes régions que baigne cette mer, et qui semblaient plongées dans un sommeil éternel, auront été réveillées, comme par une commotion électrique. Pour le genre humain tout entier, c'est un événement d'une incalculable portée.

Les mines d'or de la Californie n'auront pas peu contribué non plus à arrêter les progrès de l'esclavage, qui menaçait de s'étendre indéfiniment, avec les conquêtes des États-Unis, vers le sud. Les blancs qui travaillent aux mines d'or n'ont pas voulu que la constitution de la Californie reconnût l'esclavage. Ce n'est pas seulement par respect pour les principes, quoique je sois persuadé que ce beau sentiment n'a pas été pour peu dans leur détermination ; c'est aussi que l'extraction de l'or fût devenue un travail servile, flétri à ce titre. Les blancs n'auraient plus pu s'y livrer sans encourir une sorte de déchéance, et les propriétaires d'esclaves auraient fait aux travailleurs libres une concurrence qui eût écrasé ceux-ci.

Mais la question de l'esclavage, et celle de la civilisation des contrées que borde le Grand-Océan, sont étrangères à notre sujet. C'est à peine s'il est permis de les mentionner ici.

SECTION XIV.

Du billon.

Nous ne pouvons terminer ce livre sans signaler les substituts et accessoires de la monnaie, qui sont de substance métallique : c'est ce qu'on nomme le billon.

Nos pièces d'argent de 20 centimes sont déjà bien exiguës ; le nombre en est petit et, en France, la pièce de 50 centimes peut être pratiquement regardée comme la limite inférieure de la monnaie d'argent (1) : or, au moment où s'impriment ces lignes (mai 1850), à Paris, depuis dix-huit mois, le kilog. de pain blanc de deuxième qualité ne se vend que 20 ou 19 cent. (2), et il y a bien des pays sur la terre où 50 cent., c'est-à-dire 2 1/4 gr. d'argent fin, représentent un kilog. de viande, et même davantage. Ainsi, les métaux précieux ne peuvent, par la raison même qu'ils sont précieux, servir aux transactions de la moindre grandeur, qui cependant sont les plus nombreuses. Par la même raison, il est une multitude de transactions qui ne peuvent se régler exactement par le moyen des pièces d'argent ; il reste à payer des appoints pour lesquels les pièces manquent. Le billon est destiné à combler cette double lacune ; il n'a pas et ne peut avoir d'autre destination.

(1) On n'émet que depuis le commencement de 1850 ces pièces de 20 centimes et on retire de la circulation celles de 25, qui n'ont jamais été abondantes.

(2) Il est vrai que c'est un prix plus bas que d'habitude.

Dans les pays, comme l'Angleterre, où la loi ne reconnaît d'autre monnaie que l'or, le besoin du billon est bien plus vivement senti, car en Angleterre la moindre pièce d'or est d'un demi-souverain ou de 12 fr. 60 cent. Aussi, en Angleterre, a-t-on adopté deux billons pour un, le premier d'argent, le second de cuivre.

L'essence du billon, quelle qu'en soit la substance, qu'il soit d'argent, de cuivre ou de bronze, ou d'un alliage d'un peu d'argent avec beaucoup de cuivre, est de n'avoir un cours légal qu'autant qu'il est nécessaire pour parfaire un compte, ou qu'il s'agit d'une transaction trop menue pour qu'il y ait moyen de la solder avec la monnaie proprement dite. Ainsi, en Angleterre, les pièces d'argent ne peuvent être imposées par le débiteur au créancier qu'au-dessous de la somme de 2 liv. st., qui le montant de la plus grosse pièce d'or en circulation dans le pays, et le cuivre n'apparaît pour parfaire une somme qu'autant que les pièces d'argent ne peuvent la former intégralement. De même, en France, les caisses publiques ne donnent et ne reçoivent le cuivre qu'au-dessous de 50 centimes.

Par ce motif, la quantité de billon que réclame réellement un État, même étendu et peuplé, est bornée. Ce sont des pièces qui circulent sans cesse, que personne ne met en réserve. Par cette constante activité, le billon se multiplie lui-même.

Le billon le plus usité, celui de cuivre, si on le frappait dans le même système que la monnaie, c'est-à-dire en faisant en sorte que la valeur intrinsèque coïncidât absolument ou à très-peu près avec la valeur nominale, autant que ce serait possible, aurait l'inconvénient d'être fort lourd. Pour éviter cette incommodité, on s'est déterminé presque partout à faire les pièces de cuivre d'une valeur intrinsèque beaucoup moindre que

la valeur nominale. Mais alors se rencontre un danger : une prime est offerte à la contrefaçon, prime d'autant plus forte que l'écart est plus grand entre la valeur intrinsèque et la valeur nominale.

L'écart qu'on a adopté dans les différents pays, est communément de plus du simple au double et de moins du simple au triple. Quelquefois, cependant il a été beaucoup plus étendu.

La pièce française d'un décime, à tête de Liberté, pèse 20 grammes ; les gros sous de métal de cloche, composés de matières diverses, pèsent 24 grammes. Le denier anglais ou penny, dont la valeur nominale est à peu près d'un décime, pèse 18gr.,80. En Autriche, la pièce de 3 kreutzers, d'une valeur nominale de 13 centimes, ne pèse que 9gr.,70.

En 1842 et 1843, quand il s'est agi, dans les chambres françaises, de refondre la monnaie de cuivre, on ne fut pas parfaitement d'accord. Le plus grand nombre des personnes compétentes voulaient cependant que le décime pesât 15 grammes (1). Il eût été d'un alliage formé de 96 parties de cuivre et de 4 d'étain.

Or le cuivre, en lingots propres au laminage, varie depuis vingt ans entre 2 fr. et 2 fr. 80 c. le kilogramme, et par conséquent de 4 à 5 $\frac{6}{10}$ centimes pour 20 grammes pesant. Ainsi, dans les pièces de cuivre à tête de Liberté, l'écart entre la valeur nominale et la valeur intrinsèque n'est guère que de 1 à 2; et encore je ne compte pas les frais de fabrication et d'émission sur tous les points principaux du territoire, ce qui, pour une opération vaste

(1) C'était la proposition qu'avaient faite, en 1839, MM. Dumas et de Colmont, dans leur *Rapport final* que nous avons eu si souvent occasion de citer et où la question du billon est traitée en détail. Le gouvernement, quand il présenta son projet de loi, en 1842, se prononça pour le poids de 10 grammes et la commission de la chambre des députés y donna son assentiment.

mais soignée, comme celle qu'on projetait en France en 1842 et 1843, ferait, tout compris, plus d'un franc par kilogramme (1). Un poids de 15 grammes auquel on attribuerait la valeur nominale d'un décime, vaudrait, en lingots raffinés, d'après les cours du cuivre depuis vingt ans, de 3 à 4 $\frac{2}{10}$ centimes (2).

La grande différence qui existe entre la valeur nominale du billon et la valeur intrinsèque du métal en lingots, est un motif nouveau pour qu'on s'abstienne de lui donner cours légal au delà de ce qui est strictement indispensable pour les appoints ou pour les menus achats journaliers. Car si le législateur autorise que, dans tout règlement de compte, une fraction déterminée, d'un dixième ou d'un quart, se paye en billon, c'est comme s'il altérait la monnaie d'un dixième ou d'un quart (3).

C'est aussi un motif pour qu'il n'en soit émis que tout juste ce qu'il faut; car le cours légal du billon, cours tout artificiel puisqu'il est supérieur, en tout pays, à la valeur intrinsèque, ne peut se soutenir qu'autant que l'on est assuré d'écouler le billon à ce taux, et c'est ce qui cesse d'être du moment qu'il y en a dans le courant de la circulation plus que ne comportent le service des appoints et celui des menues transactions. Les marchands détaillants auxquels il en arrive alors des quantités excessives, et qui ne peuvent le refuser de leurs pratiques, n'ayant pas le moyen de l'écouler, font un sacri-

(1) La fabrication du billon, dans le système projeté en 1842 et 1843, devait être concentrée à Paris, et on aurait eu à le répandre de là sur toute la surface de la France, après avoir réuni, des 86 départements, les matières à Paris.

(2) Au sujet du billon, je crois devoir recommander la lecture de plusieurs écrits techniques qu'a publiés M. Frichot.

(3) Plus exactement, d'une quantité déterminée par le produit de deux facteurs dont l'un serait la fraction convenue du dixième ou du quart, l'autre le rapport entre la valeur nominale et la valeur intrinsèque du billon.

fice dans leurs opérations avec les marchands en gros ou avec les autres personnes qui consentent à s'en charger; mais ce sacrifice retombe tout droit sur le public, car ils ne se font pas faute d'élever le prix de leurs denrées, tout au moins du montant de la perte qu'ils ont subie.

Cependant plusieurs gouvernements, se trouvant dans une position difficile, ont frappé des masses de billon. C'était pour eux une ressource analogue au papier-monnaie. D'une quantité de cuivre qui valait un million, ils en faisaient trois, quatre ou cinq, tout comme avec des chiffons de papier imprimé qui reviennent à 1/2 franc peut-être, on fait 500 ou 1,000 fr. J'ai vu, en 1835, la ville de Mexico inondée de petites pièces de cuivre nommées *quartilles*, que le gouvernement, aux abois, émettait immodérément. En France, le gouvernement révolutionnaire fit de même fabriquer des sous en métal de cloche, à effigie royale, pour 19,232,543 fr., en vertu de la loi du 6 août 1791, et en l'an V et en l'an VII, des pièces de 1 décime et de 5 centimes en cuivre, à tête de Liberté, pour 19,691,266 fr. La Russie est un des pays où le Gouvernement a le plus abusé du cuivre. Storch rapporte que, de 1762 à 1811, il y a été émis des pièces de cuivre pour une valeur nominale de 90 millions de roubles, pendant que les monnaies d'or et d'argent fabriquées n'allaient qu'à 137 millions. C'est 65 de billon pour 100 de monnaie. En France et en Angleterre, la proportion du billon est très-faible. Chez nous, par exemple, on estime qu'il n'y en a que 45 millions contre 2 milliards et demi de monnaie, c'est un peu moins de 2 pour 100. Il faut dire qu'en Russie les denrées de première nécessité étant à très-bas prix, les pièces de cuivre y ont un cadre plus large; mais ce n'est pas assez pour justifier la proportion que Storch a signalée.

La contrefaçon des pièces de cuivre n'est pas seulement un de ces dangers que l'esprit peut prévoir ; c'est un mal constaté dans un grand nombre d'États. En France, à Paris, j'ai entendu des personnes, que j'ai lieu de croire bien informées, affirmer que, dans les ateliers où les ouvriers ont des matières de cuivre ou de laiton sous la main, il leur arrive quelquefois de fabriquer des sous. La grossièreté de l'exécution des sous en métal de cloche, et même des pièces de 5 centimes ou d'un décime à tête de Liberté, en rend la contrefaçon très-aisée. En Russie la contrefaçon a eu, à une certaine époque, l'appât d'un bénéfice énorme : on faisait plus que sextupler son capital. C'était vers la fin du règne de Pierre le Grand et pendant les deux règnes suivants. L'étranger surtout se livrait à cette opération. Storch répète une évaluation du comte Munnich, d'après laquelle il serait venu alors de l'extérieur pour plus de 6 millions de roubles (24 millions de fr.) d'espèces en cuivre. A ce compte, les peuples voisins, en livrant à la Russie une quantité de cuivre monnayé, qui valait réellement moins d'un million de roubles, en tirèrent des produits pour plus du sextuple; c'était ruineux pour la Russie.

Envers la contrefaçon l'on a la ressource d'un monnayage très-soigné. Les pièces de cuivre de l'Angleterre sont d'une belle exécution. En 1842 et 1843, quand il était question de refaire le billon français, il était entendu qu'on appellerait le concours des plus habiles graveurs, afin que les pièces nouvelles fussent des sortes de médailles ; comme elles devaient être en bronze au lieu de cuivre pur, elles auraient d'ailleurs bien résisté au frottement. Cependant ces garanties sont insuffisantes par elles-mêmes. Le nombre des bons graveurs est grand; les ateliers où l'on a des machines propres à s'adapter au monnayage sont devenus nom-

breux en Europe. S'il y avait un très-grand profit à attendre de la contrefaçon du billon, il s'en fabriquerait à l'étranger, quelque soigné qu'il fût. Et puis, quand il a l'habitude de recevoir des pièces de cuivre mal frappées, le vulgaire ne se décide pas facilement à y regarder. La supériorité de l'exécution peut être alors, du moins pendant un assez long délai, en pure perte.

On a pensé aussi à faire du billon qui, sous un petit volume, eût une valeur intrinsèque égale à la valeur nominale ou à peu près. Pour cela il suffit de mêler au cuivre une petite quantité d'argent. En France, sous l'ancien régime, les pièces vulgairement appelées *six blancs*, plus tard les *six liards*, et sous l'Empire les décimes à l'N, étaient des billons de ce genre. Mais la contrefaçon s'y est attachée. On réussit à imiter passablement la couleur particulière à ces bas alliages, et le public accepte les fausses pièces sur leur couleur, jusqu'à ce que, désabusé à l'extrême, il refuse également les bonnes et les mauvaises. C'est le sort qu'avaient eu, dans plusieurs départements, les pièces à l'N. On a donc fini par renoncer à ce système.

L'idée à laquelle on paraît s'être rallié généralement, c'est d'avoir des pièces de cuivre ou de bronze où l'écart entre la valeur nominale et la valeur intrinsèque du métal ne soit pas très-considérable et diffère peu de celui de 1 à 2 ou de 1 à 3. En y joignant une bonne fabrication, en recommandant aux receveurs des deniers publics de donner l'exemple de la sévérité envers le billon de contrebande, et en multipliant suffisamment les moindres pièces de monnaie, chez nous celles de 50 centimes et même de 20, de manière à resserrer l'usage du billon entre les plus étroites limites, il y a lieu de croire que la contrefaçon serait rendue très-difficile ; elle se ferait d'autant moins qu'elle aurait moins de marge.

En Angleterre, l'argent, avons-nous dit, est abaissé au rôle de billon. La différence entre la valeur nominale et la valeur intrinsèque est petite, elle n'est que d'un dixième (1). Cependant on pense que c'est encore exagéré. A quoi bon, en effet, alors la différence? Pour la commodité du public, qu'importerait que la pièce d'un schelling, qui est d'un poids de 5gr. 65, pesât un demi-gramme de plus? Quant au bénéfice à attendre de ce qu'on économise ainsi un dixième de la matière précieuse, pour un aussi grand État que l'Angleterre ce ne saurait être un argument sérieux; car il se serait agi de 34 millions en plus de trente ans (2).

(1) Voir plus haut page 156.
(2) Page 318.

FIN DE LA MONNAIE,

OU TROISIÈME VOLUME DU COURS.

TABLE

DES AUTEURS, DES HOMMES D'ETAT, DES MINEURS ET DES CHEFS D'INDUSTRIE.

MENTIONNÉS DANS CE VOLUME.

TABLE

ANALYTIQUE ET ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

A

C

N

O

P

U

V

FIN DE LA TABLE ANALYTIQUE ET ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

TABLE DES MATIÈRES.

SECTION PREMIÈRE.

Nature de la monnaie. Il faut qu'elle soit d'une substance possédant une valeur intrinsèque, et elle ne peut être que d'or ou d'argent.

SECTION II.

Si le blé et le travail sont propres à donner une mesure de la valeur.

SECTION III.

La monnaie considérée sous le rapport de la fabrication.

SECTION IV.

De combien de métaux peut se composer le système monétaire d'un Etat.

SECTION V.

L'exploitation des mines d'Amérique considérée principalement sous le rapport des variations qu'elle a fait éprouver à la valeur de l'or et de l'argent.

SECTION VI.

Des mines d'or en général.

SECTION VII.

De la production actuelle des métaux précieux et de ce qu'il en existe dans la civilisation occidentale.

SECTION VIII.

Exemples autres que ceux tirés de l'influence de l'Amérique, de variations durables ou passagères dans la valeur des métaux précieux.

SECTION IX.

De la monnaie dans ses rapports avec le capital.

SECTION X.

Du rapport entre la quantité des espèces d'or ou d'argent et la richesse des États.

SECTION XI.

Observations supplémentaires sur les variations qu'éprouve le prix des choses.

SECTION XII.

Du commerce international des métaux précieux, et du change.

SECTION XIII.

De la probabilité d'une baisse prochaine de la valeur des métaux précieux.

SECTION XIV.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

ERRATA :

Page 6, ligne 4, à partir du bas de la page; *distinctives*, lisez : *apparentes*.
— 33, — 1, de la note; *ttre*, lisez : *titre*.
— 47, — 13, *dont l'essence il spécialement est le plus de circuler*, lisez : *dont l'essence est le plus spécialement de circuler*.
— 47, — 6, à partir du bas de la page, *conversible*, lisez : *convertible*.
— 71, — 15, supprimez le mot : *culture*.
— 96, — 15, *états de civilisation, au moins on ouvre*, lisez : *états de civilisation au moins, on ouvre*.
— 96, — dernière, *H2er*, lisez : *Histoire des*.
— 126, — 9, 39 *grammes* 111, lisez : 3 *grammes* 111.
— 173, — dernière, *total*, lisez : *totale*.
— 180, titre du chapitre II, 1640, lisez : 1620.
— 186, ligne avant-dernière, *ce sera*, lisez : *se sera*.
— 188, — 4 du texte, en remontant, *mines d'or, proprement dites*, lisez : *mines d'or proprement dites*.
— 192, — 7, *e crois*, lisez : *je crois*.
— 203, — 7, *Illen*, lisez : *Il en*.
— 230, — 7, *exportation*, lisez : *l'exportation*.
— 335, — 7, en remontant, *ors*, lisez : *lors*.
— 339, — 8, en remontant, *pporte*, lisez : *l'apporte*.
— 512, *note* 2, *page* 426, lisez *Ibid. page* 426.

CORBEIL, IMPRIMERIE DE CRÉTÉ.